

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20e Législature — 1re session

Séances du 7 octobre au 12 novembre 1936

1936

Texte établi par Maurice Pellerin et Frédéric Lemieux

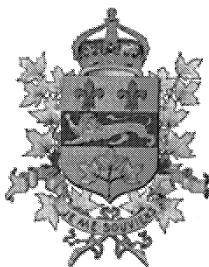
Orateur : l'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

20e Législature – 1re session

Séances du 7 octobre au 12 novembre 1936

1936



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20^e Législature — 1^{re} session

Séances du 7 octobre au 12 novembre 1936

1936

Texte établi par Maurice Pellerin et Frédéric Lemieux

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Maurice Pellerin Frédéric Lemieux Maria Buttazzoni
Introduction:	Frédéric Lemieux
Traduction:	Mathieu Boily Tony Gagnon
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Maria Buttazzoni
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 2^e trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23946-7
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le contexte international

À l'automne 1936, la situation internationale préoccupe grandement l'opinion publique québécoise. En Europe, l'agressivité des régimes totalitaires laisse craindre une escalade vers un nouveau conflit armé de grande envergure.

En mars 1936, au mépris du traité de Versailles, les troupes d'Adolf Hitler pénètrent en Rhénanie, pourtant déclarée zone tampon démilitarisée entre la France et l'Allemagne. Aucun pays ne réagit à ce coup de force qui augmente la puissance et le prestige du *führer* en Europe. Deux mois plus tard, l'Italie vainc et annexe l'Éthiopie, dernier territoire africain libre de colonisation européenne. Chacun de ces actes militaires unilatéraux fait perdre à la Société des Nations (SDN) le peu d'autorité morale qu'il lui reste. En France, le Front populaire de Léon Blum se maintient difficilement au pouvoir dans un contexte politique aussi mouvementé. Partout en Europe, la montée de l'agitation fasciste et communiste provoque des surenchères nationalistes et des flambées de violence.

En Espagne, l'instabilité de la seconde république dégénère en guerre civile en juillet. Le Front populaire (la gauche, les « républicains ») et la droite nationaliste commettent d'horribles massacres durant tout l'été avant de se tourner vers l'étranger pour se procurer des armes. Hitler et Mussolini appuient les nationalistes du général Franco, tandis que l'URSS de Staline fournit des renforts aux républicains. À l'automne, après une poussée irrésistible, les troupes de Franco entreprennent le long siège de Madrid, alors aux mains des républicains. Jusqu'en 1939, c'est sur l'échiquier espagnol que prennent place les pièces qui mèneront l'Europe à un second conflit mondial.

La guerre d'Espagne cristallise les horreurs à la fois de la guerre, des massacres et du communisme¹. De nombreux massacres de membres du clergé, œuvre des républicains, choquent l'opinion publique québécoise. D'ailleurs, les régimes fascistes suscitent encore une certaine sympathie au Québec, en 1936, en raison de leurs nombreuses réalisations sociales. Ils sont aussi vus comme des remparts contre le communisme.

Au Québec, on approuve la condamnation par le pape Pie XI des excès du Front populaire espagnol. Au début d'octobre, M^{gr} Georges Gauthier, l'archevêque de Montréal, dénonce le communisme dans une lettre pastorale. Le 25, il préside à Montréal une grande manifestation anticommuniste où 100 000 personnes viennent entendre des discours dénonçant le péril rouge. À Québec, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, accompagné de Maurice Duplessis, d'Adélard Godbout et du maire Joseph-Ernest Grégoire, rassemble 20 000 personnes au Colisée de Québec dans le même but². Quelques jours auparavant, la présence à Montréal d'une délégation espagnole officielle – donc, représentant le Front populaire, mal vu au Québec – cause des échauffourées.

L'invasion italienne en Éthiopie a elle aussi des répercussions au Québec. Comme l'Angleterre tente de dissuader Mussolini de s'implanter en Afrique, ses pressions diplomatiques font craindre l'imminence d'une nouvelle guerre impériale et la réapparition du spectre du service militaire outre-mer. Ce douloureux souvenir est présent durant les élections générales de l'automne 1935 qui reportent William Lyon Mackenzie King au pouvoir. L'opposition à l'impérialisme britannique n'est pas que passagère : en octobre 1936, un pèlerinage sur la tombe d'Armand La Vergne, à Arthabaska, attire une grande foule. De nombreux orateurs nationalistes, dont les députés unionistes Chaloult et Grégoire, l'abbé Lionel Groulx, ainsi que des membres de mouvance séparatiste naissante, rendent hommage à La Vergne, figure emblématique de la lutte contre l'impérialisme³.

La scène politique québécoise

Déjà ébranlés par le résultat des élections générales de novembre 1935, les libéraux sont décapités lorsque Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre depuis 1920, démissionne, le 11 juin 1936, à la suite des scandales révélés par Duplessis à l'enquête des comptes publics. La

lourde tâche de gouverner la province échoit à Adélard Godbout, une figure nouvelle qui, espère-t-on, donnera l'apparence d'un renouveau après 39 ans de règne libéral.

Le 11 juin 1936, Godbout présente un Cabinet composé d'hommes qui ne sont pas associés à l'époque de Taschereau, figure devenue synonyme de corruption et de scandales. Un autre obstacle se dresse devant le nouveau premier ministre : la Chambre n'a pu adopter le budget, puisqu'elle a été dissoute avec la démission de Taschereau. La situation est donc intenable pour Godbout, forcé de gouverner par mandats spéciaux et mis sous pression par l'adversaire. Le 10 juillet, le gouvernement annonce des élections générales pour le 17 août.

Malgré la supériorité des moyens financiers du Parti libéral et l'aide massive des libéraux fédéraux – plus de 50 députés, Ernest Lapointe en tête, viendront épauler Godbout –, le gouvernement est gravement handicapé par les scandales. Duplessis vise ce point faible dans une campagne efficace et intensive qui fait lever un véritable vent de changement sur la province.

L'Action libérale nationale (ALN) achève de se fondre dans l'Union nationale. Fort d'avoir compté 26 des 42 députés de l'opposition élus en novembre 1935, ce groupe de nationalistes et de libéraux en rupture de ban accepte de servir sous Duplessis. En échange, celui-ci promet d'abattre la dictature économique grâce à la nationalisation de l'électricité, thème cher aux Hamel, Grégoire, Chaloult et Drouin et clé du contrôle pour les Canadiens français de leur développement économique et social. On doit souligner cependant la disparition politique de Paul Gouin, écarté par Duplessis et renié par Joseph-Ernest Grégoire lors d'un mémorable « discours-crachats ». Le petit-fils d'Honoré Mercier et fils de Lomer Gouin, peu charismatique et néophyte en politique, se retrouve isolé et n'est pas candidat à l'élection d'août 1936. Dorénavant, Duplessis attire vers lui les députés de l'ALN grâce à son expérience politique, son brio lors de l'enquête des comptes publics et ses attaques soutenues contre les trusts et l'ancien régime.

Après la victoire du 17 août 1936, la puissance apparente de l'Union nationale ne peut occulter le peu d'homogénéité de ce groupe formé de nationalistes, de bleus et de conservateurs anglophones, cimentés jusque-là par leur volonté d'abattre les libéraux. Une fois cette tâche accomplie, les attentes sont grandes. Dans un Québec en pleine crise, Duplessis incarne l'espoir d'un renouveau économique, national et social. Nombreux sont ceux qui s'attendent à ce que le premier ministre agisse rapidement contre les trusts, la fraude électorale, le chômage, les capitalistes véreux et autres engeances qui étouffent le peuple. Et puis, scande-t-on de partout en cette décennie troublée, l'heure n'est plus aux discours, mais à l'action! Après des années de misère, Duplessis sera-t-il celui qui mènera son peuple vers le renouveau?

Un premier choc survient quand Duplessis écarte du Cabinet Philippe Hamel, Ernest Lacroix et Ernest Ouellet. Certes, la rigidité de ces ténors de l'ALN, qui s'attendent et exigent d'entrer au Conseil exécutif tous en même temps pour mettre en branle leur programme, complique les délicates négociations autour de la formation du Cabinet. Mais la volte-face de Duplessis est surtout une trahison aux yeux de ceux qui, députés comme électeurs, sont encore fidèles à l'ALN. Ils boycottent l'assermentation, manifestent bruyamment devant le Château Frontenac et menacent de faire un mauvais parti au premier ministre. Celui-ci déclare le lendemain que jamais il ne cédera à l'intimidation.

Seul de l'ALN à accéder au cénacle, Oscar Drouin se voit confier le portefeuille des Terres et Forêts. Les autres espèrent qu'il pourra infléchir Duplessis sur certaines décisions, mais c'est là un mince prix de consolation. La méfiance envers le premier ministre grandit, mais on n'en est pas à la rupture. Le programme législatif de l'Union nationale reste à dévoiler. Certains, malgré l'épisode du Cabinet, sont prêts à laisser une chance au chef. Une question est sur toutes les lèvres : Duplessis réalisera-t-il ses promesses électorales? Maintiendra-t-il la cohésion de son parti? Les attentes sont grandes, l'impatience aussi, mais la session d'urgence de 1936 doit surtout régler des problèmes laissés en plan depuis plusieurs mois. Et Duplessis, quasiment plébiscité par la population, pourrait bien faire de grands changements.

Les forces en présence en Chambre

L'élection a donné 76 députés unionistes, contre 14 députés libéraux. La disposition des sièges en Chambre vaut à la minorité libérale d'être complètement enveloppée de députés de l'Union nationale. L'opposition est menée par Téléphore-Damien Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, anticlérical notoire et politicien rompu aux règles du jeu parlementaire. Mais il n'est que chef parlementaire de l'opposition, car Godbout, défait lors des élections dans son comté de L'Islet, demeure chef du Parti libéral⁴. Les principaux lieutenants de Bouchard en Chambre sont Cléophas Bastien et Peter Bercovitch.

Du côté unioniste, à part Duplessis, seul le ministre des Mines, Onésime Gagnon, a une certaine expérience parlementaire et politique à titre de ministre fédéral dans le Cabinet de Richard Bennett. Le premier Cabinet Duplessis est inexpérimenté, tout comme la majeure partie de la députation. L'opposition libérale, bien que décimée, compte bien en profiter et faire voir au grand jour les dissensions internes chez la droite.

Une foule bruyante et nombreuse

L'effervescence qui entoure l'ouverture de la session le 7 octobre provoque l'assaut du parlement par la foule. *L'Illustration nouvelle* décrit l'envahissement des galeries réservées aux spectateurs, « sans égard aucun pour les dames », qui pousse le journaliste à se demander « si nous avons réellement perdu cette vieille politesse qui jusqu'ici était proverbiale de par tout le monde⁵ ».

Un tel afflux de curieux n'est pas sans provoquer des incidents. *Le Devoir* écrit qu'il faudrait un « véritable forum » pour recevoir tout le monde et s'inquiète de la sécurité advenant « une panique⁶ ». Cette foule énorme se masse aux portes de la Chambre et provoque des situations inhabituelles :

À 3 heures, on entendait des cris de la foule qui, debout depuis une heure, protestait vivement. Lorsque le président a donné l'ordre d'ouvrir les portes, deux gardiens ont été littéralement catapultés au milieu de la galerie où ils se sont ramassés comme ils ont pu. La porte centrale de la Chambre était constamment bloquée et les agents de police avaient toutes les difficultés du monde à ouvrir un passage aux députés qui voulaient arriver à leur siège⁷.

L'Orateur Paul Sauvé, soucieux du décorum, rappelle à l'ordre et menace même d'expulsion cette foule indisciplinée qui réagit aux répliques du premier ministre et du chef de l'opposition. En plus d'invoquer des raisons de sécurité, Sauvé ordonne au public admis sur le parquet de la Chambre de ne pas dépasser la barre, et que tous, hormis les députés, ont le devoir de se découvrir en Chambre.

Si *Le Droit* affirme que personne ne se permet, comme l'an dernier, de « manifestations déplacées⁸ », peut-être que son correspondant est moins attentif que celui de *La Tribune* qui décrit le comportement disgracieux de la foule :

[I]l ne s'est pas passé une seule journée qu'on n'ait pas été témoin, à la Chambre verte comme à la Chambre rouge, de déprédations absolument renversantes. Le président de la Chambre comme celui du Conseil législatif ont protesté publiquement contre la conduite de plusieurs individus pendant, après ou avant les séances. Les moins gênés ont craché et uriné sur les tapis et fauteuils de la salle du Conseil législatif lambrissée d'écarlate et où se déroulent les plus hautes fonctions de l'État, salle historique, où des fumeurs négligents ont brûlé les tapis en y laissant choir leurs mégots. À l'Assemblée législative, on révélait, la semaine dernière encore, que les serrures des bureaux de certains députés avaient été forcées manifestement dans un but de vol⁹.

Si tout cela est possible, il ne faut pas oublier que *La Tribune*, un organe libéral, a beau jeu de laisser

entendre que le nouveau gouvernement attire une populace irrespectueuse de l'auguste parlement.

Il est vrai qu'une grande nervosité règne au parlement. Duplessis décide finalement d'en faire contrôler l'accès par la police après qu'un employé du bureau de l'Orateur eut été trouvé coupable – et dûment congédié – d'avoir distribué des tracts subversifs. En Chambre, le premier ministre rallie l'opinion de tous dans sa condamnation sévère de tels agissements¹⁰. Sa volonté de « sévir avec la dernière rigueur » contre les agitateurs témoigne de l'anticommunisme ambiant et annonce la fameuse loi du cadenas de mars 1937.

Le discours du trône

Le discours du trône place en priorité l'adoption d'un budget d'urgence, résultat du succès de l'opération de blocage du printemps contre le gouvernement Taschereau. L'agriculture et la colonisation, qui « constituent les assises les plus solides de tout progrès, économique et moral », reçoivent davantage l'attention du nouveau gouvernement grâce à la mise sur pied d'un programme de prêt agricole provincial.

L'accent est également mis sur l'exploitation des richesses naturelles et sur l'établissement de la jeunesse. Toutefois, même si on affirme tenir « particulièrement à ce que les ressources hydro-électriques de la province soient utilisées pour le bénéfice de notre population, à des taux raisonnables et à des conditions qui permettent l'électrification progressive de nos villages et de nos campagnes », il n'y a rien qui annonce un début de nationalisation de l'électricité, promesse si chère au groupe d'Hamel. Certes, le discours du trône contient bien des phrases telles « les ressources naturelles doivent servir le peuple et non l'asservir », et le désir de « réprimer, par tous les moyens à sa disposition, les abus et les excès de la finance », mais rien de concret n'est proposé sur ce plan.

Le gouvernement assaisonne par ailleurs son discours du trône d'accents empruntés au *Programme de restauration sociale* de 1933 : affirmation de la « primauté du capital humain sur le capital argent » et adoption d'une législation orientée vers « la protection et la sauvegarde du capital humain ». Ces thèmes, en plus de la notion de « session d'urgence », reviennent continuellement au cours de la session.

Dès le début de la session, c'est pour affirmer le caractère catholique de la seule Législature de langue française que l'on fait accrocher un crucifix au-dessus du fauteuil du président, geste imité quelques semaines plus tard par le Conseil législatif¹¹.

Les mesures d'économie

On abroge d'abord la loi Dillon¹², de triste mémoire, on abolit la commission des produits forestiers, et d'autres organismes tant décriés par l'opposition durant le régime Taschereau. Le poste d'agent général à Bruxelles subit le même sort après être demeuré vacant depuis 1928. Duplessis réduit également l'indemnité parlementaire, conformément à sa promesse électorale. Bouchard fait à ce sujet un discours fort intéressant sur les nombreux aspects contraignants du travail de député de l'époque. Il reviendra à la charge plusieurs fois à ce sujet, doutant de la popularité d'une baisse de salaire au sein de la droite¹³.

Il est bien vrai qu'un mécontentement diffus règne dans toute la Chambre face à cette mesure. Les journaux soulignent que de nombreux députés, surtout ministériels, prononcent de longs discours dans un but bien précis : faire durer la session parlementaire au-delà de 30 jours pour que l'indemnité des députés passe en moyenne de 300 \$ à 2 500 \$. Ce comportement intéressé tranche avec l'esprit d'économie que Duplessis cherche à instaurer par la réduction volontaire du salaire des parlementaires. L'enchaînement des discours-fleuves est manifeste durant le débat sur le crédit agricole, que tous appuient, mais qui s'éternise quelque peu. Duplessis sent même le besoin de rappeler ses députés à l'ordre et Bouchard a beau jeu de mettre en opposition cette attitude vénale avec la volonté d'économie, sincère ou non, voulue par Duplessis.

Le discours du budget

Le budget d'urgence est la simple reconduction du budget préparé par le gouvernement Taschereau au printemps. Le trésorier Fisher invoque l'urgence de faire fonctionner l'appareil gouvernemental, qui est près de la paralysie faute de fonds, avant d'analyser la situation financière réelle de la province. Le critique financier Peter Bercovitch l'accuse de s'en laver les mains, mais il se fait très modéré. Il ne peut désapprouver un budget qu'il aurait voté au printemps.

La lutte contre les trusts

Le groupe d'Hamel poursuit sa campagne antitrust dès la deuxième séance en dénonçant l'emprunt de 51 millions de dollars contracté par le gouvernement auprès d'Herbert Holt, l'un des plus puissants « trustards ». Duplessis, comme toute la Chambre, reste de glace après cette déclaration. Bien qu'Hamel appuie timidement certaines mesures du gouvernement, Duplessis et lui se livrent à des échanges acerbes. Duplessis le dépeint comme étant inspiré par la déception, allusion directe au désir frustré d'Hamel d'entrer au Cabinet. Le 4 novembre, Hamel lance un ultimatum au premier ministre en l'invitant à enclencher la nationalisation de l'électricité dès janvier 1937. Duplessis refuse et écorche souvent ceux qui, tels Chaloult et Grégoire, demeurent fidèles à Hamel.

Les mesures interdisant que les ministres fassent partie des conseils d'administration, ou encore la loi contre les abus de la surcapitalisation, sont loin de satisfaire ceux qui réclament la mise au pas des trusts. En somme, avec l'excuse qu'on ne peut tout régler en une session d'urgence, Duplessis gagne du temps. Il ménage encore l'ALN en faisant appel à sa patience et à son réalisme. Sur un autre front, il répond aux accusations de camouflage de Bouchard en disant qu'en deux mois « nous avons déjà fait plus que le gouvernement en 15, 20 ans! ».

Création de deux nouveaux ministères

Un ministère de la Santé est mis sur pied dans le but de protéger, encore une fois, le « capital humain ». C'est à son titulaire, le docteur Albiny Paquette, qu'échoient des responsabilités traditionnellement dévolues au secrétaire de la province à ce chapitre. Duplessis souligne que c'est la première fois qu'un médecin s'occupera de la santé au Québec, une allusion ironique au long mandat d'Athanase David (1919-1936) en tant que secrétaire de la province¹⁴.

La création du ministère des Mines, dirigé par Onésime Gagnon, vise à reprendre en main l'exploitation des ressources naturelles de la province, domaine qui, au dire du chef du gouvernement, profite presque exclusivement aux étrangers à cause de l'incurie de l'ancien gouvernement. Évidemment, Bouchard dénonce ces mesures qui contredisent la promesse électorale de Duplessis de réduire la taille du Cabinet.

Agriculture et régions éloignées

La création d'un crédit agricole provincial est la réalisation d'une promesse chère faite aux agriculteurs. Depuis le début des années 1920, le gouvernement Taschereau a toujours fermé la porte à cette mesure que des députés de régions rurales – libéraux comme conservateurs – présentaient en Chambre. Avant même que ne soit présentée la mesure, le député libéral d'Iberville, Lucien Lamoureux, annonce qu'il passe du côté des ministériels en raison de cette politique qui lui tient à cœur. Il faut dire que Lamoureux, dans le passé, a souvent transgressé la ligne de parti pour appuyer les motions de l'opposition proposant le crédit agricole¹⁵. Les ministériels profitent de ce prétexte pour dénoncer l'incurie de l'ancien gouvernement qui a toujours refusé d'adopter une telle loi.

Plusieurs mesures visent à améliorer la situation dans certaines régions éprouvées par la crise. En Gaspésie, le gouvernement ordonne l'expropriation du moulin à papier de Chandler pour le revendre à des entrepreneurs qui sauront le relancer. On désire également relancer la recherche de gisements de pétrole dans la péninsule. Dans le domaine forestier, le salaire des bûcherons est augmenté, eux qui ont beaucoup souffert des effets de la crise.

Quelques mesures sociales

Une autre promesse électorale de Duplessis est réalisée grâce à un amendement à la loi des accidents du travail, qui permet aux accidentés de choisir leur propre médecin. Précisons qu'une loi des pensions de vieillesse avait été adoptée en catastrophe par le gouvernement Taschereau, en 1936, après des années de tergiversations fédérales-provinciales.

Durant cette session, il n'y a pas de projet de loi concernant spécifiquement le droit de vote et d'éligibilité des femmes. Mais Camille-Eugène Pouliot, député unioniste de Gaspé-Sud, a promis aux électrices de son comté qu'il réclamerait le droit de vote pour les femmes en cette Chambre. « Il n'y a pas de promesses que je tiens avec plus de plaisir que celle-là, car je dois beaucoup à mes électrices de Gaspé », précise-t-il. (5 novembre) Il aborde le sujet durant l'étude du bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative. Par un amendement, il propose d'enrayer les mots « sexe masculin » de l'article 12 du bill.

L'éloquence des promoteurs du suffrage féminin, encore une fois, ne suffit pas à faire adopter cette mesure. Les arguments annuellement répétés, tantôt convaincants, tantôt boiteux, se succèdent durant quatre heures consécutives. Le premier ministre ne se prononce pas, mais vote contre. En fait, seuls les ministériels animent ce débat sous les regards amusés de l'opposition. Nombreux sont ceux qui s'absentent au moment du vote¹⁶.

Pendant l'étude de la Loi électorale, on fait état de l'ampleur des fraudes aux dernières élections. La carte d'identité pour les électeurs est considérée comme le moyen le plus sûr de combattre ce fléau. L'approche des élections municipales à Montréal maintient cette question à l'ordre du jour. Adhémar Raynault, député de L'Assomption et candidat à la mairie de Montréal contre Camillien Houde, parle en détail des mœurs électorales dans la métropole.

Poursuite de l'enquête des comptes publics

Au comité des comptes publics, Duplessis promet plusieurs fois que de nouveaux coupables seront trouvés. On se scandalise d'abord de l'absence de Jimmy Valentine, un organisateur libéral important, opportunément parti en voyage au moment de sa convocation. Le ton y est beaucoup moins parlementaire qu'en Chambre. Une fois au pouvoir, Duplessis peut convoquer ceux qu'il veut, rudoyer les témoins, chasser les avocats de la défense¹⁷. Très vite, l'opposition fait exprès pour hausser le ton au point où les délibérations tournent plus souvent qu'autrement en foire d'empoigne.

Après les séances du comité, on distribue des comptes rendus *in extenso* à ceux qui n'ont pu être admis dans la salle, textes que les journaux n'hésitent pas un instant à publier le lendemain dans leurs pages. Cet appendice explosif de la Chambre plaît à un public qui, bien souvent, assiste ensuite aux débats du Salon vert.

Bilan des débats

Le nombre de nouveaux députés élus en 1936 permet l'expression de nombreux points de vue intéressants. Duplessis doit laisser une certaine liberté à ces députés : il est bien conscient de diriger une coalition assez disparate sur laquelle son autorité reste à consolider. Résultat, l'orchestre qui siège à droite commet plusieurs fausses notes : on se déclare ouvertement contre la position d'un collègue unioniste, ou l'on fait comme Hamel qui demande directement au premier ministre sur un ton cassant de prioriser tel ou tel dossier. Plus grave est le cas du ministre de la Santé, Albiny Paquette, qui reconnaît avec candeur le mérite des unités sanitaires mises sur pied par Athanase David. (28 octobre) Ce discours agace Duplessis qui peint systématiquement en noir tout ce qui émane de l'ancien régime. Signalons également les interventions de Laurent Barré, ancien président et fondateur de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), qui, bien qu'unioniste, fait toujours montre d'une grande indépendance vis-à-vis de son parti¹⁸.

Du côté de l'opposition, Bouchard est constamment sur la brèche et se révèle à la hauteur face à Duplessis. Le chef de l'opposition ne se laisse pas impressionner par l'arsenal de formules-

chocs et de calembours du premier ministre. Combatif, il lui répond avec fougue et dit souvent que l'on n'administre pas la province avec des farces. À ses côtés, son lieutenant Cléophas Bastien, député de Berthier, se révèle, de l'avis de *La Patrie*, un « parlementaire astucieux » capable lui aussi de rendre les coups¹⁹.

Quant à l'allure des débats, Alexis Gagnon, du *Devoir*, nous en donne un excellent portrait. Pour lui, l'opposition :

[...] arrive en Chambre chargée d'un héritage très lourd, avec [...] la terrible enquête des comptes publics. Ce n'est donc pas une opposition qui arrive, pure et sans tache, une opposition écrasée par la « machine » d'un gouvernement puissant et despotique, mais une opposition qui a à faire pardonner les fautes d'un régime de 40 ans. Aussi la tactique qui s'imposait était le jeu de la modération, doublée d'innombrables offres de coopération. Cette tactique aurait, à la longue, amolli les rancunes, ouaté les ressentiments et fait oublier peu à peu bien des choses. Il faut que l'opposition se refasse une sorte de bonne réputation, que la population apprenne à ne plus associer les noms de ses membres à ceux des administrateurs passés.

Au contraire, l'opposition, avec une crânerie d'ailleurs qui ne manque pas d'allure, a foncé, croyant qu'un nouveau gouvernement d'une totale inexpérience administrative bafouillerait péniblement et que l'opposition, habituée, elle, à l'administration, y aurait beau jeu. Et la tactique n'aurait pas été si mauvaise, sans la présence du nouveau chef. Mais M. Duplessis, pendant qu'il était le chef de l'opposition, avait dû faire toute la besogne à lui tout seul, parcourir à pied tous les départements, étudier tous les problèmes. C'était la plus forte préparation de premier ministre. Et on l'a vu cette année. Aux attaques de l'opposition, il a riposté durement, avec des coups de dents qui emportaient le morceau. Et presque à chaque rencontre, l'opposition devait reculer assez endommagée. [...] Mais celle-ci ne se rebute pas et tout en recevant plus de coups qu'elle n'en désirerait, elle attaque tout de même²⁰.

Bons mots et incidents

L'élection d'un grand nombre de députés inexpérimentés provenant de tous les milieux sociaux suscite des propos souvent savoureux. La droite profite pleinement de sa victoire et accable jour après jour sa contrepartie libérale sans trop se soucier des usages parlementaires.

Dans ce registre, la politesse la plus élémentaire est mise de côté et chaque écart des ministériels est monté en épingle par les journaux libéraux, *Le Canada* et *Le Soleil* en tête. William Tremblay, le coloré ministre du Travail, est certainement l'un des plus hardis en traitant l'opposition libérale de « restants de vieux régime pourri ». Il se surpasse toutefois lors de l'étude d'une pension, récurrente depuis 1890, attribuée à l'une des filles de l'auditeur de la province de l'époque, Gaspard Drolet. La longévité de cette dame est commentée en ces termes par l'honorable ministre : « Elle prend bien du temps à mourir, c'te femme-là. » À un autre moment, Patrice Tardif, député de Frontenac, lance à un adversaire insistant : « Tu comprends rien toé-même. C'est pourtant ben clair. » Et que dire de Joseph-Théophile Larochelle, député de Lévis, qui, à plus d'une reprise, ne se gêne pas pour interrompre les libéraux avec des « Ferme-toé, là » bien sentis. Son collègue de Chambly, Hortensius Béïque, ne demeure pas en reste en reprochant à un adversaire d'avoir transformé le « Salon de la race » en « salon de la crasse ». (5 novembre)

L'inexpérience de certains nouveaux venus est une source d'amusement en Chambre. Quand Patrice Tardif, un brave cultivateur, préside pour la toute première fois un comité, « il est visiblement gêné », rapporte *Le Canada* : « on le taquine du côté même du gouvernement. Pendant qu'il lit les articles de la loi, de partout dans la Chambre on lui crie « Plus fort! », « Parlez donc en anglais », ou encore « il prend ça au sérieux ». Gardant difficilement sa contenance, Tardif s'acquitte de ses fonctions sous les applaudissements exagérément frénétiques de ses collègues. C'est « rouge comme

un homard » qu'il rejoint son siège, mais son épreuve n'est pas terminée pour autant. Comme il ignore la formule consacrée qu'il doit prononcer avant de remettre le bill adopté à l'Orateur Sauvé, il se tourne vers ce dernier en faisant « psitt, psitt », ce qui amuse fort la Chambre.

Bouchard reçoit en plein débat un cadeau inattendu provenant d'un journaliste pour le moins attentionné : un portrait de Duplessis, œuvre d'un artiste local, qu'un jeune page lui apporte. Après avoir refusé le portrait une première fois, aux rires de la Chambre, il l'accepte finalement lorsque le page revient, mais le place par terre, sous ses pieds. À de nombreuses reprises durant la session, Bouchard commet un lapsus en appelant Duplessis « le chef de l'opposition ».

La séance du 10 novembre est le théâtre de plusieurs situations cocasses et gênantes. À l'ouverture de la séance du soir, aucun député libéral n'est présent en Chambre. Deux unionistes vont alors s'asseoir sur les banquettes désertes et font les fanfarons, au grand plaisir des ministériels. On adopte quelques projets de loi fictifs, et l'un des deux joyeux lurons, Hermann Barrette, député de Terrebonne, se fait le principal animateur du débat en louant le gouvernement, en demandant pardon pour les errances de l'opposition et en soulevant des points d'ordre loufoques.

La récréation se termine lorsque Bouchard, ancien orateur très familier avec les règlements de la Chambre, attaque la régularité d'un point d'ordre soulevé par le premier ministre. L'embarras s'empare de la droite puisque ni Duplessis, ni l'Orateur Sauvé, ni personne d'autre de la droite ne retrouvent l'article en question dans les règlements. L'opposition se délecte de la scène et, finalement, après de longues minutes de confusion, on se tire d'affaire tant bien que mal sans pour autant avoir trouvé le fameux article imaginaire.

Dernier fait intéressant : *L'Événement* rapporte qu'une grande partie de la séance du 4 novembre a été filmée par un cinéaste amateur. Ce dernier était doté d'un appareil portatif, chose rare à l'époque, et prenait place dans la galerie de l'Orateur. Il immortalisa tour à tour le premier ministre, le chef de l'opposition et les députés Grégoire et Hamel. Il filma également l'Orateur Sauvé montant sur le trône et le sergent d'armes tenant la masse. Si, par un heureux hasard, les descendants de ce cinéaste amateur comptent parmi nos lecteurs et connaissent l'existence de ce film, contactez au plus vite la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Frédéric Lemieux

Critique des sources

La prise du pouvoir par Duplessis signifie la fin d'une longue période faste pour les journaux libéraux. *Le Canada* et *Le Soleil* sont évidemment les premiers à se faire priver des plantureux contrats d'impression du gouvernement. Déjà, en mai précédent, Duplessis avait fait tonner des coups de semonce en faisant comparaître à plusieurs reprises Henri Gagnon, le président du *Soleil*, devant le comité des comptes publics.

Le tandem *Canada-Soleil*, fortement ébranlé par la défaite libérale, critique avec beaucoup de prudence le nouveau gouvernement. Ce ton circonspect contraste avec la violence habituelle dirigée vers Duplessis du temps qu'il siégeait dans l'opposition. Ces quotidiens se concentrent surtout à amplifier le clivage Duplessis-Hamel. Ils mettent également l'accent sur les efforts courageux de Bouchard aux prises avec une majorité impolie, brusque et irrespectueuse. Par ailleurs, les comptes rendus publiés dans *Le Canada* sont toujours plus étoffés et plus partisans que ceux du *Soleil*.

En région, deux journaux appartenant au libéral Jacob Nicol (il est déjà propriétaire du *Soleil*) remplissent un rôle semblable. *La Tribune* de Sherbrooke reprend textuellement la chronique parlementaire du *Canada*. Quant au *Nouvelliste*, publié dans le comté du premier ministre, il est intéressant de constater qu'il reproduit plutôt les comptes rendus de *La Presse*, moins critiques envers le gouvernement unioniste²¹.

Ce même Nicol possède également *L'Événement* depuis mai 1936. Ce journal autrefois conservateur loge maintenant dans l'édifice du *Soleil* à Québec. Il fait preuve lui aussi d'un ton poli envers l'Union nationale. Le jeune Jean-Charles Bonenfant, journaliste à *L'Événement* de 1934 à 1937, écrira plus tard qu'il y était « sous la surveillance discrète et lointaine du rédacteur-en-chef du *Soleil*²² ». Bonenfant deviendra bientôt le secrétaire du premier ministre Maurice Duplessis, fonction qu'il occupera de 1937 à 1939.

Les comptes rendus de *L'Événement* sont courts et peu détaillés. Ils tranchent avec le style très vivant d'Edmond Chassé, qui fut correspondant parlementaire de ce quotidien pendant plus de 15 ans. Chassé publie désormais ses comptes rendus dans *Le Journal*, où ils sont reconnaissables à leur long commentaire d'introduction, au style et à l'intérêt que le journaliste porte aux à-côtés de la Chambre. *Le Journal*, un ancien hebdomadaire devenu quotidien du matin en juillet 1936, juste à temps pour la campagne électorale, est d'allégeance unioniste. Cet organe du Parti conservateur depuis 1929 a combattu Taschereau sous la direction de Bona Arsenault.

L'Illustration nouvelle, ancêtre du futur *Montréal-Matin*, est lui aussi favorable au gouvernement. Il publie la même version des débats que *La Presse*, *L'Action catholique* et *Le Devoir*, et c'est en introduction que se révèle au lecteur l'allégeance du journal. On n'hésite pas à y commettre des perles du genre : « Aux applaudissements frénétiques des députés de la droite et des milliers de personnes présentes, le premier ministre se lève » en Chambre, alors qu'à capacité maximale la Chambre ne compte que quelques centaines de places pour les spectateurs²³.

Duplessis s'est attiré les bonnes grâces du *Devoir* en se faisant le porteur du nationalisme et de la restauration sociale pour combattre Taschereau. Malgré les frictions Hamel-Duplessis et le doute grandissant quant à la fermeté des convictions réformatrices du premier ministre, l'appui du *Devoir* va au nouveau gouvernement. C'est surtout en éditorial qu'apparaît cet appui, car les comptes rendus des débats sont identiques à ceux de *La Presse*.

La Presse est la propriété de l'homme d'affaires libéral Pamphile Du Tremblay. C'est un journal populaire à très grand tirage qui renferme beaucoup de publicité. D'allégeance libérale très modérée, ses comptes rendus des débats sont assez neutres et ne sont pas dotés d'une introduction partisane en faveur du Parti libéral comme ceux du *Canada* ou du *Soleil*²⁴.

L'Action catholique, l'organe officieux de l'archevêché de Québec, est favorable à Duplessis depuis longtemps. Le premier ministre s'est mérité pendant son long séjour dans l'opposition un appui moral que n'aura jamais l'anticlérical Bouchard, celui dont l'épiscopat a toujours soupçonné

l'influence à ses yeux néfaste au sein du gouvernement Taschereau. C'est en introduction des chroniques parlementaires qu'apparaît la ligne éditoriale de *L'Action catholique*. La question du suffrage féminin en est un exemple frappant. Selon ce journal, ce débat « semble perdre de l'intérêt d'année en année », car il n'y a plus en Chambre « cette foule féminine » qui manifeste habituellement à cette occasion : « C'est tout au plus si ces dames remplissaient hier la galerie qui leur est ordinairement réservée²⁵. » Ce n'est pas ce qu'a remarqué le chroniqueur du *Canada*, qui rapporte plutôt que « tout l'après-midi et dans la soirée, les députés en faveur du vote féminin ont entrepris une guerre d'applaudissements avec ceux qui étaient contre, les galeries regorgeant de dames frénétiques armées de sourires, agitant des mouchoirs et manifestant par des applaudissements ». L'opposition du cardinal Villeneuve et du clergé au suffrage féminin explique peut-être cette analyse. Pour le reste, *L'Action catholique* reprend textuellement la version des débats de *La Presse*.

La Patrie est favorable au nouveau gouvernement. Son correspondant parlementaire, Louis Francoeur, est un familier des cercles de l'ALN et du groupe d'Hamel depuis longtemps²⁶. Francoeur reçoit d'ailleurs un hommage bien senti de René Chalout, député de Kamouraska, qui, le 14 octobre, loue le « journaliste éminemment doué » et le « patriote intrépide autant que modeste ». Pour le reste, *La Patrie* reproduit les comptes rendus du *Soleil* en les raccourcissant de façon tout à fait arbitraire. Dans l'édition du 11 novembre 1936 par exemple, les répliques des parlementaires s'enchaînent sans aucune cohérence. Une comparaison avec la version du *Soleil* démontre l'ampleur des amputations, réalisées sans aucun souci de conserver un semblant de fil conducteur des débats²⁷. Comme les autres journalistes, Francoeur commente les débats en introduction à ses textes.

Les journaux anglophones tels le *Montreal Star*, *Montreal Gazette*, *Quebec Chronicle Telegraph* et *Montreal Herald* se méfient du groupe d'Hamel qui dénonce les « trusts », la finance anglo-canadienne et sa mainmise sur les ressources naturelles du Canada français. Les garanties qu'offre Duplessis contre l'ALN, tout comme la présence importante de l'élément anglophone dans son Cabinet, rassurent ces milieux²⁸.

Dans la tribune de la presse s'entassent de peine et de misère 16 journalistes²⁹, soit Bill Acheson (*Presse Canadienne*), Edmond Chassé (*Le Journal*), Willie Chevalier (*Le Soleil*), Raymond Dubé (*Le Nouvelliste*), Jack Dunn (*The Quebec Chronicle Telegraph*), qui en est le président, Louis Francoeur (*La Patrie*), Alexis Gagnon (*Le Devoir*), Guy Jasmin (*Le Canada*), Bruno Lafleur (*L'Événement*), Joseph Lavergne (*La Patrie*), Gérard Ouellet (*L'Action catholique*), Louis-Philippe Pelletier (*L'Action catholique*), Damase Potvin (*La Presse*), Henri Saint-Pierre (*The Montreal Daily Star*) et Abel Vineberg (*The Montreal Gazette*).

Frédéric Lemieux

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Sylvio Dumas, « L'élection du 17 août 1936 », Sainte-Foy, Directeur des élections du Québec, 1992, Coll. « 1792-1992. La Revue électorale, synthèse et documents. 200 ans d'élections au Québec », p. 31.
2. Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, tome 1, Montréal, 1977, p. 270-272.
3. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. 36, Ottawa, Fides, 1966, p. 31-32.
4. Ce n'est pas la première fois de l'histoire parlementaire du Québec que le chef d'un parti dans l'opposition ne siège ni en Chambre ni au Conseil législatif. À la session de 1931-1932, Camillien Houde, chef des conservateurs, avait été défait aux élections générales et Charles Ernest Gault, député conservateur de Westmount, avait agi à titre de chef parlementaire de l'opposition.
5. *L'Illustration nouvelle*, 13 octobre 1936, p. 16.
6. *Le Devoir*, 14 octobre 1936, p. 1.
7. *Le Devoir*, 15 octobre 1936, p. 1.
8. *Le Droit*, 14 octobre 1936, p. 5.
9. *La Tribune*, 20 octobre 1936, p. 1.
10. Séance du 16 octobre 1936.
11. Voir : Martin Rochefort, « L'introduction de la prière et du crucifix à l'Assemblée nationale du Québec », *Bulletin de l'Assemblée nationale*, vol. 37, no 2, p. 18-23.
12. Adoptée à la session de 1931-1932, cette loi avait pour objet d'empêcher la contestation en bloc, devant les tribunaux, de 63 députés libéraux élus lors des élections générales de 1931. Cette politique arbitraire avait entaché la réputation du premier ministre Taschereau.
13. *Le Devoir*, 5 novembre 1936, p. 1.
14. Séance du 27 octobre 1936.
15. Séances du 13 et du 29 octobre 1936.
16. *Le Nouvelliste*, 6 novembre 1936, p. 1.
17. C. Black, *Duplessis...*, p. 250-255.
18. Après le retour au pouvoir de Duplessis en 1944, Barré devient ministre de l'Agriculture et l'un des plus fidèles partisans du premier ministre.
19. *La Patrie*, 6 novembre 1936, p. 4.
20. *Le Devoir*, 28 octobre 1936, p. 1.
21. Black affirme d'ailleurs que lors de l'enquête du comité des comptes publics au printemps 1936, *Le Nouvelliste* de Nicol prenait tacitement le parti de Duplessis.
22. Jean-Charles Bonenfant, « Les disparus. L'honorable Maurice Le Noblet-Duplessis », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 67, no 1, janvier-février-mars 1961, p. 48.
23. *L'Illustration nouvelle*, 8 octobre 1936, p. 5.
24. Pour définir les pratiques éditoriales de *La Presse*, nous avons consulté l'article de Yves Frenette sur les éditoriaux de ce journal. Malheureusement, l'analyse de l'auteur n'allait pas jusqu'à la session de l'automne 1936. Pour plus de détails, voir : Yves Frenette, « Les éditoriaux de *La Presse* », *RHAF*, vol. 33, no 1, juin 1979, p. 451-462.
25. *L'Action catholique*, 6 novembre 1936, p. 3.
26. Francoeur, comme les autres membres de ce groupe, se détachera peu à peu de Duplessis dans les mois qui suivront cette session. Voir : C. Black, *Duplessis...*, p. 268.
27. *La Patrie*, 11 novembre 1936, p. 4, et *Le Soleil* du même jour, p. 3 et p. 17.
28. C. Black, *Duplessis...*, p. 238.
29. *Le Soleil*, 6 octobre 1936, p. 1.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Croix, La
Dorchester, Le
Droit, Le
Écho de Frontenac, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étendard de Bellechasse, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Gazette de Valleyfield, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Illustration nouvelle, L'
Journal, Le
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le

Nation, La
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Province, La
Quotidien, Le
Régional, Le
Riposte, La
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sorelois, Le
Spokeman, The
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs

Autres sources

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1936, Québec 1936.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1936, Québec 1936.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1936.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec*, Vol. LXXI: Session 1936, Quebec, 1936, xiii, 107, xxi p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, Session de 1936, Vol. LXXI, Québec, 1936, xiii, 109, xxiv p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 1 Edward VIII, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1936, iv, 312 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 1 Édouard VIII, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1936, iv, 301 p.

Rapports des comités généraux, 1^{re} session, 1936.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xv
Bibliographie.....	xix
Table des matières.....	xxi
L'Exécutif en 1936.....	xxiii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxv
Par ordre de circonscription	xxvii
Débats	
1 Séance du mercredi 7 octobre 1936	1
2 Séance du jeudi 8 octobre 1936.....	9
3 Séance du mardi 13 octobre 1936	21
4 Séance du mercredi 14 octobre 1936	51
5 Séance du jeudi 15 octobre 1936.....	85
6 Séance du vendredi 16 octobre 1936.....	105
7 Séance du mardi 20 octobre 1936	119
8 Séance du mercredi 21 octobre 1936	145
9 Séance du jeudi 22 octobre 1936.....	165
10 Séance du vendredi 23 octobre 1936.....	183
11 Séance du mardi 27 octobre 1936	203
12 Séance du mercredi 28 octobre 1936	231
13 Séance du jeudi 29 octobre 1936.....	255
14 Séance du vendredi 30 octobre 1936.....	279
15 Séance du mardi 3 novembre 1936	293
16 Séance du mercredi 4 novembre 1936	313
17 Séance du jeudi 5 novembre 1936.....	331

18 Séance du vendredi 6 novembre 1936.....	353
19 Séance du lundi 9 novembre 1936	377
20 Séance du mardi 10 novembre 1936	393
21 Séance du jeudi 12 novembre 1936	419
Index des participants	431
Index des sujets	453
Index des bills publics et privés	467

L'HONORABLE ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1936**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph Bilodeau, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Bona Dussault, ministre de l'Agriculture

L'honorable Henri Lemaître Auger, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé et secrétaire de la province

L'honorable Oscar Drouin, ministre des Terres et Forêts

L'honorable William Tremblay, ministre du Travail

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Travaux publics

L'honorable Martin Beattie Fisher, trésorier de la province

L'honorable François-Joseph Leduc, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Gilbert Layton, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Joseph Coonan, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Chapais, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Georges-Adélar	UN	Gatineau
AUGER, Henry Lemaître	UN	Montréal-Saint-Jacques
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRETTE, Herman	UN	Terrebonne
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BEAUDRY, Rouville	UN	Stanstead
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉIQUE, Hortensius	UN	Chambly
BÉLANGER, Joseph-Grégoire	UN	Montréal-Dorion
BELLEMARE, Dionel	UN	Vaudreuil
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERTRAND, Charles-Auguste	L	Montréal-Laurier
BERTRAND, Pierre	UN	Saint-Sauveur
BILODEAU, Joseph	UN	L'Islet
BOITEAU, Émile	UN	Bellechasse
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BOYER, Auguste	UN	Châteauguay
BULLOCH, William Ross	UN	Westmount
CARIGNAN, Anatole	UN	Jacques-Cartier
CARON, Joseph-Napoléon	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CASTONGUAY, Antoine	UN	Roberval
CHALOULT, René	UN	Kamouraska
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
CONNORS, Francis Lawrence	L	Montréal-Sainte-Anne
COONAN, Thomas Joseph	UN	Montréal-Saint-Laurent
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DROUIN, Oscar	UN	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBÉ, Louis-Félix	UN	Témiscouata
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUGUAY, Joseph-Léonard	UN	Lac-Saint-Jean
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FISHER, Martin Beattie	UN	Huntingdon
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
GAGNÉ, Joseph-David	UN	Arthabaska
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GRÉGOIRE, Joseph-Ernest	UN	Montmagny
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
HAMEL, Philippe	UN	Québec-Centre
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
LABBÉ, Tancred	UN	Mégantic
LABELLE, René	UN	Montréal-Saint-Henri

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAFLEUR, Pierre-Auguste	UN	Montréal-Verdun
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAROCHE, Arthur	UN	Chicoutimi
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LAYTON, Gilbert	UN	Montréal-Saint-Georges
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, Édouard	UN	Soulanges
LEDUC, François-Joseph	UN	Laval
LESAGE, Émile	UN	Abitibi
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOUX, Adolphe	UN	Québec
MARIER, Joseph	UN	Drummond
MESSIER, Félix	L	Verchères
MONETTE, Philippe	UN	Napierville-Laprairie
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PARADIS, Ferdinand	UN	Matapédia
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PELLETIER, Maurice	UN	Lotbinière
POULIN, Raoul	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, François-A.	UN	Missisquoi
RAYNAULT, Adhémar	UN	L'Assomption
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHFORD, Candide	UN	Montréal-Sainte-Marie
ROUSSEAU, Ulphée-Wilbrod	UN	Champlain
ROY, Joseph-Félix	UN	Montmorency
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SHERMAN, Payson Alton	UN	Compton
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
TREMBLAY, William	UN	Maisonneuve
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	UN	Gagné, Joseph-David
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	UN	Poulin, Raoul
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	UN	Boiteau, Émile
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	UN	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	UN	Rousseau, Ulphée-Wilbrod
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Boyer, Auguste
CHICOUTIMI	UN	Larouche, Arthur
COMPTON	UN	Sherman, Payson Alton
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Marier, Joseph
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Auger, Georges-Adélard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	UN	Carignan, Anatole
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Chaloult, René
L'ASSOMPTION	UN	Raynault, Adhémar
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Duguay, Joseph-Léonard
LAVAL	UN	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	UN	Bilodeau, Joseph
LOTBINIÈRE	UN	Pelletier, Maurice
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, William
MASKINONGÉ	UN	Caron, Joseph-Napoléon
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Paradis, Ferdinand
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Pouliot, François-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Grégoire, Joseph-Ernest
MONTMORENCY	UN	Roy, Joseph-Félix
MONTRÉAL-DORION	UN	Bélanger, Joseph-Grégoire
MONTRÉAL-LAURIER	L	Bertrand, Charles-Auguste
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Connors, Francis Lawrence
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Rochefort, Candide
MONTREAL-SAINT-GEORGES	UN	Layton, Gilbert
MONTREAL-SAINT-HENRI	UN	Labelle, René
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Auger, Henry Lemaître
MONTREAL-SAINT-LAURENT	UN	Coonan, Thomas Joseph
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTREAL-VERDUN	UN	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Monette, Philippe
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUEBEC	UN	Marcoux, Adolphe
QUEBEC-CENTRE	UN	Hamel, Philippe
QUEBEC-EST	UN	Drouin, Oscar
QUEBEC-OUEST	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIERE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Castonguay, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
SOULANGES	UN	Leduc, Édouard
STANSTEAD	UN	Beaudry, Rouville
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Dubé, Louis-Félix
TERREBONNE	UN	Barrette, Hermann
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	UN	Bellemare, Dionel
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	UN	Bulloch, William Ross
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

Séance du mercredi 7 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière¹.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ce mercredi, sept octobre mil neuf cent trente-six, dans la première année du règne de Sa Majesté Édouard VIII, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la vingtième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires.

Le greffier de la couronne en chancellerie ayant remis au greffier de l'Assemblée législative et, celui-ci ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus aux élections générales tenues conformément aux brefs du 10 juillet 1936, (liste dont copie est ci-annexée). (Document de la session no 3)

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Eugène Bernard, greffier adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés *per dedimus potestatem*, pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ont, de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, assermenté au bureau de la Chambre les députés qui se sont présentés; le serment prêté, les députés ont signé le registre qui le contient.

À 3 heures, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques², huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate des députés de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, les députés se rendent dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs et Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Et les députés étant de retour³.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) fait son entrée en Chambre.

Des voix: Woof! Woof!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je ne suis pas "The Big Bad Wolf"⁴!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait son entrée en Chambre⁵.

(Applaudissements de la droite et de la foule)⁶

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs!

Élection de l'Orateur

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève.

(Applaudissements à droite)

M. le greffier, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par mon honorable ami, le député de Québec-Est (M. Drouin), que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

Le député de Deux-Montagnes est bien connu depuis quelque temps de tous ceux qui ont déjà siégé en cette Chambre, ceux du moins qui siégeaient ici au cours des dernières législatures, comme un homme digne d'occuper la charge que nous lui proposons aujourd'hui. Il s'est fait remarquer par un talent parlementaire des plus extraordinaires et aussi par son sens légal et son amour de la justice, qualités qui sont toujours nécessaires pour ces fonctions très élevées que je propose de lui confier.

Le président d'une Chambre comme celle-ci, a déjà écrit, je crois, un écrivain anglais, doit être religieux, honnête, grave, sage, fidèle et discret. Voilà de bien grandes qualités à exiger d'un seul homme, d'autant plus que, de par ses fonctions, l'Orateur doit

joindre à tout cela de la dignité. C'est peut-être pour cela que la coutume veut que le député choisi pour remplir de telles fonctions prenne mine de se faire tirer l'oreille, pour employer une expression de chez nous.

En l'occurrence, je crois que le choix du député de Deux-Montagnes est des plus opportuns, parce qu'il me paraît posséder toutes ces qualités. Il a toute la compétence voulue et il saura faire preuve d'impartialité et de dignité dans cette Chambre qui doit être le salon non seulement de la province, mais je dirais même dans le salon de la race. Voilà pourquoi toutes ces qualités sont nécessaires. En conséquence, je crois refléter l'opinion unanime de la Chambre en proposant que Joseph-Mignault-Paul Sauvé soit élu président de cette Chambre.

(Applaudissements de la Chambre)

M. le Greffier lit la motion et se tourne vers le chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

M. le Greffier: J'ai l'honneur de proclamer M. Joseph-Mignault-Paul Sauvé élu Orateur de la Chambre.

Adopté nemine contradicente.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) est conduit au fauteuil par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin).

(Applaudissements)

M. l'Orateur arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit⁷:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi, je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre Règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

(Applaudissements)

M. l'Orateur prend alors place au fauteuil, et la masse, qui auparavant était sous la table, est alors posée sur le bureau.

Suspension des travaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la séance soit suspendue.

Une voix: Adopté sur division⁸.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate des députés de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative⁹:

M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés, spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Votre personne en temps opportun et que vous vouliez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

M. l'Orateur, j'ai reçu ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Discours du trône¹⁰

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable de vous voir réunis pour commencer vos travaux parlementaires.

La dernière législature, vous le savez, ayant été dissoute au cours de son unique session et avant l'adoption du budget des dépenses, les nécessités de l'heure exigeaient que vous soyez convoqués dès la rentrée des rapports d'élection.

Évidemment, il ne saurait être question, pour les nouveaux ministres, de proposer, dès cette session d'urgence, toutes les réformes sociales ou économiques qu'ils préconisent. Les travaux de la présente session porteront donc sur les crédits à voter pour l'exercice en cours et sur quelques autres mesures des plus pressantes.

Pour bien affirmer la primauté du capital humain sur le capital-argent, le gouvernement va s'appliquer à orienter la politique et la législation provinciales vers la protection et la sauvegarde du capital humain.

À la base de son plan de restauration, il entend placer les réformes agraires, parce qu'il considère que l'agriculture et la colonisation constituent les assises les plus solides de tout progrès, économique et moral.

Le ministère se propose de procéder sans retard à un inventaire complet de notre patrimoine provincial, afin d'en connaître exactement la valeur ainsi que les avantages qu'il offre à l'activité des nôtres. Cet inventaire nous mettra à même de surveiller plus étroitement l'exploitation de nos richesses, de diriger à meilleur escient la production industrielle et agricole, de faciliter l'exploitation rationnelle de nos bois, de nos minerais, de nos pêcheries, de notre houille blanche, d'adapter l'industrie, grande et petite, aux ressources et aux besoins particuliers de chaque région. Cet inventaire procurera en même temps du travail à nos jeunes et facilitera l'utilisation de leurs talents et de leurs énergies.

Le gouvernement travaille à résoudre le plus tôt possible le problème angoissant de l'établissement durable des jeunes; il s'emploiera à faire à notre jeunesse la place à laquelle elle a droit dans l'œuvre de développement de notre province, particulièrement dans les nouvelles carrières que l'exploitation de notre domaine minier ne manquera pas de faire naître.

Le ministère sera toujours disposé à protéger les initiatives fécondes du capital sain, comme il reste bien déterminé à réprimer, par tous les moyens à sa disposition, les abus et les excès de la finance.

Il tient particulièrement à ce que les ressources hydroélectriques de la province soient utilisées pour le bénéfice de notre population, à des taux raisonnables et à des conditions qui permettent l'électrification progressive de nos villages et de nos campagnes, car il est d'opinion que les ressources naturelles doivent servir le peuple et non l'asservir.

Déjà le gouvernement a pris des mesures pour alléger la misère de nos chômeurs, pour faire disparaître certaines commissions trop coûteuses, pour mieux coordonner les différents services administratifs, pour restaurer les finances provinciales dont le bon état est essentiel et indispensable à toute réforme, pour assurer des gages et des conditions de vie raisonnables aux travailleurs.

Il se propose de continuer et de poursuivre l'enquête commencée à la dernière session au comité des comptes publics.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Le budget des dépenses prévues pour l'exercice en cours vous sera soumis; il vous sera sans doute agréable de voter les crédits demandés.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez saisis des projets de loi qu'il sera possible au gouvernement d'élaborer et de vous soumettre dès cette session, entre autres: un projet pour autoriser l'établissement d'un crédit agricole provincial; une refonte de la loi électorale, en vue de mieux garantir la libre et consciencieuse expression de la volonté populaire; un projet abrogeant la loi communément désignée sous le nom de "Loi Dillon"; une législation relative aux commissions provinciales; un projet pour améliorer la loi des pensions de vieillesse; un projet pour rendre plus humaine la loi des accidents du travail; un projet

interdisant aux ministres de faire partie du conseil d'administration de sociétés commerciales ou industrielles; un projet pour empêcher les abus résultant de la surcapitalisation; un projet abrogeant la loi décrétant la vente obligatoire des immeubles, pour taxes municipales et scolaires.

J'aime à croire que vous apporterez à la discussion de ces questions l'attention et le soin qu'elles méritent et je demande à Dieu de bénir vos travaux et de répandre ses bienfaits sur la province.

L'Orateur et les députés reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

entre en Chambre avec ses collègues.

(Applaudissements de la foule)

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur, lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu

à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et des voix: Dispensé.

**Prise en considération
du discours du trône**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que la prise en considération du discours du trône soit remise à demain.

Adopté.

**Formation des comités
permanents**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

**Composition
d'un comité spécial**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Québec-Est

(l'honorable M. Drouin), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que les honorables MM. Duplessis, Drouin et Fisher, MM. Bastien, Béïque, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Pouliot (Missisquoi), Lafleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Quand j'étais chef de l'opposition, j'ai toujours préconisé certains principes, entre autres celui-ci: que les partis soient représentés dans chacun des comités et que le premier ministre devait avertir le chef de l'opposition. Je suis encore dans cet état d'esprit. J'ai communiqué ce matin avec le chef de l'opposition... parlementaire pour connaître ses sentiments sur les députés qui doivent représenter l'opposition dans le comité, et il m'a donné les noms de MM. Bouchard, Bertrand et Bastien. Je ne sais pas si ce sont ceux que le chef parlementaire de l'opposition veut voir apparaître?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, ça va faire notre affaire.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, alors. Je comprends que l'opposition n'est pas beaucoup embarrassée pour choisir ses membres. Mais, du côté du gouvernement, il nous faut choisir les membres de façon à les placer dans les comités pour lesquels ils sont qualifiés.

(Avec ironie) Et, comme il faut se baser sur la proportion des députés en Chambre, il faut déplorer que l'opposition ne soit pas plus largement représentée dans un comité de onze personnes. Je suppose que la Chambre est unanime pour approuver ce choix?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Entendu.

La motion est adoptée.

M. l'Orateur invite les membres du comité à se réunir demain matin à 10 h 30¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À moins que le chef de l'opposition parlementaire

aime mieux 11 heures ou une autre heure ou un autre jour. Les comités ne pourront pas siéger avant l'adoption de l'adresse la semaine prochaine et, d'autre part, le gouvernement a beaucoup de travail. Il n'y a rien qui presse. Si le chef de l'opposition parlementaire préfère...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection pour demain. Cependant, comme le gouvernement paraît plus ennuyé que nous pour choisir ses membres, nous pouvons attendre un peu. Nous sommes disposés à accepter n'importe quelle date. Nous voulons donner au gouvernement la plus grande facilité d'agir pour remplir ses promesses, dans la mesure du possible, d'administrer la province, selon une ancienne formule.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Il vaut mieux que le gouvernement soit ennuyé que l'opposition soit ennuyante.

(Rires et applaudissements à droite et de la foule)

Si cette dernière est prête à procéder demain à la nomination des membres des divers comités, le gouvernement se rendra de bon gré à leur suggestion.

Je remercie le chef parlementaire de l'opposition des facilités qu'il nous donne et de ses bonnes dispositions. Je me rends compte de sa générosité, quand je vois la grande force de l'opposition. Nous comprenons que l'opposition veuille nous voir agir, après tant d'années...

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ferai remarquer à l'honorable premier ministre que notre force est toujours plus grande que l'était celle des conservateurs en 1916 et 1919. Et c'est assez pour le moment.

(Applaudissements à gauche)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 8 octobre 1936, à la page 3: "Il y a eu de l'inédit à l'inauguration de la session d'hier. Pour la première fois dans un Parlement dit britannique, il y avait un crucifix au mur principal. La disposition de ce crucifix fait suite à une remarque que M. Nil Larivière avait faite au cours de la session précédente. Le député du Témiscamingue s'était demandé comment il se faisait que la seule Législature catholique de l'Amérique du Nord n'avait pas de crucifix dans sa salle de délibérations. À la demande de M. Duplessis, des crucifix ont été placés dans l'Assemblée législative et dans la salle du Conseil exécutif. Ajoutons que le premier ministre lui-même a placé un crucifix dans son bureau."
2. *Le Canada* du 8 octobre 1936, à la page 5, écrit que M. Saint-Jacques, "qui occupe au parlement depuis 33 ans les fonctions d'huissier à la verge noire, a constaté aujourd'hui que jamais, dans son expérience des foules parlementaires, il ne s'est présenté autant de monde qu'aujourd'hui à l'hôtel du gouvernement. Plus de 350 personnes autorisées à assister à l'ouverture de la Chambre n'ont pu être admises, faute de place dans les galeries".
3. *Le Journal* du 8 octobre 1936, à la page 4, précise qu'il est 3 h 15 à ce moment. *L'Illustration nouvelle* du 8 octobre, à la page 3, rapporte que seul M. Alexis Bouthillier (Saint-Jean), un député libéral, est absent à l'occasion de l'ouverture de la session. De plus, le même journal mentionne que la chaleur était telle au Conseil législatif que plusieurs des députés sont demeurés à la Chambre législative pendant les cérémonies.
4. *L'Illustration nouvelle* du 8 octobre 1936, à la page 3, rapporte que les députés criaient "Woof! Woof!" à M. Candide Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) parce que ce dernier va occuper le siège alloué à M. Thomas Lapointe, député libéral de Wolfe lors de la dernière session.
5. Selon *L'Événement* du 8 octobre 1936, à la page 4, "le pupitre de M. Duplessis est orné d'une magnifique gerbe de fleurs: il paraît qu'il y en avait quarante, pour rappeler les quatre décades durant lesquelles l'ancienne opposition a attendu le pouvoir". *L'Action catholique* du 8 octobre, à la page 12, précise que M. Duplessis, sitôt arrivé à son pupitre, "distribue des fleurs à ses collègues du ministère".
- Toutefois, *L'Illustration nouvelle* du 8 octobre, à la page 3, mentionne que pendant que M. Duplessis était au Conseil législatif, "les députés ont fait une razzia de roses, avec le résultat qu'il n'en avait même pas une pour placer à la boutonnière du premier ministre."
6. *L'Événement* du 8 octobre 1936, à la page 4, rapporte que, durant l'ovation en l'honneur du premier ministre, MM. Philippe Hamel, J.-E. Grégoire et René Chaloult furent, avec ceux de la gauche, les seuls députés à ne pas applaudir, ainsi démontrant leur déception à l'égard de la composition du nouveau cabinet Duplessis. Ces trois dissidents fonderont le Parti national le 26 juin 1937.
7. Selon *Le Journal* du 8 octobre 1936, à la page 4, M. Sauvé s'est exprimé en anglais à ce moment:
Gentlemen, I beg to tender my grateful acknowledgements to the House for the honour it has conferred upon me in electing me to be its Speaker. It shall be always my desire to deserve the confidence reposed in me.
I am sensible of my unfitness for the position, but relying upon the kindness and cooperation of the honourable gentlemen on both sides of the House, I will endeavour to do my duty to the best of my ability and to discharge the functions of the Chair with firmness and impartiality. I hope the House will sustain me in vindicating our rights and privileges, in maintaining our Rules and Orders, and in securing the freedom of debate according to our established usages.
8. Selon *Le Journal* du 8 octobre 1936, à la page 4, il est 3 h 28 à ce moment. À 3 h 45, après avoir revêtu dans l'intervalle l'uniforme de gala, M. Sauvé entre au Conseil législatif.
9. *Le Journal* du 8 octobre 1936, à la page 4, précise que M. Sauvé s'exprime de nouveau en anglais:
May it please Your Honour: The Legislative Assembly have elected me as their Speaker, though I am but little able to fulfill the important duties thus assigned to me. If, in the performance of those duties, I should at any time fall into error, I pray that the fault may be imputed to me and not to the Assembly whose servant I am, and who, through me, the better to enable them to discharge their duty to their King and Country, humbly claim all their undoubted rights and privileges; especially that they

may have freedom of speech in their debates, access to Your Honour's person at all seasonable times, and that their proceedings may receive from Your Honour the most favourable interpretation.

10. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 4, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *L'Action catholique* du 8 janvier 1936, à la page 12, souligne toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

11. Heure donnée par *Le Journal*, à la page 4, et *Le Nouvelliste*, à la page 3, du 8 octobre 1936. *L'Événement*, à la page 4, de la même date, mentionne plutôt 10 heures.

Séance du jeudi 8 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. SauvéLa séance est ouverte à 3 h 40¹.**Prière.****M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!**Explications sur des faits publiés:****Fausse nouvelles
dans *L'Illustration nouvelle*****M. Hamel (Québec-Centre):** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Sous l'ancien régime, il nous fallait souvent dénoncer des fausses nouvelles: la presse ministérielle vivait de mensonges et ne reculait pas devant les affirmations les plus canailles contre nous. Sous l'ordre nouveau, je constate que la nouvelle presse ministérielle se permet les mêmes méthodes.Je dois aujourd'hui me défendre contre une accusation parue hier dans un journal montréalais, *L'Illustration nouvelle*. *L'Illustration* annonce que M. J.-E. Grégoire et votre humble serviteur, nous sommes les jouets des trusts². Il n'y a pas longtemps, un autre journal annonçait une entrevue entre M. Adélard Godbout, M. Grégoire et moi-même. Ces nouvelles sont absolument fausses, et sans l'ombre d'un fondement. Méthode condamnable.M. l'Orateur, je répondrai à *L'Illustration* qu'il n'y a pas plus de danger que nous soyons les jouets du trust de l'électricité. Nous ne le serons pas davantage d'un gouvernement qui fait sa finance avec une banque dirigée par les plus gros trustards du pays, la Banque Royale dont le président, sir Herbert Holt, est à la tête de la Montreal Light, Heat & Power, et dont les principaux directeurs, MM. Julian C. Smith et J. S. Norris, sont à la tête de la Shawinigan et de la Montreal Light, Heat & Power.Je voudrais que la presse ministérielle adopte une nouvelle tournure, en ce qui a trait aux nouvelles qu'elle lance, et qu'elle ne prenne pas les anciennes méthodes. Nous nous sommes battus pour un ordre nouveau et, dans un ordre nouveau, la vérité doit avoir préséance sur le mensonge. L'ordre nouveau doit être établi dans la presse comme ailleurs³.**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**
L'article 2 du *Feuilleton*.**Adresse en réponse
au discours du trône****M. Boiteau (Bellechasse)** (Applaudissements)
propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, la nécessité évidente d'un changement de régime politique en cette province m'a décidé, il y a quelques années, à sortir de ma paisible étude de notaire pour prendre part, sur les tribunes publiques, à la lutte menée si crânement par les partisans de l'ordre nouveau, aux premiers rangs desquels il m'est agréable de mentionner le chef distingué du gouvernement national, l'honorable premier ministre.

(Applaudissements)

La conviction profonde de la justesse de notre cause, la sincérité avec laquelle nous l'avons défendue, les acclamations faciles de la foule dont nous traduisions spontanément les sentiments intimes, me donnait facilement l'illusion d'être orateur.

En me levant pour la première fois, cet après-midi dans cette Chambre, j'éprouve une certaine appréhension, et je crains de ne pouvoir m'exprimer comme il conviendrait de le faire en pareille circonstance.

Toutefois, quand je songe que les électeurs du comté de Bellechasse, qui avaient accordé leur confiance au régime précédent pendant plus de 40 ans, m'ont jugé digne de défendre ici leurs intérêts comme ceux de tous les citoyens de cette province, j'accepte avec gratitude la première occasion qui m'est offerte de me rompre aux débats parlementaires. Point n'est besoin de dire que, pour

demander à cette honorable Chambre de répondre au discours que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a daigné nous communiquer hier, je compte sur votre bienveillance, M. l'Orateur, et sur l'indulgence de nos honorables collègues.

En écoutant hier la lecture de l'exposé officiel de la pensée ministérielle sur les affaires publiques de cette province, je fus immédiatement frappé par la conception nette qu'en a le premier ministre et par l'expression claire et précise qu'il a su en donner. Ce document officiel, d'ordinaire vague et diffus comme à dessein, semble vouloir être rédigé désormais sans équivoque quant au fond et à la forme.

Mes honorables collègues et particulièrement ceux qui siègent à la droite devaient s'attendre de la part du gouvernement à une définition nette de sa politique et à une attitude énergique du ministère, après la lutte électorale qui s'est victorieusement terminée pour nous le 17 août dernier. En effet, l'Union nationale, par la voix de son chef et de ses principaux lieutenants, avait mis devant le public un programme précis de réformes sociales et économiques. Quelques-unes de ces réformes seront votées par la Chambre, dès cette session d'urgence dont l'objet immédiat est d'adopter le budget que la dernière législature, dissoute subitement à la suite de l'enquête du comité des comptes publics, n'avait pu voter.

M. l'Orateur, avant d'entrer dans l'examen détaillé de cette politique que nous aurons à étudier et sur laquelle nous légiférerons, me sera-t-il permis de rappeler ici un épisode désormais fameux du dernier Parlement que j'appellerais le "Parlement mort-né".

Je débiterai en rappelant un souvenir personnel. Je n'avais pas l'honneur d'être membre de cette Chambre. Malgré la rigueur d'un portier fidèle à la consigne de refuser l'entrée de la Chambre à ceux qui n'avaient pas la carte et qui passaient pour des gens l'ayant perdue, je réussis à pénétrer dans la galerie de l'Assemblée.

Le chef du régime avait pris ce soir-là son allure arrogante. Répondant au chef de l'opposition d'alors qui le taquinait sur la chute imminente du gouvernement, l'honorable M. Taschereau croyait, comme il en avait l'habitude, devoir réveiller l'énergie mourante de ses collègues. "Nous sommes encore ici. Vous êtes encore là; nous serons ici aussi longtemps que nous voudrions et vous resterez là. On vous bat depuis 39 ans et on vous battra tant qu'on voudra."

Malheureusement pour lui, le peuple de notre province, qui pouvait si difficilement entrer à la

Chambre, s'est librement rendu aux urnes et, ô ironie du sort, le prophète n'est plus ici et les rares survivants de sa politique sont là, réélus par des majorités réduites à leur plus simple expression.

(Rires à droite)

L'honorable chef de l'opposition d'alors n'est plus là; il est ici en sa qualité de premier ministre et j'aperçois, à ses côtés, tant à la droite que débordant à la gauche, une phalange d'hommes nouveaux dont l'activité intellectuelle, le sens social et le patriotisme éprouvé n'ont d'égal que la détermination bien arrêtée de faire prévaloir enfin l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

Je remarque en outre avec plaisir, M. l'Orateur, que la représentation dans cette Chambre s'est considérablement rajeunie. Et la plupart de mes honorables collègues, je le constate avec plaisir, pourront servir longtemps la province, car le peuple s'est complu, semble-t-il, à les élire jeunes, à commencer par l'honorable premier ministre lui-même, dont la jovialité, l'ardeur au travail et... le célibat l'empêchent de vieillir.

(Applaudissements à droite)

C'est pour rendre hommage à la jeunesse que notre chef a voulu confier au député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau) le portefeuille des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. Et en appelant à la présidence et à la vice-présidence de la Chambre l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et l'honorable député de Saint-Maurice (M. Trudel)⁴, la Chambre a voulu faire la preuve évidente que, chez nous, les jeunes sont capables de jouer un rôle avant d'avoir atteint la cinquantaine, contrairement à ce que voulaient nous faire croire les anciens ministériels qui, se trouvant bien en place, se refusèrent pendant tant d'années à rajeunir le ministère, en répétant aux jeunes des quatre coins de la province: "Attendez votre tour."

Puis-je exprimer de plus à la Chambre le regret de constater que, pour leur avoir chargé les épaules de ses vieux péchés, l'ancien régime a délibérément compromis la carrière politique de jeunes hommes, qui ont eu le tort de croire aux chefs politiques qui vivaient encore des traditionnels succès de l'esprit de parti en notre province?

Je crois, M. l'Orateur, que, grâce au mouvement des idées dans cette province, dont la presse libre a considérablement accentué l'élan, l'opinion publique est maintenant suffisamment éclairée pour ne plus permettre que, sous le couvert des couleurs politiques, l'arrivisme et la cupidité l'emportent sur la sincérité, la compétence et le désintéressement.

Ce sera la gloire de l'Union nationale d'avoir enfin su donner au peuple de notre province un gouvernement plus digne de lui et dont le premier souci - le discours du trône en est la preuve - est de remplir les engagements qu'il a pris envers l'électorat.

Je dois à la vérité de dire, et la presse l'a signalé, que, depuis son assermentation, le nouveau cabinet a opéré, avec célérité et à propos, des réformes administratives nombreuses, qui ont remédié déjà considérablement à l'incurie et aux abus de l'ancien régime. Et ce n'est qu'un commencement.

Il va de soi que les erreurs administratives d'un régime de 40 années ne pouvaient être corrigées en 40 jours. C'est ainsi que le discours du trône, si substantiel fût-il, ne pouvait évidemment contenir, comme propositions législatives pour cette session, toutes les réformes préconisées dans le programme de l'Union nationale. C'est pourquoi Son Honneur prend soin de dire que cette session est une session d'urgence, dont les travaux consisteront principalement à voter les crédits pour l'exercice en cours et quelques autres mesures des plus pressantes.

Le discours du trône contient des énonciations de principes et manifeste des intentions que je tiens particulièrement à souligner. Il affirme, par exemple, la primauté du capital humain sur le capital argent; il considère ensuite que l'agriculture et la colonisation constituent les assises les plus solides de tout le progrès économique et moral; il soutient que les ressources naturelles de la province doivent servir le peuple, et non l'asservir. Après l'énoncé de principes comme ceux-là, les adversaires du gouvernement seront mal venus de dire que les trusts dominent le gouvernement. L'honorable premier ministre et ses collègues nous prouvent qu'ils ne puisent pas l'inspiration de leur politique aux mêmes sources que les tenants de l'ancien régime.

Le gouvernement ne se contente pas d'énoncer des principes; il pose des actes conformes à ces principes. Il améliorera la loi des pensions de vieillesse; il rendra plus humaine la loi des accidents du travail; il interdira aux ministres de faire partie du conseil d'administration des sociétés commerciales ou industrielles; il mettra un terme aux abus résultant de la surcapitalisation et il réprimera, par tous les moyens à sa disposition, les excès de la finance. M. l'Orateur, je suis, pour ma part, fier d'applaudir à cette politique et je suis persuadé qu'elle répond aux vœux les plus ardents de l'électorat.

Parmi les initiatives que se propose de prendre le gouvernement, je souligne particulièrement celle dont fait mention le discours du trône lorsqu'il

déclare textuellement: "Le ministère se propose de procéder sans retard à un inventaire complet de notre patrimoine provincial, afin d'en connaître exactement la valeur, ainsi que les avantages qu'il offre à l'activité des nôtres. Cet inventaire nous mettra à même de surveiller plus étroitement l'exploitation de nos richesses, de diriger à meilleur escient la production industrielle et agricole, de faciliter l'exploitation rationnelle de nos bois, de nos minerais, de nos pêcheries, de notre houille blanche, d'adapter l'industrie, grande et petite, aux ressources et aux besoins particuliers de chaque région. Cet inventaire procurera en même temps du travail à nos jeunes et facilitera l'utilisation de leurs talents et de leurs énergies."

L'opposition réclamait cet inventaire depuis plusieurs années, de concert avec nos économistes et nos sociologues les plus avertis, et tous les vrais patriotes, dont Louis Francoeur⁵ synthétisa la pensée et les vœux dans ce mot d'ordre qui a fait fortune: "Soyons les maîtres chez nous!" Il était grandement temps de nous rendre compte de la richesse de notre patrimoine et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que ce qui nous en reste soit sacrifié à l'étranger.

Les jeunes de ma province, qui ont donné un témoignage éclatant de leur confiance en l'Union nationale, lors des dernières élections, ont dû apprendre avec enthousiasme que le gouvernement travaille à résoudre le plus tôt possible le problème angoissant de l'avenir de notre jeunesse. Il s'emploiera à lui faire la place à laquelle elle a droit dans l'œuvre du développement de notre province, particulièrement dans les nouvelles carrières que l'exploitation de notre domaine minier ne manquera pas de faire naître.

M. l'Orateur, j'ai fait partie, depuis près de 20 ans, des principales organisations de jeunesse de chez nous, entre autres de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, aux destinées de laquelle j'ai présidé pendant plusieurs années dans le district de Québec. Par la piété, l'étude et l'action, nous nous entraînons à remplir dignement les rôles publics que nous serions peut-être appelés à jouer un jour.

Je me souviens que nos maîtres nous conviaient vers la supériorité et nous donnaient l'avis salutaire que seules les compétences auraient chance de succès, dans la lutte économique qui s'engageait désormais pour l'avenir de notre race, et qui serait notre lutte.

Dans ces associations, je suis venu en contact intime avec les différentes classes de notre jeunesse. Je suis demeuré constamment en relation avec elles

au cours des dernières années de lutte électorale. Je connais son angoisse et ses aspirations. Nous serions tentés de croire, par les nombreuses demandes de position que nous recevons pour le service civil, que les jeunes de chez nous ont perdu tout esprit d'initiative et ne sont plus préparés pour la bataille de la vie comme l'étaient nos pères. Cette poussée vers le fonctionnarisme n'avait pour cause que l'impossibilité pour le jeune homme de s'établir avantageusement dans le commerce et l'industrie, malgré qu'il fût porteur des beaux diplômes de nos meilleures institutions d'enseignement.

Je suis fier de constater que le gouvernement songe à créer de nouvelles carrières pour nos jeunes dans le commerce et l'industrie, notamment dans l'exploitation de notre domaine minier. Si le développement à outrance du fonctionnarisme, développé par l'ancien régime, servait ses fins électorales, il a desservi la jeunesse qui lui en a tenu un compte sévère.

M. l'Orateur, je crois connaître la pensée du ministère à ce sujet. On favorisera de toute manière les techniciens et ceux des nôtres qui, dans un domaine ou dans l'autre, ont eu le courage d'atteindre à la supériorité. Les activités de nos jeunes, en dehors du fonctionnarisme, feront prospérer les affaires, et tout le rouage économique n'en fonctionnera que mieux. Un ingénieur, un architecte, un comptable expert, un entrepreneur dont les initiatives s'étendent, c'est un locataire additionnel de bureaux pour nos édifices publics, un payeur de taxes additionnel pour nos municipalités, un patron de plus qui crée de l'emploi. C'est en somme une distribution plus généralisée du travail et de la richesse.

Et, dans cet ordre d'idées, le gouvernement a voulu donner l'exemple. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Dussault) n'a-t-il pas choisi pour son sous-ministre M. Albert Rioux, un technicien de haute envergure dans les sciences agricoles, et dont l'expérience n'a d'égal que le sens social et l'esprit public, dont il avait fait preuve déjà comme ancien président de l'Union catholique des cultivateurs de la province?

L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce a voulu, lui aussi, s'entourer de compétences, et il a choisi comme avisier technique de son département un des cerveaux les mieux outillés de la jeune génération, diplômé éminent de l'École des hautes études commerciales, M. Esdras Minville, et, comme sous-ministre, l'honorable député de L'Islet est allé chercher M. Louis Coderre, un autre jeune dont tout le monde se plaît à reconnaître la haute culture.

D'autres postes importants de l'administration n'ont-ils pas été confiés à des jeunes ayant déjà fait leur marque dans le journalisme? Comment ne pas applaudir à cette politique et ne pas vouloir en accorder le crédit à l'honorable premier ministre?

Le public de cette province, qui s'intéresse si vivement à la campagne entreprise, il y a quelques années, par des hommes d'un esprit public admirable, contre les abus des compagnies qui ont développé dans la province nos ressources hydroélectriques, a dû apprendre avec un vif intérêt quelles sont les dispositions du gouvernement à l'égard de ceux qui ont usé de nos ressources naturelles, non pour servir le peuple de cette province, mais pour l'asservir. Le discours du trône dit textuellement que les ressources hydroélectriques de la province seront utilisées pour le bénéfice de notre population, à des taux raisonnables et à des conditions qui permettent l'électrification progressive de nos villages et de nos campagnes.

M. l'Orateur, comme député d'un comté rural situé à quelques milles de Québec, et dont de nombreux villages seront encore privés des avantages de l'électricité, après tant d'années d'exploitation de nos pouvoirs d'eau; comme citoyen de la ville de Québec et administrateur de la cité, je dis qu'il est temps et grand temps que l'ordre soit rétabli dans ce domaine. Le gouvernement peut compter sur mon active et énergique collaboration, de concert avec les hommes les plus avertis sur ce problème, pour réaliser la politique qui s'impose et mâter les trusts.

(Applaudissements)

Parmi les intentions du gouvernement et ses initiatives futures manifestées au discours du trône, tout le monde applaudira aux mesures qu'il a l'intention de prendre pour alléger la misère de nos chômeurs et assurer à nos travailleurs des gages et des conditions de vie raisonnables. Je ne répéterai pas ici ce que d'autres ont dit éloquentement dans cette Chambre contre le régime des secours directs et sur l'urgence qu'il y a de remettre notre population au travail, pour la sauvegarde de sa moralité et de son énergie, par des travaux publics, et un nouvel essor donné au commerce et à l'industrie.

Je souhaite que, dans l'industrie forestière particulièrement, qui procure le gagne-pain d'une bonne partie des électeurs de mon comté, le gouvernement impose aux compagnies forestières une augmentation graduelle de salaire qui atteigne, si possible, le minimum préconisé par l'Union catholique des bûcherons de cette province.

M. l'Orateur, les cultivateurs de cette province, devant l'apathie de l'ancien régime, se sont

décidés à changer l'allégeance politique, pour obtenir enfin l'aide financière dont ils ont besoin. Ils applaudiront sans doute à la promptitude que le gouvernement a mise à présenter aux Chambres un projet de loi pour l'établissement d'un crédit agricole provincial. Mes honorables collègues devront apporter à l'étude de cet important problème toute leur sagesse et leur clairvoyance, pour donner à la classe agricole une loi de crédit provincial aussi parfaite que possible. Comme représentant de la profession du notariat, dont le rôle au point de vue crédit rural est si important dans cette province, je me ferai un devoir de faire bénéficier la Chambre du fruit de l'initiative et de l'expérience du corps professionnel auquel j'ai l'honneur d'appartenir.

Quant à la colonisation, je n'ai aucun doute que, sous la direction de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Auger), un fervent de la cause, l'on fera appel à la collaboration d'hommes qui ont étudié et pratiqué la colonisation dans cette province avec succès depuis de longues années, et nous verrons pour de bon les fils de nos cultivateurs et les gens aptes à la culture s'emparer des terres neuves, avec toutes les chances de succès de s'y établir joyeusement et sans retour.

M. l'Orateur, je causais dernièrement des dernières élections avec un personnage important de l'ancien régime, qui me déclarait que nous n'avions pas eu d'élection, mais bien une véritable révolution. Serez-vous surpris d'apprendre que je partage son avis: la révolution que nous avons eue fut une révolution contre les élections telles qu'organisées par le régime depuis 15 ans. Les honnêtes gens, qui constituent la majorité de l'électorat de cette province, applaudiront avec vigueur à ce projet de loi du gouvernement qui annonce, enfin, la refonte de notre loi électorale, en vue de mieux garantir la libre et consciencieuse expression de la volonté populaire. La Chambre, en majorité, se fera un point d'honneur d'abroger cette fameuse loi Dillon⁶, qui a trop longtemps déshonoré nos Statuts et sanctionné le brigandage électoral dans cette province.

Le gouvernement se propose de restaurer nos finances provinciales, dont le bon état est essentiel et indispensable pour réaliser les réformes sociales et économiques qu'il préconise. La politique d'économie que poursuit activement le gouvernement dans tous les départements n'a pas été sans augmenter considérablement le crédit de notre province auprès des institutions financières, puisque l'honorable trésorier provincial (M. Fisher) vient de contracter l'emprunt le plus considérable qu'ait jamais fait aucune province de la Confédération sur

un montant de \$51,000,000, à un taux d'intérêt exceptionnellement bas, faisant réaliser à la province une économie annuelle d'un quart de million.

(Applaudissements)

Cette opération financière permettra à la province de payer les dettes arriérées de l'ancien régime, au bénéfice immédiat des colons, des cultivateurs, des corporations scolaires, des hôpitaux, des orphelinats, etc., ainsi qu'une foule de petits fonctionnaires réduits à supporter l'intérêt des argents qui leur étaient dus.

M. l'Orateur, le gouvernement, dans le discours du trône, annonce la réouverture de l'enquête commencée à la dernière session au comité des comptes publics. L'électorat de cette province applaudit vigoureusement à cette politique énergique. Le peuple veut connaître ceux qui se sont rendus coupables de malversations ou d'irrégularités dans l'administration de la chose publique. Il exige que les grands coupables soient punis avec la même sévérité que le furent les petits sous l'ancien régime. Nous voulons que justice soit faite, et rien de plus. Ceux qui croient qu'il s'agit là de persécution politique nous connaissent mal. Nous n'avons pas été élus simplement pour le malin plaisir de persécuter les adversaires politiques, mais pour assainir l'administration de la chose publique.

M. l'Orateur, j'aurais voulu être le dernier à participer aux débats sur l'adresse pour avoir l'avantage d'offrir à cette honorable Chambre une pièce d'éloquence longuement mûrie et ciselée, mais je n'ai eu, pour formuler ma pensée, que quelques heures. Je la livre à la Chambre dans toute sa rudesse, et veuillez croire que, si l'expression n'en est pas impeccable, elle a le mérite d'être sincère.

Enfin, je me reprocherais d'avoir repris mon siège sans louer le gouvernement du projet de loi qu'il annonce, abrogeant la loi décrétant la vente obligatoire des immeubles pour taxes municipales et scolaires. Comme échevin de la cité de Québec, j'ai déjà eu l'honneur de seconder, au conseil municipal de ma ville, une proposition de mon collègue, M. le notaire Arthur Duval, pour protester contre cette loi antisociale qui menaçait de ruiner la fortune de nos petits propriétaires et d'occasionner peut-être dans la province la naissance d'un nouveau trust, celui du logement. Je n'ai aucun doute qu'en ce moment je dois être l'interprète de la pensée de l'honorable député de Montmagny (M. Grégoire), Son Honneur le maire de Québec, comme de tous les collègues de cette Chambre, qui s'intéressent à ce problème municipal.

Le gouvernement national qui présidera désormais aux destinées de cette province vient

d'ouvrir une nouvelle page de notre histoire, et je n'exagère rien, M. l'Orateur, en proclamant bien haut que les premiers coups qu'il a frappés sont des coups de maître. Je suis fier de siéger dans cette Chambre comme national, et j'exhorte tous mes collègues à seconder de leur mieux, avec zèle et intelligence, les louables efforts du chef du gouvernement. Connaissant sa largeur d'esprit, j'estime qu'il voudra faire profiter le gouvernement de toutes les suggestions utiles que les membres de la gauche comme ceux de la droite voudront bien lui faire en toute loyauté et indépendance d'esprit.

J'ai en conséquence l'honneur de proposer, appuyé par le député de Brome (M. Robinson), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour le remercier de son remarquable discours, à l'occasion de l'ouverture de la première session de la vingtième législature de Québec, et du plaisir qu'il a pris à nous souhaiter la bienvenue au siège du gouvernement auquel nous avons été convoqués pour remplir des devoirs importants.

Que le Christ, dont l'image présidera désormais à nos débats⁷, bénisse la fécondité de nos efforts et de nos travaux!

(Applaudissements)

L'honorable M. Dussault (Portneuf) se lève et offre ses félicitations au député de Bellechasse (M. Boiteau).

M. Robinson (Brome): M. l'Orateur...

(Applaudissements)

C'est un grand honneur et un privilège pour moi de répondre au discours du trône⁸. Mais, avant d'en dire davantage, je veux vous féliciter de tout cœur et bien sincèrement de votre nomination, M. l'Orateur. Je dois aussi féliciter le gouvernement dans le choix qu'il a fait, car il a nommé un homme qui a le respect et l'approbation de tous. Vous êtes un jeune homme, mais vous n'en êtes pas moins pour cela un vétéran de la politique. Vous remplirez, j'en suis sûr, les devoirs de votre haute fonction avec dignité et impartialité. C'est sûrement un jour heureux, en vérité, pour votre famille et surtout pour votre père qui a joué un grand rôle ici⁹.

(Applaudissements)

Je souligne aussi, avec beaucoup de plaisir de la part des citoyens de cette province, que le gouvernement de Sa Majesté adoptera bientôt une législation saine et progressive qui bénéficiera beaucoup à toutes les classes de la population. C'est également une bonne nouvelle pour le député du

comté de Brome, dont l'orgueil bien légitime le porte à croire que Brome est le joyau des Cantons-de-l'Est et le sel de la terre en cette province. C'est encore une bonne nouvelle pour nous tous et, désormais, ayons pour motto d'inscrire à l'entrée de cette honorable Chambre: "Bonnes nouvelles seulement".

Tandis que je traite ce sujet, laissez-moi considérer le but exact de la session actuelle. Qu'est-il au juste? Nous avons une courte session, dont le but très explicite est d'adopter une législation concernant l'administration publique. C'est pourquoi, si la session doit être courte, j'ai l'intention de faire mon discours aussi bref que possible, me rappelant que les paroles inutiles ne constituent en somme qu'un vain gaspillage de l'argent du peuple. Le rideau parlementaire se lève sur des projets qui devront être réalisés, et non sur des paroles qui seront oubliées aussitôt que prononcées. Notre mot d'ordre devrait être: *virtute non verbis*, qui, pour ceux qui n'ont comme moi que quelques notions de latin, signifie des actes et non des paroles. C'est bien la devise de notre bien-aimé premier ministre.

(Applaudissements)

Le 17 août dernier, le gouvernement actuel a été élu par une énorme majorité¹⁰. Il a reçu du peuple un mandat très défini à la suite de cette promesse: "Nous donnerons à cette province un gouvernement sain et honnête." C'est ce que nous devons faire et rien d'autre.

(Applaudissements)

Je dois dire en passant que les tendances communistes que nos adversaires prêtaient à l'Union nationale ne se sont pas encore réalisées. Ce n'étaient que des paroles d'élections; et je me demande si la chose venait des nouveaux libéraux ou de leurs aînés qui ne sont plus à la Législature? D'ici là, que tous nos bons citoyens dorment en paix, car il n'y a aucune raison pour s'alarmer. La loi, l'ordre et le respect de nos institutions prévaudront sous l'administration de notre premier ministre et de ses partisans.

Je passerai ici brièvement en revue les événements qui ont suivi la victoire mémorable du 17 août. On a formé un cabinet composé d'hommes de talent, de bonne volonté et d'énergie, dirigé par un premier ministre qui ne se repose jamais quand le bien de la province est en jeu.

Travailler a été le mot d'ordre donné à tous. On reçoit avec reconnaissance toutes les suggestions constructives. Il est évident que notre gouvernement poursuit un programme très défini. Un premier relevé montre que, dans presque tous les départements, la province de Québec est terriblement

arriérée au point de vue pratique et efficacité. Il sera impossible de réaliser aucun progrès, à moins que l'on ne commence là où l'on doit commencer. En d'autres termes, il faudra poser les fondements avant de construire tout l'édifice avec le plus grand soin. Le gouvernement considère que des finances saines sont la base la plus sûre qui permettra à la province de traverser l'orage.

Les membres de l'exécutif ont fait une enquête préliminaire, afin d'obtenir un état exact des revenus et des dépenses. Ils ont ensuite considéré la possibilité de réduire les dépenses à leur absolu minimum, sans mettre pour cela en danger la bonne administration de la province. Il n'est pas surprenant que cela comprenne un remaniement considérable dans le personnel des services qui dépendent, en tout ou en partie, des argents provinciaux, pour leur opération. La chose comprend, il va sans dire, l'administration des départements. Il fallait éliminer le gaspillage et nous avons accompli la chose.

La seule ombre au tableau est qu'un tel relevé a encore mis davantage en relief les abus criants qui ont été, ou qui restent encore, à révéler. En toute justice, la punition des coupables s'imposera et la restitution deviendra un mal nécessaire. Je n'ai nullement l'intention de demander que la justice prenne couleur de vengeance, mais, pour la protection des citoyens, il fallait mettre fin à l'idée extravagante que l'argent du public était l'argent de tout le monde, et qu'on n'avait pas besoin d'en rendre compte.

L'humanité est fragile, se laisse détourner facilement du droit chemin, et une punition exemplaire est un moyen d'enrayer le mal qui, s'il n'est pas réprimé, croîtra dans des proportions telles que nous aurons la situation décrite par notre adversaire, l'honorable Adélard Godbout, quand il disait: "Notre population a été grandement émue par les révélations faites à l'enquête du comité des comptes publics." Pensez seulement à ces quelques mots, messieurs, et vous conviendrez que la situation est sérieuse, qu'elle exige une correction et, plus encore, une garantie qu'elle ne se répétera pas.

Nous traversons actuellement l'une des périodes les plus critiques, sinon la plus critique, de l'histoire de notre province. C'est d'ailleurs la situation qui semble prévaloir dans le monde entier. La population est nerveuse, elle a perdu confiance dans l'avenir, elle est inquiète et soupçonneuse de n'importe quoi et de n'importe qui, et elle s'exprime quelquefois en des termes qui ne sont pas équivoques. Elle cherche une direction, une direction qui comporte de la loyauté, de l'équité, de l'honnêteté, de la charité et de la justice, toutes

qualités dont elle manque, mais qu'elle aimerait voir ses chefs posséder de façon incontestable.

N'avez-vous pas déjà entendu dire que les politiciens sont croches et que les hommes d'affaires ne sont guère mieux? Si c'est le cas, il est évident que quelqu'un doit partir le mouvement dans une autre direction. Qui sera-ce? À mon avis, c'est notre tâche. En tant que législateurs, nous insistons très souvent sur la réglementation des affaires à un certain degré dans les limites de la province. Nous n'obtiendrons jamais une grande efficacité dans ce domaine, à moins que le gouvernement, à l'exemple de la femme de César, soit au-dessus de tout soupçon. C'est peut-être de l'idéalisme; si tel est le cas, tout progrès dans cette direction est un idéal recommandable.

(Applaudissements)

Les dépenses étant réduites au strict minimum, on doit maintenant s'employer à consolider et à stabiliser les revenus sans augmenter les impôts. Toutefois, actuellement, nos revenus sont déterminés de telle sorte que nous devons les distribuer aux divers services en fonction de leur utilité. On a convoqué cette session pour apporter la sanction à la législation qui se rattache aux questions les plus importantes et à leur solution. Sans aucun doute, la question primordiale est celle des secours directs. Comment faire pour sortir de cette plaie sociale? Vous remarquerez que des accords définis ont été conclus avec le gouvernement fédéral, dans le but de diriger les citoyens vers le travail. Ici, puis-je insister sur la célérité avec laquelle l'accord a été conclu? Ce qui est tout à l'honneur de l'honorable ministre du Travail (M. Tremblay).

Il (M. Robinson) rend hommage au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) qui a dit: "J'aime mieux avoir un mille de bon chemin que 30 milles de poussière."

(Applaudissements)

Avec le temps, on se rappellera les longues disputes entre Montréal et Québec, Québec et Ottawa, Ottawa et Montréal et vice versa, dans l'ordre et dans le désordre. L'art de se déresponsabiliser a atteint des sommets. À présent, que se passe-t-il? En quelques jours, l'espace de quelques assemblées où tous semblaient déterminés à prendre la tâche en main, un accord a été convenu en vue d'une application immédiate. Des milliers de personnes en bénéficieront immédiatement et la population comprendra finalement qu'on a ici un gouvernement par et pour le peuple.

Ensuite viendront les questions sociales comme, par exemple, celle concernant les pensions de vieillesse et tout ce qui touche le bien-être de

l'individu. Puis, les questions publiques telles que la colonisation, l'agriculture, les pêcheries, les mines, les routes, l'achalandage touristique, etc., qui ont toutes été examinées en profondeur par leurs ministres respectifs. Elles vous sont soumises pour que vous en fassiez une analyse constructive et pour adoption.

Je vous demande d'argumenter avec concision et sans rancœur, ayant à l'esprit que chaque député est un maître dans les points de vue qu'il exprime. Que la Législature soit le forum où l'on analyse les questions publiques, où on les scrute avec vigueur, après une étude compréhensible, dénuée de toute rancœur et d'intérêt personnel. Mettons-nous donc au travail et faisons-le du meilleur de notre connaissance. Nous ne partageons pas tous les mêmes opinions, mais nous pensons la même chose sur certains points. Nous sommes contre la révolution, contre le communisme. Plaidons nos causes sans rancœur et sans haine.

Soyons assez hommes pour accepter le verdict de la majorité, quand il y a eu discussion franche et ouverte sur les questions à l'étude. Ne nous éloignons pas des réalités pratiques. Quelques-uns peuvent désirer le communisme, d'autres le socialisme, d'autres le crédit social, mais notre mandat est expressément basé sur le système capitaliste actuel, mais un système qui doit être humanisé. Nous sommes prêts pour cette besogne; nous devons en venir là, mais nous ne devons y arriver qu'en étant justes pour tous les intéressés. Diminuer une classe au profit d'une autre n'est pas une solution.

On peut croire à la législation radicale comme remède à tous les maux. Il peut en être ainsi si une étude intelligente fait voir que cette législation protège également toutes les classes. Nous devons maintenir notre crédit. Le nouveau capital est très désirable. Nous devons rendre les cultivateurs prospères. Nos ouvriers désirent des gages raisonnables. Nos industriels et nos marchands ont droit à des profits équitables. Les temps changent rapidement. Le problème consiste à garder l'équilibre entre toutes ces entités nécessaires.

Nous sommes à une période de transition. L'évolution se fait nécessaire et nous devons le reconnaître; elle est désirable et elle peut être faite avec profit. Nous ne devons pas avoir recours à la révolution, mais il nous faut faire cesser les maux par les moyens légitimes d'un gouvernement digne de son nom. Je n'ai aucune hésitation à dire que j'appartiens à un gouvernement dont le nom est une garantie pour l'avenir de cette bonne vieille province de Québec. On a critiqué le gouvernement en certains milieux pour son programme d'économie, alléguant

que son application amènera l'augmentation du chômage et du nombre des miséreux. Cette idée est fallacieuse. Si le gouvernement, par son programme d'économie, peut se dispenser des services inutiles, il aura par contre plus d'argent à dépenser pour le travail utile et productif.

Le prestige de notre premier ministre, qui était déjà fantastique le 17 août, va constamment en augmentant depuis lors. C'est un homme qui, aujourd'hui, possède le respect et la confiance de toutes les classes de la société et des gens de toutes croyances dans la province. C'est un homme en qui nous, membres de la Législature, nous avons la plus grande confiance et que nous suivrons jusqu'au bout.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre que l'honorable chef de l'opposition parlementaire désire ajourner le débat à mardi prochain? Je comprends la situation et qu'il faut certains délais. Le gouvernement est prêt à procéder tout de suite, mais si le chef de l'opposition veut ajourner à mardi, nous n'avons pas d'objection.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, c'est la coutume. Je ne crois pas que tous les députés soient préparés à siéger demain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. Le gouvernement, comme je l'ai dit, est prêt à procéder tout de suite, mais si le chef de l'opposition le désire, nous n'avons pas d'objection à ajourner à mardi.

Adopté. Le débat est ajourné.

Travaux de la Chambre:

Ordre du jour

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'à chaque séance de la présente session l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi, qui donne la préséance aux mesures du gouvernement.

La session convoquée est une session d'urgence. Nous avons des mesures importantes à faire voter dans l'intérêt de la population. Nous n'avons pas d'objection à étudier certains bills d'intérêt privé, de caractère urgent mais de portée publique, mais nous désirons procéder avec diligence. C'est d'ailleurs à quoi s'attend la population. Je crois que l'opposition est, elle aussi, anxieuse de procéder rapidement.

Quant à nous, nous avons été assermentés le 26 août et, depuis ce temps, nous avons accompli un travail très considérable. Ce travail n'est peut-être pas parfait au point de vue de certaines personnes, mais je peux dire sans craindre la contradiction honnête et sérieuse que jamais gouvernement dans l'histoire de la province n'aura accompli plus de travail que nous n'en avons fait.

Le temps est venu maintenant de faire voter certaines lois. Nous avons trouvé nécessaire de présenter cette motion, afin que toute la législation gouvernementale soit devant le gouvernement et l'opposition le plus tôt possible. Nous avons des réformes à présenter et nous voulons donner à la Chambre le temps de les étudier avant toute autre mesure. Je répète qu'il y a urgence.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si la motion de l'honorable premier ministre a pour but de donner préséance aux mesures du gouvernement, sans exclure les bills privés, je n'y ai aucune objection, car nous voulons donner au gouvernement toutes les facilités possibles de remplir ses promesses, surtout lorsqu'elles sont conformes aux nôtres, pour le plus grand bien de la province.

(Applaudissements à gauche)

Aussi, en acceptant les vues de l'honorable chef de l'opposition...

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant et avec ironie) Comment dites-vous? Je suis le chef de l'opposition?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (En riant) C'est la force de l'habitude. Nous avons eu des idées tellement semblables pendant la dernière campagne que le premier ministre me pardonnera de nous confondre tous les deux, ce qui explique le *lapsus linguae* que j'ai pu commettre.

(Rires)

Je disais que, tout en acceptant les vues de mon honorable ami, je tiens à ce que les intérêts privés qui auraient pu faire des dépenses pour donner

des avis pour la présentation de projets de loi ne soient pas privés de leurs droits.

Il y a eu plusieurs projets de bills privés présentés lors de la dernière session et restés en plan, et qu'il ne faudrait pas ignorer autant que possible.

La motion est adoptée.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Nominations au service civil

L'honorable M. Paquette (Labelle): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre trois messages du lieutenant-gouverneur, signés de sa main.

M. l'Orateur lit comme suit le premier message:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 7 octobre 1936
(Document de la session no 4)

Rapport de l'Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit comme suit le second message:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 7 octobre 1936
(Document de la session no 5)

Régie interne de l'Assemblée législative

M. l'Orateur lit comme suit le troisième message:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 septembre 1936, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 7 octobre 1936
(Document de la session no 6)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que la Chambre s'ajourne, mais auparavant, je désire consulter nos collègues au sujet du travail de la Législature. Je crois que nous devrions siéger le lundi et tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche. Auparavant, on commençait à siéger le mardi, pour ajourner jeudi soir, ce qui ne faisait, en fait, que deux jours d'ouvrage par semaine et entraînait une grande dépense de temps et d'argent, non seulement pour les députés, mais aussi pour la province.

Nous avons de la législation importante à faire voter, et nous voudrions le faire le plus rapidement possible. Nous croyons que la Chambre devrait donc siéger dès le lundi. Naturellement, plus on se hâtera, moins la session sera longue. Toutefois, nous donnerons tout le temps nécessaire, en particulier à l'opposition, pour étudier toutes les lois que nous présenterons et pour faire toute la critique qu'elle voudra.

Je comprends que, lundi prochain, il ne peut être question de siéger, car c'est le jour d'Action de grâces, et les employés ont congé, comme cela est juste d'ailleurs. Mais nous devrions siéger à partir du lundi de l'autre semaine. Je voudrais avoir l'avis des députés et de l'opposition, et c'est pourquoi j'en profite pour faire des suggestions tout de suite.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai aucune objection, personnellement, à siéger le lundi. Par contre, les députés ont peut-être besoin de la

journée de lundi pour voir à leurs affaires. Je voudrais savoir si c'est l'intention du gouvernement d'avoir une session régulière, ou s'il veut se limiter à hâter l'adoption d'un certain nombre de mesures seulement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous prendrons tout le temps nécessaire pour que la Chambre entière étudie la législation que nous présenterons, car nous voulons avoir l'opinion des députés des deux côtés de la Chambre. Mais, encore une fois, si nous ne siégeons que deux ou trois jours par semaine, c'est une grande perte de temps pour les députés et une dépense considérable pour la province. Et puis, il y a des députés qui sont dans les comtés éloignés du Québec et qui ne peuvent aller chez eux. Ils ont intérêt à ce que la session ne dure pas plus longtemps qu'il ne faut. Cela leur permettra d'y retourner plus tôt. Les députés de Montréal peuvent venir par le train qui arrive à Québec à 2 heures de l'après-midi, le lundi. La séance commence à 3 heures, en sorte qu'ils auront le temps voulu pour venir à cette séance du lundi. Nous écouterons les suggestions et nous déciderons après.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Autant hâter la législation. Nous n'avons pas d'objection à siéger tous les jours de la semaine, comme le suggère le premier ministre. Nous sommes disposés à faire des concessions pour sauver de l'argent à la province.

La motion est adoptée.

La séance est levée vers 5 heures.

NOTES

1. Plusieurs journaux du 9 octobre 1936 donnent des heures différentes: celle-ci provient du *Soleil*, à la page 3, et de *La Presse*, à la page 7. *Le Journal*, à la page 1, mentionne plutôt que la séance a commencé à 3 heures. Selon *L'Action catholique*, à la page 3, la foule déborde dans les galeries. *Le Journal*, à la page 1, rapporte que M. William Ross Bullock (Westmount) n'est pas en Chambre pour une raison bien particulière: avant la séance, il a cédé son siège à l'ancien député de Westmount, Charles Allan

Smart, qui fut l'un des plus fidèles lieutenants de M. Duplessis, alors qu'ils siégeaient tous deux dans l'opposition. Le journaliste ajoute que, "du haut de la galerie de la presse, j'ai constaté, en effet, que l'ancien député de Westmount occupait la place de son successeur située près de l'entrée. Voilà vraiment un beau geste et qui eût provoqué un incident si un malin avait attiré l'attention du Président, car ce dernier eût été obligé de rappeler M. Smart à l'ordre".

2. Voici l'article en question, daté du 6 octobre: "Une rumeur qui s'accrédite de plus en plus à Québec, veut que le maire J.-E. Grégoire, député de Montmagny, le Dr Philippe Hamel, député de Québec-Centre et M. René Chaloult, député de Kamouraska, aient été mal conseillés au sujet de leur attitude prise, peu après les élections. Il appert que certains de leurs conseillers auraient été influencés par des agents du trust de l'électricité dans Québec afin de nuire, en autant que faire se peut, à la nouvelle administration. Les trois députés précités seraient tombés dans le panneau sans se douter, pour un instant, du jeu que désiraient leur faire jouer les directeurs du trust de l'électricité. Évidemment, ces trois députés possèdent une expérience politique d'une durée relativement courte. Plusieurs de leurs amis les auraient mis au courant de cette situation plutôt ambiguë." Dans *L'Illustration nouvelle* du 9 octobre, à la page 2, la rédaction ajoute, dans une mise au point, que "le Dr Hamel a sans doute lu cette nouvelle rapidement, car il aurait compris qu'il s'agissait tout simplement d'une mise en garde contre certains de ses conseillers et nullement une attaque contre lui ou le maire Grégoire".

3. *L'Événement* du 9 octobre 1936, à la page 4, rapporte que "les paroles du Dr Hamel plongèrent la Chambre dans un silence profond. Il n'y eut pas un seul applaudissement. Le premier ministre, qui était en train d'écrire, se tourna d'abord vers son lieutenant d'hier, puis il se remit à son travail. Plusieurs députés se regardaient, sans cacher leur surprise. Des galeries, qui étaient bondées, toutes les têtes se penchèrent vers le parquet. Plusieurs se demandaient si M. Duplessis n'allait pas relever le gant. Mais le premier ministre garda jusqu'à la fin de la séance le plus grand calme".

4. Joseph-Marc-Napoléon Trudel sera confirmé dans ses fonctions de président des comités pléniers et Orateur suppléant par une motion adoptée à l'Assemblée législative le 14 octobre 1936.

5. Selon le *Journal* du 8 octobre 1936, à la page 1, "les journalistes sont si peu habitués aux compliments, que celui de M. Boiteau à notre camarade Louis Francoeur tomba comme la foudre dans la galerie de la presse". M. Francoeur, rédacteur à la *Patrie*, est alors présent dans la galerie de la presse.

6. La "Loi Dillon" a été votée conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931; Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer, pour ce faire, un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille qui fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "Loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Cette loi fut l'une des premières à être abrogée par le gouvernement Duplessis, le 14 octobre 1936.

7. M. Boiteau fait allusion au crucifix qui, depuis la première séance du nouveau gouvernement Duplessis, orne le mur de la Chambre. Voir la note 1 de la séance du 7 octobre 1936.

8. M. Robinson parla en anglais, selon *L'Événement* du 9 octobre 1936, à la page 4.

9. M. Robinson fait allusion à Arthur Sauvé, père de Paul, qui fut député conservateur à l'Assemblée législative, dans Deux-Montagnes, de 1908 à 1930. Il fut également chef de l'opposition, de 1916 à 1929, et chef du Parti conservateur du Québec, de 1922 à 1929.

10. L'Union nationale a remporté 76 sièges contre 14 pour les Libéraux.

Séance du mardi 13 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton; MM. Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Langlais, Larochelle, Larouche, Marcoux, Rochefort, Roy.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Drouin, Dussault, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bouthillier, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Messier, Paradis, Poulin, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Thibeault, Turcotte.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Leduc; MM. Barré, Barrette (Terrebonne), Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Ducharme, Duguay, Dumaine, Jolicoeur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Tellier, Trudel.

Comité permanent des bills privés en général:

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Coonan, Drouin, Dussault, Élie, Fisher, Gagnon, Layton, Leduc, Paquette, Tremblay; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Dumaine, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Bilodeau, Dussault, Élie, Fisher, Leduc; MM. Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bouthillier, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Dumaine, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Poulin, Raynault, Sherman, Taché, Tardif, Turcotte, Vachon.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Élie, Fisher, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Dansereau, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Dumaine, Fleury, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Poulin, Raynault,

Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Drouin, Fisher, Layton, Paquette, Tremblay; MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Caron, Casgrain, Connors, Duguay, Dumaine, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Taché, Tardif, Tellier, Thibault.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Coonan, Drouin, Fisher, Gagnon, Paquette; MM. Barrette (Terrebonne), Bastien, Béïque, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Carignan, Casgrain, Delagrave, Ducharme, Duguay, Dumaine, Grégoire, Jolicoeur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Tellier, Trudel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Drouin, Élie, Layton, Tremblay; MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Carignan, Castonguay, Connors, Dansereau, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Gagné, Grégoire, Hamel, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larochelle, Lawn, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thibault, Turcotte.

Le rapport est adopté.

Loi Dillon²

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle le bill 2 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection au rappel de cette loi, mais j'attire l'attention de l'Orateur sur le fait que le gouvernement a violé l'article 444 du Règlement de la Chambre qui exige un avis de motion d'une journée lorsque le gouvernement présente un bill public. Je suis obligé de soulever la question d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis surpris de l'attitude de l'honorable chef de l'opposition parlementaire. Je comprends sa position délicate, vu que son chef ne siège pas en Chambre. Mais ce qui m'étonne, c'est que son parti ait promis de rappeler la loi Dillon pendant la dernière campagne électorale et qu'aujourd'hui, au moment où nous voulons faire disparaître cette loi néfaste, il s'y oppose en invoquant le Règlement.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Le Règlement exige un avis d'un jour, et un avis de trois jours a été donné, samedi, mais on n'a pu le faire imprimer plus tôt. Si la Chambre s'est ajournée à mardi, au lieu de siéger toute la semaine dernière, ça n'est pas la faute du gouvernement, car c'est le chef de l'opposition qui a demandé cet ajournement à mardi pour préparer son discours. Je pensais faire plaisir à l'opposition car, pendant la campagne électorale, l'opposition a prétendu qu'elle voulait abolir la loi Dillon, et je ne croyais pas qu'on soulèverait un point d'ordre pour retarder la disparition d'un désordre.

(Rires et applaudissements)

Plusieurs des lois à l'ordre du jour ont pour but de réprimer le désordre et, à leur sujet, on soulève un point d'ordre. Le gouvernement est anxieux de procéder, et c'est la première fois depuis 15 ans que le gouvernement présente, au lendemain de la motion sur l'adresse, sa législation publique. L'opposition paraît surprise, et la chose se comprend, car elle n'a pas été habituée à la célérité et à l'activité du gouvernement. Nous avons promis le rappel de cette loi et nous tenons parole.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'accepte avec plaisir les sermonnades de l'honorable premier ministre. Je ne suis pas contre le rappel de la loi, mais je demande que les articles 444 et 137 du Règlement soient observés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition est si soucieux de faire respecter les règlements, il devrait commencer par respecter le règlement qui interdit à un député de parler deux fois sur le même point d'ordre.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je tente d'expliquer l'article 137, mais puisqu'on veut que je prenne mon siège...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Je soulève un second point d'ordre. Puisque le chef de l'opposition veut tant respecter les règlements, il devrait aussi respecter le règlement qui défend à un député de parler étant assis. Mais il est vrai que c'est le peuple qui a assis l'opposition.

(Rires de la Chambre et dans les galeries)

M. l'Orateur: Je demande l'indulgence de la Chambre pour l'Orateur, qui débute comme président. Me voici avec trois points d'ordre. Il est évident qu'on ne peut parler deux fois sur le même point d'ordre. Il est de plus certain qu'on ne peut parler assis. Quant au troisième point d'ordre, le premier qui a été soulevé, celui qui l'a soulevé prétend qu'il n'y a pas eu d'avis de motion pour le bill de la loi Dillon, tandis que le premier ministre déclare que cet avis de motion a été donné la semaine dernière. Qu'on me permette donc de prendre en délibéré ce troisième point d'ordre.

Vente d'immeubles pour taxes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 3 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 71, relative à la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne me lèverai pas, si on me refuse le droit de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Parlez, parlez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je veux tout simplement faire remarquer au chef de l'opposition³...

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En riant) Encore!
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rit de son lapsus.

Je me lève pour discuter le même point d'ordre auquel vous faites allusion, M. l'Orateur. En vertu de l'article 137, deuxième paragraphe, il faut un avis d'un jour pour présenter un bill public. Il est

évident que, si nous suivons le *Feuilleton* de la Chambre, nous n'y voyons pas d'avis de motion pour ce bill. Il y a des règlements et nous voulons que ces règlements soient observés. D'autre part, pour ne pas retarder les procédures, je suis prêt à m'entendre, du consentement de la Chambre, pour que les règlements soient suspendus, mais j'entends bien qu'on reconnaisse la justesse de mon point de vue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le vrai chef de l'opposition doit être satisfait d'avoir soulevé un point d'ordre. Il n'a pas confiance en ses collègues, puisqu'il parle constamment. Puisqu'il est prêt à s'entendre, il est possible d'avancer la procédure. Nous ne sommes pas ici pour soulever des points d'ordre, mais pour de l'action. À demain, la première lecture des projets de loi, puisqu'il insiste. Si le chef de l'opposition veut procéder, nous n'avons pas d'objection. Dois-je comprendre que vous êtes prêt à procéder?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous allons considérer l'inscription au *Feuilleton* de la Chambre aujourd'hui comme un avis de motion. Demain, on pourra procéder.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 8 octobre courant, sur la motion proposée le même jour: Que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se lève.
(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, la Chambre, en vous choisissant à l'unanimité pour présider ses délibérations, vous a appelé à un poste d'honneur et de haute

responsabilité. Ceux qui, comme moi, ont été pendant plusieurs années votre collègue à l'Assemblée législative et qui ont appris à connaître vos qualités de cœur et d'esprit, qui ont suivi, même en dehors des rangs de votre parti, votre carrière publique, savent que, si plusieurs des membres de cette Chambre avaient le droit d'aspirer à cette fonction importante, nul ne la méritait plus que vous. C'est pourquoi, au nom de l'opposition, il m'est si agréable de vous féliciter de la confiance que la Chambre vous a témoignée et de vous assurer que nous ferons tout en notre possible pour vous rendre la tâche aussi facile qu'on me l'a rendue à moi-même pendant les quelques années que j'ai été appelé à occuper le fauteuil de la présidence. Il me fait aussi plaisir de féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône.

Avant d'exposer les quelques considérations que j'ai à faire sur l'adresse, il est de mon devoir de remercier mes collègues de l'opposition de la confiance qu'ils m'ont manifestée en m'appelant à prendre charge de la direction de leurs activités parlementaires. La tâche est loin de me paraître légère et, n'eût été mon ardent désir de servir mon parti et ma province, partout où je pourrais être appelé à le faire, j'eusse certainement décliné cette responsabilité. Mais, dans toute armée bien disciplinée, si petite soit-elle laissée par les hasards plus ou moins aveugles de la guerre, il faut savoir obéir. J'ai accepté la charge, sachant que c'étaient plutôt mes nombreuses années de présidence dans cette Chambre que mon mérite personnel qui m'appelaient à devenir chef de l'opposition. En effet, le sort de la dernière bataille électorale a voulu que le député de Saint-Hyacinthe restât le doyen des membres de l'Assemblée législative.

C'est le septième débat sur l'adresse en réponse au discours du trône auquel je prends part en ce moment, et c'est le septième message que le gouvernement a mis dans la bouche du lieutenant-gouverneur pour ouvrir la législature, que j'ai entendu mercredi dernier. Je souhaite à tous ceux qui m'écoutent en ce moment, si la carrière leur plaît, d'en entendre d'aussi nombreux. Pour cela, il faudra que leurs électeurs leur soient d'une fidélité constante, comme l'ont été pour moi ceux de Saint-Hyacinthe qui me faisaient, le 17 août dernier, l'honneur de me réélire pour la septième fois depuis 1912.

L'opinion publique de ces derniers temps ressemble terriblement à la femme sous le rapport de la constance et "souvent femme varie, bien fol qui s'y fie". Le comté de Saint-Hyacinthe a été l'exception qui prouve la règle; malgré l'argent qui a coulé à flots

et qui s'est allié à la prière pour contredire l'ancien dicton, qui voulait que les élections ne se fassent pas avec des *orémus*, mes électeurs me sont restés fidèles. Et je suis heureux de leur en témoigner ma reconnaissance. Leur confiance dans le Parti libéral et son porte-drapeau n'a pas été noyée sous la vague de vitupérations non justifiées que les adversaires du Parti libéral ont fait déferler sur la province et qui a emporté dans son torrent irrésistible tant d'hommes de valeur et de bonne volonté qui auraient fait l'honneur de cette Chambre et qui auraient pu rendre tant de services à notre province.

Aux compagnons d'armes qui sont tombés dans la bataille en combattant courageusement pour une cause juste, ceux qui ont pu résister aux assauts des ennemis, du dehors comme du dedans, offrent le témoignage de leur admiration et leurs vœux d'une revanche prochaine.

Le Parti libéral, toujours vivant, a reçu un rude coup; cependant il n'a pas été annihilé. Le nombre de ses députés n'est pas considérable, mais il est loin d'être proportionné au nombre des électeurs qui lui ont manifesté leur confiance aux dernières élections.

Le jeu de notre système électoral fait que, pour représenter 41.8 % des électeurs qui ont voté à la dernière élection, nous n'avons que 14 députés sur 90, soit 15.5 %, alors que nous devrions en avoir 37, soit deux fois et demie de plus, pour avoir une représentation proportionnelle au nombre des libéraux de la province qui ont voté en notre faveur. S'il y a 327,610 électeurs qui ont enregistré leurs votes en faveur du gouvernement actuel, il ne faut pas oublier que 237,885 sont restés fidèles au nouveau cabinet libéral qui sollicitait les suffrages.

Si l'on fait abstraction des lignes artificielles des divisions territoriales, chaque conservateur représente dans cette Chambre 4,310 électeurs, alors que chaque député libéral en représente 16,991. Je ne donne pas ces statistiques pour me plaindre de notre système électoral, mais tout simplement pour démontrer que la force numérique de la députation libérale ne donne pas une idée adéquate de la grande masse qui est restée sympathique aux nouveaux chefs du parti qui a dirigé pendant 39 ans les destinées de cette province.

Notre parti est donc toujours vivant et les citoyens qui ont encore foi que ses principes directeurs sont ceux qui sont le plus de nature à assurer la prospérité de notre province et le bien-être de sa population ne sont pas seulement nos partisans des dernières élections, mais il y en a des milliers qui nous ont laissés temporairement, parce qu'on a réussi à les mettre sous l'impression que la coalition qui

nous faisait la guerre était une union dans laquelle personne ne perdrait son identité de parti et dans laquelle les alliés seraient unis, suivant l'expression de Carlyle⁴, comme le frère à son frère et non comme l'esclave à son maître.

L'attitude du vrai chef de l'Action libérale nationale, celle de trois ou quatre de ses principaux lieutenants au cours des dernières élections, la querelle qui eut lieu entre les chefs eux-mêmes de l'Union nationale, le jour et le lendemain de la distribution des portefeuilles, nous ont fait voir bien clairement qu'il ne fait pas toujours bon d'habiter sous le même toit dans le domaine de la politique, quand on n'est pas de la même famille. Dans le parti ministériel, on ne paraît pas uni comme le frère avec son frère et, si la discorde continue comme elle est commencée, nous serons loin d'avoir cet âge d'or politique que le chef de l'administration devait nous donner en faisant disparaître le gouvernement personnel, le "one-man government", la dictature politique d'un seul homme...

(Mouvements de désapprobation à droite)

...âge d'or au cours duquel le chef devait consulter tous ses députés pour suivre leur avis sur chaque question importante, et chaque ministre devait avoir la plus libre administration de son département. On commence à se plaindre que l'influence du député est aussi nulle qu'on la disait être aux pires jours de l'ancien régime; le gouvernement n'a pas même convoqué de caucus au commencement de la session; les députés de la droite, qui nous blâmaient anciennement d'être des moutons, devront avaler le ragoût ministériel de la présente session tel que l'a cuisiné le premier ministre. Qu'il manque de consistance, qu'il soit fade, trop salé ou trop poivré, ce n'est pas l'affaire des députés.

Non, l'âge d'or n'est pas encore arrivé pour les simples élus du peuple. Et quant aux voteurs libéraux attirés dans les rangs de l'Union nationale, ils attendent anxieusement la réalisation des promesses. Ce sont eux qui constituent la première et principale catégorie d'électeurs qui ont amené notre défaite. Ils ont voté contre les écarts de l'ancien régime que la lassitude d'une longue occupation de pouvoir, sans changement des principales figures dirigeantes, a permis à nos adversaires de grossir démesurément, au point de faire passer de simples peccadilles pour des fautes grossières, des irrégularités pour des illégalités, des illégalités pour des crimes.

Le temps commence à ramener les choses à leurs véritables proportions, et la province en dépit d'une propagande de publicité très intense réalise déjà que nous n'avons pas encore trouvé les

surhommes qui peuvent accomplir les miracles politiques qui s'imposeraient pour nous donner le gouvernement idéal qu'on nous a promis, chez nos adversaires, au cours des dernières élections.

Il y a aussi une seconde catégorie de gens de bonne foi qui s'est unie à nos partisans nous ayant laissés parce qu'ils ont cru aux exagérations de nos adversaires: c'est celle des électeurs plus ou moins indifférents en politique qui sont mus par l'attrait du changement d'administrateurs. Quand les affaires en général vont mal, on se dit dans cette classe de voteurs qu'il y aurait peut-être avantage à faire l'essai de nouveaux hommes, tout en se réservant le droit de revenir aux anciens, si l'expérience tourne à mal.

Le nouveau gouvernement pourra-t-il conserver longtemps la sympathie de ces citoyens qui n'ont pas oublié, eux non plus, les déclarations qui leur ont été faites au cours de la lutte? L'avenir nous le dira définitivement, bien qu'il soit facile de prévoir dans le moment que le gouvernement ne pourra pas mettre à exécution la dixième partie des engagements qu'il a pris au cours de la dernière campagne. On voulait du changement, cependant, et c'est ce que le peuple a obtenu de façon éclatante.

Une troisième catégorie d'anciens partisans, assez nombreuse et plus grouillante que les deux autres, est venue se joindre aux deux premières pour nous faire perdre le pouvoir: c'est celle des chercheurs de places déçus dans leur ambition depuis toute une génération et qui ont mis leur intérêt personnel avant celui de leur parti. On ne peut donner une meilleure idée du nombre de ces chercheurs de places et des solliciteurs de faveurs gouvernementales que celle qui était exprimée par l'honorable secrétaire de la province (M. Paquette), quand il déclarait récemment au conseil des ministres, d'après un rapport des grands journaux, que "tout le monde, à l'exception du cardinal Villeneuve⁵ et de son bedeau, demandait de l'emploi". Cette assertion plus ou moins irrévérencieuse indique clairement que le jeune gouvernement en a déjà plein le dos des doléances des chercheurs de places.

Il n'y a cependant rien d'étonnant à ce que tout le monde veuille maintenant émarger au Trésor de la province. Ce Trésor, d'après nos adversaires, deviendrait la chose de tout le monde et tout le monde pourrait y puiser à sa guise. Le gouvernement serait la propriété du peuple et il y aurait des bénéfices pour les petits comme pour les grands. Tous ont été invités au festin, et maintenant on se plaint que la table ne peut contenir les invités. Et, pourtant, la table n'est ni moins grande ni moins chargée qu'elle ne l'était avant les élections.

Nos amis ne sont au pouvoir que depuis quelques semaines et, déjà, ils en ont par-dessus la tête des assiduités continues des quémandeurs de places, au point qu'ils perdent patience. Ils manifestent publiquement leur mécontentement contre ce qui n'est cependant que de la politesse chez les électeurs, puisque ceux-ci ne font que répondre aux invitations qui leur ont été faites au cours des élections de se présenter chez les ministres et les députés pour obtenir des places.

Pendant 39 ans, les libéraux ont eu à faire face à ces quémandeurs d'emploi ou de patronage; il n'est pas étonnant qu'ils n'aient pu satisfaire les appétits légitimes ou non de tous ceux qui se sont présentés. Le nouveau gouvernement pourra-t-il, lui aussi, éviter pendant une aussi longue période les effets du sentiment de ceux qu'il ne pourra contenter?

Ces trois principaux groupes d'électeurs qui ont changé d'allégeance politique ont été les auteurs de la victoire du gouvernement de l'Union nationale. Le gouvernement Godbout, formé dans les circonstances particulières que l'on connaît et privé par la force des choses des subsides nécessaires à la poursuite normale de la vie économique provinciale, n'a pas eu le temps de prouver la sincérité de ses intentions ni la haute valeur des articles de son programme, par une série d'actes administratifs assez longue pour en faire connaître le mérite réel. C'est ce qui a permis à nos adversaires de faire confondre par une bonne partie de l'électorat le nouveau ministère libéral avec l'ancien gouvernement, notre politique nouvelle avec celle du Parti libéral des anciens jours.

On a attribué au nouveau cabinet tout ce qui pouvait avoir été des faiblesses chez les gouvernements précédents. On savait cependant que ce nouveau cabinet n'avait été constitué que comme une réaction salutaire des libéraux contre ce qui avait pu être considéré comme des écarts chez nos prédécesseurs. Le nouveau cabinet était un véritable gouvernement de réformes, et c'est ce qui explique la similitude de certains articles du programme de la coalition avec ceux du dernier programme libéral.

Quoi qu'il en soit, l'électorat qui est souverain a donné le mandat d'administrer la province au gouvernement dit de l'Union nationale et nous avons l'intention de respecter la volonté populaire. Non seulement nous ne nous proposons pas de faire de l'obstruction, mais nous avons l'intention de coopérer avec le gouvernement dans toute mesure que nous jugerons d'intérêt public, même dans le cas où notre opposition pourrait nous être utile au point de vue du parti, en nous ralliant certains éléments de la société dont les intérêts pourraient être lésés par l'adoption desdites mesures.

Nous traversons des temps troublés au cours desquels le salut public pourra demander l'union de toutes les bonnes volontés. Si les mesures du gouvernement pour faire face aux éventualités qui se présenteront sont saines et efficaces, il pourra compter sur mon concours et celui de mes collègues.

Sur les questions d'ordre secondaire, il n'est pas de notre intention non plus de prolonger les sessions par des discussions oiseuses et toujours stériles. Nos remarques et nos demandes de renseignements se limiteront à ce qui sera strictement nécessaire pour nous faire une opinion saine et nous permettre d'exposer clairement les grandes lignes de nos opinions sur les sujets débattus.

Ceci ne veut pas cependant dire que nous manquerons de mettre l'ardeur voulue dans la défense de la justice et du droit, quand nous jugerons que l'intérêt public ou même des intérêts privés légitimes peuvent être compromis par des actes ou de simples omissions du gouvernement. Et c'est peut-être plutôt par des omissions que le gouvernement actuel péchera le plus souvent.

Nous estimons que nous avons même le droit de lui demander compte de sa négligence ou de son refus d'adopter des réformes qui peuvent n'avoir rien de bon en elles-mêmes. C'est sur la foi de promesses mirobolantes, dont plusieurs sont certainement irréalisables, que le gouvernement a pris le pouvoir. Nous ne voulons pas certes lui nuire dans l'administration de la chose publique, mais nous avons le droit d'exiger, au nom du peuple de la province, qu'on accomplisse ce qu'on a promis d'exécuter. La réalisation des promesses faites sera la seule preuve que la coalition pourra apporter qu'elle n'a pas subrepticement usurpé le pouvoir.

Cette preuve, l'opposition ne cessera de la réclamer, et nous rechercherons dans tous les actes principaux de la présente session les indices établissant s'ils découlent réellement de ce que nos adversaires ont préconisé au cours de la dernière campagne électorale. Nous donnerons notre opinion franche et sincère sur toutes les matières importantes qui seront soumises ou manqueront d'être présentées à la Chambre et, si le gouvernement peut s'attendre à ce que nous blâmons tout ce que nous trouverons de répréhensible, il peut aussi être assuré que nous lui donnerons tout le crédit qu'il pourra légitimement réclamer pour ce qu'il fera de bien.

Le discours du trône est l'un des actes principaux de toute session et la coutume parlementaire veut que le gouvernement et l'opposition profitent de sa mise à l'ordre du jour pour faire connaître leur sentiment respectif sur les

grandes questions politiques qui sont d'actualité immédiate. Il y a donc lieu pour nous de dire ce que nous pensons de ce document par lequel le gouvernement, pour suivre la tradition, nous a annoncé sa politique, au milieu de la splendeur des ors et de la pourpre, des étincellements des sabres, et de toute la pompe protocolaire dont les pères de la constitution britannique ont entouré la prise de contact du chef suprême de la nation ou de son représentant avec les élus du peuple, à l'ouverture de tout nouveau parlement ou de toute nouvelle législature.

Le discours du trône est une pièce qui constitue presque un genre littéraire. Il est constitué invariablement de trois parties: l'introduction, l'exposition et l'invocation. L'introduction, où la littérature a surtout son libre cours, a pour fond le résumé plus ou moins vaporeux du thème des harangues électorales, alors que la forme revêt toujours l'amphigourisme de cette haute éloquence. L'exposition est censée contenir les grandes lignes du programme sessionnel; c'est le corps du document. Elle est généralement brève et d'un style forcément aride, vu le désir d'imprécision de l'auteur. Comme l'introduction est constamment une partie très longue, un discours du trône nous donne toujours l'impression énervante de l'équilibre instable d'un nain dont le corps grêle titube sous le fardeau d'une tête d'une grosseur démesurée. L'invocation est toujours constituée d'une courte prière appelant avec raison la mansuétude de la Providence sur les élus et leurs commettants.

Le présent discours du trône suit la forme classique. Les trois grandes divisions se retracent des plus facilement. L'introduction a comme seuil de porte une réserve prudente: "Évidemment, il ne saurait être question pour les nouveaux ministres de proposer, dès cette session d'urgence, toutes les réformes sociales ou économiques qu'ils préconisent." En effet, si les ministres préconisent encore ce qu'ils préconisaient au cours des deux dernières campagnes électorales, il faudrait être trop exigeants pour leur demander d'accomplir ces réformes dans une session dite d'urgence.

Il est clair qu'il est impossible, malgré toute la bonne volonté de nos ministres, par exemple, d'étatiser la Beauharnois, ce qui devait pourtant se faire dans 24 heures, si le nouveau gouvernement était porté au pouvoir.

Comment aussi le gouvernement pourrait-il, dans une session qu'on dit devoir être courte, abolir la taxe de vente dans la ville de Montréal? L'abolir, cela pourrait se faire au pis aller, mais depuis les

élections il paraît que les ministres et les échevins de l'île de Montréal ont découvert que, si on abolissait cette taxe, on ferait un trou formidable et de plusieurs millions dans les finances de la métropole et qu'il faudra trouver de nouvelles taxes pour combler ce déficit de revenus, puisque les dépenses de la ville de Montréal devront être payées même sous le nouveau régime gouvernemental.

Il y a aussi les péages qu'on devait faire disparaître sur tous les ponts du gouvernement. Les députés de la droite ont promis cet allègement du sort de leurs électeurs: les électeurs le réclament. C'est encore un cas où il faudra trouver de nouveaux revenus pour remplacer les argents qui rentreront en moins dans le Trésor du gouvernement qui, malgré ses heureuses conversions financières, n'a pas encore trouvé le moyen de payer ses dépenses sans prélever des impôts quelque part.

Ici je dois faire une réserve: pour ne pas être injuste, il faut admettre que le nouveau gouvernement a commencé à mettre à exécution cette réforme. Dans le but de remplir, au moins partiellement, cette promesse et aussi sans doute de mettre en vigueur sa politique d'économie, le gouvernement a fait tenir aux députés, ce que ne faisait pas l'ancien gouvernement même pour les ministres, un laissez-passer donnant aux représentants de la nation le privilège de circuler gratuitement sur tous les ponts de la province.

(Applaudissements à gauche)

On ne peut pas dire que ce n'est pas un rachat au moins partiel de la promesse du gouvernement. Si les électeurs se plaignent que c'était pour eux, et non pas seulement pour les députés qu'on demandait l'abolition des taux de péages, les ministres pourront répondre qu'il y a un commencement à tout, que les députés vont d'abord faire l'expérience personnelle des avantages qu'il peut y avoir pour un chrétien de circuler gratuitement sur les ponts et, s'ils trouvent que c'est réellement quelque chose de désirable, eh bien, on pourra promettre aux élections prochaines de les abolir pour tout le monde. Mais le gouvernement n'est certes pas encore suffisamment renseigné sur cette question pour la trancher dans une session d'urgence.

Il y a aussi la question de l'établissement de centrales électriques que mon bon ami du département des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) devait faire surgir dans toutes nos campagnes de la province pour mâter, comme il le disait avec tant de sincérité, et d'emphase surtout, le trust le plus formidable que nous avions dans le Québec. Nos cultivateurs sont à faire leurs guérets et

nous n'avons pas encore entendu parler qu'aucun d'eux a brisé le soc de sa charrue sur l'épaule ment des digues qu'on devait construire à la gueule de tous les fossés de lignes. Il n'y a pas longtemps que l'honorable ministre me blâmait de ne pas avoir établi de centrales électriques avec la rapidité de la croissance des champignons.

Mais il faut être de bon compte; le ministre nous a fait savoir par la voie des journaux tout récemment qu'il est à préparer des plans pour l'établissement d'usines hydroélectriques. Mais les lois de la guerre contre les trusts sont évidemment les mêmes que celles des guerres entre les peuples: l'état-major ne peut pas divulguer les plans aux profanes et la pulvérisation des trusts électriques est encore une de ces grandes questions qui ne peuvent pas se régler dans une session d'urgence.

L'honorable ministre des Terres et Forêts nous avait aussi promis l'abolition du Conseil législatif et la réduction des députés à 65. Il fallait couper des têtes pour réduire les dépenses, mais ce sont là encore de ces grandes questions constitutionnelles qu'on ne peut pas attaquer dans une session d'urgence, bien que la majorité apparente ne manque pas au chef du gouvernement pour les régler suivant les promesses faites à l'électorat.

Relativement au Conseil législatif, la seule réforme que le gouvernement a pu accomplir, à venir jusqu'à ce moment, c'a été de nommer des successeurs aux membres de la Chambre haute avant qu'ils ne meurent alors que, sous les anciens gouvernements, on attendait au moins leur mort pour s'emparer de leurs dépouilles. Avis à nos pères conscrits de se choisir des médecins qui pourront les sortir du lit une journée à tous les deux ans, s'ils ne veulent pas avoir le sort de M. Girouard⁶.

Ce n'est pas évidemment à cette courte session d'urgence que le gouvernement entreprendra de faire disparaître le Conseil, puisqu'il pousse le mépris des promesses de ses plus importants ministres jusqu'au point de contrecarrer l'œuvre de la mort, qui aurait diminué le nombre des conseillers, pour les empêcher automatiquement de siéger dans quelques années, faute de quorum. Le gouvernement semble plutôt craindre la disparition du Conseil, puisque les morts sont maintenant remplacés de leur vivant.

Le gouvernement a donc grandement raison de nous avertir, dès les premiers mots de l'introduction du discours du trône, qu'on ne pouvait pas s'attendre à la réalisation de toutes les réformes promises au cours de la présente session. "Les travaux, nous dit-il, porteront donc sur les crédits à

voter pour l'exercice en cours et sur quelques autres mesures des plus pressantes." Nous verrons ce que seront ces mesures.

Suit ensuite la littérature, le verbiage coutumier sur le capital humain et le capital-argent, les longues phrases sur les réformes qui doivent être les assises de notre progrès, sur les besoins d'un inventaire de nos ressources naturelles et surtout de ceux qui seront employés à le relever, sur l'angoisse de la jeunesse privée de travail, sur les dispositions platoniques du gouvernement à protéger le capital sain et à combattre les abus des financiers. Il y a aussi de la littérature pour calmer les appréhensions du député de Québec-Centre (M. Hamel) et de ses amis. Il y en a pour ci, pour ça.

Le gouvernement a soin de leur déclarer qu'il tient particulièrement à ce que les ressources hydroélectriques de la province soient utilisées pour le bénéfice de notre population, car il est d'opinion que les ressources naturelles doivent servir le peuple et non l'asservir...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Mais c'est bon cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si, au sujet de la question de l'électricité, on ne parle pas de remplir la promesse d'étatiser la Beauharnois, il y a donc au moins une déclaration de principes.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Que pouvions-nous faire de mieux en si peu de temps?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On se rappellera que le député de Québec-Centre et moi-même, au cours de ces dernières années, nous avons répété à plusieurs reprises que la capitalisation de nos grandes corporations hydroélectriques était constituée presque exclusivement de ce que les Américains appellent du "hot air", de l'air chaud, et on disait "air chaud" parce que l'air chaud est encore plus léger, plus ténu, plus subtil, plus immatériel, c'est-à-dire plus proche du néant que l'air à sa température basse. De cet air chaud qui peint si bien le manque de substance réelle, on ne sert que de cela aux adversaires sincères des trusts électriques dans le discours du trône. S'en contenteront-ils?

L'introduction se termine par la nomenclature de prétendues bonnes œuvres que le cabinet aurait déjà opérées, en vertu d'arrêtés en conseil. Et, à propos de cette façon d'administrer, avec quelle violence ne l'a-t-on pas dénoncée chez l'ancien

régime et combien souvent ne nous a-t-on pas promis de faire cesser le gouvernement par des ordres en conseil. Ces mesures, elles ne sont mentionnées que vaguement et, à une exception près, elles nous paraissent n'avoir été que la continuation ou la simple répétition d'actes de l'ancien cabinet. Au cours de la session, nous aurons l'occasion de demander des précisions sur ce que le gouvernement veut faire passer pour des réformes qui lui sont propres, alors qu'en réalité elles sont le fait, pour la plupart, des gouvernements antérieurs.

Ainsi finit la première partie du discours du trône, l'introduction, la tête géante sur le corps grêle; passons à ce dernier, à l'exposition du programme du gouvernement.

Le discours du trône nous annonce, aussi discrètement que cela pouvait se faire, qu'il "se propose de continuer et de poursuivre", pour employer ses propres termes, le travail du comité des comptes publics. L'opposition croit, comme le cabinet Godbout l'a toujours cru, que l'intérêt public, et même l'intérêt privé des anciens membres du gouvernement et de tout le personnel administratif, exigeaient et exigent la continuation de ce travail.

Nous allons seconder de toute notre bonne volonté les activités du ministère dans cette sphère, comptant que le gouvernement ne sortira pas des cadres établis aux pouvoirs de ce comité, par les règlements de la Chambre et le droit commun, pour le faire dégénérer en un nouveau tribunal d'inquisition. Le peuple se rappelle les véhémentes déclarations du premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'opposition, au sujet de l'inviolabilité de la liberté individuelle et de la protection personnelle que nos lois garantissaient et devaient garantir au citoyen britannique.

Le député de Trois-Rivières dispose maintenant du pouvoir et il est en plus le procureur général de la province; il se souviendra des promesses qu'il a faites de ne pas abuser de la force que donne ce pouvoir et de l'apparente sécurité que procure la majorité parlementaire pour que le comité des comptes publics ne sorte pas du champ de ses fonctions, qui est délimité par le Règlement de la Chambre et par les antiques et respectables usages des parlements britanniques, comme étant le simple examen des comptes de l'administration gouvernementale.

On a beaucoup parlé d'enquête du comité des comptes publics, au cours de la dernière session et des deux récentes campagnes électorales. Le travail du comité des comptes publics n'est pas plus de la nature d'une enquête que celui du comité des bills

privés ou de n'importe quel autre comité permanent de la session, comme il l'est tout autant, si l'on donne au mot "enquête" la simple signification de recherche faite par l'intermédiaire de témoins ou de production de documents. Tous les comités permanents ont ce pouvoir, mais on ne dit pas qu'aucun de ces comités fait une enquête, quand il siège et quand il entend des personnes qui viennent lui donner les éclaircissements dont ses membres ont besoin.

On a parlé de l'enquête du comité des comptes publics tout comme si ses membres étaient des commissaires royaux, pour jeter de la poudre aux yeux du peuple de la province et soulever la curiosité morbide de cette partie de la population qui se délecte à la lecture de tout ce qui flaire le scandale. Non seulement on a donné au comité des comptes publics une apparence de commission royale, mais les activités de certains membres du comité donnaient parfois l'impression qu'il était un corps de jurés chargés de décider de la vie ou de la mort non des accusés, car il n'y en avait point, mais des simples témoins.

Je tiens à faire remarquer ici que je signale ce que je considère avoir été des abus de pouvoir, non pas parce que notre dernier cabinet était et que l'opposition actuelle est opposée à ce que la lumière la plus complète soit faite sur les actes de l'ancienne administration. La preuve que nous voulions cette lumière complète, nous l'avons donnée en nommant une commission d'enquête ayant des pouvoirs les plus absolus pour conduire une enquête véritable dans tous les domaines de l'administration. Nous n'avons pas changé d'opinion. Le gouvernement en a décidé autrement, c'est son affaire et il en porte la responsabilité.

Nous avons cru et nous croyons encore, nous du Parti libéral, qu'une enquête conduite suivant les formes de la justice, devant des juges, hors de la mêlée de la politique active et connaissant bien les lois garantissant la protection du citoyen, était une mesure additionnelle nécessaire pour assurer une exposition parfaite de la vérité, sans compromettre l'intérêt légitime de personne. Je dis une mesure additionnelle car notre intention, que nous avons déclarée à maintes reprises, a toujours été de reprendre les séances du comité des comptes publics dès les premiers jours de la présente session.

Le gouvernement, lui, se contente de ce comité. Encore une fois, c'est son affaire, mais nous croyons, nous, que les pouvoirs de ce comité sont trop limités pour donner justice pleine et entière à l'intérêt public, sans léser les droits légitimes des particuliers.

Néanmoins, l'opposition ne voulant pas nuire au travail du gouvernement, nous l'aiderons de notre concours le plus désintéressé au comité des comptes publics, et ce, tant et aussi longtemps que ce comité se maintiendra dans les limites de ses pouvoirs constitutionnels.

J'ai appuyé un peu longuement sur cette question, alors que le gouvernement n'a fait que l'effleurer dans le plus court paragraphe du discours du trône, qui n'a pas même deux lignes complètes. Je l'ai fait parce que, pour nous, les activités de ce comité seront les plus importantes de la session. On a gagné les élections en grossissant démesurément les erreurs d'omission et de commission qui ont été découvertes par ce comité, en soulevant la curiosité morbide de la masse par l'annonce de dénonciations futures plus graves encore. Une partie de ceux qui ont voté contre nous s'attendent à voir accrochés aux lanternes des portes du parlement une multitude de brigands et de voleurs recrutés dans toutes les classes de la société, parmi ceux qui ont eu affaire avec l'administration publique, au cours du dernier quart de siècle.

Nous admettons qu'il s'est glissé une foule de choses condamnables et que nous avons condamnées, même lorsqu'elles n'étaient pas strictement à l'encontre de la lettre de la loi. Nous condamnerons encore celles qui pourraient être découvertes et qui seraient de la même nature, mais nous continuerons à blâmer les exagérations de nos adversaires qui ont voulu faire porter à tout un parti les erreurs de certains de ses membres et à certains chefs de départements les fautes de simples employés. Avant qu'il ne se passe de longs mois, ceux du nouveau gouvernement qui sont sincères verront comme il est difficile de garantir la probité et même l'honnêteté de milliers et de milliers d'employés publics.

Et, pour être justes envers nos fonctionnaires, il faut dire que le même problème se présente chez les employeurs privés; les assurances contre les infidélités des employés n'ont pas été établies tout simplement pour les gouvernements. Les primes payées pour cette protection par les administrations publiques sont infinitésimales, si on les compare avec celles déboursées par les employeurs privés.

Avant de laisser le sujet du comité des comptes publics, je désire de nouveau appuyer sur l'importance que l'opposition attache à son travail. L'étude qui sera faite de la disposition des fonds publics permettra, non seulement de corriger les abus qui se sont commis dans le passé, mais aussi de moderniser certaines méthodes d'administration qui

ne répondent plus aux besoins de l'heure présente. Elle prouvera aussi l'utilité de certaines réformes qui ont été adoptées en 1935 et 1936, par les derniers gouvernements libéraux, et la sincérité des intentions des derniers ministres de notre parti.

Le discours du trône, après avoir glissé doucement sur les *Comptes publics*, nous invite à voter les crédits nécessaires à l'administration publique. Voilà encore un sujet sur lequel le gouvernement n'insiste guère. Deux lignes et un mot pour nous demander de voter une trentaine de millions au moins. En les lisant, je me suis même demandé si le gouvernement ne voulait pas faire de l'ironie, quand il dit aux députés qu'il leur sera "agréable" de voter les crédits demandés.

J'ai vu dans les journaux que le gouvernement se proposait de diminuer de \$5 par semaine, \$250 par année, le salaire des députés. Comment peut-il être agréable aux députés de voter les subsides en se faisant une pareille coupure? Qu'est-ce que penseront les ouvriers, surtout les partisans du contrat collectif, de cette supposée décision du gouvernement, le patron, d'amputer ce salaire sans consulter les députés, les travailleurs; le gouvernement évidemment est un de ces patrons vieux jeu qui abuse de sa force pour imposer ses volontés. Il a assumé à lui seul le rôle du comité paritaire qui, dans les entreprises organisées, suivant les données de la sociologie moderne, règle ces questions épineuses de salaire.

Mais le discours du trône est peut-être sérieux sur ce chapitre. Le gouvernement peut avoir décidé, en maintenant les anciens salaires, de surprendre agréablement les députés qui ont eu une fière peur de l'opération.

Ces anciens salaires étaient-ils trop élevés? Je ne le crois pas. Les députés d'Ottawa qui ne font guère plus de travail que ceux de notre Assemblée législative ont une indemnité de \$4,000, ce qui leur donne un revenu hebdomadaire de \$80 environ. Et tout le monde admettra que le travail que le député fédéral a à faire, dans son comté, est de beaucoup moins onéreux que celui du député provincial.

Les questions de voirie, d'administration scolaire, de régie municipale, de colonisation, de chômage, de charité publique, qui donnent tant d'occupations aux députés provinciaux, sont de son ressort exclusif; le député fédéral n'a pas à s'en occuper du tout dans ses relations avec son gouvernement.

Cependant, le salaire du député fédéral est de 60 % plus élevé que celui de son collègue au provincial, que le gouvernement songerait à réduire,

d'après les journaux. Mais cette nouvelle n'est peut-être qu'un canard, ou plutôt qu'un ballon d'essai que le gouvernement aurait lancé pour connaître le sentiment public à ce sujet. Je ne crois pas que les associations ouvrières, qui cherchent à établir partout des salaires raisonnables, soient sympathiques à cette diminution que n'a pas réclamée l'opinion publique.

Jamais les députés n'ont plus eu d'appels sur leurs bourses qu'en ces dernières années; plus les temps sont durs, plus les hommes à la tête des affaires publiques sont importunés par les demandes de souscriptions de toute nature. À la naissance d'un enfant dans le comté, il faut être parrain et faire le cadeau traditionnel; à la première communion, il faut aider à vêtir le pauvre; au mariage, il faut contribuer à l'enterrement de la vie de garçon du futur époux et envoyer le présent coutumier au couple qui entre en ménage; au 25^e anniversaire du mariage, donner la pièce de vaisselle en argent qui convient; au cinquantenaire, faire le don des noces d'or; à la mort, envoyer le morceau de fleurs mortuaires ou la couronne de messes. Le député ne peut en finir avec cette kyrielle de dépenses que s'il a la bonne fortune de mourir lui-même pendant son terme d'office.

Et je n'ai mentionné que ses obligations envers les personnes. Elles ne sont rien en face des demandes pour les associations, les institutions et les bonnes œuvres. J'en aurais d'ici à demain à faire la nomenclature complète des mille bouches d'aspiration qui engouffrent les souscriptions du député. La plupart sont recommandables, mais un grand nombre ne sont que de simples moyens d'exploitation de l'homme dépendant du vote populaire.

Parmi les recommandations, il y a la Saint-Vincent-de-Paul, l'aide aux chômeurs nécessiteux, la quête du pain des pauvres, l'assistance aux ouvriers publics, les souscriptions pour les hospices, les hôpitaux, les expositions agricoles, les concours de labour, les bazars, les tombolas, les incendiés, les inondés, ceux qui ont perdu leurs chevaux, veaux, cochons, vaches, couvées. Il y a aussi l'encouragement aux sports, la contribution pour le club de raquettes, l'équipe de hockey, de la crosse, de baseball...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Les culottes de golf.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a le \$10 ou le \$5 qu'il faut donner pour aider les étoiles locales à prendre part à la course de six jours ou à aller se désosser au marathon de danse.

Réellement, le premier ministre devrait avoir pitié du pauvre député à \$50 par semaine. Le député de Sainte-Marie (M. Rochefort), qui est un bon unioniste dans les deux acceptions du mot, dira au député de Trois-Rivières que c'est à peine le salaire raisonnable d'un briquetier à une piastre de l'heure pour une semaine de 48 heures.

Et si le premier ministre ne veut pas avoir pitié des députés, qu'il pense à ceux qui viennent les assiéger. Les demandeurs de souscriptions sont toujours des personnes déléguées et ils se recrutent parmi ceux qui ont le plus la parole en bouche et les chefs de groupe, gens qui peuvent et qui sont toujours fort utiles durant les élections. Le gouvernement pourrait peut-être les indisposer, car les députés qui sont les éternels premiers tapés seront forcés de se rabattre sur le gouvernement pour refuser de souscrire.

Il ne faut pas s'exposer à ce que ces solliciteurs se mettent en grève. Le gouvernement a un département de l'Industrie et du Commerce, dont le rôle est de promouvoir surtout les petites industries locales. Qu'il n'aille pas compromettre celles du tapage des hommes publics en privant le député, qui est toujours la première victime, des ressources monétaires dont il a besoin pour aider à les maintenir.

Une diminution de salaire de \$250 par année, ce n'est pas considérable pour un ministre qui reçoit \$8,000 ou au-delà par 12 mois, ce qui fait tout près de \$180 par semaine, mais pour un homme qui ne retire que \$48.08, c'est énorme.

Que le premier ministre se rappelle le temps où il était simple député; c'est alors qu'il aurait dû se plaindre d'avoir un trop fort salaire. Il ne s'en est pas même plaint, quand il était chef de l'opposition avec les superbes émoluments additionnels de \$5,000 par année. Est-ce que la province serait maintenant trop pauvre pour payer convenablement ses députés? M. Pitfield⁷, le trésorier de la caisse électorale conservatrice, et M. Holt⁸, l'ami du député de Québec-Centre (M. Hamel), ne sont évidemment pas de cette opinion, puisqu'ils viennent d'acheter les débetures de la province à un prix si élevé qu'il est clair que le Parti libéral n'a pas laissé un pays pauvre à son successeur.

Est-ce qu'on veut réduire le salaire des députés parce que ceux d'aujourd'hui ne vaudraient pas ceux d'hier? Je ne les connais pas aussi bien que le chef du gouvernement, mais je dois avouer qu'à juger par les apparences, je crois qu'individuellement ils valent les anciens. Cette réduction serait-elle faite pour permettre aux grandes organisations financières

ou industrielles de diminuer le salaire de leurs employés, en s'autorisant de l'exemple du nouveau gouvernement? Ce n'est peut-être pas ce que recherche le ministère, mais c'est ce qui pourra bien se produire, si le gouvernement ne vient pas désavouer la rumeur des journaux, car les mauvais exemples de cette nature sont contagieux dans notre monde économique actuel.

Le gouvernement n'a pas même à faire ouvertement machine arrière, car le discours du trône ne dit pas un seul mot de cette réforme, et le ministère a l'avantage d'avoir une opposition qui le félicitera d'aider au maintien du niveau des salaires, en ne donnant pas le signal de leur avilissement. Et ainsi, les députés ne seront pas forcés d'accepter comme une simple ironie la phrase du discours du trône qui dit qu'il leur sera agréable de voter des crédits demandés.

Parmi les projets de lois annoncés pour la présente session, le premier annoncé est celui relatif à l'établissement d'un crédit agricole provincial. Quelle sera la nature de cette institution nouvelle? Elle nous est encore un mystère. Si elle a pour but de remplacer le crédit agricole fédéral, de reporter la responsabilité des prêts à long terme sur la province pour en décharger le gouvernement central, c'est-à-dire de faire en pratique l'inverse de ce que vient de faire la province d'Ontario en abolissant son prêt provincial, nous ne pourrions pas agréer ce nouveau système de prêt.

Le prêt agricole fédéral, tel qu'il existe dans la province de Québec, est un système idéal de prêt à long terme pour le cultivateur qui est en mesure d'en bénéficier. Il a été organisé et il est administré d'après des principes de saine finance qui protège, aussi efficacement qu'il est possible de le désirer, les deniers publics. On a éliminé presque tous les éléments de risque, et c'est ce qui fait qu'il n'est à la disposition que de la classe des emprunteurs qui peuvent fournir des garanties matérielles et morales de bonne valeur; le gouvernement devait imposer ces restrictions, car prêtant l'argent du public sans aucun but lucratif, sans aucune charge de profit, il ne doit exposer le payeur de taxes à aucune perte.

Il ne faut pas oublier que les pertes et les dettes des gouvernements sont celles des particuliers et l'heure est arrivée, dans notre province comme ailleurs, de penser à celui à qui il reste encore quelques biens ou qui réussit encore à se faire un revenu par son travail. Ce sont les petits possesseurs de biens... deux catégories qui ont à répondre des folles dépenses et des pertes des gouvernements de quelque nature qu'ils soient. Depuis quelques années,

les taxes imposées sur les grandes corporations et les grandes fortunes ne suffisent plus; les gros revenus se sont épuisés petit à petit et le fisc doit étendre ses tentacules dans la bourse de l'homme à petits revenus et jusque dans les enveloppes de paie des salariés.

Le gouvernement ne doit pas oublier dans l'élaboration de son plan de crédit provincial que c'est l'argent de nos bons cultivateurs, de nos petits rentiers, de nos petits propriétaires, de nos petits commerçants et de nos salariés qu'il prêtera à ceux qui réclament une nouvelle forme de crédit, parce qu'ils ne peuvent pas offrir les garanties exigées par le prêt fédéral. Si les emprunteurs ne remboursent pas, ce sont ceux qui ont aujourd'hui un peu de biens qui leur donnent des revenus ou ceux qui sont à salaire qui devront payer pour eux.

C'est pourquoi l'opposition croit de son devoir de déclarer, dès cette phase de la session, qu'elle scrutera avec soin le projet de loi du gouvernement sur le crédit provincial avant de l'approuver et, si ce nouveau système met en danger les deniers publics, elle n'hésitera pas à le condamner.

Après nous avoir annoncé le crédit provincial, le discours du trône nous signale deux projets de loi qui n'en constituent en somme qu'un: la refonte de la loi électorale et l'abrogation de la loi Dillon. Cette dernière n'étant qu'une loi amendement la loi électorale, la refonte devra la faire disparaître forcément.

On a dit beaucoup de mal de la loi Dillon, et il est certain que quelques-unes de ses dispositions n'auraient jamais dû être édictées. Il en est d'autres qui sont devenues désuètes, mais qui ont eu une utilité justifiable au temps où elle a été adoptée. Elles étaient un remède radical à un mal certainement plus pernicieux que le remède lui-même.

Les contestations en bloc organisées par les fournisseurs des caisses électorales étaient un scandale qu'il y avait lieu de faire disparaître. Et la loi Dillon a eu cet effet. Il est aussi bon de noter que ceux qui l'ont le plus sévèrement condamnée ont utilisé ses dispositions chaque fois qu'elle a pu leur être utile. Quoi qu'il en soit, elle a fait son temps et au cours des dernières élections les deux partis se sont déclarés en faveur de faire disparaître toutes les clauses contre lesquelles il y a des objections fondées. C'est pourquoi nous concourons dans tous les amendements recommandables que le gouvernement voudra faire à nos diverses lois électorales.

Le discours du trône annonce une loi sur les commissions provinciales. Nous ne savons

aucunement quelle sera la nature de cette loi et il nous est impossible, pour le moment, de dire si l'opposition en approuvera ou en désapprouvera le principe. Je dois faire remarquer cependant que nous sommes pour le respect des droits légitimement acquis et ne mettant pas en péril la vie économique et sociale de la province. Nous n'approuvons pas la façon cavalière et autocratique avec laquelle le gouvernement a traité certains commissaires, sans avoir fait aucune espèce d'enquête. La province n'est pas assez pauvre pour que le gouvernement n'ait pu attendre quelques semaines pour abolir légalement des salaires légalement consentis par les gouvernements précédents.

Voilà un cas des plus pitoyables d'administration par des ordres en conseil, système si sévèrement réprouvé anciennement par le premier ministre actuel.

Lorsque le gouvernement nous aura mis en mesure de prendre connaissance des dispositions de cette loi, nous la jugerons à son mérite.

Le ministère nous annonce qu'il va améliorer la loi des pensions de vieillesse. Ceux qui ont compris par cette déclaration que le gouvernement abaissera l'âge des ayants droit à la pension à 65 ou 60 ans, pour se conformer aux promesses faites au cours des dernières élections par différents candidats ou par leurs orateurs, seront certainement déçus pour la bonne raison que, même si le gouvernement désirait faire cet amendement, il ne pourrait l'édicter, car la loi des pensions de vieillesse est une loi fédérale qui ne peut être modifiée par une loi provinciale.

Le seul contrôle que possède la Législature, c'est d'adopter et de modifier des lois pour la faire administrer dans notre province. Le discours du trône ne fait donc qu'annoncer de puéiles modifications greffées à des organismes qui ont été établis par l'ancien gouvernement. Nous ne pourrions nous prononcer sur ces modifications que lorsque le gouvernement nous les aura fait connaître.

Le discours du trône reste aussi dans le vague quand il nous annonce une loi pour amender la loi des accidents du travail. Il se contente de faire de la littérature en disant que le projet de loi aura pour effet de rendre plus humaine la législation sur cette matière.

Force nous est donc d'attendre que nous ayons en main le texte de la loi pour faire savoir au gouvernement si nous pourrions l'aider à adoucir les prétendues rigueurs inhumaines de cette loi libérale qui a rendu des services si signalés à la classe ouvrière.

Le discours du trône annonce une réforme qui va nous débarrasser, aux dires de ses promoteurs, de l'influence des corporations financières, industrielles et commerciales. C'est l'honnêteté et la probité commandées par ordre du roi. À l'avenir, les députés qui ont été choisis par leurs électeurs, parce qu'ils ont réussi dans leur commerce ou leur industrie, ne pourront pas faire partie du cabinet, à moins de renoncer à leur gagne-pain habituel, si leurs affaires sont organisées en sociétés civiles ou par actions et s'ils appartiennent au conseil d'administration de ces sociétés.

Les marchands, les commerçants, les assureurs, les industriels se verront fermer la voie du ministère s'ils ne veulent pas abandonner l'administration de leurs affaires.

La province va se priver bien inutilement des services d'hommes de grande valeur. Cette loi, telle qu'elle est annoncée par le discours du trône, va beaucoup trop loin. Nous comprenons qu'il y a certaines grandes corporations dont il faut diminuer l'influence indue auprès des gouvernements mais, pour atteindre ce but, il n'est pas nécessaire d'éloigner de la table ministérielle un manufacturier de bottes ou un metteur en conserves qui ont du talent et du patriotisme, parce qu'ils feraient partie du conseil d'administration de la société contrôlant leur propre affaire qui n'a aucune relation avec l'administration de la province.

Cette loi n'aura d'ailleurs qu'un effet illusoire dans les cas où il serait d'intérêt public d'éloigner les grandes corporations du contrôle des affaires publiques. La loi empêchera-t-elle un avocat ministre d'occuper directement ou par son associé pour les sociétés ou compagnies?

Les ministres pourront rester actionnaires des compagnies grandes ou petites, et en quoi leur intérêt personnel sera-t-il diminué s'il est affecté parce qu'ils sont directeurs?

C'est au premier ministre à se choisir des collègues qu'il connaît ne pas devoir être influencés par leur intérêt personnel et, s'il est, comme je le suis moi-même, contre la présence de directeurs de grandes corporations dans le gouvernement, il n'a qu'à exiger de ses ministres qu'ils démissionnent de leur conseil d'administration; il n'est pas nécessaire faire une loi s'appliquant à toutes les sociétés ou compagnies, car il est une infinité de ces organisations commerciales ou industrielles qui n'ont absolument rien à faire avec le gouvernement provincial. Une loi qu'on peut éluder des plus facilement n'aura aucune utilité pratique pour rendre honnête un ministre au sens moral émoussé.

Le titre que nous donne le discours du trône de cette loi indique que la surcapitalisation ne sera pas prohibée. Elle ne visera qu'à en supprimer les abus. Voilà une loi qui pourrait bien être de la même nature que la précédente, c'est-à-dire une de ces lois inutiles parce qu'elles sont inefficaces, lois que l'on inscrit dans les statuts pour donner le change à l'opinion publique et qui restent lettre morte.

Il est difficile de se prononcer sur la valeur d'une loi sans en connaître les détails; c'est pourquoi nous ne prendrons une position définitive sur cette mesure que lorsque le gouvernement en aura fait la publication.

La dernière loi que nous annonce le discours du trône en est une pour abolir la vente obligatoire des immeubles pour défaut de paiement de taxes municipales ou scolaires dans un délai de trois ans. Voilà une mesure du gouvernement que nous ne pourrions approuver, car nous sommes convaincus qu'elle va nuire à la bonne administration des municipalités. La loi forçant les municipalités à vendre les immeubles dont les propriétaires n'ont pas payé les taxes depuis trois années a aidé considérablement à la perception des arrérages de taxes dans la province. Elle a placé les conseillers municipaux dans une situation telle que les débiteurs n'ont pu les blâmer de faire vendre volontairement leurs propriétés puisque la loi les forçait de le faire.

Cette loi a aussi rendu de grands services aux débiteurs eux-mêmes en les obligeant d'acquitter leurs taxes, avant que la somme des arrérages ne devienne tellement considérable que le contribuable ne peut plus songer à pouvoir les acquitter. Elle n'a rien de draconien, puisque la personne devant des arrérages pouvait obtenir du juge, sur simple requête, jusqu'à cinq ans de délai pour les acquitter par versements partiels. Elle protégeait aussi le créancier hypothécaire en empêchant les arrérages de venir mettre en péril sa créance par l'accumulation graduelle des sommes dont le paiement doit être fait par privilège prenant rang avant les hypothèques.

Un des plus mauvais services que peuvent rendre les conseillers municipaux aux contribuables, c'est de leur permettre de retarder le paiement de leurs taxes foncières. Quand les taxes sont payables suivant la loi, le propriétaire peut toujours s'arranger pour faire face à ses obligations, car il n'a qu'une seule année d'impôts à rencontrer. En Europe, on comprend tellement bien l'avantage qu'il y a pour toutes les parties intéressées de faire rentrer les impôts dans l'année fiscale que, dans certains pays, le trésorier est tenu en compte du paiement de toutes les taxes. Pour se débarrasser du paiement des arrérages

constatés aux livres, il est obligé de prouver dans le cas de chaque débiteur qu'il a fait toutes les procédures légales décrétées par la loi pour forcer la rentrée des argents aux époques prévues par les codes et les règlements.

On essaiera de faire croire que ce sont les petits propriétaires surtout qui se plaignent de la loi qu'on veut abroger; ce sont les gros propriétaires et les compagnies d'immeubles qui doivent des sommes formidables dans les grandes villes qui font un mouvement pour maintenir l'ancien système en vertu duquel, en ne payant pas ses taxes, on peut emprunter indirectement de la ville à un bas taux pour administrer ses affaires. À une récente session, j'ai produit une liste de débiteurs d'arrérages d'une ville dans laquelle on voyait de nombreux comptes s'élevant à au-delà de \$1,000, \$5,000, \$10,000 et \$20,000.

Ce sont eux les prétendus petits propriétaires qui veulent faire abolir une loi dont le but est de faire casser un système en vertu duquel il n'y a qu'une partie des contribuables qui obéit aux dispositions des lois municipales, décrétant que l'administration doit être payée à même les revenus des taxes de l'année et non à même des emprunts faits des banques sur le crédit des arrérages qu'on laisse accumuler dans les livres de comptes et qu'on ne pourra percevoir qu'en faisant perdre, dans plusieurs cas, aux prêteurs sur garantie hypothécaire, une bonne partie de leurs avances.

Lorsque la loi viendra devant la Chambre, j'aurai l'occasion de citer des faits et donner des statistiques établissant que c'est une excellente loi de protection des deniers publics et privés que le gouvernement veut faire disparaître de nos statuts. Et cette loi est la première du programme du gouvernement. Elle termine l'exposition, la deuxième partie du discours du trône.

Il reste la troisième, la dernière, l'invocation, la prière, la supplique à Dieu de bénir nos travaux et de répandre ses bienfaits sur la province. Cette partie que le discours du trône nous sert abruptement après la sèche énumération des projets de lois en est une sur laquelle nous nous accordons tous et que je n'ai pas lieu par conséquent de commenter.

En un mot, le discours du trône est donc parfait sous le rapport de sa charpente littéraire. Comme valeur intrinsèque, on pourrait peut-être lui reprocher d'avoir omis certaines explications que le peuple est anxieux de connaître sur certains changements d'attitude, changements sinon réels, du moins apparents, sur diverses questions qu'on jugeait primordiales chez nos adversaires il y a quelques semaines.

Par exemple, il y a la réduction du nombre des ministres que l'ancien chef de l'opposition réclamait à grands cris et depuis longtemps. Comment se fait-il qu'au lieu de diminuer le nombre de ces anciens budgétivores, qui se chiffrent à 10, on l'a porté à 15? N'aurait-on pas pu borner le manque de respect aux promesses faites à maintenir seulement l'ancien chiffre de 10?

On n'aurait pas été obligé, pour tâcher de pacifier l'opinion publique, de faire une coupure de \$1,000 sur \$8,000 dans le salaire de chaque ministre. On dit que cette coupure était un sacrifice. Examinons bien le cas; le nombre des ministres a été augmenté de 50 %.

Comme le gouvernement ne nous a annoncé aucune activité nouvelle mais plutôt des retranchements de service, le travail total n'a pas été augmenté. Les ministres actuels auront donc chacun 50 % de travail de moins à faire que les anciens; on a diminué leur salaire de 1/8 seulement. Le sacrifice du ministre, qui a 4/8, l'équivalent de 50 % de travail de moins à faire et qui ne perd que 1/8 de son salaire, est loin d'avoir la sublimité de celui d'Abraham.

Si on va au fond des choses, on constate que tout cela ce n'est que du camouflage et que c'est la province qui perd au change, puisque les dépenses du service ministériel seront considérablement augmentées, au lieu d'être diminuées, comme on nous l'a promis au cours des élections et voulu nous le faire croire, dans les journaux, lors de la formation du cabinet.

Il y a aussi l'attitude du gouvernement sur la question de l'octroi des travaux publics, sans demandes de soumissions, faites par la voie des journaux, qui aurait dû être clairement mentionnée dans le discours du trône. Un des abus que l'on trouvait le plus condamnable chez l'ancien régime, c'était l'octroi de contrats d'entreprises de diverses natures sans ces demandes de soumissions publiques. Tout le monde se rappelle les charges formidables qui ont été faites par le premier ministre actuel et ses anciens collègues de l'opposition contre les membres du gouvernement du temps, parce qu'ils accordaient des contrats sans permettre à tous les citoyens intéressés de faire des prix.

On disait qu'un tel système était injuste pour les citoyens qui étaient tous des payeurs de taxes et qui avaient droit à une part des travaux de la province, s'ils pouvaient les faire à de meilleures conditions que les favoris du pouvoir. On ajoutait que cette méthode était néfaste, parce qu'elle favorisait les prix exorbitants en ruinant la concurrence légitime.

On nous avait promis d'inscrire dans les Statuts des lois sévères qui mettraient fin à ces abus scandaleux. Le discours du trône ne souffle pas mot de cette réforme, et il est de notoriété publique que le gouvernement dépense ou fait dépenser actuellement des sommes formidables pour l'exécution de travaux publics, et nous ne voyons pas dans les journaux d'annonce avisant les entrepreneurs, les imprimeurs et les manufacturiers que le nouveau gouvernement demande des soumissions pour l'exécution des travaux publics d'une nature ou d'une autre. Voilà un aspect de la politique du nouveau cabinet que ce discours du trône aurait dû éclaircir.

L'ancien gouvernement a aussi fortement été blâmé pour avoir donné trop de prépondérance à l'élément anglais de notre province, en continuant la tradition de nommer comme trésorier provincial un ministre de langue anglaise et en confiant un siège de ministre sans portefeuille à un citoyen de la même langue. La bonne presse a eu maints articles pour démolir cette tradition qu'elle déclarait humiliante pour les Canadiens français, puisqu'elle indiquait que nous n'avions pas de dispositions pour l'administration des affaires financières.

Il fallait détruire cette tradition et élargir l'influence des Canadiens français en diminuant l'influence de la langue anglaise dans le cabinet. Tous les partisans de ce point de vue se trouvaient dans les rangs du parti actuellement au pouvoir, au cours des deux dernières campagnes électorales. Les libéraux, disait-on, vendent la province française du Québec aux Anglais: l'Union nationale devait mettre ordre à cet état de choses humiliant pour notre race. Voyons comment le nouveau ministère a charpenté l'ordre nouveau sous ce rapport.

Le trésorier provincial (l'honorable M. Fisher) est un bon anglais des Cantons de l'Est, comme l'était son prédécesseur⁹. Il n'a donc pas été remplacé par un financier de langue française, comme on nous le promettait en certains quartiers. Nous avons un de nos compatriotes de langue anglaise dans le cabinet comme ministre sans portefeuille. Le nouveau cabinet en comprend deux¹⁰. Il y a donc un ministre de langue anglaise de plus dans le nouveau gouvernement qu'il n'y en avait dans celui qui l'a précédé. Le groupe ultra-nationaliste du parti unioniste aimerait sans doute à avoir des explications officielles sur les raisons qui ont poussé le nouveau gouvernement à faire si peu de cas de leurs principes et de leurs sentiments depuis que les élections sont terminées.

Il y a aussi la question de l'encouragement que le nouveau gouvernement devait donner aux

Canadiens français de notre élite financière, commerciale et industrielle. Le gouvernement vient de faire une transaction d'emprunt public qui a dû donner une jolie obole à celui qui l'a organisée. C'était bien là l'occasion pour notre gouvernement de démontrer que notre race avait produit des financiers capables de mener à bien une opération de courtage de cette nature. Il s'agissait de la vente de \$51,000,000 d'obligations, à divers termes, du gouvernement. Disons d'abord que nous n'avons eu connaissance d'aucune demande de soumissions publiques par la voie des journaux.

Il semble qu'un gouvernement dont les membres se plaignaient constamment de l'absence de soumissions de cette nature, dans toute transaction de quelque importance, aurait dû prouver sa sincérité en invitant nos financiers à soumettre leurs prix, et pour organiser cette vente, et pour l'achat des obligations. Le gouvernement ne niera pas que le montant de \$51,000,000 était assez élevé pour constituer une de ces transactions importantes qui ne pouvaient anciennement, d'après eux, être faites sans demande de soumissions. On a sauté par-dessus le principe des demandes de soumissions publiques, comme par-dessus le principe de l'encouragement racique.

On a oublié Baptiste Canayen et on a trouvé, sans que les recherches aient été bien longues, un M. Pitfield pour organiser cette affaire. Ce M. Pitfield, dit-on, est un financier, grand ami de M. Bennett¹¹, un des gardiens de la caisse électorale conservatrice fédérale, qui n'a pas nui au parti unioniste au cours de la dernière élection. On le sait aviseur de nos magnats financiers dont le député de Québec-Centre (M. Hamel) nous a mentionné quelques noms dans la déclaration qu'il a faite à la Chambre jeudi dernier.

On m'a rapporté que, la semaine dernière, deux nationalistes étaient à discuter, sur la place publique, au sujet de l'encouragement donné à ce M. Pitfield par le gouvernement unioniste. La discussion se faisait sur un ton assez élevé, particulièrement chez un des deux interlocuteurs qui attend un emploi du gouvernement. Un flâneur m'a rapporté qu'il avait entendu celui qui défendait l'action du gouvernement dire à son compagnon qui trouvait cet acte absolument répréhensible que M. Pitfield était un Canadien français, comme nous avons plusieurs des nôtres qui portent des noms anglais sans pouvoir dire un seul mot en cette langue.

Pour convaincre son ami, il lui avait prouvé que les ancêtres de M. Pitfield étaient des Trenchamp qui avaient changé leur nom comme un grand nombre des nôtres le font aux États-Unis.

Inutile de dire que le deuxième unioniste est resté sceptique. Le premier ministre qui doit bien connaître M. Pitfield comme M. Taschereau, d'après lui, connaissait bien M. Graustein¹², pourrait peut-être nous dire si l'affirmation faite par son défenseur est vraie.

S'il était établi que M. Pitfield a du sang français dans les veines et que ses ancêtres étaient des Trenchamp ou des Champtrou, cela ferait bien plaisir à un grand nombre de ses plus fervents amis de la dernière campagne électorale qui sont restés perplexes en apprenant cette nomination, alors qu'ils s'attendaient à ce que le premier ministre verrait à diminuer l'influence de la finance dans les affaires du gouvernement de la province.

Ils se demandent encore pourquoi le chef du gouvernement ne s'est pas adressé, comme il accusait très souvent à tort le gouvernement libéral de ne pas le faire, à des hommes de la haute finance appartenant à notre race, pratiquant notre religion et parlant notre langue. Il n'en manque pas chez les amis mêmes du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) de gens qui possèdent presque exactement les qualifications de M. Pitfield. Je ne lui mentionnerai que le sénateur Joseph Rainville¹³, comme exemple.

M. Rainville est financier par état et il est un fils de la balle, car il appartient à une famille qui a fait sa marque dans notre finance. Comme M. Pitfield, il est un bon ami de M. Bennett; comme M. Pitfield, il sait ce que c'est qu'administrer la caisse électorale et, comme lui, il connaît M. Holt, de la Banque Royale et de la Shawinigan, ainsi que M. Norris, de la Montreal Light, Heat & Power.

Voilà un homme qui aurait pu rendre à la province et au premier ministre les mêmes services que ceux qui ont été rendus par M. Pitfield, et le chef du gouvernement n'aurait pas été exposé à soulever contre lui les ressentiments des gens qui ont cru sincèrement que l'ancien régime n'a pas fait une part suffisante à l'influence des Canadiens français dans l'administration financière de la province, et que le nouveau gouvernement agirait dans un sens opposé.

Les belles paroles du discours du trône au sujet de l'encouragement que le gouvernement unioniste doit donner aux nôtres, ne seraient-elles que de la bouillie pour les chats? Elles cadrent mal avec les actes que le gouvernement a déjà accomplis dans un si court laps de temps et particulièrement avec la vente des obligations de \$51,000,000 sur laquelle le discours du trône aurait pu nous donner des éclaircissements, au moins au sujet de l'absence de soumissions publiques.

M. l'Orateur, je pourrais parler encore longuement sur les lacunes du discours du trône et sur les contradictions que le gouvernement a données, depuis un mois et demi seulement qu'il est monté au pouvoir, aux promesses qu'il faisait au cours des deux dernières élections. Je m'arrête, car je crois en avoir dit suffisamment pour convaincre le nouveau chef du gouvernement qu'il est difficile pour les grands critiques, lorsqu'ils sont appelés à la tête des affaires, de conformer leur conduite à leurs déclarations des anciens jours contre ceux qui avaient la responsabilité du pouvoir.

Le Parti libéral a été défait par une coalition et cette coalition, composée d'éléments hétérogènes en politique, a forcé le chef unioniste à faire au cours des dernières élections des promesses aussi exagérées que l'était sa politique mal fondée, promesses dont on lui demande compte et chez les partisans de l'Union nationale, et chez ceux qui sont restés fidèles à l'idée libérale.

Les événements des récents jours le démontrent. Si le premier ministre est le chef du parti unioniste, il est loin d'être le chef d'un parti uni...

Des députés ministériels: Oh! Oh!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... Il vit sur un volcan qui pourrait bien faire une éruption violente l'un ou l'autre de ces jours...

(Rires à droite)

... l'assemblée du Palais Montcalm, la prise d'assaut nocturne du Château Frontenac¹⁴...

Des députés ministériels: Oh! Oh!

(Rires de la Chambre et dans les galeries)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ...certains discours qui viennent d'être prononcés en province, la déclaration récente du député de Québec-Centre (M. Hamel) sont comme ces petites fumées prémonitrices qui sortent des cratères, apparemment éteints, pour avertir les sages que le monstre infernal du feu n'est pas mort, qu'il ne fait que dormir et qu'à brève échéance, en se secouant de sa torpeur, il fracassera la montagne.

Les partisans du nouveau gouvernement s'attendaient à une révolution dans l'administration de la province. On devait porter remède à tous les maux que l'on reprochait à l'ancien régime. Le gouvernement personnel, l'autocratie, le despotisme devaient disparaître. Or, jamais nous n'avons eu un gouvernement plus autocratique que celui que nous

avons depuis le 26 août. Les députés du parti unioniste n'ont pas même eu un caucus pour faire connaître leurs vues au gouvernement. On devait éloigner l'influence de la haute banque des affaires gouvernementales et empêcher le cumul des fonctions. On nomme comme ministre pour représenter le gouvernement au Conseil législatif un directeur de banque que l'on a bien obligé, pour sauver la face des choses, de résigner sa charge de directeur, mais il est demeuré, après sa résignation, avec les mêmes intérêts personnels qu'il avait dans la banque en restant actionnaire.

On a nommé en outre à cette charge de ministre un homme cumulant déjà les fonctions de sénateur et de conseiller législatif¹⁵. On ne peut pas répondre que c'est la nécessité qui a forcé le gouvernement à faire cette nomination, car il y a au Conseil législatif deux excellents amis de l'Union nationale, dont j'ai moi-même entendu l'un d'eux faire un superbe éloge du premier ministre dans sa propre ville de Trois-Rivières. Comme président du Conseil, on a choisi le vice-président de la Banque Provinciale du Canada¹⁶. On dirait vraiment que le gouvernement a voulu se moquer de ses promesses à défier l'opinion publique dès les premiers jours de son arrivée au pouvoir.

Le gouvernement continue à se faire par des ordres en conseil et sur des matières de la plus haute importance qui devraient être soumises à la décision de la Chambre. Les contrats se donnent sans soumissions, comme auparavant, et on aide à l'accroissement de l'influence des Canadiens français en enlevant des comptes de banque d'une de nos institutions canadiennes-françaises pour traiter avec la banque de M. Holt. Si on se place au simple point de vue de l'intérêt québécois, c'est la même chose; les assurances collectives sont enlevées à une institution de la province de Québec et on les confie à une compagnie de la province d'Ontario. Je ne crois pas qu'on puisse trouver dans l'histoire politique de notre pays un gouvernement qui a contredit plus rapidement et plus carrément ses promesses d'élection et son programme que celui qui dirige maintenant les destinées de la province.

Je disais tout à l'heure que ce gouvernement avait à rendre compte à ses propres partisans et à ceux qui nous ont supportés aux dernières élections. Contrairement aux partisans sincères de l'Union nationale, les libéraux ne sont pas déçus par les actes étranges du nouveau ministère. Nous nous attendions à ce qui arrive.

Dans les quelques remarques que j'ai faites sur l'adresse en réponse au discours du trône, je crois en avoir dit suffisamment pour démontrer à la

Chambre et à la province que nous avions raison de croire et de dire au cours de la campagne électorale que le vieux Parti conservateur, déguisé sous le manteau de l'Union nationale, ne ferait que continuer ce que l'ancien système d'administration avait d'abusif.

Nous avons eu une révolution électorale, mais non pas la révolution politique que l'on attendait et que, nous, nous aurions donné à la province. Le Parti libéral a changé de côté dans la Chambre; il a été remplacé par le Parti conservateur, camouflé sous le qualificatif d'unioniste, mais ce sont les anciennes puissances occultes qui gouvernent. On s'étonnera en certains quartiers que, dès les premiers jours de la première session du gouvernement, j'aie pu signaler déjà une foule d'abus qui prouvent la vérité de ce que nous prédisions au cours des élections, à l'effet qu'il n'y aurait que l'étiquette qui changerait de couleur sur la marchandise gouvernementale.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure, car le gouvernement dispose d'une majorité tellement forte qu'il peut se croire tout permis. Qu'il se détrompe. L'histoire enseigne qu'il n'y a pas loin de la roche Tarpéienne au Capitole¹⁷ et que les changements violents des masses populaires ont, non seulement un mouvement d'avance, mais aussi un mouvement formidable de recul. Ces masses sont exigeantes aux jours où l'on réussit à soulever leurs passions en les ameutant contre les gouvernements.

En 1889, au temps du boulangisme¹⁸, il est passé sur la France une vague de nationalisme outrancier qui balaya tout sur son passage...

(Rires à droite)

Presque tous les candidats du général se faisaient élire dans leurs départements et, lui-même, il remporta des majorités écrasantes dans les quatre ou cinq circonscriptions électorales dans lesquelles il posa sa candidature. Aux élections qui suivirent, quelques mois après, Boulanger avait pris le chemin de l'exil et pas un seul de ses candidats n'avait pu se faire élire en France.

(Rires à gauche et protestations à droite)

Les partisans du nouveau gouvernement s'attendaient à de grandes choses; on leur avait promis le paradis sur la terre aux dernières élections et ils ont cru à la sincérité de leurs chefs. La montagne a été en travail six semaines durant; elle n'a enfanté qu'une souris. Cette cruelle désillusion chez ceux qui ont été entraînés hors des rangs du Parti libéral fera que, bientôt, le peuple se ressaisira pour placer à la tête des affaires des hommes qui ne promettent pas la mer et le monde, mais qui donneront à la province une administration saine,

progressive et dominée, non plus par les puissances d'argent et les appétits individuels, mais par le seul souci de servir l'intérêt populaire¹⁹.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
et **M. Lamoureux (Iberville)** se lèvent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
se rassoit.

M. Lamoureux (Iberville): Je tiens à féliciter le nouvel Orateur de la Chambre. Je le connais depuis plusieurs années et je sais qu'il possède toutes les qualités pour remplir parfaitement les importantes fonctions qui lui ont été confiées.

Je représente le comté d'Iberville depuis 1923. Au début de chacune des sessions auxquelles il m'a été donné d'assister, j'ai pris une part active au débat sur l'adresse. La raison n'a jamais varié: c'est toujours l'intérêt des cultivateurs de mon comté et de toute la province de Québec que j'avais en vue. Et, à chaque session, j'ai fait et répété diverses suggestions pour que l'on adopte certaines législations qui me paraissaient sages pour la classe agricole, législations qui auraient permis aux cultivateurs, qui ont été affectés durement par la crise, de faire honneur à leurs obligations, en leur permettant, au lieu de payer des intérêts aussi élevés que 6 et 7 %, d'obtenir de l'argent à meilleur compte. Mes convictions n'ont pas changé. Je suis toujours d'avis qu'il faut aux cultivateurs l'opportunité d'emprunter à meilleur compte.

De même, à chaque session, j'ai toujours demandé que l'on fasse disparaître les créances privilégiées qui ruinent pratiquement le crédit que pourrait obtenir le cultivateur. Ces mesures, je les ai réclamées chaque année et je les ai réclamées au cours de la dernière session. Car il faut à tout prix en venir à un rajustement des conditions où vivent les cultivateurs.

Il sera question, au cours de la présente session, des taxes municipales et scolaires. J'en parlerai en temps et lieu. Pour le moment, je n'ai en vue qu'une chose: le crédit agricole provincial que j'ai toujours préconisé de façon spéciale. Il y a 25 ans que je réclame cette mesure; j'en ai parlé à chaque session, et je n'ai pas eu peur de me séparer de mon parti, à chaque fois sur cette question, quand je le jugeais nécessaire, dans l'intérêt des cultivateurs²⁰. Je suis tout particulièrement heureux de voir cette année que le gouvernement dans son discours du trône, a eu le courage d'insérer une clause par laquelle on

promet une législation qui décrète l'organisation d'un crédit agricole provincial.

(Applaudissements à droite)²¹

Je me suis tellement occupé de la question que je sais tout le tracé que nous avons eu dans le passé sur ce sujet. J'ai toujours combattu les raisons qu'on amenait pour refuser le crédit agricole provincial. On a prétendu que le crédit agricole provincial n'était pas pratique et, pour le prouver, on a donné l'exemple de la province d'Ontario. On disait que la province d'Ontario avait essayé ce système et qu'elle avait dû l'abandonner. Mais on ne se rendait pas compte des circonstances particulières dans lesquelles le gouvernement de la province voisine institua une loi du crédit agricole.

C'était en 1921 ou en 1922, des années particulièrement difficiles. Le gouvernement ontarien prêtait sur des terres qui étaient évaluées alors à 100 % de plus qu'elles ne valent aujourd'hui, alors que, à l'heure actuelle, les propriétés sont descendues au plus bas prix possible comme évaluation. Et le gouvernement, qui prêtait en se basant sur cette valeur commerciale, ne recevait en retour de son argent qu'une garantie réelle beaucoup moindre. Il n'est pas étonnant que cette tentative se soit terminée par un échec. Et, d'ailleurs, il reste que le crédit rural ontarien a rendu d'immenses services aux cultivateurs ontariens et leur a permis d'affronter la crise actuelle plus facilement.

J'ai pris connaissance de la façon dont le gouvernement provincial de Québec entend appliquer le crédit agricole provincial. À moins que je ne me trompe, on veut prêter à 2½ % d'intérêt, plus 1½ % pour le fonds d'amortissement, jusqu'à concurrence de 65 % de la valeur d'évaluation de la propriété. À noter que 65 % de la valeur actuelle des fermes de la province de Québec représente en argent environ 30 % de ce que valaient les fermes ontariennes en 1921. Je crois même de mon devoir de dire que c'est là le projet le plus important qu'aucun gouvernement ait jamais réalisé dans la province de Québec depuis la Confédération.

(Applaudissements à droite)

La classe agricole traverse une dure crise. Malheureusement, jusqu'à présent, le gouvernement n'a jamais eu le courage, malgré les nombreux conseils donnés, d'essayer un moyen extraordinaire pour venir en aide à la classe agricole...

(Applaudissements à droite)

Mais on est venu en aide à toutes les autres classes de la société en notre province. Si l'on aide la classe agricole, on aide toutes les autres classes de la société.

(Applaudissements à droite)

Et à cause de cet acte courageux, je ne crains pas d'affirmer que ce seul projet du crédit rural provincial me suffit pour appuyer le gouvernement durant cette session.

(Applaudissements à droite)

Il est temps enfin qu'un gouvernement pense à la classe agricole. On dira ce qu'on voudra. Mais j'ai toujours soutenu ce principe du crédit rural provincial devant mes électeurs d'Iberville, à la dernière élection comme dans les autres élections. J'entends tenir ma promesse.

(Applaudissements à droite)

On interprétera mon attitude comme on voudra, quand même on dirait que je vire mon capot, je m'en fiche. Je le pense et je le dis. C'est pour une idée que je me suis battu, et c'est à cette idée que je reste fidèle.

Un député à droite: Il n'en restera plus de l'autre côté.

M. Lamoureux (Iberville): Je parle comme un cultivateur qui a passé sa vie avec ceux de son espèce et dont il connaît les besoins. Je suis un député cultivateur et ce sont leurs intérêts que je représente d'abord.

(Applaudissements à droite)

Je tiens à appuyer d'abord cette mesure que je juge la plus importante. À l'autre session, il y aura encore des choses bien importantes à faire pour les besoins de mes concitoyens. J'en reparlerai en temps et lieu. Voilà tout ce que j'avais à dire.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. l'Orateur, il me fait plaisir, au début de mes remarques, de vous réitérer les plus chaleureuses félicitations du gouvernement à la suite de votre nomination comme président de cette Chambre, dont le talent remarquable est un gage d'une carrière brillante et utile à la province. Je félicite également le proposeur et le secondeur de l'adresse. Nouveaux députés, ils ont montré une éloquence et de réels talents qui laissent entrevoir pour eux une carrière que nous leur souhaitons brillante, comme ils le méritent et, ce qui est encore plus important, une carrière avantageuse pour la province.

(Applaudissements)

On sera peut-être surpris de constater que le député d'Iberville se soit levé pour prendre la parole à la suite du chef de l'opposition. J'allais moi-même

adresser la parole immédiatement à la suite du chef de l'opposition. J'ai fait un mouvement pour me lever, mais, quand le député d'Iberville a voulu prendre la parole, j'ai été heureux de lui céder le pas pour bien manifester à la Chambre combien le gouvernement est fier et heureux d'entendre la voix d'un cultivateur défendre la cause de l'agriculture en cette Chambre. Cela montre bien toute la largeur d'esprit du nouveau gouvernement.

J'ai écouté l'honorable député avec émotion. Je ne saurais dire combien je suis heureux de l'avoir entendu. Je le remercie de l'appui qu'il nous a apporté dans sa déclaration. Cette déclaration n'est-elle pas une réponse directe aux assertions de désunion parmi les ministériels, dont parlait tout à l'heure dans ses remarques le chef de l'opposition? Je le dirai, je le répéterai, je l'ai d'ailleurs déjà dit avant même les élections, de ce côté-ci de la Chambre, ce n'est pas l'attitude des personnes, ce n'est pas l'attitude des individus qui nous intéresse, mais c'est essentiellement l'intérêt de toute la population que nous avons promis de sauvegarder. Nous sommes ici pour assurer le bien-être de la population et non pour nous diviser sur des questions d'intérêt personnel. Nous devons oublier les ambitions personnelles, même si elles sont légitimes.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) me permettra de ne pas l'appeler le chef de l'opposition, car on sait dans quelle position délicate il se trouve présentement, et je ne l'oublierai pas au cours de mes remarques. Mon honorable ami est obligé de regarder dans les galeries pour y puiser son inspiration.

C'est ce qui explique la nature des paroles qu'il a prononcées. Il a parlé du discours du trône qu'il a divisé en trois parties: l'introduction, l'exposition et l'invocation...

(Rires à droite)

En présence des problèmes complexes que nous devons envisager, en présence d'une crise terrible qui jette une lueur si sombre sur notre province, dans son sinistre cortège de misères et de souffrances, on serait porté à croire que ce n'est pas le rôle du chef de l'opposition que de faire de l'humour ou de la plaisanterie.

Mais il faut être juste. La situation n'est pas rose pour lui, en face d'un gouvernement qui a obtenu un mandat précis, qui a reçu du peuple un témoignage de confiance décisif et qui, sans vantardise, a fait plus en un mois que le régime du chef de l'opposition en 15 ans.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Qu'est-ce que ce serait donc si nous avions fait quelque chose? Car il a pris une heure et demie à parler des mesures contenues dans un discours du trône qui, d'après lui, ne contient que de la littérature. Il lui fallait trouver quelque chose pour son discours et, comme le chef de l'opposition l'a dit, il a fait de la littérature. Croyant être plaisant, il a parlé de la prière, puis il a mélangé cela avec la boisson, qui a coulé dans le comté de Saint-Hyacinthe, puis de la finance, et il a fini par une invocation. Très bien, j'en parlerai à mon tour.

Je me demande si les termes ont traduit exactement sa pensée, lorsqu'il a parlé de prière. Pour notre part, M. l'Orateur, nous voulons rétablir les droits divins. Nous la voulons partout, la prière, nous ne la dissimulons pas. De la prière dans les élections, oui, nous en voulons, et sans forfanterie intéressée, nous en voulons partout. Le soir même des élections, nous avons demandé l'aide de la Providence pour la tâche que nous avions à accomplir. Nous avons remercié la Providence d'avoir couronné nos efforts et, dans la suite, nous avons posé des actes pour démontrer que c'est encore l'étoile du ciel qui doit toujours nous guider. Car c'est d'en haut que nous pouvons voir la lumière qui guide, qui éclaire la voie, et la force qui nous permet de remplir notre devoir dans sa pleine mesure. C'est elle qui est le plus sûr appui pour étudier les problèmes et trouver les solutions appropriées afin que la population de la province de Québec atteigne prospérité et bonheur. Vous avez vu que le crucifix occupe maintenant la place d'honneur en cette Chambre²².

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

L'honorable chef de l'opposition prétend que, dans le discours du trône, il n'y a que de la littérature vide de sens. Comment! Affirmer à la face de la province que le capital humain doit toujours être au-dessus du capital-argent, c'est ça qu'on appelle de la littérature dans l'opposition! Quand un gouvernement veut implanter les vérités que les autres gouvernements ont ignorées, c'est ça qu'on appelle de la littérature! Quand un gouvernement pose à l'aurore de son règne des vérités fondamentales trop longtemps oubliées, que l'homme est le roi de la création, que les choses doivent le servir au lieu qu'il serve aux choses, qu'il ne doit pas être asservi aux puissances d'argent; si c'est ça de la littérature, nous n'en aurons jamais trop.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Je puis dire à l'honorable chef de l'opposition que le gouvernement a conservé et conservera

toujours les mêmes principes qu'il a exposés devant le peuple pendant la campagne électorale et même avant.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)²³

Nous n'avons pas fait comme le gouvernement précédent, nous. Il n'y a eu dans l'Union nationale ni de métamorphose ni de génération spontanée, pour faire des "hommes nouveaux" du jour au lendemain. Mais vous avez vu le résultat?

(Rires à droite)

Nous ne sommes pas capables de ces générations spontanées et de métamorphoses. Graduellement, aussitôt que possible, ces articles de notre programme, nous allons les appliquer tous et chacun. Nous allons faire, en un temps relativement court, 100 et 150 fois plus de bien que le gouvernement du passé en 15 ans.

(Applaudissements à droite)

Je n'ai pas l'intention de railler inutilement mes collègues de la gauche. La lutte électorale est finie; l'élection est terminée et nous n'aurons pas d'élections avant quatre années. Notre devoir est de nous donner la main pour faire de cette terre française, non seulement sur cette terre d'Amérique, mais dans le monde entier, j'entends au point de vue canadien, que ce seul coin de terre française, notre province, soit ce que la Providence l'a destiné d'être: la plus grande, la plus belle et la plus prospère du dominion. C'est ce que nous avons commencé.

J'estime qu'elle doit être si grande que nous puissions en faire une patrie où les jeunes pourront voir leurs talents s'épanouir, pour que les cultivateurs à qui nous devons tant et à qui nous allons tout donner pour assurer le succès de l'agriculture, puissent prospérer. Que les travailleurs se mettent à la tâche, afin que notre patrie soit la plus heureuse. C'est notre devoir de mettre bas les ambitions personnelles, même si elles sont légitimes, pour penser à l'image de la patrie qui se profile devant nous tous, afin d'atteindre les destinées que la Providence nous a tracées.

(Applaudissements)

Cessons donc ces luttes partisans et oiseuses. Les élections sont terminées et le temps de l'action est arrivé. Et c'est d'autant plus le temps de l'action qu'il a plus tardé à venir. Le moment est venu de réaliser le rêve de plusieurs années. Il ne faut plus attendre.

Je dis ceci pour bien rétablir les faits, car je ne veux blesser personne, mais, pour guérir le mal, il faut indiquer la maladie là où elle existe.

Que disions-nous dans le discours du trône? L'honorable chef de l'opposition a disserté pendant une heure trente pour trouver que le discours du trône ne dit rien.

(Rires et applaudissements à droite)

C'est une contradiction. Si nous avions dit quelque chose, imaginez le temps qu'il aurait pris à dissenter.

(Rires à droite)

Ce qui l'a frappé le plus, c'est que nous n'avons pas parlé dans le discours du trône - quelle horreur! - de la réduction de l'indemnité des députés. De cela il a parlé longuement, croyant faire preuve de beaucoup d'esprit. Quelle découverte, quelle trouvaille majeure! Nous avons pourtant, dans ce discours, des législations sociales pour tout le monde. Apparemment, c'est ce que le chef de l'opposition a trouvé de mieux à faire au moment où le peuple souffre, le cultivateur est dans la gêne, la jeunesse est pleine d'angoisses. Il y a de la misère partout, et le chef de l'opposition fait de l'humour avec les mesures du gouvernement.

Le gouvernement a songé à la jeunesse désemparée, aux cultivateurs, aux ouvriers, à nos jeunes qui n'ont pas d'avenir; le gouvernement veut aider la jeunesse, les cultivateurs, en posant comme principe fondamental la primauté du capital humain sur le capital-argent. Mais ce qui a frappé surtout le chef de l'opposition, c'est que nous ne parlons pas de la réduction des indemnités. C'est bien le temps de dire avec quelque tristesse: "De quelle opposition sommes-nous affligés?", M. l'Orateur!

(Rires)

Oh! Je ne dis pas cela pour blesser l'honorable chef de l'opposition et ses partisans, mais pour répondre au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) qui affirme que nous n'avons rien dit dans le discours du trône. Qu'aurions-nous entendu comme harangue s'il nous rendait la justice de reconnaître que nous avons annoncé quelque chose? Il nous a avoué sa faiblesse en disant qu'il était presque tout seul. Nous l'avons bien compris en entendant le discours de l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux).

Le discours du trône déclare que nous allons changer nos lois, que nous allons changer notre administration, non pour nous faire les esclaves des puissances d'argent, mais pour la sauvegarde de l'administration de cette province. L'argent doit servir le peuple et non pas l'asservir. Nous disons de plus que nous voulons faire de l'agriculture l'assise fondamentale de tout le progrès économique de notre province, que nous voulons développer la colonisation comme

complément logique et indispensable de notre développement agricole, et garantir ainsi les assises fondamentales de toute la société. C'est quelque chose, cela, M. l'Orateur. Ceci est plus important, il me semble, que de faire de l'humour à propos de tout et de rien, comme tout à l'heure le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) avec la question du salaire des députés.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a parlé des dernières élections. Il a dit que le gouvernement était lent à agir. Au lendemain de la victoire, ce n'est pas notre habitude de blesser qui que ce soit et de tourner le fer dans la plaie, mais il a dit: "Nous avons ordonné des élections dans les circonstances que l'on sait!"

(Applaudissements)

Eh bien oui, dans les circonstances que l'on sait. Je ne voulais pas en parler aujourd'hui. Le gouvernement, le 11 juin dernier, dans son affolement, a dissout le Parlement pour échapper à un plus grand déshonneur. Il voulait empêcher l'enquête des comptes publics que nous allons poursuivre jusqu'au bout.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Pris d'effarement, le premier ministre du temps a réuni ses lieutenants chez lui pour un caucus de nuit au cours duquel il décidait de laisser là l'enquête des comptes publics. Il a fermé le Parlement pour arrêter l'enquête. Les élections ont été retardées au 17 août seulement. C'était neuf semaines de souffrances de plus pour le peuple. Il présentait des hommes nouveaux...

(Rires)

Et les nouveaux braves, qui prétendaient n'agir que dans l'intérêt du peuple, ont fixé les élections neuf semaines après la dissolution des Chambres, sans s'occuper des souffrances et des misères que la population était obligée de subir, à cause de ce long délai.

Le chef de l'opposition dit que nous n'allons pas assez vite. Le dernier gouvernement, ce gouvernement nouveau qui ne faisait que continuer en somme le régime ancien qui s'est promené sur tout le territoire en promettant beaucoup de choses, avait comme chef un garçon pourtant intelligent et honnête qui a pris exactement 16 jours pour former son cabinet. Nous n'avons pris qu'une journée, nous.

(Applaudissements)

L'ancien premier ministre, au lendemain des élections, m'a averti qu'il serait prêt à céder la place le mardi, si notre gouvernement était formé. J'ai répondu que le mercredi nous serions prêts à prendre

le pouvoir et, le mercredi, nous avions un ministère. Nous avons ainsi sauvé beaucoup de temps, et ce seul point permet de mesurer toute la différence entre les deux régimes.

"Nous avons augmenté le nombre des ministres", dit aussi le chef de l'opposition, et, par un calcul fantaisiste et fantastique, il fait courir son imagination; il dit que nous avons fait payer à la province des sommes considérables, que les ministres n'ont point d'ouvrage et reçoivent plus que leurs prédécesseurs. Je le dis à mon honorable ami et à la face de la province et de la population, nous travaillons au moins quatre fois plus que sous l'ancien régime, à cause des abus, des scandales et des méfaits que nous découvrons. Les ministres ont à déterrer toutes espèces de dossiers et à remettre leurs départements respectifs à neuf. Il leur faut un dévouement de tous les instants.

Le chef de l'opposition a parlé des conservateurs. Nous avons aujourd'hui un ministère qui représente toutes les régions de la province, toutes les classes de la société et tous les âges, particulièrement depuis que nous avons ajouté un ministre issu de la Chambre haute (l'honorable M. Chapais). Le chef de l'opposition a parlé de libéraux qui traversent de l'autre côté et qui se forment en tant que Parti conservateur. Mais j'affirme autant à lui qu'à la province que, aujourd'hui comme hier, et comme demain, jamais je ne tolérerai que l'administration actuelle soit une succursale pour le parti bleu ou le parti rouge. Nous sommes nationaux et nous le restons.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Le peuple commence à comprendre, a dit aussi l'honorable député de Saint-Hyacinthe. Et le gouvernement ancien, nous dit-il, a été battu par des quémandeurs de places. Je proteste au nom de ma province et de ma race contre de telles paroles, qui sont de nature à rabaisser ma province et ma race en face des autres pays. C'est immérité. Je demande maintenant comment il se fait que le chef de l'opposition ait prononcé un discours aussi pitoyable. J'aurais compris une pareille déclaration, si elle avait été dite à la suite d'une improvisation, sous le feu de la parole. Mais le chef de l'opposition a eu le temps de préparer son discours; il l'a écrit. Il l'a montré à son chef. Le débat a été ajourné la semaine dernière, à mardi de cette semaine, pour qu'il puisse préparer, méditer son discours. Ce qu'il a prononcé tout à l'heure est le fruit de ces longues méditations.

Et il vient d'affirmer froidement que l'ancien gouvernement a été battu par des quémandeurs de places. Je proteste au nom de ma province et de ma

race contre de telles paroles. Il me peine que le chef de l'opposition fasse de pareilles déclarations, de nature à nuire au crédit de la province et de notre race. Le premier devoir d'un chef de l'opposition est de ne pas faire d'assertions aussi insultantes pour toute une population. Je suis sûr qu'il regrettera ces remarques injurieuses.

Quand le chef de l'opposition dit que le peuple commence à comprendre, c'est une nouvelle insulte à lui faire, et je suis sûr que le chef de l'opposition se repentira de ces paroles malheureuses quand il aura réfléchi, si le repentir ne lui est pas trop difficile. Quant à nous, nous attribuons ces paroles à la situation difficile dans laquelle se trouve celui qui les a prononcées.

Le chef de l'opposition a parlé de deux nominations que nous avons faites au Conseil législatif et les a critiquées. Nous sommes fiers de nos nominations. Le leader du gouvernement au Conseil (l'honorable M. Chapais) est un des plus beaux types de Canadiens français les plus respectés, les plus représentatifs de sa race dans ce qu'elle a de plus noble, l'intégrité par essence, la distinction parfaite, un patriote vrai, un homme complètement désintéressé, un des plus remarquables historiens dont notre pays puisse s'enorgueillir, un de nos littérateurs les plus renommés, un grand citoyen dont nous sommes fiers.

(Applaudissements)²⁴

Le chef de l'opposition a fait des remarques plus ou moins heureuses sur le président du Conseil législatif (l'honorable M. Raymond). Il me semble que le chef de l'opposition aurait dû consulter tout son monde avant d'en parler et laisser parler son cœur au lieu de ses feuilles. Il a dit que le nouveau président du conseil était vice-président de banque et il le lui reproche. Comment! C'est un petit Canadien français parti de Sainte-Anne-de-Beaupré sans le sou, sans relations, sans influence de famille ou autre, qui s'en va à Montréal et là, grâce à son travail, son honnêteté, son intelligence et sa persévérance, est devenu un de nos principaux hommes d'affaires et s'est acquis un prestige et une réputation qui font honneur à la race.

Nous sommes fiers de lui également. Et le chef de l'opposition nous blâme de l'avoir choisi en même temps qu'il nous blâme d'avoir des collègues de langue anglaise! Le chef de l'opposition aurait certainement pu faire mieux que de s'en prendre à ces deux honorables collègues et éviter d'émettre des idées qui nuisent à la réputation de la province. Et il vient dire que les nôtres n'ont pas l'influence à laquelle ils ont droit?

Il y a 10 ans que je siège ici, et je sais très bien lire entre les lignes. Je sais que c'est surtout entre les lignes qu'il faut trouver leur signification aux discours de nos amis de l'ancien régime. Et je regrette que le chef de l'opposition ait jugé à propos de soulever le cri de race, de façon indirecte, il est vrai, en parlant des ministres anglais que nous avons dans notre cabinet.

Sur 14 ou 15 ministres, oui, nous en avons trois de langue anglaise, deux protestants et un Irlandais catholique. Je dirai que nous sommes heureux de les compter parmi nous, de leur faire partager l'administration de la chose publique, d'avoir avec nous les électeurs de langue anglaise. Ils jouent un rôle important en notre province. Nous devons vivre en paix et en harmonie avec toutes les races, avec tous les groupes, harmonie qui ne repose pas sur le principe de la supériorité ou de l'infériorité d'une race sur l'autre, et coopérer pour la prospérité de notre province et le plus grand bien de notre pays.

Et cela, sans abandon de nos droits. Il n'y a pas une race assez grande pour nous faire abandonner une parcelle de nos droits légitimes. Mais nous avons cru que les deux grandes races de ce pays doivent vivre en paix et en harmonie, par esprit de justice d'abord et aussi dans l'intérêt des nôtres qui sont ailleurs, tant dans les autres provinces qu'aux États-Unis même. Nous avons accompli un acte de justice en même temps qu'une politique pour favoriser l'harmonie et la concorde entre les deux éléments importants dans notre province.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a parlé de l'emprunt que nous avons fait récemment. Et là encore, il a insinué très habilement que nous faisons affaire avec des banques anglaises et que les nôtres ont été mises de côté. Je suis en faveur qu'on réclame nos droits, quand nos droits sont lésés; nous voulons nous tenir debout, mais en même temps je demande aux hommes politiques, peu importe le mandat qui les anime dans le poste qu'ils occupent, de ne pas, en aucun temps et surtout dans la crise actuelle, souffler sur les flammes dévastatrices du cri de race.

Faisons de la politique au point de vue de l'administration, pour garder et revendiquer nos droits, mais non pour empêcher les autres d'obtenir leurs droits. N'allons pas faire de déclarations désastreuses pour les nôtres dans d'autres domaines. Ne posons pas d'actes, ne faisons pas de déclarations inutiles et dangereuses qui ne représentent certainement pas le sentiment en cette province et qui pourraient se traduire en réactions au détriment des nôtres en dehors de chez nous, dans les autres provinces du Canada et aux États-Unis.

Nous n'avons pas fait affaire seulement avec la Banque Royale. Nous avons fait affaire également avec la Banque Provinciale du Canada, ce que l'honorable chef de l'opposition n'a pas dit.

(Applaudissements)

Et on remarquera que personne encore n'a critiqué les termes de l'emprunt. Personne n'a osé dire qu'il n'était pas avantageux. On a pris une voie d'évitement. Au lieu d'en parler, on soulève le cri de race. Les cauchemars prennent vie dans l'esprit du chef de l'opposition et de ceux qui les évoquent. Nous avons emprunté \$51,000,000, ce qui est le plus fort montant jamais emprunté par une province depuis la Confédération, au taux le plus avantageux qui ait jamais été obtenu par un gouvernement de cette province.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe a parlé de M. Pitfield. Je n'ai pas coutume de parler des absents, et encore moins de les attaquer. Je n'ai pas à attaquer ou à défendre M. Pitfield. Mais je dirai ceci. Ce sont les banques Provinciale et Royale qui ont organisé l'emprunt. Bien que la Banque Provinciale du Canada soit moins importante que la Banque Royale, j'ai posé comme condition que toutes deux soient exactement sur le même pied. Est-ce là l'œuvre d'un homme qui n'aime pas sa province ni sa race?

(Applaudissements)

Le Soleil, dans un article éditorial, nous a reproché de faire affaire avec des amis des trusts, avec une banque qui a comme président sir Herbert Holt et comme actionnaires M. Smith²⁵ et certains trustards. Je n'ai pas d'objections à faire affaire avec M. Holt ni avec M. Smith, quand les conditions sont bonnes, quand nous pouvons sauver \$250,000 à la province pour les donner aux cultivateurs et aux ouvriers, pour aider à placer nos jeunes, soulager le chômage et aider au crédit rural. Je dis que, quand la province fait un bon marché, on ne regarde pas d'où vient l'argent. Je ne regarde que l'honnêteté et les conditions du marché.

D'ailleurs, le président de la Banque Royale est M. Morris W. Wilson, un des grands financiers du pays, et un honnête homme, comme M. C.-A. Roy de la Banque Provinciale, dont je n'ai pas à vanter les qualités de banquier puisque, comme M. Wilson, il a été promu au sommet par le mérite. C'est avec eux que nous avons traité. Au *Soleil*, je dirai que si l'ancien gouvernement avait été conscient de ses responsabilités, s'il avait eu le courage de se lever, de se tenir debout en face des financiers, il aurait fait de pareils marchés, il aurait obtenu peut-être lui aussi de bonnes conditions, et il aurait économisé \$250,000 par an à la province.

Je ne veux pas heurter les susceptibilités de quiconque, mais, autrefois, l'ancien régime n'était jamais debout devant les financiers. Quant à nous, sans vantardise, nous n'avons pas peur des financiers, quels qu'ils soient. Nous leur avons dit que, s'ils voulaient faire des affaires avec le gouvernement de la province, ils devaient donner des conditions justes et meilleures que celles que la province n'a jamais eues. Car la province de Québec leur offre des garanties qu'aucune autre province ne pourra jamais leur offrir, à cause de la stabilité, de l'honnêteté et de la mesure de sa population, de ses immenses ressources naturelles, en dépit des ravages des 15 dernières années.

De plus, le gouvernement de la province est ami de la justice et de l'ordre. Nos garanties sont les meilleures, à tous points de vue. Cet emprunt sauve un quart de million par année à la province. C'est une transaction juste et honnête. Que nous reproche-t-on? Personne n'a critiqué l'emprunt, le meilleur qui ait été fait depuis la Confédération.

Nous avons été obligés d'emprunter parce que l'ancien gouvernement ne payait pas ses dettes. Saviez-vous, M. l'Orateur, que l'ancien régime laissa pour plus de \$42,000,000 de dettes criardes. L'ancien gouvernement ne payait pas ses comptes. Et plus de \$20,000,000 de bons du Trésor étaient dans les voûtes des banques à certains moments, à intérêts de 5½ %, 5 %, 4 % et 3 % depuis 1931²⁶. Plutôt que d'emprunter pour payer ses comptes d'un seul coup, l'ancien régime préférait vendre des bons au jour le jour à des taux exorbitants, au profit de ses amis, principalement.

Et nous avons dit: il faut payer les comptes, garder le crédit de la province. Je suis heureux de dire que, grâce aux démarches de l'honorable trésorier (M. Fisher), grâce aux démarches de mes collègues, grâce aux démarches de l'auditeur de la province, M. Edgar Vézina, nous avons obtenu un résultat merveilleux. Nous avons réussi à contracter cet emprunt dans des conditions qui n'avaient été obtenues par aucun gouvernement auparavant. Voilà ce que nous avons fait.

(Applaudissements à droite)

Et l'honorable chef de l'opposition fait un discours pour dire que nous n'avons rien fait. Quelqu'un qui parlait récemment quelque part a dit que, si nous avions emprunté à de si bons termes, c'est parce que l'ancien gouvernement avait bien administré les biens de la province et avait laissé les finances en bon état. Si tel est le cas, pourquoi alors l'ancien gouvernement n'a-t-il pas emprunté, au lieu de laisser pour des millions de dollars de comptes en

souffrance? Pourquoi? Ce monsieur devrait bien nous le dire.

Une voix du parti ministériel: C'est *Le Soleil*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, ce n'est pas *Le Soleil*.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ça doit être Edmond Turcotte, du *Canada*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, pas même ça. En tout cas, si les grands financiers d'autrefois - je ne parle pas des "hommes nouveaux" - étaient sérieux et pouvaient emprunter à si bon compte, pourquoi laisser perdre \$6,000,000 d'intérêts, pourquoi faire perdre aussi \$3,800,000, argent qui aurait été utile pour payer les pensions de vieillesse, pour le crédit rural, pour placer nos jeunes? Je dirai au chef de l'opposition que, depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons commencé par rétablir les finances sur une base solide, ce qui est essentiel si nous voulons effectuer les réformes nécessaires dans l'intérêt de notre population. Nous avons posé des actes, et nous allons continuer.

Nous avons augmenté les salaires de nos bûcherons d'une somme de \$1,000,000²⁷ par année.
(Applaudissements)

Depuis 15 ans, les bûcherons se plaignaient amèrement d'être dans une situation déplorable. À la dernière session, le gouvernement s'est décidé à faire quelque chose pour les aider, en réponse à leurs plaintes, ne trouvant rien de mieux que la création d'un bureau d'enregistrement. Ce bureau est une dépense inutile. Nous avons dit dans le temps, au gouvernement, qu'il devait avoir le courage de se tenir debout et de protéger les droits de la population.

Nous, nous abolissons le bureau et nous avons dit aux magnats de l'industrie papetière: "Nous sommes prêts à vous donner justice; notre gouvernement n'est pas parfait, mais il est formé d'hommes de bonne volonté; vous êtes à la tête d'industries importantes et le gouvernement va vous donner justice, mais vous allez aussi traiter les ouvriers avec justice." Car il ne peut y avoir de justice, sans équité pour les ouvriers.

Et avec les arrêtés que dénonce le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), nous avons forcé les compagnies à payer \$40 par mois au lieu de \$30 aux bûcherons. Nous avons dit aux compagnies qu'elles devraient employer 95 % de leurs ouvriers choisis dans la province de Québec; nous leur avons dit

qu'elles devraient acheter les provisions dans la province de Québec, et qu'elles devraient payer les colons, les cultivateurs, etc., le prix du marché. C'est ainsi que nous avons travaillé pour la population. Sans loi, mais simplement par arrêtés, nous avons rétabli l'ordre dans ce domaine. Et nous avons fait cela en six semaines, alors que l'ancien gouvernement n'a rien fait en 15 ans. Et l'on prétend que nous n'avons rien fait...

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
L'ancien gouvernement dormait, lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En souriant) Le ministre a dit de l'ancien régime qu'il dormait. C'est tout de même ce qu'il pouvait faire de mieux. Je citerai au chef de l'opposition un journal qui supportait l'ancien gouvernement, *Le Nouvelliste*, un journal qui m'a combattu violemment dans le passé. Il m'a peut-être fait élire par cela. Il disait, dans son édition du 8 octobre, que le discours du trône est bref, mais qu'il est un des plus substantiels qui aient été faits depuis un grand nombre d'années. Voilà ce que dit un journal qui était ministériel...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un journal ministériel à présent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est ministériel si ça peut faire plaisir au chef de l'opposition. Mon ami de Saint-Hyacinthe m'interrompt, mais je lui dirai que le discours du trône n'est pas composé des grandes déclarations qu'il faisait au temps où il n'avait pas encore été ministre, mais qui sont disparues, un jour, par enchantement. Il prêchait autrefois violemment contre le trust de l'électricité, et tout cela s'est éteint comme le volcan du Vésuve.

(Rires et applaudissements dans les galeries)

Nos adversaires ont laissé entendre que le gouvernement actuel aurait peur de parler de la question de l'électricité. Nous en avons parlé et nous n'avons pas peur d'en parler. Nous avons aujourd'hui le même programme et les mêmes idées que nous avions avant les élections du 25 novembre 1935 et les élections du 17 août dernier. Quand nous disons que nos pouvoirs d'eau et nos ressources naturelles doivent servir la population et non pas l'asservir, ce n'est pas de la littérature, mais nous traduisons en une formule les idées qui représentent la lutte que nous avons toujours faite et que nous allons continuer.

Nous ne sommes évidemment pas capables de tout faire en un jour. La création s'est faite en sept jours, il ne faut pas l'oublier. Nous ne pouvons tout faire en trois semaines, sans quoi les gouvernements ne seraient élus que pour trois semaines. Mais je suis meilleur prophète que le chef de l'opposition, je pense. Nous sommes élus pour cinq ans. Et je puis dire sans crainte de me tromper, M. l'Orateur, - et il n'est pas dans mon habitude de faire des promesses - que dans cinq ans le gouvernement actuel aura plus fait pour mater le trust de l'électricité, pour l'obliger à des conditions raisonnables, pour l'obliger à exploiter nos ressources naturelles dans l'intérêt de la population de la province, pour voir à l'établissement durable des jeunes, que l'ancien régime n'avait été capable de faire en 30 ans.

Il ne faut pas oublier que nous sommes en présence de vieux méfaits, de vieux abus, que nous avons été longtemps dans une vieille ambiance malsaine. Il faut tout d'abord purifier l'atmosphère, bonifier l'administration et rétablir les finances sur une base d'honnêteté et de justice. Tout cela nécessite bien des réformes. Nous voulons diminuer les taxes, établir des contrats plus justes, établir la justice pour les gros comme pour les petits, car la justice n'est pas plus anglaise que française. Elle n'a ni couleur, ni race, ni pays, et il en est de même pour l'honnêteté.

La justice est un facteur de stabilité. Sans justice, il ne peut y avoir la stabilité nécessaire pour donner la sécurité et, partant, la confiance. C'est pour cela que nous allons faire les réformes qui s'imposent. Ce n'est qu'une fois ces objectifs atteints que l'on pourra envisager un succès relativement durable dans l'application de ces réformes.

Nous avons déjà posé des actes. Le chef de l'opposition a parlé de quémandeurs. Mais il oublie que son gouvernement d'hommes nouveaux employait, en temps d'élections, 25,000 hommes, rien que dans le département de la Voirie. Il y avait aussi des gens qui gagnaient deux ou trois salaires à ne rien faire et d'autres qui retiraient des milliers de piastres et qui n'avaient même pas le cœur de venir chercher l'argent. Il y avait des falsifications de documents presque aussi nombreuses que les jours de l'année, et du gaspillage, du gaspillage presque inqualifiable.

D'ailleurs, nous allons continuer les enquêtes. J'entendais tout à l'heure le chef de l'opposition réclamer lui-même la continuation des enquêtes. Et je pensais à son voisin de gauche et à l'article 390²⁸. Je me demandais si, dans son esprit, l'article 390 devait s'appliquer aux déclarations de l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement va-t-il rayer l'article 390²⁹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais nous allons rayer ceux qui ne le comprennent pas. Le chef de l'opposition dit que l'enquête doit être juste, et il ajoute que l'ancienne opposition, du temps qu'elle était dans l'opposition, a commis des abus de pouvoir. On peut imaginer ce qu'était l'ancien gouvernement, rien qu'à cette réflexion. On comprend pourquoi l'enquête a fini brusquement et pourquoi tout le monde, dans l'ancien ministère, a soudain perdu son nom pour porter le nom d'"hommes nouveaux".

Nous allons continuer l'enquête. Elle ne sera pas faite pour faire de la peine à qui que ce soit, car il y a des devoirs qui sont pénibles à remplir, mais pour faire des exemples et pour montrer que la province de Québec ne dépense pas son argent pour le bénéfice des particuliers. Il faut punir les coupables si l'on veut que l'argent de la province serve à d'autres fins que les abus, le péculat et le gaspillage. Il faut que l'enquête soit faite pour faire revivre le sens de la justice. Nous allons faire cette enquête sans ménagement, sans crainte, sans peur des menaces ou des reproches. Le gouvernement n'empêchera pas les témoins de parler.

N'est-il pas vrai que mon honorable ami m'accusait d'abus de pouvoir dès le temps où nous étions dans l'opposition? Il est heureux que le chef de l'opposition reconnaisse que l'enquête des comptes publics est une bonne chose, puisque, lorsqu'il accompagnait son chef et le procureur général, ces messieurs disaient que l'enquête des comptes publics ne valait rien et que ça ne servait à rien. Je suis heureux de l'entendre dire maintenant qu'il faut continuer ladite enquête pour arrêter les abus. Mais pourquoi ces messieurs ne le disaient-ils pas avant et pendant l'élection? Nous disons que nous allons faire l'enquête, ainsi que nous le disions pendant l'élection, une enquête juste, impartiale et complète.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Le discours du trône annonce aussi que la loi Dillon sera abrogée et que nous allons amender la loi des pensions de vieillesse et interdire aux ministres d'être directeurs de compagnies. Au sujet de la loi des pensions de vieillesse, le chef de l'opposition dit que la loi est complète et qu'il n'y a que l'âge qui doit être changé. L'âge de l'ancien régime, c'était important, mais il y a autre chose d'important. Quand il verra les amendements que nous allons apporter, il

constatera que l'ancienne loi n'était pas assez expéditive, pas assez impartiale et ne remplissait pas toutes les conditions de la loi fédérale. Nous allons la calquer sur la loi fédérale. Il faut accélérer les paiements, en bref, bonifier et améliorer la loi. J'espère que le chef de l'opposition trouvera nos réformes opportunes et qu'il nous supportera.

Le chef de l'opposition dit qu'en amendant la loi électorale, on se trouve à amender la loi Dillon. Ce sont deux choses différentes; tantôt le chef de l'opposition a commis un lapsus. La loi électorale a trait aux élections contestées. Nous avons présenté aujourd'hui un bill pour abroger la loi Dillon. Je pensais que l'opposition allait l'adopter, mais le chef de l'opposition, au lieu de l'adopter, a soulevé un point d'ordre pour la retarder. N'importe, elle viendra demain.

Nous voulons une loi électorale impartiale et juste. J'irai plus loin. La loi électorale sera faite de façon que les officiers d'élections soient impartiaux et ne représentent ni le gouvernement ni l'opposition, mais soient tous nommés pour leur intégrité. Nous allons amender la loi électorale pour que tous aient leurs noms sur les listes et puissent voter, que ce soit pour nous ou contre nous.

(Applaudissements à droite)³⁰

Nous allons édicter des pénalités sévères contre les violateurs de la loi, afin d'assurer la libre expression de la volonté populaire pour nous ou contre nous. Car nous sommes dans une démocratie et, si nous voulons que le régime démocratique donne son rendement normal, il faut que la source d'où découle l'autorité en démocratie soit pure, limpide, sans tache, et aille où elle voudra. Et voilà l'ouvrage du gouvernement actuel, M. l'Orateur, ouvrage accompli en six semaines.

Nous avons préparé une loi du crédit agricole provincial. C'est encore de l'ouvrage. En vertu de cette loi, nous allons donner aux cultivateurs une somme de \$10,000,000 qui sera distribuée de façon impartiale, sans distinction de partis, aux rouges comme aux bleus comme aux nationaux, et qui les gardera sur leurs terres. Moins de gens craindront de nouvelles taxes, car l'argent du peuple appartient au peuple de cette province. L'ancien gouvernement n'y a pas pensé pendant ses 40 ans. C'est de l'ouvrage cela.

Nous avons économisé depuis six semaines plus de \$2,000,000, ce qui représente l'intérêt et l'amortissement sur un capital de \$70,000,000, de quoi établir bien des jeunes gens, payer bien des pensions de vieillesse et prêter bien de l'argent aux cultivateurs.

L'ancien premier ministre disait pendant la campagne électorale dernière: "Notre passé est garant de notre avenir." Mais le peuple a démontré qu'il n'a pas eu confiance en ce passé de l'ancien gouvernement. Ce que nous avons fait, depuis les élections en cinq semaines, démontre bien ce que nous ferons dans cinq ans. Nous allons tout réaliser de notre programme. D'ailleurs, nous sommes ici pour au moins deux termes. Le chef de l'opposition m'a bien amusé tantôt. Il commença par dire que nos promesses sont irréalisables, puis il met le gouvernement en demeure de les réaliser. C'est une contradiction évidente, car, si nos promesses sont irréalisables, il ne devrait pas demander au gouvernement de les réaliser.

Oui, nous avons fait des promesses réalisables, et nous allons les réaliser. Nous allons travailler surtout et avant tout, nous allons travailler toujours pour l'établissement des jeunes, qui est le grand problème de l'heure. Il y a dans notre province une jeunesse inquiète dont nous allons nous occuper. Comme le disait l'autre jour le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône (M. Boiteau), qui a une si belle éloquence, nous avons une Législature de jeunes, nous avons un ministère qui représente les jeunes, qui représente toutes les régions de la province, toutes les classes et les races, une sorte de trait d'union entre hier, aujourd'hui et demain. Nous allons nous occuper avant tout de l'établissement de notre jeunesse, et nous allons lui donner toute l'assistance voulue pour que les jeunes puissent développer leurs talents.

C'est pourquoi je demande dans la législation la formation d'un département pour les mines. Le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) présentera une législation spéciale à ce sujet, et ce, parce que l'avenir minier de notre province, paralysé sous l'ancien régime, offre des espoirs considérables. Au lieu de leur donner un bureau de placement, nous allons les mettre en état de développer les magnifiques ressources naturelles qui sont à notre disposition. Nous allons ouvrir de nouvelles avenues vers de nouvelles carrières. L'honorable ministre des Mines a ouvert les premières et nous continuerons. Ultimement, nos jeunes seront en mesure de s'établir sur la terre de leurs pères, ils pourront obtenir une certaine protection et un espoir concret de réussite.

Nous voulons réduire les taxes. Nous voulons justice et honnêteté pour tous, pour les faibles comme pour les puissants, pour les Anglais comme pour les Canadiens français, pour les vieillards, pour les hommes d'âge mûr, pour tous, car la justice n'a ni couleur ni race. Mais, pour la jeunesse, nous voulons

encore plus; nous allons y apporter la générosité, la gloire. Car c'est elle qui porte le flambeau de l'avenir et il n'est pas de sacrifices que nous ne ferois pour elle. Ce que nous devons rétablir, c'est la vieille probité.

Ce sont là des facteurs de stabilité, et sans stabilité il ne peut y avoir de sécurité, et sans sécurité la confiance est impossible. Et, s'il le faut, après avoir sacrifié notre carrière professionnelle, le peu de fortune matérielle que nous avons, s'il faut pour garantir l'avenir que les ministres de ce gouvernement donnent leur dernier souffle de vie, et je le dis avec toute mon âme, tout mon cœur, nous le donnerons, et nous serons trop heureux, si nous avons réussi à éclairer la jeunesse dans le chemin de la prospérité et du progrès³¹.

(Applaudissements)³²

M. l'Orateur: Il est 6 heures. Je quitte le fauteuil.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Grégoire), j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À ce soir? Si le député de Québec-Centre aime mieux parler demain, très bien, cela m'est égal. Quant à moi, je suis prêt à siéger ce soir.

M. Hamel (Québec-Centre): Cela m'est égal de parler ce soir ou demain.

Des députés: Six heures, ce soir, ce soir!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Demain, demain!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Entendu alors, à demain.

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée à demain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures³³.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 14 octobre 1936, à la page 3, mentionne que des centaines de spectateurs remplissent à débordement les galeries de l'Assemblée. Selon *Le Soleil* du 14 octobre 1936, à la page 20, M. Arthur Lapointe, député de Matane aux Communes, est sur le parquet de l'Assemblée, à gauche de l'Orateur dont il est l'invité. À l'arrière de la salle, sur des sièges réservés, se trouvent sir Thomas Chapais, leader du Conseil législatif, ministre sans portefeuille, et l'honorable Adélard Godbout, chef du Parti libéral et ancien premier ministre de la province.

2. Conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprend des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il doit déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau réplique par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fait adopter une loi rendant plus difficile la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "Loi Dillon", oblige le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. La mesure s'applique rétroactivement aux contestations déjà en cours.

3. *Le Canada* du 14 octobre 1936, à la page 10, précise que M. Bouchard rit lui-même de son lapsus. Lors de la séance du 8 octobre, le chef de l'opposition avait d'ailleurs commis la même méprise, soulevant l'hilarité de la Chambre.

4. Thomas Carlyle (1795-1881), historien, écrivain et critique britannique.

5. Mgr Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve (1883-1947), oblat, est ordonné prêtre en 1907. Professeur au scolasticat d'Ottawa (1907-1920) puis directeur (1920-1930). Il obtient un doctorat en philosophie (1919), en théologie (1922) et en droit canonique (1930). Élu évêque de Gravelbourg, en Saskatchewan (1930), archevêque de Québec (1931), puis cardinal le 13 mars 1933. Décédé à Alhambra, en Californie, le 17 janvier 1947.

6. *Le Journal* du 14 octobre 1936, à la page 2, mentionne que "l'honorable Dr Jean Girouard a été

remplacé, son fauteuil étant devenu vacant après trois années d'absence" du conseiller législatif de la division de Lorimier (1897-1936).

7. Ward C. Pitfield, financier et trésorier du Parti conservateur fédéral. Ce courtier en valeurs mobilières de Montréal, décédé en 1939, fut président de W. C. Pitfield & Co. Ltd.

8. Sir Herbert Samuel Holt (1856-1941), homme d'affaires et financier. Irlandais d'origine émigré au Canada en 1875. Il œuvre d'abord dans le domaine des chemins de fer en tant qu'ingénieur et entrepreneur. Il prend ensuite la direction de la Montreal Light, Heat & Power Company, qui est responsable de la distribution d'électricité pour une grande partie du Québec. Après avoir été président de la Sovereign Bank of Canada, il devient, en 1908, directeur de la Banque Royale du Canada. Au cours de ses 26 années à ce poste, cette institution bancaire deviendra la plus importante au Canada, ce qui fait de lui une des personnalités les plus influentes de la haute finance canadienne.

9. Edward Stuart McDougall, non élu, fut trésorier dans le cabinet Godbout du 27 juin au 26 août 1936.

10. Il s'agit de Thomas Joseph Coonan, député de Montréal-Saint-Laurent et de Gilbert Layton, député de Montréal-Saint-Georges.

11. Richard B. Bennett (1870-1947), premier ministre conservateur du Canada de 1930 à 1935.

12. Archibald Ross Graustein, avocat et financier américain, président de l'International Paper Company, de 1924 à 1936.

13. Joseph Rainville (1875-1942), avocat et homme d'affaires. Élu député conservateur de Chambly (1911-1917) à la Chambre des communes, il s'occupe ensuite exclusivement d'affaires. Il fut notamment directeur de la Compagnie d'assurances générales et de La Prévoyance. En 1930, il est l'organisateur en chef du Parti conservateur fédéral au Québec. Il fut nommé sénateur en octobre 1932.

14. M. Bouchard fait allusion aux manifestations du 26 août 1936, provoquées par un groupe de députés de l'Union nationale en désaccord avec la composition du cabinet ministériel. En effet, l'union entre le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale de Paul Gouin, en 1935, prévoyait une lutte énergique contre le trust de l'électricité. Durant

les campagnes électorales de 1935-1936, de nombreux candidats de l'Union nationale, dont M. Hamel (Québec-Centre), Grégoire (Montmagny), Chaloult (Kamouraska) et Ernest Ouellet, promettaient de s'attaquer à ces trusts. Quand vint le temps de former le nouveau cabinet unioniste, Duplessis, malgré des négociations difficiles, ne put s'entendre avec le groupe de Hamel, qui fut ainsi écarté du cabinet. L'assermentation des nouveaux ministres fut boudée par les dissidents et, le soir même, une manifestation improvisée au Palais Montcalm vit MM. Hamel, Grégoire, Chaloult et Ouellet dénoncer le pouvoir des trusts sur le gouvernement Duplessis. Tard dans la nuit, la foule marchera vers le Château Frontenac pour trouver M. Duplessis, mais elle se dispersera peu de temps après. Depuis, les opposants de Duplessis ne manquent pas de donner beaucoup d'importance à cet événement qui, selon eux, témoigne de la désunion dans les rangs du nouveau gouvernement.

15. Allusion à Thomas Chapais, nouveau leader du gouvernement au Conseil législatif et ministre sans portefeuille, qui abandonna, à la demande de M. Duplessis, le siège qu'il occupait au conseil d'administration de la Banque Canadienne Nationale.

16. Il s'agit de M. Alphonse Raymond (1884-1958), homme d'affaires et conseiller législatif unioniste de 1936 à 1958. Il fut le président du Conseil législatif de 1936 à 1940 et de 1944 à 1950.

17. L'adage "la roche Tarpéienne est proche du Capitole" signifie qu'après les honneurs, la déchéance ou le châtimement peut suivre rapidement.

18. Le "boulangisme", de Georges Boulanger (1837-1891), militaire de carrière et homme politique français. Nommé ministre de la Guerre en 1886, Boulanger mène une politique nationaliste anti-allemande qui le rend très vite populaire en créant entre la France et l'Allemagne une relation de tension. La majorité parlementaire s'inquiète de cette popularité et le gouvernement le met d'office à la retraite en mars 1888. Mais cette mesure accroît sa popularité et lui permet de se présenter aux législatives.

Boulanger rallie tous les mécontents (monarchistes, bonapartistes, nationalistes, radicaux), espérant une révision des lois constitutionnelles, la république étant secouée par des scandales et une certaine instabilité. Il est ainsi élu triomphalement dans plusieurs départements et à Paris même en

janvier 1889. Le soir même de l'élection, il se refuse à suivre la foule qui veut l'entraîner à marcher contre l'Élysée. Abandonné progressivement par ses propres partisans, menacé d'arrestation, Boulanger prend peur. Il est traduit en Haute Cour de Justice pour complot contre la sûreté de l'État, mais il s'enfuit en Belgique, où il se suicidera.

19. Selon *Le Soleil* du 14 octobre 1936, à la page 3, M. Bouchard a parlé pendant 1 h 30.

20. Selon *L'Illustration nouvelle* du 14 octobre 1936, à la page 3, "le député d'Iberville a toujours démontré un caractère indépendant. En 1923, il fut élu pour la première fois comme libéral indépendant; en 1930, il fit la lutte en faveur du gouvernement Bennett et, à chaque session provinciale, il a voté contre le gouvernement libéral sur maintes mesures agricoles présentées par l'opposition d'alors".

21. *Le Devoir* du 14 octobre 1936, à la page 1, rapporte qu'à ce moment, "les députés oppositionnistes se sont regardés, ahuris. Me Charles-Auguste Bertrand a regardé son chef, puis il a considéré M. Lamoureux, puis il a regardé de nouveau M. Bouchard, pendant que le premier ministre souriait, ironique, à son adversaire qui soufflait doucement, après un grand effort physique".

22. *L'Action catholique* du 8 octobre 1936, à la page 3, rapportait: "Pour la première fois dans un Parlement dit britannique, il y avait un crucifix au mur principal. La disposition de ce crucifix fait suite à une remarque que M. Nil Larivière avait faite au cours de la session précédente.

"Le député du Témiscamingue s'était demandé comment il se faisait que la seule Législature catholique de l'Amérique du Nord n'avait pas de crucifix dans sa salle de délibérations. À la demande de M. Duplessis, des crucifix ont été placés dans l'Assemblée législative et dans la salle du Conseil exécutif. Ajoutons que le premier ministre lui-même a placé un crucifix dans son bureau."

23. *Le Soleil* du 14 octobre 1936, à la page 20, mentionne qu'à chaque fois que les partisans de M. Duplessis applaudissent leur chef, les députés unionistes Hamel (Québec-Centre), Grégoire (Montmagny) et Chaloult (Kamouraska) restent impassibles.

24. Suite à cet éloge, *Le Journal* du 14 octobre 1936, à la page 4, rapporte que "le sénateur Chapais

en est visiblement ému dans la galerie des conseillers législatifs".

25. Julian Cleveland Smith, ingénieur et financier né aux États-Unis, fut président de la Shawinigan Water & Power Company.

26. Selon *The Gazette*, l'intérêt payé aurait été de 3 %, 3½ % et même 3¾ %.

27. Donnée corroborée par la majorité des sources du 14 octobre 1936. Seul *Le Canada* du 14 octobre 1936, à la page 10, mentionne plutôt une augmentation de \$100,000.

28. L'article 390 du Règlement de l'Assemblée législative stipule que: "La fonction du comité des comptes publics est d'examiner les comptes établissant l'emploi des crédits votés par la Législature pour faire face aux dépenses publiques. Le comité des comptes publics ne peut, sans instructions spéciales, faire d'enquête sur les sources du revenu."

29. *Le Canada* du 14 octobre 1936, à la page 10, précise que M. Casgrain est l'ancien président du comité des comptes publics.

30. *Le Canada* du 14 octobre 1936, à la page 10, mentionne qu'un député libéral, M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), "fut du nombre de ceux qui frappèrent leurs bureaux à ce moment".

31. Selon *The Gazette* du 14 octobre 1936, à la page 15, le discours du premier ministre a duré de 5 h 15 à 6 heures.

32. *L'Événement* du 14 octobre 1936, à la page 9, rapporte que M. Lamoureux, député libéral d'Iberville, applaudit avec les ministériels le discours du premier ministre.

33. Heure donnée par *L'Événement* du 14 octobre 1936, à la page 9. Le même jour, *La Patrie*, à la page 4, mentionne plutôt 6 h 10 et *Le Canada*, à la page 1, 6 h 15.

Séance du mercredi 14 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 10¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Directives de l'Orateur:

**Visiteurs
dans les galeries**

M. l'Orateur: Avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à faire quelques remarques. Il y a ici des règlements qui doivent être observés par le public aussi bien que par les députés. On ne saurait continuer à faire une poussée dans les galeries. Ne seront tolérées à l'avenir dans les galeries que les personnes qui y occuperont des sièges. Nous avons manifesté de la bonne volonté jusqu'ici, mais j'ai bien l'intention de faire respecter les règlements pour plusieurs raisons. Des journaux ont fait des remarques au sujet du nombre des spectateurs qui étaient dans les galeries hier, et je les crois justifiées.

À part le danger d'accidents, il y a aussi le danger d'incendie. Hier, nous avons également reçu des rapports des commissaires des incendies, et on nous a rapporté qu'il y avait en effet danger grave de panique. Je tiens à dire que tous les gens dans les galeries doivent être assis: par conséquent, personne debout.

De plus, seuls les députés ont le privilège de garder leur coiffure en Chambre. Sur le parquet de la Chambre, personne d'autre que les députés ne doit se tenir à l'intérieur des endroits entourés de barres de cuivre. Je ferai remarquer que, dans l'encoignure droite de cette Chambre, il y a affluence sur le parquet, chose qui ne doit pas se faire. Avec regret, je dois donc demander au sergent d'armes de faire sortir les gens qui sont en contravention avec cette règle².

Je dois aussi demander aux membres de la Chambre de vouloir bien ne pas insister auprès des gardiens, aux portes de la Chambre, pour faire admettre dans les galeries des personnes qui n'ont pas de cartes et auxquelles on a donné jusqu'ici des laissez-passer sur parole. Toutes ces remarques, je les ai faites pour la bonne tenue dans le "salon de la province".

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des élections des présidents des comités permanents. Voici le rapport:

Comité permanent des règlements: Votre comité a choisi M. Larouche comme son président et recommande de réduire son quorum à cinq membres.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) comme son président et recommande de réduire son quorum à dix membres.

Comité permanent des privilèges et élections: Votre comité a choisi M. Duguay comme son président et recommande de réduire son quorum à dix membres.

Comité permanent des bills privés en général: Votre comité a choisi M. Bégin comme son président et recommande de réduire son quorum à quinze membres.

Comité permanent du Code municipal: Votre comité a choisi M. Raynault comme son président et recommande de réduire son quorum à dix membres.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Votre comité a choisi M. Tardif comme son président et recommande de réduire son quorum à dix membres.

Comité permanent des comptes publics: Votre comité a choisi M. Taché comme son président et recommande de réduire son quorum à quinze membres.

Comité permanent des bills publics en général: Votre comité a choisi M. Duplessis comme son président et recommande de réduire son quorum à huit membres et M. Boyer comme son vice-président.

Comité permanent des industries et du commerce: Votre comité a choisi M. Lafleur comme son président et recommande de réduire son quorum à sept membres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande en vertu de quelles dispositions l'on a nommé le député de Châteauguay (M. Boyer) comme vice-

président des bills publics. C'est contre les règlements de la Chambre de le fixer immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est en vertu des privilèges des députés. Rien n'empêche la nomination d'un vice-président immédiatement. Je serai probablement très occupé au comité des comptes publics. Or, nous avons voulu désigner à l'avance celui qui remplacera le premier ministre lorsqu'il sera occupé ailleurs, ce qui facilitera le travail du comité. Il n'y a rien de mal à cela, et je crois que c'est plutôt de nature à faciliter l'adoption des affaires. De cette façon, les députés sauront toujours à qui s'adresser en l'absence du président.

(Applaudissements à droite)

Le rapport est adopté.

Loi Dillon³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 2 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vente d'immeubles pour taxes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 3 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 71, relative à la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Département des Mines et des Pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il s'agit de créer un ministère distinct, vu l'importance des départements des Mines et des Pêcheries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il fonde un ministère des Mines, parce

qu'il est dans l'intérêt général d'assurer le plein développement des ressources minières du Québec sous la direction d'un département spécial. L'essor minier en cette province, dit-il, a été fortement paralysé sous l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela augmente le nombre des ministres. C'est pour augmenter l'efficacité de ces services?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec ironie) Oui, et pour faire disparaître l'inefficacité de ces services, telle qu'elle existait sous l'ancien régime.

(Rires et applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Protection de l'épargne populaire

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 5 pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, ce projet a pour but d'empêcher ce qu'on appelle communément le mouillage des stocks.

(Applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Brefs de prohibition et de *certiorari*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 6 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 7 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 21, section 5, relative aux véhicules automobiles.

Le projet de loi abroge la loi qui oblige les automobilistes à faire rapport des incidents qui peuvent survenir sur leur route.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi a été adoptée parce que le chien d'un ministre avait été écrasé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Deniers publics du Conseil législatif et de l'Assemblée législative

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 8 concernant les deniers publics relatifs au Conseil législatif et à l'Assemblée législative.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il s'agit de protéger les fonds publics contre ceux qui confondent l'argent de la province avec le leur, et qu'au lieu de respecter l'intérêt de la province, se permettent de l'empocher.
(Applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la recherche des infractions et à l'arrestation sans mandat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Radiodiffusion et responsabilité civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 10 abrogeant la loi concernant la radio et la loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Directorats de compagnies

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 11 relatif aux directorats de compagnies.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le but du projet est d'interdire aux ministres les directorats de compagnies et d'établir les convenances à ce sujet.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que ça ne devrait pas s'appeler loi concernant l'indépendance de la Législature?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce projet vise un cas particulier. C'est une loi générale, puisque le principe s'applique à tout le monde.

On en fait une loi spéciale pour montrer que le gouvernement a l'intention de remplir tous les articles de son programme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Promotion des produits forestiers

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 12 abrogeant la loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Opérations forestières et bûcherons

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 13 abrogeant la loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le but de ces deux projets de loi est d'abolir la Commission des produits forestiers et la Commission des bûcherons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Choix du médecin pour les victimes d'accidents du travail

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 14 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de poursuite pour les victimes d'accidents du travail

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir en faveur de l'accidenté le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Inventaire des ressources naturelles

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 16 pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de renseignements:

Travaux de chômage

M. Larochelle (Lévis): M. l'Orateur, je me lève sur une question de "privilege". Au sujet du parc national et surtout des travaux qui doivent être exécutés pour la construction du chemin de fer Chibougamau, je voudrais savoir du ministre ou de l'officiel intéressé si nous devons continuer à donner des lettres de recommandation à des ouvriers pour qu'ils aillent y prendre le travail. Des électeurs nous

demandent des lettres et, comme plusieurs partent de loin pour obtenir des recommandations, je voudrais avoir l'information que je requiers dans le but d'éviter aux ouvriers intéressés toutes démarches inutiles. En le sachant, mes électeurs ne marcheront pas pour rien.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

Il y a eu, comme on le sait, entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, pour l'exécution de travaux de chômage. La question est importante, les travaux de chômage étant entrepris pour aider toute la population. On emploiera indifféremment tous les ouvriers. Dans les villes où il y a des commissions de chômage, ces commissions verront à placer les ouvriers, sans considération de parti.

Il n'est pas besoin de recommandation par les députés, les maires ou les échevins, car, lorsque nous avons besoin d'hommes, nous nous adressons au bureau de placement provincial. Dans les endroits où il n'y a pas de commission, on enregistre les chômeurs nécessaires. À Montréal, la carte d'identité est exigible.

Dans le comté de Lévis, un montant de \$150,000 a été donné en vertu de l'accord d'Ottawa, pour exécuter divers travaux, et je crois qu'on pourra prendre soin d'un bon nombre de ses chômeurs, grâce aux travaux qui seront faits avec cet octroi. Je comprends bien que ce n'est pas là un montant suffisant pour employer tous les sans-travail du comté, mais pour cette année on pourra toujours commencer, et des octrois additionnels seront votés. En ce qui concerne le parc national, il n'y a pas eu de montants assez considérables votés pour donner de l'emploi à tous ceux qui en demandent. Il ne serait pas juste d'envoyer des gens de Lévis dans le parc national, vu que Lévis a déjà un montant.

(Applaudissements à droite)

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 13 octobre, sur la motion proposée le jeudi 8 octobre courant: Que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève.

(Applaudissements à gauche, à droite⁴ et dans les galeries)

M. l'Orateur, en tout premier lieu, veuillez agréer mes hommages et mes plus chaudes félicitations pour le titre honorifique que vous a décerné cette Chambre. Ce poste nouveau et périlleux vous honore. Vous y remplirez, nul doute, tous vos devoirs avec sagesse et impartialité, pour le plus grand honneur de cette Législature.

Mes félicitations les plus sincères aussi aux auteur et secondaire de l'adresse pour leur brillant début en cette Chambre. À mes électeurs de Québec-Centre, toute ma gratitude pour m'avoir honoré de leur confiance une deuxième fois.

Le discours du trône renferme des énoncés de principe de haute envergure. Si le gouvernement travaille sincèrement à la création d'un véritable ordre nouveau, selon les déclarations énoncées dans le discours du trône, en s'appuyant sur l'expérience des pays qui ont voulu mettre en pratique les lumineuses directives des encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*, le gouvernement ne comptera pas de plus loyal serviteur que celui qui vous parle.

Les conditions économiques et sociales de cette province sont, aujourd'hui, telles que chacun doit mettre de côté ses griefs personnels, si justifiés qu'ils soient, pour travailler généreusement à l'établissement d'un véritable ordre nouveau, l'unique moyen de nous épargner la ruine économique et des troubles sociaux. Et, par ordre nouveau, il ne faut pas comprendre simplement l'ordre ancien amélioré.

Pour la première fois, je crois, on a énoncé dans un discours du trône la primauté du capital humain sur le capital-argent. Le programme de restauration sociale, élaboré en 1934, décrivait la même pensée, en disant: "Le primat du salaire sur le dividende."

Sous le régime que nous venons de vaincre, cette juste doctrine est demeurée inconnue jusqu'ici. Les salaires ont été réduits pour maintenir de hauts dividendes. On a mouillé le capital-actions des compagnies à fonds social pour cacher des profits

usuraires sur le capital-argent, alors que l'on donnait à l'ouvrier un salaire de famine. Pour établir la primauté du salaire sur les dividendes, le gouvernement, je l'espère, favorisera, par tous les moyens possibles, l'extension juridique des conventions collectives passées entre employeurs et employés.

C'est là le meilleur moyen d'établir, pour chaque métier, le juste salaire ou, plutôt, le salaire minimum. Là où des conventions collectives ne pourront être obtenues, le gouvernement devra intervenir et fixer sans tarder des salaires minima, après étude du problème de chaque genre d'industrie et du milieu où chacune d'elles opère.

Il faudra, de toute nécessité, faire comprendre aux patrons et aux ouvriers qu'il est souverainement injuste de payer toute la main-d'œuvre expérimentée, dans un corps de métier, selon la même échelle de salaires.

Niveler la valeur du travail pour tous les ouvriers et ne voir en chacun d'eux qu'un instrument de labeur fait en série et d'une égale valeur de production, c'est une erreur à base de socialisme.

Les ouvriers de chaque métier devraient être classifiés par une commission d'experts permanente, nommée par les patrons et les ouvriers syndiqués. C'est le moyen de créer plus d'émulation dans les rangs des ouvriers et de permettre aux plus habiles d'entre eux de toucher un meilleur salaire, en juste rémunération de leur plus fort rendement dans l'industrie.

Obliger un ouvrier habile, robuste de santé, ardent au travail, à limiter son énergie et son habileté afin qu'il ne produise pas plus que l'homme moins doué physiquement et intellectuellement, c'est un nivellement nuisible au progrès de l'individu comme à celui de l'industrie.

Si les conventions collectives permettent de fixer les salaires minima et un maximum d'heures de travail, elles devraient graduellement aller plus loin et accorder des salaires plus élevés aux ouvriers disposés, sans altérer leurs forces physiques, à donner un plus fort rendement. Depuis un quart de siècle, si on avait mieux compris l'importance du juste salaire, si on avait empêché le mouillage scandaleux du capital-actions des compagnies à fonds social, aurions-nous, aujourd'hui, à voter des lois de pensions de vieillesse, de l'assistance aux veuves nécessiteuses et même un crédit agricole? Aurions-nous une clientèle si nombreuse sous l'assistance publique? Nous acheminerions-nous aussi rapidement vers l'étatisation stupide des professions libérales?

Si le gouvernement veut appliquer avec énergie cet excellent principe "primat du salaire sur les dividendes", il verra désormais à ce que nos bûcherons n'aillent pas passer de longs hivers dans la forêt pour y travailler jusqu'à l'exténuation, du lever du soleil jusqu'à son coucher, pour le maigre salaire de \$40 par mois, somme sur laquelle le bûcheron doit déduire ses frais de transport, l'usure de son linge, le bris de ses instruments, ou encore les pénalités qu'on lui inflige trop facilement.

Quand on parle de salaire et de juste salaire, on doit avoir à l'esprit le salaire familial, le salaire suffisant pour tenir dans des conditions de vie convenables une famille moyenne, c'est-à-dire de cinq personnes. Le programme de restauration sociale établit, entre \$16 et \$22.50 par semaine, le salaire qui pourrait satisfaire normalement les charges d'une famille moyenne. (*Le programme de restauration sociale*, page 22)

Nos bûcherons sont loin de toucher ce salaire. Ils seraient heureux de gagner \$2 par jour, ce qui pourrait leur donner environ \$52 par mois. Est-ce excessif? Nos compagnies de papeterie devraient être contraintes par le gouvernement de payer au moins ce salaire minimum aux bûcherons de cette province. Et, même avec ce salaire, ces hommes de la forêt seraient encore loin de toucher une juste rémunération pour leur labeur et pour leurs sacrifices. Vivre loin des siens toute une saison comporte des sacrifices que peu d'entre nous connaissent, et ces sacrifices exigent, en justice, une compensation monétaire que, certes, ne couvre pas un salaire de \$2 par jour.

Comme l'extension juridique de la convention collective peut difficilement atteindre les manœuvres ordinaires, le gouvernement devrait établir un prix minimum variant selon des zones déterminées pour tous les journaliers sans métier, sans quoi cette classe de travailleurs restera soumise à la cupidité des employeurs.

Je ne vois pas pour quelle raison le gouvernement n'irait pas jusqu'à légiférer sur le salaire minimum des filles en service, dans les domiciles. N'oublions pas que la servante reste, quant au salaire, à la merci du cruel principe de l'offre et de la demande. En temps de crise, elle est vouée à la misère dans trop de cas.

"La classe indigente - pour citer les paroles de Pie XI - sans richesses pour la mettre à couvert, compte surtout sur la protection de l'État. Que l'État entoure donc de soins et d'une sollicitude particulière les travailleurs qui appartiennent à la classe des pauvres."

Le gouvernement, je l'espère, verra à accorder aux employés civils les augmentations statutaires. Contrairement à tout esprit de justice, le défunt gouvernement n'a pas fait honneur à ses engagements envers son personnel. L'ordre nouveau devrait rendre justice à l'employé civil.

On a crié partout à la centralisation de la richesse; c'est un fait admis et c'est peut-être là la plus grande menace pour la société. Le meilleur moyen de répartir la richesse, n'est-ce pas, en premier lieu, de rémunérer justement le travail de toute personne? Améliorons prudemment le salaire de l'ouvrier, des serviteurs, des commis, des institutrices, des employés civils, des employés de banque, et nous serons étonnés des résultats, non pas immédiatement, car, au début, il y aura accroissement momentané du chômage, mais après une année ou deux. Mais on parle avec facilité de juste salaire et l'on oublie trop souvent les charges fixes qui pèsent sur l'industriel et qui rendent impossible pour lui, en maintes circonstances, la hausse des salaires.

L'an dernier, je signalais, en cette Chambre, l'importance de la conversion des dettes publiques à un taux d'intérêt inférieur. Le gouvernement passera, je l'espère, une loi générale permettant à toute municipalité de convertir sa dette obligataire. La conversion des dettes publiques à un taux d'intérêt inférieur permettra à une foule de municipalités, sur le point de la faillite, de boucler leur budget ou encore d'amortir leurs dettes. Si l'on parvenait à diminuer les taxes municipales, on dégrèverait l'industrie d'autant et l'on faciliterait ainsi la hausse des salaires.

Ajoutons que l'avantage pécunier que retirerait telle municipalité de la conversion de sa dette lui permettrait de venir en aide à son tour à ses débiteurs, aux petits propriétaires. Partiellement déchargée du fardeau de lourds intérêts à payer, la municipalité pourra consentir certaines facilités de paiement aux contribuables et les faire bénéficier des modifications que l'on projette de faire subir à la loi qui force à vendre les propriétés pour arrérages de taxes.

Si l'État pouvait forcer les banques à prêter à meilleur compte à l'industriel, le problème de la hausse des salaires serait simplifié et les banques en bénéficieraient par l'amélioration générale des affaires. D'ailleurs, si nos compagnies n'émettaient pas leurs actions ordinaires, sans exiger de mise de fonds, si elles étaient obligées d'exiger la pleine valeur nominale des actions émises, elles auraient un fonds de roulement qui les rendrait absolument indépendantes des banques.

Et, sur ce chapitre, pour quelles raisons le gouvernement ne tenterait-il pas un effort pour venir en aide au petit propriétaire qu'écrasent non seulement des impôts trop élevés en proportion du rendement sur la propriété immobilière, mais aussi des charges hypothécaires trop onéreuses pour ce que vaut, aujourd'hui, le loyer de l'argent? Qui de nous ne connaît pas nombre de propriétaires réduits à la ruine parce qu'ils sont incapables de rencontrer leurs échéances? Bientôt leur propriété leur sera enlevée. N'est-ce pas la centralisation de la richesse qui s'accroît, en même temps que l'appauvrissement général?

Depuis sept ans de crise, les souffrances pour la majeure partie ont été supportées par le capital humain. Le capital sain a peu souffert. Le capital artificiel, lui, a subi de dures leçons, mais il est loin d'avoir reçu sa vraie punition, puisqu'il doit mourir si l'on veut sauver le capital sain. Ne serait-ce pas le temps que l'État exigeât de plus forts sacrifices de la part du capital-argent pour alléger la misère du capital humain?

Mettre le capital en demeure de cesser ses abus, c'est perdre son temps. Ses abus, le capital ne les corrige jamais de bon gré, à la suite de simples avertissements. Seul l'État peut mettre le capital à la raison, en employant des mesures économiques que des timorés ou des trustards appelleraient extrémistes. Contre les abus du capital, point de paroles mais de l'action, et c'est ainsi que nous sauverons un imbécile qui se suicide sans le savoir.

Mais ce qu'il y a de plus important encore pour mettre le capital à la raison, c'est que l'État devienne plus puissant que les monopoles qui le dominent. Il faut que l'État voie à ce que le capital fictif ne s'accapare pas de l'argent qui devrait rester dans le gousset du consommateur ou aller en salaire à l'ouvrier. Et, dans cette province, il n'est pas de monopole plus abusif que celui de l'électricité.

Le gouvernement, dans le discours du trône, émet encore un excellent principe quand il dit que les ressources naturelles doivent servir le peuple et non l'asservir. S'il veut la réduction des taux comme il l'annonce dans son discours-programme, il devra s'inspirer de l'expérience des pays qui ont su mater ce détestable monopole.

Il devra suivre l'exemple de la Suède qui a nationalisé son service de l'électricité dès 1909. Stockholm avait son service municipal de l'électricité en 1892. Voilà une leçon pour nous, pauvres aveugles. En 1918, Stockholm, ville de plus de 500,000 âmes, qui, jusqu'alors, s'était alimentée au moyen d'une centrale thermique, s'est construit sa propre centrale hydroélectrique. Voilà comment ce peuple se protège contre les exactions des monopoles. La Suède a 1,700 milles

de chemin de fer électrifié, c'est-à-dire 40 % des chemins de fer de l'État. (Page 84: *Le compromis suédois* par Marquis William Childs, 1936.)

Dans la province de Québec, le pays par excellence de l'électricité, où en sommes-nous avec l'électrification de nos chemins de fer? Toutes nos usines ne sont même pas électrifiées.

La Suède a investi \$72,650,000 dans son service national de l'électricité pour concurrencer les monopoles. En Suède, l'État, le consommateur et le petit industriel se sont donné la main pour obliger le capital-argent à travailler pour la prospérité générale, alors que, chez nous, nous permettons aux puissances d'argent de travailler pour le bénéfice de quelques-uns.

Proportionnellement, il y a dans Stockholm plus de téléphones, plus d'appareils électriques, plus d'automobiles que dans n'importe quelle autre cité européenne. (Page 14: *Le compromis suédois*.) Sauf en Hollande et en Suisse, l'électrification rurale est plus avancée en Suède que dans n'importe quel autre pays. Cinquante pour cent des fermes sont électrifiées.

En Suède, le chômage est réduit à moins de 1 %, les monopoles du sucre, du savon, du chocolat, de la farine, du caoutchouc, des ampoules électriques, de l'électricité ont tous été combattus tour à tour et toujours par la concurrence soit de l'État ou de coopératives. Entre parenthèses, en Suède, on a nationalisé le commerce des liqueurs, mais on a créé une compagnie dans laquelle le gouvernement contrôle le capital, mais où il y a des représentants du public intéressé financièrement dans l'entreprise. L'exemple de la Suède devrait nous servir.

On a compris, en Suède, dès le début du présent siècle, que le régime capitaliste, avec sa maxime de la libre concurrence, en était arrivé à la période ultime du monopole, et l'on a saisi la futilité des barrières légales contre un monopole. (Page 5: *Le compromis suédois*.) Il fallait lui faire la lutte sur le seul terrain où il peut être effectivement vaincu, sur le terrain de la concurrence.

Je pourrais vous en raconter long sur les luttes homériques soutenues par ce vaillant peuple pour se libérer de ses oppresseurs financiers. Aujourd'hui, il est victorieux et dans le calme, quand d'autres peuples vivent des heures de terreur pour n'avoir pas mis plus tôt un terme aux abus provocateurs et exaspérants d'une oligarchie.

Quand donc aurons-nous, comme ce peuple, le courage de prendre le seul et unique moyen de vaincre les pires artisans du communisme chez nous, les "monopoleurs", les "appauvrisseurs" des masses, parce que les centralisateurs de la richesse en quelques mains? Ce moyen, c'est la concurrence

d'État contre le détestable monopole électrique, et la formation de coopératives, pour la lutte contre les monopoles du charbon, de l'essence, etc.

N'y aurait-il que les pays latins pour se laisser exploiter indéfiniment par les monopoles?

Voyez l'exemple de l'Angleterre qui a mis toutes ses centrales électriques sous le contrôle d'une commission d'État. Dès 1918, en Angleterre, on a créé un comité pour étudier la question de l'énergie électrique; le rapport de cette commission a été présenté au Parlement par ordre de Sa Majesté le roi. Le but de cette étude était de trouver les moyens de venir en aide à l'industrie britannique, pour lui permettre de soutenir la concurrence internationale d'après-guerre. On a cherché les meilleurs moyens de réduire le coût de production, et on en est venu à la conclusion qu'un des éléments les plus puissants, pour réduire le coût de production, c'était de généraliser l'usage de l'énergie électrique fournie aux taux les plus bas, et on voyait, comme conséquence de l'énergie obtenue à un taux très peu élevé, la possibilité de hausser le salaire de l'ouvrier.

Ce n'est pas le même raisonnement que celui d'un Norris⁵, d'un Holt⁶ ou d'un Julian C. Smith⁷. Je tiens à la disposition de cette Chambre le rapport de cette commission britannique. Cette commission concluait que la question de l'électricité était d'une telle importance pour les fins militaires, pour la prospérité industrielle de la nation et l'économie du charbon, qu'elle recommandait que la direction de tout développement futur de cette industrie de l'électricité fût mise entre les mains d'une commission indépendante, libre de tout contrôle politique et de toutes traditions désuètes. Dès 1918, en Angleterre, on réalisait que l'électricité allait jouer un grand rôle dans la concurrence internationale: "It should be fully recognized, disaient-ils, that cheap electrical power is a matter of first-class importance and will in the future be essential to the industrial progress of this country." Et plus loin, ils ajoutaient: "The provision and utilization of cheap power is one of the best methods for enabling increased wages to be earned, while its more extended use, assuming it be produced cheaply, assists the manufacturer to meet increasing cost of labour⁸."

Ce n'est pas ce que prétendent nos Holt et nos Norris.

Dans ce même rapport, l'Angleterre admet qu'elle n'est pas aussi avantagée que le Canada, les États-Unis et la Norvège au point de vue des chutes d'eau, qu'elle doit faire en sorte de moderniser les usines thermiques, de façon à soutenir la concurrence des pays ci-haut mentionnés.

Et ils ajoutaient: "After full consideration, we have come to the conclusion that in the national interest, generating stations and main transmission lines ought, as a general rule, to be publicly owned⁹."

Voici l'Angleterre qui, dès 1918, reconnaît, pour protéger la nation, l'importance de placer les centrales électriques sous la direction de l'État. En 1926, le ministère du Transport en Angleterre a nommé un nouveau comité pour étudier encore ce problème national: la fourniture de l'énergie électrique. Ce rapport reconnaissait comme un lieu commun de dire que le prochain siècle serait le siècle de l'électricité.

Dans *Le programme de restauration sociale*, nous lisons, à la page 45: "Le siècle de la houille noire vient de se terminer. Nous commençons celui de la houille blanche: le siècle du Canada, a-t-on dit. Voyons à ce que ce soit bien le siècle de tous les Canadiens et non celui d'une oligarchie."

En réalité, M. l'Orateur, si le présent siècle est celui de l'électricité, ce devrait être celui de la grande prospérité de la province de Québec. Mais à une condition, il faut que nous nous dépouillions de nos fausses conceptions économiques, que nous comprenions que les centrales électriques doivent être la propriété de l'État autant que possible, et non celle d'entreprises privées. Toute tergiversation sur ce point nous conduira fatalement à un échec.

En Ontario, on a commencé à se débarrasser des entreprises privées dans le domaine de l'électricité, dès 1906, date où la Commission hydroélectrique ontarienne fut créée. Avant la municipalisation, à Toronto, l'électricité se vendait .08 centins; aujourd'hui, elle se vend .02 centins et moins.

À Hamilton, elle se vendait .08 centins avant l'hydro; aujourd'hui, .02 centins et moins. À Waterloo, .12 centins; aujourd'hui, .02 centins et moins.

À Westmount, à la porte de Montréal, les Anglo-Saxons n'ont pas voulu endurer que le monopole de l'électricité vînt les tyranniser dans leur domaine. En 1907, ils ont bâti une usine municipale et ont commencé la lutte contre le trust de l'électricité. Ils l'ont vaincu après 27 années de lutte. Voilà le résultat de l'esprit civique, de la ténacité et de la clairvoyance, chez l'Anglo-Saxon. Et si Montréal n'a pas été pillée autant que la ville de New York par le monopole électrique, c'est parce que l'usine municipale de Westmount est venue contraindre d'année en année la Montreal Power à baisser ses taux.

Laissez-moi vous dire que, depuis 1907, les taux d'électricité ont toujours baissé à Westmount, avant de baisser à Montréal. Quand le prix de l'électricité a baissé à .02½ centins à Westmount, Montréal payait son électricité .03¼ centins. Puis,

finale, la Montreal Power s'est décidée de concurrencer à mort le service municipal de Westmount et vendit son électricité .02 centins le kilowatt, alors que l'usine municipale chargeait .02½ centins. La Montreal Power avait, de plus, offert des actions aux Westmountais à des conditions très avantageuses, de manière à les intéresser financièrement et à les détourner du service municipal.

Imbus de l'esprit civique, les Westmountais, tout de même, ont subi victorieusement cette concurrence déloyale que la Commission des services publics a gracieusement tolérée. Cette Commission a laissé la Montreal Power vendre l'électricité à .02 centins le kilowattheure à des citoyens riches, pendant que cette même détestable compagnie exigeait des pauvres de Montréal, .03¼ centins le kilowattheure.

La Montreal Power vendait de l'électricité à l'usine municipale de Westmount. Cette compagnie faisait donc compétition à sa propre cliente. Comme cette compagnie menaçait de devenir exigeante dans ses conditions de vente d'électricité en gros, les Westmountais ont décidé de construire, au coût d'environ \$200,000, une nouvelle centrale électrique. La compagnie Montreal Power n'a pas voulu faire d'arrangements avec les Westmountais, et ce n'est que lorsque l'usine nouvelle fut sur le point d'entrer en activité que la Montreal Power est venue offrir des conditions aux Westmountais beaucoup plus généreuses que celles qu'ils s'attendaient de recevoir. La Montreal Power fit un marché avec la ville de Westmount et offrit de lui vendre l'électricité à très bon marché (le prix est demeuré secret), à condition que la ville distribuât l'électricité à ses administrés selon la même échelle de prix que celle en vigueur à Montréal. Si Westmount avait continué de vendre l'électricité à bon marché, l'opinion publique, plus éveillée aujourd'hui, aurait sûrement exigé une baisse de taux à Montréal au niveau de ceux de Westmount. Pour éviter ce gros ennui financier, la Montreal Power a préféré capituler devant la détermination des Westmountais: vendre son réseau de distribution à la ville de Westmount, se retirer de la lutte et, en plus, offrir de l'électricité à si bon marché que la nouvelle usine municipale n'a plus sa raison de fonctionner.

Aujourd'hui, Westmount, en vendant l'électricité plus cher qu'auparavant, dissimule l'exploitation à laquelle est soumise la ville de Montréal et encaisse des surplus qui allégeront le fardeau des taxes aux Westmountais. La nouvelle usine de Westmount ne fonctionne pas, mais les Westmountais considèrent que leur dépense de \$200,000 sera bien vite remboursée pour eux.

Vous trouvez encore là une nouvelle preuve que la concurrence seule peut réglementer le trust de l'électricité.

Aux États-Unis, M. La Guardia¹⁰, le maire de New York, a compris qu'il n'y avait rien à faire avec les compagnies. Il veut municipaliser. Les compagnies, pour le dissuader, offrent une réduction de \$7,000,000 sur les taux d'électricité. M. La Guardia répond: "Non. Ce n'est pas \$7,000,000 de réduction que je veux, mais \$70,000,000." Jamais il n'obtiendra cette juste réduction, à moins de municipaliser l'électricité dans la ville de New York. J'ai pour m'appuyer l'exemple de ce qui s'est produit universellement.

Aux États-Unis, Roosevelt n'a pas cru pouvoir réglementer le trust de l'électricité autrement que par la concurrence d'État. Il a aménagé, dans la vallée du Tennessee, la chute Muscle Shoals au potentiel d'environ 600,000 chevaux-vapeur. Les résultats obtenus par cette nationalisation ont été des plus surprenants.

L'honorable Rankin¹¹ a déclaré à Washington que "850 kilowattheures coûtèrent, en Analusia, Alabama, \$58.60, alors qu'une municipalité desservie par la Tennessee Valley Authority, usine d'État, ne payait que \$8.50 pour la même quantité d'électricité." (Voir page 169: Mémoire déposé devant la commission Lapointe.)

J'ai par-devers moi un compte pour un mois d'électricité utilisée dans une résidence d'une ville de cette province: 1,096 kilowattheures ont coûté \$68.50. Or, la même quantité d'électricité utilisée pour les mêmes fins, dans la ville d'Ottawa, ne coûterait que \$6.02. Croyez-vous qu'il y ait une explication autre d'un tel écart entre les prix que l'exploitation la plus honteuse du public? La différence de population n'explique pas une telle différence de prix. Et ces chiffres, je les donne avec toute la certitude que personne ne les contredira sans être confondu par des faits irréfutables.

Le même sénateur Rankin disait, le 7 février 1934, à la Chambre des représentants à Washington que, si Roosevelt ne faisait rien d'autre que d'établir des centrales témoins, pour démontrer au peuple ce que doit coûter un kilowattheure, il mériterait la reconnaissance du peuple américain d'aujourd'hui et des générations futures.

Les taux établis par la Tennessee Valley Authority sont calculés d'après une stricte base d'affaires, en tenant compte des frais d'administration, d'opération, d'entretien, de désuétude, des intérêts sur le capital, du fonds d'amortissement et même des taxes, tout comme s'il

s'agissait d'une entreprise privée. Ceci n'a pas empêché le trust de continuer des perfides mensonges pour convaincre le public que l'État vend bon marché parce qu'il trompe le peuple.

Le trust de l'électricité vole. Or, pour se défendre, il accuse l'État de vol et de malhonnêteté. Il a une puissante presse et peut ainsi semer la confusion et l'erreur dans les esprits.

La moyenne établie dans les municipalités desservies par la Tennessee Valley Authority pour service domestique est maintenant de .02²/₁₀ centins, alors que, dans les États-Unis, la moyenne générale est de .05⁷/₁₀ centins.

Le prix de l'électricité délivrée aux municipalités à des sous-centrales construites aux frais du gouvernement est de .90 centins par kilowatt par mois; les premiers 100,000 kilowattheures par mois à ⁴/₁₀ de centin par kilowattheure; les 200,000 kilowattheures suivants à ³/₁₀ de centin par kilowattheure; les 700,000 kilowattheures par mois à ¹/₄ de centin par kilowattheure; et le reste à ²/₁₀ de centin par kilowattheure.

Mais une municipalité ne peut acheter l'électricité à ce prix qu'à condition qu'elle la revende à trois sous les premiers 50 kilowattheures; deux sous les 150 autres, un sou les 200 autres et quatre dixièmes de sou, la balance:

50 kWh: .03 centins;

150 kWh: .02 centins;

200 kWh: .01 centin;

le reste: ⁴/₁₀ centin.

Ces taux s'appliquent à de petites villes et à des villages.

Aux États-Unis, on développe des centrales électriques aux quatre coins du pays. Le gouvernement construit une digue à Norris, à 25 milles de Knoxville, au coût de \$104,000,000. On vient d'en finir une autre, Boulder Dam, qui a été inaugurée durant le troisième congrès international de l'énergie électrique. Le Boulder Dam aura une puissance de 1,835,000 chevaux-vapeur et doit coûter \$165,000,000.

Le gouvernement américain bâtit une autre digue à Grand Coulee sur la rivière Colombia et en projette une autre à Casper-Alcova. Il en construit une autre appelée Bonneville Dam, encore sur la rivière Colombia, à 42 milles de East Portland. La puissance de cette centrale sera de 688,000 chevaux-vapeur. Il en construit une autre appelée Fort Peck Dam, sur la rivière Missouri, à 20 milles de Glasgow, Montana, pour alimenter une centrale d'une puissance définitive de 400,000 chevaux-vapeur. N'avez-vous pas là la preuve manifeste que nos

voisins ont entrepris une grande lutte pour abattre le trust de l'électricité? Aux États-Unis, tous les endroits où l'électricité se vend le meilleur marché sont incontestablement ceux où le service de l'électricité est municipalisé ou nationalisé.

La Nouvelle-Zélande a compris l'importance de nationaliser l'électricité dès 1918. Aujourd'hui, vous voyez ce pays très avancé en électrification rurale, alors que, nous, nous n'avons pratiquement rien d'accompli dans ce domaine.

En Saskatchewan, on a nationalisé l'électricité en 1930. Winnipeg a municipalisé son électricité dès 1906, alors qu'un kilowatt coûtait \$0.20. Le jour où l'usine municipale a fonctionné, l'électricité s'est vendue \$0.03¹/₂ et le prix a toujours baissé depuis. Aujourd'hui Winnipeg est la ville où l'électricité se vend meilleur marché après Ottawa. La ville de Sherbrooke a municipalisé en 1908.

La nationalisation des centrales électriques n'est pas du socialisme. On a crié et l'on crie encore au socialisme pour combattre l'idée de nationalisation. Pourtant, on lit dans l'encyclique *Quadragesimo anno* "qu'il y a certaines catégories de biens qui doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle, qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées."

De plus, l'organe officiel du Vatican, l'*Osservatore Romano*, dans un article intitulé: "L'Encyclique *Quadragesimo anno* et la nationalisation", commente cette partie du texte que je viens de citer, et voici ce qu'on lit: "Il s'agit par conséquent de quelques catégories de biens dont la propriété privée devient irrémédiablement abusive, usurpant injustement un pouvoir social qui appartient seulement au pouvoir public. Si les autres moyens de protection sont insuffisants, la socialisation peut s'imposer comme mesure extrême, par la force des exigences du bien commun. Tel pourrait être le cas de quelques monopoles: service d'utilité publique, stations hydroélectriques, fabrique de munitions." (*L'Action catholique*, 13 décembre 1934. Livres de découpages no 10.)

C'est très clair, mais les trustards trouvent encore moyen de parler d'idée socialiste, lorsque nous citons la nationalisation comme l'unique moyen de se rendre maître d'un monopole aussi abusif et aussi puissant que celui de l'électricité.

D'aucuns ont parlé de réglementer la vente de l'électricité, plutôt que de nationaliser des centrales électriques. En 1906, on a institué, par tout le continent, des commissions des services publics

chargées de réglementer la vente de l'électricité, et vous connaissez les résultats obtenus. On a créé des commissions au moment où la nationalisation et la municipalisation allaient se généraliser et on a donné au public l'impression qu'il allait être aussi protégé. Ce fut une comédie. Ces commissions des services publics par tout le continent n'ont été que les instruments dociles du monopole électrique, puissance corruptrice sans égal.

La concurrence d'État et la municipalisation sont les deux moyens de le combattre, et voyez avec quelle habileté il a empêché le gouvernement Taschereau de mettre à exécution ce que tout le peuple de cette province réclame. Il y a déjà six ou sept ans que l'Union catholique des cultivateurs réclame tous les ans une hydro dans cette province. Comme en Ontario, c'est le seul moyen d'électrifier nos campagnes, le seul moyen d'obtenir l'électricité à des taux convenables, le seul moyen, je le dis et je le répète, sans crainte d'être contredit par qui que ce soit.

En 1933, vous trouviez 9,000 milles de lignes rurales en Ontario alors que, dans la province de Québec, le total des lignes de transmission et de distribution rurales et urbaines se chiffrait à 11,137 milles de lignes. Il y avait donc presque autant de lignes électriques dans la campagne ontarienne que vous en trouvez dans toute la province de Québec. Dans la province d'Ontario, vous avez 22,000 milles de lignes de distribution alors que, dans la province de Québec, vous en avez 6,242 d'après les statistiques d'Ottawa de 1933, publiées en 1935. Voyez-vous là l'arréage de la distribution de l'électricité dans cette province?

Nous produisons plus que l'Ontario et nous avons moins que le tiers de lignes de distribution. En 1934, dans la province de Québec, 47,853 cultivateurs ne pouvaient obtenir l'électricité faute d'électrification. Dans les paroisses électrifiées, sur 92,235 cultivateurs, 16,726 seulement se payaient le luxe de s'éclairer à l'électricité. Vous avez là des chiffres qui expliquent pourquoi la jeunesse déserte nos campagnes. On ne veut pas agrémente la vie rurale, on ne veut pas faciliter le travail sur la ferme. La jeunesse a voyagé, grâce aux moyens de transport modernes; elle connaît le standard de vie dans les villes et ne veut plus croupir dans la vie trop primitive de nos campagnes. M. l'Orateur, si nous ne pouvons électrifier nos campagnes et assurer ce service nécessaire à nos cultivateurs, la terre se meurt.

Si la concurrence d'État et la municipalisation sont les deux seuls moyens de

combattre le trust de l'électricité, ce sont aussi les deux seuls moyens d'obtenir l'électrification rurale. Notre province est en arrière dans ce domaine.

Dans le comté de Lotbinière, sur 3,018 familles dans les rangs, vous en comptez 240 qui utilisent l'électricité. La population du comté est de 4,662; vous ne comptez que 21 moteurs électriques en usage dans ce comté. Si c'est cela qu'on appelle le progrès, préparons-nous à mourir. Le recensement fédéral indique bien pour ce comté 41 moteurs électriques, mais j'ai fait faire un recensement par une personne digne de confiance, et je crois ces chiffres sûrs. Peu importe, ne discutons pas pour 20 moteurs en plus ou en moins. Par contre, nous trouvons, dans le comté de Lotbinière, 549 moteurs à essence.

C'est que l'électrification rurale, avec les compagnies privées, il ne faut pas l'espérer, parce que les compagnies n'y peuvent trouver leur profit. De plus, elles s'opposent aux subventions du gouvernement pour l'électrification rurale.

En voulez-vous une preuve? Voici une des résolutions adoptées par le comité exécutif d'un comité national de l'organisation centrale du trust de l'électricité, la National Electric Light Association, le 9 janvier 1927: "Qu'il soit résolu par le comité exécutif des sections des relations publiques de la National Electric Light Association que c'est l'idée de ce comité que tous les efforts doivent tendre à décourager toute subvention du gouvernement pour le service de l'électricité et toute gestion publique de ce service, et qu'il soit, de plus, résolu, que, par la présente, nous exprimons notre unanime conviction que toute subvention du gouvernement ou toute construction par le gouvernement, pour faciliter l'électrification rurale, est un principe malsain, antiéconomique qui décourage sans raison les efforts efficaces présentement faits pour étendre le service rural; c'est un principe qui tend à briser les relations publiques si essentielles au progrès." (Voir document 92, livre no 3, page 202: Mémoire de la commission Lapointe, page 58) Pouvez-vous espérer l'électrification rurale par des gens qui répandent de telles idées?

Bien avant d'avoir connu cette opinion révélée à l'enquête de Washington, j'écrivais en 1930 dans le rapport de la commission d'enquête nommée par la cité de Québec: "Avec l'entreprise privée détenant un monopole, ce serait une utopie que d'espérer, sans l'aide du gouvernement, obtenir la distribution intense de l'énergie électrique dans nos campagnes.

"De la philanthropie, il n'en faut pas attendre à ce degré des entreprises privées, et nul ne saurait leur

reprocher avec sévérité de ne pas se substituer à l'État dans ce domaine peu lucratif" (page 51). J'étais alors loin de soupçonner que le trust s'opposait même à l'aide gouvernementale pour la construction de lignes rurales.

Il faut de toute nécessité entreprendre une campagne d'électrification rurale d'après un plan d'ensemble, dont l'exécution couvrirait une période d'une quinzaine d'années. Il faut abroger les trois bills de l'électricité adoptés par cette Législature en 1935. Si vous voulez une preuve de l'inutilité de ces bills, prenez le cas de la ville d'Amos. Cette ville avait un contrat avec une compagnie privée pour l'éclairage de la ville et des résidences. Ce contrat expirait le 29 mars dernier. Dans le contrat, il y avait une clause qui disait très clairement qu'à l'expiration de la présente franchise, la ville aurait le privilège d'acheter tout le réseau de la compagnie au prix de la valeur réelle, à cette époque.

La ville a écrit à la compagnie lui demandant de nommer des experts pour fixer le prix du réseau. La compagnie a refusé, disant: "Vous achèterez en même temps un aqueduc que je possède, sans quoi je refuse de vendre." La ville s'est adressée à la Commission de l'électricité, qui a d'abord essayé de faire traîner sa décision. Poussée à bout par la ville d'Amos, la Commission de l'électricité a fini par dire qu'elle ne pouvait décider du litige entre la ville et la compagnie, à moins que toutes les deux acceptent la commission de l'électricité comme arbitre.

Dans une lettre du 14 mai 1936, la Commission de l'électricité écrit à la ville d'Amos ce qui suit: "D'après une opinion légale que nous avons obtenue, il appert que notre Commission n'a pas juridiction pour fixer, à la façon que vous nous l'avez demandé, la valeur du réseau de distribution électrique de la City Gas & Electric Corporation Limited dans la ville d'Amos, en vue de son acquisition par cette dernière. Rien, dans la loi, ne nous autorise à prendre cette responsabilité, si ce n'est le cinquième paragraphe de l'article 26, section 4, chapitre 24, 25-26 George V. Ce paragraphe stipule que notre Commission a juridiction sur toute affaire qui nous est référée par entente entre un service public et une municipalité."

Voilà prouvée assez clairement l'inutilité de ces trois fameuses lois qui devaient tant nous donner. J'ai déjà dénoncé ces trois lois, au grand scandale de quelques-uns. Mon excellent ami, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), connaît trop bien, je le sais, la question de l'électricité pour n'avoir pas vu, aussi bien que votre humble serviteur, toutes les déficiences de ces prétendues fameuses lois.

Qu'est-ce qui a poussé le député de Saint-Hyacinthe à accepter ces lois? Je ne vois qu'une excuse, ce doit être sa grande dévotion au parti sacro-saint libéral.

(Applaudissements à droite)

Tout ceci démontre la puissance du monopole électrique. Quand le régime est traqué et se sent atteint mortellement, il ne recule devant rien pour arriver à ses fins. Le gouvernement doit sévir immédiatement. Il nous faut toute une nouvelle législation en matière d'électricité.

Aujourd'hui, l'industrie chôme en partie parce que toute la clientèle rurale, réduite à la pauvreté, ne lui envoie plus ses commandes. La pénurie du cultivateur est telle qu'il doit songer de plus en plus à se suffire à lui-même et à cesser tout achat de produits manufacturés. Dépourvu des avantages de l'électricité pour le fonctionnement de l'écrémeuse, des trapeuses, de l'épieuse, des réfrigérateurs, des couvoirs, des éleveuses à poulets, des moulins, des radios, etc., le cultivateur n'est-il pas voué à la misère et à l'ennui? Peut-il dans de telles conditions soutenir la concurrence des agriculteurs modernisés?

Allons-nous, pour ne pas causer de dommages à tous ceux que l'on a trompés en les laissant placer leurs épargnes dans les actions mouillées des entreprises hydroélectriques, allons-nous encore permettre à ces entreprises privées de laisser des centaines de mille de nos frères dans des conditions de vie primitive alors que nous, les citoyens, nous bénéficions, à tous les instants du jour et de la nuit, des bienfaits de l'électricité?

Pie XI, en parlant des exigences du bien commun dans son encyclique *Quadragesimo anno*, dit: "L'organisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin, alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique ont le moyen de leur procurer. Ces biens doivent être assez abondants pour satisfaire aux besoins d'une honnête subsistance et pour élever les hommes à ce degré d'aisance et de culture qui, pourvu qu'on en use sagement, ne met pas d'obstacle à la vertu, mais en facilite au contraire singulièrement l'exercice." (Page 32: Le document; Imprimerie populaire limitée.)

Vous avez là tout indiqué le devoir de nos gouvernants envers les classes pauvres et surtout envers la classe agricole. Le capital devra s'amender par contrainte, et c'est perdre son temps que de l'avertir d'avoir à se corriger. On ne trouvera pas d'exemple où le capital abusif se soit amélioré de lui-même.

Il n'y a que l'État qui puisse corriger le capital abusif et il ne doit pas perdre son temps à l'avertir. Il doit sévir, et que l'on ne vienne pas dire que, si nous concurrençons le monopole électrique, nous allons faire perdre les économies placées dans les compagnies d'assurances.

C'est un vieil argument usé que celui de se cacher en arrière de la veuve et de l'orphelin; c'est l'argument que l'on a entendu invoquer ici par un ancien premier ministre¹². Mieux vaudrait pour la veuve qu'elle eût moins de capital de la compagnie d'assurances et que ses fils puissent s'établir et gagner leur vie honnêtement, que de toucher sa pleine police d'assurance pour vivre dans une société en banqueroute où ses fils ne pourront trouver aucun emploi. Ne croyez-vous pas qu'il serait temps que l'on cessât de voler les consommateurs, en cherchant mille et un faux-fuyants pour continuer un commerce exaspérant pour les masses?

Nous ne demandons pas aux compagnies de rembourser le consommateur, bien qu'en toute justice nous ayons droit de réclamer un remboursement pour les taux excessifs qui lui ont été imposés. J'ai par-devers moi une note de la Bronx Gas & Electric Company de New York annonçant au client qu'il trouvera inclus un chèque en paiement des surcharges qui lui ont été faites sur ses comptes d'électricité, à partir du 1^{er} novembre 1934 jusqu'en août 1935¹³. L'opinion publique aux États-Unis est éveillée à ce point que les commissions des services publics vont jusqu'à contraindre les compagnies à rembourser les consommateurs.

Nous n'oserions pas demander tant de justice dans le paradis du brigandage qu'a été la province de Québec! Nous demandons, simplement, que l'on cesse de nous exploiter. Ceux qui ont investi leurs épargnes dans ces entreprises scandaleuses et tyranniques, s'ils n'ont pas déjà encaissé des profits suffisants pour compenser les pertes qu'un rajustement de capital leur fera subir, ce sera regrettable pour eux, mais la société n'a pas à les rembourser.

Ceux qui spéculent présentement dans ces actions s'en mordront les pouces, un jour, et toute compagnie d'assurance sérieuse qui a investi des épargnes des citoyens dans les actions ordinaires de ces entreprises, mériterait que les directeurs fussent arrêtés pour malversation.

Je connais des compagnies anglaises qui n'ont jamais voulu mettre un seul sou de l'épargne de leurs clients dans les entreprises hydroélectriques canadiennes. Que des particuliers comme nous placent leurs épargnes dans ces entreprises, ça se

conçoit; nous n'avons pas des comptables, des experts pour analyser la surcapitalisation de ces compagnies. Mais que de puissantes compagnies d'assurances confient l'argent de leurs clients à des compagnies aussi malhonnêtement surcapitalisées, sans au préalable faire une enquête sérieuse, voilà qui est condamnable, M. l'Orateur, à tout point de vue.

La manœuvre du trust de l'électricité avec les compagnies d'assurances a été exposée lors de l'enquête de la Commission fédérale du commerce à Washington et j'ai établi, devant la commission Lapointe, la preuve de l'alliance clandestine du concubinage entre le trust de l'électricité et les compagnies d'assurances. Ces procédés du trust pour attirer la pitié sont connus et, cependant, on continue de les utiliser pour tromper le public.

La Patrie du 7 octobre 1936 avait un éditorial contre l'étatisation de l'électricité, et favorisant encore l'exploitation de nos centrales par les compagnies privées. Écoutez l'effronterie du mensonge. *La Patrie* écrit: "À l'égard du commerce et de l'industrie, qui sont les gros consommateurs, les taux sont plus hauts dans l'Ontario que dans notre province. Voilà un fait qu'il est important d'approfondir et que nos gouvernants municipaux devraient invoquer pour attirer de nouvelles industries à Montréal et dans toute la province de Québec." M. l'Orateur, voici une fausseté qu'un journal honnête n'a pas le droit de lancer dans le public.

Les taux d'énergie électrique dans l'Ontario sont plus bas que ceux de la province de Québec, dans quelque catégorie que vous les preniez, pour le service domestique, le service commercial ou la force motrice. Il ne peut y avoir de comparaison. J'excepte quelques grosses industries qui font partie du trust de l'électricité.

Le 9 mars 1933, M. Lapointe produisait, devant le comité des bills privés, la preuve qu'un industriel de Québec a payé \$623.55 pour ce qui, à Ottawa, ne lui aurait coûté que \$348.03. Dans une année, à Ottawa, cet industriel aurait épargné \$3,600 sur l'électricité, ce qui lui aurait permis de payer chacun de ses 40 employés \$90 de plus par année, sans augmenter son prix de revient.

De semblables exemples, je pourrais en produire à satiété, et la presse au service du trust viendra encore dire que l'énergie et la force motrice sont meilleur marché dans Québec qu'en Ontario. Je suis disposé à faire les calculs avec qui que ce soit sur ce point. Que l'on me donne les taux dans la province de Québec, pour un endroit déterminé; nous

comparerons avec un endroit aussi peuplé en Ontario. La preuve sera très facile à établir.

J'ai confiance que tout va s'arranger dans l'ordre nouveau.

(Applaudissements à droite)

Mais la presse est au service des trusts et elle trompe sciemment l'opinion publique. Le trust contrôle la bagatelle de 14,000 journaux, d'après l'enquête de Washington.

Maintenant, pour terminer, disons un mot de la Beauharnois¹⁴...

(Rires dans les galeries)

M. l'Orateur, avant d'entrer dans la lutte pour l'Union nationale, j'avais obtenu de mes chefs, par écrit, la garantie qu'ils feraient la concurrence immédiate au trust de l'électricité, et bien d'autres garanties encore qui, je l'espère, seront toutes respectées. Des malins ont répandu dans le public que j'avais exigé l'achat de la Beauharnois en 48 heures et des garanties écrites. Je n'ai pas à répondre à cela. Les garanties, je n'avais plus à en demander, je les détenais.

Durant la campagne électorale de 1931, je me lançai à l'attaque contre le régime Taschereau. Le 17 août 1931, à la radio, je disais: "L'électrification de nos fermes, avec le monopole tel qu'il existe, est une utopie pure et simple. On prêche le retour à la terre, avec raison, mais un gouvernement soucieux du succès d'une telle campagne, devrait prendre les mesures pour que ce retour à la terre ne soit pas un retour à une misère nouvelle. Chez nous, l'électrification intense de nos campagnes s'impose pour faciliter le labeur du cultivateur et agrémenter sa vie. Or, ce problème, je l'affirme, demeure insoluble avec le régime actuel."

La déconfiture de la Beauharnois - il s'agissait alors de la première faillite de la Beauharnois - nous offre une occasion exceptionnelle de réparer les bévues impardonnables du gouvernement libéral. Voici peut-être le plus puissant pouvoir d'eau au monde qui, à lui seul, peut donner deux millions de chevaux-vapeur. C'est gigantesque. Nous pourrions générer de la force motrice au fur et à mesure de la demande, au lieu de hâter le harnachement total, ou d'être contraints de chercher des débouchés à l'étranger. Nous garderions ainsi nos ressources naturelles pour nous et les générations futures. Gouverner, c'est prévoir.

Électeurs de cette province, si vous désirez maîtriser l'influence néfaste du monopole de l'électricité, monopole qui s'apprête déjà à se lancer sur la dépouille de la Beauharnois pour s'installer, irrémédiablement, en maître et dictateur dans notre

province, commencez par chasser du pouvoir les amis avérés de ce trust perfide; autrement, vous le fortifierez, vous qui le condamnez et l'exécutez aujourd'hui.

À mon humble avis, la Beauharnois doit être étatisée, sans quoi elle deviendra, demain, la proie des vautours qui nous exploitent. C'est ce qui est arrivé.

Par conséquent, il y a déjà plus de cinq ans que je recommande la nationalisation de la Beauharnois.

En 1934, je collaborais à la préparation du programme de restauration sociale et j'écrivais les chapitres sur les trusts et la finance. Au chapitre des trusts, je mettais comme un des articles du programme: "Faire enquête sur la Beauharnois Power Corporation, la Beauharnois Company et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et, sur preuve d'abus suffisants, étatiser les usines hydroélectriques de la Beauharnois, en garantissant les obligations et en ne versant aux actionnaires qu'une rémunération correspondant à leur mise de fonds réelle."

Et voici ce que j'écrivais comme commentaire: "Selon nos informations, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated aurait obtenu la majorité des actions ordinaires de la Beauharnois Corporation par une simple souscription à \$13,500,000 d'obligations première hypothèque, de la Beauharnois Company, au prix de \$92.45 portant intérêt à 5½ %. Ces obligations ont préséance sur \$36,000,000 d'obligations de la Beauharnois Corporation émises antérieurement pour la construction de l'usine hydroélectrique.

"Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de rappeler les révélations faites sur la finance de cette entreprise. Si jamais il s'ouvre une nouvelle enquête, il ne faudra pas qu'elle finisse soudainement comme la première, pour des raisons demeurées inconnues.

"Indépendamment de tout ce qu'une enquête pourrait révéler sur la Beauharnois et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, nous serait-il permis de poser les questions suivantes aux personnes libres de toute attache avec ces entreprises ou leurs multiples ramifications dans tous les domaines? Est-il sage de permettre à un trust de l'électricité qui dispose déjà d'un pouvoir discrétionnaire, d'augmenter sa puissance en lui cédant, à si bas prix, des forces hydrauliques de deux millions de chevaux-vapeur? Pour le bien des générations futures et même de la nôtre, ne serait-il pas infiniment plus prévoyant de la part d'un gouvernement d'exproprier la Beauharnois au prix coûtant, afin d'éviter toute perte à l'épargne, et de l'enlever ainsi à ceux qui en ont la régie, sans en être les véritables propriétaires?

"En fin de compte, les véritables bailleurs de fonds de cette entreprise, ce sont les obligataires et, d'après la loi des sociétés à fonds social, ces derniers ne sont pas les propriétaires de l'entreprise, mais simplement les créanciers."

En 1934, je poursuivais donc toujours la même idée dans le programme de restauration sociale: nationaliser la Beauharnois. Le 26 juillet 1934, je parlais à la radio, à toute la province, sous les auspices de l'Union catholique des cultivateurs. Ma conférence avait pour titre: "C'est un crime national d'avoir permis à la Beauharnois de devenir une filiale du trust de l'électricité." Dans cette conférence, j'exposais, à larges traits, la finance répugnante qui a présidé à la naissance de cette entreprise. Sur \$30,000,000 d'obligations émises sans aucune garantie - elles étaient gagées par les actions ordinaires d'une compagnie sans actif réel, il ne s'en est trouvé que \$14,500,000¹⁵ qui ont été réellement utilisés à la construction de l'entreprise. Le reste a été dilapidé en des transactions opérées entre des nombreuses compagnies filiales et certains de leurs administrateurs, en honoraires d'avocats et en souscriptions électorales qui se sont chiffrées à \$864,000.

Au début, il y eut un premier syndicat qui vendit ses intérêts à un second syndicat; puis ce second syndicat vendit ensuite ses intérêts à la Beauharnois Power Corporation. La Beauharnois Power Corporation paya pour les droits et privilèges détenus par ce second syndicat, \$3,750,000 en espèces et \$1,000,000 de ses actions ordinaires, "classe A". Les promoteurs encaissaient du coup \$2,189,000 de profits et restaient propriétaires d'un million de parts "classe A". Voilà un petit détail du tripotage financier durant l'organisation de la Beauharnois. Nous, nous laisserions béatement le trust continuer d'exploiter cette richesse? Si l'État décide d'étatiser des centrales électriques, il ne devrait pas y avoir une force au monde pour l'en empêcher.

Je ne vous répéterai pas les conditions imposées par sir Wilfrid Laurier¹⁶, en 1906, lors de la location du canal de la Beauharnois. Vous savez qu'il avait dit "que si jamais la Montreal Power devenait propriétaire de la Beauharnois, tout serait confisqué en faveur de l'État: canal et centrales."

Voici ce que disait le ministre des Chemins de fer, le 16 novembre 1906: "En louant le canal de la Beauharnois d'une telle importance et offrant de si grandes possibilités, il importe au plus haut point de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'accaparement de ces privilèges par

une entreprise d'énergie existante n'aboutisse à la formation possible d'un monopole contraire aux intérêts de la ville de Montréal et des grands usagers possibles d'énergie de cette ville et des environs. La vente de ce privilège par soumissions ou à l'adjudication aurait pour résultat certain de mettre entre les mains de ceux intéressés à supprimer toute concurrence un moyen facile d'atteindre leur but." (Comité spécial sur l'entreprise d'énergie électrique de Beauharnois, p. 45.)

Aujourd'hui, ce crime a été commis. La Montreal Power est propriétaire de la Beauharnois. Elle vient de faire une transaction avec les obligataires de cette compagnie, transaction des plus répréhensibles. Et, nous, nous regardons avec une satisfaction béate l'accomplissement d'un tel crime contre la société. L'an dernier, dans cette Chambre, je disais, après avoir parlé longuement de la question de l'électricité: "Reprenons possession de la Beauharnois, la plus puissante source d'énergie électrique au monde et dont la province n'aurait jamais dû se départir."

Le 31 juillet 1936, durant la dernière campagne électorale, je parlai sur tout le réseau du Canada français, sous les auspices de l'Union nationale et sur la Beauharnois, entre autres choses, je disais: "Mesdames, Messieurs, le 18 août, nous serons au pouvoir, et le jour ne tardera pas après notre arrivée sur la colline parlementaire pour que la Beauharnois devienne propriété d'État. La Beauharnois, c'est la plus puissante source d'énergie hydraulique au monde; c'est une richesse qui appartient au peuple, et nous ne permettrons pas que l'on continue de commettre les erreurs passées, en cédant pour toujours à des particuliers des richesses d'une telle nature. Ces richesses resteront la propriété du peuple et seront exploitées pour le peuple, entendez-vous, Messieurs les monopoleurs? Vous allez faire à votre humble serviteur une lutte de corsaire, dans le comté de Québec-Centre, mais je vous défie... Le peuple de Québec-Centre voit clair; vos moyens de voler les élections, il les connaît. De plus, l'opinion publique est éveillée, et elle veut en finir avec des gouvernements acoquinés aux trustards, vous en aurez une preuve non équivoque aux urnes le 17 août prochain."

Je parlais alors au nom de l'Union nationale. Ne me dites pas, M. l'Orateur, que j'ai trompé le peuple. J'ai parlé de la Beauharnois en maintes autres circonstances, mais je vous signale les dates où j'en ai parlé à toute la province, sans que jamais aucun partisan de l'Union nationale vint émettre une opinion contraire. Et, aujourd'hui, l'on vient dire que

j'ai exigé, comme par surprise, la nationalisation de la Beauharnois. L'étatisation de la Beauharnois s'impose tellement qu'un sénateur français, M. Perrier¹⁷, président de la délégation française au congrès mondial de l'énergie électrique à Washington, déclarait: "Nous avons été des plus intéressés par notre voyage à Paugan Falls, à Farmers Rapids et autres usines de la Gatineau Power Company, mais ce qui nous a le plus intéressés, depuis notre départ de Paris, fut notre visite à la Beauharnois. Nous ne pouvons qu'approuver les démarches de votre Dr Hamel, de Québec, et du maire Grégoire, quand ils veulent étatiser la Beauharnois. C'est d'ailleurs ce qui se fait en Europe. Le monde civilisé se rend compte aujourd'hui que l'énergie produite par des cours d'eau appartient à toute la nation et non pas à un groupe de financiers." (*Le Droit* et *L'Action catholique*, 19 et 21 septembre 1936.)

Quel intérêt pouvait avoir ce sénateur à se prononcer ainsi? Nous voulait-il du mal ou du bien? Voulait-il faire l'ignorant ou l'homme instruit? Cherchait-il à se rendre agréable envers le député de Montmagny (M. Grégoire) et votre humble serviteur qu'il n'a jamais vus ni connus?

J'ai parlé, l'an dernier, en cette Chambre, de \$12,000,000 que la Montreal Power extorquait de trop, annuellement, aux consommateurs de cette ville. Le trust a gardé silence.

J'ai répété la même chose cette année et, devant l'opinion plus éveillée, le trust craint. Immédiatement, il a ridiculisé mes chiffres. Le *Herald*, entre autres, a donné un éditorial où il tentait d'annihiler mon affirmation. Un comptable expert, M. Ernest Robitaille, a répondu au *Herald*. Il a démontré qu'en dix ans, la Montreal Power a exigé de ses consommateurs \$86,349,302, qu'une finance saine ne saurait justifier. M. Robitaille a adressé sa réponse au *Herald* et ce journal a omis de citer ses chiffres. Quand M. Robitaille a demandé au *Herald* pourquoi il avait omis de publier ses chiffres qui étaient, certes, la partie la plus importante de sa réponse, puisque le *Herald* contestait des montants, le journal a répondu qu'il ne pouvait se risquer à publier ces chiffres, car cette interprétation de détail pouvait les entraîner dans une poursuite légale. Voilà, pour les amis des trusts, la manière de renseigner le public.

M. l'Orateur, je termine. Je regrette d'avoir retenu cette Chambre aussi longuement. Mais si vous saviez tout ce que je voudrais vous dire sur cette question de l'électricité, vous conviendriez avec moi que j'ai tout de même été bref. Je me suis battu

depuis sept ans pour un but: vaincre le trust de l'électricité et arracher la société à ses griffes.

J'ai étudié la question assez à fond pour ne pas craindre de conduire ma province dans une impasse, en lui donnant des directives, si l'on poussait la témérité jusqu'à m'accorder confiance. J'ai l'impression, la conviction même, que la majorité de cette Chambre a été élue pour poursuivre une lutte sans trêve contre les monopoles.

(Applaudissements)

Si tel est le cas, le gouvernement, je l'espère, fera tout son possible pour ne pas décevoir l'opinion publique fort inquiète présentement, si j'en juge par les rapports divers qui m'arrivent de toutes parts.

De la modération, j'en veux où il en faut, mais quand il s'agit de terrasser ces exploiters, le mot "modération" n'a plus sa place. Prenons garde de voir un remède dans l'action lente. Agissons et agissons vite. L'action ferme et rapide contre la dictature économique dont le centre est incontestablement le trust de l'électricité fera plus pour enrayer la bolchevisation du prolétariat que les conférences anticommunistes les plus étoffées.

Écoutez la parole de Son Éminence le cardinal Villeneuve¹⁸, dans une lettre à l'abbé Desrosiers: "Pendant que les agents des systèmes révolutionnaires s'ingèrent partout et enseignent le jour et la nuit, l'heure n'est-elle pas venue pour nous, selon le mandat du divin Maître, de publier sur les toits la doctrine sociale de l'Église? Ne faut-il pas que le peuple l'entende, lui qui devient de plus en plus conscient des abîmes où le conduit l'organisation économico-sociale présente, et que tant de sirènes cherchent à séduire de leurs voix enchanteresses?"

Oui, la présente organisation économico-sociale, M. l'Orateur, nous conduit à un abîme. Nous sommes déjà au bord de cet abîme, et je conjure nos dirigeants de s'armer du fouet pour chasser sans modération mais avec fermeté les voleurs du temple.

De la pitié, s'il en faut, ayons-en pour les petits voleurs parfois si excusables en ces temps de misère; mais allons-y avec vigueur contre ces écumeurs, ces empoisonneurs de la société.

Écoutez la voix de M. l'abbé Groulx¹⁹, dans ses récents commentaires sur le livre *Osons*²⁰: "Vous n'êtes pas de ceux qui attendent tout de cette grande décevante qu'est la politique, pour prépondérante que soit d'ailleurs sa fonction. En notre société capitaliste, qui ne le sait du reste, les politiciens ne restent généralement que des impuissants, des enchaînés, si, pour les faire agir, un peuple ne se sert de sa volonté et du fouet."

Voilà des paroles énergiques et opportunes. Prenons garde, nous, politiciens, si nous défaillassons à notre tâche, que le peuple ne se serve contre nous de méthodes sévères et cruelles.

Montrons et prouvons que nous sommes uniquement au service de la justice et du droit, et mettons abruptement un terme au vol légalisé dans notre province. Mort aux trusts et maîtres chez nous. Affirmons, sans phrases ronflantes et imprécises, la volonté de l'Union nationale, de "faire du capital, un serviteur", en mettant fin aux monopoles privés. C'est pour cette doctrine que je me suis battu et c'est pour elle que je lutterai jusqu'au bout.

(Applaudissements de la Chambre et dans les galeries)

M. Chaloult (Kamouraska) se lève.

M. l'Orateur: Je demande pardon à l'honorable député de Kamouraska, mais je dois rappeler aux personnes qui sont dans la galerie qu'elles ne peuvent manifester en aucune façon. Il faudra en tenir compte pour éviter de désagréables interventions de l'Orateur de la Chambre. Je n'ai pas voulu intervenir, quand on a applaudi les deux chefs de partis mais, à l'avenir, il faudra s'abstenir de cette manifestation.

M. Chaloult (Kamouraska): (Applaudissements à droite)

Je veux, M. l'Orateur, que ma première pensée dans cette Chambre s'en aille vers ce petit village qui s'appelle Kamouraska. C'est là que j'ai passé ma jeunesse, dans ce coin de terre, comme dit le poète, "qui m'est une province et beaucoup davantage". C'est là que j'ai goûté les splendeurs de la nature québécoise. C'est là que j'ai entendu la voix de nos bois et de nos rivières. C'est là que j'ai appris le sens du mot "patrie". Je tiens aussi, M. l'Orateur, à rappeler le souvenir de mes électeurs de Kamouraska.

Contrairement à mes prévisions, ils m'ont invité à les représenter dans cette Législature. J'en suis étonné, car je leur ai toujours tenu le rude langage de la vérité, qu'on ne prise généralement pas en démocratie. Je m'en réjouis aussi parce que cette élection démontre que l'esprit de parti tend peu à peu à disparaître.

Je vous prie de le croire; je n'ai jamais flagorné mes électeurs, pas plus que je flagornerai mes collègues ici présents, et cependant, ils m'ont fait confiance. Je m'en réjouis aussi parce que cette élection démontre que l'esprit de parti tend peu à peu

à disparaître. C'est qu'il y a quelque chose de changé chez nous. Avant que d'être libéral ou conservateur, on est Canadien français et on veut servir son pays.

J'ai dit à mes électeurs: Vous trouverez en moi un député qui ne s'intéressera guère à vos intérêts individuels, mais qui se préoccupera surtout de vos intérêts collectifs, qui sera encore plus soucieux des intérêts de la province que de son comté, parce que ceux-ci doivent être subordonnés à ceux-là. Je me moque également des préjugés bleus et rouges qui nous ont abâtardis; je ne me soucie que d'être national ou nationaliste, comme vous l'entendrez. Je n'ai pas peur des mots, même s'ils ont acquis un sens péjoratif. Je réserve toute mon indépendance envers le chef de l'Union, dans lequel j'ai confiance, mais que j'approuverai ou blâmerai suivant que je penserai qu'il fait bien ou mal.

Et mon chef, à ma très grande satisfaction - je veux lui en dire ici ma reconnaissance - ne s'est pas exprimé autrement lorsqu'il a déclaré en substance, à Saint-Pascal, après les compliments d'usage: "Votez pour un candidat qui saura se tenir debout; et, au besoin m'en avertir, si je déroge." Il me connaissait bien et il m'acceptait tel que j'étais. Je n'ai pas changé depuis. Je suis le même homme que j'étais à Saint-Pascal.

La conduite que j'ai suivie et que j'entends suivre à l'avenir est conforme à l'invitation de mon chef et au désir de mes électeurs, qui, encore il y a deux semaines, me l'ont manifesté sans équivoque. Quoi qu'il arrive, ni les tracasseries ni les menaces de perdre les prérogatives ordinaires d'un député ministériel ne sauraient me gêner, car, comme l'a fort bien déclaré notre premier ministre, il faut placer les considérations d'intérêt général avant celles d'intérêt particulier.

Au reste, M. l'Orateur, n'y a-t-il rien de plus dégradant que le servilisme politique? Nous l'avons dénoncé chez les libéraux; nous ne le verrons pas refleurir, je l'espère bien, chez les nationaux.

Nous sommes des hommes libres dans un parti libre. Liberté dans ce cas ne signifie pas insubordination, mais fierté et dignité. M. le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) nous a jadis donné l'exemple de cette belle indépendance. Il lui sera sans doute agréable que nous l'imitions, tout en restant fidèles à l'Union nationale.

J'entends marcher sur les traces des Lavergne, des Lamarche et de Bourassa, première manière. J'entends y exercer résolument mon métier d'homme. On dit que cela n'est pas pratique, mais, si l'on me permet cette expression boulevardière, je m'en balance. Notre Québec ne vaut-il pas quelques sacrifices?

J'ai eu l'occasion de causer avec un grand nombre de mes collègues et j'ai été très heureux de constater que la plupart partageaient ces principes. Il me plaît d'ailleurs de reconnaître la supériorité intellectuelle et morale de la députation sur toutes celles qui l'ont précédée.

Je tiens, M. l'Orateur, à rendre un hommage particulier au député de Québec-Centre (M. Hamel) et je regrette vivement de ne pas le voir siéger avec ces hommes très estimables qui composent le ministère.

En dépit de sa victoire éclatante, le peuple est toujours inquiet. Il a perdu sa gaieté éphémère le jour de l'assermentation. L'atmosphère reste chargée. Il règne du malaise dans cette Chambre.

On a cru que le triomphe de l'Union nationale signifiait l'anéantissement des monopoles, car c'est pour cela principalement que nous nous sommes battus. On constate qu'ils subsistent, qu'ils sont plus arrogants que jamais. Il suffit de lire leurs journaux et toutes les chroniques commerciales pour le réaliser. On ne voit rien à l'horizon qui permet d'espérer qu'ils seront bientôt matés. Le discours du trône lui-même ne nous laisse qu'un bien faible espoir.

Cependant, le député de Québec-Centre était l'homme tout désigné par ses connaissances techniques incomparables, par son incorruptibilité devenue légendaire, par son caractère d'acier et par sa très grande popularité pour effectuer les réformes nécessaires. Mystère, mystère, M. l'Orateur, le député de Québec-Centre est évincé. Personne ne comprend et tout le monde demeure perplexe. Que voulez-vous, c'est l'ordre nouveau!

(Rires)

Il est un autre homme, dont la collaboration eût été précieuse dans l'œuvre de restauration nationale: c'est M. Albert Rioux²¹. Le lendemain de l'élection, j'ai offert de démissionner en sa faveur²². Je ne fus pas le seul, me dit-on. On n'a pas cru devoir accepter mon offre. Elle reste ouverte toutefois parce que je crois que M. Rioux serait plus utile que moi au Parlement, et aussi, je ne le cache pas, parce que je ne suis guère enthousiasmé de la politique et de ses manœuvres.

Enfin, je connais un journaliste éminemment doué, dont la place était dans cette assemblée. M. Francoeur²³ est un patriote intrépide autant que modeste. Je regrette son absence et je m'en étonne.

Avec les députés de Québec-Centre (M. Hamel) et de Montmagny (M. Grégoire), avec M. Rioux, et M. Ouellet du Conseil législatif, le ministère n'eût-il pas été plus national, et le peuple n'eût-il pas été plus convaincu d'avoir terrassé cette hydre qu'on appelle

le trust? Mais, je le sais bien, la perfection n'est pas de ce monde. On aimerait tout de même parfois à s'en rapprocher davantage.

Si vous me le permettez, M. l'Orateur, je vais maintenant exposer quelques idées essentielles sur la question économique qui domine, aujourd'hui, toute la question nationale. Ces idées ne me sont pas personnelles; elles sont partagées par toute la jeunesse qui pense. Il est possible cependant qu'elles n'aient jamais été exprimées dans cette enceinte parlementaire.

Je serai bref, car je comprends qu'il faut hâter le travail sessionnel. J'aurai d'ailleurs l'occasion, au cours de cette session ou de la prochaine, de développer ce point davantage. Je ne considérerai que l'aspect canadien-français: mon comté est exclusivement français, et d'ailleurs nos compatriotes d'autres origines s'occupent d'abord de leurs affaires, et ils font très bien. Ils nous donnent un exemple précieux dont nous aurions tort de ne pas tirer tous les enseignements.

Que sommes-nous, M. l'Orateur, dans cette province? La population se compose de 2,300,000 Canadiens français et d'un groupe minoritaire de 700,000 âmes. Nous formons donc l'immense majorité. Et, cependant, que possédons-nous des richesses de notre province? Rien ou à peu près. Nous sommes un peuple d'indigents, au service et à la merci de la minorité. En voulez-vous des preuves? Je pourrais vous en fournir pendant des heures. Mais soyez tranquilles, je saurai me borner. En voici un petit tableau.

L'industrie du papier est une des principales de notre province; elle commande toute notre vie économique. Quelle est notre influence dans cette industrie? À peu près inexistante. Nous comptons un représentant sur 15 dans la Consolidated Paper Corporation, M. Beaudry Leman²⁴; aucun dans la Price Brothers; aucun dans la St. Lawrence Corporation; 2 sur 6 dans la Donnacona Paper, MM. Georges Parent et Georges Garneau; aucun dans l'Anglo Canadian Pulp. Au total, nous jouons le rôle d'ouvrier, de manœuvre dans ces entreprises où nous détenons cependant une partie appréciable du capital.

Dans l'industrie électrique, la quatrième en importance de la province de Québec, sommes-nous mieux partagés? Non pas; c'est un étranger, M. J. E. Aldred²⁵, de New York, qui est le roi de l'électricité chez nous. Dans la Shawinigan Water and Power, nous comptons un seul administrateur sur 14. Notre représentation est passable dans les compagnies Quebec Power et Beauharnois Power, mais notre influence y est à peu près nulle.

Il n'en va pas autrement dans l'industrie du fer et de l'acier, très prospère dans le Québec. Ce sont des monopoles américains ou anglo-canadiens qui contrôlent tout. Exemple: Dominion Steel and Coal Corporation, Steel of Canada, Algoma Steel Corporation, General Steel Wares, trust auquel notre gouvernement vient de confier un contrat pour plaques d'automobiles et qui ne compte qu'un seul représentant français, M. le sénateur Donat Raymond²⁶.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): M. l'Orateur, l'honorable député de Kamouraska (M. Chaloult) me permettra-t-il de faire une mise au point.

M. Chaloult (Kamouraska): Oui.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Est-ce que vous êtes au courant que la General Steel Wares, qui est dans mon comté, a 95 % de ses employés qui sont Canadiens français, même dans les hautes fonctions? Le gouvernement de la province, en accordant le contrat des plaques d'autos à cette compagnie, a inséré une clause par laquelle ces plaques devront être fabriquées dans notre province. La compagnie transportera sa machinerie de Toronto à Montréal, avec le résultat que les plaques pour six provinces seront maintenant fabriquées ici, à Montréal, dans le comté de Saint-Henri.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Kamouraska): Ceci est possible, je ne le conteste pas car, dans la presque totalité des maisons de trusts, l'ouvrier est canadien-français. C'est toujours comme cela. Néanmoins, je ferai remarquer, j'allais dire à mon savant ami... à l'honorable député de... je ne sais de quel comté...

(Rires)

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Montréal-Saint-Henri.

M. Chaloult (Kamouraska): ...que la General Steel Wares est un trust et une compagnie étrangère.

(Applaudissements à droite)²⁷

Il n'en est pas moins vrai que, si nous avons 95 % des nôtres qui sont employés dans cette compagnie, nous n'y avons aucune influence. La General Steel Wares est un trust, et le gouvernement lui a confié la fabrication des plaques d'automobile, au lieu de la confier à une industrie canadienne-française. Nous attendrons les explications du

gouvernement, car il y a une question inscrite à ce sujet.

(Applaudissements à gauche)

Et l'agriculture, M. l'Orateur, voilà la principale industrie canadienne-française. Celle-là aussi nous échappe peu à peu. L'équilibre est désormais rompu entre nos villes et nos campagnes: la majorité de nos Canadiens français habitent des centres urbains. La plupart de nos terres sont lourdement hypothéquées. Nous en savons quelque chose, nous, députés de campagne. La misère et la pauvreté règnent dans nos comtés. Il faut voir ces processions de chômeurs qui assiègent quotidiennement nos bureaux. Certes, notre sol aussi nous échappe.

Que nous reste-t-il donc? Des compagnies de chemins de fer? Elles ne nous appartiennent pas. Des compagnies de navigation? Elles sont la propriété du capital étranger. Des banques? Nous en avons deux, et de si petites que notre gouvernement lui-même fait des affaires à la Royal Bank of Canada. Nos mines, nos chutes d'eau, nos lacs, nos rivières trop souvent sont la propriété des Américains.

Que nous reste-t-il donc, à nous Canadiens français? Avant tout, des emplois de manœuvres, de subalternes. Voulez-vous d'autres preuves, M. l'Orateur, de notre lamentable situation économique? Prenez *Mesure de notre taille* de Victor Barbeau²⁸: il vous en fournira d'abondantes. Il y a dans ce livre tous les éléments d'un salutaire examen de conscience. Écoutez M. Barbeau:

"Chefs, qu'avez-vous fait de nous? Politiciens, éducateurs, mentors de tout poil, barbes jeunes et vieilles, présidents de sociétés patriotiques, vous tous, anesthésistes patentés, parasites du passé, optimistes béats, éteigneurs de réverbères, élite efflanquée et dérisoire, hommes d'affaires et financiers invertébrés, où sont, dites-le moi, où sont vos œuvres? Au peuple qui souffre, qui dépérit dans sa chair dans son cerveau, aux jeunes gens diplômés "avec grande distinction" qui battent la semelle, que le vice, que la maladie encerclent, aux milliers d'enfants vêtus de haillons et sous-alimentés qui iront demain échouer dans les hôpitaux, les hospices et les asiles, que répondriez-vous s'ils osaient vous interroger? Ah! Elle est belle votre œuvre, Messieurs les "officiels" et les officieux. Vous n'avez donc jamais entendu ou lu les plaintes lamentables de la jeunesse ouvrière catholique? Rien ne vous est parvenu de ce chœur qui résume toute la misère de ceux qui entrent dans la vie? À quoi bon nos marteaux, nos truelles, nos métiers? Il n'y a plus de travail, disent-ils; il n'y a que de la haine, des larmes, du sang.

"Les chantiers sont déserts, les usines s'éteignent, les marchandises pourrissent dans les hangars. Comment comprendre? Toutes nos illusions sont mortes, tous nos espoirs sont fauchés. Dieu leur reste à eux par bonheur. Mais que reste-t-il à ces séries de chômeurs, à ces mineurs que la police rafle dans les cafés pour les diriger tout de suite vers les dispensaires antivénéériens? Que reste-t-il à ces milliers et milliers de nos compatriotes qui, pour une bouchée de pain, un sac de charbon, ont abjuré leur foi? Que reste-t-il à ces désespérés qui croient en le règne de la justice et de l'amour, par cette abomination qui s'appelle le communisme? De vous crier leur mépris, cabotins."

De ceux-là, le peuple a fait bonne justice le 17 août dernier. Et nous avons le ferme espoir que le gouvernement de l'Union nationale, fidèle à son mandat, saura redonner à nos compatriotes la place qui leur est due. Ces propos ne sont pas très gais, M. l'Orateur, mais ils sont nécessaires, parce qu'ils sont vrais. L'ignorance de nos maux ne les guérira certes pas. J'ajouterai que cette situation tragique ne saurait durer. On peut voir ailleurs une poignée de capitalistes dominer et asservir une armée de prolétaires.

La différence de race et de religion, entre les uns et les autres, complique et aggrave singulièrement le problème chez nous. On ne saurait maintenir indéfiniment une population de 2,300,000 sous le joug d'une minorité étrangère à ses habitudes et à sa culture. Il y va de l'intérêt, bien entendu, de la minorité elle-même qu'un changement s'opère sans délai. Car il est clair que le peuple en a assez de ce régime et qu'il se prépare de vives réactions.

Notre génération, M. l'Orateur, a pu souffrir un tel état de choses, mais celle qui s'en vient ne le tolérera certainement pas. Si, avec vraisemblance, on a pu dire que la jeunesse est aujourd'hui révolutionnaire, c'est parce qu'elle a beaucoup souffert et que cette souffrance est imméritée. Si on ne craint pas trop de troubler sa quiétude, qu'on écoute parler ces jeunes. Qu'on fréquente les Jeunesses Patriotes, les Jeune-Canada, les Jeunesses nationales, les Jeunes séparatistes, etc., et l'on constatera qu'à juste titre ils sont exaspérés. L'avenir leur appartient cependant. À ceux que cela intéresse d'abord, je rappelle que cette jeunesse constituera un facteur décisif, lors des prochaines élections, si nous vivons encore en démocratie.

Ne l'oublions pas, c'est la jeune génération qui a porté l'Union nationale au pouvoir, et pour une fin bien déterminée, qui est la libération du peuple canadien-français. Si on allait la décevoir, ce que je

me refuse à croire, M. l'Orateur, elle n'attendrait pas quatre ans pour le faire savoir à qui de droit. Écoutons Jacques Bainville²⁹: "La jeunesse ne craint pas la lutte, elle l'adore. Elle n'a pas d'intérêts à ménager. Elle a, en outre, le culte des idées. Que peut-on contre elle, lorsqu'on ne sait pas lui plaire?"

Qu'on me permette alors d'exposer très sommairement, avant de conclure, la politique qui, à mon avis, devrait être celle de l'Union nationale, pour qu'elle justifie sa raison d'être et réponde à la volonté des électeurs. Nous vivons en Confédération, si je ne m'abuse. C'est nous, Canadiens français, qui avons voulu ce système politique pour des raisons nationales, afin de mieux protéger notre patrimoine. Nos propositions furent acceptées par nos associés en 1867, de telle sorte qu'il fut alors constitué un véritable État canadien-français. Cet État national ne pouvait subsister sans une certaine indépendance économique, puisqu'il faut "un appui matériel à toute vie spirituelle". Il appartenait donc à l'État du Québec de sauvegarder l'indépendance économique de ses administrés. Hélas! L'État manqua gravement à son devoir. Il fit trop souvent le jeu des puissances étrangères, en leur aliénant la plus grande partie de nos ressources naturelles.

Nous affirmons donc que c'est le devoir d'un gouvernement, qui se dit d'Union nationale, de réparer les torts du passé et de gouverner enfin, sans léser les droits d'autrui, dans l'intérêt de la majorité de la population, c'est-à-dire dans l'intérêt des Canadiens français.

Cette politique ne constituerait pas une nouveauté. C'est celle de tous les États où se pose le problème des minorités. C'est aussi celle des autres provinces. Viendrait-il à l'idée des gouvernements de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, par exemple, de légiférer principalement dans l'intérêt de la minorité française? Nous avons au moins le droit, je pense, ainsi que l'affirme M. l'abbé Lionel Groulx, ce maître si écouté de notre jeunesse, "de n'être pas gouvernés contre nous-mêmes" et d'obtenir "des chances égales à celles de nos rivaux".

Et surtout, qu'on ne vienne pas prétendre que nous soulevons des préjugés de race en réclamant simplement ce qui nous est dû. "Une politique canadienne-française, écrit l'historien Groulx, et je fais miennes ses paroles, n'est pas nécessairement, que je sache, une politique d'agression ni d'injustice à l'égard de qui que ce soit. Nous ne songeons à dépouiller personne; seulement nous n'entendons pas, non plus, être dépouillés. Nous n'empêchons personne de vivre; mais nous voulons vivre nous aussi.

"Et j'estime que ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre la nôtre. Je ne suis, ai-je besoin de le dire, ni anti-anglais, ni anti-juif. Mais je constate que les Anglais sont pro-Anglais et que les juifs sont pro-juifs. Et dans la mesure où pareille attitude ne blesse ni la charité ni la justice, je me garderai bien de leur en faire reproche. Mais alors je me demande pourquoi, et dans la même mesure, les Canadiens français seraient tout, excepté pro-Canadiens français? Du reste, j'oserais même demander s'il est bien dans l'intérêt de la minorité qu'un redressement tarde à s'opérer? La question qui se pose est bien celle-ci: la situation économique qui prévaut actuellement dans la province de Québec, notre peuple la subira-t-il et peut-il la subir indéfiniment?"

Nous représentons près de 80 % dans cette province, et nous entendons contrôler les ressources naturelles dans une égale proportion. C'est notre droit. Le reste en revient à la minorité. Nos minorités françaises des autres provinces n'en obtiendront jamais autant.

Ce sont là, M. l'Orateur, quelques-unes des idées de la jeunesse. Et c'est pour les mettre progressivement en application qu'elle a voulu un gouvernement d'Union nationale. Si on allait la décevoir, elle ne prendrait pas quatre ans, je le répète, à lui signifier son congé.

Mais il faut commencer par mettre au pas les monopoles. Le discours du trône, qui contient par ailleurs d'excellentes mesures, me paraît trop vague sur ce point. Il faut peut-être attendre, car il arrive souvent à ce soi-disant discours d'être vide et insignifiant. Mais, si nous attendons, ce n'est pas sans impatience et sans hâte.

On a promis de nationaliser immédiatement les pouvoirs électriques, et c'est une tâche que, à mon avis, on ne saurait différer. Et le concours du député de Québec-Centre (M. Hamel), qui mène contre le trust électrique une lutte tenace et fructueuse, devra certainement être précieux, sinon indispensable, au ministère.

On nous a répété hier le refrain traditionnel de "la bonne entente". La bonne entente, M. l'Orateur, nous en sommes, mais pourvu qu'elle soit basée sur la justice et l'équité. On nous a parlé du "cri de race". Est-ce soulever des préjugés de race, M. l'Orateur, que de réclamer pour les Canadiens français ce qui leur est dû, surtout lorsqu'ils ont voté précisément pour l'obtenir? Est-ce soulever des préjugés de race, et je dis cela avec toute la déférence et le respect possible, que de réclamer notre part, toute notre part, dans un ministère national?

Nous comptons, dans la province d'Ontario, un nombre de Canadiens français à peu près égal à

celui des Anglo-Canadiens dans le Québec. Et, cependant, nous constatons que M. Leduc³⁰ seul les représente dans le ministère ontarien.

Il ne faut pas soulever le cri de race, soit, mais, faut-il, à Ottawa, nous laisser dépouiller de tout ce qui nous appartient? Faut-il que le gérant du port de la troisième ville française du monde soit un étranger, M. Ferguson³¹? Faut-il que nous perdions, pour la bonne entente, à cause de notre infériorité numérique dans le service civil, la somme annuelle de \$6,500,000? Si c'est cela de la bonne entente, M. l'Orateur, je n'en suis plus. Je ne souffrirai jamais que ma race, sous le prétexte fallacieux de générosité et de largeur d'esprit, n'obtienne pas la totalité de ses droits à Ottawa comme à Québec.

On dira peut-être que je suis intransigeant. Peu m'importe. Il me suffit d'être véridique. À moins que le "fair-play" britannique ne joue que pour une race, nos compatriotes anglais reconnaîtront que je ne réclame que justice...

(Applaudissements à droite)

M. Grégoire (Montmagny): Très bien.

M. Chaloult (Kamouraska): Et presque tous les députés de cette Chambre, qui sont patriotes, pensent comme moi, j'en ai l'intime conviction. Ils ne sont pas tous tenus de le dire.

M. l'Orateur, je m'excuse de ma franchise. Elle m'est imposée à la fois par mon tempérament et les idées qui me tiennent à cœur. Ces idées sont d'ailleurs, à quelques variantes près, celles de toute la jeune génération; et je prie mes collègues, les honorables membres de cette Chambre, de vouloir bien les peser, dans l'intérêt de nos mandataires communs. C'est uniquement cet intérêt et celui de notre chère province qui me les a aujourd'hui inspirées.

(Applaudissements à droite)

La motion du député de Bellechasse (M. Boiteau), appuyée par le représentant de Brome (M. Robinson), est soumise à la Chambre: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions
Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec

l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adoptée.

Nomination de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que M. Joseph-Marc-Napoléon Trudel, député du collège électoral de Saint-Maurice, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

(Applaudissements)

Je n'ai pas besoin de vous faire l'éloge du député de Saint-Maurice. Il représente un des plus beaux comtés de la province, un comté qui m'est particulièrement cher, car mon propre père a eu l'honneur d'être son représentant en cette Chambre³².

(Applaudissements)

C'est un des membres les plus assidus de la Chambre. C'est un bon rouge qui s'est rallié à l'Union nationale. Cette nomination prouve que le gouvernement est au-dessus et au-delà des lignes et considérations de partis. Il est admirablement qualifié pour le poste d'Orateur suppléant de la Chambre. Je demande donc le choix du député de Saint-Maurice comme Orateur suppléant de la Chambre. Je lui souhaite une carrière aussi brillante et aussi fructueuse que ses nombreuses qualités et que ses talents nous permettent de prévoir.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je n'ai aucune objection, comme chef de l'opposition, à la nomination du député de Saint-Maurice. Je connais l'honorable député de Saint-Maurice et je sais qu'il est parfaitement qualifié pour occuper le poste d'Orateur suppléant de la Chambre. C'est un homme brillant, qui saura se montrer juste, qui est tout à fait digne, et je suis convaincu qu'il honorera sa fonction à l'exemple de ses prédécesseurs.

Je veux en profiter pour répondre à un journal qui m'a reproché de ne m'être pas levé pour appuyer la nomination de l'Orateur, lors de l'ouverture de la session. C'est parce que le premier ministre ne m'a pas offert de seconder la proposition. J'aurais été heureux de le faire, mais le premier ministre se

seconde toujours lui-même, en disant qu'il est secondé par l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin). Quand il voudra bien m'inviter à le seconder, je le ferai avec plaisir.

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de proclamer l'honorable député de Saint-Maurice élu Orateur suppléant de la Chambre.

(Applaudissements)

M. Trudel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je tiens à remercier le premier ministre de m'avoir proposé à cette charge, ainsi que son seconneur et le chef de l'opposition pour les paroles aimables qu'il a eues à mon adresse, et tous mes collègues de la Chambre pour l'honneur qu'ils me font. Je suis fier de représenter le comté de Saint-Maurice. Je n'ai pour moi qu'une ambition: faire reluire ce comté et lui donner l'éclat d'autrefois, lorsqu'il était représenté à cette Chambre par le père de l'honorable premier ministre, et qui brille dans le comté voisin de Trois-Rivières.

Je m'efforcerai, M. l'Orateur, d'apporter dans l'exercice de mes fonctions l'impartialité et la justice dont vous nous avez donné l'exemple. Je n'aurai, M. l'Orateur, qu'à imiter votre exemple avec toute la bonne volonté dont je suis capable. Je remercie de nouveau la Chambre de la confiance qu'elle m'a témoignée.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au nom du représentant de Huntingdon³³ (l'honorable M. Fisher), trésorier de la province, et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), je propose que cette Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté³⁴.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au nom du représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), je propose que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté³⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je désire informer la Chambre et l'opposition que l'honorable trésorier de la province (M. Fisher) ne pourra pas prononcer avant vendredi après-midi le discours du budget. Il devait être prêt pour aujourd'hui, mais il a fallu attendre pour obtenir certains renseignements indispensables et effectuer certains changements à la dernière minute. Il n'y a pas de doute que l'opposition voudra voir adopter le budget aussitôt que possible.

Dans l'intervalle, nous avons notre législation qui est prête à être soumise à l'étude de la Chambre. Demain, nous étudierons certains projets de loi inscrits au *Feuilleton*. Comme l'ancienne opposition s'est souvent plainte que le premier ministre du temps n'avertissait pas l'opposition des projets de loi qui seraient discutés à la séance suivante, le gouvernement actuel entend rester fidèle aux principes préconisés au temps de l'opposition. C'est pourquoi je demande au chef de l'opposition quels sont les projets de loi dans le discours du trône qu'il lui plairait de discuter jeudi après-midi. S'il préfère commencer par l'un plutôt que par l'autre, qu'il le dise.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas le chef de l'opposition qui va conduire les affaires du gouvernement. Il n'est pas une seule loi qui apparaisse dans l'inscription de l'ordre du jour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le chef de l'opposition ne s'imagine pas de nous conduire non plus...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On n'est pas ici pour faire des farces! Je demande seulement que le gouvernement suive les règlements de la Chambre. On me demande de choisir dans les projets de loi, mais il n'y a pas un seul bill imprimé et on veut que je me prononce sur le choix à faire, alors que je n'ai pas un seul bill devant moi. Je suis sérieux, et je ne veux pas m'amuser à des farces pareilles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les règlements sont suivis. Les bills doivent être imprimés pour la seconde lecture. Or, seule la première lecture a été faite des projets de loi en question. Demain, les bills seront imprimés et distribués.

Je regrette cependant que mon acte de courtoisie ait été mal interprété par le chef de l'opposition. À l'avenir, je saurai comment m'y

prendre. C'est que nous voulons mettre moins de temps. Avec le régime agonisant auquel appartenait l'honorable chef de l'opposition...

(Rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois que l'honorable chef de l'opposition... d'autrefois, a l'intention de conduire les débats de la Chambre avec des farces.

(Rires)

Ce n'est pas le temps de faire des farces. Je demande simplement qu'on suive les règlements. Il faut un peu de décence ici, dans l'administration de cette province...

(Rires à droite)

Aucun bill n'est imprimé, et on demande au chef de l'opposition de faire un choix quand il n'a rien devant lui. Qu'on suive les règlements de la Chambre et nous serons prêts à suivre le gouvernement. Pour voter les subsides, l'opposition ne fera pas d'objections. Nous avons déclaré que nous ne retarderons pas le gouvernement dans son travail. Nous sommes prêts à collaborer et à l'aider. Si le chef du gouvernement ou l'ancien chef de l'opposition veut me passer les doubles des lois qu'il a soumises au cabinet, je pourrai lui donner une réponse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition, qui prétend ne pas connaître les lois, a quand même parlé une heure et demie sur le discours du trône hier, qui contient un résumé de ces lois. Demain aura lieu la deuxième lecture des bills, et cela oblige le gouvernement à les faire imprimer. Ils seront distribués immédiatement et nous nous entendrons, je l'espère. Ces lois sont simples à comprendre. Le chef de l'opposition ne peut les ignorer. S'il ne les connaît pas, je vais lui en donner maintenant un résumé. On demande par exemple le rappel de la loi Dillon. Le chef de l'opposition ne peut prétendre que c'est compliqué. Il devrait la connaître.

(Rires)

On demande aussi le rappel de la loi qui oblige les municipalités à faire vendre les propriétés grevées de taxes municipales et scolaires pour plus de deux années. Ce n'est pas très compliqué non plus. On demande aussi l'abrogation des deux lois relatives à la radio. Ce sont là simplement des lois pour abroger des lois existantes que le chef de l'opposition est censé connaître...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas dans les règlements de la Chambre d'agir ainsi: *Verba volant, scripta manent*.³⁶ⁿ

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pour ça que le chef de l'opposition lisait son discours sur des feuilles.

La motion est adoptée.

Dépôt de documents:**État des
cautionnements**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements de la province de Québec, (y compris les huissiers), tel que requis par le chapitre 9, article 41, Statuts refondus de Québec, 1925. (Document de la session no 7)

**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province en vertu de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province, 1925. (Voir les tableaux aux pages suivantes.)

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province en vertu de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec (1925).

SOMMAIRE			
	Autorisé	Dépensé	Balance
<i>Mandat spécial no 13.</i> Requis pour clore l'année fiscale 1935-1936, en remplacement du budget supplémentaire qui n'a pas été voté - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 30 juin 1936	1,875,607.49	1,843,563.45	32,044.04
<i>Mandat spécial no 1.</i> Pour accorder 1/6 du budget de 1936-1937, qui n'a pas été voté par suite de la dissolution des Chambres - pour mois de juillet et août - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 30 juin 1936	3,354,057.34	2,728,075.15	625,982.19
<i>Mandat spécial no 2.</i> Pour payer un octroi spécial à l'Université de Montréal - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 28 juillet 1936	100,000.00	100,000.00	.....
<i>Mandat spécial no 3.</i> Pour le paiement de sommes prouvées urgentes et immédiatement requises par divers départements - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 8 août 1936	15,454.14	14,781.35	672.79
<i>Mandat spécial no 4.</i> Montant requis, vu que le 1/6 autorisé par le mandat spécial no 1 n'a pas été suffisant dans certains cas - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 8 août 1936	43,435.47	13,061.01	30,374.46
<i>Mandat spécial no 5.</i> Montant requis, vu que le 1/6 autorisé par le mandat spécial no 1 n'a pas été suffisant dans certains cas - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 8 août 1936	<u>92,272.25</u>	<u>68,782.10</u>	<u>23,490.15</u>
	3,605,219.20	2,924,699.61	680,519.59
<i>Mandat spécial no 6.</i> Montant représentant un nouveau 1/6 du budget qui n'a pas été voté par suite de la dissolution des Chambres - pour mois de septembre et octobre - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 31 août 1936	3,354,057.34	1,132,911.30	2,221,146.04

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province en vertu de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec (1925). (*suite*)

SOMMAIRE			
<i>Mandat spécial no 7.</i> Montant requis dans l'intérêt public, concernant la reconstruction du pont Marcel-Roy, à Saint-Angèle-de-Mérici - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 24 septembre 1936	23,000.00	.....	23,000.00
<i>Mandat spécial no 8.</i> Montant requis pour les mois de septembre et octobre 1936, re entretien des ponts de péage, vu qu'il n'existe pas d'autorité législative - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 6 octobre 1936	3,955.45	.....	3,955.45
<i>Mandat spécial no 9.</i> Montant requis pour certains items du budget du département du Travail, vu qu'il n'existe pas d'autorité législative - pour mois de septembre et octobre 1936 - Sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 7 octobre 1936	<u>10,200.00</u>	<u>.....</u>	<u>10,200.00</u>
	3,391,212.79	1,132,911.30	2,258,301.49
Mandat spécial requis pour clore l'année fiscale 1935-1936	1,875,607.49	1,843,563.45	32,044.04
Mandats spéciaux pour dépenses, émis du 1 ^{er} juillet au 8 août 1936 inclusivement	3,605,219.20	2,924,699.61	680,519.59
Mandats spéciaux émis du 31 août au 7 octobre 1936	<u>3,391,212.79</u>	<u>1,132,911.30</u>	<u>2,258,301.49</u>
	8,872,039.48	5,901,174.36	2,970,865.12

L'auditeur de la province,
Edgar Vézina

Québec, le 13 octobre 1936

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
13.	<i>Divers services:</i>			
	Législation:			
	Conseil législatif: traitements, dépenses contingentes, etc.	5,382.97	5,382.97	.....
	Assemblée législative:			
	Traitements, dépenses contingentes, etc.	50,231.00	50,231.00	.....
	Bibliothèque de la Législature:.....			
	Achat de livres	5,000.00	5,000.00	.....
	Traitement, dépenses contingentes	3,620.00	3,620.00	.....
	Service civil:			
	Dépenses d'administration des départements:			
	Conseil exécutif	500.00	500.00	.....
	Dept. du secrétaire provincial	9,000.00	8,998.82	1.18
	Dept. du Trésor: bureau des assurances	2,150.00	1,653.54	496.46
	Dept. de la Colonisation.....	2,000.00	442.58	1,557.42
	Dept. du Travail	1,800.00	1,766.83	33.17
	Dept. des Travaux publics.....	1,700.00	1,607.15	92.85
	Dept. de l'Instruction publique	5,000.00	5,000.00	.....
	Administration de la justice, etc.:			
	Administration de la justice.....	100,000.00	90,661.35	9,338.65
	Inspection des prisons, asiles d'aliénés, etc.	170.00	.....	170.00
	Secrétaire de la province:			
	Écoles du soir et écoles de coupe	2,600.00	2,198.22	401.78
	Écoles des arts et métiers	4,000.00	2,282.94	1,717.06
	Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal	10,500.00	10,316.91	183.09
	Bureau de l'imprimeur du Roi	4,000.00	2,820.26	1,179.74
	Asiles d'aliénés:			
	Asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, etc.	100,00.00	97,084.05	2,915.95
	Hygiène: unités sanitaires de comtés	35,000.00	35,000.00	.....
	Instruction publique:			
	Écoles normales.....	15,000.00	15,000.00	.....
	Inspection des écoles	25,000.00	25,000.00	.....
	Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique.....	1,866.84	1,866.84	.....
	Université de Montréal	25,000.00	25,000.00	.....
	École des hautes études commerciales	25,000.00	25,000.00	.....
	Travaux publics:			
	Ponts de péage - entretien	20,000.00	16,425.85	3,574.15
	Entretien de certains édifices publics.....	70,000.00	70,000.00	.....
	Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements	2,000.00	1,873.61	126.39
	Inspections, explorations, etc.	2,000.00	1,423.08	576.92
	Écoles normales, entretien et réparations.....	1,200.00	505.10	694.90
	Bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations.....	3,600.00	3,600.00	.....
	Travail, Chasse et Pêcheries:			
	<i>Travail:</i>			
	Loi des établissements industriels et commerciaux	3,000.00	2,982.07	17.93
	Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, 24 George V, chapitre 56, et 25-26 George V, chapitre 64.....	3,000.00	1,893.02	1,106.98

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (*suite*)

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
13.	Travail, Chasse et Pêcheries (<i>suite</i>): <i>Chasse et Pêcheries:</i> Chasse et pêche, Jardin zoologique et ferme expérimentale Pisciculture..... Élevage des animaux à fourrure..... Amélioration et entretien des parcs..... Pêcheries maritimes	18,611.56 3,543.18 1,266.44 8,491.38 12,654.42	18,611.56 3,543.18 1,266.44 8,491.38 12,654.42	.........................
	<i>Agriculture:</i> Encouragement à l'agriculture en général Écoles d'agriculture, etc. Horticulture..... Agronomie..... Économie rurale..... Industrie animale	33,758.52 19,425.38 39,425.15 26,036.75 76,354.20 5,000.00	33,758.52 19,425.38 39,425.15 26,036.75 76,354.20 5,000.00	..............................
	<i>Voirie:</i> Entretien des chemins ordinaires Dépenses d'administration Service des outillages, etc. Entretien des chemins d'hiver Loi des véhicules automobiles - contrôle de la circulation	680,000.00 17,000.00 95,000.00 40,000.00 70,000.00	680,000.00 17,000.00 95,000.00 40,000.00 68,140.58	..... ..... ..... ..... 1,859.42
	<i>Terres et Forêts:</i> Protection des forêts Service forestier et protection des terres..... Pépinière de Berthier: entretien Loi de l'enseignement forestier: École de papeterie: entretien Commission des eaux courantes.....	64,000.00 75,000.00 6,000.00 5,000.00 6,000.00	64,000.00 75,000.00 6,000.00 5,000.00 .....	..... ..... ..... ..... 6,000.00
	<i>Charges sur le revenu:</i> Loi des véhicules automobiles: service d'émission.....	31,159.70	31,159.70	.....
	<i>Services divers:</i> Divers en général Allocation aux municipalités de comtés, S.R., 1925, chapitre 156 (O.C. no 1806, du 30 juin 1936)	2,200.00 360.00	2,200.00 360.00	..........
1.	<i>Divers services:</i> <i>Dette publique:</i> Amortissement et autres dépenses Législation..... Service civil..... Administration de la justice, etc. Secrétaire provincial..... Instruction publique..... Affaires municipales, Industrie et Commerce	39,461.12 52,675.00 34,000.00 248,816.67 397,215.00 387,878.33 4,333.33	14,867.91 47,675.00 23,163.99 190,607.53 349,501.95 215,567.95 657.05	24,593.21 5,000.00 10,836.01 58,209.14 47,713.05 172,310.38 3,676.28
	<i>Travaux publics:</i> Travaux publics Mines.....	211,436.23 49,166.67	183,559.90 27,770.79	27,876.33 21,395.88
	<i>Travail, Chasse et Pêcheries:</i> Travail Chasse et Pêcheries..... Agriculture..... Voirie.....	11,766.67 109,333.33 449,583.33 858,333.33	10,749.53 109,333.31 379,366.66 848,042.41	1,017.14 .02 70,216.67 10,290.92

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (*suite*)

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
1.	<i>Divers services (suite):</i>			
	Terres et Forêts.....	197,208.33	149,578.96	47,629.37
	Colonisation	219,500.00	104,450.74	115,049.26
	Charges sur le revenu	73,833.33	66,810.65	7,022.68
	Services divers (O.C. no 1807, du 30 juin 1936)	9,516.67	6,370.82	3,145.85
2.	<i>Département du secrétaire provincial:</i>			
	Université de Montréal (O.C. no 2161, du 24 juillet 1936).....	100,000.00	100,000.00	.....
3.	<i>Divers services:</i>			
	Législation - Conseil législatif:			
	Allocation de logement à l'Orateur	1,000.00	1,000.00	.....
	Travaux publics:			
	Entretien des ponts de péage.....	4,254.14	3,811.32	442.82
	Travail, Chasse et Pêcheries:			
	<i>Travail:</i>			
	Loi des mécaniciens de machines fixes, S.R., 1925, chapitre 184, et loi des appareils sous pression, 23 George V, chapitre 71	10,000.00	9,970.03	29.97
	Loi des différends ouvriers de Québec, S.R., 1925, chapitre 97 (O.C. no 2251, du 1 ^{er} août 1936).....	200.00	.....	200.00
4.	<i>Divers services:</i>			
	Service civil – Département d'administration:			
	Département des Travaux publics	1,985.47	1,180.68	804.79
	Département des Travaux publics:			
	Palais de justice et prisons: entretien et réparations.....	31,450.00	1,880.33	29,569.67
	Département de la Voirie:			
	Loi des véhicules automobiles - (Contrôle de la circulation) - Salaires et dépenses de voyage des officiers de circulation (O.C. no 2303, du 7 août 1936).....	10,000.00	10,000.00	.....
5.	<i>Divers services:</i>			
	Service civil – Département d'administration:			
	Département du Travail: pour préparation du congrès annuel du travail	2,290.00	2,290.00	.....
	Département du Travail, Chasse et Pêcheries:			
	<i>Chasse et Pêcheries:</i>			
	Chasse et Pêcheries, Jardin zoologique.....	9,721.57	9,711.79	9.78
	Pisciculture.....	15,711.07	15,672.69	38.38
	Élevage des animaux à fourrure.....	500.00	.....	500.00
	Amélioration et entretien des parcs.....	11,658.62	885.00	10,773.62
	Pêcheries maritimes	18,240.80	6,072.43	12,168.37
	Département de la Colonisation:			
	Administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture	17,150.19	17,150.19	.....

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (*suite*)

Service et rapports du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
5.	<i>Divers services (suite):</i>			
	Département du secrétaire provincial: Écoles de réforme et d'industrie: Boys' Farm & Trading School, Shawbridge (O.C. no 2293, du 8 août 1936).....	17,000.00	17,000.00	.....
6.	<i>Divers services:</i>			
	Dettes publiques: intérêt et autres dépenses	39,461.12	.....	39,461.12
	Législation.....	52,675.00	29,458.32	23,216.68
	Service civil.....	34,000.00	3,163.95	30,836.05
	Administration de la justice, etc.	248,816.67	568.86	248,247.81
	Secrétaire provincial.....	397,215.00	194,157.95	203,057.05
	Instruction publique.....	387,878.33	65,931.93	321,946.40
	Affaires municipales, Industrie et Commerce	4,333.33	.....	4,333.33
	Travaux publics:			
	Travaux publics	211,436.23	78,965.40	132,470.83
	Mines	49,166.67	4,158.52	45,008.15
	Travail, Chasse et Pêcheries:			
	Travail	11,766.67	5,936.15	5,830.52
	Chasse et Pêcheries.....	109,333.33	22,117.88	87,215.45
	Agriculture	449,583.33	83,185.85	366,397.48
	Voirie.....	858,333.33	591,285.01	267,048.32
	Terres et Forêts.....	197,208.33	29,491.55	167,716.78
	Colonisation	219,500.00	9,824.82	209,675.18
	Charges sur le revenu	73,833.33	14,665.11	59,168.22
	Services divers.....	9,516.67	.....	9,516.67
	(O.C. no 2362, du 28 août 1936)			
7.	<i>Reconstruction d'un pont appelé Marcel-Roy sur la rivière Métis, à Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Matane. (O.C. no 2533, du 18 septembre 1936)</i>	23,000.00	.....	23,000
8.	<i>Département des Travaux publics:</i>			
	Entretien des ponts de péage - (septembre et octobre) (O.C. no 2638, du 2 octobre 1936)	3,955.45	.....	3,955.45
9.	<i>Département du Travail:</i>			
	Loi des mécaniciens de machines fixes, S.R., 1925, chapitre 184, et loi des appareils sous pression, 23 George V, chapitre 71	10,000.00	.....	10,000.00
	Loi des différends ouvriers de Québec, S.R., 1925, chapitre 97 (O.C. no 2727, du 7 octobre 1936)	200.00	.....	200.00
		8,872,039.48	5,901,174.36	2,970,865.12

Département du Trésor, bureau de l'auditeur
Québec, le 13 octobre 1936

L'auditeur de la province,
Edgar Vézina

(Document de la session no 8)

Décisions de l'Orateur:**Avis
des projets de loi**

M. l'Orateur: Messieurs, il me reste un point d'ordre à discuter devant cette Chambre, et je demande sur ce sujet l'avis de la Chambre. Hier, le chef de l'opposition a soulevé ici un point d'ordre sur le fait que les lois discutées en Chambre n'étaient pas, comme le veulent les règlements de la Chambre, précédées d'un avis de motion au *Feuilleton* du jour. Ce à quoi le premier ministre a répondu que l'avis du bill dont on discutait alors avait été donné le samedi. Le chef de l'opposition a alors prétendu que les avis inscrits le samedi devaient être répétés au *Feuilleton*, lorsque la Chambre ne reprend ses séances que le mardi. Évidemment, les règlements de la Chambre sont la codification des règlements en usage au Parlement britannique, mais, dans des cas comme celui-ci, mes prédécesseurs immédiats et médiats ont souvent tranché la question en ne se conformant pas à la lettre et à l'esprit des règlements qui doivent d'ailleurs être interprétés souvent selon les circonstances.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand il y a des écrits, il faut que les écrits prévalent. C'est dans l'intérêt de tous les députés, bleus ou rouges, qu'il y ait des avis de motions pour chacun des projets de loi. Je suis sûr que l'omission dans ce cas-ci n'a pas été malicieuse. Mais les règlements de la Chambre sont sages, quand ils disent qu'il faut inscrire d'abord un avis des projets de loi qu'on présente.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais l'honorable Orateur de cette Chambre vient de vous dire qu'il tranche la question en respectant une coutume établie avant lui. Le chef de l'opposition, à l'époque où il était Orateur, avait lui-même permis la présentation de lois sans préavis.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (En souriant) On devrait revenir à l'esprit des règlements de la Chambre. Vous voulez de l'ordre nouveau, alors changez donc cela.

(Rires)

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. *Le Devoir* du 15 octobre 1936 écrit à la page 1: "Comme la veille, une foule énorme s'était massée aux portes de la Chambre pour assister aux débats. À 3 heures, on entendait des cris de la foule qui, debout depuis une heure, protestait vivement. Lorsque le Président a donné l'ordre d'ouvrir les portes, deux gardiens ont été littéralement catapultés au milieu de la galerie où ils se sont ramassés comme ils ont pu. La porte centrale de la Chambre était constamment bloquée et les agents de police avaient toutes les difficultés du monde à ouvrir un passage aux députés qui voulaient arriver à leurs sièges."

2. À ce moment, rapporte *L'Action catholique* du 15 octobre 1936, à la page 3, "on voit donc sortir plusieurs spectateurs."

3. Conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprend des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il doit déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau réplique par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fait adopter une loi rendant plus difficile la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", oblige le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. La mesure s'applique rétroactivement aux contestations déjà en cours.

4. *L'Action catholique* du 15 octobre 1936, à la page 12, mentionne que le chef de l'opposition, M. Bouchard, applaudit M. Hamel.

5. John S. Norris, président de la Montreal Light, Heat & Power.

6. Sir Herbert Samuel Holt (1856-1941), homme d'affaires et financier. Irlandais d'origine émigré au Canada en 1875. Il œuvre d'abord dans le domaine des chemins de fer en tant qu'ingénieur et entrepreneur. Il prend ensuite la direction de la Montreal Light, Heat & Power Company qui est responsable de la distribution d'électricité pour une grande partie du Québec. Après avoir été président de la Sovereign Bank of Canada, il devient, en 1908, directeur de la Banque Royale du Canada. Au cours de ses 26 années à ce poste, cette institution bancaire deviendra la plus importante au

Canada, ce qui fait de lui l'une des personnalités les plus influentes de la haute finance canadienne.

7. Julian Cleveland Smith (décédé en 1939), ingénieur et financier, né aux États-Unis. Président de la Shawinigan Water & Power.

8. Voici la traduction de cet extrait:

"Il faut pleinement reconnaître que la question de rendre l'électricité abordable est de première importance et qu'elle sera essentielle pour l'avenir du progrès industriel de notre pays. L'approvisionnement et l'utilisation de l'électricité à tarif réduit est l'un des meilleurs moyens d'assurer des salaires améliorés, alors qu'une utilisation plus étendue, à supposer qu'elle soit produite à coût abordable, permet au fabricant de suivre l'augmentation du coût de la main-d'œuvre." (Page 6: *Electric Power Supply Committee Report presented to Parliament by Common of His Majesty.*)

9. Voici la traduction de cet extrait:

"Après une étude attentive, nous en sommes arrivés à la conclusion que, dans l'intérêt de la nation, les usines thermiques et les principales lignes de transmission devraient généralement être de propriété publique." (Page 9: *Electric Power Supply Committee - Commission d'étude sur la production d'énergie électrique.*)

10. Fiorello La Guardia (1882-1947), maire de New York de 1934 à 1945.

11. John Elliot Rankin (1882-1960), homme politique américain. Il fut représentant démocrate du Mississippi de 1921 à 1953.

12. Tout indique, selon les sources, que M. Hamel fait ici allusion à M. Taschereau.

13. Donnée du *Devoir* du 15 octobre 1936, à la page 9. *Le Soleil* de la même date, à la page 14, mentionne plutôt août 1936.

14. Au sujet de la Beauharnois, on peut consulter avec profit l'ouvrage de Shirley E. Woods Jr., *La saga des Molson, 1763-1983*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1983, aux pages 322-328.

15. Chiffre du *Devoir* du 15 octobre 1936, à la page 9. *Le Journal* de la même date, à la page 8, mentionne plutôt 4 millions et demi.

16. Wilfrid Laurier (1841-1919), premier ministre libéral du Canada de 1896 à 1911.

17. Laurent, dit Léon, Perrier (né en 1873), homme politique français. Il fut notamment député de l'Isère (1910-1919), sénateur de l'Isère (1920-1941) et ministre des Colonies (1925-1928).

18. Mgr Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve (1883-1947), oblat. Il est ordonné prêtre en 1907. Professeur au scolasticat d'Ottawa (1907-1920), puis directeur (1920-1930). Il obtient un doctorat en philosophie (1919), en théologie (1922) et en droit canonique (1930). Élu évêque de Gravelbourg en Saskatchewan (1930), archevêque de Québec (1931), puis cardinal le 13 mars 1933. Décédé à Alhambra en Californie, le 17 janvier 1947.

19. Lionel Groulx (1878-1967), professeur et historien. Ordonné prêtre le 28 janvier 1903, il est professeur au séminaire de Valleyfield (1903-1906) avant de poursuivre ses études en Europe. Il enseigne à Valleyfield (1909-1915), puis est nommé professeur titulaire de la première chaire d'histoire du Canada (1915-1950). Il est l'un des principaux porte-parole nationalistes du Québec et l'initiateur de nombreux mouvements patriotiques. Président fondateur de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1946) et directeur de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1947-1967). Ses nombreux écrits, romans et ouvrages historiques lui valurent plusieurs prix et marquèrent profondément la vie intellectuelle et sociale de son époque.

20. J. H. Marcotte, *Osons! : notre émancipation économique et sociale l'exige*, Montréal, (s.n.), 1936, 79 p.

21. Albert Rioux (1899-1983), agronome et agriculteur. Directeur diocésain de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) en 1928, vice-président général en 1929 et président général, de 1932 à 1936. En 1929, il est l'un des promoteurs du journal *La Terre de chez nous*. Sous-ministre de l'Agriculture en 1936, à l'avènement du premier gouvernement Duplessis. Il dirige le comité qui prépare la loi du crédit agricole, réorganise le ministère et instaure le service des recherches et le service de l'enseignement. Muté à la Bibliothèque de la Législature en 1939, il élabore un projet d'électrification rurale qui inspire la "loi de l'électrification rurale" de 1945. Nommé commissaire de l'Office de l'électrification rurale par Duplessis, il en devient le président en 1960.

Président de la Société canadienne d'établissement rural et président fondateur de la Société d'études rurales, il prépare plusieurs mémoires pour les gouvernements fédéral et provincial, pour la Commission Héon sur le commerce des produits agricoles (1951-1955), et la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels (1953-1956).

En 1971, il est chargé d'une mission au Liban pour le Service administratif canadien outre-mer (SACO). De 1972 à 1974, il représente le SACO en Algérie et en Tunisie.

22. M. Albert Rioux avait été candidat unioniste dans le comté de Saint-Hyacinthe. Il fut battu par 57 voix seulement par le chef de l'opposition libérale, M. Bouchard.

23. Louis Francoeur (1895-1941), journaliste à *La Patrie* (1922-1927) et au *Montreal Star* (1927-1930), il fonde en 1930 *Le Journal* qu'il dirige jusqu'en 1934. Directeur de *L'Illustration* (1934-1937) et de *La Patrie* (1937-1941), il est aussi candidat défait à des élections provinciales et fédérales durant les années 1930.

24. Beaudry Leman (1878-1951), ingénieur et financier. Il fut notamment maire de Shawinigan (1901-1908) et président de la Banque Canadienne Nationale (1934-1947).

25. John Edward Aldred (né en 1862), ingénieur et homme d'affaires américain. Trésorier (1898-1906), vice-président (1907-1908), puis président (1908-1933) de la Shawinigan Water & Power Company. Il est considéré par de nombreux auteurs comme l'un des fondateurs de la ville de Shawinigan.

26. Donat Raymond (1880-1963), financier canadien-français. Il siège au sein de nombreux conseils d'administration de banques et d'entreprises. Propriétaire du club de hockey Le Canadien de Montréal de 1935 à 1957. Nommé sénateur libéral à Ottawa en 1926.

27. *La Tribune* du 15 octobre 1936, à la page 1, rapporte que M. Labelle, après la réponse de M. Chaloult, "reprend son siège le visage tout cramoisi".

28. Victor Barbeau (1896-1994), journaliste, professeur et essayiste. Lieutenant du Royal Flying Corps (Angleterre, 1916). Après des études en philosophie en Europe, il devient professeur de langue et de littérature française à l'École des hautes études commerciales de Montréal (1925-1963). Professeur

de littérature française contemporaine (Université McGill, 1939-1942). Professeur de coopératisme (Université Laval, 1939-1943). Président fondateur de la première coopérative alimentaire La Familiale (1937-1960). Président et membre du Conseil supérieur de la Coopérative. Président de la Société des écrivains canadiens, section française (Montréal, 1927-1930). Président et co-fondateur de la Société des écrivains canadiens (Montréal, 1937-1944). Président du PEN Club (centre de Montréal, 1939, 1944). Président-fondateur de l'Académie canadienne-française (1944-1972). Fondateur-directeur de la revue littéraire *Liaison* (Montréal, 1946-1950). Lauréat de l'Académie française, membre à vie du Conseil international de la langue française (Paris). Auteur de nombreux ouvrages, pour lesquels il reçut de nombreux prix et distinctions. *Mesure de notre taille* est publié en 1936.

29. Jacques Bainville (1879-1936), historien et journaliste français ayant notamment collaboré à *L'Action française* de Charles Maurras.

30. Paul Leduc (né en 1889) avocat et homme politique ontarien. À l'Assemblée législative ontarienne, il fut député d'Ottawa-Est (1934-1940) et ministre des Mines (1934-1940) dans le cabinet Hepburn.

31. Alexander Ferguson (né en 1882), ingénieur civil, assistant-gérant (1927-1935), puis gérant du port de Montréal à partir de 1935.

32. L'orateur fait allusion à Nérée Le Noblet Duplessis (1855-1926), député conservateur de Saint-Maurice de 1886 à 1900.

33. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 15 octobre 1936, à la page 3, M. Fisher est absent de la Chambre à ce moment.

34. Selon *Le Canada*, M. l'Orateur aurait répété en anglais la proposition de M. Duplessis: "M. l'Orateur: On motion of the honourable member for Huntingdon (M. Fisher), seconded by the honourable member of Matane (M. Gagnon), it is resolved that this House, at its next sitting, do resolve itself into a committee to consider the Supply to be granted to His Majesty."

35. Selon *Le Canada*, M. l'Orateur aurait répété en anglais la proposition de M. Duplessis: "M. l'Orateur: On motion of the honourable member for Huntingdon (M. Fisher), seconded by the

honourable member for Matane (M. Gagnon), it is resolved that this House, at its next sitting, do resolve itself into a committee to consider the Ways and Means for raising the Supply to be granted to His Majesty."

36. Proverbe latin signifiant "les paroles s'envolent, les écrits restent".

Séance du jeudi 15 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Affaires courantes

M. l'Orateur demande s'il y a présentation de pétitions, de motions non annoncées, de rapports des comités ou de bills privés. Il demande aussi s'il y a présentation de bills publics.

**Impression des rapports
de l'administration publique**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)**² demande, appuyé par le représentant de Gatineau (M. Auger), la permission de présenter le bill 17 concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je désirerais savoir s'il y a un bill qui accompagne cette motion. Je ne le vois pas. S'il n'y a pas de bill annexé, je propose que le bill accompagne dorénavant chaque motion. Je m'oppose à la première lecture parce qu'un bill ne peut être présenté sous une forme incomplète. Il y a un règlement qui dit en blanc et en noir que le bill doit accompagner la motion; qu'autrement il est impossible de le passer en première lecture. Je suis donc obligé de soulever la question d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition, lui qui se disait prêt l'autre jour à hâter la procédure et à coopérer avec le gouvernement. Voici qu'il cherche maintenant à soulever des objections pour retarder le travail de la Chambre. Il n'y a absolument rien dans les règlements qui nous oblige à annexer le bill à l'avis. Lorsque le chef de l'opposition était président de la Chambre, il disait toujours: "Citez-moi donc en vertu de quel article cela est obligatoire." Nous sommes obligés de faire imprimer le bill pour la deuxième lecture, mais il n'y a rien qui nous oblige à le faire pour la première lecture. Il n'y a aucun article

qui, directement ou indirectement, oblige le gouvernement ou même un député à annexer la copie du bill à l'avis de présentation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le premier ministre veut bien me donner la latitude de parler deux fois sur la même question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas empêcher le chef de l'opposition de parler.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Eh bien, je voulais dire à l'honorable premier ministre qu'en vertu de l'article 445 des règlements de cette Chambre, aucun bill public ne peut être présenté en blanc ou sous une forme incomplète. L'article est pourtant bien clair et dit: "Nul bill public ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est justement ce que je viens de dire. Le bill ne peut être présenté en blanc, c'est exact, mais dans ce cas-ci, il n'a pas été déposé en blanc. Il nous faut savoir d'abord si le bill a été déposé au département légal, et je suis assuré qu'il l'a été, car nous en connaissons la teneur. C'est moi-même qui l'ai rédigé, comme question de fait. J'ai pris toute la journée de samedi et j'ai même travaillé, samedi soir, car le nouveau gouvernement ne ménage pas ses veilles. Mais rien n'oblige à annexer une copie du bill à l'avis de motion qui explique d'ailleurs le contenu de ce projet de loi.

M. Dumaine (Bagot): Il me semble que le bill doit être produit. On doit présenter la copie du bill et non pas un bill incomplet. C'est encore bien pire lorsqu'il n'y a pas de bill du tout.

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je vais d'abord donner une version de ce qui s'est toujours passé, à ma connaissance, avant de donner une opinion. Je suis moi-même un peu surpris de tout cela. Depuis cinq ans que je siège ici, jamais je n'ai eu entre les mains un bill lorsqu'il a été présenté à sa première lecture. C'a été toujours la coutume de ne pas produire copie d'un bill présenté en première lecture. La première lecture des bills se faisait toujours, dans le passé, sans que nous sachions ce qu'il y avait dans ce bill. On m'a dit qu'on se contentait,

pour la première lecture d'un bill, des explications du proposeur. Mais, en pratique, j'admets volontiers que c'est plus agréable et même plus commode pour les députés de savoir ce qu'il y a dans un bill quand ils sont appelés à voter à ce sujet.

En pratique, il serait peut-être préférable que le bill soit imprimé et distribué lorsqu'on le présente en première lecture. Mais je parle de la coutume qui a été suivie en Chambre jusqu'ici.

M. l'Orateur: L'article 445 dit bien que "nul bill ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète". Mais si nous regardons l'article 444, section 3 dit que la motion introductive du bill doit comporter le titre du bill et indiquer l'objet général du bill, à moins qu'il y ait des résolutions. Or, je constate, dans le cas qui nous occupe, qu'il n'y a pas de résolutions et que la motion du bill présenté par l'honorable secrétaire de la province (M. Paquette) comporte bien l'objet de ce projet de loi. En conséquence, je renvoie le point d'ordre du chef de l'opposition. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des députés répondent par l'affirmative.

M. l'Orateur: Adopté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Suspension de la séance

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, nous avons à rencontrer une couple de délégations des plus importantes au sujet de la législation que nous avons à présenter³. Actuellement, une partie seulement des bills que nous avons à étudier est imprimée, mais rien ne servirait d'étudier un ou deux bills. Je crois que le travail de la Chambre en serait facilité si nous suspendions la séance jusqu'à ce soir. Nous pourrions rencontrer les délégations cet après-midi et, ce soir, nous aurions l'avantage d'étudier les bills dans leur ensemble. Dans l'intervalle, il y aura réunion du cabinet. Ceci nous permettra de disposer de ces bills ce soir, car il y a le budget à présenter ensuite. La Chambre, je crois, admettra le bien-fondé de ma demande.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'objecte fortement à la suspension de la séance. Il faut que le bluff politique cesse et que l'ordre règne dans les délibérations de la Chambre...

Des voix: Oh! Oh!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On fait grand état dans les journaux et ailleurs de la diligence du nouveau gouvernement, le mettant en comparaison avec l'ancien régime, pour conclure qu'il était bien meilleur. Ce n'est pas mieux. On fait actuellement la même chose que sous l'ancien gouvernement. Hier, on nous a dit que le budget serait discuté vendredi et que les lois seraient discutées cet après-midi. Le chef du gouvernement vient de nous dire que tous les bills sont prêts. Où sont-ils ces bills? Il n'y a pas un seul bill de prêt. Des députés sont venus faire des représentations, se plaignant que pas un des bills n'a été imprimé, et qu'ils ne pouvaient pas les discuter sans savoir leur objet.

Si le gouvernement n'est pas prêt à procéder, qu'il nous dise donc qu'il n'est pas prêt à siéger et qu'il annonce dans ses journaux qu'il ne le peut pas. On demande de suspendre dans le but de nous faire distribuer des bills avant la séance pour que nous procédions à la vapeur sans qu'on en ait même pris connaissance. Je ne dis pas ceci seulement en mon nom personnel, mais au nom de tous les députés de la Chambre...

Des voix: Oh! Oh!

(Protestations à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces bills peuvent affecter les intérêts de leurs concitoyens, et ils sont tous intéressés à en prendre connaissance. Il est clair que les bills doivent être distribués à tous les députés avant la séance. Je suis certain qu'il n'y a pas encore un seul bill qui est imprimé en dépit de ce que dit mon honorable ami le chef de l'opposition...

(Rires et applaudissements de la Chambre et dans les galeries)⁴

Pardon... en dépit de ce que dit l'honorable chef du gouvernement. Je le défie de nous nommer deux bills qui sont imprimés. Et l'on veut procéder à la vapeur sans penser qu'on peut ainsi léser gravement les intérêts de tout le monde. Nous avons des règlements faits pour protéger les intérêts de la population. Nous sommes des députés qui représentons chaque comté de la province de Québec. Il faut nous en rendre compte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le chef de l'opposition me pose une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Si je prouve à l'honorable chef de l'opposition qu'il y en a au moins deux d'imprimés, est-ce qu'il s'engage à démissionner sur-le-champ? Est-ce que le chef de l'opposition persiste à dire qu'il n'y a pas un seul bill d'imprimé?

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne dis pas ça. Je suis prêt...

Une voix à droite: Prêt à quoi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... à aider le gouvernement en autant que la chose sera possible; je suis prêt à hâter la législation...

Une voix à droite: Ah! Ah!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais je ne suis pas prêt à voter des bills sans les voir. La Chambre n'est pas un moulin à café. À voir le premier ministre, on dirait que les députés sont ici seulement pour tourner la manivelle. Si les bills sont imprimés, pourquoi ne les distribue-t-on pas aux députés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition se fait de la bile pour peu de chose. Il me semble que l'opposition pourrait consacrer ses efforts à quelque chose de plus sérieux. J'ai dit et je répète simplement ceci: Nous avons des bills qui sont prêts, mais il n'y a rien dans les règlements qui nous oblige à les distribuer une journée ou dix minutes, avant la séance, pour la première lecture. Sous l'ancienne administration, ça prenait tellement de temps que nous, alors de l'opposition, étions obligés d'aller chercher nous-mêmes les bills au bureau de poste, avant de revenir pour les étudier. On n'avait pas la décence et le courage de les déposer à la Chambre.

Nous voulons cette fois que les députés prennent connaissance de tous les bills; et c'est pour cela que nous voulons les présenter dans leur ensemble. Nous allons nous efforcer, pour faciliter le travail, de les faire distribuer au moins une journée d'avance. Nous voulons que les députés lisent les bills et les étudient. Et c'est justement pour cela que nous avons demandé de suspendre la séance, afin de pouvoir les présenter dans leur ensemble, car il sera plus avantageux d'étudier la législation dans son

ensemble que d'étudier seulement un ou deux bills à la fois. Des bills à étudier, nous allons en recevoir dès cet après-midi.

Maintenant, je rappelle au chef de l'opposition que nous ne sommes au pouvoir que depuis le 26 août et que c'est la première fois dans l'histoire de la province que le gouvernement procède aussi rapidement dans la législation. C'est moi-même qui ai préparé tous ces bills. Les ministres travaillent sans répit. Nous avons sacrifié des repas et du sommeil pour gagner du temps. Je suis surpris de constater qu'un vieux parlementaire comme l'honorable le chef de l'opposition vienne nous parler de courtoisie, car il semble en ignorer lui-même les éléments. Qu'il le veuille ou ne le veuille pas, nous allons ajourner et siéger ce soir et non cet après-midi. C'est le gouvernement qui mène ici.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. l'Orateur demande à l'assistance dans les galeries de ne pas manifester.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons siéger ce soir, qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas. Je lui ai fait cette demande, bien gentiment, et je suis surpris de le voir refuser. C'est l'habitude de suspendre ainsi des séances. Sous l'ancien gouvernement, j'ai eu connaissance qu'on suspendait même des séances pour permettre à deux ministres d'aller se parler en arrière de la Chambre. Et nous demandons quoi? Nous demandons de suspendre la séance pour permettre aux députés d'avoir une vue d'ensemble sur la législation. Il me semble que nous demandons une chose juste. M. l'Orateur, je propose l'ajournement à 8 heures ce soir.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlant sur la motion d'ajournement, M. l'Orateur, je proteste de nouveau contre cette suspension de la séance, car nous ne sommes pas prêts à procéder. Nous ne voulons pas retarder la législation...

Des voix: Oh! Oh!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... car je veux hâter la session parce que, comme le gouvernement, je veux sauver de l'argent à la province. Le moins longtemps nous siégerons, le moins d'indemnités le gouvernement aura à payer. Au lieu de réduire le traitement des députés à \$2,250...

Des voix: Oh! Oh!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela peut se chiffrer à \$200,000. C'est important...

(Rires et protestations à droite)⁵

Une voix: Mais vous êtes opposé à la réduction de l'indemnité parlementaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis en effet opposé à la réduction de 10 % dans le traitement des députés, parce que je suis contre le bluff politique pratiqué par le nouveau gouvernement...

(Protestations et rires à droite)

Je me moque des protestations et des rires, car il faut comprendre qu'il n'y a pas que la Chambre et ses galeries qui se prononcent sur le gouvernement. Il y a l'opinion publique de toute la province de Québec qu'il faut respecter, et c'est à elle que je m'adresse.

(Rires)

Quand le gouvernement veut forcer les membres de cette Chambre à suspendre la séance, je dis que c'est injuste pour tous les députés. Il n'est pas juste de violer l'esprit des règlements. Le chef du gouvernement nous avise que cet après-midi il distribuera tous les bills. Ce n'est pas juste pour la Chambre d'exiger d'elle qu'elle les connaisse dès ce soir, alors qu'on devra les étudier. Pour étudier un bill, il faut en connaître la teneur. Il y a nécessité et justice pour les députés de se prononcer avant de donner leur vote. Si les bills avaient été présentés dans leur forme complète, ils seraient prêts aujourd'hui. Je proteste contre cette motion. Je comprends que le chef du gouvernement profite du fait qu'il a une nombreuse députation qui lui donne une majorité autocratique...

(Rires et protestations à droite)

Je comprends qu'il a parlé de l'ancien régime, mais l'ancien régime n'existe plus...

(Applaudissements de la Chambre et dans les galeries. La Chambre est houleuse)

Les abus qui ont fait crouler l'ancien régime...

Des voix: Bravo!

(Applaudissements et rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ...devraient cesser sous le régime actuel, car ils feront crouler le régime actuel comme l'autre...

(Rires de la Chambre et dans les galeries)

Ces abus se répéteront sous le régime actuel. Je l'ai dit durant la campagne, et je le répète. Mais l'ordre nouveau doit conserver ce qu'il y avait de bon sous l'ancien régime car, s'il y avait des abus, il y avait aussi de bonnes choses.

(Protestations à droite et dans les galeries)

Les règlements sont de ceux-là. Le gouvernement doit voir aussi à la conservation des règlements de la Chambre. Le chef de l'opposition continuera à protester pour le respect des règlements. Je comprends qu'il y a ici la majorité et les galeries, mais si le gouvernement veut utiliser sa majorité pour écraser notre vote, il doit respecter ce qu'il faut respecter et tenir compte de l'opinion publique. Il ne faut pas seulement penser à célébrer une victoire. Il faut aussi respecter le chef de l'opposition.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

M. l'Orateur: La séance est suspendue jusqu'à 8 heures ce soir.⁶

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

À 4 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Loi Dillon⁷

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
(Applaudissements)⁸

M. le président: À l'ordre, messieurs!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de faire disparaître des Statuts de la province

une loi qui attente gravement à l'autorité judiciaire et qui sanctionnait des abus révoltants commis par des amis du chef de l'opposition qui s'étaient institués juges dans leur propre cause. C'est une loi en vertu de laquelle on a assommé les juges, on a fait disparaître les témoins, en vertu de laquelle les accusés sont montés sur le banc et ont fait payer les frais par ceux qui avaient été volés.

En la faisant disparaître, nous avons une excellente occasion de purifier notre législation et nos méthodes électorales. Non seulement nous avons constamment et à plusieurs reprises demandé le rappel de cette loi Dillon, mais nous avons promis à la population de la rappeler dès la session qui suivrait. C'est cette promesse faite à la population que nous tenons aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) a voté pour la loi Dillon?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris de voir l'honorable député de Rivière-du-Loup attaquer un absent⁹. Je me demande s'il fait cela en vertu de l'article 390¹⁰. Mais je dirai que l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) est un exemple de désintéressement, de patriotisme et d'honnêteté, exemple que l'honorable député ferait bien de suivre dans son propre intérêt.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. l'Orateur demande si la Chambre consent à ce que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Troisième lecture à la prochaine séance, demain!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas pourquoi le chef de l'opposition tient à retarder l'adoption de cette loi qui fait disparaître une iniquité. Dois-je comprendre qu'il insiste? Ce n'est pas ce qu'il a promis au gouvernement. Et, pour cette loi en particulier, il me semble¹¹...

(Applaudissements et rires de la Chambre et dans les galeries)

M. l'Orateur: Je me permets de répéter au public qui se trouve dans les galeries que toute manifestation lui est défendue au cours de la séance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je répondrai que, quand même nous ne l'adopterions pas ce soir, ça ne retarde rien, car il faut que le Conseil législatif l'adopte. Or, il ne siègera que le 22. Je ne veux rien retarder du tout, mais j'estime qu'il faut tout au moins discuter un peu de ce que nous sommes appelés à voter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce que la Chambre est impatiente de réparer une injustice, avec le plus de célérité possible.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre peut dormir en paix sur son anxiété.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Prochaine séance alors.

Vente d'immeubles pour taxes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 71, relative à la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de la loi est expliqué par son titre. L'effet du présent bill est de libérer les corporations de cités et de villes de l'obligation de vendre les immeubles affectés de taxes échues depuis deux ans ou plus et impayées. Les dispositions, abrogées en vertu de la section 2 du présent bill, autorisaient les corporations municipales et scolaires à contracter des emprunts en raison du délai accordé pour le paiement des taxes.

Je crois que la Chambre n'hésitera pas à adopter cette loi, vu les embarras qu'elle a créés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que c'est une mauvaise loi que l'on présente là. Car la loi que l'on veut abroger, par le présent bill, a rendu de grands services aux contribuables de la province de Québec et aux municipalités, en empêchant les arriérés de taxes trop considérables. Je me demande si le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Bilodeau) a reçu plusieurs requêtes se plaignant de la loi que l'on veut abroger, mais je crois que les villes affectées se résument à une seule, la ville de Québec. On ne devrait pas régler, par un statut général, le cas d'une seule ville.

La loi que l'on veut abroger avait un bon effet au point de vue de la perception des taxes, car elle forçait ceux qui devaient des taxes à les payer, au lieu de les laisser accumuler jusqu'au point de l'insolvabilité. C'est pour empêcher l'accumulation des taxes que l'ancien gouvernement avait forcé les municipalités à vendre les immeubles pour taxes après deux ans d'arrérages. De plus, l'ancienne loi protégeait le créancier hypothécaire. Car, plus la somme des taxes dues s'accroissait, plus la garantie hypothécaire des créanciers diminuait en valeur. Il arrive souvent que les taxes doublées font disparaître les créances hypothécaires.

De plus, laisser accumuler les retards durant trois ou six ans dans le paiement des taxes, c'est entraîner les villes à emprunter aux banques pour financer leur administration, à intérêt souvent très élevé. De plus, quand un bon nombre de contribuables ne paient pas leurs taxes, cela signifie que les autres contribuables qui paient, eux, leurs taxes doivent en somme assumer la part de ceux qui ne paient pas.

Je vois par les journaux que déjà, à Montréal, on a été mis sous l'impression que, du moment que cette loi disparaît, les gens pourront impunément accumuler leurs taxes et retarder leur paiement de deux, trois, quatre ou cinq ans. La ville de Montréal a un système de perception de taxes excellent, qui lui permet de se passer de la législation à abroger. C'est ce qui fait qu'elle n'a pas d'arriérés de taxes. Il n'en est pas ainsi pour nombre d'autres localités de la province. Dans notre ville, la loi qu'on veut abroger a rendu des services. Quand elle pressait trop celui qui ne pouvait payer ses taxes, il restait à celui-là le recours d'un tribunal. On parle du cas des petits propriétaires, dont on faisait vendre les propriétés. Mais on oublie que dans l'ancienne loi, il y avait ce recours sans frais au juge, qui pouvait accorder un délai qui pouvait aller jusqu'à cinq années. En plus la Commission municipale pouvait exempter une ville de l'application de la loi.

Je crois comprendre que c'est sur la pression de la seule ville de Québec que l'on demande de changer la législation existante. Québec, avec cette loi, à cause de son système spécial de perception, a été la seule ville gênée financièrement par son application. Si on en juge par la liste des propriétés qui ont été annoncées en vente, la ville de Québec a des sommes formidables en arrérages de taxes. Si l'on permet aux contribuables de ne pas payer leurs taxes, cela signifie que les arrérages vont s'accumuler tellement qu'il leur sera impossible de jamais les acquitter. Ce qui veut dire qu'on va leur rendre un

mauvais service. Et, manquant de revenus de ce côté, elle empruntera de l'argent des banques pour faire fonctionner la machine municipale. Nous allons rétablir le système de laisser les propriétés se manger par les taxes.

La ville de Québec, puisque c'est le cas dont nous parlons, devrait avoir une loi particulière pour régler son cas. On a constaté que Québec avait des arrérages de taxes qui formaient des sommes formidables. (M. Bouchard lit les montants de la liste qu'il a en main.) La liste des arrérages de taxes comprend en majorité des montants de \$1,000, \$2,000 et jusqu'à \$32,000 de taxes. Or, une ville ne peut pas s'administrer sous un régime pareil. Elle doit prendre ses revenus quelque part. Elle ne peut toujours marcher sur des emprunts. Il faut que les taxes soient payées, en toute justice pour ceux qui acquittent leurs dettes municipales. Ces arrérages ont dû permettre à la ville de Québec de s'adresser aux banques pour emprunter de l'argent, alors que la loi dit que les dépenses doivent être payées avec les revenus courants.

Les conseils, qui ont négligé de percevoir leurs taxes, ont rendu de mauvais services aux propriétaires. On dit que ce sont les petits propriétaires qui réclament la disparition de cette loi, mais il y en a des gros d'après la liste que j'ai ici, au sujet de la vente des propriétés par la ville de Québec. Je ne donnerai pas cependant les noms. Il y a un bon nombre de compagnies immobilières qui doivent des taxes. Si l'on abolit la loi, quand ces gens-là paieront-ils leurs taxes? Si on leur laisse ajourner leurs paiements, jamais plus elles n'en pourront sortir. Il vaudrait mieux faire une loi spéciale pour le cas de Québec, mais ne pas toucher à la loi que l'on veut maintenant abroger. Je m'objecte donc à l'adoption de ce projet.

M. Labbé (Mégantic): Québec n'est pas seule dans ce cas. En temps de crise, les propriétaires ont de la misère. Autrefois, on accordait trois ans aux payeurs de taxes, et c'était avant la crise, dans le temps de la prospérité. Mais la nouvelle loi est arrivée dans un temps de dépression, et le gouvernement a même abrégé les délais à deux ans. À Thetford, on a trouvé cette loi injuste et étrange. Les propriétaires réclament sa disparition.

(Applaudissements à droite)

Chez nous, la loi a surtout affecté les petits propriétaires. D'ailleurs, les administrations municipales ont tous les droits voulus pour percevoir leurs taxes. Le pouvoir que leur confère cette loi est illusoire.

(Applaudissements à droite)

Avec l'ancienne loi, on a pratiqué la concentration de la richesse et spolié nombre de pauvres gens de leur petite propriété, ce qui est un désastre au point de vue social et économique.

M. Grégoire (Montmagny): Je m'incline devant l'expérience municipale du chef de l'opposition, mais quand il dit que la situation financière de Québec est terriblement embarrassée, c'est parce que nous avons eu de mauvaises administrations. C'est vrai que les arrérages sont considérables, mais le chef de l'opposition a oublié d'ajouter que le mal vient de ce que, au temps de l'ancien régime, l'hôtel de ville était rempli des créatures du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

Il manquait de l'ordre. Cela vient aussi, qu'au temps de la prospérité, l'administration municipale composée des amis du chef de l'opposition n'a pas perçu les taxes. La plupart des gros comptes d'arrérages actuels datent de ce temps-là. Nous avons des incompetents. On ne fait pas un trésorier ou un comptable avec un journalier. S'il y avait eu alors à l'hôtel de ville quelqu'un pour faire entrer les taxes; mais on s'est occupé plutôt de spéculer. Dans l'intervalle, nombre de propriétaires se sont fait manger leur propriété. Nous avons de formidables arrérages, c'est vrai, mais la ville a été trop longtemps une succursale du gouvernement.

Il fallait changer notre système, et c'est ce que nous sommes en train de faire. Si le gouvernement, alors, avait voulu nous prendre dans ses confidences, nous aurions remédié à la situation. Je crois, pour ma part, qu'une ville bien administrée est capable de faire seule la perception de ses taxes sans qu'on soit obligé de recourir à une mesure draconienne comme celle qui existait dans le passé.

Je ne veux pas, par mon attitude sur ce bill, donner l'impression que je suis favorable au non-paiement des taxes. Au contraire, nous sommes à nous organiser pour faire payer ceux qui ont les moyens de payer leurs taxes, mais nous voulons protéger les petits épargnants qui ont investi dans leur maison les économies de toute une vie de travail, et qui, à cause d'une position perdue, par exemple, ne peuvent plus continuer à payer leurs taxes. Ces petits propriétaires, je veux les protéger, et je les protégerai.

(Applaudissements à droite)

On a dit que nous avons de gros arrérages de taxes, et c'est encore vrai, mais c'est parce que l'Hôtel de Ville a été trop longtemps, je le répète, une succursale du Parlement de Québec.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition dit qu'il y a de gros propriétaires qui sont sur la liste des arrérages de taxes. Mais allons-nous ruiner d'un coup ces propriétaires, en les forçant à vendre leurs propriétés? S'il y avait eu mauvaise volonté, nous aurions imposé la vente, mais quand ces gens font leur possible, quand on sait que les propriétés ne peuvent se vendre de ce temps-ci, il serait injuste de les ruiner. Nous avons déjà trop peu de propriétaires dans les villes. Si je suis favorable à cette loi, ce n'est pas pour empêcher le monde de payer ses taxes. Et puis, à part les gros propriétaires, je me lève ici dans l'intérêt des petits propriétaires. Si cette loi nous permet de sauver les petits propriétaires, je m'en féliciterai toujours. C'est pourquoi je suis en faveur du bill.

(Applaudissement à droite)

M. Carignan (Jacques-Cartier): Avec la loi actuelle, la publicité relative à la vente des propriétés pour le paiement des taxes se faisait gratuitement. Je demanderais que l'on maintienne ce privilège. C'est un des moyens de sauver le petit propriétaire.

De plus, les municipalités paient des sommes énormes aux shérifs, montants qui s'ajoutent à ceux que l'on devait payer à la *Gazette officielle* avec l'ancienne loi. Il y a un cas à Lachine où la ville était créancière pour \$45,000 sur une propriété. Il lui en a coûté au-delà de \$7,000 en frais de shérif et de publicité. Est-il juste que, lorsqu'une municipalité tente de rentrer dans ce qui lui est dû pour les taxes, le gouvernement vienne prendre des bénéfices là-dessus?

M. Pelletier (Lotbinière): La loi actuellement en vigueur tend à la création de la concentration de la propriété. La loi actuelle remet les choses en place, tandis que la loi que l'on est à abroger, au lieu de rendre service aux municipalités, rendait leur tâche plus onéreuse. Cette loi abattra le trust de la propriété foncière.

On acquerrait auparavant, avant cette abrogation projetée, des propriétés pour une bouchée de pain quelquefois. Dans la ville de Lauzon, en ma qualité d'avocat de la municipalité, j'ai eu connaissance de nombreuses poursuites de propriétaires, avec le résultat que les revenus de la ville ont diminué dans des proportions alarmantes. Je crois opportun, dans l'intérêt public, de rappeler cette loi.

M. Larochelle (Lévis): La position de Mégantic, décrite par le député de Mégantic (M. Labbé) et celle de Québec, décrite par le député

de Montmagny (M. Grégoire), est absolument celle de Lévis. Je suis pour l'abrogation de cette loi, parce que je crois qu'elle peut permettre la création d'un trust qui contrôlerait toutes les propriétés en les achetant lorsqu'elles seront vendues pour non-paiement de taxes.

(Applaudissements à droite)

M. Barrette (Terrebonne): L'avantage que présente l'abrogation de la loi, c'est qu'elle permettra à la ville de Saint-Jérôme, la plus importante de mon comté, de transiger avec ses propriétaires, sans l'intervention des tribunaux. Dans cette ville, il y a eu 40 requêtes devant les tribunaux, et les juges n'ont pas rendu leurs décisions dans la plupart des cas, attendant l'abrogation de la loi qui est nécessaire et que j'approuve.

(Applaudissements à droite)

M. Béique (Chambly): M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition a déclaré que la ville de Québec était la seule intéressée à voir disparaître cette loi. Il me semble que Québec vaut la peine que nous l'aidions.

(Applaudissements à droite)

Mais les honorables députés que nous venons d'entendre nous disent que la loi offre de graves inconvénients. Il est donc urgent de la rappeler.

M. Boyer (Châteauguay): La loi, dans mon opinion, n'a pas sa raison d'être, car elle fait plus de mal que de bien. Un grand nombre de municipalités s'en plaignent, et elle a des conséquences regrettables pour les petits propriétaires.

(Applaudissements à droite)

MM. Marier (Drummond) et Gagné (Arthabaska) se déclarent en faveur du projet de loi.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque la loi que nous voulons rappeler a été présentée en 1934, l'opposition du temps - je parle de

l'ordre ancien - s'est objectée. Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) a présenté avec raison certains amendements pour protéger le petit propriétaire. Nous souffrons de la concentration de la propriété. La loi actuelle est une prime à cette concentration. C'était une loi injuste. La petite propriété est non seulement nécessaire, mais elle constitue un rempart pour ainsi dire indispensable aux idées subversives. Auparavant, les compagnies puissantes achetaient les propriétés pour rien. L'ancien gouvernement a trop encouragé certaines compagnies puissantes en tête desquelles on voyait les noms de certains ministres, au conseil d'administration.

Le chef de l'opposition a fait un stage trop court aux Affaires municipales¹³, il me semble. Il a dit que Québec était la seule ville à se plaindre de la loi actuelle. Il devrait savoir que j'ai reçu des plaintes de Hull, Trois-Rivières, Québec, Montréal et plusieurs autres villes. Ces villes réclamaient la disparition de la loi. Le régime payait avec des "pitons"¹⁴ et, alors, on condamnait le petit propriétaire à payer, quand le gouvernement ne payait pas. Je félicite le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) d'avoir présenté cette importante réforme.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je me demande si cette loi donne "fair-play" aux municipalités. Tout le monde est d'accord pour que l'on protège le petit propriétaire. Je suis également pour la protection du petit propriétaire, mais s'il m'est permis de faire une suggestion, je crois que la loi devrait être amendée de manière à ne pas toucher ceux qui doivent moins de \$2,500 de taxes chaque année, mais à laisser tomber ceux qui doivent \$2,500 de taxes et plus sous le coup de la loi. Ainsi, on protégerait le petit propriétaire et on protégerait en même temps les municipalités intéressées. Parce que, si l'on permet à des gens qui doivent plus de \$2,500 par année d'accumuler leurs arrérages, est-ce juste pour les municipalités qui ont besoin d'argent? Les municipalités ne devraient pas accumuler des arrérages de taxes. L'honorable chef de l'opposition a cité des cas où des sommes de \$25,000 et \$30,000 sont dues. Ces propriétaires ne sont pas de petits propriétaires. Nous devons aussi garder à l'esprit que le crédit des petits propriétaires est en jeu et que, si les municipalités ne peuvent percevoir leurs taxes, le crédit de la province en souffrira.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas compris.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) répète. Je sais, dit-il, qu'il veut maintenant le crédit des municipalités et je fais cette suggestion à mon honorable ami, le chef de l'opposition¹⁵...

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): (En souriant) C'est difficile de vous habituer à être de l'autre bord et à vous rendre compte que c'est nous qui sommes ici.
(Rires)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): (En souriant) Je m'excuse, M. le président.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suggestion est intéressante, mais nous avons pourtant dit que nous sommes en faveur de la justice pour tout le monde. Nous protégeons les petits en rappelant cette loi, tandis que les gros peuvent se protéger eux-mêmes. Il serait mauvais de faire des réserves, comme le suggère le député de Montréal-Saint-Louis.

Ce serait poser un mauvais principe que de faire des exceptions dans la loi. Le gouvernement lui-même autrefois ne payait pas ses taxes. De plus, il y a l'autonomie municipale à préserver. Il ne faut pas interdire les conseils municipaux. D'ailleurs, la loi générale reste.

Nous nous opposons aux ventes forcées en bloc, car les conseils municipaux ont tous les pouvoirs voulus pour percevoir les taxes. Les municipalités sont les mieux placées pour savoir si elles doivent forcer le paiement des taxes en mettant une propriété en vente. La loi actuelle de 1934 est sommaire, car elle ne laisse aucune discrétion aux municipalités. Elles doivent vendre au bout de deux ans.

Je félicite de nouveau l'honorable ministre des Affaires municipales (M. Bilodeau), qui est une grande amélioration sur l'ancien ministre¹⁶...

(Rires)

Dans la ville de Québec dont on a parlé, je connais un grand marchand qui ne pouvait payer ses taxes parce que ses clients le payaient avec des pitons du gouvernement...

Des voix à droite: Honte! Honte!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce citoyen était ainsi exposé à perdre sa propriété en vertu de cette loi, à cause de l'incurie du gouvernement qui avait créé cette législation et ne payait pas ses dettes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, je n'ai peut-être pas, je l'admets, toute la science du nouveau ministre des Affaires municipales. La loi dit que, dans les 20 jours après la préparation du rôle, le trésorier doit percevoir les taxes. Si on laisse les taxes s'accumuler pendant six ou sept ans, on va ruiner les créanciers hypothécaires.

Le meilleur moyen de détruire la petite propriété, c'est de laisser accumuler les arrérages de taxes. Si vous voulez détruire les petits propriétaires, abrogez cette loi. Ce ne sont pas les gros propriétaires qui prêtent aux petits propriétaires. Ce sont les petits. Je parle surtout des petits créanciers hypothécaires. Si on laisse les taxes s'accumuler, on laisse se manger la propriété.

Nous nous devons de considérer avec soin la loi qui est devant nous. Et nous discutons de cela avec tellement de rapidité. Si on nous laissait tenir ces bills un peu avant la séance...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous l'ai fait tenir à 7 h 55. Vous l'avez eu avant moi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'est pas un moulin à café, et nous ne sommes pas là pour tourner une manivelle, afin de faire sortir des grains. Il faut savoir ce qu'on discute.

(M. Bouchard veut savoir si le ministre des Affaires municipales a l'intention de maintenir la loi qui empêche la prescription après trois ans.) Je souligne que la prescription de trois ans, pour ce qui est de la perception des taxes, est presque inexistante aujourd'hui, car, avec les années, on a voté des lois qui ont éliminé la prescription.

On a parlé de la situation de la ville de Québec, mais si réellement la ville de Québec a décidé de laisser la routine, on aurait dû commencer par consolider les taxes. Le premier ministre a dit que l'ancien gouvernement ne payait pas ses dettes, mais le nouveau ne fait guère mieux. Depuis longtemps, les journaux réclament le paiement des salaires des employés.

Les juges des sessions de la paix et les geôliers de prisons n'ont pas été payés depuis assez longtemps déjà...

(Protestations à droite)

Quelle explication donner? Encore cet après-midi, une pauvre femme dont le mari travaille dans une prison vient de m'écrire pour réclamer le salaire de ce dernier qui n'a pas encore été payé. Elle attend après cela pour donner à manger à ses enfants...

Des députés à droite: L'ancien régime qui recommence avec Bouchard le piton.

(Protestations à droite)

Un député à droite: Payez avec des "pitons".

Des députés et des voix dans les galeries: Piton! Piton!

(Désordre dans la Chambre)¹⁷

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Avec humour) Et c'est à se demander si les \$51,000,000 de M. Pitfield¹⁸ ne sont pas déjà fondus dans la poêle ministérielle¹⁹. Ne parlons donc pas de corde dans la maison d'un pendu. Où tout cet argent est-il passé? Je vois que ce qui existait anciennement existe donc encore...

(Désordre dans la Chambre. Tous parlent en même temps et couvrent la voix du chef de l'opposition)

Des députés et des voix dans les galeries: À l'ordre! Piton! Piton!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Élevant la voix) Au moins, on n'aura pas gardé de l'ancien régime le bon ordre qui existait dans la Chambre.

Des voix: Piton! Piton!

(Désordre dans la Chambre)²⁰

M. le président: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas voulu soulever la question d'ordre pour ne pas interrompre le beau discours du chef de l'opposition, mais je veux bien rétablir les faits. Ce n'est pas notre habitude non plus de favoriser le désordre.

Le chef de l'opposition a dit que nous n'avons pas payé les salaires des fonctionnaires. Je lui dirai maintenant que nous avons dû prendre les dispositions nécessaires pour protéger le Trésor.

L'ancien régime avait établi un système tellement malhonnête que des milliers et des milliers ont été payés au nom de personnes qui n'existaient même pas. Il y a même des parents d'anciens ministres qui retiraient des salaires, sans se rendre à leur bureau, ou sans même aller chercher leur chèque. On nous reprochera pas maintenant de prendre des

mesures pour faire disparaître un tel état de choses et d'établir une bonne vérification.

Nous allons continuer l'enquête des comptes publics et tous ceux qui ont volé l'argent du peuple et leurs complices seront dénoncés et punis.

(Applaudissements à droite)

Nous aurons l'occasion plus tard, avec l'enquête, de mettre les choses au clair. Que le chef de l'opposition attende: nous prouverons des choses, à l'enquête, qui le feront songer.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oh! Oh!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela veut-il dire que l'honorable chef de l'opposition ne songe jamais?

(Rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, quand je me couche, je suis assez fatigué que je dors sans m'ennuyer à songer. Je suis sorti de la discussion parce que le premier ministre lui-même en est sorti, en reprochant au gouvernement de n'avoir pas payé ses dettes...

(Protestations à droite)

Des voix du parti ministériel: Pitons, pitons, parlez-nous des pitons!

(Claquements des couvercles des pupitres)²¹

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Les sections 2 à 4 inclusivement de la loi 24 George V, chapitre 71, sont abrogées."

Il est proposé de changer les mots "sections 2 à 4" pour "sections 2 à 6".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Protection de l'épargne populaire

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) (Applaudissements à droite) propose, selon l'ordre du

jour, que le bill 5 pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, je suis heureux de présenter cette loi que l'opposition a réclamée depuis si longtemps. Elle a pour but de prévenir des abus qui sont bien connus et d'empêcher la surcapitalisation, qui en est souvent la cause et permet l'exploitation du public. Une débenture vendue est, en somme, un emprunt garanti par première hypothèque. Il s'agit d'empêcher les corporations d'émettre ainsi des débentures en donnant comme garantie des biens futurs qui n'existent pas, trompant ainsi le public.

La loi actuelle a eu des effets désastreux. Ainsi, dans la ville de Québec, pour citer un exemple, nous avons vu un grand immeuble au nom canadien s'ériger sur des terrains qui n'étaient même pas payés, avec de l'argent obtenu sur la garantie de biens mobiliers et immobiliers à acquérir. Et on sait avec quel résultat.

Cette nouvelle loi empêchera la répétition de pareilles choses. L'objet du projet de loi est de limiter toute émission de bons, obligations ou actions-obligations, pour fins industrielles ou commerciales, à un montant représentant la valeur de celle des immeubles existants affectés par l'hypothèque donnée en garantie. Cette loi constitue une excellente mesure pour purifier la finance.

J'en suis d'autant plus heureux, car je ferai remarquer à l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que, bien que je fusse ministériel dans le temps, j'ai voté deux fois avec l'opposition pour cette mesure et que, l'an dernier, je l'ai approuvée une fois de plus.

(Applaudissements à droite)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je suis en faveur de cette loi, mais elle ne me paraît pas suffisamment étanche et pas suffisamment complète. J'ai été moi-même victime des abus que ce projet veut faire disparaître, mais je ne crois pas qu'on atteigne le but que l'on se propose. Je me demande comment on déterminera la valeur réelle des immeubles garantissant les débentures. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces n'ont pas de législation comme celle-là. Même les experts ne s'entendent pas toujours sur ce point.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les registraires peuvent déterminer la valeur réelle des immeubles.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Un groupe d'experts peut dire \$100,000 alors qu'un autre peut dire \$200,000. Il y a aussi des compagnies qui n'ont pas d'immeubles, mais qui possèdent des obligations qu'elles ne veulent pas vendre, mais contre lesquelles elles veulent émettre d'autres obligations. Cette loi n'est pas étanche. (M. Bercovitch répète qu'il en appuie le principe.) Je ne veux pas faire de critique mesquine et serai heureux d'aider le gouvernement de toutes les manières possibles pour que ce bill soit étanche.

Il y a également le cas d'une corporation de l'Ontario qui, en vertu des lois de cette province, pouvait émettre des obligations pour un montant de \$10,000,000, alors que la valeur de sa garantie immobilière n'était que de \$100,000. Et ces obligations pouvaient être colportées en cette province. L'objectif du gouvernement est excellent, mais peut-être que, dans l'empressement du gouvernement à présenter sa législation, on n'a pas étudié suffisamment cette question, et peut-être serait-il préférable de suspendre ce bill pour le moment et aller plus en profondeur. Je fournirai toute l'aide dont je suis capable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que c'est un bill qui ne pourra pas faire disparaître tous les abus, mais il faut commencer par là. La capitalisation a souvent dépassé la valeur réelle que tant de gens ont perdu leur argent. Il y a eu aussi de nombreux autres abus. Le problème est si étendu qu'il ne nous est pas permis, dans une première session, d'y remédier dans toutes ses ramifications. Cela a été un malheur pour notre population qu'on permette le commerce des débentures et la spéculation. La multiplicité du mal n'a jamais engendré le bien.

Il est arrivé trop souvent, par le passé, que l'on ait vendu des obligations qui ne valaient rien, ce qui a entraîné une augmentation de la misère dans la province, et que l'épargne qui aurait pu servir à établir convenablement des gens a été ruinée, à cause des lois qui favorisaient la surcapitalisation et le mouillage. C'est pourquoi des pères de famille aujourd'hui ne peuvent aider leurs fils à s'établir. On leur a enlevé leur argent.

Il existe plusieurs types de titres mouillés. Les actions ordinaires sont souvent spéculatives, mais ne sont pas l'objet de ce bill. Celui-ci concerne plutôt les débentures et les obligations. Il ne faut pas confondre les actions avec les débentures. Les actions sont le fruit de la spéculation et elles comportent toujours, par définition, l'élément de

risque. L'acheteur le sait. L'action, c'est le capital placé par celui qui entreprend quelque chose et qui y risque son avoir. Celui qui achète une action derrière laquelle il n'y a pas de valeur réelle fait de la spéculation et il est censé le savoir, mais ce n'est pas le cas des débetures. Les débetures devraient toujours représenter une valeur pleine, parce qu'elles sont garanties par une première hypothèque. Or, on émettait autrefois des débetures pour un montant plus considérable que la valeur réelle. La raison principale des souffrances d'aujourd'hui est une législation déficiente.

Or, grâce à la loi qui permet l'émission de débetures sur les biens futurs, on a bouleversé ces deux notions, au point que les obligations participent maintenant du risque de l'action. La situation qui se présente actuellement dans l'industrie du papier provient de l'émission de débetures qui ne reposaient pas sur des valeurs réelles. Prenons, si vous voulez, le cas du *Soleil*. Le *Soleil* en était rendu à payer 28 %²² de dividende sur les actions, grâce à l'argent qu'il faisait à même les fonds publics. Les directeurs du journal *Le Soleil*, qui ont peur de la lumière, pour cacher un chiffre aussi considérable, ont décidé de diviser chaque action en quatre, de sorte que, apparemment, le dividende de 28 % par action était réduit à 7 %²³. Puis, la chose étant connue, on a abandonné les dividendes sur les actions pour les transporter sur les débetures.

Avec la présente mesure, nous allons à la source du mal, et nous disons que les débetures ne devront pas être émises au-dessus de la valeur réelle des biens immobiliers.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mais quelle est la valeur réelle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que la valeur réelle? Elle est facile à établir. C'est le prix payé par un acheteur, qui n'est pas obligé d'acheter, à un homme qui n'est pas obligé de vendre le produit qu'on achète.

Il est préférable d'avoir un doute quant à la valeur réelle des biens immobiliers que de rester dans la situation actuelle. Il peut y avoir des divergences d'opinion. Quant à l'objection portant sur l'évaluation des obligations, le prix de vente peut nous guider à déterminer la valeur.

L'honorable député de Montréal-Saint-Louis, avocat distingué, dit que le dominion et les autres provinces n'ont pas de lois semblables. Je n'ai pas à me mêler des affaires des autres provinces, mais ce n'est pas une raison pour que Québec attende l'initiative des

autres provinces, pour agir avec logique et bon sens. Nous allons commencer par mettre l'ordre chez nous, et si les autres provinces ont besoin d'un exemple, Québec va le leur donner; elle va continuer à tracer la voie.

(Applaudissements)

Le député de Montréal-Saint-Louis dit qu'on ne défend pas la chose ailleurs. Qu'importe le cas des autres provinces, car la multiplicité du mal n'a jamais engendré le bien. Et le mal des uns ne justifie pas les autres de faire ainsi. Nous avons ici des compagnies étrangères qui exploitent nos ressources naturelles, nos pouvoirs d'eau, nos réserves forestières, nos mines, etc. Toutes ces compagnies qui exploitent nos ressources naturelles, nous allons les forcer à s'incorporer, en vertu des lois de la province de Québec, et elles devront se conformer aux lois de la province de Québec, si elles veulent continuer à exploiter nos ressources naturelles, et, lorsque les lois de notre province auront été bonifiées, nous aurons largement amélioré la situation, et nous aurons fait un grand pas pour l'épuration du capital.

(Applaudissements)²⁴

La question du capital proprement dit est complexe. Qu'est-ce qui doit définir le capital et comment l'argent doit-il être investi? Car le capital seul ne doit pas compter; il y a aussi la valeur de l'intelligence, de l'initiative. Mais cette valeur doit être limitée.

Car, il est inconcevable que l'on décrète que prêter à 12 % est de l'usure, quand on permet à certaines organisations financières d'exiger des intérêts illimités. Il faut donner une juste mesure: rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César, - à chacun ce qui lui est dû. Il faut que la justice soit la même pour tous.

Nous sommes à étudier le moyen d'empêcher la multiplication des parts. La chose est difficile à réaliser pour le moment, mais nous la réglerons en temps et lieu. Pour le moment, notre loi est déjà un pas immense dans la bonne direction.

On dit que nous allons empêcher l'établissement de la grande industrie? Mais je dis qu'il n'y a pas de progrès fructueux véritable basé sur le mouillage des stocks. Nous voulons protéger le capital sain et honnête, lui donner toute l'aide possible à son plein épanouissement, mais nous voulons empêcher le capitalisme malsain et malhonnête, et nous voulons protéger à la fois le capital et le travail honnêtes et sains contre les abus du capital malhonnête.

Nous voulons aussi, un peu plus tard, mais aussitôt que possible, convoquer tous les intéressés,

les experts de la finance, du commerce, de l'industrie, les hommes d'expérience - le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) en est un - pour faire une loi des compagnies la plus parfaite possible. Et je crois qu'il sera possible, dans un avenir prochain, de compléter le travail que nous commençons au moyen du présent bill. Mais ne brûlons pas les étapes. Le feu n'a jamais rien produit qu'un amoncellement de ruines.

Nous améliorerons la loi graduellement et avec le concours d'hommes de bonne volonté, ceux qui voudront s'associer à nous pour cette œuvre, industriels, ouvriers, hommes de loi, etc. Il sera facile de compléter l'œuvre commencée et d'avoir une loi des compagnies honnête et féconde. Nous voulons ainsi encourager l'initiative saine et honnête pour décourager les initiatives malsaines, et attirer dans notre province des hommes de talent.

On dit que la loi n'aura pas de sanctions. Mais la chose est pourtant claire. Si une compagnie vend des obligations au-dessus de la valeur réelle de ses biens immobiliers, les obligations émises par la compagnie deviennent nulles, et c'est une offense criminelle de vendre des obligations nulles. Celui qui vendra des débetures qui ne représentent rien sera dans la situation de ceux qui obtiennent de l'argent sous de fausses représentations. Il y a d'ailleurs une seconde sanction, qui vient des "blue sky laws"²⁵, en vertu desquelles il faut obtenir la permission du registraire provincial pour la vente des débetures, et la violation de cette disposition est châtiée par des peines sévères. Nous avons des moyens légaux à notre disposition.

En résumé, je répète que c'est un premier pas, mais c'est un pas de géant dans la bonne direction, indépendamment de l'esprit de parti et du capital politique. Nous allons continuer dans la voie du progrès pour améliorer les conditions financières qui jusqu'ici ont semé la ruine, et pour aider la justice. Nous aurons une loi juste, qui ne constituera pas un encouragement aux abus, mais un encouragement à la justice et à l'honnêteté. Je crois que celle qui s'impose en ce moment, c'est celle que mon honorable ami des Terres et Forêts (M. Drouin) propose aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): J'abonde dans le sens des déclarations du premier ministre et je félicite le ministre des Terres et Forêts de la législation qu'il présente. Toutefois, sans vouloir critiquer en aucune façon le projet qui est soumis, je me demande s'il n'y aurait pas moyen de simplifier la

structure financière de nos compagnies à fonds social. Actuellement, nous avons des actions sans valeur nominale au pair, des actions privilégiées, des actions communes avec participation ou sans participation aux dividendes, les actions A, les actions B et les actions C. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de simplifier la chose et, par exemple, d'exiger 80 % de la valeur sur première hypothèque et de répartir la balance sur les actions privilégiées et les fonds de roulement?

Il y a toutes sortes d'actions sur le marché. Il n'est plus facile pour l'épargnant de savoir où il place son argent. On devrait défendre la multiplication des actions, car c'est une ruse pour cacher la surcapitalisation ou pour cacher les profits usuraires. Les compagnies profitent de la confusion qui s'ensuit pour exploiter le public.

Encore une fois, sans vouloir critiquer cette loi, je prétends qu'elle pourrait être plus précise sur ce point, et être amendée pour protéger les épargnants.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis certainement en faveur du principe de faire des lois pour empêcher la surcapitalisation, mais je ne suis pas en faveur de lois qui soient de nature à empêcher d'avoir la véritable législation contre la surcapitalisation dont parle le député de Québec-Centre (M. Hamel).

Il y aurait un moyen bien simple d'empêcher les abus: ce serait d'abroger la loi créée en 1919 qui permettait d'émettre des actions sans valeur au pair, et revenir à l'ancienne loi qui dit qu'une action de \$1 doit être payée \$1 et que le prix des actions doit être payé en argent.

En 1919, on a créé une loi dans la province de Québec qui a facilité la surcapitalisation et a permis à certaines grandes compagnies de drainer l'épargne populaire, en émettant des actions sans valeur nominale au pair. Ça serait bien plus simple que de dire que les émissions de débetures ne dépasseront pas la valeur des biens immeubles.

Car c'est bien beau, la valeur réelle, mais qui va établir la valeur réelle? Quel organisme va la déterminer? Qui est-ce qui va dire, par exemple, ce qu'est la valeur d'une mine? Personne au monde ne peut le dire, et vous allez empêcher ainsi les compagnies minières d'avoir l'argent nécessaire pour leurs découvertes.

Je dis que l'effet de cette loi sera illusoire et empêchera simplement de passer les lois appropriées pour faire disparaître le mal. Il y a des actions qu'on a lancées par millions.

Il faut faire disparaître les actions sans valeur nominale au pair. Il faut simplement revenir à l'ancienne loi d'avant 1879 qui disait qu'une action de \$100 devait être basée sur une valeur réelle de \$100. Le remède est bien simple, et il n'est pas besoin de le chercher de midi à quatorze heures. C'est une loi illusoire, sans effet, un camouflage dangereux pour les compagnies sérieuses, par exemple les compagnies minières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comment peut-elle être dangereuse si elle est sans effet, comme vous le dites? Elle fera disparaître les "holdings".

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je dis que c'est une loi dans les Statuts pour dire que le gouvernement s'occupe de la question, et c'est tout. Il faudrait généraliser le bien qu'on veut faire en agissant ainsi, et non pas insérer dans nos Statuts des lois illusoires. Depuis cinq ans, toutes les provinces sont à étudier la question des lois de compagnies à fonds social; je prétends qu'il faut de l'uniformité dans les lois du pays. Autrement, si les compagnies ne peuvent pas s'incorporer ici, elles iront s'incorporer dans les provinces voisines.

Il faut une loi pour protéger les petits épargnants, mais on ne les protégera pas avec une loi aussi illusoire. Ladite loi ne donne aucun moyen de déterminer quelle sera la valeur des biens immobiliers existants ni ne détermine l'organisme pour la déterminer. C'est du camouflage que, pour moi, je ne suis pas prêt à voter et qui va rester lettre morte dans nos Statuts. Je voterai en faveur d'une loi qui signifiera quelque chose de mieux.

M. Grégoire (Montmagny): Je n'hésite pas à me déclarer en faveur du principe de la loi, car elle est une amélioration au régime existant. Mais quand j'examine cette loi, je songe plus que jamais à l'urgence de l'utilité d'un conseil économique qui étudierait la législation et éclairerait la Chambre sur une telle loi, avant de la faire entrer dans nos Statuts. Car on parle de valeur réelle, mais qui va la déterminer et de quelle façon? Ainsi, un individu achète un champ en Abitibi, y met quatre piquets de clôture et il peut émettre pour \$5,000,000 de capital que l'on vendra en y mettant des portraits de ministre. Cependant, on ne peut dire quelle est la valeur réelle de ce champ; il peut y avoir des richesses, une mine d'or. Qui va déterminer ça? La seule mine qu'il peut y avoir, c'est le peuple qu'on exploite.

(Applaudissements à droite)

Je ne veux pas critiquer la loi, mais rechercher le bien et le vrai. Le beau suivra. Il est difficile d'improviser une discussion sur un sujet comme celui-là. Mais n'est-il pas exagéré de permettre l'émission de débentures sur toute la valeur réelle? Car la valeur est une chose qui varie. Le même montant pouvait représenter une valeur réelle autrefois et ne représenter qu'une valeur nulle aujourd'hui. Ainsi, une propriété de \$5,000 peut avoir été évaluée à \$10,000 pour pouvoir emprunter \$7,000. Le prêteur se trouve alors trompé. Est-ce qu'il ne serait pas utile de suivre l'article du Code civil, au sujet des biens de mineurs, qui défend de prêter à plus des $\frac{3}{5}$ de l'évaluation municipale?

Bien des prêts ont été consentis sur garantie de l'évaluation municipale, mais les gens ont néanmoins perdu de l'argent. Permettre des émissions de débentures au plein montant de la valeur, c'est la porte ouverte aux machinations de bien des financiers véreux. Je crois que cette loi n'atteint pas le but proposé; elle ne protège pas l'épargne populaire, et je ne veux pas qu'on trompe le peuple avec cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien! Très bien!

M. Grégoire (Montmagny): Oh! Je ne nie pas que cette loi marque une amélioration sur l'état de choses précédent. Je félicite encore une fois le ministre de vouloir améliorer la situation, mais cette amélioration va-t-elle protéger réellement l'épargne populaire? C'est pour cela que je veux mettre le ministère et le public en garde contre le danger de croire que l'épargne sera pleinement sauvegardée. Il ne faut pas oublier que les obligations viennent après les actions.

On émet des actions parfois pour un gros montant, et ensuite, on aurait le droit d'émettre des obligations pour toute la valeur réelle. Je crois que c'est beaucoup trop permettre. En ce moment, il y a une hausse à la Bourse. Ces hausses sont comme les vagues de la mer. Elles montent et baissent.

On a dit qu'il fallait empêcher l'exploitation du public. J'en suis et je suis ici pour cela. Cependant, il faut faire des lois qui atteindront les exploités.

Je doute de l'amélioration qu'on nous fait voir. Des compagnies ont parfois vendu le même commerce plusieurs fois au public, sous forme d'actions. Si nous voulons faire mieux à l'avenir, il nous faut une loi autre que celle-ci. Quelle protection aurons-nous, au sujet des obligations venant des

provinces d'Ontario et de l'Ouest? On sait ce qui est arrivé quand des actions de l'Ouest ont été vendues ici, quand on a lancé sur le marché des marks allemands. Rappelons-nous "La vieille maison de confiance". Des gens y ont perdu 100 % de leurs placements. Il faut que la loi soit amendée avant de quitter cette Chambre. Il faut que le public soit averti que, si cette loi s'intitule "loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation", elle ne protégera pas l'épargne populaire et n'empêchera pas la surcapitalisation.

M. Barrette (Joliette): Une loi peut difficilement atteindre la perfection, mais si elle fait disparaître 75 % des abus, elle a droit de naître et de vivre. Elle protégera l'épargne et assainira le capital. C'est une saine philosophie que de viser à la perfection, et c'est ce que nous voulons. Nous voulons l'amélioration et le progrès, et voilà un bon pas de fait. Il faut atteindre le progrès sans chambardement. Cette loi vise à empêcher le vol au grand jour de la petite épargne par des financiers véreux, et je serai heureux de l'approuver.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent) se prononce aussi pour le bill. Il dit qu'il ne faut pas confondre l'obligation, la débenture et l'action qui sont garanties par des biens différents. Il explique sur quoi on base les garanties.

La motion de deuxième lecture est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²⁶:

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Applaudissements de la droite) Beaucoup de remarques devaient venir devant le comité. M. le président, je crois que cette loi est bonne et qu'elle est présentée à son heure. On s'est déclaré pour le principe du bill. C'est une loi pour protéger l'épargne populaire et, contrairement à ce que l'on vient de dire, le peuple croira réellement qu'elle le protège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est très bien!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ne nous méprenons pas. Cette loi n'atteint pas tout ce que nous voulons atteindre. La loi vise seulement l'émission de débentures. Il faut faire une différence entre les actions et les débentures. Ici il ne s'agit pas d'actions. Nous avons des projets de loi à l'étude en ce qui concerne les actions. Nous verrons cela plus tard. Nous avons à l'étude un projet pour empêcher la multiplication des actions dont l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) a parlé.

Pourrons-nous le présenter cette année? Je ne le sais pas. Nous prenons en bonne part les remarques qui nous ont été faites, mais nous disons simplement que nous ne pouvons pas tout faire en quelques semaines, réaliser tout le programme que nous avons promis au peuple de réaliser, et que nous avons devant nous. Nous y allons rapidement et sagement. C'est une session d'urgence.

On a parlé de permettre l'émission de débentures sur des biens mobiliers. Pour ma part, je suis absolument contre ce point de vue. Veut-on permettre encore les spéculations du passé? Que l'on amende simplement la loi et ça se replacera. Notre premier devoir est de protéger les épargnants. Veut-on que l'épargne s'en aille dans les autres pays? Veut-on que l'épargne soit nerveuse comme elle l'était devenue sous l'ancien régime? Non, eh bien, que l'on permette de prévenir de nouvelles affaires comme le Baldwin-La Fontaine. L'émission de débentures sur des biens mobiliers, en quoi cela peut-il protéger l'épargne populaire? Nous voulons que le peuple fasse des placements sûrs.

Si l'on fait des réformes à l'eau de rose, c'est inutile, nous ne protégerons pas les épargnants. Nous voulons que la valeur sur laquelle des débentures seront émises soit réelle. Ce bill a pour objet la réalisation d'une réforme pour laquelle nous nous sommes battus. On devra tenir compte du fait que c'est une réforme hardie que nous avons le courage de présenter au Parlement. Comme l'a dit l'honorable premier ministre, nous voulons faire une nouvelle loi des compagnies qui protégera le public contre tous les abus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, j'ai été surpris d'entendre certaines remarques au sujet de la loi qu'on aurait dû comprendre. On aurait dû la lire avant de la critiquer. Ainsi, on discute pour savoir en quoi consiste la "valeur réelle", et on se surprend que la loi parle de ladite valeur réelle. C'est pourtant un terme bien clair et qui est employé dans le Code civil, dans le Code municipal et dans les chartes des villes.

Et la loi et les jugements des tribunaux ont déclaré que c'était le prix payé par un acheteur qui n'est pas obligé d'acheter à un vendeur qui n'est pas obligé de vendre. C'est clair et net, c'est le terme régulier. C'est élémentaire pour un étudiant de deux jours à l'université. Il sait que la valeur réelle d'une propriété, c'est sa valeur foncière. Notre Code municipal dit que toute propriété doit être évaluée à sa valeur réelle. (M. Duplessis cite le Code municipal.)

Le chef de l'opposition a parlé de l'exploitation de l'épargne. Nous voulons faire cesser cette exploitation, non seulement là, mais dans tous les domaines, dans l'administration, la finance, etc. On nous dit que nous aurions dû faire disparaître les actions sans valeur nominale au pair. Quelle grosse réforme! Il est facile d'acheter des parts avec de l'argent, sans que ce soit celui de celui qui achète.

Le chef de l'opposition dit que rien n'est plus simple et que rien n'est plus facile que de changer la loi pour supprimer la surcapitalisation. Mais il a été 22 ans au pouvoir et il n'a rien fait. On peut se demander pourquoi. Les actions sans valeur nominale au pair vont disparaître, mais nous voulons procéder graduellement, afin de ne pas ruiner le but que nous poursuivons, la réelle protection de l'épargne. Quant aux autres, je leur dirai qu'il ne faut pas bouleverser notre situation économique, car le remède aggraverait le mal.

On ne gagne rien par un bouleversement rapide. La loi actuelle a été malheureusement calquée sur la loi américaine qui ne nous convient pas. Il est évident que les actions ordinaires, sans valeur nominale au pair, c'est ridicule, mais on ne peut tout faire en un tour de main, ni par trop de précipitation risquer que le remède soit pire que le mal.

On nous a dit aussi que les débentures sont émises après les actions. C'est évident. Mais ce qu'on devrait savoir, c'est que les actions ne portent pas hypothèque, tandis que les obligations sont à base hypothécaire.

Aujourd'hui, n'importe quelle compagnie peut émettre des débentures pour \$200,000,000, garanties par rien du tout. Ces émissions de débentures, en vertu de notre loi, nous les limitons à la valeur réelle des immeubles. Il serait peut-être sage de les limiter aux $\frac{3}{5}$ émis de la valeur réelle comme on l'a suggéré, mais il ne faut pas non plus des lois qui soient une entrave au capital honnête.

Nous devons simplifier également nos lois de compagnies. Un homme qui n'est pas animé d'un intérêt autre que celui de l'intérêt public ne viendra pas dire que cette loi n'est pas une amélioration. Les

débentures seront limitées à leur valeur réelle. Il me semble qu'une législation qui fait disparaître autant d'abus doit être acceptée. On devrait donner crédit au gouvernement de son beau geste, en ne pensant qu'à l'intérêt public que nous avons en vue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça se peut que le public croie ça, et c'est là qu'est le danger. Pourquoi mettre dans la tête des gens qu'on empêche la surcapitalisation par cette loi? La capitalisation, c'est rien que pour les actions. Aussi, votre loi n'empêche pas du tout la surcapitalisation, parce que ça n'empêche pas l'émission de stocks communs. Elle empêchera simplement l'émission de débentures sur autre chose que la valeur réelle des biens mobiliers. Ce n'est pas même une loi à l'eau de rose, car il y a de l'eau et il n'y a pas de roses! Elle n'a pas été suffisamment mûrie. Elle n'aura pas d'effet pratique. Je crois que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) est sincère, quand il veut empêcher la surcapitalisation.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est):
Cependant, vous ne le trouvez pas assez mûr...
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne crois pas. Je pense que la loi n'est pas assez mûrie, c'est tout. En tout cas, si on mettait un beau zéro à la page de cette loi on aurait le même résultat.

M. Grégoire (Montmagny): M. le président, si je parle deux fois, cela ne veut pas dire que je veux faire de la critique. Je n'ai pas la tête dure et je n'ai pas d'autre intention que celle de bien servir l'opinion publique. Si je comprends bien, c'est ici l'endroit pour étudier les lois. Je suis disposé à étudier celle-ci et à changer d'opinion. Je vois qu'on limite l'émission des débentures aux seuls biens immobiliers. L'honorable ministre des Terres et Forêts a dit qu'il avait objection à l'émission de débentures sur les biens meubles.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est):
Êtes-vous favorable à l'émission de débentures de grande valeur qui peuvent s'éclipser et ne laisser plus aucune garantie?

M. Grégoire (Montmagny): Il y a une bien grande différence entre les biens meubles et immeubles, d'après le Code civil. Il y a des biens meubles qui ont une grande valeur maintenant. Autrefois, l'immeuble était la grande source de

richesse. Aujourd'hui, ce sont les biens meubles: actions, billets de banque, etc. Il faudrait permettre dans une certaine mesure l'émission d'obligations garanties par des biens meubles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, notre projet de loi empêche quelque chose, puisqu'on veut ajouter quelque chose pour permettre qu'elle soit moins sévère. On dit de permettre donc d'émettre des débentures sur des biens meubles. Je dis non.

Et pour plusieurs raisons. D'abord, parce que c'est contraire à l'économie de nos lois. Notre Code civil, qui contient la sagesse des siècles qui nous ont précédés, ne nous permet pas d'hypothéquer les biens meubles, sauf dans un cas très spécial, celui des bateaux.

Et, de plus, une compagnie pourrait bien émettre des actions pour des millions et des millions; et, comme une action est un bien meuble, la compagnie pourrait ensuite émettre des débentures garanties par ces actions. Ce serait un encouragement aux mouillages de stocks. C'est toujours dangereux de se baser sur quelque chose qui ne reste pas en place.

Les uns disent que la loi va trop loin; d'autres disent qu'elle ne va pas assez loin. Finalement, plus j'écoute la discussion, plus je me rends compte qu'elle sera efficace. C'est une excellente preuve que ceux qui la combattent ne peuvent s'entendre... Il me semble qu'on devrait la lire avec plus d'attention. La loi défend l'émission d'obligations sur autre chose que les biens immobiliers.

Cette loi-là n'est pas mûrie, dit le chef de l'opposition. J'ai déjà présenté cette loi deux fois en deux ans, et encore l'an dernier. J'ai reçu des protestations de financiers qui voulaient le mouillage des stocks. On disait alors que la loi allait trop loin, que j'allais paralyser les finances. Et aujourd'hui, l'ordre nouveau qui faisait partie du cabinet de l'ordre ancien, qui siège de l'autre côté de la Chambre et qui est là pour longtemps...

Des députés ministériels protestent²⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand je parle de l'ordre nouveau, j'emploie une expression chère à l'opposition, mais nous sommes généreux. Nous avons entouré l'opposition de bons exemples.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai de l'expérience.

L'honorable M. Élie (Yamaska): Pas depuis le 17 août.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On n'administre pas une province avec des farces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ordre ancien trouvait que la loi allait trop loin. L'ordre nouveau qui faisait partie du cabinet de l'ordre ancien dit: "La loi ne va pas assez loin."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Preuve qu'il y a quelque chose de nouveau. Ce n'est pas moi l'ordre ancien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais pour obtenir cet ordre nouveau, il a fallu passer par l'ordre ancien. Si nous avions émis des débentures à la valeur réelle de l'ancien gouvernement, le montant n'en aurait pas été très élevé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce l'avis de M. Pitfield?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a l'air de s'intéresser à M. Pitfield. Sait-il que c'est un associé de M. Victor Marchand²⁸, un membre du Club de Réforme et un ami de cœur du chef de l'opposition?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le sais, et c'est pourquoi vous ne me paraissez pas tellement "nouveaux". Il n'y a pas de changements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le changement, c'est le peuple qui l'a voulu, et de façon assez claire, il me semble.

M. Grégoire (Montmagny): Je crois que nous finirons par nous entendre. Je ne veux pas une loi moins sévère, mais plus sévère encore pour les immeubles. Qu'on permette donc d'émettre des débentures pour les $\frac{3}{5}$ de la valeur immobilière, et pour les $\frac{2}{5}$ de la valeur mobilière. Il me semble que la garantie serait meilleure pour l'épargne. La valeur réelle des biens immobiliers varie, tandis que les meubles représentent une valeur qui subit moins de variations. Il y a des compagnies qui n'ont donné que leurs biens immobiliers comme garantie et qui ont fait subir des pertes à leurs obligataires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est trop mouvant, des meubles. Le mot le dit.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent): M. le président, il ne faut pas confondre l'obligation, la débeture et l'action, qui sont garanties par des biens différents. (Il explique sur quoi on base les garanties.)

M. Hamel (Québec-Centre): Dois-je comprendre que, par cette loi, on empêchera une compagnie d'émettre des débetures en donnant comme garantie les actions d'une autre compagnie?

Les honorables MM. Duplessis (Trois-Rivières) et Drouin (Québec-Est): Certainement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les actions d'une autre compagnie, comme le C.P.R. par exemple, ne peuvent servir de garantie pour des obligations, car c'est un bien mobilier.

M. Hamel (Québec-Centre): Alors, vous détruisez les compagnies de contrôle. Je m'en réjouis et j'en félicite le gouvernement. Cette loi ne défend pas d'émettre des actions garanties par des actions ordinaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela y est dedans. Il est dit dans nos lois que des compagnies peuvent émettre des débetures sur rien. C'est ce que nous voulons empêcher. Les meubles, qu'on les emploie à obtenir des emprunts aux banques ailleurs, mais qu'on ne les fasse pas servir pour garantir les débetures. Plus la Chambre va étudier cette loi, plus elle s'apercevra de ses conséquences fécondes.

(Montrant l'opposition) Il n'y a que ces gens-là, qui naissent à trois²⁹ ans. Il s'agissait de prendre le navire de l'État, qui se dirigeait vers un abîme, et de le remettre dans la bonne direction. Nous voulons lancer le navire sur une mer calme, et nous voulons qu'il répande le bonheur sur les rivages. Une fois engagés dans la bonne voie, nous continuerons, si l'on veut bien nous donner le temps. Nous voulons mettre fin aux abus et rendre justice à tous ceux à qui justice est due. Mais, même en donnant à notre province tout le temps dont nous disposons, nous ne pouvons tout faire en un jour.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je persiste à croire que cette loi n'empêchera pas les compagnies d'émettre des obligations sur des biens mobiliers. Étant de ces gens venus au monde à 43 ans, comme le prétend le premier ministre, je voudrais savoir ce que la loi comporte comme moyen de tuer les filiales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, plus ça va, plus je considère que le chef de l'opposition n'a pas lu la loi, mais nous l'avons préparée avec soin. Du reste, je crois que tout le monde est maintenant convaincu que la loi est excellente. Nous voulons limiter l'émission des débetures; nous en augmentons ainsi les garanties. Aujourd'hui, l'émission de débetures est un moyen de surcapitalisation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il prétend de nouveau que ce n'est pas le moyen de tuer les filiales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici comment. Si vous ôtez le sang des artères, il est entendu que l'être ne peut pas vivre longtemps. Le sang des artères pour les filiales, c'est la surcapitalisation. En limitant l'émission des débetures à la valeur réelle des immeubles, nous évitons les filiales et la superposition.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Radiodiffusion et responsabilité civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 abrogeant la loi concernant la radio et la loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est de faire disparaître deux lois. La première est une de ces lois qui permettaient à M. Charles Lancôt³⁰ et à d'autres avocats d'aller plaider au Conseil privé à Londres des causes qu'ils perdaient ailleurs. L'abrogation de la loi de la radio de Québec, 1931, libère le possesseur d'un radio-transmetteur ou d'un radio-récepteur de l'obligation d'obtenir du ministre des Terres et Forêts un permis dont le coût pouvait s'élever à la somme de \$100, et l'abrogation de la loi de la responsabilité civile, en matière de radiodiffusion, affranchit le possesseur d'un radio-transmetteur de toute responsabilité conjointe et solidaire avec la personne qui, au cours d'une radiodiffusion, commet une diffamation.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la recherche des infractions et à l'arrestation sans mandat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande que le bill soit étudié à la prochaine séance.

Accordé.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Heure du *Journal* du 16 octobre 1936, à la page 1. *L'Événement* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 3 h 30.

2. Selon *Le Canada* du 16 octobre 1936, à la page 1, M. Paquette est absent de la Chambre à ce moment.

3. Selon *Le Devoir* du 16 octobre 1936, à la page 1, M. Duplessis et ses ministres reçoivent entre autres

"une délégation d'une compagnie internationale, dont le siège social est en Suisse, qui veut acheter 650,000 cordes de bois de la province, chaque année".

4. *Le Canada* du 16 octobre 1936, à la page 1, mentionne que c'est le "quatrième lapsus de M. Bouchard depuis le début de la session. Tout le monde, à commencer par le chef de l'opposition lui-même, s'amuse de cette confusion involontaire du député de Saint-Hyacinthe, qui s'adresse ainsi au premier ministre. Cette légère erreur fait sourire d'aise M. Duplessis".

5. *Le Nouvelliste* du 16 octobre 1936, à la page 2, mentionne que les paroles de M. Bouchard sont couvertes par les manifestations de la droite.

6. *Le Journal* du 16 octobre 1936, à la page 1, rapporte qu'à 8 heures, "12 mesures étaient distribuées aux députés, qui constatèrent que le gouvernement Duplessis avait fait une heureuse innovation dans l'impression des projets de loi".

7. *Le Devoir* du 16 octobre 1936, à la page 6, mentionne que "ce bill, comme d'ailleurs tous les bills du gouvernement actuel, comporte au verso des explications en langue ordinaire pour profanes, sur les changements apportés à la loi. Voici les explications données: Ce projet de loi abroge la loi 22 George V, chapitre 20 dite "Loi Dillon", et remet en vigueur les dispositions de la loi des élections contestées de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 5. Il est à noter spécialement qu'en vertu de cette loi Dillon: a. La somme de \$1,000 que le pétitionnaire en contestation d'élection doit déposer comme cautionnement devait être la propriété et provenir des propres deniers dudit pétitionnaire. (Voir article 23a et 23b) b. Nulle instruction au mérite d'une pétition en contestation d'élection ne pouvait commencer ni être poursuivie pendant les sessions de la Législature, ni pendant les huit jours qui suivent ces sessions, sans qu'une demande du défendeur à cet effet fût nécessaire. (Voir article 53) Il s'ensuit donc que le pétitionnaire se trouve maintenant libéré de son obligation de déposer comme cautionnement ses propres deniers et qu'il peut procéder, au cours d'une session ou dans les huit jours la précédant, ou la suivant, si le député siégeant ne demande pas une suspension."

8. *L'Événement* du 16 octobre 1936, à la page 9, précise que la Chambre salue M. Trudel qui préside un comité plénier pour la première fois.

9. Selon *Le Devoir* du 16 octobre 1936, à la page 6, M. Drouin n'était pas en Chambre à ce moment-là.
10. *Le Devoir* du 16 octobre 1936, à la page 6, précise que M. Duplessis fait "allusion à l'enquête des comptes publics présidée par M. Casgrain et où ledit article 390 fut souvent invoqué".
11. *Le Canada* du 16 octobre 1936, à la page 3, précise que le reste de la phrase de M. Duplessis se perd dans un éclat de rire général.
12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
13. T.-D. Bouchard fut ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce dans le cabinet Taschereau (6 juin 1935 - 27 juin 1936) et ministre des Affaires municipales et ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Godbout (27 juin - 26 août 1936).
14. Bon échangeable en nature ou en argent.
15. M. Bercovitch commet ici le même lapsus à l'endroit du premier ministre que M. Bouchard à la séance du 8 octobre 1936.
16. M. Bouchard fut ministre des Affaires municipales en 1935-1936, dans les cabinets Taschereau et Godbout.
17. Selon *La Patrie* du 16 octobre 1936, à la page 5, ce désordre dure environ cinq minutes.
18. Ward C. Pitfield, financier et trésorier du Parti conservateur fédéral.
19. À ce sujet, voir la séance du 13 octobre 1936.
20. Selon *La Patrie* du 16 octobre 1936, à la page 5, ce désordre dure environ une dizaine de minutes.
21. *Le Nouvelliste* du 16 octobre 1936, à la page 1, mentionne que "de guerre lasse, le chef de l'opposition reprit son siège".
22. Chiffre du *Devoir* du 16 octobre 1936, à la page 6. *Le Journal* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 20 %.
23. Chiffre du *Devoir* du 16 octobre 1936, à la page 6. *Le Journal* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 5 %.
24. *Le Canada* du 16 octobre 1936, à la page 3, note que les députés "Grégoire et Hamel applaudissent le premier ministre pour la première fois depuis le commencement de la session". *Le Journal* de la même date, à la page 8, rapporte que M. Bercovitch applaudit aussi M. Duplessis.
25. Il s'agit des lois adoptées pour réglementer l'industrie des valeurs mobilières. L'expression aurait son origine dans une décision de la Cour suprême des États-Unis où il est écrit: "Speculative schemes which have no more basis than so many feet of *blue sky*" (Hall c. Geiger-Jones Co., 1917).
26. Voir note 12.
27. *L'Événement* du 16 octobre, à la page 3, explique que ces députés ministériels protestent car, en raison du grand nombre de représentants élus de l'Union nationale, une partie d'entre eux doivent siéger à gauche de l'Orateur avec l'opposition.
28. Victor Marchand (1882-1962), homme d'affaires et député libéral de Jacques-Cartier de 1925 à 1932. Conseiller législatif de la division de Rigaud de 1932 à 1960. Il fut également commis, puis secrétaire, chez Boivin, Wilson et Cie ltée à compter de 1900; il en devint le directeur en 1921. Secrétaire de la compagnie Melchers Gin & Spirits Distillery de 1914 à 1928, président en 1928 et président du conseil d'administration en 1949. Propriétaire et directeur de la Meadow Sweet Cheese Manufacturing Co. Ltd.
29. Chiffre du *Canada* du 16 octobre 1936, à la page 3. *La Tribune* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt "35 ans".
30. Charles Lanctôt (1864-1947), avocat et juriste. Il occupa de nombreuses fonctions dans l'appareil gouvernemental du Québec à partir de 1890. Il fut l'adjoint au procureur général de 1905 à 1936. Bras droit de Louis-Alexandre Taschereau et responsable de la police provinciale, il comparut devant le comité des comptes publics au printemps 1936. Durant sa longue carrière, il plaida de nombreuses causes importantes à Londres et fut l'une des principales cibles des attaques de l'opposition menées par Duplessis.

Séance du vendredi 16 octobre 1936

Présidence de M. Trudel¹

La séance est ouverte à 3 h 15.

Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:**Route de Saint-Félicien
à Chibougamau**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): M. l'Orateur, je me lève sur une question de "privilège" pour demander au gouvernement si la nouvelle est véridique. Dans *L'Action catholique* d'hier, on lit une nouvelle venant du correspondant de ce journal à Chicoutimi, qui dit que le gouvernement a accordé le contrat pour la construction d'une route de Saint-Félicien à Chibougamau. Je voudrais savoir si cette nouvelle est véridique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aucun contrat n'a été accordé et il n'est pas question d'en accorder pour le moment.

Désordre en Chambre

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me permets de faire remarquer encore une fois que les règlements de cette Chambre ne sont pas observés et qu'on note du désordre à chacune des assemblées. M. l'Orateur, c'est à vous que je m'adresse tout particulièrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition, s'il est si scrupuleux sur les règlements, devrait savoir qu'il n'a pas le droit de parler assis comme il vient de le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'étais debout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et qu'il n'a pas le droit de parler à l'Orateur de cette

façon. Si l'on procédait ainsi autrefois, qu'il apprenne que ce n'est pas notre intention de suivre ce côté de l'ancienne étiquette parlementaire.
(Applaudissements à droite)

Travaux de la Chambre:**Horaire des séances**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): D'habitude, les ajournements du vendredi sont fixés à 11 heures. Est-ce que le gouvernement a changé cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre a le droit de faire ce qu'elle veut, en ce qui concerne l'ajournement. Je veux proposer, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'à l'avenir la Chambre tienne deux séances par jour, la première de 3 à 6 heures et la seconde de 8 h 30 à 11 heures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Donnez un avis de motion, pour que les règlements soient respectés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en donne un par le fait même.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas ainsi que doivent se donner les avis. Je demande que les règlements soient suivis. Si on admet une motion, sans qu'elle soit précédée d'un avis, je soulèverai une question de privilège. Si l'on veut passer par-dessus, le gouvernement fera comme il voudra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les temps sont changés et mon intention sert d'avis. La motion sera appelée mardi².
(Rires)

**Enquête du comité des
comptes publics³**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, pour faire plaisir maintenant à l'honorable chef de l'opposition, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que le comité des comptes publics soit autorisé:

1. À faire enquête et à requérir la comparution de toute personne ou la communication de toute pièce ou de tout dossier relativement à toute affaire ou matière ayant trait, directement ou indirectement, à l'administration de la province ou à la gestion des deniers de celle-ci;

2. À employer deux sténographes bilingues pour recueillir les dépositions des témoins entendus et prendre les autres notes que le comité jugera nécessaires;

3. À siéger les jours où la Chambre ne tiendra pas de séance;

4. À considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions et les pièces que le comité des comptes publics, institué à la dernière session de la législature, a reçues au cours de l'enquête qu'il a commencée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dois-je comprendre que le comité siégera seulement pendant la session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté.

M. l'Orateur: Adopté.

Distribution de littérature communiste au Parlement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, on a attiré mon attention sur le fait qu'une certaine littérature communiste a été distribuée, jeudi, au Parlement⁴. Nous connaissons les actes de certaines personnes qui se prétendent les défenseurs du peuple et veulent implanter chez nous des théories subversives que la population et le gouvernement ne toléreront pas.

(Applaudissements)

C'est le devoir de tous les gouvernants, du gouvernement d'Ottawa comme de ceux des autres provinces, comme c'est le devoir du gouvernement de la province de Québec d'adopter les mesures les plus énergiques pour empêcher de faire de notre belle province le théâtre de ces abus qui se déroulent en certains pays. Nous avons ici de belles traditions religieuses et des traditions d'ordre public auxquelles nous tenons. Le communisme et le bolchevisme sont des déguisements pour faciliter l'immoralité, le vol et le brigandage, et, tant que je serai procureur

général de cette province, je ne tolérerai pas de semblables abus.

(Applaudissements)

On ne peut imaginer qu'un gouvernement, qui se respecte et qui a à cœur le bien-être de sa province, puisse tolérer une série d'actes qui engendreraient des conditions qui, malheureusement, avaient été établies ailleurs. Comme procureur général et chef du gouvernement, j'avertis les communistes et autres perturbateurs de la paix publique (ils ne sont pas nombreux heureusement, mais ils réussissent à surprendre la bonne foi de certaines gens) que j'entends sévir avec la dernière rigueur - je pèse avec soin tous mes mots - avec la dernière rigueur contre ceux qui veulent soulever les plus basses passions et exciter les haines entre les habitants de la province. Nous avons donné des ordres formels à l'autorité policière. Il n'y aura pas de communisme dans cette province aussi longtemps que je serai investi des responsabilités qui sont présentement les miennes.

Je le dis de la façon la plus claire pour que la canaille, subversive et corruptrice, se le tienne pour dit. Je sévirai durement et la police sera impitoyable. En face de cette situation, nous allons prendre les moyens pour que ne se répète pas ce qui s'est passé hier. Nous serons obligés, d'ici quelque temps, d'avoir recours à des dispositions particulières pour contrôler l'entrée et la sortie des personnes au Parlement. Que la population de notre province veuille bien croire que cette mesure temporaire n'est établie que dans le but d'empêcher certaines canailles qui pourraient venir ici, quand le gouvernement va siéger⁵. Il faut que l'enceinte parlementaire ne soit pas l'endroit où se propagent des idées révolutionnaires.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je félicite cette fois de son courage le chef du gouvernement pour les idées majeures qu'il vient d'énoncer dans ses remarques. Je puis l'assurer que l'opposition partage entièrement ses vues sur l'ordre qui doit régner dans la province et dans l'enceinte parlementaire, et sur les mesures à prendre pour faire disparaître le désordre. Je n'ai pas protesté plus tôt, lorsque des cris se sont élevés dans la Chambre, parce que je voulais laisser le gouvernement en venir aux mesures que nous avons dû appliquer nous-mêmes l'an dernier au cours de la session.

Pour que l'ordre règne ici et pour que les représentants du peuple soient capables de se faire entendre, il est important d'établir un service de

sûreté, et c'est ce que nous avons dû faire l'an dernier. On a blâmé le gouvernement dans certains milieux pour avoir transformé l'édifice législatif en "campement armé". Nous n'étions plus à l'abri des abus les plus criants. Je tiens à protester ici contre les cris disgracieux que nous entendions tantôt en dehors de la Chambre, aux portes d'entrée, alors que l'Orateur faisait la prière d'usage. Ceci était absolument irrévérencieux à l'égard de l'Assemblée législative.

Quant à ce qui concerne les activités des communistes, c'est ce à quoi j'ai fait allusion dans mon discours l'autre jour, quand j'ai déclaré que l'opposition accorderait au gouvernement toute la collaboration nécessaire dans les matières de salut public.

Nous ne pouvons que nous louer des mesures que le gouvernement prendra pour maintenir l'ordre dans le gouvernement de Québec et à l'Assemblée législative. J'assure encore une fois le chef du gouvernement de la plus entière collaboration de l'opposition dans la répression du désordre.

(Applaudissements)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Nous sommes tous pour le respect de l'ordre. Laissez-moi, M. l'Orateur, adresser mes plus sincères félicitations au premier ministre et procureur général pour sa déclaration et l'attitude courageuse qu'il a prise de réprimer les abus qu'entraîne la diffusion des idées communistes.

Après tout, nous sommes ici dans un milieu démocratique, et pas plus le communisme que le fascisme ne devraient pouvoir répandre leurs idées en cette province. Le premier ministre peut être assuré de tout mon appui et celui de tous les citoyens bien pensants dans les dispositions que le gouvernement prendra pour enrayer les idées subversives que l'on tente de diffuser ici.

(Applaudissements)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur suppléant un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur suppléant lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec représente que:

a. Le 30 avril 1936, il a transmis à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1937, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique 1867;

b. Le 11 juin 1936, l'Assemblée législative a été dissoute sans que le budget des dépenses ait été considéré et voté;

c. À compter du 30 juin 1936, il a dû, en conséquence, signer des mandats spéciaux pour couvrir les dépenses des quatre premiers mois de l'exercice finissant le 30 juin 1937, tel qu'il appert des mandats déposés devant l'Assemblée législative.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet maintenant et de nouveau à l'Assemblée législative le budget des dépenses plus haut mentionné et le recommande à la considération de la Chambre, en tenant compte des représentations plus haut faites.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 16 octobre 1936
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon):
(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je propose que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se réunisse en comité des subsides. En proposant cette motion, je voudrais profiter de l'occasion pour présenter à cette Chambre ce qui est appelé communément le discours du budget. Le but de ce discours est de présenter à la Chambre une revue de l'administration du gouvernement précédent et indiquer quelques-unes des mesures que l'administration actuelle entend mettre en vigueur.

En soumettant ce budget à la Législature, je souligne que j'ai le privilège d'être le premier trésorier non libéral à le prononcer depuis 39 ans.

(Applaudissements à droite)

Les prévisions budgétaires soumises à cette Chambre sont les mêmes que celles préparées par l'ancien gouvernement. Pour les raisons bien connues de tous, ces prévisions ne furent pas votées au cours du dernier Parlement.

En conséquence, depuis la fin de la dernière année fiscale, l'administration de cette province n'a fonctionné qu'avec des mandats spéciaux accordés par le lieutenant-gouverneur et basés sur les prévisions budgétaires qui sont devant vous. Vu que l'administration des trois premiers mois de la présente année fiscale est basée sur les estimés budgétaires de l'ancien gouvernement, et vu qu'il est urgent de voter ces crédits, nous n'avons pas d'autre alternative que de continuer ces mêmes crédits pour le reste de l'année.

Cependant, nous refusons absolument d'accepter aucune responsabilité pour ces estimés budgétaires, quant à leur authenticité ou à leur exactitude. Quand ces estimés furent déposés à la Chambre, le 30 avril 1936, l'ancien trésorier provincial, l'honorable M. Stockwell, prévoyait des revenus de \$36,082,142.56 et des dépenses de \$37,073,488.08. Ce qui laissait donc un déficit prévu de \$991,345.52 pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1937.

Comme je ne suis trésorier que depuis quelques semaines et que je n'ai pas eu le temps d'examiner à loisir cette déclaration des finances de la province, je ne suis en mesure de faire aucun commentaire sur la situation.

Ce ne sera qu'après le 30 juin 1937 que l'on connaîtra les résultats exacts pour l'année fiscale. Le public aura alors un exposé concis et tout à fait au point de la véritable situation de cette province, au point de vue financier.

J'annonce que je soumettrai à la Chambre, à la prochaine session de la législature, les premières prévisions budgétaires du gouvernement de l'Union nationale. Ces prévisions seront préparées de façon toute différente et le gouvernement en prendra l'entière responsabilité.

Le département du Trésor a publié, en septembre dernier dans la *Gazette Officielle de Québec*, un exposé financier démontrant les revenus et les dépenses ordinaires pour l'année terminée le 30 juin 1936. Cet exposé accusait un déficit s'élevant à \$1,923,175.50. Bien que cet exposé ne fût pas exact à première vue, il était complètement trompeur parce qu'il ne donnait pas au public un véritable tableau de nos finances provinciales.

Après avoir fait enquête sur la manière dont on avait préparé cet exposé, j'ai constaté que le gouvernement précédent avait chargé au fonds du capital des items qui auraient dû être considérés comme des dépenses ordinaires. Si l'on capitalise ces dépenses, on devrait avoir au moins un actif pour lesdites dépenses. M. l'Orateur, je vous demanderais

quel actif nous retirons du secours direct et de l'assistance publique.

Cependant, on a capitalisé les dépenses suivantes:

La loi du chômage	\$ 8,800,000.00
Le déficit de l'assistance publique ..	2,000,000.00
L'aide à la colonisation	5,100,000.00
Octrois aux municipalités en vertu de la loi des bons chemins	1,000,000.00
Plus le déficit inscrit dans la <i>Gazette officielle</i>	<u>1,923,175.50</u>

Démontrant un déficit total de \$18,823,175.50

Après l'assermentation des membres du gouvernement de l'Union nationale, ceux-ci ont enquêté sur la situation financière de la province et découvert une dette flottante qui s'établit comme suit:

Bons du Trésor détenus par les banques	\$26,575,000.00
Comptes à découvert	6,879,309.92
Mandats non payés	4,215,360.77
Comptes dus par différents départements	<u>5,000,000.00</u>

Total des obligations courantes \$42,669,670.69

Une émission d'obligations à échoir le 1^{er} novembre 1936 et portant intérêt à 5 %

\$10,000,000.00

Total..... \$52,669,670.69

Il va sans dire que pareille situation causa beaucoup d'anxiété à la nouvelle administration. On décida finalement de vendre des obligations si possible et de payer les dettes de l'ancienne administration.

Nous estimions que le gouvernement payait un taux d'intérêt exagéré aux banques. Après plusieurs conférences avec des syndicats financiers, nous avons été en mesure de vendre pour \$51,000,000 d'obligations à un syndicat dirigé par la Banque Royale et la Banque Provinciale aux termes suivants:

\$12,000,000 à 2 ans, intérêt de 1 %	\$ 120,000
\$12,000,000 à 4 ans, intérêt 1¼ %	150,000
\$12,000,000 à 8 ans, intérêt 2½ %	300,000
\$15,000,000 à 15 ans, intérêt 3 %	<u>450,000</u>

Total d'intérêts \$1,020,000

L'intérêt annuel payé par l'ancien gouvernement sur cette somme était de \$1,484,100. Donc, en lançant cette émission à des conditions si favorables, nous avons pu sauver à la province \$359,100 par année de charges d'intérêt.

Le chef de l'opposition nous a blâmés parce que nous avons eu recours à des institutions anglaises pour le placement de cet emprunt. Nous n'avons été guidés que par le désir de placer cet emprunt au meilleur prix possible.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition se rappellera sans doute qu'il y a un an, le 1^{er} octobre 1935, le gouvernement dont il faisait partie a vendu à la Banque de Montréal, une institution anglaise, \$15,000,000 à 2 ans, à 2½ %, tandis que notre gouvernement a vendu \$12,000,000 à 2 ans à 1 % à la Banque Provinciale et à la Banque Royale.

(Applaudissements à droite)

Je vous demanderais quel gouvernement a fait le meilleur marché. Je puis ajouter que l'intérêt payé aux banques par l'ancien gouvernement a coûté à la province, de 1931 au 30 juin 1936, une somme de \$3,863,353.83, sans compter l'intérêt payé sur les comptes soutirés de la Commission des liqueurs de Québec. Celle-ci a payé 4½ % sur ses comptes à découvert jusqu'à janvier 1936; elle paie 4 % depuis lors, ce qui est un taux excessif car, en somme, la Commission des liqueurs, c'est le gouvernement.

La dette fondée nette, telle que rendue publique par le département du Trésor dans la *Gazette Officielle*, pour l'année qui a pris fin en juin 1936, était de \$130,643,614.64. À cela nous devons ajouter des engagements du fonds de l'assistance publique envers certaines institutions, soit une somme de \$15,893,147.93. Nous devons y ajouter aussi une balance à laquelle il faut pourvoir par paiements différés sur l'emprunt à la Banque Canadienne Nationale, soit \$12,991,867.

Les obligations encourues au 30 juin 1936 étaient de \$159,528,629.87.

Il faut y ajouter le nouvel emprunt de \$51,000,000, moins \$10,000,000 pour un emprunt dû au 1^{er} novembre 1936 et qui se trouve compris dans la dette ci-dessus, soit donc une obligation supplémentaire de \$41,000,000.

Le total des obligations en circulation est donc de \$200,528,629.87.

En terminant, permettez-moi de signaler que le gouvernement est résolu à maintenir les dépenses dans les limites des estimés que nous présentons. Bien plus, je suis convaincu et je crois que c'est le devoir d'un gouvernement, non seulement d'équilibrer

son budget, mais d'administrer les affaires de la province dans la limite de ses moyens.

Nous éviterons ainsi l'erreur commise par les messieurs de la gauche qui a été d'augmenter inutilement la dette publique chaque année. Nous nous efforcerons d'éviter les extravagances pratiquées depuis si longtemps par l'ancien régime qui ont entraîné des résultats déplorable à notre belle province de Québec et qui ont aussi provoqué la chute d'un régime despotique.

Nous voulons reconstruire et améliorer la structure financière de la province. Il faudra du temps pour cette réorganisation, mais nous avons confiance qu'avec nos grandes ressources naturelles, l'esprit d'initiative, l'intégrité et la persévérance de notre peuple, et la détermination du gouvernement d'employer des méthodes de bon sens, suivant nos moyens et nos revenus, nous replacerons notre province dans son état de bonheur et de prospérité.

(Applaudissements à droite)

M. Messier (Verchères): Pour l'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch), M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi Dillon

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon" soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente d'immeubles pour taxes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 71, relative à la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection de l'épargne populaire

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 pour protéger

l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la recherche des infractions et à l'arrestation sans mandat.

Adopté.

En comité⁶: (Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par ce projet, nous voulons faire disparaître deux dispositions de la loi des liqueurs, qui constituent des attentats à la liberté. La première fait des magistrats les délateurs de la Commission des liqueurs et permet aux agents de la Commission de pénétrer partout. La deuxième autorise l'arrestation de n'importe quelle personne, sans mandat. Nous avons toujours combattu cette loi; nous sommes logiques en l'abrogeant. Elle était contraire aux lois britanniques.

Un homme qui tue ne peut être arrêté sans mandat. Mais, avec l'ancien régime, un homme qui avait une bouteille pouvait être arrêté sans mandat. De plus, cette loi faisait des juges des sessions de la paix des enquêteurs de la Commission des liqueurs. Nous mettons fin à cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On veut abroger, par ce bill, des mesures qui me paraissent nécessaires pour la protection de la morale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque nous étions dans l'opposition, nous en avons réclamé le rappel, car nous y voyions la preuve que l'ancien gouvernement donnait plus d'importance aux bouteilles qu'aux individus.

(Rires)

Nous voulons rétablir l'équilibre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On rira tant qu'on voudra. Je maintiens que cette loi était nécessaire pour faire respecter la morale et qu'elle a reçu de hautes approbations. Sur division.

M. Monette (Napierville-Laprairie):

(Applaudissements à droite)

Il est de mon devoir en me levant pour la première fois dans cette Chambre d'approuver l'abrogation de cette loi si contraire aux libertés britanniques.

M. le président, je crois que nous devons féliciter l'honorable premier ministre et procureur général de proposer le rappel de ces lois qui étaient considérées comme les plus iniques de l'Empire britannique.

Le Code pénal permet d'arrêter sans mandat une personne prise en flagrant délit de crime. Et cette loi créait une offense.

Mais, ici, on permettait aux officiers de la Commission des liqueurs, avec une simple carte du président ou mandat en blanc, de pénétrer, jour et nuit, dans n'importe quel établissement, d'y causer de graves désordres - même en étant ivres quelquefois - de voler même n'importe quel objet qui lui tombait sous la main, de violer toute loi et toute liberté, et d'arrêter les personnes qui s'y trouvaient, sans s'occuper de savoir si elles étaient de bonne foi, ou si elles savaient vraiment que de la boisson était illégalement vendue là où elles étaient.

Quand la loi est venue en force, il y eut ainsi des centaines de personnes arrêtées au cours de ces descentes que l'on opérait dans certains établissements. Les juges de la Cour des sessions ont reconnu que les agents de la Commission s'autorisaient de cette loi pour faire tout ce qu'ils voulaient.

Je crois que de telles randonnées constituaient un viol de la liberté britannique, et je ne puis faire autrement que de féliciter très chaleureusement l'honorable premier ministre qui, par le présent bill, veut protéger la liberté des citoyens, dès le début de son règne. Inutile de vous dire que je serai l'un des premiers à voter en faveur du rappel de cette loi.

(Applaudissements à droite)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Brefs de prohibition et de *certiorari*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari* soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a quelques années, on avait rendu pratiquement inopérante la législation permettant de se servir des brefs de *certiorari* et de prohibition, au mépris de toute liberté. Avec cette modification, nous voulons rétablir le droit qu'avaient certains accusés de protéger, au milieu d'un procès, leur réputation, leur honneur et parfois même leur vie, en faisant appel à un autre tribunal. Or, l'ancien régime ne s'occupait pas beaucoup des réputations; il a même perdu la sienne. Il s'agit de rétablir le texte primitif de notre code et de rendre inopérants les brefs en question.

Les articles 1 à 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 21, section 5, relative aux véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a pour objet de soustraire les automobilistes à l'obligation de faire rapport du moindre accident de la route au département.

Cela peut paraître extraordinaire, mais c'est trop vrai. Cette loi que le gouvernement veut maintenant abroger a été passée, jadis, parce qu'un ministre de l'ancien gouvernement s'était fait tuer un chien par une automobile.

Il avait lancé la sûreté provinciale à la poursuite du meurtrier mais, comme d'habitude, la police n'avait rien trouvé. Alors, on avait fait passer une loi obligeant les automobilistes à faire rapport du moindre accident.

Cette loi était absolument contraire à l'esprit de notre Code pénal qui dit que l'accusé n'est pas obligé de se faire entendre comme témoin. Il s'agit de la rappeler.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi dont parle le premier ministre n'avait pas été faite pour régler le cas du chien en question.

Nous l'avons inscrite dans nos statuts, tout comme les autres provinces du dominion, parce qu'il est de l'intérêt du gouvernement, à tous les points de vue, d'avoir des statistiques sur les accidents de la route. Ces statistiques servent à beaucoup de choses. Elles servent en particulier à améliorer les règlements de la circulation.

Je crois que la province a besoin de ces statistiques comme tout gouvernement moderne. Je remarque que cette loi existe dans les statuts de toutes les autres provinces du dominion.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Deniers publics du Conseil législatif et de l'Assemblée législative

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 concernant les deniers publics relatifs au Conseil législatif et à l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, il n'y a pas longtemps, le comptable de l'Assemblée législative tenait un compte de banque séparé et cela a permis à un certain monsieur, que tout le monde connaît⁷, de prêter en son propre nom les deniers publics dont il avait la garde. Appelé à témoigner devant le comité des comptes publics, il a expliqué sa singulière façon d'agir en prétendant qu'elle était légitimée par un certain texte de loi. C'est ce texte qu'il s'agit de changer pour enlever les fonds en question au contrôle personnel du comptable et les placer sous la garde du département du Trésor.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Promotion des produits forestiers

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 abrogeant la loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai déjà dit que le but du projet est d'abolir la Commission pour étudier et promouvoir l'utilisation des produits forestiers⁹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelles sont les raisons de l'abolition de cette Commission?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il y a trois raisons qui ont incité le gouvernement actuel à abolir cette Commission: raisons d'économie, contrôle direct de ce qu'il pouvait y avoir de bon dans la Commission, et efficacité du département à tous les points de vue.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que le ministre veut abolir complètement la Commission des produits forestiers?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Absolument.

M. Bastien (Berthier): Pourtant, les commissaires et leurs employés rendaient de très grands services à la province. Il y avait les inspecteurs qui visitaient les propriétaires de moulins à scie dans la province de Québec et qui leur donnaient des conseils très pratiques pour le développement de leur industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui... des conseils pour leur faire vendre le bardeau à M. Daigle, l'ancien président du Reform Club, qui le revendait très cher au gouvernement¹⁰.

M. Bastien (Berthier): J'étais sous l'impression que le gouvernement voulait seulement abolir le bureau de direction. Cette Commission a rendu de grands services. On pourrait laisser en fonctions les inspecteurs qui donnaient de précieux conseils aux petits marchands de bois, en leur trouvant des marchés pour le bois de chauffage. La Commission n'a pas été aussi inutile qu'on le prétend en présentant cette mesure. Je sais que, dans mon comté, les marchands de bois profitent avantageusement des conseils donnés par les personnes attachées à la Commission.

Je crois aussi que deux provinces où fleurit le commerce du bois, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, participent à cette œuvre. Il est vrai que le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts ont la phobie des commissions, mais ne pourraient-ils pas garder les cadres de l'organisme forestier si nécessaire, dans une province où le bois constitue une industrie importante, pour continuer le travail commencé?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous abolissons la Commission pour des raisons d'économie. Je répète que s'il y a du bon dans son travail, et si réellement elle a rendu des services profitables à l'administration publique et au département des Terres et Forêts, nous considérerons la chose très attentivement.

Nous attacherons au département ce qu'il y a de bon dans cet organisme. Les commissaires ont démissionné de leur plein gré, sauf un à qui j'ai dû demander sa démission. Il y a aussi le cas des employés à considérer, mais nous étudierons ce que nous pouvons faire, tout en sauvegardant les intérêts de l'administration publique.

M. Bastien (Berthier): Qu'est-ce que coûtait la Commission?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Un premier subside de \$10,000 a été accordé à cette Commission.

Un autre subside de \$10,000 a été accordé plus tard, et le dernier budget de la Commission était de \$30,000.

M. Bastien (Berthier): Quelle économie? Je comprends que les commissaires n'avaient aucun salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec ironie) Ces salaires étaient payés par les services qu'ils rendaient.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre connaît tout, sauf le bois et son industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même ça, et la voix de Berthier en plus¹¹.

M. Bastien (Berthier): Une voix, c'est toujours mieux que de perdre son élection, comme cela est arrivé au premier ministre en 1923.

Une voix: C'est de la vieille histoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'ai perdu, c'est parce que vous n'étiez pas venu parler contre moi.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les commissaires recevaient \$35 pour chaque assemblée, pour leurs dépenses.

M. Bastien (Berthier): Je ne tiens pas plus aux commissions qu'il le faut, mais cette Commission a rendu de précieux services, surtout pour ce qui concerne l'utilisation des bois de chauffage. C'est la Commission qui a incité des industriels européens à acheter ici le bois employé pour les "ties"¹².

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous voulons, par cette mesure, que le ministre ait le contrôle de tout, sans passer par une commission du département.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je tiens à rassurer l'honorable ministre des Terres et Forêts au sujet de ce qu'a dit l'honorable député de Berthier. Du temps que j'étais président de l'Association des hommes d'affaires du nord, j'ai eu fréquemment à traiter avec cette Commission défunte, relativement à une campagne entreprise par l'Association des hommes d'affaires du nord pour la consommation du bois de notre province.

La Commission s'est emparée de ce mouvement dans la suite et, en faisant le tour des journaux, elle a eu une publicité qui a laissé croire que cette initiative venait de ses officiers. La suppression de cette Commission arrive donc à son heure, car ceux qui étaient à sa tête faisaient avec elle de la politique.

M. Bastien (Berthier): Je répète à l'honorable ministre qu'il devrait utiliser certains employés de la Commission.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous essaierons d'extraire le bon du mauvais et nous le garderons.

La motion de deuxième lecture est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Choix du médecin pour les victimes
d'accidents du travail**

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droit de poursuite pour les victimes
d'accidents du travail**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir en faveur de l'accidenté le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de rétablir un droit que l'on avait enlevé injustement à l'ouvrier. En vertu de la loi en vigueur jusqu'à ce jour, l'ouvrier ne pouvait avoir recours contre une personne autre que son patron, quand il était victime d'un accident. Il était protégé exclusivement par la Commission des accidents du travail, mais souvent la compensation n'était pas égale au tort causé. Pour donner entière justice à l'ouvrier, nous décrétons que, même s'il obtient une indemnité de la Commission des accidents du travail, il pourra avoir recours contre celui qui a provoqué l'accident, et ce, en vertu du droit commun.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette loi est appelée à donner beaucoup. La loi des accidents du travail était une loi à base de compensation. Ainsi, supposons qu'un ouvrier dans l'industrie du papier a été lancé sur une machine par un compagnon de travail. Même si le patron n'était pas responsable de l'accident, l'accidenté ne recevait que les $\frac{2}{3}$ de son salaire. Une personne subissait un accident par la faute d'un autre, mais parce qu'il était à l'emploi d'un certain patron, il ne pouvait exercer de recours contre la personne qui l'avait ainsi poussé.

C'est donc la Commission qui bénéficiait de l'abandon du recours, en vertu du droit commun. Nous voulons aujourd'hui donner à l'accidenté tous les recours possibles, pour lui permettre de retirer 100 % de l'indemnité à laquelle il a droit.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ceci n'augmente pas l'indemnité que l'accidenté recevra de la Commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Aucunement, mais en vertu du droit commun, l'ouvrier a droit à 100 % de son salaire. Avec la Commission, il obtient 66 %, qui est d'ailleurs défini par la Commission si ça va bien, mais souvent, comme la Commission ne va pas toujours bien, le 66 % est réduit à 40 %.

Nous lui permettons, par cette loi, de recevoir 100 % de son salaire, lorsqu'il peut exercer un recours contre une tierce personne. C'est de la justice que nous voulons lui donner.

Adopté sur division. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Impression des rapports
de l'administration publique**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu de la loi actuelle, les divers départements doivent faire imprimer des rapports des activités de l'année. Jusqu'ici, on a eu des volumes aussi épais dans le contenant que dans le contenu. La suppression de ces rapports, comme l'ont annoncé les journaux, épargnera à la province des frais d'impression pour environ \$50,000 à \$60,000 par année. Nous voulons faire de l'économie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Avec ironie)

Évidemment, je suis réellement charmé du désir d'économie qu'éprouve le nouveau gouvernement. Seulement, il faut penser un peu aux gens qui s'intéressent aux affaires de la province. Il est vrai que les rapports des ministères contenaient souvent des informations oiseuses et que je suis le premier à juger d'aucune utilité. Aussi, je demanderais que ces rapports soient plus concis, moins volumineux, plus clairs, mieux préparés. Là, le gouvernement économiserait sans nécessairement supprimer des informations intéressantes pour tous.

Il y a une foule de renseignements qui peuvent être très précieux. Il me semble qu'en votant une loi pour la suppression intégrale de tous les rapports, nous agissons contre l'intérêt public, et ceci n'est pas juste. Les membres du gouvernement n'ont pas besoin peut-être de ce genre d'information, puisqu'il faut bien croire qu'ils connaissent les activités des départements qu'ils ont été appelés à diriger, mais il faut informer l'opposition et l'opinion en général. La province de Québec est dans une situation particulière, et ce qui contribue à augmenter les dépenses nécessitées par l'impression de ces rapports, c'est qu'en vertu de sa constitution elle doit les publier dans les deux langues.

Le gouvernement veut faire de l'économie dans les impressions, mais les imprimeurs trouvent le tarif de l'Imprimeur du Roi bien insuffisant. Ce désir d'économie ne doit pas aller jusqu'au point de priver l'opinion de la connaissance des travaux de l'administration provinciale. Et il n'y a pas que l'opposition qui veuille s'éclairer par ces rapports. Songez aux gens des universités, à ceux des écoles pratiques, aux instituts de recherche qui s'intéressent à ces publications.

La loi qui les supprime est une mauvaise loi. Elle semble être faite pour mettre la lumière sous le boisseau et, chaque fois que la lumière est sous le boisseau, le gouvernement erre. De plus, j'ajoute que nous échangeons des rapports avec ceux qui sont publiés dans les autres provinces. S'ils ne doivent plus exister ici, que devons-nous offrir aux autres

provinces en échange de ces rapports qui circulent partout, émanant de tous les gouvernements, afin de promouvoir la bonne administration?

Pour revenir à ma suggestion de tout à l'heure, on devrait nommer une commission de fonctionnaires qui bénévolement dépouilleraient les rapports d'un certain fatras pour n'y garder que les références utiles.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition a parlé de la nécessité de ces rapports, et pourtant il y a près de 10 ans que je siège ici et j'ai constaté que 85 députés sur 90 ne les lisaient même pas. Bien souvent même, ils ont été publiés dans les journaux aux frais de la province. Nous avons tant de moyens de rendre compte de nos actes qu'il n'est pas nécessaire de faire imprimer des rapports. Si l'on veut des renseignements, nous les fournirons avec plaisir.

Auparavant, plusieurs pages de ces rapports renfermaient des coups d'encensoir perpétuels pour les ministres, devant et contre le public. Quand nous continuerons l'enquête des comptes publics, on en apprendra de belles sur les comptes d'impression. L'enquête du comité des comptes publics va d'ailleurs révéler des choses étonnantes sur les impressions. Dans certains cas, on demandait des reliures de luxe. Dans d'autres, on augmentait le nombre de pages en mettant le plus de pages blanches possible. Cela coûtait plus cher, et c'est tout ce qu'il y avait, du blanc.

Juste pour donner un exemple sur les dépenses dans le département des impressions et sur le gaspillage qui s'y pratiquait, je citerai le cas qui nous fut soumis dernièrement. Ainsi, tout récemment, on nous demandait \$2,000 pour 6,000 formules. On en a fait imprimer 2,000 au lieu de 6,000, et ça coûte \$122 au lieu de \$2,000. Nous pourrions publier les rapports que nous jugerons nécessaire de faire imprimer, mais nous voulons mettre fin à cette dépense d'impressions, pour aider des favoris. Je comprends que les autres provinces peuvent éprouver le désir de se renseigner sur ce qui

se fait dans la province de Québec, qui est une province modèle depuis le 17 août.

(Applaudissements de la droite)

Mais il n'est pas nécessaire, pour cela, de charger le budget d'une dépense de \$50,000 à \$60,000 par année.

Le comité étudie l'article 1, qui se lie comme suit:

"1. Nonobstant toute loi à ce contraire, à compter du 7 octobre 1936, aucun rapport ou compte rendu de quelque département de l'administration publique ou de quelque fonctionnaire public ne sera imprimé ni présenté à la Législature, sans une réquisition de cette dernière."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment? La loi va trop loin, puisqu'elle dit que la Législature ne prendra même pas connaissance des rapports des activités des divers départements. On empêchera même un fonctionnaire de présenter un rapport d'intérêt public à la Chambre, puisque le bill dit qu'aucun rapport ne sera présenté sans une réquisition de la Législature.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-ce que l'on continuera à imprimer le rapport du service des mines¹³?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons empêcher la publication des rapports inutiles. C'est tout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une loi absurde que celle-là, car, pour avoir un rapport seulement, il faudra obtenir une réquisition de la Législature. Le gouvernement lui-même, en vertu de la loi, ne pourra pas faire imprimer ces rapports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En riant) Je comprends que le député de Saint-Hyacinthe se fâche. C'est un coup de clairon que nous donnons. Vous connaissez le journal *Le Clairon* et ses contrats d'impression¹⁴?

L'article 1 est adopté.

L'article 2 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Troisième lecture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, prochaine séance. On aura le temps de lire le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore une impression de plus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout ce que je demande, c'est que les gens sachent ceci. Ils auront le temps de lire la loi d'ici la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve étrange que le député de Saint-Hyacinthe ait discuté la loi sans la connaître.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je la connaissais. Je dis que les gens pourront aussi la connaître avant la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Des députés commencent à se retirer.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Témiscouata (M. Dubé) attire mon attention sur le fait que des gens déboisent actuellement certains lots de colonisation. Nous considérons que ces abus doivent cesser et nous allons les faire cesser.

La motion est adoptée.

M. l'Orateur: La Chambre est alors ajournée à mardi à 3 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et mardi matin, à 11 heures, première séance du comité des comptes publics. Il siègera chaque fois que la Chambre ne siègera pas. Nous avons donné les avis en conséquence.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. *L'Événement* du 17 octobre 1936, à la page 15, rapporte que M. Sauvé est absent aujourd'hui, et que M. Trudel le remplace donc. Ce journal mentionne également qu'il y a peu de monde dans les galeries. *Le Soleil* du 22 octobre, à la page 3, rapporte que M. Bulloch (Westmount) est aussi absent de cette séance.

2. Cette motion du gouvernement figurera en avis au *Feuilleton* du 20 octobre 1936 et sera appelée et adoptée, après division, le mercredi 21 octobre 1936.

3. *Le Devoir* du 17 octobre 1936, à la page 1, précise que l'Orateur donne lecture de cette motion dans les deux langues.

4. *La Patrie* du 17 octobre 1936, à la page 25, rapporte, tout comme une majorité de journaux, cette nouvelle qui se lit comme suit: "Des pamphlets communistes qui, au dire de la police, semblent provenir d'une organisation communiste de Montréal, ont été distribués, hier, au Parlement. On y dénonce le premier ministre, l'honorable M. Duplessis, ainsi que les membres de son gouvernement. Une enquête a été instituée aussitôt."

Le *Chronicle-Telegraph* de la même date, à la page 12, précise que des citoyens ont aperçu un individu qui distribuait des pamphlets et qui s'est rapidement éclipse. La police a vite mis la main sur le petit nombre de pamphlets qui avaient été distribués, mais n'ont effectué aucune arrestation. *Le Droit* du 16 octobre, à la page 4, nous renseigne davantage sur la teneur de ces pamphlets. On y lit, en grasse manchette: "Réponse à M. Duplessis." Puis plus bas: "Qui sont les fauteurs de désordre?" On y attaque ensuite de front le chef du gouvernement:

"M. Duplessis, y a-t-on écrit, au lieu de résoudre le problème angoissant qui confronte les sans-travail et les exploités, cherche à cacher son dévouement à la rue Saint-Jacques en dénonçant le communisme. Quelques jours plus tard, les bandes fascistes qui sont au service de Duplessis, ont saccagé les bureaux du journal ouvrier *Clarté* et de l'université ouvrière. Où donc sont les fauteurs de désordre?"

Après avoir demandé la formation d'un parti du front populaire dans la province de Québec, la circulaire conclut: "Nous avertissons tous les travailleurs et tous les éléments honnêtes de notre population que c'est là une menace à nos libertés démocratiques. On commence par les communistes,

les socialistes et les radicaux, puis l'on finit par tous ceux qui osent protester contre la tyrannie du Saint-Jacques." Le tout est signé: "Comité provincial québécois du parti communiste du Canada." Puis, pour finir, une autre manchette énorme: "Joignez les rangs du Parti communiste du Canada."

5. À ce sujet, *La Tribune* du 20 octobre 1936, à la page 1, rapporte: "Depuis l'ouverture de la session, il ne s'est pas passé une seule journée qu'on n'ait pas été témoin, à la Chambre verte comme à la Chambre rouge, de déprédations absolument renversantes.

"Le président de la Chambre comme celui du Conseil législatif ont protesté publiquement contre la conduite de plusieurs individus pendant, après ou avant les séances. Les moins gênés ont craché et uriné sur les tapis et fauteuils de la salle du Conseil législatif lambrissée d'écarlate, et où se déroulent les plus hautes fonctions de l'État, salle historique, où des fumeurs négligents ont brûlé les tapis en y laissant choir leurs mégots. À l'Assemblée législative, on révélait, la semaine dernière encore, que les serrures des bureaux de certains députés avaient été forcées manifestement dans un but de vol."

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay), qui d'ailleurs présidera tous les autres comités pléniers de la séance.

7. *Le Devoir* du 19 octobre 1936, à la page 10, explique que M. Duplessis fait allusion à Antoine Taschereau, frère de Louis-Alexandre Taschereau, qui s'était rendu coupable en s'appropriant les intérêts sur les sommes déposées en banque au nom de la province. C'est M. Duplessis qui révéla ces abus, lors de la comparution d'Antoine Taschereau au comité des comptes publics au printemps 1936.

8. Le procès-verbal de cette séance indique qu'il y a eu un amendement d'adopté, mais, si l'on compare les versions de la 1^{re} et de la 3^e lecture, cet amendement ne peut être retrouvé.

9. *Le Soleil* du 16 octobre 1936, à la page 24, précise que "les membres de cette Commission avaient déjà fait parvenir leur démission à l'honorable Oscar Drouin, ministre des Terres et Forêts. Cette Commission se composait de MM. Armand Daigle, J.-M. Dessureault et J.-S. Bock".

10. Armand Daigle, patron de Daigle & Paul, une compagnie de bois et de matériaux de construction qui, selon les révélations du comité des comptes

publics du 14 mai 1936, vendait pour \$50,000 de matériaux au ministère de la Colonisation. En outre, Armand Daigle était "président de la Commission pour l'utilisation des produits forestiers, laquelle faisait des recommandations d'achats à plusieurs départements" du gouvernement. (Voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, tome I, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, à la page 201.)

11. M. Duplessis fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu dans Berthier avec une seule voix de majorité sur son adversaire unioniste Joseph-A. Laforest.

12. *Le Soleil* du 17 octobre 1936, à la page 12, précise que le mot "ties" désigne les dormants de chemins de fer.

13. *Le Canada* du 17 octobre 1936, à la page 6, attribue cette réplique à M. Duguay (Lac-Saint-Jean), tandis que *Le Nouvelliste* de la même date, à la page 12, l'attribue plutôt à M. Bastien (Berthier).

14. *Le Clairon* est un journal de Saint-Hyacinthe appartenant à M. Bouchard et édité par sa fille.

Séance du mardi 20 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. SauvéLa séance est ouverte à 3 h 15¹.**Prière.****M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!**Département des
Mines et des Pêcheries****L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries.

Adopté.

**Inventaire des
ressources naturelles****L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province.

Adopté.

**Corporation du pont
du lac Saint-Louis****L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 18 relatif à la corporation du pont du lac Saint-Louis.**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je désirais savoir, M. l'Orateur, si un bill imprimé accompagne les résolutions. J'attire de nouveau l'attention de la Chambre sur l'article 445 de nos règlements². Cet article décrète que: "Nul bill public ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète." J'ai ici l'opinion d'un auteur de droit constitutionnel. À la page 630 de Bourinot, on confirme le fait. Je crois que ceci est passablement clair. Les règlements spécifient en effet que l'Orateur doit voir à ce que le bill

accompagne les résolutions. Cela est très important et je me permets de le rappeler à l'Orateur. À la lumière de cette opinion, je voudrais que l'honorable Orateur de cette Chambre rende une décision définitive.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous retirons notre motion³. La première lecture de cette loi n'a rien qui presse. Passons donc à un autre numéro de l'ordre du jour, pour ne pas faire perdre le temps de la Chambre, comme c'était l'habitude au temps de l'ancien cabinet. Nous ne voulons pas donner ici à la province le spectacle d'une Législature qui est toujours debout à discuter des points d'ordre, quand des problèmes si urgents réclament notre attention. La Chambre a déjà perdu cinq ou six minutes sur une question plus ou moins importante. C'est de l'ouvrage et non pas de vaines discussions que nous voulons faire ici.
(Applaudissements à droite)**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'insiste pour que l'Orateur rende sa décision une fois pour toutes. C'est tout à fait important de savoir à quoi s'en tenir maintenant, sinon à cette séance-ci, du moins à la prochaine.**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande alors à l'Orateur de statuer aussitôt sur ce point d'ordre. Puisqu'on tient tant au Règlement, j'attire l'attention de l'Orateur sur le fait que le chef de l'opposition ne peut se lever deux fois pour parler sur le même sujet. Je voudrais avoir une décision une fois pour toutes à cet effet.**Décisions de l'Orateur:****Forme des bills à la présentation****M. l'Orateur:** Le point que vient de soulever l'honorable premier ministre, parce que le chef de l'opposition a parlé deux fois, est facile à décider. La décision a été rendue souvent. L'usage et les règlements ne font pas de doute à ce sujet. Quant à l'autre point d'ordre, le paragraphe 3 de l'article 444 du Règlement de la Chambre dit que si la motion introductive comporte l'objet général du bill, cela est suffisant pour une première lecture. La motion a été retirée, et le point d'ordre découlant de cette motion se trouve ainsi également retiré de la juridiction de l'Orateur qui n'a pas à rendre de décision.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le vendredi 16 octobre courant, sur la motion proposée le même jour: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)⁴:

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, puis-je, moi aussi, vous offrir mes félicitations pour votre nomination, à l'unanimité de cette Chambre, à la présidence de nos discussions et de nos délibérations? Votre belle culture juridique, votre sens aigu de la justice, votre connaissance des lois et règlements, votre expérience parlementaire vous qualifient hautement pour le poste que vous êtes appelé à occuper.

Je félicite aussi les membres de cette Chambre pour le choix qu'ils ont fait de notre Orateur. Je félicite aussi le proposeur et le secondeur de l'adresse pour l'élégance de leurs discours qui ont charmé chacun de nous et qui ont provoqué l'admiration de tous ceux qui les ont entendus. Je leur souhaite, à tous deux, plusieurs années de service public dans le meilleur intérêt de tous les citoyens de cette province.

Je demande à l'honorable leader du gouvernement d'accepter aussi mes compliments pour son accession au poste de premier ministre de cette province, bien que je regrette de ne pouvoir féliciter son parti et ses partisans de certaines des méthodes qu'ils ont employées pour obtenir leur victoire aux élections. Je n'aime pas les regrets tardifs et je crois qu'une fois les élections finies, le plus tôt elles sont oubliées par les combattants et leurs partisans, le mieux c'est pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement de la province.

Il y a toutefois une déclaration dont je crois qu'il est de mon devoir de parler. Pendant la dernière campagne, nos adversaires ont publié un catéchisme politique⁵ que, sans doute, ils ont distribué à l'électorat par centaines de mille exemplaires. Et je ne veux, pour l'instant, parler que d'une des questions et réponses de ce document. C'est la question no 192, en page 10, de ce qui est appelé "Réveil national", et qui se lit comme suit:

"Q. Alors ne serions-nous pas franchement inférieurs aux autres races dans le domaine économique?"

"R. Malheureusement, oui. Les Américains et les juifs détiennent la plus grande partie des ressources naturelles de notre province."

Ceci n'est pas seulement un libelle diffamatoire contre la race canadienne-française dans cette province, mais, pour ce qui a trait aux juifs, c'est un pur non-sens, c'est absolument faux. Je demande au premier ministre de mentionner un seul juif qui détienne une seule des ressources naturelles de la province. Je pose la même question à chacun de ses ministres, à chacun de ses partisans, et je me tais un instant pour attendre la réponse. Des contre-vérités de cette sorte sont presque impardonnables, même au cours d'une campagne électorale. Elles ne peuvent avoir d'autre effet que de causer des différends de race, ce qui est regrettable dans un pays où les citoyens de toutes les races et de toutes les croyances devraient travailler ensemble, pendant ces jours difficiles, pour le bien de tous, et pour l'édification d'un Canada paisible, heureux, satisfait.

En présentant son budget, le trésorier provincial (l'honorable M. Fisher) a mentionné le fait qu'il a le privilège unique d'être le premier trésorier autre qu'un libéral à prononcer un discours semblable au cours des 39 dernières années. Je le félicite personnellement pour sa distinction et, bien qu'il soit le premier trésorier non libéral à prononcer un discours du budget en 39 ans, j'espère qu'il sera le dernier, car le libéralisme a une foi sans limites dans le progrès provenant de l'amélioration incessante de la personnalité humaine, ce que le conservatisme n'a pas. Le libéralisme a aussi, comme l'exprime Rudyard Kipling⁶, pour principe de "laisser vivre l'homme dans toute la plénitude de ses droits, dans le cadre des lois". Et le conservatisme a des principes contraires.

Dans son discours du budget, l'autre jour, le trésorier nous a dit qu'il se refuse absolument et positivement à accepter la responsabilité des estimés qu'il présente à cette Chambre. Pourquoi donc alors demande-t-il aux représentants du peuple de l'accepter? Pourquoi les députés de cette Chambre accepteraient-ils de voter des estimés dont le trésorier ne veut pas être responsable?

L'honorable trésorier provincial a sous ses ordres un personnel capable, expérimenté, compétent et, si ce personnel était insuffisant, il n'avait qu'à l'augmenter. Dieu sait qu'il y a assez de chômeurs qui seraient trop heureux d'avoir l'occasion d'aider le département du Trésor à scruter avec attention les crédits avant qu'ils soient présentés à la Chambre pour approbation.

L'honorable trésorier provincial n'a aucun droit d'éluder ses responsabilités; il n'a pas le droit de placer les députés de cette Chambre dans une telle position qu'ils aient à voter des estimés dans lesquels

il n'a pas lui-même confiance; il n'a pas le droit de nous demander de l'autoriser à dépenser l'argent du peuple, à moins qu'il soit raisonnablement certain que cette dépense est nécessaire et essentielle au bon gouvernement de la province.

C'est une indignité ministérielle que de dire: "Voici des estimés pour des millions de dollars. Je ne sais pas s'ils sont authentiques; je ne sais pas s'ils sont justifiés; je n'en prends aucune responsabilité. Mais n'importe, votez-les. Je veux dépenser l'argent du peuple suivant ces estimés, même s'ils ne sont pas authentiques, même s'ils sont incorrects."

Et c'est cela la réforme? De deux choses l'une. Les estimés sont justes et authentiques, et alors le ministre devrait en prendre la responsabilité avant de nous demander de les voter, ou bien il devrait demander à cette Chambre d'en suspendre l'étude jusqu'à ce que lui et son personnel en aient fait une vérification qui permette au ministre de venir devant la Chambre et de dire: "J'ai scruté avec attention les estimés; ils sont authentiques, ils sont justes et, en qualité de ministre de la couronne, j'en prends toute la responsabilité."

L'honorable trésorier critique l'ancien gouvernement parce qu'on a chargé au compte capital des dépenses qui, dans son opinion, auraient dû être considérées comme des dépenses ordinaires. Le trésorier provincial dit: "Si vous capitalisez des dépenses, vous devez avoir quelque actif pour les solder." Et il continue: "M. l'Orateur, je demande quel est l'actif que nous procurent les secours directs et la charité publique?"

M. l'Orateur, il est réellement déconcertant de voir avec quel empressement mon honorable ami a oublié l'un des bons principes de son parti. Il y a seulement quelques jours, le discours du trône nous disait très éloquemment et même avec beaucoup de vérité: "Pour bien affirmer la primauté du capital humain sur le capital-argent, le gouvernement va s'appliquer à orienter la politique et la législation provinciales vers la protection et la sauvegarde du capital humain."

L'honorable trésorier dit donc que le capital humain n'est pas un actif du tout et ne doit pas être chargé au compte capital. Je veux lui apprendre que les \$8,800,000 capitalisés pour les secours directs par l'ancien gouvernement avaient pour but la protection et la sauvegarde du capital humain. Je veux lui apprendre aussi que les \$2,000,000 de déficit pour la charité publique, capitalisés par l'ancien gouvernement, étaient destinés à la protection et à la sauvegarde du capital humain. Je veux dire aussi à l'honorable trésorier que les \$5,100,000 pour la

colonisation capitalisés par l'ancien gouvernement étaient aussi destinés à la protection et à la sauvegarde du capital humain.

Et je suis bien certain que personne ne voudra nier que le capital humain est le plus précieux de tous, et que l'argent dépensé pour la protection et la sauvegarde de ce capital humain est fort justement chargé au plus important de tous les comptes capital, le capital humain.

Bien plus, comment peut-on possiblement prétendre que l'argent dépensé pour empêcher les chômeurs et leurs familles de souffrir pendant ces terribles années de crise soit une dépense ordinaire? C'était là une dépense imprévue; nous n'avions pas à la payer avant la crise et nous ne devons pas, j'en suis certain, l'assumer quand la crise sera finie. Aussi longtemps que dure la crise et que le soutien de la famille est sans travail, sans qu'il soit de sa faute, c'est le devoir de l'État de faire en sorte que les hommes, les femmes et les enfants soient nourris, logés et vivent convenablement. Et l'on ne peut et l'on ne pourra jamais considérer ces frais comme une dépense ordinaire. Nous espérons tous, nous prions tous pour que le jour vienne où chaque homme capable de travailler sera employé suivant ses connaissances. Et, pour ma part, j'ai assez confiance en mon pays pour croire que le jour n'en est pas éloigné; mais, jusqu'alors, toujours j'affirmerai la priorité du capital humain sur le capital-argent.

Le discours du budget nous parle de l'anxiété du nouveau gouvernement au sujet de la dette flottante de la province qui se chiffrerait, selon lui, à \$52,669,670. Malheureusement, l'honorable trésorier a oublié de mentionner le montant de l'actif liquide courant que le gouvernement possède et qu'on lui doit aussi de diverses sources. Et si cela se chiffre aux revenus estimés par l'ancien trésorier⁷, soit à \$36,082,142, cette somme devrait nécessairement être déduite des \$42,669,670⁸ de la dette flottante, qui ne serait alors que de \$6,587,528, et cette somme peut difficilement être une cause d'anxiété pour le gouvernement d'une province qui possède les richesses que nous avons. Ces \$6,587,528 de ce qu'on appelle la dette flottante, ce n'est qu'un capital roulant raisonnable pour un gouvernement ayant un budget d'environ \$37,000,000 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement précédent n'a entamé que deux mois de l'année financière en cours. De toute manière, c'est la première fois que j'entends dire que des revenus anticipés sont considérés comme des actifs.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je me demande aussi si cette grande anxiété du gouvernement était réellement une raison pour emprunter dans une telle hâte la somme énorme de \$51,000,000, qui obligera le peuple de cette province à payer chaque année \$1,000,000 d'intérêts de plus, seulement pour le nouvel emprunt. Le gouvernement s'attribue beaucoup de crédit pour avoir emprunté ces \$51,000,000 à des taux moindres que les emprunts des gouvernements précédents. Il refuse évidemment de considérer le fait que l'argent se vendait à des taux bien plus élevés au cours des années précédentes, et même l'an dernier.

Quiconque s'intéresse, si peu que ce soit, à cette question sait qu'il y a comme un trop-plein d'argent sur le marché aujourd'hui, et qu'on peut l'obtenir presque à n'importe quel taux, pourvu que les garanties offertes soient de premier ordre.

Les financiers de tous les marchés d'argent du monde vous diront que l'argent placé dans la province de Québec est le meilleur placement que l'on puisse faire. Pourquoi? En partie parce que nos ressources naturelles sont aussi riches, sinon plus riches que celles de n'importe quel pays au monde d'égale superficie, et en partie parce que, pendant 38 des 39 années d'un régime libéral, cette province a bouclé son budget par un surplus d'année en année. (Les surplus de 33 années de régime libéral se sont totalisés à plus de \$36,500,000.) En partie aussi parce que, dans la province, la taxe *per capita* est moins élevée que dans toutes les autres provinces, moins une, le Nouveau-Brunswick, où la taxe *per capita* est de \$4.20, tandis qu'elle est ici de \$4.34. Et aussi parce que la dette *per capita* est moins élevée ici que dans presque toutes les autres provinces de la Confédération.

Qu'on ajoute à cela la petite demande d'argent comparée aux ressources possibles, et vous verrez que c'était une chose très simple pour le gouvernement que d'emprunter, à vrai dire, à ses propres conditions. Je m'objecte respectueusement à la manière dont on établit la dette totale de la province. Dans mon humble opinion, la somme de \$15,893,000 que le gouvernement a promis de payer à même le fonds de charité publique est tout au plus une obligation différée, payable sur une période d'un certain nombre d'années, et elle est conditionnelle à certaines obligations de la part des institutions de charité.

Et cette somme ne peut être, par quelque raisonnement que ce soit, considérée comme une obligation pour une seule année. Bien plus, la somme de \$12,991,000, soit la balance des valeurs garanties

par le gouvernement pour la Banque Canadienne Nationale, ne devrait pas être considérée actuellement comme une partie de la dette publique. Si j'ai bon souvenir, le gouvernement a d'abord garanti quelque \$15,000,000 de ces valeurs, et n'a jamais été appelé à payer un seul dollar, ni en principal ni en intérêt, et l'on peut être raisonnablement certain qu'il ne sera jamais appelé à payer un sou, ni du capital ni de l'intérêt de cette somme. C'est tout au plus une obligation éventuelle, et il est plus que probable que l'éventualité ne se produira jamais.

Si l'on déduit ces deux sommes - car elles devraient être déduites de la dette - la dette fondée nette pour l'année fiscale se terminant en juin 1936 était de \$130,643,614.64 accumulée depuis 1867 et, en moins de six semaines, le présent gouvernement a augmenté cette dette de \$41,000,000. Je suis sûr que tous admettront que c'est un assez dangereux commencement, surtout en des temps aussi difficiles, et l'on ne saurait dire que le gouvernement nous montre ainsi son intention réelle d'améliorer la structure financière de la province. Je prends note et j'admets avec le nouveau trésorier provincial que "c'est le devoir d'un gouvernement, non seulement d'équilibrer son budget, mais d'administrer les affaires de la province dans la limite de ses moyens".

S'il veut administrer les affaires de cette province suivant ce principe, il peut compter sur l'appui total et chaleureux de la loyale opposition de Sa Majesté. Nous, libéraux, avons été assez longtemps au pouvoir pour comprendre les difficultés du gouvernement. Nous sommes ici pour aider et non pour enrayner la bonne administration. Nous n'avons qu'une seule idée, et c'est de toujours maintenir la province de Québec au premier rang de la Confédération et de faire du bon vieux Québec "the best place on God's earth" pour la vie, la liberté et la poursuite du bonheur.

(Applaudissements à gauche)⁹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le fait que le gouvernement adopte l'ancien budget ne signifie pas que l'on va demander de voter tous les items. Je conçois que l'opposition soit dans une situation embarrassante. Nous l'avons vu à l'audition du discours du député de Montréal-Saint-Louis. Discours habile, mais on pourrait résumer ses remarques en disant qu'elles sont un déficit d'arguments solides et un surplus d'arguties. Nous avons accepté l'ancien budget pour plusieurs raisons. Tout d'abord, nous sommes arrivés au pouvoir le 26 août et nous n'avons pas fourni à

trouver des abus un peu partout, à trouver des coupables. Il ne s'agissait pas de refaire, mais de tout faire. Nous avons dû accepter le même budget pour des raisons d'économie, économie dans la papeterie, économie dans les frais généraux que comporte un tel changement. Mais cela ne veut pas dire que nous allons tout accepter, car je comprends que l'ancienne administration voulait cacher les déficits en augmentant les subsides et les surpluses.

Ainsi, sous cet item "autres dépenses", nous ne savons pas ce que le gouvernement voulait dire. Nous nous réservons le droit de ne pas dépenser tout le montant et de ne pas accepter toutes les fins déterminées par l'ancien régime. Le budget n'était pas fait régulièrement.

L'ancien gouvernement présentait un budget soumis par un ministre à l'ancien premier ministre qui, bien assis, coupait ici et là pour que ça paraisse bien devant la population et, à la fin, il présentait un budget supplémentaire pour compenser les coupures. Il y avait un avantage, c'est que le budget supplémentaire n'apparaissait pas dans l'exercice courant.

Quelqu'un qui ne serait pas sérieux dirait que nous n'avions pas \$42,000,000 de dette flottante parce que nous avons des revenus de \$36,000,000. À ce compte-là, quelqu'un pourrait se présenter à la banque et obtenir \$42,000,000 seulement sur des prévisions, mais je crois qu'il ne serait pas bien reçu. Je le répète, nous avons trouvé un gouffre financier et nous ne sommes qu'au début de nos recherches. Les deniers publics ont été dilapidés d'une façon scandaleuse, malhonnête et éhontée.

Le gouvernement nous a laissé ce budget quand, pris de peur, il est sorti par le châssis du comité des comptes publics le printemps dernier. Nous avons également accepté ce budget de façon à ne pas perdre de temps, et pour que la Chambre soit prorogée rapidement.

Une voix à droite: Très bien!

Quelques députés applaudissent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la prochaine session, nous aurons eu le temps de mettre à point notre système de comptabilité et nous pourrons présenter un budget solide, basé sur un excellent système de comptabilité que nous avons exposé.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée sur division.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille six cent soixante-dix-huit dollars et cinquante-cinq cents soit ouvert à Sa Majesté pour autres dépenses (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-six mille quatre-vingt-huit dollars et quatorze cents soit ouvert à Sa Majesté pour amortissement d'escompte sur emprunts émis (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Assemblée législative), Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 43 amendé par 18 George V, chapitre 12, section 2, allocation de logement de \$1,000 incluse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quant au Conseil législatif, j'ai le plaisir d'annoncer à cette Chambre que le nouveau président ne recevra pas les \$1,000 accordés à l'ancien président. C'est un bel exemple de désintéressement pour lequel je le félicite.

De plus, une coutume basée sur je ne sais quoi, probablement sur une idée de gaspillage, voulait que le gouvernement accorde un nouveau fauteuil à chaque nouveau président. Dans le présent cas, le nouveau président paiera lui-même ce fauteuil, comme le président de l'Assemblée législative.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres

(Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, Statuts refondus, 1925, chapitre 10, article 36, remplacé par la loi 16 George V, chapitre 14, section 16 (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-quatorze mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sous l'ancien régime, on avait une drôle de façon de procéder. À la suite de la nomenclature, on insérait souvent un montant qui ne se rapportait aucunement à la dépense mentionnée. Cela ne veut pas dire que nous acceptons ce système.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois qu'il y a les mots "moins contributions des officiers et employés publics, \$80,000¹¹..."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est justement, on aurait dû dire que la dépense est de \$165,000 et non de \$85,000. Même si les officiers et employés paient \$80,000 sur cette somme de \$165,000, on n'a pas le droit de compter les revenus anticipés. La seule manière, c'est de présenter la dépense d'un côté, et le revenu de l'autre, mais le gouvernement d'autrefois anticipait à la fois sur les dépenses et les revenus.

Pour ce qui est des assurances-groupes, je dois dire que nous avons épargné une somme de \$37,000 par année, et que nous n'aurons pas à dépenser le montant mentionné ici. Le fait pour nous d'accepter l'item principal ne comporte pas l'obligation de dépenser tout le montant mentionné.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment cela? En diminuant le nombre des assurés? Je voudrais savoir comment il se fait que le gouvernement ne paie plus que \$31,000 de primes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Autrefois, il y avait un trust d'assurances en faveur de MM. Tessier et Fages, dont l'un était proche parent de l'ancien premier ministre¹². Ce trust avait tout ce qu'il y avait en assurances de la part de l'ancien gouvernement. Non seulement il avait une grosse part des assurances à leur nom, mais le trust était tel que ces messieurs exigeaient même une commission de 10 % des autres agents qui obtenaient des contrats du gouvernement. C'était le trust familial de l'assurance. Nous avons économisé, parce que nous avons fait disparaître ce trust.

De plus, les primes de l'assurance-groupe étaient payées à l'avance, de sorte que les compagnies bénéficiaient des intérêts et de la différence dans le nombre des employés comparé du début et de la fin du mois.

Une autre cause dans la diminution de la dépense par le gouvernement actuel, c'est que l'ancien gouvernement avait assuré les pensionnaires de l'État et les vieillards de 78 à 80 ans, contrairement aux meilleurs intérêts de la province. Le système comportait des abus. Nous avons mis fin au système et nous avons ainsi économisé \$37,000, ce qui représente l'intérêt et l'amortissement sur un capital de six ou sept cent mille dollars par année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel est aujourd'hui le nombre d'agents qui participent à ces assurances dans toute la province? Le premier ministre disait qu'il n'y en avait que deux sous l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai aucune objection à le dire au chef de l'opposition. C'est M. Baby, de Montréal, et M. Tousignant, de Trois-Rivières, deux honnêtes gens.
(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En somme, c'est donc ces deux honnêtes gens, comme dit le premier ministre, qui ont remplacé la multitude des agents qu'il y avait autrefois. Je tiens à montrer que le gouvernement actuel fait simplement comme l'ancien. On remplace deux agents par deux autres, quand on prétend qu'il y avait trust auparavant. On n'a fait que déménager les agents, de Québec à Trois-Rivières; ils ont changé avec les sièges des premiers ministres. J'aimerais savoir aussi si l'on a demandé des soumissions pour ces assurances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis heureux d'entendre le chef de l'opposition. Il

parle de déménagement. Il y paraît d'ailleurs par la façon d'agir de l'opposition. La situation est bien claire.

Il y avait ici un trust de l'assurance gouvernementale contrôlé par Tessier et Fages, dont l'un était le gendre de l'ancien premier ministre, et ce trust contrôlait tout, non seulement l'assurance-groupe, mais l'assurance sur les travaux publics, les bâtisses, la voirie, l'assurance sur les accidents, les entrepôts frigorifiques et les rouleaux à vapeur, que l'on assurait contre le vol...

(Rires et applaudissements)

Tous les départements y allaient de leur écot. Le "family compact" de l'assurance était si bien établi que l'on allait jusqu'à assurer les ministres et leurs sous-ministres. Le département de la Voirie avait assuré l'ancien ministre et le sous-ministre contre les accidents de travail. Quand on connaît le travail de l'ancien ministre et du sous-ministre, c'est un peu étonnant.

Plus que cela, pour que Tessier et Fages pussent toucher des primes plus grosses, on soufflait les listes de paie et la liste des assurés s'allongeait. On augmentait les responsabilités. Et le trust exigeait de quasi tous les agents qui avaient un contrat d'assurance avec le gouvernement, un pourcentage de 10 %.

Aujourd'hui, nous avons pris comme agents pour l'assurance-groupe, qui ne représente qu'une petite partie de la somme totale, un homme de Montréal et un homme de Trois-Rivières. Quoi qu'en dise le chef de l'opposition, j'aime mieux déménager une partie des assurances à Trois-Rivières que de déménager les contrats d'imprimerie à Saint-Hyacinthe à l'imprimerie d'Yamaska.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois que le premier ministre commence à perdre patience, et il fait une colère. C'est signe que nous allons bien sur la voie que nous devons suivre, quand nous avons promis de prouver que nous sommes administrés par du bluff. J'ai dit qu'il n'y avait que deux agents et qu'on les remplace par deux autres. On parle du trust et on en crée un autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit qu'il y avait un trust. Il y avait quelques rares personnes qui n'étaient pas sous les tentacules du trust. Mais je dis que Tessier et Fages avaient la presque totalité des assurances et que les autres agents, pour obtenir quelque chose, devaient leur payer 10 %.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre est revenu maintenant au quasi, après avoir dit que tous les agents payaient 10 %. Peut-être le premier ministre est mal informé et que nous pourrions lui prouver qu'il y avait plus d'agents qu'il n'affirme qui avaient le patronage sous l'ancienne administration. Dans le présent cas, voici un contrat de \$31,000 par année. C'est assez important pour qu'on demande des soumissions comme on l'avait promis.

Mais le premier ministre n'a pas répondu à ma question. Nous voulons savoir si le gouvernement a demandé des soumissions, comme la chose avait été promise, avec "l'ordre nouveau". Le premier ministre n'a pas répondu à ma question, au sujet des soumissions. C'est donc qu'il n'y a pas eu de soumissions offertes. Maintenant, peut-il dire dans quelle province se trouve le bureau-chef de la compagnie d'assurances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Presque tous les contrats d'assurance expiraient lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. On avait cru que ça prendrait du temps; on a retardé les élections pendant neuf semaines, etc., dans l'espoir que l'on pourrait renouveler les contrats d'assurance. L'ancien régime s'était transformé et, le lendemain, il expirait. En retardant d'une semaine à nous remettre les rênes du pouvoir, on croyait que la nouvelle administration, étant nouvelle, n'y verrait que du feu et serait obligée de renouveler les contrats. Mais nous avons pris les renseignements nécessaires, et ça n'a pas passé. Nous étions en face de la situation suivante: il fallait renouveler les polices sans délai, et il fallait débarrasser la province du trust d'assurances.

Non seulement, avons-nous constaté, forçait-on les compagnies à passer par Tessier et Fages, mais on demandait aux institutions de charité de donner leur patronage d'assurances à cette maison, au risque de ne pas leur verser les octrois promis. C'était scandaleux, nous avons fait cesser cela, et nous ferons disparaître encore bien d'autres abus. Nous n'avons pas hésité. Aussi, nous avons fait disparaître d'un coup ceux qui profitaient d'un aussi odieux régime et nous avons renouvelé immédiatement, puisqu'il le fallait, en accordant au plus bas prix des assurances qui comportent en plus une diminution substantielle, soit de 60 %. On nous a accordé un prix plus bas que jamais, et les assurances-groupes ont coûté \$31,000 au lieu de \$68,000. Si l'ancien régime avait épargné comme nous le faisons \$37,000 sur \$68,000, je n'aurais pas eu besoin de demander des soumissions.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais s'il paie moins cher, c'est parce que le nombre des assurés a diminué. Donc, la protection que recevaient les employés assurés est amoindrie. De plus, le premier ministre a oublié de dire que le contrat a été donné sans soumissions et que la compagnie qui a obtenu le contrat a son bureau-chef à Toronto, alors que nous, nous faisons affaire avec la compagnie qui avait son bureau-chef dans la province de Québec, la Sun Life.

Il me semble que c'est le devoir du gouvernement de mettre en pratique ce qu'il a prêché, et c'était surtout son devoir d'encourager d'abord des compagnies qui ont leur bureau-chef dans la province de Québec. Je suis sûr que, si le premier ministre avait donné à ces compagnies la chance de soumissionner aux mêmes conditions, il aurait pu obtenir des taux aussi favorables, étant donné que le nombre des assurés était diminué.

Je voudrais aussi poser une question à propos de l'hôpital Cook, à Trois-Rivières. Est-ce que, là aussi, on a déplacé les assurances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris d'entendre ainsi parler le chef de l'opposition qui a une longue expérience parlementaire. Il dit: "Vous avez donné les assurances à une compagnie dont le bureau-chef est dans la province d'Ontario."

Nous avons donné le contrat à une compagnie canadienne et nous avons établi une base de coopération sur la justice et l'équité entre les deux provinces qui doivent vivre en bons termes et qui ont des intérêts communs considérables, harmonie nécessaire et qui rapportera à la province des avantages considérables. Et puis, ce sont deux agents de la province de Québec qui ont obtenu les contrats et qui gagnent leur vie chez nous. Nous avons fait ce qui était juste.

Je m'étonne que le chef de l'opposition soit si violent sur ce sujet; il semble ne tenir aucun compte du fait que nous avons fait beaucoup mieux que l'ancien gouvernement, dont le chef de l'opposition faisait partie, et qui poursuivait hypocritement le trust du charbon pour la frime et achetait son charbon et son huile du sénateur Webster.

Et le ministre de l'Industrie et du Commerce du temps¹³ avait des idées bien claires sur les trusts, avant l'obtention de son portefeuille. Il faisait l'indépendant. Le chef de l'opposition n'a pas protesté alors, surtout au temps de son indépendance factice. C'est alors qu'il aurait dû protester.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis bien aise que le premier ministre déplace la question. Il a fait des affirmations faciles. Mais il va savoir qu'elles sont fausses. C'est vrai que j'ai été ministre du Commerce, mais jamais je n'ai lâché la lutte contre les trusts. C'est moi, l'ancien ministre du Commerce, qui ai demandé d'enlever l'embargo sur le charbon russe, pour faire concurrence au trust du charbon de M. Webster. L'obtention d'un portefeuille n'eut rien à voir avec mes idées.

M. Barrette (Joliette): Parlez-nous de l'électricité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en parlerai tout à l'heure de l'électricité, et c'est là que les membres du gouvernement verront clair. Je vais électrocuter le gouvernement.

(Rires)

Le premier ministre devrait en parler à son voisin de droite (l'honorable M. Drouin), qui disait pendant la campagne que, lorsque le nouveau gouvernement serait élu, il prendrait chaque jour des poursuites contre le trust Webster. Quelles sont les actions qu'il a prises? Il n'en a pas pris une seule.

(Applaudissements à gauche)

C'est ainsi qu'on veut faire croire que les protecteurs des trusts sont avec nous, quand ils sont avec le gouvernement. On l'a dit non sans raison: les trusts sont avec un gouvernement qui achète sans demander des soumissions au préalable¹⁴.

(Protestations à droite)

C'est comme lorsque le gouvernement accorde ses contrats d'impression sans soumissions... Il viole cette promesse comme toutes les autres qu'il a faites...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlez-vous de l'imprimerie d'Yamaska¹⁵?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Je n'ai pas peur d'en parler en temps et lieux et ne manquerai pas de dire un mot de la compagnie d'imprimerie Charrier et Dugal, et de l'imprimerie d'Harry Quart, de Québec, et d'autres imprimeries. Nous en parlerons d'imprimerie, avant qu'il soit longtemps, en cette Chambre. Je veux prouver au peuple que la politique actuelle du gouvernement est une politique de camouflage.

La bonne entente! On a parlé de bonne entente avec la province d'Ontario, mais on accorde des contrats à une compagnie d'Ontario sans soumissions, sans donner une chance aux

compagnies de Québec de donner des prix au gouvernement. Je signale la chose à l'attention de l'opinion publique. Je veux que le premier ministre donne des informations quant au nombre des employés qui n'auront plus d'assurances. Nous pourrions suspendre cet item pour obtenir ce renseignement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas éterniser le débat. Le chef de l'opposition a parlé avec beaucoup de fougue. Son argument le plus fort est que, si nous avions donné la chance de soumissionner aux compagnies qui ont leur bureau-chef dans la province, nous aurions pu obtenir des conditions aussi bonnes. Il admet donc que les conditions que nous avons obtenues sont excellentes.

(Rires et applaudissements à droite)

Je remarque que le chef de l'opposition n'a pas critiqué les conditions du marché. Et c'est la première fois que le chef de l'opposition actuel se bat pour donner du patronage à une compagnie dont son ancien chef est directeur¹⁶.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a l'air de s'intéresser beaucoup aux assurances. À quelle date la police d'assurance collective expirait-elle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis surpris qu'un ancien ministre, même s'il était sans portefeuille, ne sache pas ce qui s'est passé sous son administration.

(Rires)

La police expirait le 28 ou le 29 août.

M. Bastien (Berthier): Y a-t-il un grand nombre de vieillards qui ne bénéficient plus des assurances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comme les abus de l'ancien régime étaient considérables, il doit y en avoir un nombre considérable.

(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a tort de répondre ainsi. Il ne se révèle pas un expert. Il a causé un préjudice sérieux à nombre de pensionnaires et de vieillards assurés, en vertu de cette police collective. Car plusieurs n'auront pas les moyens de se réassurer. Ils ont payé toute leur vie, dans certains cas, et les avantages sont moindres.

M. Tardif (Frontenac): Quel comédien!

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre ne devrait pas faire trop de farces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis très sérieux. La preuve, c'est que je ne ris même pas de la voix du député¹⁷.

M. Bastien (Berthier): Je suis assez charitable pour ne pas rappeler au premier ministre sa défaite de 1923, et sa majorité de 1927¹⁸. Il a dit que l'ancien ministre de la Voirie et son sous-ministre étaient assurés. Mais il sait que ce sont les assurances patronales qui exigent que tout le personnel du département soit assuré. On a enlevé le contrat à Tessier et Fages. On a dit qu'ils exigeaient 10 % de tous les agents. Nous ferons en temps et lieu la preuve que ce n'est pas vrai.

Et d'ailleurs, ni les agents, ni même les syndicats peuvent influencer les compagnies pour les taux. C'est la compétition qui aurait donné les meilleurs taux. On a enlevé le contrat des mains de M. Fages pour les donner à deux amis du premier ministre, MM. Tousignant et Paul Baby. M. Tousignant est probablement un bon organisateur politique.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

(Avec ironie) Vous autres, vous n'auriez pas fait cela¹⁹?

(Applaudissements)

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

Vous autres, vous l'auriez gardé pour vous tout seuls.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Avec

votre innocence virginale.

(Rires et applaudissements à droite)²⁰

M. Bastien (Berthier): Après avoir dénoncé des abus pendant 10 ans, je ne serais pas tombé dans les mêmes abus, tout de suite.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Quelle vertu angélique²¹.

M. Bastien (Berthier): Vous avez retranché une foule de vieux serviteurs de la province de la liste. Le coût de ces assurances a souvent été magnifié à plaisir. Le premier ministre a fait une belle déclaration aux journaux, pour se moquer du fait que le ministre et le sous-ministre étaient assurés.

Ils étaient exposés, faisant de par leurs fonctions beaucoup d'automobile, visitant des routes en construction. S'il l'avait su, il saurait qu'assurer le ministre et le sous-ministre, eh! bien, ça coûtait \$3.50 par année à la province. Ce n'était pas si terrible après tout. Si le ministre, en allant sur les travaux de voirie, avait eu un accident, la compagnie aurait payé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était encore trop cher.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre est de bonne foi, tel que je le connais, mais il n'a pas toutes les connaissances, surtout en matière d'assurances, malgré sa prétention de tout connaître.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'intéresse surtout à votre voix.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a l'air d'avoir une sympathie spéciale pour "la voix" de Berthier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est surtout avec vos électeurs que je sympathise.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement a causé un préjudice sérieux à bien des employés. Je lui demande de revenir sur sa décision. Le gouvernement ne fait pas de miracles...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La preuve, c'est que je ne réussis pas à vous faire comprendre la question, quoique je parle clairement.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement a favorisé des gens à la place d'autres gens. Il a favorisé M. Baby et M. Tousignant. Il a changé le mal de place.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député a fait deux aveux. Il a dit que nous avons continué les mêmes abus que l'ancien régime. C'est donc un aveu qu'il y avait du mal, puisque nous l'avons changé de place. Il n'est pas content de la façon dont le chef de l'opposition a parlé et il se lève pour défendre les compagnies d'assurances, car il est un ancien agent d'assurances. Je ne lui reproche pas. Chacun sa conception. Nous, nous travaillons pour la province. Il a dit que les vieux employés pensionnaires ne voteront pas pour

nous. Nous avons la conscience d'avoir fait notre devoir, et c'est surtout ce qui nous importe. C'est la plus belle jouissance qu'un homme public puisse avoir à l'exercice²²...

(Applaudissements)

Je n'ai pas peur du verdict de l'électorat. Pour couper court au débat, nous avons épargné à la province \$37,000 sur une dépense de \$68,000. Or, \$37,000 cela représente la pension de 148 vieillards. J'aime mieux donner ces pensions aux vieillards qu'à des agents trop intéressés dans les assurances familiales et à des vieux qui ont déjà une pension de l'État. Dans les temps de crise, il faut rendre justice et placer l'argent là où il y a le plus de misère. Le vieux qui a déjà une pension ou la promesse d'en avoir une ne doit pas jouir des bénéfices d'une assurance, au détriment du vieux qui n'a pas de pension ni d'assurances. En changeant de compagnie d'assurances, nous avons voulu faire des économies et pourvoir aux pensions de vieillesse. Nous voulons faire une politique sociale et appliquer les réformes économiques nécessaires. Nous l'avons commencée et nous allons la continuer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel est le nombre approximatif des employés qui doivent cesser d'être assurés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la minorité, de 100 à 150, mais je ne puis garantir que le renseignement est correct. Le plus grand nombre restent assurés. Nous enlevons ceux qui retirent déjà une pension et les vieillards qui ont déjà droit à une pension de vieillesse, s'ils n'en ont pas déjà une de l'État.

M. Bastien (Berthier): C'est une assurance contributoire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Comment, l'ancien ministre ne sait pas ça, lui qui a été ministre sans portefeuille²³ et qui pose au connaisseur?
(Rires)

M. Bastien (Berthier): J'étais ministre sans portefeuille. Un vieillard m'écrivait qu'il payait deux polices. Il est malade. Il payait pour \$1,000 et le gouvernement payait l'autre. C'est donc contributoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ça. S'il avait le moyen d'en payer une, il n'y a pas de raison, dans les circonstances, que le gouvernement lui en paye une autre.

M. Bastien (Berthier): Mais celle du gouvernement était obligatoire.

Des voix: C'est qu'il y avait un trust de l'assurance auparavant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent cinquante-deux mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Va-t-il y avoir une modification dans l'organisme judiciaire? Le premier ministre peut-il nous donner quelques éclaircissements sur certaines rumeurs, publiées dans les journaux qu'il connaît bien²⁴, sans que cela nuise à l'administration de la justice?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Mais pas à cette session-ci. On ne peut pas faire cela en dedans d'un jour ou d'un mois. Nous sommes dans une session d'urgence, et il est impossible de réprimer en une seule session des abus qui se sont accumulés pendant vingt ans. Nous prenons l'intérêt de la justice sans prendre les intérêts de la province, et je n'ai pas d'objection à dire que c'est l'intention du gouvernement d'opérer des réformes profondes dans l'administration de la justice. Car il faut de toute nécessité que les tribunaux soient placés au-dessus de la politique.

Je ne fais allusion à personne. Je parle de façon abstraite. Il ne faut pas que les juges soient des instruments politiques qui, par exemple, émettent des mandats d'arrestation en blanc en temps d'élection et se rendent complices du chantage électoral. Sans allusion à personne, la constitution de nos cours de magistrats et de nos cours des sessions de la paix est anticonstitutionnelle, parce qu'elles sont appelées à statuer sur des matières civiles, et je crois que les tribunaux ne répondent pas à tous les besoins de la population. De plus, il faut que nous prenions les mesures nécessaires pour assurer l'impartialité des listes de jurés.

J'ai déjà fait arrêter quelqu'un pour parjure, et cet individu fut défendu par un procureur de la couronne comme avocat privé à l'enquête préliminaire, et qui avait ensuite pris charge de la poursuite au nom de la couronne, contre le même prévenu, après le renvoi aux assises. Une autre personne, arrêtée pour assaut grave, a été défendue

par un ancien ministre, puis poursuivie aux assises, où le procureur de la couronne était l'associé de cet ancien ministre, tandis que le chef du jury était l'ancien chef cabaleur du procureur de la couronne²⁵.

Inutile de dire que l'accusé a été acquitté. Nous voulons placer l'administration de la justice au-dessus de la politique, indépendante du gouvernement, indépendante de l'opposition, indépendante des bleus, des rouges, des nationalistes et des nationaux. Nous voulons des réformes absolument complètes en ce domaine, pour rendre les tribunaux absolument indépendants, libres et impartiaux.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux d'entendre le premier ministre exprimer ses intentions. Je proteste, au nom des juges de la province de Québec, contre les insinuations un peu générales du premier ministre contre l'intégrité de nos magistrats.

Je crois que c'est la première fois dans l'histoire de notre province qu'un homme public en autorité met ainsi en doute l'intégrité de nos juges. Autant que je sache, les magistrats et les juges de la province sont tous d'honnêtes hommes...

Des députés rient bruyamment²⁶.

Un député: Et l'affaire du juge Forest²⁷?

(Désordre)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si les députés font des interruptions tout le temps, je demande à M. le président de voir à faire respecter l'ordre. Sinon, il ne peut pas y avoir de discussion possible, si on fait ainsi perdre le fil du discours à celui qui parle. Et il est impossible également de garder la dignité dans la discussion, comme l'exige l'intérêt de l'Assemblée législative et de la province de Québec. L'administration de la justice est chose sérieuse et il faut pouvoir en discuter sérieusement...

(Rires et cris)

Je ne mentionne aucun cas. Maintenant, je dois dire ceci à l'honorable premier ministre. J'ai soulevé cette question parce qu'en certains quartiers, on a l'impression qu'on veut changer le mode de l'administration de la justice tout simplement pour couper des têtes et donner des positions à d'autres. Voilà le but de cette réforme. Ça m'a été dit partout dans la province. Ce serait un mauvais exemple, un mauvais précédent. Je crois que ce serait là la façon

la plus perfide et la plus dangereuse d'introduire toute crue la politique dans l'administration de la justice...

(M. Bouchard fait une pause)

Nous avons lieu de nous féliciter des juges de la province. Ils donnent en général satisfaction. Si l'on veut changer le système et faire élire les juges par le peuple, c'est autre chose. Mais je ne veux pas que l'on change le système simplement pour donner les dépouilles d'une victoire politique à des amis du gouvernement. Le système actuel est excellent; c'est le meilleur et il donne les plus grandes garanties de bonne administration. Il faut le garder.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas lancé d'accusations contre les magistrats et j'ai toujours eu soin de dire que je fais la différence entre les institutions et les personnes, sans nommer personne et sans blesser de susceptibilités. Les juges de la province qui sont intègres sauront à quoi s'en tenir. Mais comment le chef de l'opposition peut-il venir parler de respect envers les juges? Je suis surpris d'entendre parler ainsi l'honorable chef de l'opposition. Il se contredit.

N'est-il pas un de ceux qui ont voté pour assommer les juges avec la loi Dillon²⁸, qui ont appuyé un gouvernement qui a déclaré que les juges de la Cour d'appel et de la Cour supérieure n'étaient pas assez intelligents? Et c'est lui qui vient nous parler ensuite du respect envers la magistrature! Nous voulons une magistrature qui soit au-dessus de la politique.

Le chef de l'opposition dit: "On veut couper des têtes." Chez nous, à Trois-Rivières, et dans mon propre département, il y a des employés qui ont voté contre moi et qui sont encore en fonction, alors qu'il y a huit semaines que le nouveau gouvernement est en fonction. Ils ne sont pas dérangés; ils sont encore là.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas comme cela dans tous les comtés. Dans Témiscouata, ç'a été différent, et la guillotine a fonctionné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne pourrait pas appliquer la guillotine au député de Témiscouata. Je l'ai dit et je le répète. Tous les employés qui font leur devoir et qui ne se sont pas occupés de politique vont garder leurs positions. Je n'ai pas coupé de têtes.

Ainsi, à Trois-Rivières, il y a M. Mercier²⁹, mon ancien adversaire en 1927, qui fut député ici et

qui est registrateur, et son assistant, M. de Bellefeuille, qui était son cabaleur en chef dans le temps. Ils sont encore en position.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et vous allez les garder?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, je vais les garder parce qu'ils ne se sont pas occupés de politique. Mais je dis que les employés devront être loyaux à l'administration. De la seconde où un employé sera surpris en délit de déloyauté... dehors, sans rémission. Celui qui fait son devoir et est loyal, nous allons le garder. C'est une promesse que nous avons faite et que nous allons accomplir. Et cette déclaration, je l'ai faite non seulement à l'opposition, mais aussi aux députés ministériels.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux de cette expression de bons sentiments. Mais je voudrais bien que l'honorable premier ministre ait l'occasion de voir les plaintes que nous recevons tous les jours à ce sujet. Ce sont, dans bien des cas, de très honnêtes gens. Ils me disent qu'ils ont été renvoyés ou qu'ils le seront, en dépit du fait qu'ils n'eurent jamais rien à voir avec la politique active et avec aucune sorte de déloyauté. Ils me disent: "Je ne veux pas passer pour un malhonnête homme; demandez donc une enquête sur mon cas. Je crois qu'ils ont raison."

La déclaration de l'honorable premier ministre ne peut avoir qu'un sens. Si l'on met à la porte une personne qui ne s'est pas occupée d'élection, on doit nécessairement conclure qu'elle n'a pas fait son devoir ou qu'elle est malhonnête. On en déshonore qui ont une femme et des enfants. Il faut penser à cela.

Je proteste au nom des honnêtes gens qui ont été destitués et dont les plaintes s'accumulent de jour en jour. J'espère que le premier ministre verra à faire cesser ces renvois.

M. Barrette (Terrebonne): Parlez-nous donc de vos amis d'Ottawa³⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que la situation du gouvernement est bien claire. Je trouve étrange que des employés honnêtes remerciés de leurs services sont en relations constantes avec l'honorable chef de l'opposition. C'est donc qu'elles se sont déjà occupées de politique. J'en veux à tous ceux qui prévariquent. Nous ne craignons pas de sévir contre ceux qui

auront prévarié, mais nous ne destituerons jamais personne sans raison. Je pourrais vous citer le cas de deux juges de paix qui ont été destitués. Mais je ne crains pas d'affirmer que leur place était sur le banc des accusés, et non pas sur le banc des juges.

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous n'avons jamais fait une seule destitution qui ne soit pas motivée, soit pour manquement au devoir, soit pour déloyauté, soit pour ingérence politique, soit même pour une autre raison que je ne veux pas mentionner, parce qu'il s'agit de cas tout à fait particuliers.

Nous allons continuer à faire ce que nous avons fait. Nous sommes bien décidés de ne pas nous laisser mener par une petite faction de fonctionnaires qui, sous couleur d'habileté administrative et de compétence, commettent des actes de déloyauté. Ces gens-là peuvent se considérer comme avertis. Je ne veux pas laisser planer d'injustes soupçons et je dis que ces gens-là ne sont pas nombreux. Nous les connaissons et nous allons faire en sorte que, sur la mer agitée de l'administration, le pilote, le capitaine et l'équipage puissent consacrer tout leur temps à diriger le navire, sans être obligés de se retourner sans cesse pour voir si on n'est pas en train de les frapper dans le dos. Nous n'endurerons pas les actes de déloyauté. Ceux qui sont loyaux, honnêtes et compétents n'ont rien à craindre, ils vont rester là. Envers les autres je ne m'engage à rien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aime à entendre le premier ministre déclarer que les employés honnêtes, compétents, loyaux et consciencieux qui ne se sont pas occupés de politique vont garder leurs positions. Et je me charge de lui rappeler cette déclaration en temps et lieu.

Pour ce qui concerne la loyauté, il peut compter sur l'opposition. Nous allons coopérer avec le gouvernement pour chasser ceux qui prévarient. Quant à l'insinuation du premier ministre, je dis ceci sur mon honneur: pas un seul employé public n'est venu me rencontrer pour causer de questions qui regardent uniquement le gouvernement. Si quelqu'un commettait un tel acte de déloyauté, je le mettrais à la porte. Dans ma position de chef d'opposition, je n'aiderai aucun de ces employés à qui on aura quelque chose de raisonnable à reprocher. J'ai fait partie du gouvernement et je sais que le gouvernement doit pouvoir compter sur la loyauté absolue de ses fonctionnaires.

M. Barrette (Terrebonne): Je demande au chef de l'opposition de faire de même le généreux en

ce qui concerne l'organisation libérale des comtés de Deux-Montagnes, de Terrebonne et d'Argenteuil, où l'on fait des destitutions de braves pères de famille. Des maîtres de postes ont été mis dehors parce qu'ils étaient nationaux.

Des voix: C'est vrai.

Des voix: Le fédéral.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ne nous mêlons pas, en cette Chambre, du fédéral ni des cas particuliers. Je crois qu'à Ottawa on ne renvoie personne sans enquête. De pareilles choses ne sont jamais survenues dans Saint-Hyacinthe, sans qu'il y ait eu enquête. Et je suis bien certain qu'il en est ainsi dans les autres comtés.

M. Barrette (Terrebonne): On les a renvoyés sans enquête.

M. Tardif (Frontenac): Le chef de l'opposition se donne bien du mal. Mais, l'hiver dernier, j'ai demandé une liste des nécessiteux dans mon comté et on me l'a refusée. Et cela dépendait du chef de l'opposition qui était ministre. On a donné comme prétexte que les listes ne devaient pas sortir du département. Dans ce temps-là, on faisait de la politique avec le chômage, on faisait de la politique sur le pain des enfants des fonctionnaires. Je n'ai pas l'intention de me laisser émouvoir. Dans mon comté, il y en a qui ont été maintenus, d'autres qui ont été remerciés, et il y en aura encore. Un employé dont on connaissait seulement les intentions, sur un simple soupçon, a été renvoyé. Aussi, je ne suis pas ému aux larmes quand le chef de l'opposition parle ainsi. Tous savent combien on a pratiqué la guillotine sous son régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est tout naturel qu'on n'ait pas rendu publique une liste de chômeurs secourus. C'était dans l'intérêt de l'individu. Je suis bien certain que le ministre qui m'a remplacé ferait la même chose. C'est une sage politique à suivre. Personne n'aime qu'on sache qu'il est secouru. Je crois bien que le gouvernement actuel continuera à conserver ces listes secrètes.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je suis surpris que le chef de l'opposition ait tant de sympathie pour les gens démis de leurs fonctions. J'ai été faire la lutte dans son comté, au cours de la campagne électorale. Et il y avait des personnes avec

nous qui avaient peur de passer devant chez lui ou qui ne voulaient pas voir les automobiles "nationales" stopper devant leurs portes, de peur de perdre leurs positions. On m'a dit que le seul fait de ne pas être pour lui dans Saint-Hyacinthe pouvait faire perdre jusqu'à une place à la Commission scolaire de Montréal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis surpris moi-même de l'attitude de notre jeune collègue de Montréal-Saint-Henri. Je fais de la politique depuis 1912 et je défie qui que ce soit de mentionner un seul employé qui aurait été destitué, sur mes instructions, pour des raisons politiques. Par contre, je pourrais en nommer des centaines qui ont travaillé contre moi et qui sont restées à leurs postes. Je ne sais pas du tout ce que le jeune député veut dire quand il fait cette affirmation.

C'est la première fois de ma vie que j'entends répéter une pareille sornette dans l'Assemblée législative.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): L'honorable chef de l'opposition ne m'a pas compris. Je...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vous défie.

Des voix: Oh! Oh!

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je n'ai pas dit que le député de Saint-Hyacinthe avait destitué des gens, mais que des fonctionnaires craignaient d'être destitués. Le député de Saint-Hyacinthe exerce une véritable dictature dans son comté. Tout le monde en a peur.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, je vous ai compris et je vous dirai que dans le service civil, chez nous, ce sont des conservateurs qui occupent les meilleurs postes, et c'est votre humble serviteur qui les a nommés, à commencer par le chef de police.

Une voix à droite: Très bien.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je tiens à faire remarquer, M. le président, que le chef de l'opposition, qui est un vieux parlementaire, ne devrait pas traiter ainsi un jeune député et s'adresser à lui directement comme il vient de le faire. Il doit s'adresser au président.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) croit que tous les règlements sont appliqués à la lettre, il va être désenchanté. Il ne siège pas ici à la Chambre fédérale, où tous les règlements sont bien suivis, mais dans une législature provinciale. Je crois avec lui que nous devrions imiter l'exemple d'Ottawa, et nous en tenir aux règlements. Ah! s'il y avait plus d'ordre, ce serait bien mieux.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'accepte cette suggestion du chef de l'opposition et j'espère que, dans l'avenir, tout le monde observera les règlements. Je suis pour le respect des traditions de l'Assemblée législative, qui sont aussi belles que celles de la Chambre des communes. Mais, ici comme dans tous les Parlements, il faut maintenir la dignité et respecter les règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour salaires des secrétaires, messagers, etc., Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc., salaires et dépenses de voyage des inspecteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., \$220,000, moins déboursés applicables contre le revenu, \$20,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour licences, assurances, etc., \$27,000, moins remboursements d'honoraires perçus en vertu des lois des assurances et de la constitution en corporation municipale, \$15,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles, Statuts refondus,

1925, chapitre 35, article 71, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1, \$200,000, moins déboursés applicables contre le revenu, \$4,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi concernant la gazoline, Statuts refondus, 1925, chapitre 36, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1 et 22 George V, chapitre 30, \$410,000, moins déboursés applicables contre le revenu, \$375,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je désirerais des détails sur cette représentation à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une tâche confiée à M. Jos.-P. Turcotte, qui surveille la législation à Ottawa et qui fait rapport au gouvernement.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-ce qu'il s'occupe des positions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas à m'occuper de la politique fédérale. Qu'on ne me force pas à entrer sur ce terrain.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Elle prend bien du temps à mourir, c'te femme-là³¹.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Post Fund, 9^e de 10 versements annuels, (O.C. 1264, 1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pour l'entretien du musée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

23. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Impression des rapports de l'administration publique

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 17 concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens! Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour l'amender. Il y a eu des erreurs typographiques dans la rédaction du projet de loi. Nous voulons que les rapports dont l'impression était obligatoire, en vertu des lois actuelles, soient imprimés en autant que le gouvernement le décidera. C'est un pouvoir discrétionnaire que nous réclamons dans le bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous allez remplacer la Législature par le gouvernement, n'est-ce pas?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le gouvernement actuel a la confiance de la Législature.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'a certainement pas celle du chef de l'opposition.

La motion est adoptée.

En comité:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ces rapports sont parfois plus ou moins utiles. Nous voulons changer une obligation onéreuse par une obligation profitable. Aucun compte rendu ne sera imprimé sans un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux que le gouvernement fasse machine arrière au sujet de ce bill que j'ai jugé trop arbitraire, vendredi dernier. On lui colle maintenant un amendement. (En souriant) Vous voyez bien que c'est parfois utile un bon chef de l'opposition. Le bill était trop sévère. En vertu de cette loi, si elle avait passé telle quelle, il aurait fallu, pour obtenir un seul rapport public d'un fonctionnaire quelconque, demander une permission spéciale de la Législature et faire ratifier cela par le lieutenant-gouverneur. Cela n'avait pas de bon sens. Mais, puisque l'amendement réserve au gouvernement le droit de demander des rapports s'il le juge nécessaire, je trouve cela mieux, quoiqu'en principe il ne faille pas supprimer tant de rapports si nécessaires pour nos écoles, pour les écoles des autres provinces.

Je ne partage pas l'opinion du gouvernement sur cette mesure dans son ensemble, mais j'admets qu'elle est basée sur une nouvelle politique. Je n'approuve pas la loi, car je sais que les députés et les électeurs recevaient ces rapports avec plaisir. De plus, je suis en contact avec des élèves des Hautes

études commerciales, et plusieurs de ceux qui étudient la situation économique de notre province puisaient bien des renseignements dans ces rapports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est le gouvernement qui décidera. La mesure est nécessaire dans ces temps où l'économie est de rigueur.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toute loi à ce contraire, à compter du 7 octobre 1936, aucun rapport ou compte rendu de quelque département de l'administration publique ou de quelque fonctionnaire public ne sera imprimé ni présenté à la Législature, sans une réquisition de cette dernière."

Il est proposé d'amender l'article en remplaçant les mots "sans une réquisition de cette dernière" par les mots suivants: "sauf pour ceux des rapports ou comptes rendus visés par les lois actuellement en vigueur et au sujet desquels le lieutenant-gouverneur en conseil ordonnera l'impression et la présentation."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) s'oppose au bill parce qu'il est d'avis que l'impression des rapports est nécessaire pour les raisons exposées au cours d'une séance précédente.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Directorats
de compagnies**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 relatif aux directorats de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³²:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun membre du Conseil exécutif de la province de Québec ne peut être directeur d'une corporation d'un caractère commercial ou industriel, ni membre ou administrateur d'une société, association ou raison sociale ayant le même caractère, si lesdites corporation, société, association ou raison sociale font affaires avec le gouvernement de la province de Québec, directement ou indirectement, ou encore versent ou peuvent être appelées à verser des impôts en vertu de la loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26)."

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce projet de loi constitue une réforme pour laquelle le gouvernement d'aujourd'hui et l'opposition de jadis ont toujours combattu. Nous avons trouvé inconvénient, à cause des abus du passé, la présence de directeurs de compagnies dans le cabinet. Nous avons cru qu'il était dans l'intérêt public de combattre pour faire cesser cet état de choses. L'opinion publique sait les luttes que nous avons livrées. L'an dernier encore, à la Chambre nous avons eu un grand débat sur cette question. Il fut interrompu par la dissolution des Chambres.

J'ai noté que le chef nouveau de l'ordre ancien, l'honorable M. Godbout, a déclaré lui-même, au cours de la dernière campagne électorale, que son programme de rénovation comportait la passation d'une loi pour empêcher dans son cabinet la présence de ministres directeurs de compagnies. C'est ce qu'on appelle se convertir sur son lit de mort. Je crois que nous sommes tous d'accord sur le principe du bill. Il ne nous reste maintenant qu'à en étudier les clauses. Je serai prêt à écouter toutes les suggestions et à répondre à toutes les explications qu'on voudra me demander.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux des explications du ministre des Terres et

Forêts (l'honorable M. Drouin). Cette loi empêche les membres de l'exécutif provincial de faire partie d'aucune corporation commerciale ou industrielle. Mais je ne crois pas à l'honnêteté et à la probité commandées.

Quand on demande que les ministres ne fassent pas partie de corporations ou de compagnies payant des taxes, en vertu de la loi des taxes sur l'incorporation, je crois que la loi va trop loin. On va ainsi priver la province des services d'hommes d'affaires précieux et probes.

Je crois de plus que c'est une loi illusoire qui n'atteindra pas son but. Le titre et l'explication la faisaient croire encore plus mauvaise. Je constate également qu'elle restreint la portée de ce qu'on nous avait laissé entendre dans le discours du trône. C'est cependant une loi qui sera dangereuse pour les intérêts de la province et pour certains intérêts privés, car pour devenir ministres, des gens seront forcés d'abandonner à d'autres personnes l'administration de leurs affaires.

Le gouvernement sera obligé de faire machine arrière. Nous ne pouvons ainsi déqualifier toute une catégorie de la population de la province, des hommes nouveaux. Je comprends que seuls les hommes de loi n'auront pas à abandonner leurs affaires personnelles pour entrer dans un cabinet provincial.

On n'empêchera pas ainsi ceux qui avaient des intérêts morbides d'exercer l'influence indue que l'on veut ainsi faire disparaître. La loi va à la fois trop loin et pas assez loin.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je voudrais bien que l'honorable chef de l'opposition me dise en quoi la loi va trop loin et en quoi elle ne va pas assez loin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle va trop loin parce qu'elle empêche une catégorie de gens de pouvoir devenir ministres. Elle est contraire à l'intérêt public. Je crois qu'il est nécessaire de faire une loi qui empêche la présence de directeurs de grandes corporations dans le ministère. Par contre, la loi ne va pas assez loin parce qu'elle ne touche aucunement aux actionnaires, et rien n'empêchera les ministres d'être actionnaires dans telle ou telle grande corporation, s'ils le désirent.

Pourtant, les vrais propriétaires des grandes compagnies ne sont pas les actionnaires; ce sont plutôt les directeurs. J'ai quand même hâte de voir comment on va appliquer la loi. Je suis sûr qu'un jour on regrettera de l'avoir passée sous sa forme actuelle.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'aurais présumé que le chef de l'opposition serait du même avis que le chef du Parti libéral. Je ne sais ce que pensera celui-ci de l'attitude du chef parlementaire de l'opposition. Dans toute sa campagne, M. Godbout s'est déclaré en faveur d'une loi comme celle que nous présentons. La loi que nous voulons faire passer nous expose à être pris entre deux feux. C'est peut-être une réforme radicale, mais je crois que nous sommes à une période où nous avons besoin de réformes radicales dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Je sais aussi que nous avons pour nous, dans cette question, la grande majorité de la population de la province qui nous a approuvés dans notre lutte contre les abus du passé. Tout semble avoir été dit sur le principe du bill. On a vu des ministres dans le passé abuser de leur position pour être choisis directeurs de compagnies. Et la dictature économique s'était établie chez nous, avec l'aide du cabinet qui nous a précédés. C'est pour empêcher la répétition de ces abus que nous présentons notre loi.

L'honorable chef de l'opposition a dit que les ministres pouvaient rester actionnaires. À chaque jour suffit sa peine. Nous verrons plus tard si la loi peut être améliorée. N'y songeons pas pour le moment. Il est inutile de répéter que dans une session d'urgence nous pourrions accomplir toutes les réformes. Nous commençons par le plus pressé. Je demande encore au chef de l'opposition de faire toutes les suggestions qu'il voudrait faire. Nous l'écouterons avec plaisir. Comme c'est une chose sérieuse, je suis à la disposition de la Chambre entière pour trouver une meilleure rédaction en conformité avec le principe du bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas au chef de l'opposition de faire les lois du gouvernement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Si vous n'avez pas d'objection, passons la loi immédiatement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai quelque chose à dire. Je veux, avant, répondre à M. le ministre qu'il n'y a pas de divergence d'opinions entre les deux chefs. Le chef libéral a déclaré au cours de la campagne électorale qu'il ne voulait pas de directeurs de grandes compagnies dans son ministère. Il n'a jamais déclaré qu'il ferait passer une loi pour les forcer à démissionner. Il savait bien que des hommes aux idées nouvelles pouvaient

démissionner sans y être obligés par une loi. Voilà ce qu'il a promis. La preuve qu'il ne voulait pas de directeurs de compagnies, c'est qu'il n'y en avait pas dans le cabinet. Aucun de nous l'étions. J'ajoute que l'honorable ministre nous a confondus avec un ancien cabinet et que les membres du cabinet qui a précédé celui-ci n'étaient pas directeurs de compagnies...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Et M. Stuart McDougall³³?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ne confondez pas avec une compagnie privée. C'était un directeur de compagnies privées n'ayant rien à faire avec le gouvernement. C'est un cas dont il faut tenir compte. Et c'est justement pourquoi votre loi n'est pas bonne. Elle n'établit pas de distinctions assez claires. Je sais que vous voulez viser les directeurs des grandes corporations et sociétés publiques, et c'est ce que voulait aussi M. Godbout.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): M. McDougall n'était-il pas directeur d'une compagnie de mines en même temps?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les compagnies de mines n'ont rien à faire avec le gouvernement. Elles ne sont pas astreintes aux lois des taxes sur l'incorporation. Si l'on veut que cette loi s'applique, pourquoi pas déqualifier tout le monde, tous ceux qui sont obligés de payer des taxes? On ne devrait pas ainsi forcer les ministres, mais leur laisser la liberté de démissionner de leur propre mouvement.

Le ministre des Terres et Forêts a confondu les deux anciens cabinets. D'ailleurs, M. Bennett³⁴ n'a-t-il pas démissionné lui-même, sans y avoir été obligé par une loi?

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent): Nous ne voulons que redonner à la position de ministre de la couronne son ancienne dignité³⁵.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le chef du cabinet pourra toujours forcer un ministre à démissionner des compagnies.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'aime pas l'honnêteté commandée. On semble confondre ici à plaisir les anciens ministères avec le dernier ministère libéral.

(Rires à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Et qu'aurait pu faire votre ancien chef de cabinet, lui-même directeur?

M. Grégoire (Montmagny): Je suis favorable au principe du bill. Mais je crois que la loi ne s'applique pas aux actionnaires. Il faut voir quelle interprétation l'on donnera au bill. Vous avez par exemple, dans le texte: "un ministre ne pourra être ni directeur ni membre d'une corporation". Et je vois ici les mots... société et compagnie. Ne pensez-vous pas qu'ils pourraient être mal interprétés? Est-ce qu'on pourrait être ministre en possédant des actions du Pacifique Canadien par exemple?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Oui. Le bill dit seulement que les ministres ne peuvent pas être directeurs de puissantes compagnies. Pas même directeurs d'une raison sociale, d'une société commerciale faisant affaire avec le gouvernement. Dans une compagnie au sens de corporation, il pourra être ministre et actionnaire en même temps.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La compagnie n'est-elle pas une division de la société dans le Code civil?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Elles n'ont pas la même responsabilité. Ce sont deux choses différentes à tous les points de vue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La compagnie, c'est la société par actions et la raison sociale, c'est la société entre individus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre sait que cette loi est la conséquence des abus que nous avons dénoncés. Nous avons constaté qu'il était disgracieux de voir des ministres faire partie de compagnies faisant affaire avec le gouvernement. L'honorable chef de l'opposition a dit qu'un directeur de compagnie est la même chose qu'un actionnaire. Il ne faut pas confondre directeur et actionnaire. Le directeur est un dirigeant et l'actionnaire est un dirigé. Les directeurs reçoivent un salaire et les actionnaires retirent quelque chose seulement si les directeurs ont été bien payés.

L'opposition, au cours de la dernière campagne qu'elle a faite sous des couleurs nouvelles, a préconisé que ce serait mal d'être à la fois ministre et directeur. Sous des couleurs nouvelles, ça peut ne pas être bien d'être directeur de compagnies, mais à travers les nuages, on aperçoit les moyens antiques.

Si c'est mal, déclarons par une loi que c'est mal. Une once de prévention vaut mieux que 10 onces de guérison³⁶.

M. MacDougall était bien directeur d'une compagnie qui faisait affaire avec le gouvernement. Les sociétés minières comme la sienne sont celles qui ont le plus à faire avec le gouvernement, contrairement à ce que dit le chef de l'opposition. C'est tellement vrai que toutes leurs activités sont sujettes à la surveillance du gouvernement qui peut en changer les propriétaires. Ce sont les compagnies les plus contrôlées, celles qui sont le plus sous la tutelle de l'État. Le gouvernement en effet est le maître des mines, maître de l'exploitation minière, maître de la prospection.

Dans la dernière campagne, quand M. Godbout disait qu'il ne voulait pas de directeurs de compagnies dans son département, il gardait cependant M. McDougall et il consentait à ce que ce dernier acceptât un autre directorat. C'était un défi à l'opinion. L'opinion s'est prononcée.

Nous disons dans la loi que pas un membre du Conseil exécutif ne peut être directeur ou administrateur d'une corporation, d'une société commerciale ou industrielle. Si la loi va plus loin, on va rendre des services appréciables. Il y aurait peut-être lieu de faire un amendement pour dire "corporation d'un caractère industriel", et cela serait suffisant. C'est ce que l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) vient de me suggérer et je crois que c'est juste. Le reste pourrait être retranché. Nous ne voulons pas des directeurs de compagnies dans le cabinet.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ce que j'ai dit tantôt, lorsque j'ai tenté de montrer que la loi va trop loin. D'autant plus qu'elle ne va pas assez loin, parce qu'il arrive souvent que les actionnaires sont plus intéressés que le directeur. Prenons pour exemple une compagnie de chemins où monsieur X, le principal intéressé, possède 98 % des actions dans une telle organisation. Ce ne sont donc pas les directeurs qui vont mener les affaires de cette compagnie. En réalité, c'est lui qui va conduire. Cet homme-là pourrait être ministre. Il y a des compagnies faites pour éviter la loi, des compagnies où les principaux intéressés n'apparaissent pas du tout.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Que pense le chef de l'opposition de l'usage qu'un ministre fait de son nom pour augmenter les affaires d'une compagnie?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est le chef du cabinet qui devrait y voir et exiger la démission de ses ministres qui sont directeurs d'une grande compagnie publique, mais il peut lui laisser ses fonctions d'homme d'affaires privé. Est-ce que c'est l'ancien ou le nouveau ministre des Terres et Forêts qui a fait la suggestion? Je crois que c'est l'ancien. L'ancien cabinet a pris la même attitude...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le dernier cabinet n'a pas eu d'attitude du tout là-dessus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le dernier cabinet a eu des attitudes, mais il n'a pas eu le temps. S'il avait eu le temps de faire ses réformes, on aurait eu un ordre nouveau qui eût été réellement un ordre nouveau, un ordre nouveau efficace. Mais nous n'avons pas cru à la nécessité d'une loi. Quant au projet, il s'est amélioré avec l'amendement que l'on suggère. Mais on n'atteint pas l'administrateur d'une compagnie financière comme une banque, par exemple, car la loi dit "directeur d'une corporation d'un caractère commercial ou industriel".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont surtout les votes qui vous ont manqué.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): M. McDougall aurait-il démissionné?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il l'aurait fait, s'il n'avait pas voulu abandonner ses directorats.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): M. Godbout n'a pas exigé qu'il le fit avant.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Parce qu'il savait qu'il serait battu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parce que M. McDougall était directeur de compagnies minières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On dit qu'on n'a pas eu le temps, mais ça a pris neuf semaines avant de faire les élections. Le chef de l'opposition doit savoir cela. Le chef de l'opposition dit que c'est le devoir du premier ministre de mettre dehors un des membres du cabinet qui est directeur de compagnies. Je n'hésiterais pas à le faire. Parce que nous sommes sincères, nous voulons une loi pour consacrer ce principe de morale et de bonne administration.

M. Tardif (Frontenac): Si l'opposition trouve la loi trop sévère, elle pourra, quand elle reviendra au pouvoir, y faire des amendements. On a prouvé que des abus avaient été commis dans le passé et nous cherchons à les corriger.

Je crois que l'attitude du gouvernement est excellente et tout à fait approuvable. En tout cas je l'approuve.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En somme, nous voulons, par la loi, empêcher que les ministres soient directeurs de compagnies électriques, de compagnies papetières, de compagnies de charbon, de banques, de compagnies de fidéicommis. Tout cela est désigné sous le nom de "corporation d'un caractère commercial et industriel"³⁷.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les "holdings compagnies", les corporations électriques...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition peut-il me citer un seul cas où le fait pour un ministre d'être directeur d'une compagnie industrielle ou commerciale serait profitable au gouvernement?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'atteignez pas là les directeurs de banque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les banques sont des corporations commerciales.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, ce sont des institutions financières. J'en appelle au député de Montmagny (M. Grégoire).

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Vous allez nommer l'honorable député de Montmagny chef de l'opposition?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voulez-vous qu'on ajoute le mot "financier" à "commercial et industriel"?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bon, on va ajouter "financier".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce changement est nécessaire, mais un ministre n'en sera pas moins capable de détenir 90 % des actions d'une compagnie.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent): M. le président, il ne faudrait pas perdre le but de la loi, qui est double. Nous voulons tout d'abord rétablir l'intégrité dans la vie publique. Enfin, nous voulons éviter qu'un ministre puisse, en étant directeur de compagnie, laisser mettre son nom sur des prospectus de compagnies, ce qui permet au public de penser que le gouvernement est derrière une entreprise.

M. Grégoire (Montmagny): La loi n'empêchera pas un ministre de rester le principal actionnaire d'une compagnie. Il n'aura qu'à se camoufler et rester plus intéressé dans l'entreprise qu'un directeur de la compagnie lui-même. Il y a des actionnaires très puissants qui serviront les intérêts de leur compagnie tout en étant ministres. Je demanderais qu'on fasse mention, dans la loi, d'un directeur ou administrateur de compagnie directement ou indirectement de façon à atteindre l'actionnaire aussi. Pourquoi ne pas rayer les mots "actionnaire d'une société commerciale", car il peut y avoir mauvaise interprétation dans ce bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec ironie) M. le président, il faut toujours être sérieux quand on discute. Il me semble qu'on en demande un peu trop. On vient d'ajouter le mot "financier" et on veut qu'on parle des actionnaires maintenant. Je ne suis pas pour faire cela. Ça n'a pas de bon sens. Lorsqu'on défend à un ministre d'être directeur de compagnie, nous le déclarons de façon formelle. Il y a des cas où l'on rencontre des personnes qui retirent un premier salaire³⁸ pour retirer ensuite un deuxième salaire et souvent un troisième salaire pour leur permettre de retirer les deux premiers. Il arrive aussi que des personnes occupent plusieurs positions.

Un actionnaire est en somme comme le maire d'une ville, mais s'il vient à retirer deux ou trois salaires, on dit qu'il y a cumul. Il y aurait peut-être lieu de faire des amendements à la loi dans ce sens. Par exemple, le député de Montmagny, qui est maire de Québec, est en quelque sorte l'actionnaire de la ville, et on pourrait dire ainsi qu'il n'a pas le droit de venir discuter le bill de Québec devant la Législature parce qu'il est intéressé, puisque l'on veut nous faire retrancher le mot "actionnaire".

Le député de Montmagny pourrait répondre qu'il détient du peuple ses deux mandats, et c'est vrai. C'est aussi incompatible que de retirer deux salaires pour le même usage. Nous voulons, avec ce bill, de la sincérité, quand nous demandons que les ministres

ne soient pas directeurs de compagnie qui font affaire avec le gouvernement.

Et à cause de certains cumuls, aussi, nous ne voudrions pas dans le ministère de certaines personnes qui cumulent dans d'autres administrations. Je crois que ceux qui ont la moindre formation d'affaires savent que les banques sont des institutions commerciales. Cependant, quelque chose pourrait éventuellement être fait pour remédier à la situation. En ce moment, la Chambre est surtout occupée par le bill qui est devant nous, et elle doit en disposer. Il ne faut pas aller trop loin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que le premier ministre sort de la question. Il parle du double mandat, comme s'il s'agissait d'un crime. Nous avons, au contraire, besoin d'hommes qui ont de l'expérience municipale et qui sont, par le fait même, habitués à la préparation des lois. Les députés qui sont maires administrent pour la Législature qui délègue ses pouvoirs aux municipalités. Il n'y a pas de mal à ce que les maires fassent partie du gouvernement. Ils rendent de grands services.

Le nouveau gouvernement ne passerait pas tant de lois mal faites et par trop expéditives, s'il était dirigé par des hommes rompus aux lois. Prenez l'exemple de la France. Depuis 25 ans, M. Édouard Herriot, plusieurs fois ministre, est maire de Lyon, la deuxième ville de France. Et fut aussi ministre mon ami personnel, M. Paul Marchand, maire de Reims. M. Salengro³⁹ et d'autres ont été à la fois ministre et maire. La meilleure école pour devenir député ou ministre, c'est celle de la pratique des affaires municipales. Ce serait une erreur d'empêcher les maires d'être députés et ministres, car, je le répète, ils rendent de grands services à leurs municipalités et à la province.

D'ailleurs, on ne peut pas comparer la position d'un maire avec celle d'un actionnaire. Le député de Montmagny a raison quand il atteste qu'il peut se trouver des actionnaires qui soient plus intéressés que les directeurs de compagnie. Il exprime l'idée de tous ceux qui veulent de vraies réformes. Nous voulons simplement éloigner les directeurs de grandes corporations. Le peuple s'attend à une loi complète et efficace et je serais heureux de voter avec le gouvernement, s'il nous présentait une loi de cette nature. Je félicite cependant le premier ministre d'avoir inclus le terme "financier" dans la loi pour définir les corporations financières, même si elle n'exclut pas complètement du ministère ceux que la loi vise à exclure.

M. Monette (Napierville-Laprairie): J'attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de défendre qu'un membre du gouvernement fasse partie d'une entreprise faisant affaire avec la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est déjà défendu. Mais nous sommes dans une situation que nous n'avons pas faite. Ainsi la loi municipale pourvoit à des cas semblables. Il y aurait peut-être lieu de faire des amendements. Chez nous, un agent d'assurances était échevin et son bureau retirait \$12,000 par année en commissions pour les assurances. Nous avons pris un bref de *quo warranto*, et la cour a décidé que cet échevin agissait légalement. Le jugement est bon. En tout cas, il est conforme à la loi. Mais nous aurons bien des changements à faire.

Il est proposé d'amender l'article 1 pour se lire désormais comme suit:

"1. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun membre du Conseil exécutif de la province de Québec ne peut être directeur ou administrateur d'une corporation d'un caractère commercial, industriel ou financier, si ladite corporation fait affaire avec le gouvernement de la province de Québec, directement ou indirectement ou encore verse ou peut être appelée à verser des impôts en vertu de la loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26)."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie le titre du bill, qui se lit comme suit: "Loi relative aux directorats de compagnies".

M. Monette (Napierville-Laprairie): On devrait ajouter dans le titre "ou corporations", après le mot "compagnies" pour le rendre conforme au texte de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On modifiera alors le titre.

Le titre du bill est amendé en ajoutant à la fin les mots "ou corporations".

Le titre ainsi amendé est adopté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) trouve étrange qu'on ne donne pas le droit d'appeler d'un jugement interlocutoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que c'est dans le but de faire une loi expéditive. L'appel ne sera possible d'un jugement interlocutoire qu'après le jugement final.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés⁴⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Troisième lecture!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais consentir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais consentir à ce que nous ne prenions pas le vote sur le projet.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

La séance est levée vers 6 h 30.

NOTES

1. Heure du *Journal* du 21 octobre 1936, à la page 1. *L'Événement* de la même date, à la page 3, mentionne plutôt 3 h 30.

2. M. Bouchard a déjà protesté sur cette question au début de la séance du 15 octobre 1936.

3. *Le Soleil* du 21 octobre 1936, à la page 15, note qu'après la séance, M. Bouchard, "qui fut déjà président de la Chambre, a fait remarquer que la motion retirée par le gouvernement ne pouvait l'être sans le consentement unanime de la Chambre, si l'on s'en était tenu aux règlements".

4. *Le Soleil* du 21 octobre 1936, à la page 15, rapporte que "le nom de M. Félix Messier, député libéral de Verchères, figure au bas de l'ordre du jour, mais comme M. Messier n'est pas à son fauteuil à ce moment, M. Peter Bercovitch, député libéral de Montréal-Saint-Louis, se lève pour analyser le budget présenté la semaine dernière par le nouveau trésorier provincial". Toutefois, il faut rappeler qu'à la séance du 16 octobre, M. Messier avait proposé l'ajournement du débat au nom de M. Bercovitch.

5. Il s'agit du *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J.-B. Thivierge & fils, 1935, 128 pages. À l'approche de l'élection de décembre 1935, le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'attention des électeurs. Il s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie, longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur - Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto* en 1936 pour devenir l'Union nationale.

6. Rudyard Kipling (1865-1936), écrivain britannique né à Bombay (Inde). Il vit tour à tour en Italie, en Inde, aux États-Unis, et s'établit à partir de 1896 en Angleterre. Récipiendaire le plus jeune d'un prix Nobel de littérature en 1907, il fut l'auteur de nombreux poèmes, récits et romans tout au long de sa vie. *Gunga Din* (1890), *Le Livre de la jungle* (1894) et *Kim* (1901) sont parmi ses œuvres les plus connues.

7. M. Bercovitch fait allusion à Ralph Frederick Stockwell (1885-1962), député libéral de Brome de 1931 à 1936. Trésorier de la province dans le cabinet Taschereau de 1932 à 1936.

8. Ce montant ne comprend pas une émission d'obligations de \$10,000,000 à échoir le 1^{er} novembre 1936.

9. Un journal partisan, *Le Soleil*, du 21 octobre 1936, à la page 9, mentionne que "M. Bercovitch fut très applaudi par la gauche, et même par l'honorable John Bourque, ministre des Travaux publics. Mais tout à coup, M. Duplessis fit un signe discret à son collègue, qui était peut-être distrait..." Un autre journal partisan, *Le Canada*, à la page 3, rapporte la même anecdote. Par ailleurs, *La Tribune*, à la page 1, rapporte que le discours de M. Bercovitch a duré près de 20 minutes, tandis que *Le Droit*, à la page 1, précise que le débat sur le budget se termine quelques minutes après 3 h 30.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

11. Ce poste budgétaire ne se trouve pas dans les crédits à voter, mais dans les crédits statutaires, et se trouve énoncé comme suit: "Pensions, service civil, S. R., 1925, chapitre 11, article 22: \$165,000, moins contributions par les officiers et employés publics, \$80,000: \$85,000".

12. Il s'agit de Cortland A. Fages (1892-1948), marié à Gabrielle Taschereau, fille de L.-A. Taschereau.

13. T.-D. Bouchard fut ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce dans le cabinet Taschereau du 6 juin 1935 au 27 juin 1936.

14. Un journal partisan, *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 3, précise qu'en prononçant cette phrase, M. Bouchard regarde le Dr Philippe Hamel (Québec-Centre) fixement, car ce dernier est vu comme un ardent opposant des trusts.

15. La Compagnie d'imprimerie d'Yamaska produit *Le Clairon* de Saint-Hyacinthe, organe de M. Bouchard, dans son comté. Pendant sa présidence de l'Assemblée Législative, M. Bouchard aurait "prudemment" transféré l'imprimerie au nom de sa fille qui édite le journal. (R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXVI, Montréal, Fides, p. 135-136.)

16. Selon *Le Devoir* du 21 octobre 1936, à la page 2, M. Duplessis fait allusion à Louis-Alexandre Taschereau. Or, l'ancien premier ministre n'était pas directeur de la Sun Life, mais l'un de ses administrateurs. (Rumilly, vol. XXXV, p. 183.)

17. M. Duplessis fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu dans

Berthier avec une seule voix de majorité sur son adversaire unioniste Joseph-A. Laforest.

18. La majorité de M. Duplessis en 1927 ne fut que de 126 voix.

19. Selon *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 3, et *La Patrie* de la même date, en page 5, c'est M. Tremblay (Maisonneuve) qui fait cette intervention. Par contre, *Le Soleil*, à la page 13, l'attribue plutôt à M. Tardif (Frontenac), et *Le Devoir*, à la page 2, à l'honorable M. Paquette (Labelle).

20. *Le Journal* du 21 octobre 1936, à la page 15, rapporte que "la foule trépigne de joie dans les galeries".

21. Selon *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 3, c'est l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) qui fait cette intervention.

22. *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 3, mentionne que "le reste disparaît dans des applaudissements".

23. M. Bastien fut assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Tachereau le 13 mars 1936, puis dans le cabinet Godbout le 27 juin 1936.

24. Selon *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 3, M. Bouchard fait allusion au retard apporté par le gouvernement à payer le traitement des juges.

25. À la page 19 du *Soleil* du 21 octobre 1936, il est écrit que "le *foreman* des jurés était le cabaleur en chef du ministre".

26. *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 3, précise que ces députés rient "parce que M. Bouchard est indigné".

27. *L'Événement* du 21 octobre 1936, à la page 6, mentionne qu'un "ancien député libéral avait attaqué ce juge en Chambre, à la suite d'un jugement".

28. La "Loi Dillon" a été votée conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931; Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua par l'entremise de Joseph Henry

Dillon, ministre sans portefeuille qui fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936.

29. Louis-Philippe, aussi appelé Ludger-Philippe Mercier (1877-1961), notaire et député libéral de Trois-Rivières de 1921 à 1927.

30. Selon *Le Journal* du 21 octobre 1936, à la page 8, c'est M. Barrette (Terrebonne) qui prononce cette réplique. *Le Soleil* de la même date, à la page 19, l'attribue plutôt à M. Béïque (Chambly).

31. Mlle Delphine-Marie-Régina Drolet est l'une des filles de Gaspard Drolet (1828-1890), avocat et auditeur de la province de 1867 à 1890. Le 3 février 1890, l'honorable Joseph Shehyn (1825-1918), trésorier de la province dans le cabinet Mercier, faisait voter "\$800 à Madame veuve Gaspard Drolet, pour sa vie durant, et \$200 à chacune de ses filles jusqu'à leur mariage" ou vocation religieuse. M. Shehyn avait demandé à la Chambre "de voter cette motion, vu les services rendus à son pays par M. Gaspard Drolet, qui était un employé modèle et qui s'est fait mourir par excès de zèle." L'adoption de cette mesure par la Chambre sous-entend que Mlle Delphine-Marie-Régina Drolet n'était toujours pas mariée en octobre 1936. Pour plus de renseignements, voir les *Débats de la Législature de la province de Québec*, 4^e session, 6^e parlement, Québec, 1890, aux pages 235-236 et à la page 253.

32. Voir note 10.

33. Edward Stuart McDougall (1886-1957), avocat qui, bien que non élu, fut trésorier de la province dans le cabinet Godbout, du 27 juin 1936 au 26 août 1936. Décoré du grade de major pour sa participation à la Première Guerre mondiale, et juge à la Cour du banc du Roi (1942-1957).

34. Richard B. Bennett (1870-1947), premier ministre conservateur du Canada de 1930 à 1935.

35. Seule *La Tribune* du 21 octobre 1936, à la page 7, attribue par erreur cette déclaration à "l'honorable Thomas Casgrain", un député qui n'existe pas.

36. Variante française de: "An ounce of prevention is worth a pound of cure."

37. *Le Soleil* du 21 octobre 1936, à la page 11, est la seule des sources qui attribue à M. Drouin cette intervention.

38. *Le Canada* du 21 octobre 1936, à la page 6, précise qu'à ce moment, M. Duplessis regarde "fixement le maire de Québec", M. Grégoire (Montmagny).

39. Maire de Lille depuis 1924, Roger Salengro devint ministre de l'Intérieur du Front populaire de Léon Blum en 1936.

40. *L'Événement* du 21 octobre 1936, à la page 3, rapporte qu'"à six heures, comme la discussion continuait, le premier ministre déclara qu'il n'y aurait pas de séance dans la soirée si la loi était adoptée immédiatement." Il est cependant impossible de déterminer à quel moment précis, dans le débat, M. Duplessis a fait cette intervention.

Séance du mercredi 21 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Frais pour la révocation
ou la substitution de procureur**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 19 relatif au paiement des frais à l'occasion de la révocation ou substitution de procureur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) s'oppose à la première lecture, en vertu de l'article 445 des règlements de la Chambre qui dit que: "Nul bill public ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète".

Décisions de l'Orateur:

Forme des bills à la présentation

M. l'Orateur: J'ai examiné la question d'ordre soulevé par l'honorable chef de l'opposition au sujet de la procédure pour la présentation des mesures du gouvernement et leur première lecture. Le chef de l'opposition soutient qu'on doit annexer à la motion le texte même du bill, tandis que le premier ministre soutient que la chose n'est pas nécessaire. L'honorable chef de l'opposition a cité Bourinot à l'appui de sa prétention. Or, l'article 4 du Règlement de la Chambre décrète que les règles du Parlement britannique, ou les appréciations des auteurs de droit parlementaire, ne peuvent prévaloir lorsqu'il y a un article du Règlement ou une coutume bien établie.

Or, depuis au moins 20 ans, la coutume de présenter les bills comme on le fait présentement a été suivie, et cette coutume a été soutenue constamment par mes prédécesseurs. D'autre part, les règlements ne défendent pas de présenter les bills comme on le fait présentement. Je renvoie donc l'objection soulevée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Élection
des députés**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) s'oppose de nouveau à la première lecture, en vertu de l'article 445 du Règlement de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La décision que vient de rendre l'Orateur, il y a quelques instants, est pourtant bien claire. Et le chef de l'opposition, qui parle sans cesse des règlements, ferait encore mieux de commencer par respecter les décisions de l'Orateur. S'il n'est pas satisfait, qu'il procède alors comme l'indiquent les règlements, qu'il en appelle à la Chambre.

M. l'Orateur: Le point d'ordre soulevé, dit-il, étant le même que pour le bill précédent, je le renvoie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'à l'avenir la Chambre tienne deux séances par jour, excepté le dimanche: la première de 3 à 6 heures du soir, et la seconde de 8 h 30 à 11 heures du soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des explications! Pourquoi deux séances par jour?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion est pourtant fort claire, et il suffit de la lire. Elle dit que la Chambre tiendra deux séances par jour, la première de 3 heures à 6 heures, et la seconde de 8 h 30 à 11 heures. Nous voulons procéder avec diligence, parce que nous voulons économiser.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au stade où nous en sommes, il n'est pas utile d'avoir deux séances. Puisque vous parlez d'économie, vous devez savoir que l'on devra maintenant imprimer deux fois par jour l'ordre du jour. Il n'y a rien qui justifie cette mesure. Nous procédons rapidement, les estimés sont adoptés sans difficultés, et on présente même des bills qui ne sont pas imprimés.

Si on veut augmenter le nombre des séances pour que les députés touchent leur indemnité, rien ne presse, car il y aura encore plusieurs jours de séance. On devrait se contenter d'une séance et on sauverait ainsi les frais de réimpression.

M. Barré (Rouville): La motion est claire et ne demande pas d'explications. Je voudrais cependant faire remarquer que beaucoup de députés, dont je suis, ont besoin d'aller chez eux de temps à autre. Si nous devons siéger deux séances, le lundi et le samedi en particulier, les députés ne pourront retourner chez eux. Pour moi, j'avertis candidement la Chambre que je devrai manquer le lundi et le samedi, si on insiste pour les tenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons prendre en considération les remarques de mon honorable ami de Rouville. Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour ne pas tenir plus de séances qu'il en est besoin, sauf en cas d'urgence.

La motion ne dit pas que la Chambre devra tenir deux séances le samedi et le lundi; elle donne simplement le pouvoir de le faire en cas de nécessité urgente. Nous avons une opposition de points d'ordre, et nous, nous voulons de l'action et de la célérité, nous voulons administrer avec des points d'intérêt public.

Le chef de l'opposition parle de frais d'impression, mais il oublie que les frais d'impression sont insignifiants en regard des frais d'une journée de session. Avec deux séances par jour nous pourrions hâter la procédure, faire adopter plusieurs lectures d'un même bill, et ainsi diminuer les dépenses pour la province et les députés. D'ailleurs, il vaut mieux créer une bonne impression que de ménager sur certaines impressions qui ne sont pas coûteuses. Parce que l'ancien régime s'arrangeait pour ne pas travailler, cela ne veut pas dire que cet exemple ruineux doive être suivi. Nous voulons procéder le plus rapidement possible. Ce n'est pas notre faute si l'ancien régime nous a légué une situation où tout est à refaire.

La motion est adoptée sur division.

Département des Mines et des Pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que le ministre des Mines et des Pêcheries, nommé conformément à la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 6 de la loi de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 12, section 6.

2. Que le sous-ministre des Mines et des Pêcheries, tel que visé par les modifications décrétées par les articles 3 et 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 9 de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10).

3. Que le secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers jugés nécessaires à la bonne administration du département des Mines et des Pêcheries visés par le paragraphe 2 de l'article 6 de la loi des mines et des pêcheries, tel qu'édictee par la section 9 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevront la rémunération que leur accorde la loi du service civil ou, selon le cas, la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10 et 10A) et que ces employés, dont le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les devoirs respectifs, occupent leur charge durant bon plaisir.

4. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, en vertu desquelles un nouveau département est créé sous le nom de département des Mines et des Pêcheries, auront force et effet à compter du 26 août 1936, et que le membre du Conseil exécutif, auquel ont été confiées depuis cette date l'administration et la gestion des services des mines, de la chasse et des pêcheries, ait droit au traitement visé par la résolution 1 qui précède.

(Applaudissements à droite)

M. le président, j'ai l'honneur de soumettre actuellement à la considération de cette Chambre un bill pourvoyant à la création d'un département des Mines et des Pêcheries. Comme j'ai eu l'occasion de le déclarer antérieurement en présentant ce bill en première lecture, depuis un grand nombre d'années il n'y avait pas de département des Mines, ni de département des Pêcheries dans l'administration provinciale. Il y avait un service des mines et un service des pêcheries. On sait qu'ils ont été déménagés assez souvent d'un département à l'autre. Pendant un certain temps, les pêcheries ont été annexées au département du Travail, les mines ont été annexées à la Voirie, ou encore les deux ont été attachées à d'autres ministères. Est-ce parce que les anciennes administrations ne jugeaient pas les mines et les pêcheries suffisamment importantes? Il serait superflu de répondre. Le gouvernement actuel a cru que, dans l'intérêt des mines, il fallait créer un département spécial pour voir au développement de ces ressources. Le développement minier a pris un essor considérable ici depuis quelques années.

Mes prédécesseurs n'ont pas été sans donner à la Chambre des statistiques qui ont fait voir les progrès de ce développement. J'ai ici quelques détails intéressants. Avec la permission de la Chambre, je produirai quelques statistiques sur la production minière en 1936. Dans la province de Québec, quant à la production de l'or pour les huit premiers mois de l'année courante, les mines ont rapporté la somme de \$15,344,420, contre \$10,030,650 pour les huit premiers mois de 1935. Il y a donc eu accroissement de près de 50 % dans la production minière en huit mois seulement. De plus, les dépenses d'administration de ce département, inutile de le dire, sont plus élevées avec la construction de routes dans les centres miniers.

Actuellement, le développement minier de l'Abitibi est tellement merveilleux que notre représentant à Amos a émis, en six jours, 100 certificats de prospecteurs durant la première semaine d'octobre. Si l'on songe qu'un certificat coûte seulement \$10, on aura une excellente idée de la situation. De plus, de janvier à septembre 1935, on avait pris 8,295 certificats pour des "claims" - qu'on me pardonne l'expression anglaise, mais mes officiers m'informent qu'ils n'ont pas encore trouvé le véritable terme français dans ce cas. De janvier à septembre 1936, on a pris 12,082² certificats pour des "claims". De janvier à septembre 1935, on a émis 2,667 certificats miniers contre 3,958³ certificats pour la même période de 1936. Le développement dans l'Abitibi est formidable. Il est nécessaire d'avoir

un personnel adéquat. Je suis donc heureux de pouvoir soumettre à la Chambre cette mesure nouvelle destinée à favoriser le développement minier dans notre province.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, j'ai écouté avec intérêt les remarques de l'honorable ministre des Mines et des Pêcheries. J'aurais aimé l'entendre donner des explications sur les raisons que le gouvernement avait de changer cette politique de réduction du nombre des ministres annoncée pendant les élections. Sous le règne de l'honorable Adélard Godbout, nous avions 10 ministres, et antérieurement, nous en avions 12. Aujourd'hui, la province en a 15.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Oui, mais la province n'avait rien dans ce temps-là!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Or, à chaque session le premier ministre actuel nous blâmait d'avoir un nombre trop considérable de ministres dans le cabinet. Au cours des élections récentes, son gouvernement avait promis de réduire le nombre des ministres, mais que voit-on aujourd'hui? On en a remplacé 10 du cabinet Godbout par 15. Aujourd'hui, on change des services en ministères. C'est la négation absolue de toutes les promesses que l'on a faites.

Les mines s'étaient développées sous l'ancien régime; on ne fera pas croire que ce développement s'est fait depuis l'avènement du nouveau gouvernement. La création d'un nouveau département entraîne nécessairement la nomination d'un sous-ministre et d'un secrétaire de ministre, augmentation des fonctionnaires, et d'autres dépenses.

On dit que les activités minières nécessitent une organisation spéciale. Je prétends que non. On a parlé de la construction des chemins dans les centres miniers, mais la construction des chemins et des ponts devrait appartenir au ministère de la Voirie. Je ne sais pas si on avait promis cela aux dernières élections, mais on avait réclamé plus d'uniformité dans les services. Il en est ainsi des chemins de colonisation qui devraient aller à la Voirie. On devrait unifier les constructions.

M. Béique (Chambly): Vous avez construit beaucoup de chemins croches.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si les mines se sont développées comme l'honorable ministre l'a dit, c'est dû à l'ancienne administration.

Mais je ne crois pas à la nécessité de créer un nouveau ministère. Il va rester bien peu de travail à ce nouveau ministère, si on donne les chemins et les ponts à d'autres départements.

C'est pour cette raison que je suis d'avis qu'il y a manque d'explications sur les raisons qui ont amené l'augmentation du nombre des ministères. Il n'y a aucune raison à cette augmentation. Il me semble qu'il y avait là pour le gouvernement une belle occasion de ne pas violer une promesse d'élection. Je crois qu'au fond c'est encore un prétexte pour l'accroissement formidable du nombre des ministres, sous le nouveau régime. C'est la raison pour laquelle je ne puis pas concourir aux résolutions actuellement soumises à l'attention de la députation.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Après avoir écouté les raisons invoquées par le chef de l'opposition, il est à se demander s'il ne s'est pas attardé aux à-côtés de la question plutôt qu'au fond. L'augmentation du nombre des ministres est une question secondaire. Lors de la dernière campagne électorale, nous, les jeunes gens de la province, avons découvert quelque chose de grand: celui de développer rapidement ce que l'ancien régime a négligé de faire: le développement minier des merveilleuses régions de l'Abitibi et du Témiscamingue.

M. le président, j'ai eu l'occasion de visiter le Témiscamingue et l'Abitibi, lors d'un récent voyage, et j'ai été surpris de voir les immenses ressources naturelles dont le développement était retardé, ce qui a causé un préjudice à la jeunesse. Nous nous demandions comment il se faisait que de telles richesses fussent demeurées inconnues. On nous a dit, et voilà la réponse que j'adresse à l'honorable chef de l'opposition, que le manque de routes avait retardé le développement et avait enlevé à la province de Québec le commerce de cette région.

Dans le passé, on a commis cette erreur de ne pas envoyer des jeunes gens se rendre compte sur place de la situation et des immenses possibilités d'avenir qui s'y trouvent pour eux. On a cru trop longtemps que nos mines étaient le fief de l'Ontario, et on a déversé là-bas ce qu'il y avait de bon chez nous au point de vue de la production minière, au lieu de développer ces régions au bénéfice des citoyens de notre province.

Un citoyen de Ville-Marie faisait récemment remarquer, à juste titre, au cours d'un banquet, que la situation minière actuelle était la mainmise de l'Ontario sur l'Abitibi et le Témiscamingue. On se demande pourquoi le ministère de l'honorable ministre des Mines (M. Gagnon) devra s'occuper des chemins dans les centres miniers. Pour aller se rendre

compte de nos richesses naturelles dans ce domaine, il faut qu'il y ait des chemins.

Les derniers régimes, avec une négligence impardonnable, ont oublié de relier Montréal à ces grands centres. Au cours de mon voyage, j'ai constaté que la majorité des prospecteurs sont des citoyens de l'Ontario. Il nous faut également dresser un bilan complet, car tout récemment il m'a fallu m'adresser aux chefs de cette industrie pour obtenir des chiffres détaillés. J'ai aussi constaté que certains puissants d'autrefois avaient obtenu des permis de faveur.

Quand on a constaté que Val-d'Or et Bourlamaque se développaient ainsi, pourquoi n'a-t-on pas adopté un plan d'ensemble? C'est lorsque nous constatons les possibilités sans nombre de ce pays riche, qu'il est à se demander pourquoi les anciens gouvernements n'ont pas construit de routes vers ces centres et édicté des législations qui auraient permis aux nôtres d'y établir des marchés. On a semblé plutôt décourager les jeunes de notre province. Quand le gouvernement aura vu à demander aux jeunes de faire quelque chose dans ce domaine, il aura rendu un grand service à la jeunesse. C'est une excellente mesure que l'honorable ministre des Mines et des Pêcheries nous propose, et lorsque les jeunes d'aujourd'hui réaliseront tout ce que le gouvernement actuel est à accomplir pour développer ces régions, dans cinq ou dix ans, ils n'auront pas honte de nos administrateurs d'aujourd'hui. Ils lui en garderont de la reconnaissance. Les fils du sol natal se trouvent dans l'obligation de mourir étouffés dans les grandes villes, alors qu'ils pourraient se rendre au grand air, devant les arbres géants, recueillir la récompense qu'ils méritent de la patrie.

(Applaudissements à droite)

M. Larivière (Témiscamingue): Comme la plus grande partie de notre richesse minière se trouve dans mon comté, je suis très intéressé au projet de loi actuel et je félicite l'honorable ministre des Mines et des Pêcheries et le gouvernement de nous donner un nouveau département. Je suis heureux de constater que le ministre des Mines et des Pêcheries soit venu à deux reprises visiter notre région où se trouve l'avenir de la province. Si, dans le passé, les anciens ministres avaient accompli autant que le ministre actuel, des millions et des millions qui sont allés à l'Ontario seraient restés ici, et la situation économique de notre province serait meilleure aujourd'hui.

Les possibilités immenses qui se trouvent au-delà des Laurentides pourraient occuper toute une jeunesse actuellement oisive et découragée, si

seulement les autres administrations avaient fait autant que le gouvernement actuel, si seulement on s'était donné la peine d'organiser notre production minière et de faire en sorte que des moyens de transport appropriés alimentent de ces richesses les industries de chez nous. L'ancien ministre n'a pas su comprendre l'importance de notre région. C'est le gouvernement national qui a envisagé la situation comme il le fallait. Avec le développement minier, la question du chômage sera facilement réglée.

Notre commerce s'en va en Ontario par le chemin de fer et la route carrossable de cette région. À la session dernière, j'ai essayé d'obtenir qu'un chemin de fer soit construit vers le nord à partir d'Angliers. Une ligne directe entre mon comté et Montréal signifierait la fin de notre dépendance envers l'Ontario. Si le gouvernement s'était occupé du problème plus tôt, on aurait fait diminuer le commerce avec l'Ontario. Il est dommage qu'il y ait eu un tel manque de prévoyance dans les années passées. (Exhibant un échantillon de minerai qui se trouve sur son bureau) Nous avons de riches ressources d'or, de cuivre, de zinc et de soufre, là-bas, et il convient d'en profiter. Je suis heureux de l'initiative de l'honorable ministre et j'en attends de bons résultats pour toute la province.

(Applaudissements à droite)

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Je tiens à souligner, de plus, qu'entre le Témiscamingue et Fabre, il y a un moulin à papier qui importait son soufre du Texas, alors qu'à 45 milles de là, il y a une mine de soufre en opération⁴. C'est un crime, à mon avis, de n'avoir pas empêché des importations de ce genre.

M. Lesage (Abitibi): M. le président, je veux unir ma voix à celles de ceux qui m'ont précédé pour féliciter le gouvernement et le nouveau ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) de leur initiative. Je veux attirer l'attention de la Chambre sur les possibilités de développement de notre région, et demander que l'on n'oublie pas le nord du Témiscamingue et l'Abitibi. Il y a là des mines qui, dans peu d'années, seront une source de richesses non seulement pour nos comtés, mais aussi pour toute la province et tout le pays. J'attire aussi l'attention du ministre de l'Agriculture sur le fait que, sous l'ancien régime, si nous avions eu des marchés à notre disposition, bien des affaires qui sont allées dans les autres provinces seraient restées dans la nôtre. Si l'ancienne administration avait eu un peu plus de prévoyance, le développement de l'Abitibi aurait été plus rapide.

Je remercie le ministre des Mines d'avoir bien voulu faire deux voyages dans les régions minières et j'invite tous les députés à en faire autant.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): J'ai écouté avec attention les députés qui m'ont précédé. Nous ne sommes pas contre le développement des mines, et notre parti l'a bien prouvé dans le passé. Et le ministre le sait bien. Il me semble même que nous avons donné un essor assez considérable à la production des métaux. Mais j'endosse absolument les paroles du chef parlementaire de l'opposition. Ce à quoi nous nous objectons, c'est à l'augmentation du nombre de ministres.

Nous avons entendu bien souvent son prédécesseur, le premier ministre actuel, protester contre le fait qu'il y avait trop de ministres dans l'ancien cabinet.

Le dernier gouvernement libéral n'en comptait que 10. Le député de Mercier (M. Thibeault) a dit que le nombre des ministres ne lui fait ni chaud ni froid. Ce n'est pas ce qu'a dit son chef pendant les élections. Bien des fois, avant et pendant les élections, nous avons entendu le premier ministre protester contre le grand nombre des ministres. C'était le programme de la nouvelle administration.

Je me demande pourquoi il nous faut 15 ministres dans Québec pour administrer \$36,000,000, alors que l'on n'a à Ottawa que 17 ministres pour administrer autant que \$400,000,000. Maintenant, il les augmente et bientôt le cabinet comptera 17 membres. Je ne m'attaque pas au nouveau ministre (l'honorable M. Gagnon). Il est bien sympathique, puisqu'il a acquis la bienveillance des députés des régions minières.

Mais pourquoi le premier ministre, qui a fait tant de discours éloquentes et fougues, pourquoi viole-t-il ainsi l'un des principaux articles de son programme? Il y a maintenant 15 ministres dans son cabinet. Le ministre des Mines aurait pu être aussi titulaire du portefeuille des Travaux publics, qui ne requiert pas beaucoup de travail.

M. Boyer (Châteauguay): Le député me permet-il une question?

M. Bastien (Berthier): Plus tard. Vous parlerez lorsque j'aurai fini.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Évidemment, M. Lavoie, l'officier-rapporteur⁵, ne veut pas.

M. Bastien (Berthier) continue à protester contre la création de nouveaux ministères.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne saurais m'empêcher de féliciter le député de Berthier de son effort. Il déploie une éloquence inaccoutumée. J'ai promis en Chambre, de 1927 à 1935, que nous allions réduire le nombre des ministres, comme vient de le rappeler le député de Berthier, qui n'a fait que deux discours pendant ce temps. Je ne le lui reproche pas. Quand il se taisait, c'est ce qu'il faisait de mieux, et il le prouve.

M. le président, on nous reproche de ne pas avoir réalisé notre programme, de ne pas avoir réduit le nombre des ministres. Non seulement nous avons réalisé notre programme, mais nous avons fait plus, nous sommes allés au-delà de notre programme. Non contents de réduire le nombre des ministres, nous les avons tous fait disparaître du premier au dernier.

(Applaudissements et rires)

Dans ce temps-là, ce n'était pas comme aujourd'hui; chaque ministre signifiait du gaspillage. Lorsque nous protestions contre le trop grand nombre de ministres, c'est qu'il s'agissait d'un réel gaspillage. Les ministres dans ce temps-là ne travaillaient pas. L'intérêt public était négligé, et les deniers de la province étaient dépensés inutilement. Dans l'intérêt public, nous les avons fait disparaître.

Les ministres coûtent cher! Je suis surpris de voir le chef de l'opposition parler de piastres et de cents, quand il s'agit d'une question aussi importante, et de voir que l'opposition n'a pas d'arguments plus sérieux que celui-là. Réalise-t-on l'importance du développement minier? Le développement minier a été retardé de 10 à 15 ans par le régime ancien. On s'occupait surtout de protéger les amis, de faire de l'argent, de fonder des compagnies sans capital, sans âme, sans honnêteté, sans entrailles, où les ministres et leurs amis étaient directeurs. Nous avons constaté de tels abus, un tel gâchis, en prenant le pouvoir, qu'il fallait au chef du gouvernement plusieurs collaborateurs pour réprimer les abus sans nombre perpétrés par nos prédécesseurs, et orienter la politique dans la bonne direction.

Le chef de l'opposition me traite de dictateur, et tout de suite après il prétend qu'il y a trop de ministres. Quelle contradiction! Le régime des hommes nouveaux n'avait que 10 ministres, comme on l'a signalé tout à l'heure. Il y avait cumul. On se rappelle que le procureur général d'alors⁶ promenait son fameux fanal, qu'il a perdu, à travers la province. Ce procureur général était en même temps secrétaire de la province. D'autres ministres détenaient aussi

plusieurs ministères. Pourquoi? La raison en est bien simple. Parce que personne, on s'en souvient, ne voulait accepter d'être ministre de ce cabinet-là.

(Rires et applaudissements à droite)

Et c'est si vrai qu'il a fallu de 15 à 17 jours au chef nouveau de l'ordre ancien pour choisir ses collègues. Tandis que, chez nous, notre ministère fut formé beaucoup plus rapidement, parce que nous avions un grand nombre d'hommes de qualité. Si nous les avions tous choisis, le nombre des ministres serait encore plus grand. Mais nous avons voulu donner une voix aux diverses régions, aux diverses nationalités et aux diverses opinions politiques, pour former un ministère vraiment national.

C'est pourquoi nous avons réalisé qu'il fallait de toute nécessité créer un ministère des Mines et des Pêcheries, parce que ces deux services ont été longtemps négligés. On semblait toutefois plus anxieux de gaspiller les deniers publics à d'autres fins. Nous formons un ministère consacré aussi aux Pêcheries parce qu'il n'est aucune autre partie de la province qui n'a été aussi négligée sous l'administration précédente que la Gaspésie. Il suffit de parcourir la péninsule, dans Bonaventure, pour voir combien l'ancien régime a accumulé de misères innommables, de détresse, de peine et de douleurs.

Je défie quiconque a le cœur bien placé - et je pense que nous l'avons tous - de voir cela sans une émotion profonde. Cette région si riche en pêcheries et en ressources naturelles a été découverte, il y a 400 ans. C'est depuis toujours la région la plus négligée. Nous avons voulu faire un ministère spécial parce que cela était nécessaire. Et nous sommes fiers de confier nos mines et nos pêcheries à un homme aussi distingué, aussi brillant et aussi patriote que le député de Matane (l'honorable M. Gagnon).

(Applaudissements)

Nous ne doutons pas que le nouveau département rende de grands services à la province. Sous l'ancien régime, c'est la quantité des ministres qui comptait. Nous avons peut-être aussi la quantité, mais aussi la qualité. Je demande à l'opposition de ne pas combattre une mesure aussi féconde en possibilités, de ne pas faire de petite politique avec une question aussi importante pour la jeunesse, pour l'avenir. Il est urgent, au-dessus des considérations mesquines, de réaliser les meilleurs intérêts de notre chère province.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): M. le président, j'ai l'agréable plaisir de féliciter le gouvernement. J'espère et je suis convaincu que le gouvernement va apporter toute l'énergie nécessaire au développement

de nos mines. M. le président, je ne doute pas du succès du nouveau département, car son ministre a l'expérience de l'administration et de vastes connaissances, qu'il a acquises à Ottawa. Je pourrais ajouter que le gouvernement ne pouvait mieux choisir; le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) est un homme d'une grande expérience, qui connaît bien la législation et qui pourra beaucoup aider notre province.

Je suis convaincu qu'il aura l'occasion de conférer avec le ministre fédéral des Mines, pour qu'il aide toutes les régions minières dont les richesses sont encore inconnues. J'ai eu l'avantage d'apprécier ses talents ailleurs qu'ici et je sais qu'il fera un succès de l'œuvre qui lui est confiée. Sachant sa compétence, je crois que nous pourrons avoir son concours pour la construction du chemin d'été de Chibougamou au lac Saint-Jean.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, il me fait plaisir d'avoir l'occasion de dire quelques mots. Je suis heureux de féliciter le gouvernement de la création d'un ministère des Mines et des Pêcheries. Les Îles-de-la-Madeleine ont été négligées comme la Gaspésie, avec le résultat qu'elles sont dans une situation pénible aujourd'hui. Je représente un comté où il y a 8,500 pêcheurs dans la misère. Si autrefois on s'était occupé de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, le gouvernement ne se verrait pas dans l'obligation de payer tant de secours directs. Quand on a des richesses comme là-bas, on ne devrait pas manquer de quoi que ce soit.

Le commerce du poisson a besoin d'être réorganisé. Là-bas, la morue se vend \$0.01 la livre, quand elle se vend ici à \$0.17. Les ventes de homard ont presque diminué, et la pêche a quasiment fait faillite. Si l'ancien gouvernement avait été plus prévoyant, nous n'aurions pas aujourd'hui à dépenser des sommes considérables pour aider une population qui est dans le plus grand besoin. J'espère que le gouvernement saura reconquérir tout cela et que la brave population des Îles-de-la-Madeleine pourra vivre par elle-même, comme elle le devrait.

Nous voulons une politique nouvelle avec des hommes nouveaux, ou des hommes nouveaux avec une politique nouvelle. Je sais qu'avec un ministre de la valeur de l'honorable député de Matane, le département des Mines et des Pêcheries aidera à réparer les erreurs du passé.

(Applaudissements à droite)

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Au nom de la Gaspésie, dont je suis un des représentants en cette

Chambre, je salue cette heureuse mesure qui nous assure un département des Mines et des Pêcheries. Nous avons d'immenses ressources au sein de la terre et au fond de la mer, mais pour aider la population, elles doivent être développées. Je suis fier de saluer, en le ministre des Mines et des Pêcheries, un député de la péninsule. Je félicite le gouvernement et le premier ministre d'avoir compris les besoins immenses de notre région, et je suis sûr que chaque fois que nous ferons des revendications, nous serons écoutés. Le gouvernement saura y voir.

(Applaudissements à droite)

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): M. le président, je veux unir ma faible voix, la voix du nord, à celles des deux autres députés pour dire quelle confiance nous avons dans le ministre des Mines et des Pêcheries. Si j'étais un peu susceptible, je pourrais faire remarquer que, chez nous aussi, il y a des mines et des pêcheries. Mon comté, qui est le plus grand de la province, est presque un pays, et sans en jeter la faute sur le ou les députés qui m'ont précédé, je puis dire qu'il a été pas mal négligé. Il a été ignoré à tous les points de vue: les pêcheurs ont été mis de côté. Les moyens de communication sont ridicules, et je ne les tolérerai plus. Je veux qu'on nous aide.

Nous avons aussi une mine très riche, une mine de fer titanique, qui produit un excellent ingrédient pour la peinture, surtout pour la peinture qui sert aux bateaux. Je demande qu'on n'oublie pas notre coin, qu'on se rappelle l'existence de Charlevoix-Saguenay. Il y a du chômage, et il faut tout faire pour qu'il disparaisse. Je demande donc l'appui du nouveau ministre pour cette mine, comme pour nos pêcheries, et je le félicite de la mesure qu'il a présentée.

(Applaudissements à droite)

M. Béïque (Chambly): M. le président, je veux ajouter un mot pour féliciter le premier ministre de l'heureux choix qu'il a fait en nommant l'honorable député de Matane ministre des Mines et des Pêcheries. Le chef de l'opposition aime à compter les ministres; il devrait aussi compter ses députés. Il devrait tâcher d'avoir des députés plus capables, et le député de Berthier devrait faire des discours plus élevés.

M. Bastien (Berthier): Merci.

M. Béïque (Chambly): (M. Duplessis souffle un mot à M. Béïque) On comprend que le député de Berthier ne dise pas davantage quand il parle, mais il ne représente qu'un électeur.

M. Bastien (Berthier): Et vous en 1935⁷?

M. Béïque (Chambly): Le chef de l'opposition devrait être plus sérieux. Il ne devrait pas faire perdre ainsi le temps de la Chambre. Il critique le nombre des ministres, pas la qualité. S'ils sont de bonne qualité, il ne peut y en avoir trop. Sous l'ancien régime, il est arrivé que le ministère soit composé de 15 ministres. Ils sont maintenant descendus à zéro. Que le chef de l'opposition nous soit reconnaissant. Si les élections avaient duré trois jours de plus, si nous ne nous étions pas retenus, il n'y aurait même pas d'opposition. J'espère qu'à l'avenir l'opposition sera plus sérieuse et ne sera pas aussi triste.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je remercie le député de Chambly de sa sermonnade. Mais le chef de l'opposition va se lever aussi souvent qu'il le voudra. Il va montrer de jour en jour à la province que le gouvernement néglige entièrement de se conformer à son programme. En parlant, le député de Chambly a failli donner la raison du grand nombre des ministres. Si, au lieu de parler du nombre de nos députés, il avait mentionné le nombre des députés de la droite, il aurait conclu que les ministres sont nombreux parce que les députés du gouvernement sont aussi nombreux, et il aurait ainsi donné la vraie raison du manquement au programme du gouvernement.

Le nombre des ministres n'est pas en raison des besoins de la province, mais en raison des besoins des députés et du gouvernement. On a dit ces jours derniers que, bientôt, il y en aura probablement 16. C'est parce que le chef du gouvernement veut rallier toutes les factions de son "Union nationale" en offrant un portefeuille au député de Québec-Centre (M. Hamel), et peut-être à d'autres. Il y a de bons hommes dans le cabinet...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut cela, il y en a si peu dans l'opposition.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il faut être poli pour ses adversaires.

(Rires et applaudissements)

Et nous protestons d'autant plus que le titulaire du ministère qu'il s'agit de créer n'avait pas le droit d'occuper ces fonctions avant qu'une loi ne donne l'existence à un département des Mines et des Pêcheries. C'est tellement vrai qu'on a dû mettre une

clause dans la loi pour la rendre rétroactive. On a pris l'intérêt de l'intérêt du gouvernement. Pour violer une promesse, on a violé la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre (l'honorable M. Gagnon) n'a pas reçu un seul sou depuis qu'il est ministre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre veut concilier les intérêts, et peut-être aussi les appétits.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous connaissez ça, les appétits, vous autres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Tremblay), qui est un des hommes les plus compétents du cabinet, aurait pu accepter un autre portefeuille. De même, pour d'autres de ses collègues. Il y en a qui sont qualifiés. Mais pourquoi violer des lois et des promesses, sinon pour grouper tous les éléments? Et l'on sait à quelle commotion a donné lieu la formation du cabinet. Que l'on se rappelle l'assemblée du Palais Montcalm et les événements du Château Frontenac, le soir où le nouveau gouvernement a pris le pouvoir⁸...

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Organisés par vous autres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vous demande pardon, ce ne sont pas les libéraux qui ont soulevé le peuple. Ce sont nos adversaires. Le premier ministre a dit qu'il a fallu 16 jours à l'ancien premier ministre pour former son gouvernement, et que lui n'a pris qu'un jour. Ce n'est pas exact, même s'il fait signe que non. Les élections ont eu lieu le 17 août, et son gouvernement a pris le pouvoir le 27 août.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si nous avons été assermentés le 26 août, les ministres devaient être choisis.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement a beau se vanter, il est obligé de nous imiter sur bien des points. S'il place tant de constables dans le parlement, s'il fait barrer les portes, c'est...

M. Tardif (Frontenac): ... à cause de vos amis.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que l'on se rassure, nous n'avons pas l'intention de soulever les gens...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous n'en êtes pas capables.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si les corridors du Parlement sont remplis de policiers, ce n'est pas à cause de nos amis. Ce n'est pas notre faute si l'on a dû transformer le Parlement en caserne⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette d'interrompre le chef de l'opposition, mais je soulève un point d'ordre, je suis obligé de faire remarquer que nous discutons la formation d'un ministère des Mines et des Pêcheries, et qu'on en est rendu aux casernes. Si le chef de l'opposition veut faire de l'obstruction, qu'il en fasse, mais en se tenant dans le sujet. J'ajoute que je pourrai comparer la manière d'agir des deux régimes, en n'importe quel temps, avec l'honorable chef de l'opposition. Je suis prêt à parler de n'importe quoi, et je puis bien dire au chef de l'opposition que nous avons dû faire engager des constables, parce qu'il y avait tellement de malfaiteurs...

M. le président maintient le point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vous autres qui avez commencé à me faire parler de cela. Je n'ai pas d'objection à suivre les règlements, à condition que le premier ministre les fasse respecter par ses députés. Je réponds au député qui est derrière lui; il m'a posé une question.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pardon, ce n'est pas moi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est l'autre (en parlant de l'honorable M. Tremblay).

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est moi qui suis en arrière du premier ministre.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je tiens à mettre l'opinion publique au courant. Nous sommes en présence d'une violation flagrante de la loi et des promesses du gouvernement, et on nous répond par des farces. Ceux qui ont voté pour le gouvernement parce qu'ils étaient en faveur d'un moins grand nombre de ministres, je doute qu'ils soient satisfaits

de ces farces. Il n'y a jamais eu, depuis la Confédération, un gouvernement qui ait violé aussi vite et aussi facilement ses promesses, après s'être emparé du pouvoir.

M. Béïque (Chambly): Lorsque je suis arrivé au Parlement, un ami me disait cet après-midi que l'on avait mis une police provinciale à la sortie, parce qu'on craignait que devant un gouvernement honnête l'opposition se sauve.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'on ne craigne pas, je ne suis pas un sauveux...

Une voix: Un sauveur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... Ni un sauveur du reste. Les sauveurs sont de l'autre côté. Ils devront cependant remplir les promesses qu'ils ont faites. Quand on verra les résultats de leur administration, on verra qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

M. Chaloult (Kamouraska): Puisque nous parlons de mines, je tiens à dire que j'ai reçu récemment une lettre d'un savant professeur d'université bien connu, qui me disait: "Félicitez donc le gouvernement d'avoir créé des bourses d'études pour les jeunes." L'auteur de la lettre dit que c'est un bien beau geste. Je suis heureux de faire comme ce savant professeur et de féliciter le gouvernement et l'honorable ministre des Mines et Pêcheries qui ont créé ces bourses pour l'étude de la géologie.

(Applaudissements à droite)

C'est avec plaisir que je me rends à l'invitation qu'il me fait. J'en suis d'autant plus heureux que j'ai déjà fait, dans un récent discours, des réserves sur l'administration et que, peut-être, - on ne sait jamais ce qui peut arriver - je serai obligé d'en faire encore, mais je tiens à l'impartialité et à la justice.

Le ministère sera, je l'espère, à même de faire un bien immense aux pêcheurs de la province. Je connais particulièrement la situation des pêcheurs de Gaspé et les besoins considérables qu'ils ont d'être aidés.

Je crois que le nouveau département pourra rendre de grands services, surtout sous la direction du ministre qui le dirigera avec la distinction, la culture et le sens patriotique qu'on lui connaît.

(Applaudissements à droite)

M. Labbé (Mégantic): M. le président, je félicite à mon tour le gouvernement d'accorder l'importance qui est due à l'industrie minière et d'instituer un ministère des Mines. Ce département rendra de grands services, spécialement dans mon comté.

M. Marier (Drummond) intervient.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁰:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le ministre soumet, en cours de session, à la Législature, mais à la demande seulement de cette dernière et en la forme indiquée par elle, un rapport détaillé de ses opérations."

Cet article est rejeté.

Les articles 5 à 62 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inventaire des ressources naturelles

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose: Attendu qu'il y a lieu de procéder à l'inventaire des ressources naturelles de la province pour permettre:

1° D'en établir la valeur et connaître les avantages qu'elles peuvent offrir à l'activité de notre population;

2° De surveiller plus étroitement l'exploitation de nos richesses, de diriger à meilleur escient la production industrielle et agricole, d'assurer l'exploitation rationnelle de nos bois, de nos minerais, de nos pêcheries et de notre houille blanche;

3° D'adapter l'industrie, grande ou petite, aux ressources et aux besoins particuliers de chaque région;

4° De procurer du travail aux jeunes, de leur ouvrir des carrières et d'utiliser leurs talents et leurs énergies;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le gouvernement de la province soit autorisé à procéder à l'inventaire de nos ressources naturelles et, à cette fin, une somme de cent mille dollars soit mise à sa disposition.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer les techniciens, spécialistes, conseils, officiers et employés dont les services peuvent être utiles pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

3. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce soit chargé de l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

(Applaudissements)

M. le président, ce n'est pas sans une certaine émotion que j'ai entendu, tout à l'heure, des jeunes députés de cette Chambre, ceux de ma génération, parler de l'avenir sombre de la jeunesse, parce qu'il n'y a pas de débouché et que nous ne pouvons exploiter nos ressources naturelles. Nous avons ici, dans notre province, des ressources naturelles abondantes et variées. Si elles étaient mieux connues et exploitées sur une plus grande échelle, nous pourrions donner plus de travail aux jeunes. Sans un inventaire complet de nos ressources naturelles, il est impossible de procéder d'après un plan d'ensemble et de les développer convenablement. Nous demandons \$100,000 afin d'organiser un système qui permettra d'adapter la grande et la petite industrie aux besoins de l'heure. Je compte donc que la Chambre adoptera ce projet avec plaisir.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai aucune objection à cette mesure. (Avec humour) Elle démontre que la province de Québec n'a pas été laissée si pauvre par l'ancien régime, puisque l'on trouve \$100,000 pour faire un inventaire.

(Rires)

Je félicite l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Bilodeau) de procéder à l'inventaire de nos ressources naturelles. Souvent, après l'inventaire, c'est la faillite, mais dans le présent cas, je suis assuré que lorsque tout le travail sera terminé, on verra que le Parti libéral a laissé la bonne vieille province de Québec plus riche en ressources naturelles, et que ces ressources sont loin d'être épuisées, comme on l'a prétendu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition dit qu'il est content, mais il admettra que nous avons procédé plus vite que l'ancien gouvernement, qui n'a pas trouvé le tour de faire un inventaire durant les 40 années qu'il a été au pouvoir. Au lieu de dire que l'ancien régime a laissé la province riche, il devrait plutôt dire que nous sommes bien chanceux que la province nous ait donné de telles richesses qu'on n'a pas réussi à les dilapider.

(Applaudissements et rires)

Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons réalisé énormément de réformes. On admettra que le gouvernement a orienté la législation dans la bonne direction.

Pourquoi un inventaire? Nous voulons plus pour les jeunes que l'ancien gouvernement. L'ancien gouvernement n'a pu faire mieux que de créer un

bureau de placement après 16 années d'administration. Nous sommes ici depuis six semaines, et nous avons fait plus. Nous voulons connaître maintenant l'actif réel de la province. Connaissant ensuite les possibilités et les moyens d'action de la province, nous pourrions procéder plus rapidement. L'épargne populaire sera ainsi protégée, et l'épargne populaire protégée, c'est un rempart contre les idées subversives, un encouragement aux initiatives et aux progrès. L'inventaire de nos ressources naturelles va nous fournir l'occasion de placer des jeunes et d'ouvrir de nouvelles carrières, car il faut tenir compte de la diversité de la langue.

Nous demandons à la Chambre de nous voter \$100,000. Et ceci n'est qu'un commencement. La somme de \$100,000 prévue dans le bill ne suffira probablement pas pour terminer l'inventaire, mais d'autres sommes seront votées si nécessaire. Nous estimons que cette dépense constitue un bon placement. On réalisera que, en dépit de la multiplicité des problèmes que nous avons à régler, nous avons fait beaucoup jusqu'à date; nous avons posé un acte fécond qui démontre que le gouvernement a le sens de ses responsabilités et qu'il a un grand désir d'aider la jeunesse.

(Applaudissements)

Le gouvernement veut donner au ministère de l'Industrie et du Commerce l'importance qu'il doit avoir et qu'il n'avait pas sous l'ancien régime. Nous allons confier à ce département un bureau des recherches, un bureau au point de vue des possibilités de développement de nos ressources et de ce qui a trait à la régie des liqueurs, car les liqueurs, c'est un commerce.

Nous confions tout ceci au ministre de l'Industrie et du Commerce, un jeune homme de talent, un jeune homme très brillant - dont je n'ai pas besoin de faire l'éloge, car on connaît ses talents - qui est secondé par des experts diplômés des Hautes études commerciales, et qui est appelé à rendre des services signalés. Nous nous sommes efforcés de placer partout des compétences. Nous avons nommé M. Louis Coderre¹¹, avocat, gradué de l'École des hautes études commerciales, au poste de sous-ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Nous avons également nommé M. Esdras Minville¹², professeur à l'École des hautes études commerciales, au poste de conseiller technique du même département. Enfin, nous avons nommé, entre autres techniciens, M. J.-E. Laforce¹³, expert en colonisation, au poste de sous-ministre de la Colonisation. Et c'est notre intention de continuer

dans cette voie. Je remarque en passant que c'était le défaut de l'ancien régime de ne pas compter avec les compétences, avec ces étudiants sortis de l'École des hautes études commerciales.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne méritons pas ce reproche. Nous aussi, nous avons songé aux compétences. Ainsi, dans mon ministère, nous avons retenu les services de M. Édouard Laberge, un diplômé des Hautes études commerciales, qui est un des officiers les plus distingués du ministère de l'Industrie et du Commerce. J'ai eu connaissance de la nomination d'un autre gradué des Hautes études commerciales. Aux statistiques municipales, le seul homme choisi est un citoyen très qualifié, et qui a fait des études complètes.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 16 pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Bulloch (Westmount): M. l'Orateur, je n'avais pas l'intention de parler en cette Chambre d'ici quelque temps, mais à la suite d'une déclaration faite vendredi dernier par l'honorable premier ministre, je crois de mon devoir de faire une déclaration sur le sujet traité par le premier ministre.

En cette occasion mémorable, l'honorable premier ministre a déclaré publiquement qu'il ne tolérerait pas les activités du socialisme ou du communisme dans les limites de la province de Québec et qu'il prendrait les mesures nécessaires pour mettre fin à la propagande insidieuse que l'on a répandue au cours des dernières années sur différents points de la province.

J'ai été heureux de l'appui apporté à l'honorable premier ministre par l'honorable chef de l'opposition, ainsi que des remarques du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), à titre de représentant des députés anglophones de l'opposition. J'aurais été heureux d'appuyer ces remarques faites vendredi dernier, mais comme j'étais absent de la Chambre je n'en ai pas eu l'occasion.

Toutefois, la magnifique déclaration de notre chef a produit l'effet d'un coup de tonnerre dans la population de notre province et ailleurs, et nous en recueillons maintenant les échos. Pendant la fin de semaine à Montréal, de toutes parts on a manifesté la satisfaction que la province de Québec avait à sa tête un homme qui ne craignait pas de se prononcer de façon catégorique contre les dangers menaçants qui visent à la destruction de notre civilisation.

En tant que député anglophone du côté du gouvernement, et en tant que représentant des citoyens anglophones de Montréal, j'aimerais déclarer publiquement, en mon nom personnel et au nom de ceux que je représente, que je suis pleinement en faveur de la position adoptée par le premier ministre sur ce sujet. Nous l'appuierons dans toute la mesure du possible, pour empêcher toute organisation d'empoisonner l'esprit de notre population, de dresser le travail contre le capital, de détruire notre foi en nos institutions religieuses, de détruire nos idéaux, de diviser notre population et de nous enlever aucun des droits et privilèges qui nous sont chers. Tous seront avec notre chef pour combattre le socialisme et le communisme, et nous l'aiderons à édifier une province prospère en protégeant les droits de toutes les classes.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

En comité¹⁴:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains

édifices publics (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille cent dix-sept dollars et trente-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, \$305,000, moins: déboursés applicables contre le revenu, \$10,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des

établissements industriels et commerciaux, Statuts refondus, 1925, chapitre 182, modifié par 24 George V, chapitre 55, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 97, traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, 24 George V, chapitre 56 et 25-26 George V, chapitre 64, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, Jardin zoologique et Ferme expérimentale, \$229,000, moins: déboursés applicables contre le revenu, \$4,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour élevage des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Barré (Rouville): M. le président, je tiens à attirer l'attention du gouvernement sur le fait que, dans la région que j'habite, les chemins n'ont pas été entretenus récemment.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement au tourisme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande si le gouvernement a changé de politique.

L'honorable M. Leduc (Laval): Nous avons posé un principe dès le début. Le montant alloué pour les chemins d'hiver augmentait sans cesse, et les demandes d'entretien se faisaient de plus en plus nombreuses chaque année. Nous en sommes venus à la conclusion que nous arriverions vite au million, si ces demandes continuaient à augmenter. Nous avons adopté comme principe d'entretenir les chemins autour des grandes villes, afin de favoriser leur approvisionnement, aider les laitiers et les maraîchers. Dans les villages, nous ferons l'entretien des routes principales, et non des routes secondaires. Nous chargerons aux municipalités \$7 de l'heure pour le Sicard, et \$2 de l'heure pour le chasse-neige.

M. Barré (Rouville): Je n'ignore pas que l'attitude que je prends peut être dangereuse, mais je vais donner mon opinion courageusement sur ce sujet. À mon avis, l'entretien des chemins d'hiver est une plaie dans la province de Québec, surtout au point de vue de l'intérêt des cultivateurs. En hiver, on creuse un canal entre deux bancs de neige pour l'automobile, et les cultivateurs avec leurs voitures ne peuvent trouver des rencontres faciles. Il me semble qu'une voiture à traction animale, disons, si l'on veut, un cultivateur avec son "piton"¹⁵ et une "sleigh", ce n'est pas quantité négligeable.

Parfois des automobilistes se montrent gentils envers les cultivateurs sur la route, mais souvent c'est le contraire. C'est diablement embêtant pour eux. Ils se promènent entre la vie et la mort sur les routes pendant l'hiver. Quand il survient une grosse tempête, un contracteur n'est plus capable de débayer la route. On y voit des bancs de neige de 10 ou 15 pieds entre deux murailles, et toute circulation est

impossible pour une voiture à traction animale. Dans la suite, quand les municipalités protestent, on répond en disant qu'il s'agit d'un cas de force majeure.

Maintenant, plaçons-nous au point de vue des intérêts de la voirie. Pendant l'hiver, on enlève la couche de neige qui protège la surface pavée contre la gelée, et on constate ensuite des dégâts considérables. Non seulement il en coûte cher pour l'entretien l'hiver, mais ensuite pour l'entretien l'été. Je l'ai toujours pensé sans être expert. Au point de vue des chemins de fer, c'est la même chose. Le chemin d'hiver permet aussi de continuer en toutes saisons la concurrence par la route au chemin de fer.

Je ne voudrais pas passer pour le protecteur des grosses compagnies, mais souvent on abandonne des lignes parce que la concurrence est trop forte. C'est la leçon que nous avons eue chez nous. À cause de la concurrence des camions, on a supprimé la moitié des convois. Si nous provoquons ainsi l'abandon de plusieurs lignes de chemin de fer, qu'arrivera-t-il? L'entretien a été institué pour satisfaire à quelques privilégiés qui ont des autos. Je ne m'oppose cependant pas à ce qu'on ouvre des routes autour des grandes villes où je comprends qu'il y a nécessité de le faire. Je crois que ce crédit devrait être diminué, afin que nous puissions réduire à sa plus simple expression l'entretien des chemins d'hiver.

(Applaudissements)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est):

(Applaudissements)

M. le président, je crois que les chemins d'hiver sont nécessaires autour des grandes villes. Il est indispensable d'accommoder et de développer le commerce entre les banlieues et les villes. Cela aide beaucoup les cultivateurs. Nous ne pouvons nous en dispenser, et je partage personnellement l'opinion de l'honorable ministre de la Voirie. Je crois que la thèse du député de Rouville (M. Barré) peut avoir du bon, mais il faudra au moins faire exception pour les grandes villes.

M. Monette (Napierville-Laprairie) et l'honorable M. Leduc (Laval) se lèvent en même temps.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Oh! pardon, M. le ministre...

L'honorable M. Leduc (Laval): M. le président...

M. le président donne la parole au député de Napierville-Laprairie.

M. Monette (Napierville-Laprairie): J'abonde partiellement dans le sens des remarques du député de Rouville (M. Barré). Ce qui ennuie le plus les cultivateurs en hiver, ce sont ces murailles que laisse la charrue au passage. Il me semble que, avec le nouveau "souffleur" - je ne sais si le mot est français - de cet instrument moderne qui peut nettoyer un chemin à raison de 25 à 30 milles à l'heure, cela nous permet d'éviter le problème de créer la muraille dont je parle, de chaque côté de la route, et les dépenses seront réduites d'autant. Quand la charrue passe, ça fait une fosse que la neige remplit dans une tempête.

Toutefois, il ne serait pas très juste de nous opposer complètement à l'entretien des chemins d'hiver. Les camionneurs paient très cher pour leur licence toute l'année et, si nous abandonnons cette politique d'entretien des chemins en hiver, dans certaines routes des Cantons-de-l'Est, nous laissons dans la misère ceux qui gagnent leur vie avec le camionnage pendant la saison froide. J'attire l'attention du gouvernement sur le danger qu'il y a de priver ces gens de leur gagne-pain.

M. Béique (Chambly): Si nous abandonnons cette politique d'entretien des chemins en hiver, nous allons embarrasser les municipalités qui ont intérêt à attirer de nouvelles industries dans leurs limites, en diminuant les facilités de transport. Je suggérerais également de tenir ouverte en hiver la route Montréal-Sherbrooke, ce qui activerait le commerce entre les deux villes et qui permettrait à certaines industries d'aller s'établir à Sherbrooke. Cette route est la plus achalandée. Il y circule des voitures de promenade, des voitures d'hommes d'affaires, des voitures commerciales. C'est important. Elle dessert, de plus, des centres comme Granby, Waterloo et autres villages. Encore une fois, il y aurait danger à changer le système en vigueur, car ce sont les municipalités qui en souffriraient le plus.

L'honorable M. Leduc (Laval): J'ai écouté les remarques des honorables députés. Je me demande où nous allons prendre l'argent pour entretenir toutes les routes d'hiver que l'on nous demande. Si nous entretenons la route Montréal-Sherbrooke, pourquoi pas la route Montréal-Trois-Rivières? Trois-Rivières est un centre important.

M. Monette (Napierville-Laprairie): L'honorable ministre demande où prendre l'argent. Est-ce qu'on

n'a pas représenté au ministre que la taxe sur la gazoline suffirait à payer l'entretien des chemins d'hiver? On impose une taxe de six sous par gallon de gazoline, et la consommation est grande sur les chemins d'hiver. Les revenus de cette taxe, même pendant l'hiver seulement, doivent compenser plus que pour le \$300 le mille que le département est appelé à payer.

L'honorable M. Leduc (Laval): Est-ce que cette statistique que vous venez de citer ne date pas du 1^{er} novembre? Il n'est jamais question de chemins d'hiver ordinairement avant le 15 décembre.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Dans certaines régions, oui. Même si nous comptons à partir de la mi-novembre, nous arrivons encore avec un surplus de la taxe sur la gazoline. Je demanderais au gouvernement de ne pas décider la question aujourd'hui, afin de nous permettre de lui soumettre de nouveaux chiffres. Je crois, de plus, qu'avec la politique d'économie appliquée par le gouvernement, qu'il sera possible d'entretenir les chemins d'hiver à moins de \$300 le mille.

M. Béïque (Chambly): Le ministre de la Voirie dit que l'entretien des chemins d'hiver coûte très cher, mais c'est un peu à cause des abus de l'ancien régime. On faisait n'importe quoi. On s'arrangeait même pour que ça coûte plus cher. On exerçait du patronage dans ce domaine comme ailleurs. Mon opposant, M. Thurber¹⁶, faisait, avec l'entretien des chemins, du patronage. On plaçait sur des camions des chauffeurs inexpérimentés qui avaient la direction d'un appareil coûtant de \$10,000 à \$12,000. Des accidents en résultaient et c'est pour cela que les chemins d'hiver coûtaient si cher. On cassait des pièces de rechange coûteuses, des différentiels...

J'ai confiance que notre administration, qui ne manque pas d'énergie, sauvera la moitié du coût de l'entretien des chemins d'hiver. Je demanderais également que le département continue l'entretien de la route Longueuil-Chambly, dans mon comté.

M. Lamoureux (Iberville): Chacun parle pour son comté, d'après ce que je puis voir, et je crois devoir parler pour le mien. La route 16 qui passe dans mon comté, la route d'Iberville, est très fréquentée, et il importe de la tenir ouverte en hiver, non seulement pour les touristes, mais pour l'industrie. De plus, si nous abandonnons cette politique, nous allons désorganiser passablement certaines industries.

(Applaudissements à droite)

M. Tellier (Montcalm): Où allons-nous prendre l'argent, demande le ministre? Et le député de Rouville (M. Barré) signale, par ailleurs, que le ministère de la Voirie aura à rencontrer des dépenses de reconstruction. Serait-il bien avantageux pour la province de diminuer la longueur du réseau des chemins d'hiver? L'an dernier, 300 milles de chemins ont été entretenus au coût global de \$90,000. Les municipalités ont été appelées à payer \$100 du mille, et ainsi, sur cette dépense de \$90,000, les municipalités ont payé une somme de \$30,000. Le gouvernement a donc payé \$60,000. Ce montant peut paraître déficitaire, mais il y a eu une plus grande consommation de gazoline, et les taxes que le gouvernement a retirées ainsi ont dû compenser pour cette dépense. Il a retiré \$200,000 de la taxe sur la gazoline.

Par conséquent, il n'a pas eu un déficit, mais un surplus de \$140,000 ces dernières années. On a dit que c'est avantageux autour des villes, une route d'hiver, mais cela l'est aussi dans la campagne. Dans le comté de Montcalm que j'ai l'honneur de représenter, c'est même une nécessité. Nous avons tellement de planteurs de tabac chez nous qui écoulent leurs produits l'hiver. Sur la route Rawdon-Saint-Jacques-Joliette, nous avons constaté que l'entretien d'hiver était très avantageux. Sur d'autres routes, on a constaté qu'il était possible de tenir le circuit ouvert à raison de \$117 du mille, au lieu de \$300. Des particuliers avaient pris l'affaire en main, et ils ont très bien réussi. Je suis donc favorable aux chemins d'hiver.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me fait plaisir de constater que le député de Rouville et l'honorable député de Montcalm, qui est un homme sérieux, ne partagent pas l'opinion de l'honorable député de Chambly sur l'entretien des chemins en hiver et sur les extravagances de l'ancien gouvernement. L'honorable député de Montcalm reconnaît que l'ancienne administration n'a pas fait rien que du gaspillage. Puisqu'on a réalisé \$140,000 de profit, c'est ce que j'appelle une belle opération financière.

Le député de Chambly criait partout, tout à l'heure, au gaspillage. C'est l'entretien des grandes routes qui coûtait \$300 le mille. Mais quand on n'ouvre que pour une charette, ça coûte moins cher, c'est l'évidence même. Pour les besoins de la circulation locale, je sais que plusieurs municipalités entretiennent et continueront de les entretenir, même si elles ne reçoivent rien du gouvernement. Mais pour le gouvernement, il importe que nous gardions ouvertes l'hiver des routes comme celles qui nous relient à l'Ontario.

Il faut tenir compte aussi que nous avons dans la province hiver et hiver. Parfois on enregistre 140 ou 180 pouces de neige, et souvent ça ne dépasse pas 60 pouces. Il nous est impossible de déterminer exactement les recettes de la taxe sur la gasoline pour ce qui concerne la circulation sur les chemins d'hiver. Il nous faudrait savoir exactement ce que rapporte la taxe en hiver. Il y a des chemins dont l'entretien est d'une nécessité absolue pendant la saison froide.

Le député de Chambly a parlé de patronage, tout à l'heure. On a parlé des accidents, mais ces accidents ne sont pas toujours attribuables à l'incompétence des conducteurs des chasse-neige, mais plutôt aux manœuvres d'automobilistes souvent en état d'ébriété qu'ils croisent. Nous avons comme chauffeurs des hommes compétents. Pour notre part, nous sommes prêts à voter ce crédit, et nous observerons ensuite la politique du nouveau gouvernement dans ce domaine.

M. Béïque (Chambly): Le chef de l'opposition, plutôt que d'être dans les nuages et de rêver à la défaite de son gouvernement, devrait bien plutôt suivre les débats et comprendre ce que je dis. Qu'il n'y pense plus à sa défaite, qu'il s'intéresse plutôt à nous. Il sait que cela va prendre 25 ans avant de revenir de ce côté de la Chambre. Quand je parle de compétences et d'hommes qualifiés pour conduire une charrue ou un camion, je parle de ceux qui s'arrangent pour que cela ne coûte pas si cher au gouvernement quand il survient un accident.

M. Bastien (Berthier): Je me demande si le député de Chambly a fait des études spéciales pour se prétendre si compétent en la matière, pour poser comme il le fait en expert de la voiture et du coût d'un accident.

Je comprends qu'il était postulant au poste de ministre de la Voirie et, si j'en juge par sa compétence et d'après le discours qu'il vient de faire, on a bien fait de choisir de préférence le député de Laval (l'honorable M. Leduc).

M. Béïque (Chambly): De ce côté-ci de la Chambre, nous ne sommes pas à genoux devant les portefeuilles. Nous ne branlons pas à droite et à gauche, car nous avons des principes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles (contrôle de la circulation), Statuts refondus, 1925, chapitre 35, section 71, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Béïque (Chambly): M. le président, j'ai quelque chose à ajouter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous allez casser le différentiel du gouvernement.

M. Béïque (Chambly): On a placé près des traverses à niveau des affiches sur lesquelles il y a des lentilles qui signalent le danger aux automobilistes le soir. On pourrait faire la même chose dans les courbes pour protéger et les citoyens de la province et les étrangers.

Les affiches placées actuellement dans les courbes sont pratiquement invisibles le soir, surtout quand il pleut. N'y aurait-il pas moyen de rendre ces indications lumineuses? Quand on ne les voit pas, on perd, on perd...

Une voix à gauche: On perd la boule.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à 3 heures.

M. l'Orateur, l'honorable député de Rouville (M. Barré) m'a fait remarquer que l'Union catholique des cultivateurs siège présentement ici, ce soir. Ce congrès intéresse particulièrement les députés des centres ruraux, et je ne voudrais pas les empêcher d'y assister et d'entendre la voix de l'agriculture, qui est si belle. Je crois que nous ferions une bonne action en ne siégeant pas ce soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous travaillons tellement le jour que ce n'est pas absolument nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, et encore demain, il y aura des comptes publics si ça intéresse le chef de l'opposition. Je comprends aussi que demain soir il y aura une "veillée du corps", une espèce de réunion de consolation pour la gauche, et que le chef de l'opposition doit adresser la parole. Nous sommes habitués à la courtoisie et nous pourrions donner au chef de l'opposition la chance d'assister à ce banquet.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait remarquer que ce banquet a lieu à 11 heures seulement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, nous allons siéger demain soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, je pourrai y aller à 11 heures du soir, et ça fera la même chose, mais il y a aussi un dîner à Spencer Wood, et maintenant j'ai accepté l'invitation du lieutenant-gouverneur ainsi que quelques députés. Je ne permettrai pas au premier ministre de dire que je ne veux pas siéger demain pour aller manger des huîtres à un banquet.

Tout simplement, je lui ferai remarquer que j'ai accepté une invitation du lieutenant-gouverneur. Si l'on ne veut pas qu'il y ait une séance demain soir, que l'on invoque une raison plus sérieuse, mais je ne veux pas qu'on travestisse mes paroles. Nous sommes invités à dîner à Spencer Wood. Voilà la vraie raison!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En tout cas, nous verrons cela demain. Nous ne siégerons pas alors demain soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le répète, le banquet n'est qu'à 11 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, nous allons siéger.

La motion est adoptée¹⁷.

La séance est levée à 6 h 10¹⁸.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Chiffre du *Soleil* du 22 octobre 1936, à la page 11. *L'Illustration nouvelle* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 12,982 certificats.

3. Chiffre du *Soleil* du 22 octobre 1936, à la page 11. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 3,557.

4. Une minorité de journaux attribuent cette déclaration à M. Larivière (Témiscamingue).

5. Le député qui intervient fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

6. M. Duplessis fait allusion à M. Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, qui fut procureur général, secrétaire et registraire de la province de juin à août 1936, dans le cabinet Godbout.

7. M. Béique a été battu dans son comté aux élections de 1935 par son adversaire libéral, Alexandre Thurber, qui avait obtenu une majorité de 545 voix.

8. M. Bouchard fait allusion aux manifestations du 26 août 1936, provoquées par un groupe de députés de l'Union nationale, en désaccord avec la composition du cabinet ministériel. En effet, l'union entre le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale de Paul Gouin, en 1935, prévoyait une lutte énergique contre le trust de l'électricité. Durant les campagnes électorales de 1935-1936, de nombreux candidats de l'Union nationale, dont MM. Hamel (Québec-Centre), Grégoire (Montmagny), Chaloult (Kamouraska) et Ernest Ouellet, promettaient de s'attaquer à ces trusts. Quand vint le temps de former le nouveau cabinet unioniste, Duplessis, malgré des négociations difficiles, ne put s'entendre avec le groupe de Hamel, qui fut ainsi écarté du cabinet. L'assermentation des nouveaux ministres fut boudée par les dissidents, et, le soir même, une manifestation improvisée au Palais Montcalm vit MM. Hamel, Grégoire, Chaloult et Ouellet dénoncer le pouvoir des trusts sur le gouvernement Duplessis. Tard dans la nuit, la foule marchera vers le Château Frontenac pour trouver M. Duplessis, mais elle se

disperse peu de temps après. Depuis, les opposants de Duplessis ne manquent pas de donner beaucoup d'importance à cet événement qui, selon eux, témoigne de la désunion dans les rangs du nouveau gouvernement. Pour plus de détails, voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXVI, Montréal et Paris, Fides, 1966, p. 11-15.

9. M. Bouchard fait allusion aux policiers postés au Parlement depuis le 16 octobre pour contrôler les allées et venues des visiteurs. Cette mesure fut prise à la suite du renvoi d'un fonctionnaire qui avait distribué des tracts communistes, dans le Parlement même, attaquant directement M. Duplessis. Pour plus de détails, voir la séance du 16 octobre.

10. Voir note 1.

11. Louis Coderre, sous-ministre de 1936 à 1960 dans le ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. De 1944 à 1979, ce ministère sera scindé en deux: le "ministère de l'Industrie et du Commerce" et le "ministère des Affaires municipales".

12. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1936-1939). Membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

13. Joseph-Ernest Laforce (1879-1977), journaliste, agent de colonisation et fonctionnaire. Correspondant parlementaire à Ottawa jusqu'en 1912, il est ensuite nommé agent de rapatriement du gouvernement fédéral aux États-Unis (1914-1926), agent de colonisation pour le Canadien National (1926-1936 et 1939-1944) et sous-ministre de la colonisation (1936-1939). De 1933 à 1961, il siège au Conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le préside en 1936. Il sera directeur de la Commission du service civil de la province de Québec de 1944 à 1960.

14. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

15. Vieux cheval.

16. Alexandre Thurber (1871-1958), homme d'affaires, et député libéral de Chambly de 1923 à 1931, et en 1935-1936. Maire de Longueuil de 1915 à 1925.

17. *L'Événement* du 22 octobre 1936, à la page 3, rapporte le passage suivant que nous n'avons pu situer durant cette séance: "Il arrive souvent à M. T.-D. Bouchard de faire des phrases assez longues, et comme il ne veut pas s'essouffler, il prend sa respiration de temps à autre. Mais cela lui joue parfois de mauvais tours. C'est ainsi qu'hier, il commença: "Le gouvernement actuel, le meilleur que la province ait eu depuis la Confédération..." Les députés ministériels se mirent à applaudir à qui mieux mieux. M. Bouchard dut attendre la fin de cette manifestation pour poursuivre: "au dire du premier ministre..."".

18. Heure du *Soleil* du 22 octobre 1936, à la page 10. *L'Événement* de la même date, à la page 4, mentionne plutôt que la séance a été levée à 6 heures.

Séance du jeudi 22 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

(Le public se rue dans les galeries de façon bruyante)

M. l'Orateur: Je demanderais à tous ceux qui sont admis dans les galeries de bien vouloir rester dans les sections qui leur sont allouées et de ne pas passer par-dessus les clôtures, les bancs et les chaises¹.

**Protection des créanciers
d'une compagnie abandonnant sa charte**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 23 pourvoyant à la protection des créanciers d'une compagnie qui abandonne sa charte.

L'objectif visé ici est clair. Il s'agit d'un projet de loi pour protéger les créanciers des compagnies dont on abandonne la charte. Actuellement, en vertu de la loi, les compagnies qui abandonnent leur charte sont obligées de faire un rapport au département du procureur général sur le nombre de leurs créanciers, ou pour attester qu'elles n'ont pas de créanciers. Ce qui arrive, c'est qu'on se borne à dire qu'il n'y a pas de créanciers.

Or, il se trouve que le département n'a pas toujours le temps de vérifier et, quand on découvre l'existence de créanciers, l'abandon de la charte est déjà consommé.

À l'avenir, le département aura cette loi pour voir aux intérêts de ceux qui ont avancé de l'argent aux compagnies, et les directeurs seront tenus personnellement responsables en cas de fausses représentations dans ce domaine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi ne pas attendre à une séance subséquente pour la deuxième lecture?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que ça presse. Le gouvernement n'a pas le temps de s'amuser. Il fait une foule de besognes qui ne relèvent pas de lui. Ça presse, parce que le Conseil législatif siège aujourd'hui et que nous pourrions lui soumettre cette loi. Ce n'est pas ici une affaire politique. Cette loi est pour protéger le public en général.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas régulier de procéder ainsi. Les règlements disent qu'on ne doit voter qu'une seule lecture d'un bill, à chaque séance. La façon d'agir du premier ministre est souverainement injuste; il ne respecte ni les droits de l'opposition ni les règlements. On ne peut voter le bill avant une autre séance, ce soir, par exemple, en tout cas à une prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on insiste sur le point d'ordre, nous allons prendre les moyens pour que la loi soit votée aujourd'hui, quoi qu'on fasse. Il est inconcevable qu'on s'oppose à une loi aussi nécessaire et aussi peu contentieuse. D'ailleurs, le bill est déjà distribué.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le bill est distribué, moi je n'en ai pas de copie. Et je trouve que c'est souverainement injuste. On a déjà parlé d'autocratie...

(Rires à droite)

... mais c'est la première fois que je vois un gouvernement qui fait de pareilles menaces à l'opposition, qui réclame simplement ses droits et le respect du règlement. On critiquait l'ancien régime sur ce rapport, et il fut loin de se rendre coupable de procédés semblables.

On ne nous prendra pas par la terreur; le gouvernement peut en être certain. Je proteste malgré les menaces du premier ministre. Qu'on suive les règlements! Ce n'est pas mon habitude de voter un bill que je ne connais pas. Où est-il ce bill? Il faut toujours demander où sont les bills. On ne les produit pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill est imprimé et il a été distribué.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne l'ai pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition fait encore une tempête dans un verre d'eau. Nous ne voulons le prendre ni par la terreur ni autrement, parce que nous n'en voulons pas.

Nous prendrons les moyens pour que la loi soit adoptée, la chose presse, et on la passera en deuxième lecture.

Le bill est imprimé. Il sera distribué cet après-midi même, et ceux qui connaissent quelque chose dans l'opposition - et ils sont rares - verront que nous avons raison de nous hâter et qu'il n'y avait pas lieu d'être aussi défiant. Ce n'est pas l'opposition qui va retarder notre travail.

M. l'Orateur propose, au nom de M. Duplessis, la deuxième lecture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'insiste pour que nous ayons les bills avant la deuxième lecture.

Loi des liqueurs alcooliques, certificat d'analyse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques, relativement au certificat d'analyse.

Par un oubli assez étrange, le certificat d'analyse des analystes officiels de la Commission des liqueurs ne constituait pas une preuve *prima facie* dans les causes, en sorte que l'on faisait voyager les analystes d'un bout de la province à l'autre, pour les témoignages devant les tribunaux. La loi est amendée de façon que le certificat d'analyse constituera aussi une preuve *prima facie* de l'autorité officielle et de la signature de l'analyste.

De cette façon, les analystes ne voyageront plus à grands frais pour la province, comme par le passé, et l'on épargnera ainsi des sommes substantielles en frais de voyage. Ils n'auront pas besoin de venir en cour dans une cause d'infraction à la loi des liqueurs. Ils n'auront qu'à produire leur certificat, et ce certificat sera une preuve de leur travail d'analyse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Crédit agricole provincial

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 25 établissant le crédit agricole provincial.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Commission des liqueurs de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 26 abolissant la Commission des liqueurs de Québec.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je réclame des explications. Est-ce un projet qui abolit toute la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, le bill a pour but d'abolir les commissaires. Nous remplissons une promesse que nous avons faite à la population, lors des élections. Il n'y aura plus de commissaires, mais un gérant, et la province va épargner \$100,000 par année. Nous allons, en plus, augmenter l'honnêteté et l'efficacité du service.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Élection des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Adopté.

Crédit agricole provincial

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 25 établissant le crédit agricole provincial.

Adopté.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Opérations forestières et bûcherons

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 abrogeant la loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications, s'il vous plaît!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Applaudissements) M. l'Orateur, le but du projet, je l'ai dit à la Chambre à sa première lecture, est l'abolition de la Commission de surveillance et de contrôle des opérations forestières, communément appelée commission des bûcherons.

Nous poursuivons un triple but: nous voulons réaliser une économie substantielle, faire respecter le principe de la responsabilité ministérielle, établir des sanctions et assurer plus d'efficacité aux ordonnances. En un mot, nous verrons à rattacher au département les lois et règlements ayant trait aux bûcherons.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois devoir m'objecter à ce bill. La Commission a rendu de grands services, et je crois que le ministre a chez lui un rapport qui lui dit quels sont ceux qui veulent la disparition de cette Commission. On ne peut trouver un bûcheron sur les 75,000 hommes employés dans les forêts qui demande la disparition de la commission.

Je vois, par les journaux, qu'on est même en train d'organiser une délégation monstre qui doit venir rencontrer le premier ministre et son ministre des Terres et Forêts, pour protester contre l'abolition. C'est une délégation de bûcherons. Cet organisme a protégé les bûcherons et, dans ses deux années d'existence, grâce à la loi que nous avons votée en 1934, nous avons fait gagner aux bûcherons \$1,500,000 de salaires qu'ils n'auraient pas eus sans cela.

Cette Commission est comme cette autre excellente chose instituée par le gouvernement libéral, je veux parler des comités paritaires des contrats collectifs pour ouvriers, par lesquels on voit

à l'application de la justice dans les questions de salaires et qui forcent les patrons à donner aux bûcherons le salaire fixé par la loi. La Commission des opérations forestières avait un autre avantage; elle ne coûtait pas cher. Les bûcherons sont de la classe qui a été la plus maltraitée.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Il est malheureux que le gouvernement prenne de telles décisions. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) se rend un mauvais service en abolissant cette Commission. S'il était le moindrement au courant de l'exploitation forestière, il irait moins vite avec sa législation. Il est vrai d'un autre côté que les compagnies ont trop souvent refusé d'obéir aux ordonnances de la Commission, mais celle-ci les rappelait à l'ordre par des sanctions.

Mais il y a aussi les "jobbers"², 20 grands "jobbers" et 3,000 petits "jobbers", et le ministre va seulement embrouiller les affaires quand la Commission n'existera plus. La Commission faisait son devoir. Elle le faisait même quand il lui fallait pour cela refuser des faveurs à ses députés, je le sais par expérience. C'est un contrôle difficile à exercer, c'est pourquoi les compagnies font une guerre à mort à la Commission.

Quand nous avons établi la Commission en 1934, c'est inouï comme les bûcherons étaient exploités. On a prétendu que c'est le gouvernement actuel qui a augmenté les salaires des bûcherons de \$30 à \$40, mais je prétends que ceci n'est pas exact. Le gouvernement a augmenté ces salaires de \$2.50 seulement, car la Commission avait passé une ordonnance pour fixer les salaires en question à \$37.50. Chaque fois que cette Commission a vu à prendre des mesures pour assurer des salaires plus élevés aux bûcherons, on a vu certaines grosses compagnies prendre aussitôt d'autres dispositions pour que les travailleurs de la forêt n'aient pas justice.

Les 500 compagnies et les 3,000 entrepreneurs s'efforcent sans cesse d'éluder la loi. De grosses compagnies ont fait travailler des bûcherons de 18 à 20 heures sans répit, pour leur faire gagner ce minimum fixé par la Commission. La Commission voyait à mettre ces compagnies à la raison, et je crois que le ministre des Terres et Forêts sera le premier à regretter l'abolition de cet organisme. Les personnes qui, auparavant, passaient par l'entremise de la Commission, pour des ajustements de toutes sortes, vont maintenant s'adresser directement au ministre.

Il sera le premier à être ennuyé par les protestations des bûcherons et des députés mêmes. Il aura à démêler toutes espèces de cas: délégations de bûcherons qui viendront protester contre les salaires ou les conditions de travail dans tel ou tel chantier; compagnies sollicitant son attention sur tels mécontentements trop prononcés par ses employés. Je me demande si, en face d'un tel problème, le ministre des Terres et Forêts pourra donner justice à tous. Le ministre rend un mauvais service aux travailleurs de la forêt et à son département en approuvant cette mesure.

M. Barrette (Terrebonne): Je prétends, M. l'Orateur, que sous l'administration de cette Commission, on a laissé les travailleurs de la forêt dans un véritable abîme. Les principes de la loi n'ont jamais été appliqués dans mon comté, où il y a un grand nombre de bûcherons.

Nous avons chez nous plusieurs grosses compagnies, notamment l'International Paper, qui ont pris tous les moyens pour se soustraire aux prescriptions de la loi, souvent avec la complicité de l'ancien régime.

La loi ne fut jamais appliquée, parce que les grosses compagnies étaient fort puissantes auprès des anciens gouvernements. Il n'y avait que les petits entrepreneurs qui tombaient sous l'emprise de cette loi.

De plus, ces derniers ne pouvaient expédier de bois sans l'assentiment des grosses compagnies, protégées par l'ancien régime. Cette Commission était des plus inopérantes et ineffectives, comme d'ailleurs toutes les commissions de l'ancien régime. Je suis sûr qu'à l'avenir le nouveau gouvernement national saura placer les bûcherons sous le contrôle du ministère des Terres et Forêts et que, sous son contrôle direct, l'exploitation forestière en général sera plus juste.

Je félicite le nouveau ministre (l'honorable M. Drouin) pour son courage, et je n'hésite pas à me déclarer en faveur de l'abolition de la Commission des opérations forestières. Les bûcherons de la province lui seront reconnaissants d'avoir adopté une telle mesure.

(Applaudissements à droite)

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Berthier (M. Bastien) nous a dit que les bûcherons avaient été exploités dans le passé, et que le gouvernement ne s'en est aperçu qu'en 1934. Je suis heureux d'apprendre cet aveu tombé de sa bouche.

(Applaudissements à droite)

M. Ducharme (Laviolette): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de représenter une division où l'on trouve probablement le plus grand nombre de bûcherons, le nord de la Mauricie. Je connais la situation de ces braves travailleurs, et je n'hésite pas à dire que cette Commission était inopérante et inefficace. J'ai reçu nombre de plaintes des bûcherons dans le passé. Souvent, ces plaintes ont été référées au président de la Commission, qui disait simplement aux bûcherons de s'adresser aux tribunaux.

Il vaut mieux que les plaintes, s'il y en a à l'avenir, soient adressées au ministre lui-même. L'abolition de cette Commission sera à l'avantage des bûcherons, car nous sommes assurés que le nouveau ministre des Terres et Forêts verra à faire payer des salaires raisonnables par les compagnies et les entrepreneurs, et à protéger les bûcherons. Je crois qu'avec le nouveau système, les bûcherons obtiendront satisfaction plus facilement qu'avec l'ancienne Commission, car les bûcherons peuvent compter sur la sollicitude de l'honorable ministre des Terres et Forêts.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): M. l'Orateur, il y a plusieurs compagnies qui font des opérations forestières dans mon comté. La loi actuelle fixe un salaire minimum de \$40 pour les bûcherons, mais je crois qu'elle ne protège pas entièrement les travailleurs de la forêt, car il n'est donné qu'à l'homme qui peut avoir un gros rendement. Ainsi, le bûcheron, dont la constitution physique est trop faible pour donner un rendement qui lui permet de retirer \$40, est exclu immédiatement des chantiers par la loi actuelle, et relégué au rang des chômeurs. Est-ce qu'on ne pourrait pas améliorer cette situation? Je soumets humblement ce point qui demande considération.

M. Auger (Gatineau): J'ai une certaine expérience dans les opérations forestières, car j'ai été 15 ans bûcheron moi-même. J'ai l'intention d'aller plus loin que mon collègue de Charlevoix-Saguenay, sur le chapitre du salaire minimum. Ce salaire minimum est une injustice. Souvent, avec la présente loi, il arrive que les compagnies fixent un minimum se rapportant au nombre de pieds de bois qu'un bûcheron doit couper. Dans le bois fort, ça va bien, et des bons bûcherons peuvent se faire jusqu'à \$5 par jour, mais dans une région montagneuse, là où le bois n'est pas clair, il leur est souvent impossible de gagner \$0.50 par jour. S'il y a une commission de formée, qu'elle soit faite pour empêcher l'exploitation des bûcherons.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je désire répondre aux principaux arguments qui viennent d'être exposés, au cours de la discussion. Ce projet de loi ne vise pas seulement à l'économie, mais encore à la protection des bûcherons. Nous, de l'Union nationale, nous avons promis aux bûcherons un meilleur sort. C'est un article de notre programme que nous tenons beaucoup à appliquer.

(Applaudissements à droite)

Le ministre des Terres et Forêts verra à ce que les bûcherons soient bien payés et bien protégés. La Commission que nous abolissons par ce bill, n'avait pas le droit d'appliquer des sanctions. Ses pouvoirs étaient restreints. Souvent même, des avocats ont dû conseiller à des bûcherons de ne pas poursuivre, parce que l'article de la Commission sur lequel la poursuite aurait été basée n'avait pas force de loi. Le ministère des Terres et Forêts, bien au contraire, a des pouvoirs complets, alors que ceux de la Commission étaient plus ou moins restreints.

Nous voulons avoir à notre disposition tous les moyens nécessaires pour forcer les concessionnaires forestiers et les grosses compagnies à payer des salaires raisonnables à leurs employés. Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons vu à améliorer la situation. Il y avait certaines difficultés à éliminer, parce que plusieurs contrats avaient été passés, en vertu de l'ancienne loi, sur une base de \$37.50. Il était bien difficile à ce moment d'arriver avec une ordonnance pour faire fixer des salaires plus élevés, car ces contrats étaient tous basés sur l'ancien minimum. Il ne fallait pas semer la confusion dans les opérations forestières. Nous avons rencontré les représentants des compagnies, et veuillez croire, M. l'Orateur, que le premier ministre n'a pas pris devant eux une position inférieure...

(Applaudissements)

Il leur a parlé en administrateur qui s'adresse à ses administrés...

(Applaudissements)

C'est alors que l'honorable premier ministre, avec la fermeté qu'on lui connaît, a déclaré: "Il faut que les conditions des bûcherons changent." Et j'ai dit aux compagnies: "Vous allez payer un minimum de \$40 par mois aux bûcherons." Et soyez assurés que le département verra à ce que les bûcherons aient au moins \$40 par mois.

(Applaudissements à droite)

Je veux répondre aux objections que l'on nous a faites. Je ne dis pas que ce montant est amplement suffisant et qu'il va donner satisfaction à tous les bûcherons, mais il représente une amélioration considérable. C'est ce que nous avons

pu faire de mieux après quelques jours d'administration seulement. Ce qui est beaucoup pour un gouvernement qui débute. Mais nous allons voir à ce que les bûcherons touchent \$40 cet hiver. Nous avons voulu agir ainsi dès le début de notre administration et, quand nous aurons eu le temps d'examiner la situation sous tous ses angles, il y aura amélioration générale dans ce domaine, et nous augmenterons les salaires des bûcherons dans la mesure du possible.

Je tiens à assurer la Chambre que nous abolissons la Commission, mais que nous verrons à garder ce qu'il y avait de bon dans cet organisme. Nous donnons notre parole que nous attacherons à notre département tout ce qu'il pouvait y avoir de bon dans la Commission, de manière à donner la plus grande satisfaction possible aux bûcherons et à recevoir avec la plus grande sympathie toutes les plaintes qui seront formulées par les travailleurs de la forêt.

Qu'on n'aille pas croire que nous sommes en faveur de l'anarchie, bien au contraire. Nous voulons faire mieux que par le passé. Nous serons responsables de nos actes devant les Chambres et la province. Nous voulons avoir plus de pouvoir, ne pas être arrêtés par des chinoïseries. Le chef de l'opposition ne tient qu'au mot "commission"; nous, nous tenons d'abord à l'amélioration du sort des bûcherons.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aurais été curieux de voir l'attitude des bûcherons si nos amis de la droite avaient déclaré dans certains comtés, pendant les élections, qu'ils avaient l'intention d'abolir cette Commission qui les protège tous. Je ne puis comprendre que les bûcherons soient en faveur de l'abolition de cette Commission. Si j'en crois les journaux, il y a des délégations de bûcherons et de députés représentant des comtés où travaillent les bûcherons qui doivent venir voir le gouvernement, particulièrement le premier ministre et son ministre des Terres et Forêts, à ce sujet.

La Commission a fait un travail très important, et j'ai ici des chiffres pour le prouver. En 1933-1934, on avait payé \$1,798,000 pour faire couper 1,884,000 cordes de bois. Lorsque cette Commission fut fondée, les salaires étaient alors de \$0.50 et \$0.75 par jour. Nous étions en plein temps de crise.

Le gouvernement a songé immédiatement à protéger les bûcherons, et il a créé une commission pour recevoir les plaintes, les examiner et contrôler certains contrats dans cette industrie. De 1933 à 1934, les employeurs ont été obligés de payer \$1 au lieu de \$0.75 aux bûcherons, et cette seule augmentation a valu un demi-million de plus aux travailleurs de la forêt dans l'ensemble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien cela faisait-il de temps que vous étiez au pouvoir, lorsque vous vous êtes apitoyés sur le sort des bûcherons en 1934?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous étions au pouvoir depuis très longtemps déjà. Mais il ne faut pas oublier que la crise n'a commencé qu'en 1930 ou 1931. Le gouvernement a jugé bon d'intervenir, quand les bûcherons lui ont fait savoir qu'ils étaient exploités. C'est le gouvernement libéral qui a créé cette Commission pour les bûcherons, qui demandent maintenant qu'on la maintienne. La preuve, c'est que le gouvernement actuel, aussitôt au pouvoir, a aboli la Commission, mais à cause des nombreuses plaintes des bûcherons, il a été obligé de la désaboler trois jours plus tard.

Une voix à droite: Ce n'est pas vrai.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, vous l'avez fait, au cours d'une de vos premières réunions du nouveau cabinet.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Voyons, le député doit savoir que la Commission ne pouvait être abolie sans un acte législatif comme celui d'aujourd'hui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle a été abolie, à la deuxième séance du cabinet, comme vous avez aboli tant de choses...

Des voix à droite: Oh! Oh!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous ne m'empêcherez pas de parler.

Des voix à droite: Ah! Ah!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... c'est le ministre des Terres et Forêts qui l'a ressuscitée, parce qu'il a appris que les compagnies augmentaient les prix de leurs marchandises. On a fait du bluff avec cela comme avec bien des choses. Les journaux ont dit que la Commission avait été abolie.

Une voix à droite: *Le Soleil*.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous les grands quotidiens l'ont dit. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) a-t-il reçu une délégation demandant de ne pas abolir cette commission?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'ai reçu une délégation de députés⁴.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y avait aussi des organisateurs de l'Association des bûcherons?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Oui, M. Côté⁵ était avec les délégués.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que la délégation est venue demander?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les députés m'ont demandé l'amélioration du sort des bûcherons. J'ai été frappé de l'intérêt que les députés manifestaient à l'égard du sort des bûcherons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'organisateur des bûcherons n'a-t-il pas demandé le maintien de cette Commission?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Non, il n'a pas été question de cela à l'entrevue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... à cette entrevue-là ou à une autre. Vous n'avez pas dit aux bûcherons que vous aboliriez la Commission.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre a simplement annoncé que la Commission serait abolie, au cours de cette séance du cabinet, à ses débuts. J'ai dit ensuite qu'en attendant la législation à cette fin, les règlements de la Commission restaient en vigueur pour ne pas créer un état anarchique dans les chantiers.

Voilà sans doute ce qu'entend le chef de l'opposition par abolition et résurrection. Quand nous l'aurons abolie pour de bon par ce bill, nous serons directement responsables des salaires et des conditions de travail des bûcherons. Il n'y aura plus de chinoiserie.

Je l'ai dit, nous voulons garder ce qu'il y a de bon dans la Commission. Nous avons maintenant l'intention de faire mieux que la Commission. Nous voulons que le sort des bûcherons soit décidé par des hommes qui sont responsables envers le peuple. Ça frappe le chef de l'opposition au cœur de voir disparaître une création de l'ancien régime. Chaque fois qu'il voit un organisme de l'ancien régime tomber, je comprends que ça lui fasse mal.

La différence entre lui et moi, c'est que lui tient au mot "commission", tandis que moi, c'est au sort des bûcherons que je m'intéresse. Le contrôle restera, même si le mot "commission" disparaît. Le chef de l'opposition peut être assuré que le ministère des Terres et Forêts et le cabinet provincial s'occuperont beaucoup du sort des bûcherons.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis bien à l'aise pour parler du sort des bûcherons. Et je soutiens que mes remarques sont conformes aux idées de l'Association des bûcherons. (Avec véhémence) Les bûcherons veulent être protégés, et qu'on retienne bien les paroles que je vais prononcer pour la défense des bûcherons: ils vont de nouveau être exploités comme ils l'étaient dans le passé⁶...

Une voix du parti ministériel: Ah! Ah!

Des voix: Honte! Honte!

Une voix du parti ministériel: Quel aveu!
(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne retire rien de ce que je viens de dire...

(Applaudissements à droite)

Je dis qu'ils vont être exploités comme par le passé, avant la création de la commission. Je répète que nous avons empêché cette exploitation en créant, vers 1933 et 1934, la Commission des opérations forestières.

Nous avons créé cet organisme, pour faire cesser les abus et l'exploitation des bûcherons par les grandes compagnies, qui ont poussé le gouvernement à abolir la commission. Ah! nous allons en parler des bûcherons...

(Protestations à droite)

On ne m'empêchera pas de parler. Je connais assez la Chambre pour savoir que je parlerai ici malgré les interruptions. Je soutiens que le gouvernement abolit une commission qui a rendu de précieux services au gouvernement.

Une voix du parti ministériel: Fâchez-vous pas!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): De 1934 à 1935, un total de 5,590 feuilles de règlements de comptes pour bûcherons ou flotteurs de bois ont été envoyées à la Commission. On a constaté que 5,255⁷ feuilles ne renfermaient pas le salaire prescrit par la loi. Le ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) dit que la commission n'avait pas de sanctions. Elle en avait une, et excellente...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, si elle n'est pas longue d'ici à demain.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Où le chef de l'opposition trouve-t-il un article permettant à la Commission d'imposer des sanctions?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La voilà la sanction: sur des demandes pour 2,251⁸ contrats, on en a refusé 810, parce que les compagnies ne s'engageaient pas à payer des salaires raisonnables. De plus, 22,291 lettres ont été envoyées pour aviser les compagnies de payer le minimum requis et, ainsi, on a fait gagner plus de \$1,000,000, s'ajoutant aux sommes globales payées jusqu'alors. J'ai ici un rapport de la Commission qui devrait être distribué aux députés.

Je vois dans ce rapport que la Commission a refusé d'approuver 32,382 contrats de bûcherons sur un total de 80,000⁹ et refusé 30,695 règlements de comptes de bûcherons, sur un total de 129,000; dans tous les cas, la Commission a refusé, parce que les compagnies ne payaient pas de salaires suffisants. Je crois que, si le ministre des Terres et Forêts avait lu le rapport de la Commission, où il y a quantité d'exemples de sanctions comme je viens de lui en citer, il ne parlerait pas comme il le fait.

Peut-on savoir qui a demandé l'abolition de la Commission? On verra, il est facile de voir que c'est l'ancien régime des compagnies qui revient en honneur. Les compagnies, mécontentes de la Commission, reprennent leur influence. Qui veut

l'abolition de la Commission? Toutes les compagnies, les grands "jobbers", les "contracteurs" et les "sous-contracteurs", et pas un seul bûcheron ou flotteur de bois. Et c'est pour protéger de 800 à 900 personnes que l'on abolit un organisme utile à plus de 75,000 intéressés! C'est assez pour que je vote contre ce bill qui va rétablir l'exploitation...

(Protestations à droite)

M. Boiteau (Bellechasse): M. le président, comme représentant d'un comté qui compte beaucoup de bûcherons, je suis heureux de répondre à l'honorable chef de l'opposition, dont je m'explique plutôt mal la colère. Il parle sans doute pour les journaux autrefois ministériels, pour avoir de la réclame. Pourquoi n'a-t-il pas trouvé des paroles aussi éloquentes, quand il était au pouvoir? Pourquoi n'a-t-il pas réclamé, pour les bûcherons, ce qui leur était dû?

Mais non. Il venait des plaintes de partout au sujet du traitement qui était fait aux bûcherons. Il a fallu, vers 1929 et 1930, que la voix éloquente d'Édouard Lacroix¹⁰ se fasse entendre pour faire agir le gouvernement, et c'est à la suite de cette campagne que l'on a fondé la Commission.

M. Lacroix a été le premier à réclamer une amélioration du sort des bûcherons, qui ont vu alors de quel côté étaient leurs véritables amis. Si le ministre et l'opposition veulent le savoir, j'ai été élu par les bûcherons; ce sont eux qui m'ont donné ma majorité.

C'est à Saint-Camille, à Sainte-Sabine, à Saint-Magloire que j'ai obtenu le plus de votes, précisément en protestation contre les anciens ministres, et contre le système alors en vigueur dans la forêt. L'ancien ministre s'est débarrassé des bûcherons, en les confiant à une commission sans pouvoir.

Le nouveau ministre a l'intention de s'en occuper lui-même, et je l'en félicite. J'aime mieux un ministre qui fait son devoir, comme le ministre des Terres et Forêts, qu'une commission de camouflage, qui émet des ordonnances en disant aux intéressés de ne pas en tenir compte. C'est nous, de l'ordre nouveau, qui allons améliorer le sort des bûcherons, et c'est parce que les bûcherons ont confiance en nous qu'ils m'ont élu dans Bellechasse, un comté où il y a d'importantes opérations forestières.

J'ai rencontré hier les associations de bûcherons. Nous sommes allés voir le ministre, et M. Louis-Philippe Côté était fort satisfait de la justice et de la protection que promet l'ordre nouveau.

(Applaudissements à droite)

M. Taché (Hull): M. le président, il ne faut pas conclure du particulier au général, mais je puis dire au chef de l'opposition qu'il y a au moins un bûcheron, dans la Gatineau, le comté voisin du mien, qui veut l'abolition de la Commission. Le chef de la gauche n'a qu'à regarder le dossier de Léandre Lafontaine. Il avait travaillé pendant tout l'hiver 1934-1935, à deux sous par jour avec deux chevaux¹¹. Quand l'hiver fut fini, c'est tout ce qui lui restait, deux sous par jour.

Le bureau d'avocats dont je fais partie a écrit à la Commission des bûcherons pour lui représenter la manière injuste dont ce brave citoyen avait été traité. La Commission a exprimé ses regrets et a admis que le salaire était ridicule, mais elle a dit: "C'est malheureux, mais nous n'y pouvons rien, car le gouvernement (qui était celui de M. Taschereau) ne nous a pas donné de pouvoir."

(Applaudissements à droite)

M. Barrette (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition devrait savoir combien de bûcherons étaient obligés de marcher de 30 à 40 milles pour se faire payer. Et, cependant, la Commission existait!

M. Auger (Gatineau): Les bûcherons pouvaient se plaindre et envoyer des centaines de lettres, mais ils recevaient de petites formules à remplir, et le montant disparaissait. J'ai certainement confiance dans le nouveau gouvernement, et je ne crois pas à l'utilité de la Commission.

M. Tellier (Montcalm): Les bûcherons de mon comté, qui sont nombreux, ont donné un vote de non-satisfaction contre le régime. Dans plusieurs paroisses où l'on faisait la coupe du bois, les gens en étaient réduits à la mendicité. Et c'est pourquoi ils ont manifesté leur mécontentement. Ils ont changé d'opinion politique, pour protester contre le régime. La majorité libérale s'est changée en majorité nationale, précisément parce qu'ils réalisaient, les bûcherons, que sous l'ancien régime, ils n'étaient pas protégés.

Les compagnies ont toujours refusé de se conformer aux ordonnances de la Commission. Mais alors, pourquoi insister? L'ancien premier ministre faisait des déclarations inexactes, quant au salaire des bûcherons. Le montant qu'ils recevaient était toujours inférieur à celui qu'ils étaient censés recevoir. Pour toutes ces raisons et bien d'autres, je suis en faveur de l'abolition de la Commission.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les journaux ont dit que j'accompagnais hier une délégation de

bûcherons. Je le regrette mais je n'en faisais pas partie. J'aurais aimé y assister. J'aurais peut-être eu des raisons de voter contre cette loi, mais, après avoir entendu les explications du ministre, je crois qu'il convient de faire disparaître cet organisme dont nous n'avons pas besoin. Je voterais contre la loi actuelle, si elle avait pour effet de réduire les gages des bûcherons et de leur assurer des conditions de vie moindres.

Je trouve étrange que l'opposition veuille maintenir cette Commission quand, hier, elle s'opposait à la formation d'un ministère bien plus important que la Commission. Toutes ces contradictions n'ont pas de sens. Au nom des bûcherons de mon comté, je vote pour la loi, mais je demande que les conditions soient améliorées.

M. Bastien (Berthier): D'après ce qu'on peut voir, on abolit la Commission parce qu'on trouve ses pouvoirs insuffisants. Mais le gouvernement est libre de ne pas renouveler les permis des compagnies qui abusent. Les compagnies sont contre la Commission, parce qu'elle les tenait responsables des salaires. Je suis pour le maintien de cet organisme, parce qu'il a fait de la bonne besogne. Et puis, le ministre n'a pas trop de temps pour qu'il puisse se dispenser de ses services. Je ne dis pas cela pour flatter le ministre, mais je sais que le portefeuille des Terres et Forêts comporte beaucoup d'obligations et d'occupations. Le ministre doit commencer à s'en apercevoir.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) fait un signe affirmatif.

M. Bastien (Berthier): Avec le département de la Voirie, son département est un de ceux qui réclament le plus de temps de leurs chefs. Je souhaiterais le maintien de la Commission pour éviter l'ingérence politique, le patronage.

Si on trouve qu'elle n'a pas assez de pouvoirs, il suffit de lui en donner d'autres. Le ministre ne sait pas où il va en l'abolissant. C'est un homme honnête et, dans un an, je suis certain qu'il avouera son erreur. Les compagnies se voyaient obligées de rentrer dans l'ordre.

Quant aux remarques du député de Châteauguay (M. Boyer), je voudrais lui dire que la crise dans l'industrie du bois n'a commencé, pratiquement, qu'en 1932, et la Commission a été fondée en 1933. Je suis heureux de dire que nous avons été la première province à passer cette loi.

Maintenant, le ministre nous dit de ne pas avoir peur, qu'il va protéger les bûcherons. Nous

sommes déjà dans une position inférieure, car le gouvernement a commencé par réduire les droits de coupe. Il a commencé par faire une faveur aux compagnies. La bonne foi du ministre a dû être surprise. Il verra que les compagnies sont plus difficiles à mater qu'il ne pense.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce n'est plus l'ancien gouvernement!

M. Bastien (Berthier): (Avec ironie) Non, c'est l'ordre nouveau! Mais l'ordre nouveau diminue les droits de coupe en une année favorable aux compagnies.

Je ne veux pas faire de démagogie, mais on devrait être impitoyable pour les compagnies, et déployer toute l'énergie voulue pour faire observer les lois et règlements. Elles ont été impitoyables à nos populations. Le ministre ne peut avoir le temps de voir à toutes ces questions en détail. Il verra que la mauvaise foi des compagnies a fait un complet et colossal fiasco, peut-être involontairement pour certaines...

M. Marier (Drummond): Les bûcherons ont peut-être vu leur sort amélioré un peu au cours des dernières années, mais ce n'est pas à cause de la Commission. En 1932 et 1933, on a réduit les droits de coupe pour encourager la production, disait-on, mais on n'a pas songé à garantir les salaires des bûcherons. Souvent, ils n'avaient pas d'argent pour revenir de la forêt. Et l'on se rappelle les dénonciations de ces scandales, en Chambre, par l'opposition d'alors. C'est pourquoi on a décidé de former une commission - qui a négocié avec les compagnies - par peur de l'opinion publique, simplement. La Commission n'avait aucun pouvoir, et le ministre avait raison de demander au chef de l'opposition de lui citer un article qui pouvait donner des pouvoirs aux commissaires. La Commission ne pouvait toujours que dire son impuissance, et j'aime mieux un gouvernement, un ministre qui prend ses responsabilités. Et il faut l'en féliciter.

M. Labbé (Mégantic): La Commission n'a été établie qu'en 1933, et la crise a commencé en 1930, bien que le premier ministre du temps ait nié la crise dans notre district.

On peut affirmer que 75 % des bûcherons n'ont pas retiré les salaires établis. On a bien passé une loi, mais sans aucune efficacité. J'ai confiance que le nouveau ministre et le gouvernement feront mieux.

M. Paradis (Matapédia): Dans nos comtés, les bûcherons sont nombreux et ils ont toujours été très maltraités. On leur a fait payer des taux de transport exorbitants. Beaucoup de mes électeurs m'ont demandé d'obtenir du gouvernement qu'il les protège. J'attends beaucoup de l'attitude du gouvernement national. J'espère que l'honorable ministre des Terres et Forêts, dont je connais les bonnes dispositions, fera quelque chose pour les bûcherons du Bas-du-Fleuve.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin), dont je m'honore d'être l'ami, veut améliorer le sort des bûcherons. Je le sais. Mais il a autour de lui, dans son département, des hommes qui sont sympathiques au trust des marchands de bois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): De qui le député du Lac-Saint-Jean veut-il parler?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Si vous me le demandez, je vais vous le dire. Il s'agit de M. Avila Bédard, du service forestier.

M. Béique (Chambly): (Indigné) C'est bien effrayant de voir l'opposition faire du bluff comme ça. Quand nous étions là, à gauche, et que nous nous battions comme des lions, sous la direction de notre chef distingué, nous réclamions, bien avant M. Édouard Lacroix, de meilleurs salaires pour le bûcheron. Que faisiez-vous? Jamais on a eu de vous la moindre coopération, et aujourd'hui, vous venez faire semblant de vous intéresser à cela.

Allons, soyons sérieux. C'est l'ancien gouvernement qui a négligé les bûcherons, comme bien d'autres classes de la société. C'est le nouveau gouvernement qui leur vient en aide. Je comprends bien ces envolées du chef parlementaire de l'opposition. C'est dans l'intérêt de sa candidature à la "chefferie" permanente de son parti. On l'aidera, qu'il ne craigne pas. Et, si ça se produit, nous serons au pouvoir pour 50 ans au lieu de 25 ans.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais parler de choses sérieuses seulement. Il y avait des sanctions, et les bûcherons ont gagné \$1,500,000 de plus depuis deux ans, grâce à notre loi. L'ancien gouvernement a fixé le salaire minimum des bûcherons à \$30, puis à \$37. Les \$40 par mois dont a déjà parlé le premier ministre dans une entrevue, je veux bien que ce soit vrai, mais on ne voit ni loi ni

actes officiels. J'espère que le gouvernement fera une loi pour que nous ayons un texte qui fasse respecter ses désirs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'avais pas l'intention de parler sur ce sujet, car les députés du gouvernement ont bien couvert le terrain. Mais puisqu'on m'a mis en cause... je vais rétablir les faits. Je désire d'abord faire remarquer combien la députation ministérielle est supérieure aux autres depuis 10 ans que je siége ici. Plus active, plus intéressée, plus intéressante et plus talentueuse. Je félicite les députés ministériels qui ont parlé cet après-midi. Nous avons également amélioré le sort des bûcherons.

L'ancien gouvernement avait laissé les bûcherons dans la misère, et ce n'est qu'à la veille des élections que des gestes ont été posés. Le gouvernement actuel vient à peine d'entrer en fonction et il a déjà commencé à agir. Les bûcherons, il y en a beaucoup dans mon comté, à Trois-Rivières, pays par excellence de l'industrie du papier. Le chef de l'opposition nous a demandé en vertu de quelle autorité nous avions agi. Après un régime de 40 ans, quel spectacle nous donne le chef de l'opposition, député depuis 20 ans, ancien ministre des Terres et Forêts¹², et qui ne sait même pas en vertu de quel pouvoir nous avons agi pour les bûcherons.

(Rires)

Il est singulier de les entendre, lui et son voisin, le député de Berthier (M. Bastien). Celui-ci nous a fait un aveu délicieux. Les commissaires étaient si honnêtes, si intègres, qu'ils lui ont refusé des faveurs. Par conséquent, mon bon ami admet que la commission n'avait pas de pouvoirs.

(Rires et applaudissements)

Sur quelle galère vogue l'opposition! Le chef de l'opposition dit que nous ne nous sommes pas engagés, pendant la campagne électorale, à abolir la commission des bûcherons. Nous n'avons pas dit que nous abolirions la Commission. Mais elle était à base d'hypocrisie; elle n'avait aucun pouvoir, et quand nous étions dans l'opposition, nous avons présenté amendements sur amendements, et nous avons voté contre elle. On oublie volontairement nos luttes et nos discours. On n'a qu'à relire les procès-verbaux de la Chambre.

La Commission que nous voulons abolir était un foyer de patronage. L'opposition nous demande quels pouvoirs nous possédons. Nous possédons les pouvoirs d'un gouvernement qui n'est pas à quatre pattes devant les compagnies et qui veut faire donner justice aux bûcherons.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Nous sommes au début de notre administration, et nous voulons que les ressources naturelles de notre province servent au bien de la population, et non pas à son asservissement.

(Applaudissements à droite)

Nous voulons en même temps assurer une juste protection au capital honnête. C'est notre intention de convoquer une conférence de tous les intéressés, pour en arriver à une législation basée sur la justice, et non pas sur une loi à base de camouflage qui donne l'illusion d'une sécurité illusoire.

Nous avons le cœur à la bonne place, et nous avons dit aux capitalistes que leurs beaux jours sont finis, qu'il est passé le temps où ils pouvaient faire des esclaves des êtres humains, et qu'ils auront justice en autant qu'ils donneront justice à leurs employés.

Nous avons, dès le lendemain de notre élection, adopté un arrêté ministériel pour donner justice aux bûcherons, établissant les gages minimums à \$40 par mois. L'ancien gouvernement aurait pu faire la même chose, si le ministre avait connu les lois. Il fixait des gages minimums à la veille des élections. Nous avons été élus pour cinq ans, et nous avons fait plus en trois semaines que l'ancien régime en 40 ans.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Nous avons dit aux capitalistes de donner des conditions de vie raisonnables aux bûcherons, d'employer de la main-d'œuvre québécoise et de payer les prix du marché pour les marchandises achetées des colons et des cultivateurs, d'acheter leurs marchandises pour leurs camps dans la province de Québec. Nous leur avons dit aussi de prendre des mesures pour que les bûcherons ne soient plus exploités par les magasins généraux.

Nous voulons orienter dans le bon sens les industriels et utiliser les compétences. Nous ne voulons plus de commissions à base de camouflage, et qui ne sont que des organismes coûteux, avec des sécurités qui n'existent pas, et qui ne peuvent que reconnaître leur impuissance. Je comprends que le chef de l'opposition s'objecte à la disparition de la Commission.

Il doit y compter des amis. Je tiens à l'avertir immédiatement: toutes les commissions, sauf quelques-unes qui sont nécessaires comme la Commission des accidents du travail, vont disparaître. Et celles que nous n'abolirons pas vont être bonifiées, améliorées.

Le chef de l'opposition manque de logique. Il nous accuse de ne pas remplir notre programme et,

quand nous voulons accomplir nos promesses, il proteste et nous fait des reproches. Nouvelle contradiction. Je demande à la Chambre de voter cette loi présentée par un patriote éclairé, un libéral sincère, un homme de cœur, intelligent, un citoyen intègre, un travailleur infatigable, le ministre qualifié que nous avons choisi, parce qu'il offrait toutes les garanties pour remplir le poste de ministre des Terres et Forêts, et qui saura forcer les compagnies à respecter la loi pour ceux qui travaillent en forêt quand même.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais le premier ministre a oublié de dire en vertu de quelle loi il a passé l'arrêté ministériel fixant un salaire minimum.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est en vertu d'une règle du Code civil, qui dit que le gouvernement a le droit de fixer, par arrêté ministériel, la rente foncière et les droits de coupe. Chaque fois qu'il les fixe, chaque année, il a donc le droit d'imposer les conditions qu'il désire. C'est donc en vertu d'un principe si élémentaire qu'un étudiant de deux jours doit le connaître, sous peine d'être exclu de l'université!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Merci pour les explications, mais le premier ministre est loin de nous répondre. Je lui dirai qu'il serait plus simple de recourir au droit administratif et constitutionnel. Avec votre système, vous n'affectez que les bûcherons qui travaillent sur les terres de la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce une autre question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, parce que je parle. Il faut une loi pour établir le salaire minimum. Un arrêté ministériel ne suffit pas pour tout. Il est étrange de voir le premier ministre recourir aux arrêtés ministériels si souvent, quand il les blâmait avec tant de véhémence, lorsqu'il était dans l'opposition. Il criait à l'autocratie. Et il avait raison de critiquer, car l'administration par arrêtés ministériels est blâmable, quand l'arrêté ministériel ne découle pas d'une loi qui exprime la volonté de la

Législature. C'est ici que les lois doivent se faire et qu'on doit en débattre, et non au conseil des ministres.

C'est tellement vrai que nous avons entendu tantôt deux députés ministériels se dire mécontents du salaire minimum. Ils avaient le droit de vouloir l'occasion de faire valoir leurs arguments. Ils ont droit de voir la législation se faire ici. On n'a pas répondu non plus à la demande de mon collègue, le député de Berthier (M. Bastien), qui demande si on n'a pas en même temps abaissé les droits de coupe, lorsqu'on a fixé un salaire minimum de \$40 pour les bûcherons. J'aimerais à savoir si l'augmentation des salaires des bûcherons va être payée par le Trésor de la province, qui recevrait alors des revenus moindres, les droits de coupe étant moins élevés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puis-je poser une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): N'est-il pas vrai que l'ancien gouvernement avait réduit les droits de coupe de \$4,250,000, de 1931 à 1935?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas du tout la même chose. On avait réduit les droits de coupe, alors qu'on était dans une période de crise; il fallait à tout prix donner de l'ouvrage. Il fallait encourager de toutes les façons la coupe du bois. En temps de crise, cela pouvait se justifier. Mais maintenant, on réduit les droits alors qu'actuellement la prospérité commence à revenir. J'ai le droit de faire la demande que j'ai faite, surtout à cause des remarques du premier ministre, et je le blâme de cette réduction des droits de coupe.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Le chef de l'opposition demande qui va payer la différence. *L'Illustration* d'hier le dit. La situation ne serait pas intenable, si l'on faisait disparaître la surcapitalisation¹³.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:

Étude des bills 23 et 24

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au chef de l'opposition de bien vouloir passer à l'étude de la loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement au certificat d'analyse, et de celle pourvoyant à la protection des créanciers d'une compagnie qui abandonne sa charte. Les copies des bills sont arrivées. On pourrait peut-être les étudier maintenant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec plaisir. Chaque fois que le gouvernement demandera les choses aussi poliment, je serai empressé de me rendre à sa demande. Il est beaucoup plus facile d'avoir la collaboration de l'opposition, en lui demandant poliment qu'en tentant de la terroriser.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis charmé de voir que le chef de l'opposition pense à la politesse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est inné chez moi; j'y pense toujours.

Protection des créanciers d'une compagnie abandonnant sa charte

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le bill 23 pourvoyant à la protection des créanciers d'une compagnie qui abandonne sa charte soit maintenant lu une deuxième fois.

Depuis mon arrivée au pouvoir, j'ai dû, tous les jours, signer des ordres en conseil relativement à l'abandon de leur charte par des compagnies. Une compagnie qui abandonne sa charte n'existe plus et, par conséquent, ses créanciers n'ont plus aucune protection.

À l'avenir, quand une compagnie abandonnera sa charte, les directeurs seront solidairement responsables de toutes les dettes.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

1. La loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 223) est modifiée en ajoutant, après l'article 25, le suivant:

"25a. Nonobstant la dissolution d'une compagnie en exécution de l'article 25, les personnes qui agissaient comme directeurs de cette compagnie, lors de sa dissolution, sont conjointement et solidairement responsables pour les dettes de la compagnie existantes lors de la dissolution, envers tout créancier de la compagnie qui n'a pas donné le consentement prévu par ledit article 25."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que le projet vise un cas particulier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, il s'agit de protéger les créanciers. Tous les directeurs d'une compagnie sont responsables des actes des autres directeurs au bureau de direction. Les résultats de cette loi seront de forcer les directeurs à assister aux réunions et à s'intéresser à l'administration.

Les directeurs étant responsables des dettes de la compagnie, s'ils n'assistent pas aux séances, ils créent une fausse situation pour les créanciers qui ont fait affaire avec la compagnie justement parce que leurs noms apparaissaient au bureau de direction.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si nous mettons une telle loi en application, nous exposons un directeur de bonne foi à être tenu responsable d'actes dont il n'a pas eu connaissance. Nous nous exposons ainsi à causer des désastres pour des personnes qui étaient de bonne foi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que la nouvelle loi permettra de s'assurer que tous les créanciers sont payés, lorsqu'une compagnie demandera l'abandon de sa charte. On peut essayer la loi telle quelle pour le moment. Si elle n'est pas satisfaisante, on la changera.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai peur que les directeurs d'une compagnie qui sont de bonne foi, mais qui ne sont pas présents aux assemblées de la compagnie, soient tenus responsables injustement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi dit que les directeurs seront responsables des dettes de la compagnie après sa dissolution. On peut ajouter ceci à la loi quant à la responsabilité des directeurs: Un directeur sera responsable, "à moins qu'il n'établisse sa bonne foi".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

C'est du moins un semblant de protection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Du moment qu'il y en aura un de bonne foi, cela sauvera les autres.

L'article est amendé en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "à moins que le directeur poursuivi n'établisse sa bonne foi".

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

2. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 119, le suivant:

"119a. Nonobstant la dissolution d'une compagnie en exécution de l'article 119, les personnes qui agissaient comme directeurs de cette compagnie, lors de sa dissolution, sont conjointement et solidairement responsables pour les dettes de la compagnie existantes lors de la dissolution, envers tout créancier de la compagnie qui n'a pas donné le consentement prévu par ledit article 119."

L'article est amendé en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "à moins que le directeur poursuivi n'établisse sa bonne foi".

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de chômage dans Lévis¹⁵

M. Larochelle (Lévis): M. l'Orateur, je désire attirer l'attention du gouvernement sur un état de choses qui se produit présentement dans mon comté, au sujet des travaux de chômage, notamment ceux que l'on doit entreprendre pour la construction de la route Trans-Canada.

Il existe dans le comté de Lévis, chez les ouvriers, une vive inquiétude, à savoir quand commenceront les travaux de construction de cette route et, surtout, au sujet de la classification des chômeurs et des sans-travail nécessiteux. Les deux gouvernements, le fédéral et le provincial, ont fait de leur mieux pour donner du travail dans Lévis et, à cette fin, ont voté une somme de \$150,000.

Mais il existe présentement un certain malaise dans mon comté. Depuis 15 jours, des ingénieurs sont dans Lévis, font des tracés de route, quand il y en avait déjà de faits. Depuis une quinzaine de jours, des démarches sont faites au sujet des expropriations, et les prix qui sont demandés sont exorbitants. Et les travaux sont retardés, parce qu'on demande des prix trop élevés.

Je veux démontrer aux sans-travail de mon comté que, si les travaux n'avancent pas, ce n'est pas la faute des ingénieurs, ni du gouvernement, ni du député de Lévis, ni du ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) et du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), ni des conseils municipaux, ni des officiers des administrations différentes, qui veulent tous le soulagement aux chômeurs.

Les seuls responsables de ce retard sont nos fameux propriétaires de Lévis - que je dénonce - qui veulent s'enrichir aux frais du gouvernement et qui demandent des prix extraordinaires pour leurs propriétés, quand ils ont toujours trouvé l'évaluation de leurs propriétés trop élevée, lorsqu'il s'agissait du paiement des taxes municipales.

Je connais des propriétés évaluées à \$1,500 jusqu'ici et pour lesquelles on demande des sommes de \$3,000, et pour d'autres évaluées à \$2,500, on demande \$8,000. Ce serait un vol manifeste que de permettre de payer les montants demandés pour ces propriétés.

Je veux, par mes remarques, laisser voir à ces propriétaires auxquels je fais allusion qu'ils sont les seuls responsables du retard apporté à l'ouverture des travaux. Une somme de \$150,000 a été votée pour cette année, pour le début des travaux, et, si l'on en croyait les propriétaires intéressés, un montant de \$104,000 serait déjà engouffré dans les

expropriations. De cette façon, il ne saurait rester d'argent pour les ouvriers nécessiteux qui attendent les travaux.

Je demande donc au gouvernement de procéder à l'expropriation des propriétés en question, si, d'ici jeudi, ces propriétaires ne se sont pas amendés. Je ne consentirai jamais, comme député de Lévis, à ce que l'on paie des prix exorbitants. Les chômeurs attendent pour travailler. On me trouvera peut-être trop sévère, mais je demande aux propriétaires d'être raisonnables.

Ce n'est pas parce que l'argent vient du gouvernement qu'il faut exiger trois ou quatre fois la valeur d'une propriété. J'ajouterai même que, s'il le faut, les argents ainsi destinés à la construction de la route devraient être versés ailleurs, pour venir en aide aux chômeurs. Espérons que les intéressés s'amenderont et ne nuiront pas davantage à l'exécution immédiate des travaux.

(Applaudissements)

Loi des liqueurs alcooliques, certificat d'analyse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement au certificat d'analyse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frais pour la révocation ou la substitution de procureur

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 relatif au paiement des frais, à l'occasion de la révocation ou substitution de procureur, soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a pour but d'empêcher la couronne de payer des frais dans le cas de substitution de procureurs. En vertu du Code de procédure civile, quand on change de procureur, il faut qu'on lui paie ses frais, avant que l'autre puisse être admis au dossier. Cette loi ne doit pas s'appliquer à la couronne qui est exempte des lois générales, à moins qu'on ne spécifie explicitement le contraire.

Nous voulons établir ce qui paraît nébuleux pour certaines personnes. On sait que les juges n'ont pas le droit de condamner la couronne à payer les frais dans certaines causes. Nous voulons clarifier la situation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que le gouvernement a renvoyé plusieurs substituts de la couronne dans la province. Aujourd'hui, quelques-uns de ces procureurs refusent de renvoyer les dossiers au gouvernement, avant d'avoir été payés par la province. Est-ce que cette mesure est présentée pour permettre au gouvernement de se débarrasser de payer les procureurs de la couronne qui viennent d'être destitués? Ça me paraît bien nébuleux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah non! parce que le gouvernement paie toujours ses dettes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas toujours.

Une voix à gauche: Quel gouvernement?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le gouvernement actuel au moins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas d'erreur possible. Quand je dis le gouvernement, je parle toujours du gouvernement actuel, car avant ce n'était pas un gouvernement, c'était un régime. Je n'ai aucune objection à donner d'autres détails. Nous avons changé les procureurs, car ces procureurs étaient au service du régime, et nous voulons avoir des avocats en qui nous avons confiance. Et ils sont dignes de confiance.

Certains avocats, pas tous heureusement, ont voulu faire chanter le gouvernement, et ils ont dit que nous n'aurions pas les dossiers avant qu'on leur paie leurs mémoires de frais. J'ai dit: "Non, ceci est contraire à la dignité d'un avocat de s'arroger les droits du gouvernement". Nous croyons que c'est une provocation à un gouvernement qui vient de recevoir un mandat du peuple. Il faut protéger l'intérêt de la

province, et c'est l'objectif que poursuit ce bill. Nous avons dit que les procédures allaient marcher quand même en approuvant cette mesure et que, dans la suite, on suivra le cours ordinaire de la procédure pour obtenir le mémoire de frais.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement veut obtenir un privilège?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas ennemi du principe qu'un gouvernement demande des privilèges. Je prends note que le procureur général va payer ses anciens substituts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui est dû, oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté sur division.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹⁶:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales

(Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) demande des détails sur l'inspection des terres publiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au député de Lac-Saint-Jean de s'adresser un autre jour au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) qui, en ce moment, est absent de la Chambre. Votons tout d'abord le budget, afin que les colons reçoivent enfin leur dû, et nous discuterons ensuite, lorsque le temps sera venu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Barré (Rouville) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous ne voulons pas nous engager à dépenser tous les argents qui sont dans le budget de cette année. Ce n'est pas un budget de l'Union nationale. Dans les circonstances, avoir établi un autre budget nous aurait occasionné des frais considérables. Notre politique de colonisation reste la même que nous avons préconisée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais une déclaration du premier ministre, au sujet de l'établissement des fils de cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'intention du gouvernement est de favoriser l'établissement des fils de cultivateurs. Le crédit agricole nous aidera beaucoup dans ce domaine; il nous aidera plus que les \$100 accordés avec si peu de résultat par l'ancien régime, qui plaçait sur les listes des bébés de six mois, des bébés qui n'étaient pas encore au monde, ou qui étaient morts depuis longtemps. Dans ce domaine, comme dans l'autre, nous entendons cependant respecter les engagements contractés d'après les lois de colonisation de l'administration précédente.

M. Dumaine (Bagot): Est-ce que le gouvernement va favoriser l'établissement des cultivateurs sur des terres libres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député de Bagot sera peut-être surpris d'apprendre que nous n'avons pas de terres libres, ici et dans le comté de Bagot. Avec la loi actuelle de la colonisation, les compagnies qui cédaient un lot aux colons avaient encore 16 mois devant elles pour couper du bois. Nous allons faire disparaître cette loi. Nous voulons des terres libres pour des colons libres.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. Dumaine (Bagot): Par "terres libres", je veux parler des terres abandonnées, non habitées. Je sais que, sous le gouvernement précédent, un cultivateur qui voulait occuper ces terres abandonnées obtenait du gouvernement un octroi de \$300 et pouvait faire un emprunt, afin de se constituer un roulant. C'était une excellente politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une terre libre dans la province est une terre sur laquelle il n'y a pas d'hypothèque. Le gouvernement étudie si la politique d'établissement de cultivateurs

sur les terres non habitées sera poursuivie. Je puis assurer le député de Bagot que notre politique, sous ce rapport, sera agressive, efficace, féconde, et qu'elle constituera une immense amélioration sur l'ancien système.

M. Dumaine (Bagot): Le gouvernement va-t-il respecter ses engagements pris à ce sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Contrairement à l'ancien régime, le gouvernement actuel respecte tous ses engagements. Cependant, le budget n'a pas été préparé par nous, et nous ne nous engageons pas à dépenser tous les montants qui y sont inscrits.

Mais nous respectons tous les engagements librement consentis dans l'intérêt de la province, et conclus de façon honnête et avantageuse pour la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Barré (Rouville) demande des explications au sujet de la politique d'immigration du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La nouvelle administration n'est favorable, en principe, à aucune immigration, même s'il s'agit de rapatriement. Nous établirons d'abord nos gens chez nous, avant d'en faire venir d'ailleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service

d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté¹⁷.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre:

Bills à étudier

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous pourrions étudier demain les réformes à la loi électorale, des députés des centres ruraux nous ayant demandé d'étudier la loi du prêt agricole mardi prochain.

M. Dumaine (Bagot): Pourquoi ne pas passer cette loi du crédit agricole au comité de l'agriculture pour qu'on l'étudie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je voudrais savoir si les députés désirent que la loi du prêt agricole soit étudiée au comité de l'agriculture?

M. Dumaine (Bagot): Je crois que ce serait une bonne chose.

M. Barré (Rouville): Il me semble que nous pouvons l'étudier avec soin ici. Il est certain que cette loi du crédit agricole sera épluchée et critiquée. Tous les députés y seront.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est exact. Cela nous permettra de recevoir les suggestions de tous les députés, chose qui est absolument nécessaire en la circonstance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Devoir* du 23 octobre 1936, à la page 2, rapporte à ce sujet que: "Les séances sont si courues que, longtemps à l'avance, les gens se massent auprès des portes et alors chacun cherche une place de choix, en sautant au besoin par-dessus les bancs."
2. Les sous-traitants forestiers sont communément appelés les "jobbers".
3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
4. Selon *L'Illustration nouvelle* du 23 octobre 1936, à la page 2, cette délégation a rencontré M. Drouin le 21 octobre.
5. *L'Action catholique* du 23 octobre 1936, à la page 3, rapporte que M. Louis-Philippe Côté est le directeur de la section des bûcherons de l'Union catholique des cultivateurs (UCC).
6. Le journaliste de *L'Événement* du 23 octobre 1936, à la page 3, fait observer que M. Bouchard prit sa respiration au mauvais endroit, et que "les députés ministériels se hâtèrent d'applaudir pour changer le sens de ses paroles".
7. Chiffre du *Soleil* du 23 octobre 1936, à la page 12. *La Presse* du même jour, à la page 19, mentionne plutôt 5,225 feuilles.
8. Chiffre du *Soleil* du 23 octobre 1936, à la page 12. *La Presse* du même jour, à la page 19, mentionne plutôt 2,951 contrats.
9. Chiffre du *Devoir* du 23 octobre 1936, à la page 2. *Le Canada* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 87,000.
10. Édouard Lacroix œuvra dans le commerce du bois et représenta la circonscription de Beauce à la Chambre des communes de 1925-1944 avant d'être élu à l'Assemblée législative comme député du Bloc populaire (1944-1945).
11. Version du *Devoir* du 23 octobre 1936, à la page 2. *Le Journal* du même jour, à la page 7, mentionne que M. Léandre Lafontaine n'avait qu'un seul cheval.
12. T.-D. Bouchard fut ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Godbout du 27 juin au 26 août 1936.
13. La moitié de nos sources attribue cette intervention à M. Labelle (Montréal-Saint-Henri), et l'autre à M. Thibeault (Montréal-Mercier).
14. Voir note 3.
15. *La Presse* du 23 octobre 1936, à la page 21, précise qu'il est environ 5 h 30 lorsque M. Larochelle soulève cette question.
16. Voir note 3.
17. Selon le *Montreal Star* du 23 octobre 1936, à la page 17, tous ces crédits ont été adoptés en 15 minutes.

Séance du vendredi 23 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 10¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporation du pont
du lac Saint-Louis**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 18 relatif à la corporation du pont du lac Saint-Louis.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre des Travaux publics nous donnerait-il des explications?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
(Applaudissements à droite)

La corporation du pont du lac Saint-Louis est actuellement administrée par une commission dispendieuse. Nous voulons l'abolir et la remplacer par une seule personne, qui dépendra du ministère des Travaux publics. C'est fait dans un but d'économie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Développement
de la Gaspésie**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 27 pour promouvoir le développement de la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de renseignements:

**Réponses aux
questions des députés**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que le premier ministre se propose de répondre aux

nombreuses questions que nous avons fait inscrire au *Feuilleton* le 8 octobre? C'est arbitraire. Nous attendons toujours!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, quand j'étais dans l'opposition, j'ai déjà reproché au gouvernement de ne pas répondre assez rapidement. J'ai déjà eu même connaissance de certaines questions pour lesquelles je n'eus jamais de réponse. Et l'opposition du temps, qui était une vraie opposition...

(Rires)

... souffrait de ces retards. Dans le présent cas, au sujet d'une question du député de Saint-Louis (M. Bercovitch) - il s'agit ici des plaques d'automobiles - les contrats n'étaient pas prêts le 8 octobre et les jours suivants. Nous avons voulu attendre, afin de donner une réponse complète. Toutefois, si l'honorable chef de l'opposition l'exige, je puis lui donner verbalement tous les renseignements, immédiatement, quitte à les faire insérer ensuite aux procès-verbaux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est justement ce que je pensais. Nous sommes informés que des contrats sont changés, depuis que nous avons posé ces questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout ce qui a été changé, ce sont les méthodes dans l'administration où nous avons implanté l'honnêteté, ce qui n'existait pas sous l'ancien régime. Les contrats sont importants et, pour les bien préparer, il nous a fallu les étudier. Comme nous ne pouvons pas travailler plus de 15 à 17 heures par jour, il n'est pas étonnant qu'ils n'aient pas été prêts plus tôt. Je peux quand même donner des explications verbalement, si vous le désirez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les journaux ont rapporté que le contrat a été accordé. Je ne veux pas du tout d'explications verbales. À tout événement, il va être très bon de s'en tenir aux écrits avec le gouvernement actuel.

(Rires à droite)

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, quand on ne comprend pas verbalement, les contrats par écrit sont une bonne chose.

(Rires et applaudissements)

Élection des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Encore un bill que je n'ai pas reçu³. Je comprends que le premier ministre nous demande d'étudier le bill avant de l'avoir fait distribuer. Dans le cas d'un bill aussi "épais", il me semble qu'il aurait dû laisser un quart d'heure, entre la discussion et la distribution du bill, pour que nous ayons au moins pu en connaître un peu le contenu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en comité plénier et nous étudions les résolutions sans toucher au bill lui-même. À ce stade de la procédure, il n'est pas même nécessaire que les députés aient le bill. D'ailleurs, les journaux en ont fourni quelques explications. Je suis surpris de constater que le chef de l'opposition ne soit pas satisfait de constater que nous mettons tant de rapidité à réparer les abus de l'ancien régime. Nous voulons des élections honnêtes, et le peuple a le droit d'avoir l'occasion de se prononcer librement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous avez peur de n'être pas réélus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si nous en jugeons par ce qui est arrivé à la dernière élection au dernier gouvernement, il me semble que la peur n'est pas de ce côté. Je demanderai au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) s'il ne connaît pas ça.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) fait allusion aux majorités antérieures du premier ministre dans son comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 1,202 de majorité, en 1935, la plus grande majorité depuis la Confédération, et 3,136 au moins en août.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne peut pas adopter des bills qu'on ne connaît pas. Ce bill de la loi électorale, qu'on vient de m'apporter, est trop considérable. Comment veut-on le discuter avant d'en prendre connaissance? Et comment prendre connaissance en quelques minutes d'un document de 137 pages. J'en appelle au député de Rouville (M. Barré). C'est mon voisin. C'est un bon conservateur, et je le sais ennemi des lois passées dans le mystère. Et que fait-on des résolutions de ce bill que nous devons étudier et qui ne nous ont pas encore été distribuées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai déjà dit, c'est une loi considérable. Il a fallu prendre le temps de l'étudier et de la faire traduire. Le gouvernement veut assainir les élections et punir les voleurs d'élections. Ce n'est pas de notre faute si les résolutions ne sont pas en Chambre. Si le bill n'a pas été prêt plus tôt, c'est parce que le gouvernement a conservé beaucoup d'employés du régime libéral qui ne sont pas habitués à aller vite en besogne... Si le chef de l'opposition trouve qu'ils sont incompétents, nous allons les remplacer par des employés plus diligents.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis satisfait de la déclaration du premier ministre. Ça m'étonne pourtant qu'il reste encore des employés libéraux. Si l'on est obligé, aujourd'hui, d'adopter des résolutions qui ne sont pas encore imprimées, ni en anglais ni en français, c'est probablement parce qu'on a trop destitué d'anciens employés du régime libéral. Pour chacune des résolutions, comme pour les bills, il faut constamment protester. Je l'ai dit et je le répète, ce n'est pas avec du bluff et du camouflage que l'on administre une province. Ceci démontre bien ce que valent les vantardises du gouvernement qui prétend avoir fait plus en 15 jours que nous-mêmes en 15 ans...

Des voix: C'est vrai. C'est vrai.
(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On nous demande d'adopter ainsi des résolutions qui doivent être importantes, puisqu'elles précèdent un bill de 176 pages. On n'administre pas avec des farces...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Cessez vous-même d'en faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (S'adressant au greffier) Allez donc lui porter cette copie, il va se taire...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre administre avec ce qu'il appelait autrefois "des abus". Je l'ai souvent entendu se plaindre de ce que les résolutions n'étaient pas imprimées. Je signale le fait qu'on donne les résolutions après que le président du comité plénier a pris son siège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris d'entendre le chef de l'opposition dire qu'il faut tant de temps pour étudier un bill.

M. Barré (Rouville): Permettez-moi de dire mon opinion là-dessus. Le chef de l'opposition en a appelé au député de Rouville, tout à l'heure. Comme il est plus vieux que moi et que je suis voisin, j'ai peut-être attrapé quelques-unes de ses maladies.

Une voix: Vous sortez ensemble?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis indemne de toute maladie. Je n'ai pas de mauvais maux.

(Rires)

M. Barré (Rouville): C'est ce que je souhaite au chef de l'opposition. Je crois avoir défini mon attitude sur cette question des résolutions et de la distribution des bills. Sous l'ancien régime, nous avons été habitués à approuver des bills en première lecture, sans motion et sans avoir les résolutions. Il m'est arrivé une fois d'avoir eu à parler sur un bill, et même à voter, sans avoir pu me procurer une copie de ce bill. C'est lors de la deuxième lecture du bill créant la loi Dillon⁴. J'ai dû attendre une heure et demie, avant de voir commencer la distribution des copies et de pouvoir parler sur la question. Jusqu'à ce moment, comme je n'avais pas les documents nécessaires, il me fallait parler, sans savoir ce que je disais. C'est pourquoi j'ai tant parlé à cette occasion, et c'est peut-être la seule fois où j'ai parlé sans savoir ce que je disais. Je faisais cela simplement pour temporiser, afin qu'on m'apporte le bill. J'aimais mieux cela que voter sans savoir.

On demande au député de Rouville ce qu'il pense de la question. J'entends toujours exprimer ma pensée franchement et sans aucun détour. Quand le bill est présenté en Chambre, j'estime que nous devrions avoir le temps de l'étudier. Ce n'est pas moi qui ai établi la coutume en vertu de laquelle on agit

actuellement, mais je prétends que, jusqu'au moment où la coutume n'aura pas été changée par une motion ou une résolution, nous ne pouvons que suivre la coutume établie dans le passé. Si quelqu'un veut proposer que ça change à l'avenir, j'en suis, mais avant cela, on ne peut nous blâmer. Si le chef de l'opposition veut la rupture avec la coutume établie, il pourrait présenter une motion pour demander que les résolutions soient présentées à la Chambre, après leur distribution aux députés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'abonde dans le sens des remarques du député de Rouville. Il se peut qu'il y ait eu de mauvais usages dans le passé. Mais dans le passé, il y avait des gens de l'opposition et du gouvernement d'alors qui blâmaient cet état de choses. Je suis heureux de souligner qu'il y a des députés des deux côtés de la Chambre pour blâmer la ligne de conduite que l'on suit. Le député de Saint-Hyacinthe s'est déjà levé pour protester contre certaines mesures...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Avant le portefeuille...

Une voix à droite: Pas très souvent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très souvent. En tout cas, la loi écrite doit avoir préséance sur l'usage suivi. Le seul cas où il ne soit pas nécessaire de procéder comme je l'exige, c'est lorsqu'au moment de la présentation d'une motion nous formons un comité pour étudier le bill s'y rapportant. Pour régler le différend, il n'est que nécessaire de se conformer aux règlements de la Chambre. Pas besoin de passer une motion, comme le suggère le député de Rouville. La loi est explicite à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Maintenant, M. le président, nous allons procéder au travail sérieusement.

(Rires)

Il s'agit de mettre en application une loi électorale qui constituera une amélioration considérable, une loi dont le besoin se fait sentir depuis longtemps ici. Il faut que l'immense majorité des électeurs soit respectée dans l'expression de son opinion. Les amendes encourues, pour manquement à cette loi, sont très sévères. C'est une loi juste, mais une loi sévère, une loi faite pour ceux qui croient encore à des élections honnêtes. C'est une loi qui assurera l'impartialité des officiers d'élection. C'est tellement vrai qu'on a mis une clause en vertu de laquelle leur nomination sera faite

par un comité formé de membres du gouvernement et de membres de l'opposition. En 40 ans de pouvoir, l'ancien régime n'aurait jamais songé à cela, mais le gouvernement actuel l'a fait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'est pas ici, l'ancien régime.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Oui, les "hommes nouveaux"!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition ne devrait pas dire cela. Qu'il ait donc le courage de défendre ses anciens amis. C'est laid, le reniement, surtout quand l'homme qui lui a donné son portefeuille après lequel il soupira si longtemps - cela je le sais - n'est plus ici pour se défendre contre les attaques du chef de l'opposition. Ce n'est pas gentil ça!

(Rires)

L'ancien premier ministre, pour lequel pourtant nous n'avons pas de sympathie, méritait mieux que ça, car il a eu de la mansuétude et de la patience pour admettre le chef de l'opposition au nombre de ses collègues.

(Rires)

Nous allons maintenant étudier le bill et nous fournirons à la Chambre tous les renseignements nécessaires, au fur et à mesure que nous appellerons chaque clause.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce qu'il y a une clause dans la nouvelle loi par laquelle on demandera aux candidats d'indiquer la provenance de leurs fonds électoraux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne crois pas, mais je suis prêt à mettre une clause à cet effet. Je suis prêt à faire une enquête sur les fonds électoraux depuis toujours, surtout sur ceux qui ont servi à l'élection du député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'était pourtant une de vos promesses d'élection. Ce devrait être contenu dans la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Regardant le bill) C'est sur la page blanche à la fin du volume.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est vrai, mais une page blanche, ça vaut beaucoup mieux que les pages noires de l'ancien régime. Si le député de Rivière-du-Loup et ses collègues peuvent,

sans prendre trop de temps, trouver une formule exécutoire, je suis prêt à l'insérer dans la loi. Quand nous sommes arrivés à cette question, nous nous sommes butés sur plusieurs obstacles. Nous nous sommes demandé qui va donner la liste des souscripteurs. L'organisateur? Mais il est facile d'avoir un organisateur réel et un autre factice. La loi se trouve ainsi éludée. Le député? Il peut s'arranger pour ne rien connaître de la provenance des fonds électoraux.

Nous avons trouvé le problème si complexe que nous avons décidé de prendre tout le temps nécessaire pour trouver une formule qui soit efficace et effective, tout de suite, plutôt que d'inscrire un article illusoire. C'est un travail très important, très long et surtout très complet, si l'on tient compte du temps que nous avons eu pour préparer cette loi. Comme nous n'aurons pas d'élections avant quelques années...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pas avant cinq ans n'est-ce pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Bien, c'est pas le député de Rivière-du-Loup qui va décider ça. Nous aurons donc plusieurs sessions jusque-là, et si par chance le député de Rivière-du-Loup pense à quelque chose - ce sera sans doute sa première trouvaille - il pourra le dire, et nous l'insérerons dans la loi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'était pourtant dans votre programme.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous auriez dû le dire dans votre campagne que vous ne mettriez rien dans la loi pour forcer les candidats à déclarer la provenance des fonds électoraux: cela aurait peut-être eu pour effet de changer le vote. C'est un peu comme si on avait dit aux électeurs qu'on ferait fonctionner la guillotine en arrivant au pouvoir. Peut-être que les électeurs auraient voté autrement, sans cette politique de camouflage. Je le dis et le répète, nous avons affaire à un gouvernement de bluff et de camouflage qui ne remplit pas ses promesses. Mais ça ne prend pas, et il ne se passera pas longtemps avant que le peuple de la province voie ce que vous êtes au fond.

Une voix à droite: Vous autres, vous aviez un régime pourri.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
(Applaudissements à droite) Ça me fait rire un peu,

M. le président, d'entendre parler d'un gouvernement de camouflage. On vient dire "gouvernement de camouflage" après des années d'un régime...

Une voix à droite: ... régime pourri!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlez, c'est moi qui vais rire à mon tour.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Avec une audace monumentale, et j'oserais dire fantasque, on parle d'un régime disparu à jamais. Savez-vous qui dit cela? Les membres de l'opposition actuelle, restants du régime le plus corrompu qu'ait connu la province, devraient avoir au moins la décence de modifier leurs méthodes d'attaque. Où était le chef de l'opposition hier soir quand il a parlé à la radio? Il était avec l'ancien régime, et l'ancien régime était là. Avant la chute du gouvernement à la dernière session, on entendait la voix de son maître; on entend maintenant la voix de ses maîtres.

Le comble de l'hypocrisie! Qu'a-t-on fait dans le passé, pour oser venir pleurer à la radio, se plaindre et dire que nous nous servons de la guillotine comme vengeance électorale? Ils parlent d'"employés fidèles" démis. Nous n'avons pas touché à un employé qui a fait son devoir. Ceux que nous avons démis, c'étaient des organisateurs politiques. Et nous avons agi ainsi avec raison.

On ne parle pas du passé, par exemple! Des employés fidèles qui ont été démis, j'en connais dans mon département. Ils étaient assez fidèles que le chef du département ne les connaissait même pas. Ils ne mettaient jamais les pieds au Parlement, mais ils étaient payés quand même. On vient ensuite, avec une voix mielleuse, tenter de faire croire à la population que le gouvernement ne se conduit pas comme il l'avait promis, qu'il ne procède pas avec justice. (L'honorable M. Tremblay traite l'opposition de bande de pleurnichards, implacables quand ils étaient forts, implorant la pitié maintenant qu'ils ont croulé sous la haine du peuple.) Même vos offres de prétendue coopération sont de la pure hypocrisie.

Quand le premier ministre dit que nous avons, depuis que nous siégeons et depuis notre assermentation, accompli plus de travail que l'ancien gouvernement durant toute son existence, il a raison.

(Applaudissements à droite)

C'est vrai, Dieu merci, grâce au travail et au dévouement de notre premier ministre qui ne cesse de se dévouer à la cause de la province.

(Applaudissements)

On dit qu'on va collaborer avec nous. Qu'on le fasse! On vous donne de l'ouvrage! Travaillez et taisez-vous au lieu de faire de la parlotte! Quand vous vous lèverez pour parler, pour l'amour du Seigneur, quand vous vous réunirez pour parler à la population de la province, tâchez d'apprendre votre "catéchisme politique" pour dire quelque chose qui a du bon sens.

Ces gens-là veulent être les restants de l'ancien régime, régime néfaste - et je me sers du mot, - les restants d'un régime pourri. On pourra tenter de faire de la petite politique, nous nous en moquons. Elle est disparue la petite politique. Nous allons faire notre possible pour donner le meilleur gouvernement. Sur les traces du premier ministre actuel, nous allons faire notre devoir.

(Applaudissements)

Nous savons pourquoi nous avons été élus, et nous ne tolérons pas que l'organisation de ces discours à la radio, comme on en a entendus hier soir et qui ressemblaient à la voix de son maître, se pratique dans cette maison, dans de petits bureaux. Les petites attaques de l'opposition vont nous laisser froids. Nous n'avons pas peur avec un énergique premier ministre. Si on veut nous faire disparaître par ces moyens, je sais que le premier ministre prendra les dispositions pour que la population soit mise au courant de certaines choses, pour que les scandales soient mis à jour, pour qu'ils soient dévoilés!

Le chef de l'opposition va comprendre qu'il vaut mieux arrêter les basses attaques pour coopérer de manière loyale et honnête.

(Applaudissements à droite)

M. Barrette (Terrebonne): J'entendais le chef de l'opposition parler de la guillotine, tantôt. Je me rappelle sa déclaration d'une séance précédente où il s'engageait à dénoncer ses amis qui se rendraient coupables de destitutions non motivées⁵. Sait-il qu'à Saint-Damase, dans son comté, le 20 août, trois jours après les élections, on a démis de ses fonctions, sur les instructions de l'organisation libérale, un M. Jodoin qui était maître de poste⁶? Sait-il aussi que M. Gaudet, un inspecteur des postes, a admis qu'il avait été destitué sans enquête et sans raison?

Peut-être que la paroisse de Saint-Damase, du comté de Saint-Hyacinthe, c'est trop loin de Saint-Hyacinthe, où demeure le chef de l'opposition, mais sait-il aussi que, dans Saint-Hyacinthe même, le Dr Colette⁷ qui était maître de poste d'un bureau temporaire, a été démis, lui aussi, le 20 août, trois jours après la dernière élection? Le chef de

l'opposition sait-il aussi qu'il a été remplacé par M. Paul Richer, un organisateur politique du chef actuel de l'opposition?

Une voix à droite: Il ne doit pas le connaître.

M. Barrette (Terrebonne): Sait-il que la guillotine a fonctionné dans son comté plus que partout ailleurs? Sait-il que M. Jodoin a été remplacé par un M. Choinière⁸ qui, lorsqu'il était maître de poste, a été condamné à \$200 d'amende par les tribunaux, parce qu'il avait divulgué le contenu d'une lettre?

Qu'il commence donc par dénoncer ses propres amis et organisateurs, avant de faire appel à la générosité des autres! La générosité, il la connaît en Chambre. En dehors, il conseille de guillotiner!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas le droit de répondre à ces remarques, car les règlements de ce comité veulent que nous ne sortions pas de la question à l'étude, et nous sommes rendus passablement loin; on en est rendu à parler de l'administration fédérale.

M. Barrette (Terrebonne): Non, les destitutions ont été faites par des organisateurs provinciaux.

Des voix: Ça chauffe, ça chauffe! Il est gêné!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Ça fait mal, hein?

M. Béïque (Chambly): Je crois que l'honorable chef de l'opposition aime mieux ne pas répondre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand on voudra discuter des questions fédérales, on pourra me rejoindre en temps et lieu, mais je préfère respecter le Règlement de la Chambre!

Une voix: Vous êtes gêné?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le Président veut que je réponde, je répondrai, mais je dis que cela est étranger à la discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons maintenant étudier les résolutions.

M. le président: Article 1.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que les dépenses encourues pour

l'établissement et l'entretien d'un bureau permanent des listes électorales, en la cité de Québec, seront payées par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu, après ordonnancement du procureur général.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique que c'est dans le but d'éviter des abus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 2. Que, sur réception du certificat d'un registrateur attestant qu'une liste électorale déposée à son bureau paraît avoir été préparée suivant les prescriptions de la loi et indiquant le nombre des électeurs inscrits sur cette liste, le secrétaire de la chancellerie ordonnancera le paiement du coût de la liste au secrétaire-trésorier ou greffier qui aura préparé celle-ci, et que le trésorier de la province paiera, sur le fonds consolidé du revenu, le coût de la liste à ce secrétaire-trésorier ou greffier au taux de deux cents par nom d'électeurs inscrits.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique que l'on aura, en payant le secrétaire-trésorier, des listes faites avec soin. C'est une amélioration considérable. Nous payons les secrétaires-trésoriers qui n'étaient pas payés autrefois pour leur travail du jour du scrutin.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 3. Que tout réviseur recevra, chaque année qu'il y aura une révision, une indemnité de deux cents dollars à Montréal, de cent cinquante dollars à Québec, de cent dollars à Verdun, à Trois-Rivières, à Sherbrooke, à Hull, à Lachine, à Shawinigan Falls, à Outremont et à Westmount, et de soixante-quinze dollars dans les autres cités dont la population, au précédent recensement décennal, atteignait le chiffre de dix mille ou plus; et que cette indemnité et tous autres frais de la commission seront payés par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu, après ordonnancement du procureur général; que les frais des annonces qui devront être publiées dans les journaux, pour la mise à exécution du sous-paragraphe B du paragraphe 3 de la section II de la loi projetée, seront payables de la même manière.

Le candidat qui se présente en nomination aura une liste pour rien. Il ne paiera pas un sou.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis convaincu, dit-il, qu'il y a trois villes privilégiées: Shawinigan, Outremont et Westmount qui sont mises sur le même pied que les grandes villes.

Pourquoi payer plus dans ces villes qu'ailleurs? Saint-Hyacinthe a pourtant une population plus considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Shawinigan a environ 18,000 habitants, Outremont tout près de 30,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez les chiffres du dernier recensement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Geoffrion⁹ me dit que l'on s'est basé sur les chiffres du dernier recensement. Westmount me paraît être le plus grand comté de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce du comté ou de la ville qu'il s'agit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De la ville.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas la population du comté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est celle de la ville.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La ville n'a pas 15,000 de population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le dernier rapport. Sherbrooke a une population de 28,000 habitants, et Trois-Rivières, environ 45,000 habitants.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne parle pas de ces villes. Je parle seulement des trois que j'ai mentionnées auparavant. Il ne faut pas me faire dire ce que je ne dis pas.

M. Carignan (Jacques-Cartier): Lachine a une population aussi considérable que ces villes. Elle devrait être traitée sur le même pied.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va l'ajouter.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 4. Que, si les autorités municipales refusent ou négligent de se conformer aux dispositions du premier alinéa de l'article 85 de la loi projetée, le procureur général mettra la disposition de la commission de révision nommée le local requis et lui fournira ce qui sera nécessaire pour son travail et que, dans ce cas, les dépenses encourues à cette fin seront payées par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu, après ordonnancement du procureur général; que, cependant, s'il s'agit des commissions de révision de Québec ou de Montréal, les séances seront tenues aux bureaux permanents des listes électorales ou à tout autre endroit que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil; que le procureur général fournira à ces commissions tout ce dont elles auront besoin pour leur travail, et que les dépenses encourues pour les commissions seront payées par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu, après ordonnancement du procureur général.

Adopté.

5. Que le coût de la copie certifiée conforme de la liste ou de la partie de liste électorale que le secrétaire-trésorier ou greffier d'une municipalité, devra, en certains cas, délivrer à un président de scrutin, sera payé à ce secrétaire-trésorier ou greffier par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu, suivant le tarif de la deuxième annexe de la loi projetée.

Adopté.

6. Que tout registrateur qui ne sera pas à traitement et qui aura fourni gratuitement à une personne présentée comme candidat dans un district électoral une copie certifiée conforme des listes dont il est dépositaire, aura droit à la rémunération prévue dans le tarif de la deuxième annexe de la loi projetée, et que cette rémunération sera payée directement au registrateur par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

7. Que les énumérateurs, qui auront dressé des listes dans les municipalités, parties de municipalités ou territoires sans listes, recevront pour leurs services, de même que les présidents d'élection, pour les copies certifiées de ces listes, les rémunérations fixées par le tarif de la deuxième annexe de la loi projetée.

Adopté.

8. Que les seules sommes allouées aux officiers d'élections pour leurs services et déboursés respectifs à une élection seront fixées ainsi qu'il suit dans la deuxième annexe de la loi projetée:

*I - Aux présidents et secrétaires
d'élection et aux constables*

1. Pour tous les services personnels du président d'élection:

S'il y a scrutin, deux cents par électeur inscrit sur les listes (minimum: cent dollars; maximum: quatre cents dollars); s'il n'y a pas de scrutin, les deux tiers de la rémunération ci-dessus.

2. Pour tous les services personnels du secrétaire d'élection:

S'il y a scrutin, un demi-cent par électeur inscrit sur les listes (minimum: vingt-cinq dollars; maximum: cent dollars); s'il n'y a pas de scrutin, les deux tiers de la rémunération ci-dessus.

3. Pour l'usage d'un bureau, y compris l'ameublement, l'éclairage, le chauffage et le téléphone, la dépense réelle, pourvu qu'elle n'excède pas cinquante dollars dans les cités et vingt-cinq dollars ailleurs.

4. Pour un constable, s'il est jugé nécessaire: deux dollars.

5. Pour impression des bulletins de vote: la valeur réelle, suivant le tarif du gouvernement du Québec.

6. Pour la confection ou réparation des boîtes à scrutin, si elle est nécessaire, le coût réel.

7. Pour chaque mille nécessairement parcouru ensemble par le président et par le secrétaire d'élection, pour se rendre au lieu de la présentation des candidats et pour en revenir: le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas quinze cents par mille nécessairement parcouru.

8. Pour aller établir les bureaux de scrutin, nommer et assermenter les présidents et secrétaires de scrutin et leur distribuer les boîtes de scrutin, les bulletins de vote, les listes électorales, les instructions et avis aux électeurs, etc. (ce qui doit se faire dans un seul voyage) dans les cités et les villes, cinquante cents par bureau nécessairement établi; partout ailleurs, le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas quinze cents par mille nécessairement parcouru.

9. Pour copie certifiée conforme d'une liste électorale: cinq huitièmes de cent par nom.

10. Pour recueillir les boîtes de scrutin après la clôture du scrutin: dans les cités et les villes, cinquante cents par bureau; partout ailleurs, le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas quinze cents par mille nécessairement parcouru.

11. Pour l'usage d'une salle particulière pour la présentation des candidats, lorsqu'on ne peut obtenir une salle publique: le coût réel, pourvu qu'il n'excède pas cinq dollars.

12. Pour tous autres articles absolument nécessaires et auxquels il n'est pas prévu ci-dessus: les déboursés réels.

13. Pour les services du président d'élection pour assister à une nouvelle addition ou à un nouveau dépouillement des votes devant un juge, en conformité des articles 297 à 319: cinq dollars par jour.

14. Pour les services du secrétaire d'élection lors d'une nouvelle addition ou d'un nouveau dépouillement des votes devant un juge: deux dollars par jour.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, je désire protester contre la mesquinerie du gouvernement. Le travail des secrétaires d'élection est long, difficile. Tous ceux qui ont déjà été candidats savent qu'il n'y a rien de plus déprimant qu'un dépouillement de scrutin. Souvent, les secrétaires d'élection, à cette occasion, doivent travailler de 15 à 18 heures par jour. On devrait les payer beaucoup plus que \$2 par jour. Ce salaire n'est pas humain. On devrait donner \$4 ou \$5.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de faire gagner leur vie à ces personnes. Elles ne sont pas appelées à travailler qu'une journée.

M. Bastien (Berthier): Deux dollars par jour ce n'est pas assez pour le décompte.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Pour laisser une voix, c'est suffisant¹⁰.

M. Bastien (Berthier): En 1927, le décompte n'a rien laissé au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que le travail est surtout fait par les présidents d'élection et qu'à tout événement, dans le passé, on avait présenté des factures exorbitantes au gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Deux dollars par jour, cela veut dire 15 sous de l'heure. Le premier ministre parlait tout à l'heure des comptes exorbitants des agents électoraux. Dans ce cas, pourquoi l'auditeur ne fait-il pas son devoir? C'est lui qui doit refuser les comptes. Il peut le faire avec d'autant plus de liberté qu'il n'est pas soumis au gouvernement et qu'il dépend entièrement des deux Chambres.

Une voix: L'auditeur l'a fait son devoir, hier¹².

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Attendons la fin de cette affaire. On blâmait le gouvernement de payer 20 sous de l'heure à de simples journaliers travaillant sur les routes et, pour le dépouillement du scrutin, on emploie des gens lettrés, et on leur donne moins de salaire encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les protestations de l'opposition seraient pathétiques si elles n'étaient pas si ridicules. Le temps du gaspillage est fini. L'argent que le chef de l'opposition veut nous faire dépenser, nous voulons le donner aux vieillards, à la jeunesse et, bientôt, aux mères nécessiteuses.

Et nous voulons que cesse l'habitude de gaspiller l'argent du peuple, à l'avantage de certains fonctionnaires favorisés. Le secrétaire d'élection n'a pas un rôle si difficile à remplir. Ce n'est ni plus ni moins qu'un commissionnaire, le jour du recomptage.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un commissionnaire généralement gagne plus de \$2 par jour. Je désire protester au nom du travail le plus humble. Ce n'est pas juste de donner seulement \$2 pour un travail de lettres. Le gouvernement avait promis d'améliorer le sort des ouvriers et des petites gens.

Il s'empresse de diminuer les salaires des sténographes, de les porter de \$18 à \$15 et, cependant, ce sont des gens qui travaillent seulement deux mois par année bien souvent. Ce n'est pas l'heure pour le gouvernement de donner l'exemple des salaires de famine.

M. Sauvé (Beauharnois): Le chef de l'opposition parle de juste salaire. C'est toujours plus juste que de donner \$0.08 de l'heure à des ouvriers mariés pour la construction d'un théâtre à Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est faux.

M. Sauvé (Beauharnois): Fâchez-vous pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis bien aise que l'on parle de cette question. Quoiqu'elle soit en dehors du sujet et que les règlements de la Chambre ne permettent pas de porter la discussion sur un autre terrain, ils permettent du moins à un député de se défendre, lorsqu'il est attaqué personnellement. C'est ce que je ferai.

Je possédais des actions dans un théâtre qui a été bâti en 1913, et on n'a jamais payé de salaire de famine dans cette construction. Je défie qui que ce soit de prouver une pareille chose. Je n'ai jamais payé des salaires de \$0.08, de \$0.12 et de \$0.15 de l'heure. J'ai toujours payé davantage. Quelqu'un qui a lancé de pareilles accusations a été assigné devant les tribunaux et a dû retirer ses paroles. C'est lui qu'on vient de nommer réviser dans mon comté. Quand vous dites de pareilles choses, messieurs de la droite, vous ne savez pas ce que vous dites. Vous parlez sans preuves et sur la foi de racontars.

Le député de Beauharnois (M. Sauvé) a cru des stupidités que mes ennemis dans Saint-Hyacinthe ont répandues sur mon compte et auxquelles le jeune député de Saint-Henri (M. Labelle) a cru l'autre jour, quand il a affirmé faussement dans cette Chambre qu'on me craignait dans mon comté. Je vous défie de prouver que vous savez ce que vous dites. En l'année 1915, au début de la guerre, même alors, j'ai payé plus de \$0.15 de l'heure pour la construction de mon théâtre.

Une voix à droite: On ne savait pas que vous étiez acteur.

M. Béique (Chambly): Bien pire que ça, son organisateur d'élections en meurt.

Quelques députés rient.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bien plus, c'est grâce à moi que les ouvriers de Saint-Hyacinthe ont eu \$0.30 de l'heure, quand les syndicats catholiques voulaient qu'ils n'aient que \$0.25.

M. Sauvé (Beauharnois): Trente-cinq sous, trente-cinq sous!

M. le président rappelle le député de Beauharnois à l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je sais que nous ne sommes pas dans l'ordre, lorsque nous parlons de choses semblables ici. Mais quand on est attaqué, on a le droit de se défendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'interviens pas trop dans la discussion parce que j'ai horreur des élucubrations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je désire enregistrer ici mon dissentiment, quant à cette clause.

15. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 13 et 14, le président et le secrétaire d'élection ont droit, en outre, à trois dollars par jour chacun pour leurs frais d'hôtellerie, en plus de leurs frais réels de déplacement par chemin de fer, autobus ou bateau.

II - Aux présidents, secrétaires, constables et locateurs de bureaux ordinaires de scrutin

16. Pour tous les services de chaque président de scrutin, y compris la réception de serment de secrétaire de scrutin, avant et après le scrutin et les frais de route: six dollars cinquante.

17. Pour tous les services du secrétaire de scrutin, y compris les frais de route: trois dollars cinquante.

18. Pour tous les services d'un constable, s'ils sont considérés nécessaires, mais payables seulement si le président de scrutin déclare par écrit, sous son serment d'office, que les services du constable étaient nécessaires pour le maintien de la paix durant le scrutin: deux dollars.

19. Les dépenses réellement faites pour l'usage des bureaux de scrutin, pourvu qu'elles n'excèdent pas dix dollars dans les cités, sept dollars dans les villes, ou cinq dollars dans les autres municipalités, cette allocation devant couvrir le chauffage, la lumière, le mobilier et la division ou l'écran, si cela est nécessaire.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Ne croyez-vous pas que, dans les grands centres comme Montréal, il serait préférable de se servir de grandes salles et d'y grouper plusieurs polls? Il me semble que ce serait plus avantageux, tant pour la surveillance que pour le prix de location.

La location serait beaucoup moins dispendieuse. On pourrait se servir des salles d'écoles. Et, au point de vue de la surveillance, on faciliterait beaucoup le travail des détectives et des constables spéciaux. Lorsque les polls sont dispersés ici et là, il faut toute une armée de constables spéciaux. De plus, il serait plus facile de dépister les télégraphes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suggestion est certainement très intéressante. Nous pourrions peut-être insérer une clause à cet effet dans le bill. L'article ne défend pas ce groupement des polls, que nous aurons l'occasion d'étudier plus profondément d'ici aux prochaines élections. Mais je dirai à mon ami de Dorion que cela

représente le danger qu'il se forme, dans le voisinage des polls groupés, une puissante organisation de télégraphe¹³ qui, à un moment donné, paralyse tout le travail du scrutin, au bénéfice d'un candidat peu scrupuleux. Cela a déjà donné lieu à des abus.

Des voix à gauche: Quand et où?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous le régime.

M. Bastien (Berthier): Je serais favorable au projet. Avec le salaire très généreux de \$2 par jour, si généreux, il ne devrait pas y avoir de dangers.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) appuie la suggestion du député de Montréal-Dorion, mais dit que, d'après certaines expériences qui ont déjà été faites, les polls centralisés présentent aussi plus d'un désavantage. C'est un procédé dangereux, parce qu'il permet la formation de plus redoutables organisations de télégraphes. J'ai souvent été témoin, à Montréal, lorsqu'on avait ainsi centralisé des polls, de l'œuvre de ces machines formidables et même infernales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'on pourra étudier la suggestion du député de Montréal-Dorion plus sérieusement quand viendra l'étude du bill lui-même.

III - Aux présidents, secrétaires, constables et locateurs des bureaux spéciaux de scrutin

20. Pour tous les services de chaque président de scrutin, y compris la réception du serment de secrétaire de scrutin, avant et après le scrutin et les frais de route: douze dollars.

21. Pour tous les services du secrétaire du scrutin, y compris les frais de route: six dollars.

22. Pour tous les services d'un constable, s'ils sont considérés nécessaires, mais payables seulement si le président de scrutin déclare par écrit, sous son serment d'office, que les services du constable étaient nécessaires pour le maintien de la paix durant le scrutin: quatre dollars.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le paragraphe 18 prévoit le paiement de \$2 pour les constables employés à maintenir l'ordre dans les polls ordinaires, et celui-ci attribue \$4 pour les constables employés dans les polls spéciaux. Pourquoi cette différence entre les deux salaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est bien simple. Dans les polls ordinaires, les constables ne fournissent qu'une journée de travail, tandis que dans les polls spéciaux, ils sont employés pendant deux jours.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un salaire de \$2 par jour n'est pas un salaire raisonnable. On devrait donner au moins \$3 à des constables. Il ne faut pas avoir peur de payer des salaires raisonnables. Ça ne fait pas de tort au pays de faire circuler l'argent un peu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça me fait rire, quand j'entends le chef de l'opposition parler de salaires raisonnables. S'il en est un qui n'a pas toujours payé le salaire raisonnable, c'est le chef de l'opposition, lorsqu'il était Orateur de la Chambre. Il mesquinait sur les heures de travail et il mesquinait sur le salaire d'employés qui avaient besoin de leur argent pour vivre. Et, pendant qu'il mesquinait ainsi, il envoyait des contrats à l'imprimerie d'Yamaska et faisait payer par la province les employés du *Clairon* de Saint-Hyacinthe qui ne venaient même pas à Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en parle bien à l'aise...

Une voix à droite: Il se dit toujours à l'aise de parler de quelque chose.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, j'en parle à l'aise des salaires raisonnables! Je n'ai pas une seule action dans l'imprimerie d'Yamaska depuis 1927. Quant aux citoyens de Saint-Hyacinthe qui n'auraient pas été à Québec pendant la session, il est vrai que mon secrétaire particulier, M. Morin, a une autre source de revenus. Mais il en était de même du secrétaire particulier de l'ancien chef de l'opposition, qui recevait un salaire de la ville de Montréal. Je ne l'en blâme pas, mais pourquoi défendre la chose à un autre?

L'honorable premier ministre a répété aujourd'hui des stupidités que l'on répand contre moi à Saint-Hyacinthe, mais que les électeurs ne croient pas, heureusement. Je suis convaincu que l'honorable premier ministre, qui est un honnête homme, n'y croit pas lui-même. Voulez-vous me dire qui, si ce n'est le chef actuel de l'opposition, a fait monter le salaire des sténographes de \$15 à \$18 par semaine? Et cependant, j'ai voulu qu'on ne paye que les gens

qui viennent ici et fournissent loyalement leur travail à la province. Les deniers publics sont quelque chose de sacré¹⁴...

(Rires et protestations à droite)

Des voix: Ah! Ah!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les salaires des employés de l'Assemblée législative...

(Désordre dans la Chambre)

Faites tout le bruit que vous voudrez! Les sténographes, nous les avons payés \$18 par semaine, alors que le gouvernement actuel réduit tous les salaires! Et c'est moi qui ai porté de \$9 à \$12 le salaire des messagers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous n'avez tout de même pas contredit mes affirmations et vous n'en êtes pas capable. Je dis que, lorsque vous étiez Orateur de la Chambre, vous avez diminué les salaires, qui étaient auparavant de \$20 par semaine, et les heures d'ouvrage. Et le chef de l'opposition d'alors a dû vous avertir, à plusieurs reprises, de payer des salaires raisonnables. Il n'a réussi qu'après de nombreuses demandes. J'ai aussi parlé de l'imprimerie d'Yamaska. J'ai dit qu'avec les deniers de la province, vous avez payé des employés du *Clairon*. J'ai parlé...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie, de mon siège de député de Saint-Hyacinthe, les allégues de l'honorable chef de l'opposition.

(Rires)

Pardon, de l'honorable chef du gouvernement. Et je déclare que depuis 1927 je n'ai pas une seule action dans l'imprimerie d'Yamaska. Je défie qui que ce soit de prouver le contraire. Je déclare que les insinuations du premier ministre et ses accusations sont fausses. Il y a assez longtemps qu'on abuse de la crédulité des gens avec des stupidités semblables. Depuis six ans, on dit toutes sortes de choses qui, heureusement, ne sont pas endossées par les électeurs de Saint-Hyacinthe. Si l'imprimerie d'Yamaska a eu du patronage, lorsque j'étais Orateur, c'est du patronage honnête qu'elle a eu. Et les comptes ont été vérifiés régulièrement avant d'être payés.

Quand l'honorable chef du gouvernement lance des accusations semblables, il se trompe et il trompe le peuple. Il se trompe peut-être inconsciemment, je suis prêt à l'admettre, car c'est un honnête homme. On l'a probablement induit en erreur et il aura le courage de dire qu'il s'est trompé.

Mais j'espère qu'après la déclaration que je viens de faire, il comprendra que c'est la vérité pure et simple. Jamais Damien Bouchard n'a fait du péculet, et ce n'est pas le premier ministre qui viendra donner des leçons d'honnêteté au député de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je laisse de côté l'expression de sentiments que vient de faire l'honorable chef de l'opposition et je répète ce que j'ai dit. Je répète que le chef de l'opposition, à même les deniers publics, a payé des employés qui travaillaient à son journal *Le Clairon* et qui ne venaient pas à Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le nie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition insiste pour trouver nos révélations injustes sur la question, je lui répondrai qu'il n'y a qu'un moyen bien simple de le prouver, comme nous prouvons tant de choses depuis quelque temps sur la même question des deniers publics, et ce moyen c'est l'enquête des comptes publics.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Ému)

M. le président, ce n'est pas du "fair-play". Je le nie et j'en appelle à tous ceux qui ont du cœur dans la poitrine! Ce qu'on veut dire, c'est que j'ai eu un secrétaire privé. Il n'était pas toujours ici, mais j'avais le droit de retenir les services d'un secrétaire. Il a travaillé toujours dans l'intérêt de la province. Et puis, il était dans la même situation que M. Léon Gauthier, l'ancien secrétaire de l'opposition.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous n'avez pas besoin de brailler comme cela.

Des députés lancent des interjections comiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il faut que je défende ma réputation. Ce n'est pas du "fair-play" que l'on fait dans cette Chambre. J'avais le droit d'avoir un secrétaire particulier, comme tous les orateurs de la Chambre ont le droit d'en avoir et qui ne sont pas nécessairement toujours à Québec. C'est bien beau de faire des farces, mais vous vous occupez bien peu de la réputation des honnêtes gens, et je vous déclare que vous ne réussirez pas à me terroriser.

M. le président: Adopté.

M. Boyer (Châteauguay): Je veux demander au chef de l'opposition si un M. Georges Morin

recevait des émoluments de l'Assemblée législative, où il ne venait jamais, et si ce monsieur n'était pas son employé à Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Châteauguay ne connaît même pas le nom de celui de qui il parle. De quoi vous mêlez-vous? Mon secrétaire, c'est M. Gustave Morin. Comme tous les secrétaires particuliers des ministres, je l'ai fait travailler et je le fais encore travailler quand je le veux, en dehors de Québec. Et il a rendu ainsi bien plus de services à la province que vous n'en rendrez jamais.

Un député crie au député de Saint-Hyacinthe de s'asseoir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Au député de Chambly (M. Bélique)) Pagliaci, paillasse.

23. Les dépenses réellement faites pour l'usage des bureaux spéciaux de scrutin, pourvu qu'elles n'excèdent pas quinze dollars dans les cités ou dix dollars dans les autres municipalités, cette allocation devant couvrir le chauffage, la lumière, le mobilier et la division ou l'écran, si cela est nécessaire.

IV - Aux énumérateurs

24. Pour tous les services de chaque énumérateur nommé en vertu de l'article 153, y compris les dépenses de toutes sortes, trois cents par nom inscrit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 9. Que le traitement et les déboursés du secrétaire de la chancellerie et de ses aides seront payés par le trésorier de la province sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'enregistre ma dissidence simplement parce que je veux être juste envers moi-même, envers la province. Je serais injuste et je ne ferais pas mon devoir si j'acceptais, les yeux fermés, tout ce que contient le bill.

Mais j'appuierai avec plaisir toutes les clauses qui sont de nature à améliorer la tenue des élections. Dans les campagnes, nous n'avons pas à nous plaindre, mais, pour ce qui concerne les grands centres, il y a certainement des améliorations à faire.

Cependant, je ne veux pas voter en faveur du principe du présent bill, parce qu'il est trop volumineux, parce qu'il touche à toutes sortes de questions et parce que je n'ai pas eu le temps de le lire, ni personne des députés de cette Chambre, qui ont été étrangers à sa rédaction.

Je ne veux pas voter pour un document de cette importance avant de l'avoir lu. C'est une loi qui aura des conséquences et de trop profondes répercussions pour que nous la passions sans discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si nous avons une séance du comité des bills publics mardi matin, pour l'étudier?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous pourrions référer la loi tout simplement à mardi après-midi à la séance de la Chambre. On pourra prendre le temps de l'étudier suffisamment en fin de semaine. Mais si le premier ministre aime mieux une séance du comité des bills publics...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ça, il y aura séance de ce comité mardi, à moins qu'on ne la fasse lundi soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ou mercredi matin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mercredi matin, c'est pas les bills publics, c'est les comptes publics.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, mercredi soir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Entendons-nous pour mercredi soir. Vingt fois sur le

métier remettez votre ouvrage, ajoutez quelquefois et souvent effacez.

M. l'Orateur: Le bill est référé au comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon";

- bill 9 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la recherche des infractions et à l'arrestation sans mandat;

- bill 10 abrogeant la loi concernant la radio et la loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion;

- bill 11 relatif aux directorats de compagnies ou corporations;

- bill 12 abrogeant la loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers;

- bill 14 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin;

- bill 15 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir en faveur de l'accidenté le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur;

- bill 17 concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 6 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de certiorari:

1. L'article 2 est remplacé par ce qui suit: "(L'article 43, dudit Code, tel que remplacé par la loi 10 George V, chapitre 79, section 1 et modifié par la loi 19 George V, chapitre 85, section 7 est de nouveau modifié en retranchant les mots: "sauf s'il s'agit des procédures visées par l'article 1295a;" à la fin du sous-paragraphe a du paragraphe 1)".

2. L'article 9 est amendé en retranchant, à la sixième ligne les mots: "tant devant la Cour supérieure qu'en appel".

Brefs de prohibition et de certiorari

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 6 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de certiorari.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maison des étudiants canadiens à Paris, (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument national, Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: (sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée provincial et Archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe: écoles du soir, \$49,000; écoles de coupe, \$11,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles

techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39m: section des arts, \$18,000; section des métiers, \$16,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, section 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours de vacances aux instituteurs et institutrices de la province de Québec pour étude de l'anglais à Toronto, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi, *Gazette officielle de Québec*, Statuts refondus, 1925, chapitre 18, section V, \$65,000, moins déboursés applicables contre le revenu, \$60,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais savoir qui imprime actuellement la *Gazette officielle*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai à mon bon ami que c'est *Le Soleil* de Québec. Ça le surprend probablement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Rien ne me surprend avec ce gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancien régime avait un contrat avec *Le Soleil* et il nous fallait tout d'abord étudier ce contrat. Cependant, nous avons enlevé au *Soleil* tout ce que nous pouvions lui enlever et nous allons continuer! Mais nous procédons par ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends qu'il y avait un contrat écrit avec *Le Soleil*. Mais il peut exister un contrat avec une autre imprimerie. Les contrats ne sont pas tous écrits. Je suis encore étudiant en droit, comme l'expliquait aimablement hier le premier ministre. Un contrat existe, du moment qu'il y a un consentement des parties. C'est élémentaire. Je voudrais que l'honorable premier ministre me dise quelle est la compagnie qui imprime la *Gazette officielle* depuis quelques semaines.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète qu'il faut du temps pour étudier le contrat que l'ancien régime avait avec *Le Soleil*, qui imprimait aussi les procès-verbaux, les rapports, l'ordre du jour. Nous faisons une étude pour voir s'il est possible d'annuler le contrat. Il faut aussi du temps, vu les pratiques de l'ancien régime, pour étudier les conditions d'un contrat qui protégerait le mieux possible les intérêts de la province. Mais le chef de l'opposition peut être tranquille. Nous sommes très anxieux d'enlever au *Soleil* tout ce qu'il y a moyen de lui enlever honnêtement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre prétend-il que c'est encore la même imprimerie qui a le contrat de la *Gazette officielle*, qui imprime cette publication?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, d'après nos informations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'existe aucun autre contrat avec une imprimerie quelconque?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je parle d'un contrat verbal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'apprendrai au chef de l'opposition qu'il ne peut exister de contrat verbal entre le gouvernement et qui

que ce soit. Le gouvernement ne parle que par écrit. Ce n'est pas une personne. Il parle par arrêtés ministériels. Les corporations n'ont pas de voix, pas même la voix unique du député de Berthier (M. Bastien).

M. Bastien (Berthier): Quelle majorité avez-vous eue en 1923?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlons du temps présent, demandez à M. Bigué, mon adversaire: 3,136.

M. Bastien (Berthier): En 1923¹⁵?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, à quelle date ont été passés les arrêtés ministériels concernant les documents de l'Assemblée législative?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels documents?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) montre tout à tour le *Feuilleton*, le procès-verbal et autres documents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons décidé, dès notre entrée en fonction, que nous devions réviser tous les contrats, d'une manière générale. Ceci s'est fait, je crois, vers le 3 ou le 4 septembre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais où est l'arrêté ministériel, le contrat écrit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Maintenant, il ne faut pas confondre un contrat avec un achat. Il faut nécessairement que la *Gazette officielle* sorte deux fois par semaine. Nous devons nous assurer de sa publication.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends maintenant. Le premier ministre fait machine arrière. Il disait, tantôt, que le gouvernement ne parlait que par arrêtés ministériels. Mais je crois qu'avant la fin de la session, nous prouverons qu'il a donné beaucoup de travaux verbalement, parce qu'il était pressé d'enlever l'impression des documents gouvernementaux aux libéraux qui l'avaient obtenue et qui d'ailleurs devaient s'y attendre.

Je voudrais savoir si le nouveau gouvernement a demandé des soumissions, avant de conférer

l'impression des documents en question. Pendant la campagne électorale on promettait de ne pas donner les contrats sans soumissions à des amis du gouvernement. Et j'avais hâte de voir dans les journaux les demandes de soumissions. Je me disais: Quelle prébende pour tous les journaux; ils vont faire de l'argent avec ces publications de soumissions. Je n'en ai pas vu. Il faut croire, comme le disait autrefois le premier ministre, que plus ça change, plus c'est la même chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition devrait savoir que ce n'est pas le conseil des ministres qui donne les impressions, mais le comité de régie interne. Nous avons eu fort à faire après notre assermentation. Entre autres, nous avons dû aller à Ottawa. Nous n'avons pas eu le temps de publier dans les journaux des demandes de soumissions. Mais nous avons fait en sorte d'accorder les contrats aux plus bas enchérisseurs, après de nombreuses démarches, ici et là. Je n'hésite pas à dire que nous allons épargner de \$150,000 à \$200,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Montrant les documents de la Chambre) Avez-vous demandé des soumissions pour ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prétends que le contrat pour les procès-verbaux a été accordé dans le sens suivant: Nous avons pris connaissance des prix de tous ceux qui honnêtement et efficacement peuvent exécuter le travail.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Prétendez-vous que ces documents sont imprimés à un taux plus bas que par le passé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous épargnons de l'argent à la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que c'est à forfait?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les procès-verbaux sont faits par *L'Action catholique*. Il en est de même pour les bills, le *Feuilleton* de la Chambre aussi.

(Applaudissements à droite)

Les impressions en anglais sont faites par M. Harry Quart, je crois. Mais ce ne sont pas les noms qui nous intéressent.

(Rires à gauche)

Ce qui m'intéresse, c'est le prix et la qualité de l'ouvrage. Autrefois, c'étaient surtout les noms qui importaient, à cause des commissions, et la province payait. Aujourd'hui, le gouvernement national, vraiment national, s'occupe de la qualité et de la compétence.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre prétend-il qu'il en coûte moins actuellement que sous l'ancien gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prétends que les prix payés actuellement sont plus bas que ceux que payait l'ancien gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les prix ont-ils été fixés par l'Imprimeur du Roi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prétends que l'Imprimeur du Roi ne conduira pas le gouvernement. Avant, il fixait des prix qui convenaient au *Soleil*.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Prétendez-vous que ces impressions sont faites à forfait suivant les prix fixés par l'Imprimeur du Roi? Oui ou non?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prétends que nous payons de meilleurs prix que par le passé. Le chef de l'opposition ne prétendra pas que l'Imprimeur du Roi est le gouvernement? L'Imprimeur peut fixer des prix et, si nous trouvons meilleur marché, libre à nous de les accepter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Imprimeur fixe les prix et ceux-ci sont ratifiés ensuite par le lieutenant-gouverneur en conseil. Je répète ma question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pouvons trouver de meilleurs prix.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (En souriant) Le chef de l'opposition peut-il nous donner les prix de l'imprimerie d'Yamaska?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'imprimerie d'Yamaska chargeait les prix fixés par l'Imprimeur du Roi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Imprimeur du Roi fixait les prix, mais l'honorable

chef de l'opposition, quand il était Orateur, donnait les commandes.

(Rires et applaudissements à droite et dans les galeries)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, Statuts refondus, 1925, chapitres 159 et 160 amendés par 16 George V, chapitres 52 et 53, \$550,000, moins remboursements par les municipalités, \$275,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, 16 George V, chapitre 54, 18 George V, chapitre 69 et 23 George V, chapitre 74, article 6, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Barré (Rouville): Si l'unité sanitaire d'un comté coûte plus cher que ce qu'elle vaut, la population devrait avoir le droit de demander quelque chose de mieux et de moins coûteux. C'est le cas du comté de Rouville et de bon nombre de comtés.

Il faut établir un équilibre. L'unité sanitaire du comté de Rouville coûte aussi cher que tout le reste de l'administration dans le comté. On y voit des choses assez bizarres. Ainsi, deux enfants reviennent à la maison avec des bulletins sanitaires. Sur le bulletin du petit garçon, on lit: "Tu ne pèses pas assez; ton poids n'est pas assez élevé." Sur le bulletin de la petite fille, on lit: "Tu pèses trop; ton poids est trop élevé."

(Rires)

Je ne suis pas prêt à proposer un amendement à la loi, mais je pourrais citer de nombreux cas pour

prouver que l'unité sanitaire coûte cher et fait des choses plus ou moins sérieuses. On se plaint dans nos campagnes de la rareté des médecins, et je suis informé que ce sont les unités sanitaires qui les chassent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les unités sanitaires rendent de grands services et je suis surpris qu'on les critique...

M. Barré (Rouville): Il est difficile de se faire comprendre. Je ne dis pas que les unités sanitaires ne rendent pas de bons services, mais je doute de la qualité de certaines d'entre elles.

C'est aussi un moyen d'étatiser la médecine. Le service médical est devenu un problème dans les campagnes, les médecins deviennent rares. La faute en est à l'établissement de la médecine. Je propose des médecins sédentaires au lieu des médecins ambulants. S'il faut qu'on paie le médecin résident pour la visite des écoles, qu'on le paie, autrement, on paie pour rien.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si les députés ont objection à siéger lundi soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons tellement facilité le travail du gouvernement et nous voulons si peu le retarder... On peut se contenter de commencer mardi après-midi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mardi après-midi alors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15¹⁶.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 24 octobre 1936, à la page 1, rapporte qu'"à cause de l'approche de la fin de semaine, la Chambre a siégé en dépit de l'absence d'un grand nombre de députés qui n'attendent pas les trains du soir pour retourner dans leur foyer". *Le Petit Journal* du 25 octobre 1936, à la page 5, fait état de la présence de M. Wilfrid Bovey (1883-1956) sur le parquet de la Chambre en qualité d'hôte de l'Orateur, M. Sauvé. En 1942, M. Bovey, avocat, ancien principal de McGill University (1924-1927) et auteur de *Canadien: étude sur les Canadiens français* (1935), sera nommé conseiller législatif de la division de Rougemont par le gouvernement Godbout.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. *Le Canada* du 24 octobre 1936, à la page 1, mentionne qu'un page apporte à M. Bouchard le bill en question. Or, toutes nos autres sources rapportent que c'est plus tard, durant ce débat, que le chef de l'opposition va recevoir le texte de loi en question.

4. La "Loi Dillon" a été votée conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931; Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "Loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000 par comté. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Cette loi fut l'une des premières à être abrogée par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936.

5. À ce sujet, voir la séance du 20 octobre 1936.

6. *La Patrie* du 24 octobre 1936, à la page 23, précise que M. Barrette lit "une lettre accusant les organisateurs de M. Bouchard d'avoir manœuvré la guillotine au moins dans trois cas importants, depuis le 17 août".

7. Nom donné par *La Presse* du 24 octobre 1936, à la page 49, et *Le Canada* du même jour, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 4, mentionne plutôt "Gaudette".

8. Nom donné par *Le Soleil* du 24 octobre 1936, à la page 4. L'orthographe de ce nom varie dans quelques autres journaux du même jour: *La Presse*, à la page 49, écrit "Chouanière", et *Le Devoir*, à la page 3, mentionne quant à lui "Choissière".

9. Louis-Philippe Geoffrion (1875-1942), greffier de l'Assemblée législative de 1912 à 1942. *L'Événement* du 24 octobre 1936, à la page 15, mentionne que le bill 20 a été préparé notamment par L.-P. Geoffrion et que celui-ci prend place sur les banquettes ministérielles aux côtés de M. Duplessis.

10. L'honorable M. Tremblay fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

11. M. Bastien fait sûrement erreur, puisque M. William Tremblay fut élu député ouvrier dans Maisonneuve en 1927. C'est plutôt aux élections générales de 1931 que le député ouvrier ne s'est placé que troisième avec 1,630 voix contre 7,538 pour les libéraux et 6,008 pour les conservateurs.

12. Il s'agit d'une allusion au témoignage la veille de M. Edgar Vézina, auditeur de la province, au comité des comptes publics.

13. "Le "télégraphe", une forme de fraude électorale bien connue au XIX^e siècle, n'est disparu que vers le milieu du XX^e siècle. Pour qu'un électeur puisse "passer un télégraphe", un organisateur politique lui remettait un bulletin de vote obtenu illégalement et déjà marqué en faveur du candidat pour lequel l'organisateur travaillait. Dans l'isoloir, l'électeur cachait sur lui le bulletin vierge qu'il avait reçu du scrutateur, puis revenait avec le bulletin déjà marqué,

qui était alors déposé dans l'urne. Par la suite, il remettait le bulletin vierge à l'organisateur, qui lui donnait une récompense et marquait le bulletin afin de recommencer le manège avec un autre électeur. Comme la récompense était donnée seulement à la sortie du bureau de scrutin, l'électeur pouvait jurer impunément, au moment de voter, qu'il n'avait reçu ni argent ni autre avantage." (Élections Canada: Renseignements généraux: *L'histoire du vote au Canada*, p. 9.)

14. *Le Canada* du 24 octobre 1936, à la page 3, précise que le reste de la phrase se perd dans les rires.

15. M. Duplessis, candidat conservateur dans Trois-Rivières à l'élection du 5 février 1923, avait été défait à cette occasion par 284 voix.

16. Heure de *La Presse* du 24 octobre 1936, à la page 57. Le *Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 5 h 30.

Première séance du mardi 27 octobre 1936

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Organisation d'un
département de la santé

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) réclame quelques explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)² donne des explications.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des
services publics de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 29 abolissant la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Agents généraux de la province
à l'étranger

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 30 abrogeant la loi concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) réclame des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulons par cette mesure réaliser un autre article de notre programme. Cette mesure a pour effet d'abolir les agences de la province en Belgique³, et à Londres où se trouve le docteur L.-J. Lemieux⁴. Le peuple a approuvé cette réforme. L'ancien régime, sous des couleurs nouvelles, avait exposé la question, mais le peuple a eu plus confiance en nous, et il a approuvé cet article de notre programme en nous élisant.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Est-ce que l'ancienne administration n'avait pas aboli l'agence commerciale à Londres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'ancien gouvernement n'avait rien fait, sauf de commencer à esquisser une action, d'ailleurs inefficace comme à l'habitude.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

Bills à étudier en l'absence du
chef de l'opposition

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je constate que l'honorable chef de l'opposition (M. Bouchard) n'est pas à son siège. Il m'a mis au courant l'autre jour de sa participation au congrès des municipalités de la province. Je ne veux pas profiter de son absence pour soumettre à cette Chambre des projets sur lesquels il aimerait faire valoir un point de vue différent de celui du gouvernement. Je ne sais pas si ses collègues de l'opposition sont prêts à procéder. Je ne veux pas dire que l'opposition n'a pas de tête parce que son chef n'y est pas, mais chaque journée de session coûte cher, et il nous faut siéger et faire quelque chose.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je crois que, en l'absence du chef de l'opposition, nous pourrions nous contenter d'étudier cet après-midi des lois non contentieuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est assez difficile de savoir exactement ce que

l'opposition considère comme une mesure non contentieuse, car elle critique tout ce que nous faisons. Faisons un choix de mesures qui ne sont pas trop contentieuses, afin de pouvoir travailler tout en sauvegardant les privilèges de l'opposition. Si l'opposition a des objections sérieuses dans certains cas, nous étudierons d'autres bills.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) accepte la proposition et dit que l'opposition n'a aucune objection à procéder.

Questions et réponses:

Travaux de chômage dans Montréal

M. Boyer (Châteauguay): Les travaux pour remédier au chômage, actuellement en cours dans le district de Montréal, sont-ils sous le contrôle du ministère du Travail ou du ministère de la Voirie?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Ces travaux se font en vertu d'une convention intervenue entre le gouvernement fédéral et celui de Québec, aux conditions mentionnées. C'est le ministre du Travail de Québec qui a signé la convention pour la province. Certains travaux remédiateurs au chômage sont exécutés avec la collaboration nécessaire du ministère de la Voirie.

Employés du restaurant du Parlement

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): 1. Depuis que le gouvernement est au pouvoir, combien d'employés a-t-il destitués au restaurant du Parlement?

2. Combien d'employés travaillent actuellement au restaurant du Parlement?

3. Quel montant de salaire par heure, par jour ou par semaine est actuellement payé à chaque garçon de table au restaurant du Parlement?

4. Combien d'heures travaillent-ils par jour ou par semaine?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Aucun.

2. 22.

3. \$9 et \$10 par semaine et, en plus, le pourboire, lorsque, dans le passé, il était de \$7, diminué à \$6 et porté à \$8, à la fin de la dernière session.

4. Le personnel du restaurant est divisé en deux équipes, et chacune ne travaille pas plus de 40 heures par semaine.

Le personnel du restaurant ne travaille pas les samedis après-midi, les dimanches, les fêtes légales ou d'obligation.

Agents généraux de la province à l'étranger

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 30 abrogeant la loi concernant les agents généraux de la province à l'étranger soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

M. Bastien (Berthier): Je ne suis pas opposé à la présente mesure. Je tiens même à faire remarquer que l'abolition de l'agence de Londres était l'un des articles au programme de M. Taschereau...

(Rires à droite)

L'honorable M. Godbout avait fait plusieurs démarches dans le sens de cette réforme. Mais, dans les hautes sphères, on n'a pas acquiescé à cette demande, car on prétendait, entre autres choses, que le gouvernement alors au pouvoir n'était qu'un gouvernement temporaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Quelles hautes sphères?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): On était certain que c'était bien un gouvernement temporaire.

M. Bastien (Berthier): C'est ce qu'on disait dans le temps. Il a fallu s'occuper de régler l'ameublement, régler la correspondance en suspens. Le gouvernement Godbout a fait tout son possible pour abolir l'agence au plus vite. Et je dirai plus. Il l'avait pratiquement abolie. Le Dr Lemieux n'était plus en fonctions.

Il ne s'agissait plus que de liquider les meubles qui garnissaient le bureau de Londres. Et le gouvernement actuel n'a fait que marcher sur les traces du gouvernement Godbout. Le chef du gouvernement a donc marché sur les traces des gouvernements qui l'ont précédé. Et il a tort de prendre pour lui tout le crédit de cette mesure. C'est notre programme que vous exécutez. Je puis d'ailleurs faire produire la correspondance échangée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce qui a surtout intéressé le député de Berthier (M. Bastien) et l'ancien gouvernement, si je comprends bien, c'est le déménagement des meubles, comme d'ailleurs celui des sièges de la Chambre. L'honorable député de Berthier n'est pas très flatteur. Chose incontestable, c'est que, dans l'opposition, nous avons plusieurs fois protesté contre les dépenses occasionnées à la province par cette agence.

Elle coûtait \$50,000⁶, dont \$20,000 pour l'agent et \$11,000 pour la location d'un bureau dans l'édifice de la Sun Life, alors que le premier ministre du temps était directeur de cette compagnie, et pour toutes sortes de dépenses en réceptions qui ne rapportaient rien. Nous avons dénoncé tous ces abus pendant que les pauvres souffraient. J'ai préconisé la même politique d'abolition au cours des dernières campagnes électorales. Alors, les membres de l'ancien gouvernement ont changé. Ils sont devenus des hommes nouveaux.

Quant à la correspondance de l'ancien gouvernement, elle n'a pas produit beaucoup de résultats, et pour cause. Elle indique qu'on n'a fait qu'un commencement de tentative. Le gouvernement écrivait à l'agent, M. le docteur L.-J. Lemieux, et lui disait: "Ne croyez-vous pas qu'il serait préférable d'abolir le bureau que vous dirigez?" Et M. le docteur Lemieux répondait: "Ah! non." Et le gouvernement disait: "Ah! oui." Et M. le docteur Lemieux répondait encore: "Ah! non."

Et rien n'avancait. Nous avons constaté que le travail du régime, sur son lit de mort, n'avait pas produit des fruits bien riches. Le commissaire et ses employés sont restés là-bas jusqu'à ces derniers temps. Les démarches de l'ancien premier ministre ont été si peu efficaces qu'il a fallu donner des ordres à l'agent et à ses employés d'avoir à évacuer le bureau, car il était encore là, se cramponnant à son poste.

C'étaient des gens si bien ancrés dans leur position que le Dr Lemieux et un M. Burke⁷, puis une sténo hollandaise, n'avaient pas encore quitté leurs bureaux après les élections. Il va sans dire que

l'on n'avait fait aucune démarche pour la vente des meubles, comme on le prétendait tout à l'heure. Il y avait des employés à cette agence qui achetaient des habits chez Morgan aux frais de la province. Une partie de l'ameublement nous est parvenue, dont un portrait de l'ancien agent qui a dû coûter plusieurs milliers de dollars à la province. On n'avait pas d'argent pour le peuple dans la misère, on refusait d'établir les pensions de vieillesse, mais on tolérait ce gaspillage éhonté.

Je ne crois pas que le député de Berthier ait voulu nous injurier en nous comparant à l'ancien régime. Je tiens compte de ses bonnes intentions, mais ce n'est pas flatteur d'être comparé à l'ancien régime. Et c'est pour ne pas lui être comparé que nous abolissons de fait et immédiatement l'agence de Londres.

M. Bastien (Berthier): La réponse du premier ministre aurait pu être plus heureuse. Nous demanderons qu'on produise la correspondance échangée entre l'ancien gouvernement et l'ancien agent de la province à Londres. Je comprends que le premier ministre est débordé d'ouvrage, qu'il travaille 20 heures par jour, me dit-on. C'est pourquoi il n'a certainement pas eu le temps de lire la correspondance dont il parle. Il en parlerait autrement. Il l'a lue à la hâte. Je la produirai. À cause de cela, il s'attribue des mérites qu'il n'a pas. Lui qui a coutume d'être généreux envers ses adversaires, il avouera qu'en cette matière, il marche sur nos brisées.

L'abolition de l'agence était bien décidée, même la vente des meubles. D'ailleurs, ouvrez le livre des crédits budgétaires que le gouvernement vote actuellement, ces crédits budgétaires qui sont les mêmes que ceux de l'ancien gouvernement, et vous n'y verrez pas d'item particulier pour l'agence de Londres, comme il y en avait auparavant.

Ceci contredit, il me semble, assez clairement le premier ministre qui dit que nous n'avons rien fait à ce sujet. Pour terminer, je lui dirai qu'en comparant son gouvernement au nôtre, j'ai fait un sacrifice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député de Berthier n'a oublié qu'une chose dans tout cela: la vérité. Je ne veux pas éterniser le débat, mais je dirai à l'honorable député que si la mesure est bonne, pourquoi l'ancien régime ne l'a-t-il pas votée au cours des 40 années qu'il a été au pouvoir? L'honorable député de Berthier a été deux ans ministre, et il aurait bien pu le proposer. Il devrait nous expliquer cela.

M. Bastien (Berthier): Pardon, dites-vous depuis deux ou trois ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, oui, je crois.

M. Bastien (Berthier): L'honorable chef du gouvernement sait parfaitement qu'il se trompe ou il a oublié que j'ai été nommé ministre seulement avant la session de 1936, à la fin de mars 1936. Si l'honorable premier ministre ne souffre pas d'amnésie, ça ne fait pas un an ou deux, ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis deux ou trois ans, ç'a paru cela, le temps a paru long à la province.
(Rires à droite)

M. Bastien (Berthier): Je crois que le temps paraît bien long, actuellement, aux anciens amis du gouvernement. À lire un article qui a été publié par M. Paul Gouin dans le dernier numéro de *La Province*, c'est du moins l'impression que l'on a. Le premier ministre verra qu'il est au pouvoir depuis très longtemps, même s'il travaille 48 heures par jour, comme disait un ancien député.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le député de Berthier vient d'affirmer qu'il n'y a pas de prévision budgétaire pour l'agence de Londres. J'ai le budget devant moi, qui a été préparé par l'ancien gouvernement, et le crédit de l'agence est bel et bien dedans. Que fait-il des \$30,000 que nous voyons à l'article 126?

M. Bastien (Berthier): Ce crédit n'est pas pour l'agence de Londres. Il y avait aussi à Londres un représentant de la province, un M. Harrison. C'est une chose toute différente du poste que détenait le Dr Lemieux.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Oh! non, et l'honorable député le sait.

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'honorable député de Berthier est-il pour ou contre la mesure?
(Rires et applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas la question que j'ai soulevée, mais je suis pour toutes les bonnes idées. L'honorable chef du gouvernement voulait prendre seul le crédit de la mesure qui fut

préconisée par M. Adélard Godbout, et j'ai voulu prouver qu'il souffrait d'amnésie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela me fait rire d'entendre l'honorable député de Berthier parler d'amnésie. Il est de moins en moins sérieux. L'amnésie, c'est la perte de la mémoire. Et c'est le mal dont ont souffert les ministres de l'ancien gouvernement lorsque, dans une seule nuit, ils ont oublié 15 années du régime précédent dont ils avaient fait partie.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): L'amnésie est plus grande de votre côté à ce sujet. Vous avez perdu jusqu'au nom de votre parti en novembre dernier.

(Rires)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Questions et réponses:

Plaques d'automobiles

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): 1. Le gouvernement a-t-il commandé ou acheté des plaques d'automobiles?

a. Dans l'affirmative, combien de plaques ont été commandées ou achetées?

b. Combien le gouvernement les a-t-il payées l'unité ou la paire?

c. De qui les a-t-il achetées?

d. A-t-on demandé des soumissions publiques avant de les acheter?

e. Quelles personnes ont soumissionné et quel est le prix ou montant de chaque soumission?

f. Un contrat par écrit a-t-il été passé avec les personnes qui ont vendu lesdites plaques?

g. Dans l'affirmative, quelle est la durée dudit contrat?

h. S'il n'y a pas eu de soumissions publiques, quels sont les noms des firmes invitées à donner des prix pour les plaques?

i. Ces prix soumis au gouvernement ont-ils été donnés par écrit?

j. Quels sont ces prix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

a. Le nombre dont la province aura besoin, et sans obligation d'en prendre un nombre déterminé.

b. Énormément meilleur marché que les prix payés par l'ancien gouvernement et à bien meilleures conditions:

9.8¢ la paire, 5.2¢, lorsqu'il n'y a besoin que d'une seule plaque.

c. General Steel Wares, Ltd., dont l'usine est à Montréal, province de Québec, dans le comté provincial de Saint-Henri, particulièrement affecté par le chômage.

d. La province a été mise au fait que le contrat passé avec l'ancien gouvernement et Signs of Canada, Ltd. avait été annulé, dans l'intérêt public.

e. À la suite des déclarations publiques faites par le gouvernement et qui ont été longuement rapportées dans les journaux, le travail a été confié à celui qui accordait les meilleures conditions pour la province.

f. Non.

Commission des liqueurs de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 abolissant la Commission des liqueurs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'exercice des fonctions, devoirs et pouvoirs de la Commission des liqueurs de Québec est attribué à une seule personne, que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil et qui porte le titre de gérant. Le traitement de cette personne est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suggère un amendement à l'article 1 pour y ajouter que le traitement du gérant sera payé à même les revenus de la Commission des liqueurs et non à même le fonds consolidé de la province.

Cet article est amendé en ajoutant, à la fin, les mots "et payé sur les revenus de la Commission des liqueurs".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Les fonctionnaires, inspecteurs, commis et autres employés de la Commission des liqueurs de Québec sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui établit leur traitement ou rémunération, leur assigne des fonctions et titres officiels et définit leurs devoirs et pouvoirs respectifs."

M. Monette (Napierville-Laprairie): M. le président, vous avez une loi qui demande l'abolition de la Commission des liqueurs et, dans l'un des articles, vous dites que le lieutenant-gouverneur en conseil devra nommer les officiers, inspecteurs, employés de la Commission des liqueurs. Si vous abolissez la Commission, comment le lieutenant-gouverneur en conseil peut-il nommer des employés de cette Commission? Cela me paraît être une anomalie, et je suggère au gouvernement qu'il fasse ici un changement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec la disparition des commissaires disparaît la Commission, mais la loi de la Commission continue d'exister. Je n'ai cependant pas d'objection à trouver un autre titre.

M. Monette (Napierville-Laprairie): C'est à cause de la discussion que cela peut entraîner plus tard devant les tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me paraît évident que, si nous abolissons les commissaires, nous abolissons également la Commission. Nous mettons à sa place un gérant, mais le système reste. Si ce n'est qu'une question de phraséologie... Nous voulons faire disparaître des maux qui ont coûté cher à la province. La question des mots importe peu.

M. Barré (Rouville): On n'abolit pas des commissaires. Ça n'est pas français. On abolit les fonctions des commissaires.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il serait plus français d'adopter la dénomination de régie des

liqueurs. Est-ce qu'on ne pourrait pas remplacer la "Commission des liqueurs" par "Régie des liqueurs"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La suggestion de l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine est bonne. Le gouvernement a l'intention de refondre les Statuts de la province. Il y a 11 ans que ce travail a été fait, et beaucoup de changements s'imposent quant au fond et à la forme de nos lois, pour les rendre plus françaises d'abord.

(Applaudissements à droite)

Je sais, comme le député des Îles-de-la-Madeleine, que certains mots ne sont pas français et qu'ils ont été placés là pour embrouiller davantage. Mais, dans le cas présent, si on remplaçait le mot "Commission" par celui de Régie, il en résulterait une dépense assez forte du fait qu'il faudrait modifier toute la loi des liqueurs. Ce travail sera fait dans la refonte. Nous pourrions alors accepter la suggestion de mon honorable ami.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je remercie l'honorable premier ministre.

L'article est amendé en ajoutant à la fin du paragraphe 2, la phrase suivante: "Leur traitement est payé sur les revenus de la Commission des liqueurs."

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La personne nommée, en vertu de la présente loi, comme gérant de la Commission des liqueurs de Québec, ne peut être poursuivie, sauf par le gouvernement de la province, ou avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour les actes par elle accomplis ou omis dans l'exercice de ses devoirs que lui prescrit la présente loi."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le passé, les commissaires ne pouvaient être poursuivis lorsqu'ils se rendaient coupables de certains actes répréhensibles, et Dieu sait s'ils en ont commis. Nous avons considéré que cet article allait trop loin et, aujourd'hui, nous voulons accorder le droit de poursuivre le gérant de la commission, quand le lieutenant-gouverneur en conseil y consentira. C'est en quelque sorte une pétition de

droit. Or, comme le gouvernement veut empêcher les injustices, lorsqu'il y aura quelque part un acte condamnable et répréhensible de la part du gérant, le cabinet provincial accordera cette permission de poursuivre.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Ainsi, est-ce que personne ne pourra poursuivre la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, la loi ne parle que du cas du gérant. J'ai dit que la Commission avait trop de pouvoirs dans le passé, et que même les commissaires ne pouvaient être poursuivis.

Nous voulons faire un pas de plus en avant. Au lieu de décider que personne ne pourra poursuivre l'officier principal de la Commission, nous décrétons que le gérant pourra être poursuivi, sur permission du cabinet provincial. Ceci est pour éviter des procès qui pourraient parfois être occasionnés dans un but de faire des frais.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Lorsque l'honorable premier ministre était chef de l'opposition, il faisait des suggestions dont plusieurs me paraissaient excellentes. Il trouvait que nous donnions beaucoup de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil. Pourquoi ne pas dire, dans ce cas-ci, que l'autorisation pourra être accordée par la cour?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai aucune objection à modifier l'article en disant: "avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur ou du juge en chef de la province ou de celui qui agit en son absence". Lorsqu'on représentera au lieutenant-gouverneur en conseil, avec preuves à l'appui, que le gérant a commis un acte condamnable, le cabinet autorisera la poursuite.

L'article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. La personne nommée, en vertu de la présente loi, comme gérant de la Commission des liqueurs de Québec, ne peut être poursuivie, pour les actes par elle accomplis ou omis dans l'exercice de ses devoirs que lui prescrit la présente loi, sauf par le gouvernement de la province, ou avec l'autorisation du juge en chef de la province ou, s'il est empêché, par le doyen des juges de la Cour d'appel."

L'amendement est adopté.

M. Boyer (Châteauguay): Il vaudrait mieux rétablir le texte primitif: "avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil". Si l'on regarde tous les Statuts, on constate que l'autorisation vient du lieutenant-gouverneur en conseil uniquement. Pour certaines lois, nous sommes obligés d'aller devant le juge en chef de la province ou le juge en chef de la Cour supérieure, et cela donne lieu à des abus. L'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil a subi l'épreuve des années et devrait suffire.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Qu'on s'en tienne uniquement à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil. Je ne crois pas que nous puissions revenir sur la question, en vertu des règlements du comité, maintenant que le présent article a été approuvé.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je suis satisfait de constater que l'on délègue ce pouvoir à un juge. La population n'a que des compliments à adresser à ses magistrats en chef dans la province de Québec. Elle a confiance en eux. Leur demander l'autorisation n'est qu'une simple affaire et il y aura moins de difficultés à le faire que de présenter, chaque fois que l'on veut poursuivre la Commission des liqueurs, une pétition au lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends bonne note de la suggestion de l'honorable député de Châteauguay. Nous tentons quelque chose de nouveau. Si cela ne fait pas, nous pourrions toujours changer. Car nous aurons une autre session de bonne heure après le jour de l'An. Actuellement, le lieutenant-gouverneur en conseil est obligé de donner son consentement à beaucoup trop de choses. C'est extraordinaire depuis que nous sommes au pouvoir tout ce que l'on vient demander au gouvernement. Il ne faut pas charger le gouvernement, c'est-à-dire le cabinet provincial, de toute la besogne. Actuellement, on vient demander la permission de construire une école, de changer un châssis, car ces gens-là qui nous ont précédés avaient pénétré dans toutes les activités.

M. Boyer (Châteauguay): Je suis satisfait des remarques du premier ministre. (En souriant) Le gouvernement sait que je ne suis pas un "retireux", mais cette fois je retire mon amendement.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Le lieutenant-gouverneur en conseil va se donner

beaucoup de travail en nommant tous les employés de la régie. Je demande au gouvernement si le lieutenant-gouverneur en conseil va aller jusqu'à s'occuper des petits employés "de rien, de rien". Je ne crois pas que le gouvernement devrait être obligé de perdre son temps à nommer ces petits employés dont les actes n'ont aucune portée sur la Commission. Il me semble qu'il n'a même pas besoin d'avoir leurs noms.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Je comprends que c'est légitime pour un député de vouloir placer lui-même ces employés "de rien, de rien".

(Rires)

Dans le cas des poursuites, il s'agit d'une question judiciaire, mais, dans le cas des employés, il s'agit d'une affaire d'administration. Nous voulons bonifier, purifier et améliorer l'administration des liqueurs. Si la loi nous confie certaines obligations, il faut nécessairement qu'elle nous accorde les droits qui en découlent. Aussi, à l'article 2, nous exerçons un contrôle qui n'est que juste.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Très bien, mais le lieutenant-gouverneur pourra sans doute déléguer ses pouvoirs quelquefois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais oui, rien dans la loi n'oblige le lieutenant-gouverneur en conseil à nommer tous les employés, et, par un simple ordre en conseil, le gouvernement peut autoriser le gérant à les nommer tous. (En souriant) Le député de Napierville-Laprairie peut être assuré que nous lui en déléguerons une partie.

(Rires)

Encore une fois, il s'agit de l'argent du public, et nous voulons assumer un meilleur contrôle des affaires de la Commission.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie le titre du projet de loi, qui se lit comme suit: "Loi abolissant la Commission des liqueurs de Québec."

M. Monette (Napierville-Laprairie) suggère de donner au projet à l'étude le nom de "Loi relative à la Commission des liqueurs de Québec". Il faut changer quelque peu la phraséologie. Le bill s'intitule "loi abolissant la Commission des liqueurs" et, dans

plusieurs articles, il est ensuite question des pouvoirs de la Commission. Il ne peut être question non plus des employés de la Commission, si la Commission n'existe plus.

M. Tellier (Montcalm) appuie le député de Napierville-Laprairie (M. Monette).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour trois ou quatre mots de plus, ça vaut la peine, si l'on peut abolir les commissaires.

Le titre du projet de loi est changé et se lit désormais comme suit: "Loi relative à la Commission des liqueurs de Québec".

L'amendement est adopté.

Le titre amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. l'Orateur appelle la troisième lecture du bill.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): À l'autre séance!

Crédit agricole provincial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que l'opposition étudiera maintenant? Nous avons la loi du crédit agricole provincial qui vient de lui être distribuée.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est probablement le bill le plus important que vous ayez présenté à cette session. Il convient d'y aller délicatement avec cette étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, on pourrait toujours en considérer les résolutions.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 établissant le crédit agricole provincial.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁹:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) (Applaudissements de la droite) propose: 1. Que les emprunts faits par l'Office du crédit agricole de Québec, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soient garantis par le gouvernement de la province.

2. Que les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer, en vertu de la garantie suivie par la résolution 1, le soient par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux fins de rembourser au fonds consolidé du revenu une partie ou la totalité des sommes qui peuvent y être puisées en vertu de la présente résolution 2, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, suivant le mode, au taux d'intérêt, dans la forme et pour le montant que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil lui-même.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, lorsque l'office lui en fait la demande, autoriser le trésorier de la province à lui avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour le paiement de ses dépenses.

4. Que les livres ou les comptes de l'office soient vérifiés par l'auditeur de la province ou par un vérificateur nommé à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que la rémunération de ce dernier soit payée à même le fonds consolidé du revenu.

M. le président, je crois qu'il est inutile d'user de grandes formules pour expliquer la nécessité du crédit agricole provincial. Cette question a été longuement débattue aux dernières élections, et tout le monde s'est accordé sur la nécessité d'un crédit agricole provincial.

Cette mesure était une des bonnes intentions de l'ancien gouvernement, mais elle n'a pas été mise en pratique. Or, ce sont les actes qui comptent. L'enfer est pavé de bonnes intentions, et l'ancien gouvernement était de même, mais ses bonnes intentions n'ont guère compté. Je prétends que, même si l'ancien gouvernement a eu l'intention de nous donner le crédit agricole provincial, c'est le nouveau gouvernement qui doit avoir à la fois le mérite de l'intention et le mérite de l'action. Il revient au nouveau gouvernement d'avoir pris la décision sur laquelle la Chambre est appelée à se prononcer.

(Applaudissements à droite)

Le cultivateur peut-il traverser la crise, sans ce crédit? Nous ne le croyons pas. Les banques ne sont pas l'organisme qu'il faut pour le cultivateur: elles ne peuvent pas prêter à long terme et, d'ailleurs, si elles le faisaient, elles chargeraient des taux prohibitifs.

Il n'y a plus de crédit chez le cultivateur. Pour une raison ou pour une autre, la confiance qui existait est disparue. Par des méthodes qui ont été dénoncées ici, on a épuisé la source du vieux bas de laine de la province de Québec. Le cultivateur n'a donc plus de crédit, et il n'a plus l'avantage d'emprunter de son voisin, le rentier. La crise est venue ensuite placer le cultivateur dans une situation plus difficile.

Il y a le crédit agricole fédéral, mais il ne prête pas au cultivateur qui est réellement mal pris. Ce système est lent et il ne rend service qu'à celui qui n'en a pas réellement besoin. Le crédit fédéral est surtout trop lent d'application. À la fin de l'année fiscale 1935, le crédit fédéral n'avait prêté que \$10,516,000, dont \$3,325,000 dans Québec. Or, les demandes chez nous étaient de \$5,000,000. Nous avons là une preuve qu'il ne peut pas fonctionner chez nous.

Pour toutes ces raisons, nous voulons instituer un crédit agricole provincial. Votre serviteur l'a proposé par l'entremise d'une commission. Celle-ci prendra charge du montant qui sera mis à sa disposition. Le crédit devra servir à aider le cultivateur dans le besoin, surtout celui qui veut établir ses fils. La formation de cet organisme demande beaucoup d'attention, la question mérite une étude approfondie et sérieuse, en dehors des partis et des classes.

Ce crédit rendra service à toutes les classes du fait que l'agriculture est chez nous comme la racine de notre structure économique, la sève de l'arbre économique de la province. C'est trop vrai. Lorsque le cultivateur est prospère, tout va bien, les terres sont garnies et il y a de la place pour les ouvriers dans les villes.

Toutes les classes doivent contribuer au relèvement de l'agriculture en lui fournissant ce dont elle a besoin. Je ne suis pas de l'avis de ceux qui prétendent qu'il ne faut pas prendre de risques avec l'agriculture. D'ailleurs, notre intention est de ne prendre aucun risque en matière de placements faits par l'organisme que nous instituerons pour voir au fonctionnement de ce crédit.

L'Office du crédit agricole agira en dehors de toute ingérence politique. Il donne donc une garantie

quant à la sécurité des prêts. Ceux qui comprennent l'utilité de cet office et les promoteurs de ce crédit coopéreront pour l'empêcher de devenir un rouage de la machine électorale.

Il faut de toute nécessité sauver l'agriculture pour sauver notre organisation économique. La charge est lourde, mais il faut prendre ses responsabilités. À l'exemple de mon chef, je ne crains pas de prendre les miennes, afin de rendre cette loi efficace en dehors de toute considération politique.

(Applaudissements à droite)

On a parlé du fait que des gens chercheront à emprunter et à esquiver ensuite la remise des intérêts. Certes, il peut y avoir certains excès, mais il est à se demander si ces excès du passé n'ont pas été provoqués par des choses que l'on a trop tolérées sous l'ancien régime. Les gens étaient trop portés à croire que, quand quelque chose venait du gouvernement, on n'avait plus à s'occuper de rien. Dans le passé, les anciens administrateurs de la province faisaient croire qu'ils faisaient des faveurs ou des dons chaque fois qu'ils faisaient quelque chose.

Nous voulons faire comprendre que les prêts de l'office ne seront pas des faveurs, pas plus que des cadeaux ou des octrois. Nous voulons faire une loi également applicable pour tous, pour les rouges comme pour les bleus, sans électoralisme. J'espère que les députés se mettront bien cela dans l'idée et le feront comprendre à leurs électeurs. La commission sera placée sur une base d'affaires, et chacun aura sa pleine mesure de justice. Seuls les fonctionnaires nommés pour ce faire auront droit à l'administration de cette loi. Ce ne seront ni les députés ni les ministres.

Le bill prévoit la création d'un office composé de trois membres ayant un mandat de dix ans, mais qui peuvent être destitués pour un motif déterminé. L'objectif général du bill est de soutenir, à l'aide de prêts, les cultivateurs déjà établis, mais aussi ceux qui achètent une ferme ou plus.

Dans le cas du cultivateur déjà établi, ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur la ferme et sont limités à 65 % de sa valeur. Dans le cas de personnes autres que les cultivateurs déjà établis, l'office peut prêter jusqu'à 75 % de la valeur de la propriété, mais le maximum du prêt ne peut excéder \$6,000.

Vous me permettez, M. le président, de ne pas aller trop loin dans les détails de la loi. Nous allons étudier les résolutions avec le bill en comité, et je pourrai fournir les explications nécessaires au

fur et à mesure qu'elles seront exigées par la Chambre.

L'ancien premier ministre nous répondait lorsque nous réclamions le crédit agricole provincial: "Ne nous demandez pas un crédit agricole qui serait le secours direct chez les cultivateurs, auteur de tant de mal dans le passé." Je ne vois pas la question d'un même œil. S'il y a eu secours direct dans le passé, en matière d'agriculture, c'est à cause de cette politique d'octrois qu'on a trop répandus, cette politique à la cuillère.

Les cultivateurs sont honnêtes et veulent travailler; ils ne demandent pas la charité. Ils demandent un moyen de rester sur leurs terres. Ils sont courageux. Ils paient ce qu'on leur avance et demandent qu'on les aide de façon pratique. Ils n'ont pas peur du travail. La population agricole a besoin de ce crédit et nous le lui donnons avec la coopération de tous nos services, de nos agronomes, de tout notre personnel qui est à sa disposition.

(Applaudissements à droite)

La loi du crédit agricole devrait être appuyée par toute la députation. Le crédit agricole provincial sera bien administré, et la loi sera en tout appliquée avec justice, comme il sera tenu en dehors de la politique.

Avec le concours de toutes les bonnes volontés et avec la coopération que le gouvernement de l'Union nationale se propose de donner aux cultivateurs par ses crédits à l'agriculture, nous constaterons une amélioration sensible dans l'agriculture, et cette politique constituera un changement pour le mieux dans ce domaine comme dans tous les autres.

(Applaudissements à droite)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)¹⁰:

Les problèmes que soulève le présent bill sont de la plus haute importance. L'agriculture est l'une des questions les plus vitales pour les gens de cette province. Je n'ai peut-être pas toute la compétence nécessaire pour en discuter, mais je crois avoir assez étudié la question pour devoir me permettre une suggestion, et l'honorable chef de l'opposition (M. Bouchard) pourra à son retour en Chambre exposer notre point de vue de façon plus complète.

Mais je tiens à dire tout de suite que nous considérons l'agriculture comme une industrie de base, la pierre angulaire de notre édifice économique. De l'agriculture dépend la prospérité de toute la province, et c'est le devoir des citoyens des villes de faire tout ce qui est possible pour remettre l'agriculture sur pied.

Cependant, je me demande si le système de crédit proposé par ce bill constitue le meilleur remède aux maux dont souffre actuellement le fermier, et s'il donnera cette prospérité promise par nos amis de la droite. Le fermier ne souffre pas tant d'un manque de crédit que d'un manque de marchés, à l'intérieur comme à l'extérieur du Canada, pour les produits agricoles du Québec.

Parce qu'il ne trouve pas à vendre ce qu'il récolte, il est obligé de restreindre la production; et du même coup, il est forcé de diminuer le chiffre de ses achats. Aujourd'hui, les fermiers doivent payer, pour des produits manufacturés, deux fois le prix qu'ils obtiennent pour leurs propres produits. Cette disproportion explique les maux que ce bill tente d'enrayer.

J'en suis à me demander si ces crédits supplémentaires...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas un supplément de crédits, c'est une création de crédits.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): J'ai peur que ces crédits supplémentaires ou créés ne soient l'objet, chez l'agriculteur, de spéculation, de cette spéculation qui a ruiné dans le passé le petit marchand. Cela finira à la longue par lui être excessivement préjudiciable. Souvent, ce n'est pas une bonne chose de pouvoir emprunter de l'argent. Le cultivateur est un être humain comme les autres.

Si je fais quelques fautes en interprétant ici la loi, je demande à cette Chambre de me corriger; il faut que je m'excuse du fait que je n'ai pas eu suffisamment de temps pour la lire et en prendre une connaissance suffisante. Mais si vous voulez absolument un crédit agricole, que ce ne soit pas une demi-mesure. Si le gouvernement veut vraiment aider l'agriculteur, qu'il le fasse pour de bon. Nous avons fait beaucoup pour les gens des villes, affectés par le chômage. Si les \$10,000,000 dont il est question sont destinés à aider les cultivateurs, votons-les sans tarder. Les conditions économiques vont s'améliorer d'ici cinq ans dans ce pays.

Et, si le gouvernement entend bien, comme je le pense, aider le cultivateur, qu'il lui prête, par exemple, pour cinq ans l'argent nécessaire sans lui réclamer un sou d'intérêt, plutôt que de lui prêter pour 40 ans avec intérêt. C'est un fait que le cultivateur a besoin d'argent; mais il en a besoin tout de suite, pour traverser les années de dépression. Le cultivateur aurait ainsi l'avantage d'utiliser le capital suivant son besoin. Cela constituerait une aide

immédiate et réelle, alors que l'autre mesure pourrait signifier un plus grand endettement des cultivateurs.

Il (M. Bercovitch) met en garde la Chambre contre les abus que le cultivateur pourrait faire de l'argent prêté. Il se demande si certains fermiers ne seraient pas tentés de faire de la spéculation avec le capital de l'État.

Les conditions économiques dans ce pays s'améliorent lentement, mais elles s'améliorent. Toutefois, avant que cette crise ne soit entièrement passée, faisons quelque chose de grand pour l'agriculture; soyons des devanciers. Faisons pour l'agriculture ce que nous n'avons pas craint de faire pour les chômeurs. Le risque n'est pas grand, puisqu'on peut toujours compter, chez l'agriculteur, avec certaines garanties, tandis que le chômeur ne rapporte rien. Les gouvernements ont dépensé des millions et des millions pour les ouvriers. Il est peut-être temps de faire quelque chose pour les cultivateurs. Prêtons-leur cet argent, essayons de les aider réellement. Ils ont droit à justice égale. Il faudrait faire pour le moins autant aux cultivateurs qu'aux chômeurs des villes.

M. Barré (Rouville): Je veux saisir la Chambre de la nécessité de maintenir la vie agricole. L'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) disait, je crois, que l'agriculture est à la base de notre économie nationale. Je ne comprends pas l'anglais, mais je crois avoir compris que c'est cela qu'il a dit. C'est vrai, mais c'est quelque chose de vieux comme argument. Et je l'ai entendu répéter si souvent depuis cinq ans, sans qu'on traduisît jamais en actes cette expression de bons sentiments, que j'en suis venu à concevoir du dépit.

Après tout, pourquoi n'avoir pas compris plus vite que l'agriculture est une industrie comme une autre, et une industrie qui a besoin de capital comme une autre? On commence à le comprendre et le gouvernement fait un pas dans la bonne direction. Je serais tenté de féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Dussault) et le gouvernement pour ce grand pas.

On dit qu'il y a grand profit à secourir l'agriculture, mais si je regarde dix ans en arrière, je constate que les faillites des agriculteurs se sont multipliées et accumulées en nombre extraordinaire. Combien des nôtres, autrefois possesseurs de bonnes terres, sont allés grossir les rangs des chômeurs dans les villes? On s'est contenté seulement de dire que l'agriculture était à la base de toutes les industries. Les "habitants" ne peuvent vivre rien qu'avec des paroles.

Le député de Saint-Louis (M. Bercovitch) dit aussi qu'il y a danger de spéculation avec l'instauration de ce crédit provincial. Non, le cultivateur de la province n'a pas la mentalité du spéculateur. Pour vous le dire bien franchement, il ne veut pas être ahalé de personne. Sans vouloir jouir d'un confort exagéré, il veut manger à sa faim jusqu'à la fin de ses jours, entouré de sa famille.

(Applaudissements)

Mais il faut à tout prix qu'il ait à sa portée une source quelconque de crédit, car, depuis un demi-siècle, on a multiplié les moyens de drainer des campagnes l'argent des cultivateurs. Il n'en reste plus. Les compagnies d'assurance-vie et de débentures ont tout pris. Ce n'est pas que je sois opposé à l'assurance-vie, mais le fait est là. Tout a conspiré pour arracher de l'argent au cultivateur. Des vendeurs à la langue bien pendue, mais à la conscience absente, ont inondé nos campagnes, où il ne reste plus un seul sou noir. Il y a 10 ans que je demande que l'on fasse quelque chose. Notre argent s'en va encore et, quand j'ai conseillé de mettre fin à tout cela, on m'a traité de fou. Inutile de dire que je ne l'ai pas cru.

(Applaudissements)

Il faut donc un prêt à taux réduit. Ce n'est peut-être pas un remède complet, mais c'en est un qui s'impose. Après, il faudra faire davantage pour aider réellement le cultivateur, il faudra légiférer pour mettre le cultivateur à l'abri de ceux qui l'ont exploité dans le passé et qui l'exploitent encore aujourd'hui. Il faudra faire autre chose, que ce soit ce gouvernement-ci ou un autre. On ne peut plus vivre, aujourd'hui, parce que trop de fardeaux pèsent sur les épaules de celui qui est à la base de la société, qui est toujours le parti d'en bas, l'ouvrier des villes comme le cultivateur des campagnes.

Il est appelé à porter un fardeau trop lourd et il y a effondrement; ce à quoi nous assistons depuis plusieurs années. C'est le petit qui est obligé de travailler pour payer les intérêts sur les capitaux fictifs. On pourra penser ce qu'on voudra, toute aide, tout octroi, tout système de crédit sera nul et de nul effet tant qu'on sera appelé à payer de l'intérêt sur du capital qui n'existe pas.

Pour rendre les classes populaires heureuses, il faut faire disparaître les gens et la mainmise des compagnies qui contrôlent les nécessités de la vie, les voleurs dorés comme on les appelle. On parle de communisme en parlant d'eux. Le communisme dans notre province doit être combattu, mais il ne faut pas se tromper. Les communistes russes, nous avons plutôt du mépris pour eux. Les véritables agents du

communisme chez nous sont ceux qui étalent un luxe effréné au milieu de la misère générale; ceux qui ne payent que des demi-salaires à leurs employés; ceux qui, avec la complicité des gouvernants, parviennent à tenir le cultivateur dans un état de misère imméritée; ceux qui se sont emparés de la richesse publique, du domaine national, au détriment du peuple qui en est de droit le véritable propriétaire.

Inutile de prêcher contre le communisme, si on n'arrache pas le cultivateur aux griffes de tous ces exploiters. Dénonçons le communisme tant qu'on voudra, on ne fera que lui faire de la publicité. Et, pendant qu'on dénonce le communisme, le malheureux cultivateur continue de s'acheminer vers la misère, d'aller faire son noviciat du chômage dans les villes. Et ce nouveau chômeur se dit: "J'ai été travailleur honnête, j'ai obéi au septième commandement de l'Église et voilà que j'en suis rendu vis-à-vis de rien et entouré de voleurs dorés que la loi n'atteint pas."

Je ne veux pas que le gouvernement fasse pour les cultivateurs ce qu'il a fait pour les chômeurs. Je ne veux pas qu'il leur rende le même mauvais service. Je ne veux pas qu'on leur impose une pitance qu'ils n'auront pas l'intention de remettre. Il faut des garanties. Y a-t-il quelque chose de plus absurde que de faire vivre toute une partie de la population aux dépens de l'autre partie, quand il y a dans notre province des richesses inexploitées et de l'ouvrage pour tout le monde?

J'ai demandé, et je demande encore, un prêt que le cultivateur remettra à qui de droit, avec un intérêt convenable. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) dit qu'il faudrait prêter pendant cinq ans sans réclamer d'intérêt. Pourquoi ce député, qui était l'un des conseillers de l'ancien gouvernement, n'a-t-il pas consenti au prêt agricole de 3 % comme nous le demandions il y a cinq ans? Combien de misères auraient été évitées! On ne l'a pas voulu.

Ce qui aurait été un remède à cette époque n'atteindra pas la moitié du but à atteindre aujourd'hui. Cinquante pour cent de nos cultivateurs sont en faillite légale. Ni le crédit ni autre mesure semblable ne sauvera le cultivateur. Le gouvernement arrive trop tard pour le sauver. C'est réellement une impossibilité même avec la meilleure volonté, et je ne puis m'empêcher de ne pas partager cet optimisme.

Si, depuis dix ans, on avait eu plus de sincérité et moins d'hypocrisie, cela aurait été possible, on aurait pu obtenir un système de prêt agricole qui, dans le temps, aurait sauvé notre jeunesse, mais pas aujourd'hui. C'est là un crime national qu'on a commis, et je crois que l'on peut facilement comprendre quel est le régime qui en est responsable.

L'argent que le crédit agricole provincial prêtera, c'est en somme l'argent du peuple, et les représentants du peuple n'ont pas le droit de risquer des sommes d'argent qu'ils considèrent à l'avance comme perdues. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) dit que l'organisme appelé à faire fonctionner le crédit rural exigera des garanties. Le gouvernement ou tout prêteur exige en effet des garanties. Il y a les garanties morales et les garanties matérielles. Les garanties morales ne valent aujourd'hui quelque chose que lorsqu'on prête à un parent. Les garanties matérielles sont fort pauvres; elles sont constituées par les propriétés sur lesquelles un cultivateur ne peut jamais emprunter un montant suffisant.

Mon expérience personnelle m'a démontré qu'un cultivateur de condition moyenne ne peut pas placer ses fils en leur donnant le quart du bien qu'il leur vend. Si le jeune homme achète sa terre, il devra l'hypothéquer pour 80 % ou 90 % de sa valeur immédiatement. Il y a une législation qui s'impose, et elle devra être appliquée avant quelques années, pour faire disparaître les créanciers privilégiés. Autrement, quel que soit le genre de prêt consenti, il sera toujours boiteux et ne rendra aucun service à la jeunesse.

On a dit qu'au 31 mars 1935 le prêt fédéral avait avancé une somme de \$3,325,000 aux cultivateurs de la province de Québec, mais on aurait dû ajouter que les prêts consentis et suspendus ensuite se chiffraient à \$1,794,465, parce qu'on n'a pas encore obtenu les titres de propriété. Ces titres sont un obstacle au fonctionnement d'un prêt. Il nous faut une amélioration dans ce domaine.

Notre système d'enregistrement est trop vieux, il est désuet. Comment le remplacerons-nous? Nous pourrions, comme le faisait remarquer le député de Missisquoi (M. Pouliot), établir le système Torrance.

J'ai lu le projet. Il est bien fait. Qu'on établisse le crédit agricole, mais qu'on étudie tous les problèmes agricoles. La vie est une lutte. Qu'on le veuille ou non, les peuples doivent se battre pour la vie. Que sommes-nous comme peuple? Sur quoi pouvons-nous nous appuyer? Nous avons été délogés de la grande industrie; la finance ne nous appartient plus; le haut commerce nous échappe et il nous reste l'agriculture.

Or, depuis 25 ans, cette agriculture n'a pas reçu toute la considération et l'attention auxquelles elle a droit. Mais, depuis quelques semaines, un regain d'espoir passe par nos campagnes. La population rurale est plus confiante que dans le

passé. Partout où je passe, on me demande: "Le gouvernement va-t-il remédier à ceci ou à cela?" N'espérez pas de miracle, que je réponds à chaque fois, mais de la bonne volonté.

Je ne crois pas que le crédit agricole sera parfait et qu'il viendra au secours de tous les cultivateurs, mais j'ai espérance qu'après le crédit agricole, il y aura encore quelque chose à faire pour eux. Je veux que nous fassions un prêt aux cultivateurs et non un simple cadeau. Je suis opposé à ce genre de cadeaux, à qui que nous les donnions. Il devrait y avoir également moyen de mieux financer nos entreprises agricoles coopératives. Il faut tenir compte que la coopération en agriculture est une planche de salut pour le cultivateur, mais que la coopération ne peut se faire sans la finance. Il nous faudra tôt ou tard en venir à cette conclusion que l'entreprise du cultivateur est une entreprise à laquelle il faut du capital, comme les autres.

(Applaudissements à droite)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je félicite l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) et le gouvernement d'avoir eu le courage de présenter les résolutions se rapportant au crédit agricole provincial, dès cette session d'urgence. Je félicite également le gouvernement d'avoir songé à cette mesure, et je suis convaincu qu'elle rendra des services immenses à tous les cultivateurs. Je crois, sans vouloir critiquer mon collègue de Rouville (M. Barré), que, d'une manière générale, ce n'est peut-être pas rendre service aux cultivateurs d'amplifier leur misère, comme ce n'est pas prévenir le communisme de parler de "voleurs dorés". Il se rendra compte qu'il y a encore dans la province des industriels et des financiers disposés à envisager l'avenir d'un meilleur œil que le député de Rouville.

Je prétends qu'un crédit juste et raisonnable rendra d'immenses services à la classe agricole, et je demande au ministre de l'Agriculture de mettre son plan à exécution le plus tôt possible. Il nous faudra cependant tenir compte des difficultés que nous rencontrerons, quand un cultivateur voudra se désister du prêt fédéral pour accepter le prêt provincial.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) reprend les arguments de l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Godbout. Il a dit que nous pourrions accorder un prêt de 5 ans sans intérêt, mais je crois que ceci est suggéré dans un but politique pour flatter le peuple. Encore une fois, j'ai confiance en ce nouveau plan, car je suis convaincu qu'il n'y aura pas de politique dans l'application de ce système provincial de crédit agricole.

Il y a également une autre difficulté qui se présente. On dit que nos municipalités sont trop endettées et que les cultivateurs doivent payer des taxes considérables.

Comment feront-ils pour payer ces taxes et les intérêts sur le capital emprunté, si l'on ne fait pas la révision complète des dettes des municipalités? Si nous ne voulons pas que l'argent prêté soit perdu, entreprenons une étude attentive et spéciale des dettes municipales et scolaires. C'est la chose la plus importante en ce moment.

Si le prêt fédéral n'a pas bien fonctionné, la faute en est pour une part aux taxes que le cultivateur a à payer. Il faut donc étudier tout le problème agricole. Autrement, le \$6,000 que l'on prêtera ne suffira pas à aider l'emprunteur. J'espère que le nouveau gouvernement tiendra compte de ces quelques suggestions.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): J'ai écouté attentivement les remarques qui viennent d'être faites par le député de Rouville (M. Barré) et le député du Lac-Saint-Jean (M. Duguay) sur le crédit agricole. Je ne suis pas prêt à accepter tout ce qu'en a dit le député de Rouville (M. Barré), mais sur certains points, je m'accorde entièrement avec lui. Je suis porté à douter que la loi soit appliquée sans partialité à l'égard des électeurs, et il faut craindre qu'elle ne devienne une machine électorale.

Et que fait-on du prêt agricole fédéral dont la province contribue déjà une partie? Je comprends que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) en veuille au prêt fédéral. Il a, si je ne me trompe, mauvais souvenir du fédéral, après sa défaite aux dernières élections fédérales du mois d'octobre 1935 dans Portneuf¹¹. Il a dit en somme qu'il n'y a rien eu de fait par l'ancien gouvernement pour les cultivateurs, que tout était mal dans le passé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je crois que le député de Berthier interprète mal mes paroles. Je ne crois pas avoir dit que tout était mauvais dans le passé. J'ai dit que l'ancien gouvernement avait eu de bonnes intentions, mais que c'étaient les actions qui comptaient.

M. Messier (Verchères): C'était l'officier rapporteur qui agissait.

M. Barrette (Terrebonne): Il n'a pas été payé par la province. Il n'avait qu'une voix, celui-là¹².

M. Bastien (Berthier): Le ministre d'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a parlé d'enfer et de bonnes intentions, et dit que nous n'avions rien fait. C'est injuste pour l'ancien ministre de l'Agriculture (M. Godbout), qui, on le sait...

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je regrette d'avoir à me lever encore une fois, mais je ne voudrais pas qu'on dénature mes paroles. Je n'ai jamais dit cela.

Je n'ai jamais, dans mes remarques, attaqué l'ancien ministre de l'Agriculture. Je n'ai pas parlé de lui, mais j'ai déclaré qu'on avait eu beaucoup de bonnes intentions.

Une voix: Laissez-le faire, c'est un farceur.

M. Bastien (Berthier): Très bien. À tout événement, je suis de l'opinion du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), quand il demande un prêt à court terme, mais avec un intérêt modéré.

Je reviens aussi à une remarque du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) qui a parlé des octrois à la cuillère. Je lui souhaite que son gouvernement donne aux cultivateurs autant dans le futur que l'ancien gouvernement...

(Protestations et rires à droite)

M. Larochelle (Lévis): Maudit que t'es drôle, toé!

Une voix à droite: Vous les avez fait mourir.

D'autres députés font des interruptions.

M. Bastien (Berthier): Je puis dire au ministre de l'Agriculture que, depuis dix ans, le gouvernement de cette province a fait plus pour les cultivateurs que n'importe quel autre gouvernement. Nous leur avons donné la politique de drainage. C'est dans le Québec que les cultivateurs sont le moins taxés. Les chemins y sont entièrement entretenus par le ministère de la Voirie.

Une voix à droite: Ça y paraît pas. C'est rien que des trous.

M. Bastien (Berthier): Depuis le 17 août. Il n'y a pas une province qui a fait plus.

Dans l'Ontario, les cultivateurs paient pour l'entretien des routes, pour les frais de l'administration de la justice. Ils paient une partie des

salaires des magistrats. Ici, ils ne paient rien pour cela...

Une voix à droite: Il n'y avait pas de justice avant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh! oui, on paie pour l'administration de la justice, directement et indirectement.

M. Bastien (Berthier): J'aimerais que l'honorable premier ministre me le démontre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout de suite. Qui paie les salaires des shérifs et des registrateurs?

M. Bastien (Berthier): Non, l'honorable premier ministre me répondra. Je m'accorde avec l'honorable député de Rouville pour dire qu'il faut autre chose que ce projet pour aider les cultivateurs. Ottawa vient de faire une autre bonne action pour les petits propriétaires en général, ce qui touche également l'agriculteur...

(Protestations à droite)

Ottawa a dit "un prêt à court terme de toute nécessité, mais un crédit à court terme seulement". Quand le député de Rouville (M. Barré) dit aussi que notre système d'enregistrement est désuet, il a raison. Il a parlé de notre épargne populaire qui a été drainée, mais la situation a été la même dans tous les pays. Les cultivateurs, dans certains cas, ont joué à la bourse.

Il en a été ainsi des petits employés, et le mal était devenu général. Encore une fois, en terminant, je tiens à déclarer que je suis en faveur d'un prêt à court terme basé sur un intérêt raisonnable.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) signale l'ajournement de la Chambre.

Il insiste pour ajourner à cette heure, et explique qu'on doit se hâter si l'on ne veut pas éterniser la session. Il faut marcher, il faut marcher, répète-t-il.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande à recevoir les bills chaque matin au bureau de poste.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Je n'ai reçu le bill de l'agriculture que cet après-midi. Je n'ai donc pas eu le temps de le lire. Donnez-nous quelques heures pour le comprendre. Cela sauverait d'ailleurs du temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on veut procéder, il faut siéger. Nous n'étudierons pas le crédit agricole ce soir.

M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures¹³.

Deuxième séance du 27 octobre 1936

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 8 h 30¹⁴.

Absence de l'Orateur

M. le greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Emprunts du gouvernement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Fisher (Huntingdon)**¹⁵ demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 33 relatif aux emprunts du gouvernement de la province de Québec.

Il s'agit d'obtenir le pouvoir de convertir les dettes et de faciliter les finances de la province de façon générale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Organisation d'un département de la santé

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (l'honorable M. Élie), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé.

Adopté.

Commission des liqueurs de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 relatif à la Commission des liqueurs de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Agents généraux de la province à l'étranger

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 abrogeant la loi concernant les agents généraux de la province à l'étranger soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 établissant le crédit agricole provincial.

En comité¹⁶:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Dussault (Portneuf) et dont le texte se lit comme suit:

1. Que les emprunts faits par l'Office du crédit agricole de Québec, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soient garantis par le gouvernement de la province.

Adopté.

2. Que les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer, en vertu de la garantie suivie par la résolution 1, le soient par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux fins de rembourser au fonds consolidé du revenu une partie ou la totalité des sommes qui peuvent y être puisées en vertu de la présente résolution 2, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, suivant le mode, au taux d'intérêt, dans la forme et pour le montant que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil lui-même.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, lorsque l'Office lui en fait la demande, autoriser le trésorier de la province à lui avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour le paiement de ses dépenses.

Adopté.

4. Que les livres ou les comptes de l'Office soient vérifiés par l'auditeur de la province ou par un vérificateur nommé à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que la rémunération de ce dernier soit payée à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 25 établissant le crédit agricole provincial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je m'oppose à la deuxième lecture. Il faut permettre au chef de l'opposition de prendre part au débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suggère la deuxième lecture, avec une séance du comité plénier, demain, pour ce bill particulier.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Corporation du pont du lac Saint-Louis

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 relatif à

la corporation du pont du lac Saint-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Statuts refondus 1925, chapitre 3, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 1, (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons aboli cette position, mais nous votons l'argent sans que cela nous engage le moins à le dépenser. Nous pourrions l'affecter à autre chose de plus utile.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, Statuts refondus 1925, chapitre 190, articles 23, 52, 63, \$1,900,000; moins remboursements par: municipalités, \$700,000; patients, \$100,000; \$800,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500 pour l'inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): J'ai été très privilégié d'être diplômé de cette vénérable institution.

(Applaudissements)

C'est une institution qui a fait un si grand honneur au Canada, et particulièrement aux

Canadiens français, que je demande si le gouvernement a l'intention de ne voter que ce montant de \$25,000. Elle a formé des hommes éminents dans les domaines de la science et des carrières professionnelles, et elle a apporté une magnifique contribution à l'épanouissement intellectuel, social et économique de la province et du pays.

Toutes nos universités doivent être encouragées, mais, comme l'Université de Montréal est présentement dans une situation des plus précaires, je demande humblement au gouvernement s'il n'y aurait pas moyen de faire plus pour elle, cette année. L'honorable secrétaire de la province a laissé entendre récemment qu'il réglerait le problème de l'Université de Montréal. Il est évident qu'il faut faire quelque chose le plus tôt possible. Si le gouvernement veut augmenter ce subside, je suis prêt à l'approuver de tout cœur.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je félicite l'honorable député de Montréal-Saint-Louis de l'attitude qu'il vient de prendre, et je puis l'assurer que le gouvernement de la province de Québec a l'intention de faire tout son devoir à l'égard de l'Université de Montréal et de régler de façon définitive cette grave question. Car c'est là, il est vrai, un problème qui est complexe et présente différents points de vue à examiner. Et la décision à prendre est si grave de répercussions et de résultats qu'il faut que le gouvernement y pense mûrement avant d'agir.

Je comprends qu'il importe d'agir rapidement, si l'on veut faire disparaître le trouble dans les esprits, mais les dirigeants de notre grande institution canadienne d'enseignement n'ont plus raison d'avoir d'inquiétude, mais les autorités de l'Université ne nous en voudront pas, si nous tenons d'abord à savoir où nous avons les pieds. Elles comprendront que le gouvernement prenne le temps matériel nécessaire pour bien étudier le problème. Car nous voulons le régler de façon complète.

(Applaudissements)

Enfin, je suis heureux que le seul député israélite de cette Chambre nous ait offert son vote et sa parole pour nous aider à régler ce problème, qui est réellement un problème national.

Je prierais donc mon ami de la gauche et ses collègues d'accorder leur appui au gouvernement, quand nous voterons le projet de loi ayant trait à l'université.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, article 17, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 45, section 2 et 20 George V, chapitre 62, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, section 16: École technique de Québec, \$100,000; École technique de Montréal, \$135,000; École technique de Montréal (École du meuble), \$10,000; École technique de Hull, \$60,000; École des hautes études commerciales, \$165,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspecteur des écoles supérieures protestantes, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province,

pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, (paiement sujet à un arrêté ministériel): Université McGill, \$7,000; Université Bishop's College, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$40,000; Institut McKay, Montréal, \$4,600; Montreal Ass'n for the Blind, \$8,000; Quebec Ass'n for the Blind, \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires, d'après le nombre d'enfants inscrits aux écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires à l'exception des cités et villes, payant à leurs instituteurs et institutrices un traitement moyen: maximum \$200 et minimum \$150, \$150,000; maximum \$250 et minimum \$200, \$150,000; maximum \$275 et minimum \$250, \$65,000; maximum \$300 et minimum \$275, \$35,000; maximum \$325 et minimum \$300, \$25,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement

dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Dans les municipalités de mon comté, on n'est pas capable de payer les salaires aux institutrices et les réparations aux écoles. Dans une seule municipalité, qui avait obtenu du gouvernement la promesse d'un octroi, on a effectué des réparations pour \$1,022, et l'octroi du gouvernement ne dédommagea la municipalité que pour la moitié des frais encourus. Je dois ajouter que les municipalités doivent être aidées davantage à payer leurs institutrices. Les octrois accordés ne sont même pas payés et, dans certains cas, les arrérages remontent à deux années. Il est temps que ces municipalités reçoivent un peu plus d'attention.

(Applaudissements à droite)

M. Dubé (Témiscouata): J'appuie la demande de l'honorable député de Gaspé-Sud. Sous l'ancien régime, les salaires des institutrices ont été ridiculement bas dans les centres ruraux. Dans plusieurs cas, on leur avait promis un salaire de \$150 par année, mais on ne le leur a pas donné, car, sur un traitement de \$150, plusieurs réclament encore vainement des montants de \$75 et \$85. Voici des jeunes filles qui ont consacré plusieurs années à étudier, pour lesquelles leurs parents se sont imposé des sacrifices considérables.

Or, elles ne gagnent même pas ce que des servantes gagnent, et elles doivent se contenter de salaires souvent inférieurs à \$150 par année. C'est une situation illogique. Car ces jeunes filles, c'est à elles que nous confions l'âme et l'intelligence de nos enfants; ce sont elles qui sont responsables de l'avenir de notre race, dans une large mesure.

Quand je vois des conférencières - que je ne dénonce pas d'ailleurs - qui viennent dans nos campagnes enseigner aux cultivateurs comment tenir nos cochons et notre bétail et qui reçoivent des salaires considérables, par exemple de \$1,000 et \$1,200 par année et des dépenses de voyage; quand je vois des infirmières gagner de gros salaires pour faire un travail souvent illégal et que souvent elles connaissent plus ou moins, d'autres qui enseignent à broder, et ceci et cela, et qui reçoivent des salaires considérables, je suis indigné de comparer ces traitements avec ceux des braves jeunes filles qui se dévouent pour la cause de l'éducation, sans rémunération convenable.

La situation est illogique et l'Union nationale se doit de la faire cesser. L'ancien gouvernement a toujours refusé d'y apporter remède et il est resté

sourd à tous les appels faits dans ce sens. Le gouvernement national y verra. Si on a fait des lois pour les salaires minimums dans les usines, on devrait veiller à ce que nos institutrices rurales soient au moins traitées aussi bien.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je félicite les députés de Témiscouata et de Gaspé-Sud d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ce problème. S'il est vrai que l'ancien gouvernement a retardé de deux ans le paiement des octrois aux municipalités scolaires pauvres, l'honorable député de Gaspé-Sud sait que nous en avons payé plusieurs depuis deux mois.

Qu'il revienne frapper à la porte du gouvernement pour une si belle cause, et le député rencontrera chez le ministre la plus entière et cordiale coopération. Peut-être me convaincra-t-il de la nécessité d'accorder certains octrois à des municipalités scolaires jusqu'à présent négligées. J'admets sans difficulté que ces octrois devront être plus généreux.

Quant à l'honorable député de Témiscouata, je m'accorde avec lui pour dire que les institutrices ne peuvent faire une carrière de l'enseignement avec les traitements qu'elles reçoivent.

(Applaudissements)

Dans un trop grand nombre de cas, la situation est à la vérité intenable. On a dépensé des sommes importantes pour des écoles normales, pour que les institutrices fassent des études sérieuses. Mais l'ancien gouvernement, sans vouloir faire l'autopsie de son cadavre, ne s'y intéressait guère et s'est plus préoccupé de construire de grands immeubles que d'aider les institutrices.

(Applaudissements à droite)

La question recevra du ministère actuel une solution définitive et logique. J'espère qu'avant la prochaine session le problème sera résolu définitivement. Il est clair que l'institutrice a droit à un salaire minimum supérieur à ce qu'elle reçoit actuellement, et c'est alors que les jeunes filles pourront se livrer à l'enseignement pour le plus grand bien des enfants et de la province.

(Applaudissements)

Nos institutrices, c'est à elles que nous confions ce que nous avons de plus précieux, ce que la race a de plus précieux: nos enfants. Or, leur salaire est si misérable que beaucoup d'entre elles sont obligées de rester au crochet de leurs parents. Nous allons essayer de mettre de l'ordre dans cette question.

Nous voulons faire des institutrices de carrière qui soient capables de donner un travail plus efficace que par les années passées, avec l'assurance d'un meilleur traitement.

Je pense que le gouvernement qui nous a précédés ne semblait pas savoir comment aider les municipalités dans le besoin. L'école fournissait du même coup de gros contrats.

Je puis assurer que nous changerons de politique et aiderons les écoles dans la misère de n'importe quelle partie du Québec. Le problème est complexe, mais nous allons mettre toute notre énergie à le régler.

M. Bastien (Berthier): J'ai écouté avec beaucoup d'attention les remarques du député de Témiscouata (M. Dubé) à l'item de l'aide aux municipalités pauvres, sur la question de l'instruction. Le ministre se rend compte qu'il y a des questions bien complexes. Tantôt, c'était celle de l'université, maintenant c'est celle des salaires des institutrices. Je suis de l'avis du ministre, en ce qui concerne le sort de nos jeunes filles dévouées à l'enseignement.

Mais est-ce qu'il n'y a pas eu de l'apathie et de la négligence, de façon générale, dans toute la province à ce sujet-là? Est-ce que les municipalités, lors de la prospérité, n'ont pas eu tort de ne pas songer à remédier à cette situation?

Est-ce que nos dirigeants, rouges et bleus, ont donné l'appui nécessaire pour pousser à cette amélioration indispensable? Je ne le crois pas.

Il y a eu de la négligence un peu partout. Et il en est résulté que l'on en a souffert. Par exemple, si les méthodes nouvelles de culture n'ont pas été plus appréciées, comme elles auraient dû l'être, est-ce que ce n'est pas un peu la faute parce que l'instruction primaire n'était pas suffisamment organisée dans ce sens?

On s'est occupé des ouvriers, on a voté de bonnes lois pour les accidentés, pour les salaires minimums des femmes, pour les contrats collectifs. Mais pour la question du salaire des institutrices, ç'a été ignoré par tous les gouvernements, y compris le gouvernement conservateur du temps?

Une voix: Combien que ça fait de temps, ça?

Une autre voix: Étiez-vous au monde dans ce temps-là? Qu'en savez-vous?

Une autre voix: Il a appris ça dans un cours d'histoire par correspondance.

M. Bastien (Berthier): C'est une question importante pour laquelle j'ai souvent parlé en cette Chambre. Je ne fais pas de politique sur cette question...

(Protestations à droite)

À titre d'ancien instituteur, j'ai soulevé maintes fois la question. Je remarque en passant avoir été fortement appuyé par l'ancien député de Lotbinière¹⁷ et l'ancien premier ministre, député de L'Islet¹⁸. La gauche du temps cependant ne bronchait pas. Il semblait que ces questions ne l'intéressaient pas.

Je me souviens qu'en tant qu'instituteur, j'ai été l'un des pionniers du mouvement amorcé à Montréal en vue d'obtenir de meilleurs salaires pour les instituteurs.

Dans mon village natal, les ouvrières d'usine gagnent plus que les institutrices parce qu'elles ont su s'organiser.

Je félicite le député de Témiscouata (M. Dubé). Je ne m'accorde pas avec le ministre sur ce qu'il a dit, quant aux écoles pauvres qui auraient été négligées par l'ancien gouvernement. Les écoles pauvres n'ont pas été négligées par l'ancien gouvernement...

M. Barrette (Terrebonne): Vous ne vous en êtes pas aperçu?

M. Bastien (Berthier): Je m'occupais du comté de Berthier et j'étais un bon député...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Oui, un bon mouton.

M. Bastien (Berthier): Un bon mouton! Le député de Montréal-Dorion veut m'interrompre. Je comprends ça; il a bien de petites choses à se faire pardonner par le premier ministre, bien de petites choses. C'est pour ça qu'il interrompt souvent. Il devrait s'y prendre autrement, car il sait pourtant que le premier ministre n'aime pas les flagorneurs. J'ai jassé souvent avec le député...

On s'est trop occupé de construire des écoles luxueuses et on n'a pas assez pensé aux institutrices. Il est temps que nous placions nos institutrices sur le même pied que celles des autres provinces du Canada.

M. Taché (Hull): Je félicite le gouvernement de la nouvelle politique qu'il a inaugurée au point de vue de l'institutrice. Je rappelle en passant au député de Berthier (M. Bastien) qu'à titre d'ancien citoyen

de la province de l'Ontario - au gouvernement de laquelle il reprochait cet après-midi des surcroîts de taxes - je puis dire que c'est avec honte que je pense que l'instituteur et l'institutrice, en Ontario, sont infiniment mieux payés que dans la province de Québec. Il va sans dire que l'ancien régime aurait pu adopter le salaire minimum actuellement préconisé par l'honorable secrétaire provincial (M. Paquette).

Le problème est sans doute complexe, mais la différence, c'est que l'ancien gouvernement était apathique pour marcher dans cette voie et s'en désintéressait, tandis que le gouvernement actuel va le résoudre. La comparaison sera désormais moins odieuse, quand on parlera du traitement des institutrices de la campagne québécoise et de celui du personnel enseignant de l'Ontario.

(Applaudissements à droite)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): J'ai entendu le plaidoyer de la voix de Berthier. Elle se fait entendre souvent. Si le député continue de la manière dont nous avons été témoins aujourd'hui et depuis 15 jours, on pourra dire qu'il aura fini par apprendre quelque chose de l'Union nationale. La voix de Berthier parle de problèmes complexes. Il n'est pas étonnant que les problèmes soient devenus complexes, car tout ce que l'ancien gouvernement a fait, c'a été de compliquer tous les problèmes en administrant à l'envers. Il est un fait qu'il devrait comprendre, c'est que l'Union nationale se trouve dans l'obligation de redresser l'ordre partout où le gouvernement libéral avait semé le désordre.

La voix de Berthier parle de petites choses à me faire pardonner par le premier ministre. D'abord, veuillez croire que ces péchés sont pardonnés, parce que je n'en ai pas commis. Et puis, le député ne comprend rien à cela. Au temps où il était à droite, il n'avait pas la liberté de penser par lui-même. On votait en fonction de rouge et de bleu. L'Union nationale n'est pas un régime où nous devons voir les questions politiques à travers des lunettes rouges ou bleues.

C'est un régime intéressé d'abord à l'intérêt public. Dans l'Union nationale, les députés ont la liberté de penser et d'exprimer loyalement et sincèrement leur opinion, et ils ont un chef qui a assez de largeur d'esprit pour avoir des députés libres.

(Applaudissements à droite)

La voix célèbre de Berthier dit qu'elle a préconisé de meilleurs salaires. Mais l'ancien régime ne vous a pas écouté. Sa voix célèbre tombait dans le désert. Ce n'était pas la voix de trois ou quatre

députés de votre calibre qui attirait la sympathie de l'ancien régime. Vous saviez que c'était peine perdue.

Le député de Berthier, parlant du salaire des institutrices, a oublié de mentionner le champion de l'école du rang, l'ancien député de Terrebonne¹⁹. Et il ne vous a pas écouté, parce que, pendant que vous étiez du côté du gouvernement, quand le premier ministre d'alors vous disait de voter, vous votiez, et quand on vous disait de vous taire, vous vous taisiez. Vous n'avez été qu'un "yes-man", pas autre chose.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Je connais des gens qui se sont affirmés "no-men" et qui sont devenus rapidement des "yes-men" dans cette Chambre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Si vous voulez parler, je vais m'asseoir. La voix de Berthier est éteinte, la voix de Berthier est étouffée, la voix de Berthier se meurt. Que le député prenne la parole, lorsqu'il pourra discuter de choses qu'il connaît, mais je lui demande non seulement de se taire dans d'autres débats, mais de s'effacer.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Thibeault (Montréal-Mercier) cite des chiffres pour démontrer que les institutrices sont exploitées et que l'ancien gouvernement les a négligées. Il parle d'un cas où trois institutrices ayant à enseigner dans un même village à des Canadiens français n'étaient payées que \$350²⁰ à elles trois, tandis qu'une autre, ayant à enseigner à des Indiens, recevait la somme, à elle seule, de \$850²¹. Il (M. Thibeault) souhaite que le nouveau régime soit plus humain. Nous devrions traiter nos institutrices, dit-il, au moins aussi bien que les Indiens sont traités par le gouvernement fédéral.

(Applaudissements)

L'honorable M. Paquette (Labelle) promet d'augmenter les octrois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: 29. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité protestant du Conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi du mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, aide *re* entretien d'un édifice de neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général, (paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

classes spéciales pour enfants arriérés, 19 George V, chapitre 45, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

M. Bulloch (Westmount) fait une suggestion pour qu'on augmente ces crédits.

L'honorable M. Paquette (Labelle) répond que le gouvernement s'efforce justement de secourir cette catégorie d'enfants négligés par l'ancien régime.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

41. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent ltée, service de navigation dans le bas du fleuve Saint-Laurent entre la Côte-Sud et la Côte-Nord, deuxième de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944; (O. C. no 2922, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ceci ne veut pas dire que nous acceptons les compagnies qui desservent actuellement ces routes fluviales. Il y a beaucoup de réformes à faire dans ce domaine. Ces compagnies ont, au détriment des pêcheurs, des avantages exorbitants. Il y a eu à déplorer jusqu'à présent un favoritisme éhonté. La Clarke SS jouissait d'avantages un peu exorbitants. Nous voulons voter le montant quand même, en ne nous engageant pas à dépenser tout cet argent et en pensant surtout à d'autres compagnies que celles qui en ont bénéficié jusqu'ici.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Je m'abstiens de parler trop longtemps sur cette question des transports maritimes que je connais bien. Mais comme j'appartiens, comme député, à une région qui est largement desservie par la Clarke SS, je suis à même de dire qu'il y a eu des cas patents d'exploitation. Je remercie le gouvernement de cette décision.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Cette compagnie s'était engagée à venir plusieurs fois aux Îles-de-la-Madeleine. Elle ne vient qu'une ou deux fois en dix ans et reçoit quand même ses crédits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

43. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., deuxième de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944, pour le maintien du service de navigation entre Montréal, Québec et les différents points de la côte de Gaspé; (O. C. no 2923, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., deuxième de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944, pour le maintien du service de navigation sur les différents points de la Côte-Nord du Saint-Laurent; (O. C. no 2924, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal; (Résolutions de l'Assemblée législative en date du 30 décembre 1893), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je souligne en passant le fait qu'une somme pour l'agence de Londres soit accolée à une autre pour la Société d'archéologie. Il est vrai que l'agence de Londres est maintenant du domaine de l'archéologie...

(Rires)

... mais voyez-vous la manœuvre? Et c'est pourquoi, cet après-midi, le député de Berthier (M. Bastien) n'a pas vu dans les crédits budgétaires de sommes pour l'agence de Londres. Remarquez qu'elle y est.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

46. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Bulletin de la Ferme*, octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce périodique n'est que la doublure du *Soleil*. Les \$6,000 représentent l'intérêt sur le fonds d'amortissement d'une somme de \$150,000. De même que l'octroi au *Canada* pour l'impression du

*Journal d'Agriculture*²² a été retiré, de même il en sera pour celui du *Bulletin de la Ferme*.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

47. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce subside est inscrit et, cette année, le gouvernement ne peut le refuser. Mais je ne garantis pas du tout que cet argent ira au Comité France-Amérique. Ce Comité est une société politique qui se charge de distribuer des décorations de la Légion d'honneur et, de façon générale, de tromper la bonne foi du gouvernement français. Nous faisons voter les montants, mais ce sera pour distribuer cet argent à des sociétés plus utiles, et surtout plus dignes de le recevoir.

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture (colonisation), \$163,000; moins déboursés applicables contre le revenu, \$3,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

annonce que tout le budget a été voté²³.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Organisation d'un département de la santé

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande de passer à l'étude des résolutions

préliminaires au bill qui a pour but la formation d'un département la santé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime de la Chambre, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose:
1. Que le sous-ministre de la santé visé par la modification décrétée par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions reçoive le traitement fixé par l'article 9 de la loi du service civil (Statuts refondus 1925, chapitre 10).

Adopté.

2. Que le secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département de la santé visés par l'article 5 de la loi du département de la santé (Statuts refondus 1925, chapitre 185A, tel qu'édicte par la section 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions) soient nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et rémunérés conformément à la loi du service civil ou à la loi du service civil extérieur (Statuts refondus 1925, chapitre 10 et 10A), selon le cas.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²⁴:

M. Barré (Rouville): Je ne comprends rien au texte des résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les services d'hygiène sont actuellement sous la juridiction du secrétaire de la province. Après ce bill, nous aurons un ministre de la Santé. D'ailleurs, le "secrétaire provincial", voilà un titre qui ne veut rien dire du tout. Plusieurs départements et services sont sous sa juridiction. Je ne sais qui a donné ce nom au ministère. Cela appartient à l'ancien régime et c'est digne de lui. Il faudrait trouver un terme plus expressif et plus français, le changer pour secrétaire d'État ou un autre. Nous trouverons autre chose. Qu'on me permette d'ajouter que c'est la première fois, dans l'histoire de la province, qu'un département de la Santé sera dirigé par un médecin. La place est aux compétences, comme c'est aussi la première fois qu'un ministère de la Voirie est dirigé par un ingénieur.

(Applaudissements à droite)

Le député de Labelle (l'honorable M. Paquette) est à sa place au département de la Santé. Il est d'une lumineuse compétence. Son nouveau département permettra d'abolir la loi de l'assistance publique, qui n'était devenue que de l'assistance politique. Nous allons réunir ensemble tous les services et les réorganiser. Le nouveau gouvernement est très intéressé au problème de la santé de la population. La santé est une question assez importante pour servir de base à un département.

Sous l'ancienne administration, un des grands maux fut l'étatisation de la profession médicale. Nous n'avions plus de médecins, nous avions des fonctionnaires. On avait trop étatisé. On avait trop spécialisé. Cela décourageait l'étudiant en médecine de poursuivre ses études. On fonctionnait de 9 heures à 5 heures. On n'avait pas le droit d'être malade entre-temps. Cela détruisait le médecin de famille, qui est une institution quasi nationale chez nous. On avait aussi étatisé la charité. Nous voulons rétablir la conscience administrative, fortement négligée. L'ancien régime était en train de faire disparaître l'élite. Nous prenons des mesures pour faire cesser cela.

(Applaudissements à droite)

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Au nom de la profession médicale de la province, je félicite le gouvernement de vouloir instituer un ministère de la Santé. C'est une sage mesure, mais j'aurais quelques suggestions à faire à ce sujet. Les dispensaires dans les villes sont une bonne chose, mais à la condition de ne pas faire disparaître l'utilité du médecin. Nous devrions avoir un ministre de la Santé qui ne s'occuperait que des problèmes d'hygiène et d'assistance.

Il devrait s'entourer d'un bureau d'aviseurs médicaux dont feraient partie les doyens de la profession et de l'enseignement de la profession, bureau qui pourrait recevoir telles ou telles réclamations qui surgissent toujours et dont on s'est continuellement plaint qu'elles ne soient pas écoutées? Et, si l'on constituait en même temps un département des assurances sociales, ne pourrait-on pas grouper le tout sous le titre "ministère de la Santé et des Assurances sociales"? Car les assurances sociales font partie de la santé morale.

M. Roy (Montmorency): Le projet de l'honorable secrétaire de la province (M. Paquette) est excellent, car il assure la préservation du capital humain. Nous voulons la préservation du capital humain à tout prix. Mais je me permets de dire que nous ne faisons pas encore assez. Il faudrait, à mon avis, que l'on constitue un ministère dirigé par un ministre qui s'occuperait essentiellement de l'hygiène.

Nous n'avons pas hésité à créer l'autre jour un ministère des Mines. Il faut d'abord - c'est plus important, il me semble - songer à la santé de la population. Le ministère pourrait très bien s'intituler "Hygiène et Bien-être social".

M. Poulin (Beauce): J'abonde dans le sens des paroles de l'honorable député de Gaspé-Sud. Je considère qu'un département de la Santé s'impose depuis longtemps, pour nous éviter les difficultés de toutes sortes, nées d'un manque de coordination.

Les médecins députés devraient collaborer avec le secrétaire provincial, le Dr Paquette. Il faut quelques réformes dans l'organisation des unités sanitaires; le gouvernement ne fera jamais trop pour la santé publique.

M. Hamel (Québec-Centre) est heureux de seconder les députés qui ont parlé avant lui. Il est, lui aussi, d'opinion qu'il aurait fallu créer un ministère spécial de la Santé, au risque de s'attirer les brocards de l'opposition sur l'augmentation du nombre des ministres. La santé est la chose la plus importante au monde, dit-il, si l'on excepte les qualités morales.

C'est très bien et c'est très juste. Si le gouvernement est vraiment désireux du bonheur de ses administrés, qu'il leur donne un ministère de la Santé, car que peut-on souhaiter de plus que la santé pour avoir le bonheur? Que nous servent de belles routes, si nous n'avons pas la santé voulue pour nous y promener? C'était une chose à laquelle l'ancien gouvernement n'avait pas songé.

Je crois à l'utilité d'un conseil d'aviseurs, qui éviterait bien des erreurs. Pour en signaler une, je mentionnerai que le placement des enfants à la campagne en a fait des tuberculeux. Pour guérir la tuberculose, l'ancienne administration prenait dans la ville des cas de tuberculose à peine avancés, les transportait dans des familles de la campagne afin de les guérir, mais souvent ne faisait que les transporter dans des endroits contaminés d'avance. Des jeunes enfants menacés de tuberculose ont été placés ainsi sur des fermes, chez des tuberculeux. De sorte qu'on aggravait la contagion la plupart du temps. Un médecin n'aurait pas commis pareille erreur.

Les maternités privées sont une autre erreur, de véritables tueuses d'enfants, encouragées par le gouvernement. On y exposait les nouveau-nés dans un courant d'air pendant un quart d'heure et, le lendemain, le nouveau-né mourait d'une pneumonie. Le département de la Santé évitera aussi, je l'espère, cette erreur. Le ministre de la Santé, M. le président, est le ministre le plus important d'un gouvernement.

(Applaudissements à droite)

M. Dubé (Témiscouata): M. le président, remettons ces débats à demain. Je demande l'ajournement pour pouvoir parler sur cette question très importante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pouvons encore travailler. Il n'est que 10 h 20. Nous pouvons continuer l'étude du bill et remettre d'autres discussions à demain. Il n'y a pas de différence entre un département et un ministère. Un département est une activité payée par un portefeuille qui peut payer plusieurs autres départements. Le secrétaire provincial n'aurait pas consenti à diriger ce département s'il ne s'en était pas senti capable, mais, comme il est compétent, nous n'aurons qu'à nous en féliciter. Je répète encore une fois²⁵, il ne faut pas subordonner la santé à un portefeuille ni un portefeuille à la santé. Je ne voudrais pas que les médecins aient l'air de rechercher un portefeuille...

(Rires)

... car alors on leur reprocherait de faire comme les avocats.

(Rires)

Je ne crois pas qu'il y ait un homme plus compétent que l'honorable secrétaire de la province (M. Paquette).

(Applaudissements à droite)

Le fait pour le gouvernement d'avoir nommé un médecin à la tête du nouveau département montre bien combien il attache d'importance à la santé publique. Je suis certain que tous les médecins aideront leur distingué confrère à assurer le succès du département.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je me fais un plaisir de dire que la modification du service de l'assistance publique s'impose. Il y a des abus et ils doivent disparaître. Je serai toujours prêt à accepter toutes les suggestions qui viendront des corps médicaux et des universitaires. La formation du nouveau département n'entraînera pas la nomination de nouveaux fonctionnaires. C'est une simple modification. Je demande aux médecins de faire confiance au gouvernement. Nous avons eu l'exemple de la lenteur de nos prédécesseurs. Nous marcherons de l'avant, mais nous n'irons pas trop vite.

(Applaudissements à droite)

M. Monette (Napierville-Laprairie): Qu'on me permette, quoique je ne sois pas médecin, de parler de la santé publique. Il me semble qu'il est grand temps de contrôler ces marchands de remèdes patentés qui font leurs annonces à la radio ou ailleurs. Il faudrait restreindre et contrôler ces annonces de remèdes qui doivent tout guérir. Je demanderais aussi qu'on mette à la portée des pauvres les remèdes coûteux et nécessaires que l'on vend dans les pharmacies et sur lesquels les pharmaciens prélèvent des profits trop exagérés.

(Applaudissements)

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): M. le président, je suis très intéressé à la cause des aveugles²⁶. Le nouveau département peut donner une grande assistance à ce problème social.

(Applaudissements)

Malheureusement, la province de Québec accuse un retard par rapport à toutes les autres provinces en matière d'aide aux aveugles, surtout en ce qui a trait au nombre d'institutions pour aveugles. Cela est particulièrement vrai des écoles pour enfants aveugles.

Il attire l'attention du gouvernement sur la cécité ou la quasi-cécité des jeunes et des enfants. Il demande que l'administration apporte son soutien à

l'Association des aveugles de Montréal, dont il passe en revue les activités. Il y a des cas, dit-il, où les médecins sont responsables de la cécité chez les enfants, les cas de cécité précoce ou de cécité de naissance, car d'après lui, l'enfant peut naître normal, si on lui porte une attention prénatale.

Il ne désire pas jeter le blâme sur la profession médicale, mais il dit que, d'après son expérience, en lançant une vaste campagne d'éducation, le gouvernement arriverait à prévenir une proportion importante de cas de cécité. Je suggère qu'on ajoute ce qu'il faut à la loi pour que le département s'occupe de rechercher les causes médicales de la cécité.

(Applaudissements)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je tiens tout d'abord à féliciter l'honorable ministre et député de Montréal-Saint-Georges de son bilinguisme. Il donne un bel exemple à la province.

(Applaudissements)

Il a le courage de parler français, malgré toutes les difficultés que cela peut représenter pour lui. Mes compliments pour son courage. J'espère que ce qu'il fait sera un exemple largement suivi²⁷.

(Applaudissements)

J'ajoute que la loi dit que le ministre de la Santé aura le droit de s'occuper de toutes les questions scientifiques et que cela couvre parfaitement le cas qui l'occupe.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Je félicite l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton), mais j'affirme que, s'il y a des cas de cécité de naissance, cela ne dépend pas du médecin. Cela dépend de parents, qu'on me passe l'expression, de parents blennorragiques. Ce ne peut être la faute du médecin.

M. Hamel (Québec-Centre): À moins que le médecin ne soit le père.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) félicite lui aussi le ministre du souci particulier qu'il prend de la santé publique.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 du chapitre 185A introduit par l'article 4 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"7. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le département, ni ne peut être attribué au

ministre de la Santé, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Est-ce que cela vise l'annulation de contrats?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce n'est pas dans notre esprit de...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) C'est bien dans le mien.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Oh, je suis certain que l'honorable premier ministre reconnaîtra toutes les bonnes mesures de son distingué secrétaire provincial.
(Applaudissements)

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dubé (Témiscouata): Je demanderais que la troisième lecture soit remise à demain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant que la Chambre s'ajourne, je signale qu'il y aura réunion du comité des bills publics demain matin à 10 heures, pour l'étude de la loi électorale, et réunion du comité des comptes publics à 11 heures.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Devoir* du 28 octobre 1936, à la page 6, rapporte que l'Orateur, M. Sauvé (Deux-Montagnes), est retenu chez lui par la maladie. M. Bouchard

(Saint-Hyacinthe) est quant à lui "retenu à l'hôtel de ville de Québec, pour le congrès annuel de l'Union des municipalités dont il est le secrétaire". Quant à M. Grégoire (Montmagny), maire de Québec, il est absent une partie de l'après-midi, en raison du même congrès. *L'Événement* du 30 octobre 1936, à la page 3, rapporte, quant à lui, que M. Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, n'est pas présent non plus à cette séance.

2. Selon *L'Événement* du 28 octobre 1936, à la page 3, M. Duplessis porte, pour la première fois, un binocle suspendu à son cou par un cordon noir, parce qu'il est maintenant obligé de porter des verres.

3. *The Montreal Gazette* du 28 octobre 1936, à la page 13, précise que le poste d'agent général à Bruxelles est vacant depuis de nombreuses années. Jusqu'en 1928, c'est Godfroy Langlois (1866-1928) qui était en poste. À son décès, on ne lui nomma pas de successeur.

4. Louis-Joseph Lemieux (1869-1952), médecin et député libéral de Gaspé (1904-1910), shérif du district de Montréal (1910-1925), puis agent général de la province de Québec en Angleterre (1925-1936).

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi). *Le Canada* du 28 octobre 1936, à la page 1, précise que M. Pouliot préside le comité pour la première fois.

6. Chiffre du *Devoir* du 28 octobre 1936, à la page 6. *Le Droit* du même jour, à la page 9, mentionne plutôt \$58,000.

7. Nom donné par *Le Canada* du 28 octobre 1936, à la page 1. *Le Journal* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt "M. Verge".

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

9. Voir note 8.

10. M. Bercovitch s'adresse à la Chambre en anglais.

11. De fait, l'honorable M. Dussault avait été candidat libéral indépendant dans Portneuf aux élections fédérales de 1935 et avait été défait.

12. MM. Messier et Barrette font allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août

1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

13. *L'Action catholique* du 28 octobre 1936, à la page 3, rapporte que les députés ministériels se réunissent en caucus, sitôt la séance ajournée.

14. *La Presse* du 28 octobre 1936, à la page 12, rapporte qu'à l'ouverture de la séance, de nombreux députés de l'Union nationale sont absents et que, du côté des libéraux, seuls trois députés sont présents.

15. *Le Droit* du 28 octobre 1936, à la page 4, précise que l'honorable M. Fisher n'est pas à son siège à ce moment.

16. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

17. Joseph-Napoléon Francoeur (1880-1965), avocat et député libéral de Lotbinière (1908-1936). Orateur de l'Assemblée législative (1919-1928), ministre des Travaux publics et du Travail (1930-1931), puis ministre des Travaux publics (1931-1936) et ministre des Mines (mars à juin 1936) dans le cabinet Taschereau. Député libéral de Lotbinière à la Chambre des communes (1937-1940). Nommé juge en 1940, il démissionna en 1945.

18. Joseph-Adélar Godbout (1892-1956), agronome et député libéral de L'Islet de 1929 à 1936 et de 1939 à 1948. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau de 1930 à 1936. Premier ministre libéral du Québec de juin à août 1936 et de 1939 à 1944, puis chef de l'opposition de 1944 à 1948. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville en 1949.

19. M. Bélanger fait allusion à Athanase David (1882-1953), avocat et député libéral de Terrebonne de 1916 à 1936 et en 1939-1940. Secrétaire et registraire de la province dans les cabinets Gouin et Taschereau, de 1919 à 1936, et sénateur de la division de Sorel de 1940 à sa mort. Créateur en 1922 d'un prix littéraire, le prix David.

20. Chiffre du *Canada* du 28 octobre 1936, à la page 3. *L'Illustration nouvelle* mentionne plutôt \$300.

21. Chiffre du *Canada* du 28 octobre 1936, à la page 3. *L'Illustration nouvelle* mentionne plutôt \$800.

22. Nom donné par *Le Devoir* du 28 octobre 1936, à la page 7. *Le Droit* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt le *Bulletin des Agriculteurs*.

23. Selon *Le Devoir* du 28 octobre 1936, à la page 1, il est 10 h 15 à ce moment.

24. Voir note 16.

25. *Le Canada* du 28 octobre 1936, à la page 3, rapporte qu'en prononçant ces mots, M. Duplessis regarde M. Hamel (Québec-Centre). Le premier ministre veut probablement faire allusion à la mésentente entre lui et M. Hamel, aussi médecin de profession, qui, avant la session, croyait obtenir un portefeuille pour mener à bien sa promesse de nationaliser l'électricité dans la province. M. Hamel et M. Duplessis ne purent s'entendre, et le député de Québec-Centre demeura alors simple député. (Voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXVI aux pages 7-15).

26. Selon *Le Devoir* du 28 octobre 1936, à la page 7, l'honorable M. Layton s'adresse à la Chambre en français. Le *Montreal Star* du même jour, à la page 11, nous informe qu'il est le secrétaire de la Canadian Federation for the Blind.

27. Selon *L'Événement* du 28 octobre 1936, à la page 10, l'honorable M. Paquette aurait aussi félicité M. Bercovitch d'avoir inscrit en français des questions au *Feuilleton* de la Chambre le 8, 15 et 20 octobre.

Séance du mercredi 28 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Épidémie de diphtérie dans Bellechasse

M. Boiteau (Bellechasse): M. l'Orateur, je tiens à signaler au gouvernement qu'une épidémie de diphtérie sévit actuellement dans le comté de Bellechasse, que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre. J'ai reçu des requêtes des conseils municipaux de Saint-Gervais, Saint-Charles, Beaumont, et autres paroisses, ainsi que des demandes des curés et médecins qui désirent que le gouvernement accorde le vaccin aux enfants menacés. Le secrétaire provincial (l'honorable M. Paquette) m'a promis son concours dans mes efforts pour aider à enrayer cette épidémie. J'ai reçu un accueil excellent et le ministre a déclaré qu'il prendrait les mesures immédiates voulues. Mais, comme je constate que l'épidémie s'étend vite, je fais un appel particulier au gouvernement et j'espère que l'on fera diligence pour aider mes électeurs.

M. Trudel (Saint-Maurice): Le député de Bellechasse pourrait-il me dire s'il y a une unité sanitaire dans son comté?

M. Boiteau (Bellechasse): Je ne le crois pas.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est incontestable que le devoir du gouvernement dans les circonstances est d'aider la population de Bellechasse, et il n'y faillira pas. Je me permettrai de faire remarquer que, dans les comtés où il y a des unités sanitaires, il se trouve par le fait même une organisation de dépistage qui permet précisément d'empêcher l'expansion d'épidémies, comme il y en a actuellement dans Bellechasse. Nous avons décidé d'accorder une aide substantielle aux médecins de Bellechasse et, suivant la demande du député de cette région, nous n'épargnerons rien pour enrayer l'épidémie le plus rapidement possible.

Dans les comtés où il y a des unités sanitaires, il y a un organisme chargé de dépister les

malades. Ce système a prévenu un grand nombre d'épidémies. J'en profite pour dire que les unités sanitaires n'ont pas toujours obtenu, peut-être, l'admiration à laquelle elles ont droit. Elles ont leur utilité et rendent des services préventifs considérables, et les comtés qui n'en sont pas encore pourvus feraient bien d'y songer sérieusement et d'étudier la question.

Je fais un appel spécial à ces comtés pour qu'ils étudient le problème. Ils comprendront facilement ce qui en est. Les comtés dépourvus d'unités sanitaires se trouvent dans le même cas que le comté de Bellechasse en maintes circonstances. Nous aiderons le comté de Bellechasse, car le département que j'ai l'honneur de diriger s'intéresse à ce cas. Il fera le plus possible pour sauver des vies humaines.

(Applaudissements à droite)

M. Boiteau (Bellechasse): Je remercie sincèrement le secrétaire provincial et le gouvernement de leur aide pour enrayer cette épidémie. Nous sommes disposés à considérer la possibilité d'établir une unité sanitaire dans le comté de Bellechasse.

Demandes de documents:

Assurances annulées et remplacées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il y a deux interpellations de l'opposition qui nécessitent un long travail. Je propose que ces deux questions relatives aux assurances, l'une posée par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et l'autre par le chef de l'opposition (M. Bouchard), soient transformées en motion, car l'impression des réponses entraînerait une certaine dépense, étant donné que ladite réponse sera très longue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se demande pourquoi on ne fait pas publier et imprimer les réponses. Ces réponses ne sont pas si longues, dit-il, qu'on nous réponde simplement "oui" ou "non".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose de les convertir en motion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection, mais il me semble que le gouvernement devrait répondre à nos questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler deux fois sur la même question. Il n'y a pas de débat sur cette question.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a une motion devant nous. Je proteste car c'est la première fois qu'une Chambre est "menée" de cette façon. L'Orateur vient de nous soumettre une motion, et tous les députés ont le droit de parler sur le sujet. Si on veut mener la Chambre comme en Russie, fort bien, mais le gouvernement devra en prendre la responsabilité, le peuple le saura.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne tolérerons pas de manières de Russes ni même de rustaude.

Le chef de l'opposition invoque les règlements à tout bout de champ; qu'il commence par les respecter, puisqu'il y tient tant.

M. l'Orateur: La présidence n'a pas encore eu le temps de mettre cette motion en délibération, de sorte que personne ne peut la discuter. Le premier ministre a fait une motion, mais je ne l'ai pas encore soumise à cette Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien, c'est un bon jugement, et je suis satisfait.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

Depuis que le gouvernement est au pouvoir, a-t-il annulé une assurance quelconque?

Dans l'affirmative:

a. Quelle est la nature de l'assurance qui a été annulée?

b. Quel est le montant total de l'assurance annulée?

c. Quel est le montant total des primes anticipées, s'il y en a, remis au gouvernement?

d. Le gouvernement a-t-il obtenu une nouvelle assurance pour remplacer celle qui a été annulée?

e. Par l'entremise de qui?

f. Quels sont les nom et adresse de l'agent qui a émis la nouvelle assurance?

g. Quelle est la durée du terme de la nouvelle assurance?

h. Quel en est le montant total?

i. Quel est le montant total des primes payées sur cette nouvelle assurance?

j. Quel est le nom des compagnies entre les mains de qui cette assurance a été placée, et l'endroit du bureau principal de chaque compagnie?

La motion est adoptée.

Assurances collectives sur les employés et pensionnés annulées et remplacées en 1936

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. À quelle date les assurances collectives sur les employés et pensionnés ont-elles été annulées et remplacées en 1936?

2. Quel était et quel est le montant de la police sur chaque personne du sexe masculin:

a. Dans l'ancien contrat?

b. Dans le nouveau contrat?

3. Quel était et quel est le montant de la police sur chaque personne du sexe féminin:

a. Dans l'ancien contrat?

b. Dans le nouveau contrat?

4. Quel était et quel est le nombre d'employés et de pensionnés du sexe masculin:

a. Dans l'ancien contrat?

b. Dans le nouveau contrat?

5. Quel était et quel est le nombre d'employées et de pensionnées du sexe féminin:

a. Dans l'ancien contrat?

b. Dans le nouveau contrat?

6. Est-ce qu'il y avait et est-ce qu'il y a une limite d'âge:

a. Dans l'ancien contrat?

b. Dans le nouveau contrat?

7. Dans l'affirmative, quelle était-elle et quelle est-elle:

a. Dans l'ancien contrat?

b. Dans le nouveau contrat?

8. Les anciens employés des deux sexes bénéficiant du fonds de retraite étaient-ils et sont-ils assurés:

a. Sous l'ancien contrat?

b. Sous le nouveau contrat?

9. Quel était et quel est le nombre des retraités des deux sexes, portant une assurance collective:

- a. Sous l'ancien contrat?
- b. Sous le nouveau contrat?

10. Quel était et quel est le nombre des pensionnés des deux sexes, âgés de 65 ans et plus portant une assurance collective:

- a. Sous l'ancien contrat?
- b. Sous le nouveau contrat?

11. Quel était et quel est le montant total des polices d'assurances:

- a. Sous l'ancien contrat?
- b. Sous le nouveau contrat?

12. Quel était et quel est l'âge moyen des assurés:

- a. Sous l'ancien contrat?
- b. Sous le nouveau contrat?

13. Quel montant additionnel d'assurances pouvaient et peuvent prendre à des taux spéciaux:

- a. Les personnes du sexe masculin:

- 1. Sous l'ancien contrat?
- 2. Sous le nouveau contrat?

- b. Les personnes du sexe féminin:

- 1. Sous l'ancien contrat?
- 2. Sous le nouveau contrat?

La motion est adoptée.

Organisation d'un département de la santé

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé soit maintenant lu une troisième fois.

M. Dubé (Rimouski): M. l'Orateur, permettez que mes premières paroles en cette Chambre soient des paroles d'admiration et de félicitations pour notre peuple de la province de Québec qui, au sabotage des institutions et à la dictature, a préféré, pour sa gouverne, choisir l'Union nationale, afin de donner à tous ses représentants l'opportunité de dépenser pour lui toutes leurs capacités, toute leur énergie, toute leur intelligence, tout leur cœur, tout ce qu'ils souhaitent et tout ce qu'ils espèrent pour la réalisation du bonheur commun².

Depuis une dizaine d'années, en effet, trois solutions se sont offertes aux peuples pour remédier à leurs malheurs: *a.* Le sabotage de toutes les institutions pour reconstruire sur des ruines; *b.* La

dictature qui concède à un seul homme la puissance de penser et d'agir, et sur lequel repose tout le poids des affaires; *c.* L'Union nationale, qui fait appel à toutes les bonnes volontés pour regarder les choses à la lumière des principes sociaux, pour s'élever au-dessus des détails décevants et d'alourdissantes passions politiques; qui étudie, en commun, avec toutes les forces de l'homme tout entier, et avec la résolution de payer de sa personne, à la lumière des erreurs du passé et des faits présents, qui étudie toutes les questions pratiques qui s'imposent, afin de rendre nos malheurs passés plus supportables, nos châtiments temporaires et nos espérances plus lumineuses.

(Applaudissements à droite)

S'il me fallait donner une devise à ce nouveau groupement du gouvernement national, je n'hésiterais pas à choisir ces deux mots latins: *Viribus unitus*, qui veulent dire: marcher toutes forces unies et agir de son mieux, en homme de tête, de cœur et de caractère.

Comment a pu se former cette théorie nationale? Comment les divers groupes d'hommes qui la composent ont-ils pu, tous à la fois, arriver au même point de ralliement? Ce sont là des questions encore trop enchevêtrées et trop complexes pour pouvoir être résolues présentement. L'histoire se chargera de ce problème.

L'important et le beau en tout cela, c'est de nous sentir prêts à l'effort, au travail, à l'action, décidés à sacrifier, s'il le faut, jusqu'à la dernière minute de nos vies, à l'exemple de notre chef distingué, l'honorable premier ministre, qui a répété ces nécessités tant de fois au cours de la dernière campagne électorale.

Et, puisque le temps n'est pas à perdre et qu'avant d'être député je fus durant plus d'un quart de siècle médecin, souffrez que je vous parle de médecine, de médecins et de santé publique.

On peut définir la médecine: la science de la santé et des maladies, car l'on ne peut étudier l'homme sans d'abord connaître les conditions de vie de l'homme sain. Ceux qui ont charge de conduire les hommes et qui s'intéressent à leur prospérité ont pour premier souci la santé individuelle et la santé publique, qu'ils considèrent comme le plus précieux capital qui leur soit confié!

On sait les immenses progrès que l'hygiène a réalisés. Grâce à elle et au concours de toutes les sciences, la santé individuelle et la santé publique sont améliorées et un grand nombre de maladies sont évitées, et la durée de la vie humaine est prolongée.

Cependant, malgré les efforts de l'hygiène, que d'erreurs partout répandues, que de préjugés tenaces, que de fautes commises par ignorance ou par négligence! Aussi, la sollicitude des gouvernements dans tous les pays et à toutes les époques pour la médecine fut-elle toujours illimitée!

Patriarcale avant le déluge, la médecine fut divinisée par les Grecs. La mythologie grecque avait placé dans l'Olympe une déesse de la beauté, "Hygie", qui a donné son nom à l'hygiène, cette partie des études médicales qui traite spécialement des moyens de conserver la santé. Au Moyen Âge, la médecine fut corporative. Dans le Bas-Canada, le libre exercice de la médecine fut longtemps privilégié, tant sous le régime français que sous le régime anglais. Il est toutefois nécessaire d'enregistrer que la création de notre université mère coïncida avec la première école canadienne-française de médecine qui permuta en faculté de médecine de l'Université Laval de Québec.

Le Collège des médecins et chirurgiens du Bas-Canada était créé depuis une dizaine d'années, à l'époque de la fondation de l'Université Laval. Le distingué recteur de l'Université de Montréal, à la clôture du dernier congrès des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, a fait l'historique des diverses facultés de médecine au Canada français; l'Union médicale a aussi publié, il y a quelques années, une étude documentée sur le même sujet.

Ce qui manque à ces études, c'est la statistique des sommes d'argent dépensées, d'année en année, pour le maintien de ces facultés. L'on semble, de préférence, s'être attaché à démontrer le dévouement des promoteurs et le désintéressement des professeurs, jusqu'à ce que la fondation de l'Université de Montréal nous ramenât à la réalité, pour constater le gigantesque effort demeuré sans conclusion, faute de millions nécessaires à la parachever.

L'Université de Montréal, encore inachevée, devait satisfaire, pour autant qu'elle pourrait, aux exigences et aux besoins d'une faculté de médecine et prouve, du moins, combien grand fut le rêve de nos prédécesseurs et des universitaires, au temps de la plus grande prospérité de la province.

Cela nous indique bien aussi l'effort qu'il nous reste à faire pour permettre à nos universitaires de continuer efficacement l'œuvre éducative de nos enfants, si nous voulons qu'ils soient à la hauteur des espérances que nous fondons sur eux. Il y aurait aussi quelques comparaisons à faire entre ce que nous dépensons pour les universités et tout

particulièrement pour la médecine, et ce que les autres gouvernements dépensent. La documentation me manque. En attendant, permettez que je m'attarde à l'évolution de la médecine de par le monde, afin d'en connaître l'importance et la nécessité.

Je vous ferai grâce de l'évolution de la médecine à travers les âges; je me contenterai de m'arrêter sur le fait le plus important, à savoir la spécialisation. Elle comporte des exigences si multiples et si différentes, mais qui expliquent, mieux que tous les raisonnements possibles, les exigences universitaires contemporaines de l'enseignement médical et de la formation des jeunes médecins.

Jusqu'au commencement du XIX^e siècle, il n'existait guère que deux catégories de médecins: le médecin proprement dit, qui surveillait la santé et traitait les maladies en général, puis le chirurgien, qui corrigeait les malformations corporelles et les accidentés. Comme des expériences récentes tendent à ramener la vie à des phénomènes électriques, la médecine actuelle, sans abandonner aucune des théories heureuses, sans nier le génie de Pasteur³, fidèle aux théories de l'asepsie et de l'antisepsie, cherche encore les axiomes certains de demain et les meilleurs moyens thérapeutiques.

En attendant que s'élève à l'horizon le soleil de la certitude médicale, les hommes de science doivent rester fidèles à la théorie expérimentale de Laennec⁴, de plus en plus fortifiée par les révélations des amphithéâtres d'anatomie, les laboratoires et les microscopes. La science médicale a donc besoin, pour se maintenir à la hauteur de toutes les révélations scientifiques quotidiennes, d'être poussée indéfiniment par l'esprit de recherche, les talents de toutes sortes, le génie inquisiteur et par la finance nationale.

À la dernière réunion du Conseil de l'instruction publique, le premier ministre déclarait qu'un boni généreux accordé pour le maintien et les œuvres de ce respectable corps était de l'argent bien placé. Me permettra-t-on de reprendre le même argument en faveur de la médecine, à laquelle tout homme, souvent dans sa vie, doit avoir recours, et dont il bénéficiera dans la mesure de la confiance qu'il aura mise en elle et de la protection effective qu'il lui aura accordée?

Évitons, je vous en prie, de faire de la démagogie à rebours, en affectant une indifférence non motivée pour les choses de l'intelligence et de l'esprit. Personne d'entre nous, j'en suis convaincu, ne voudrait ignorer que la grandeur de l'homme se mesure à la capacité de son esprit, qu'un peuple n'est

grand que par le nombre de ses savants, que l'argent est un bien périssable, mais que la culture de l'esprit se transmet de génération en génération, que les conquêtes de la science sont les plus fécondes et les plus généreuses, et qu'une once de science vaut un tonneau d'or.

M. l'Orateur et mes honorables collègues, permettez-moi de vous demander d'être généreux pour nos universités et d'être plus que prodigues pour la médecine. Elle est appelée à rendre les meilleurs et les derniers services à tous les hommes, à surveiller la santé publique, à préserver le monde des épidémies, à prolonger la vie de ceux qui nous sont chers, la vie de tous, à constituer, enfin, le capital le plus productif de la nation.

Le médecin est un homme qui sauvegarde la santé individuelle et publique, qui lutte contre la souffrance et contre la mort. Sa grande récompense, c'est la joie des combats qu'il livre, des victoires qu'il remporte. Pour qui a pénétré l'âme médicale, cette définition est juste.

Sans doute, faut-il tenir compte d'exceptions: celle des âmes fausses, qui ne songent qu'à battre monnaie sur la souffrance. Mais les méfaits de quelques charlatans ne se mêlent pas à l'or fin des mérites incontestés de la profession médicale, qui a toujours existé, qui, à travers les siècles, s'est le plus scientifiquement développée, et qui existera toujours, à cause du but même qu'elle se propose: lutter contre la souffrance et contre la mort.

Pour illustrer cette exclusivité, et sans vouloir remonter plus loin que les souvenirs de chacun des honorables députés qui m'entendent, et des vôtres, M. l'Orateur, n'est-il pas vrai qu'elle s'applique seulement à celui qui, pour nos pères et pour tout le peuple, s'appelait "le médecin de famille"? Puisque les conditions de vie sont changées, mais non pas l'âme ni le cœur des hommes, n'est-il pas vrai que cette exclusivité s'applique encore parfaitement à l'accoucheur de nos femmes, à tous les spécialistes, à l'excellent médecin de ville comme à l'excellent médecin de campagne qui existent toujours?

Si l'âme et le cœur des hommes ne sont pas changés, la condition sociale du médecin ne l'est pas non plus, ou ne l'est guère. Elle l'est si peu qu'il semble qu'à mesure que le médecin ait fait des efforts gigantesques pour faire servir la science à l'apaisement de la douleur, au salut et à la prolongation des vies, l'État chez nous - sinon les particuliers - s'est de plus en plus désintéressé de son sort, alors que lui-même, trop absorbé dans la poursuite de son idéal, en est presque arrivé à ne se soucier que fort peu de ses propres intérêts.

Au cours des 90 dernières années, les médecins de la province de Québec ne se sont intéressés à eux-mêmes qu'en deux grandes circonstances: en 1847, pour obtenir leur grande charte d'incorporation, et en 1909, pour réviser cette même charte et l'adapter aux exigences scientifiques nouvelles.

À part cela, aucun grand mouvement d'ensemble, mais une multitude de petits mouvements plus ou moins bien réussis qui n'amendent aucunement par le fond une situation professionnelle depuis trop longtemps précaire. Le temps n'est-il pas venu d'examiner ce que l'on exige légalement des médecins, ce que l'on fait pour eux et ce que l'on devrait faire aujourd'hui, pour faciliter l'accomplissement de leur tâche quotidienne?

La pensée ne me vient même pas à l'esprit de jeter la pierre aux législateurs qui ont méconnu la profession médicale. J'aime mieux avouer l'apathie insouciance des médecins pour tout ce qui les concerne; mais, par ailleurs, puisque la confiance du peuple m'a placé à la tribune, me serait-il permis d'en profiter pour rendre hommage à la profession qui m'a fait ce que je suis, et qui n'occupe pas dans la société, je regrette de devoir le dire, la place qu'elle mérite?

Ce qu'il y a de remarquable dans la charte médicale de 1847, comme dans celle amendée en 1909, c'est que le statut légal de la profession médicale de cette province, comme autrefois celui du Bas-Canada, est une loi essentiellement publique, rédigée dans le but évident d'assurer au peuple le service de médecins compétents.

La loi de 1847 s'inspire particulièrement des lois qui régissaient alors le Collège royal des médecins d'Angleterre; celle amendée en 1909 s'inspire de la loi française.

La charte médicale est une loi publique, ai-je dit. Je le réaffirme à dessein afin de faire cesser toute équivoque. Ne s'est-on pas suffisamment contredit à ce propos, jusqu'au point de chercher noise à un haut dignitaire de la profession qui affirmait un jour: "La loi du Collège des médecins et chirurgiens est une loi publique pour la protection du public?" J'ai trop confiance dans le bon jugement de mes collègues avocats pour craindre une contradiction de leur part sur ce point.

Or, la Législature, tout en accordant des droits aux médecins, nous obligeait à remplir des devoirs; durant un quart de siècle, le Collège des médecins, en frais d'enquêtes et en frais judiciaires, pour la seule protection du public, a dépensé au-delà de cent mille dollars, en pure perte pour lui-même et

pour les siens, uniquement pour être fidèle au mandat que la loi lui avait confié.

Et voici que demain, sans doute, si ce n'est déjà fait, on demandera au Collège d'entreprendre la grande lutte qui s'impose sans tarder, pour l'épuration des annonces médicales à la radio, parce que celle-ci est le rendez-vous de tout ce que le monde fabrique, à flots pressés, d'iniques et funambulesques charlatans.

Croyez-vous, M. l'Orateur, que le Collège des médecins puisse tenir le coup? Ce ne sont pas les propriétaires qui protègent le public contre les voleurs. Ce ne sont pas les particuliers qui s'attaquent aux meurtriers. C'est la couronne. Pourquoi les médecins supporteraient-ils toujours l'obligation de poursuivre les charlatans, les empoisonneurs publics, les instituts, les hôpitaux du cancer, les plus honteuses spéculations médicales de chair humaine qui soient au monde, les mercantis et les annonceurs de toutes sortes dans le journal, sur les affiches, aux théâtres, dans les lupanars et à la radio? Pourquoi, je vous le demande, les médecins seraient-ils tenus de soutenir seuls cette lutte gigantesque qui s'impose pour la protection du public?

Qu'on cesse - il en est temps, et ce n'est que justice - de leur demander l'impossible, qui n'est autre que de soutenir de leurs deniers une police de mœurs professionnelles à travers toute la province.

Est-il nécessaire pour cela d'amender la loi médicale? Je ne le crois pas. Il suffirait d'une entente entre le gouvernement et le Collège des médecins pour que toutes les enquêtes contre les charlatans soient faites par la police provinciale, pour que toutes les causes plaidées contre le charlatanisme le soient par les procureurs de la couronne, pour que la surveillance des annonces antiprofessionnelles, par trop suggestives ou mensongères, devienne une initiative de l'État.

Si le médecin néglige ses propres intérêts, on ne saurait lui reprocher de n'avoir pas, constamment et avec désintéressement, travaillé au relèvement des classes, et, très souvent, au préjudice de ses intérêts, préconisé le traitement gratuit des malades, par la fondation d'hôpitaux, de dispensaires, de maternités, de gouttes de lait³, de crèches, toutes institutions qui requièrent et multiplient ses services, le plus souvent sans rémunération ni reconnaissance de la part de qui que ce soit.

Puis se succédèrent, peu à peu, les dispensaires, antituberculeux et antisypilitiques, les hôpitaux de toutes sortes et les sanatoria, la transformation du conseil supérieur d'hygiène, la direction du service provincial d'hygiène,

l'établissement d'unités sanitaires, tout un monde, enfin, de mesures sanitaires plus ou moins opportunes, que l'opinion générale reconnaissait comme utiles, mais dont les médecins se désintéressèrent à peu près totalement, parce qu'ils se sentaient repoussés de toutes ces initiatives comme par un cercle de fer qui s'élargissait constamment pour les éloigner.

Et alors apparut le spectacle, qui dure encore, des gardes-malades, s'en allant à travers la province, faire office de médecins, de par la grâce du gouvernement Taschereau et de son délivreur de certificat *Ad praticandum*, l'omnipotent directeur du service provincial d'hygiène.

La loi médicale était foulée aux pieds par l'ancien régime! Il serait téméraire d'essayer de faire la statistique des protestations officielles qui rappelèrent tantôt au département du secrétaire provincial, tantôt au département du procureur général, les dénis de justice qui se répétaient, à l'année, par les gardes-malades protégées et encouragées par le gouvernement, munies par lui d'instruments de chirurgie et d'obstétrique, de seringues, de narcotiques et de chloroforme et tout un bagage de remèdes patentés, dont elles ne connaissaient pas la composition ni l'usage. Au vu et au su de tout le monde, ces gardes-malades exerçaient et exercent encore couramment la médecine, particulièrement sur la Côte-Nord du fleuve Saint-Laurent et dans tous les autres endroits de colonisation entourés de médecins, pour finir par prendre le contrôle, dans nombre de compagnies, des soins des accidentés du travail.

À toutes ces protestations écrites ou verbales, le grand cerbère de l'hygiène provinciale n'avait qu'une réponse, toujours la même et cent fois répétée: "Si le Collège des médecins s'attaque aux gardes-malades, qui font office de médecins avec notre permission, nous allons légaliser leur état." Jamais, croyons-nous, un gouvernement démocratique n'a plus cyniquement méprisé les lois d'un pays que ne l'a fait le gouvernement Taschereau, relativement à la loi médicale de cette province.

Que dirai-je maintenant de la loi des accidents du travail que j'aurai sans doute l'occasion d'analyser de façon détaillée, mais que je ne considère, en ce moment, que dans ses rapports avec les médecins indépendants? Quel sursaut va faire la population de cette province en apprenant que, pour ne pas faire traiter un accidenté par un médecin indépendant, on obligea, certains hivers, les accidentés à se faire traiter 75 milles plus loin, au risque de se geler tous les membres, simplement pour se faire panser par un ami politique du gouvernement.

Que penser de l'interprétation de ladite loi par la Commission des accidents du travail, où bon nombre de règlements sont en contravention avec la loi, contre le bon sens, la justice et la morale? Les exemples de cette sorte se multiplieront au fur et à mesure que nous analyserons la politique de parti pris de l'ancien régime, et tout le monde finira par se demander, les médecins autant que les autres cette fois, comment il a été possible de vivre pendant 30 ans, dans cette atmosphère d'enchaînés et de parias.

M. l'Orateur, pour que la profession médicale de cette province puisse recommencer sa course aux étoiles, pour qu'elle puisse poursuivre le haut idéal que, de tout temps, elle s'est assigné, il faut commencer par la libérer des liens politiques qui l'enchaînent.

C'est à contrecœur et contraints, veuillez le croire, que beaucoup de médecins, affirmés par l'État ont dû, jusqu'ici, se montrer partisans. Cet esclavage était une condition *sine qua non* de la réquisition de leurs services, et plutôt que de manquer de pain, dans bien des cas, l'on s'est fait partisan politique.

Le jour où il sera connu, admis, qu'il n'est pas nécessaire d'être partisan pour servir l'État, le médecin poursuivra ses études avec contentement et espérance: il aspirera à devenir une compétence dans la matière particulière qu'il aura choisie comme étude spécialisée, il ne craindra d'autre concurrence que celle de la science acquise, et c'est de cœur léger et d'esprit libre qu'il donnera toute la mesure et tout son temps à l'État, s'il en est requis.

Voilà, M. l'Orateur, les grandes lignes directives, les jalons indicateurs placés le long de la route qui vous montrent ce qu'est la médecine et ce qu'est le médecin de nos jours.

Comme en ce moment je ne doute pas de la générosité et de l'esprit de justice du gouvernement à l'égard de la médecine et du médecin; que, d'autre part, je ne doute pas de la sincérité du corps médical à l'égard de l'Union nationale, je formule le souhait que le nouveau gouvernement, dans ses rapports avec la médecine et le médecin, s'inspire des grandes lignes que je viens de tracer.

La santé publique est la résultante des efforts de tout un peuple pour sauvegarder la santé des individus, depuis le berceau jusqu'à la tombe, empêcher la contagion des maladies infectieuses, prolonger la durée de la vie humaine, éviter les maladies évitables, et pour rendre à tous la vie meilleure en vulgarisant, par l'éducation familiale, l'enseignement de l'hygiène à tous ses degrés, en préconisant et soutenant divers moyens d'œuvres d'assistance corporelle et publique, d'action sociale

pour toutes les catégories de sexes, d'âges et de conditions, afin de rendre cet enseignement efficace et pratique.

À la lumière de cette définition, sait-on combien complexe est ce que nous appelons la santé publique, tout ce qu'elle comporte de sens divers, de détails multiples, d'organisations privées et publiques, d'action individuelle et d'action collective, d'action paroissiale et d'action gouvernementale, d'œuvres sociales de toutes sortes, sous l'égide du clergé séculier, des religieux et des religieuses, d'associations particulières, de citoyens bien disposés, de dames patronnesses et de charité, de comités directeurs et de dames directrices, sans compter les initiatives multiples et variées qui sont l'œuvre proprement dite, essentielle ou secondaire, des grandes institutions telles que les universités, les écoles spécialisées, les sociétés philanthropiques, les compagnies d'assurance-vie, les fondations et les gouvernements?

La santé publique, pour l'assurer plus ou moins, il faut commencer l'éducation hygiénique de l'enfant, 20 ans avant sa naissance, par l'éducation de sa mère; la poursuivre sans relâche par l'assistance maternelle, la lutte contre la mortalité infantile, les gouttes de lait, les consultations maternelles, les dispensaires, les hôpitaux, les sanatoria, les refuges, les garderies d'enfants, les asiles de toutes sortes, les camps de vacances, les terrains de jeux, les écoles, les parcs publics, les habitations saines. Et la continuer, pour tous les âges, par la surveillance et la distribution des eaux potables, des aliments sains, des places publiques, des marchés, des théâtres, des vues animées, par la guerre sans merci aux maisons mal ventilées, aux chambres noires, aux lieux infects, aux dépotoirs, à la malpropreté sous toutes ses formes, à la misère honteuse, aux lupanars, aux maladies vénériennes et infectieuses.

Cette énumération à vol d'oiseau ne dit pas tout, et pour cause. L'homme qui pourrait simplement énumérer de façon complexe, tout ce qui, dans un pays, se rattache de près ou de loin au maintien de la santé publique, serait déjà un as en matière hygiénique.

Combien plus difficile, impossible même, cette énumération dans notre chère province de Québec où, de tout temps, le souci de la santé publique fut plutôt la part des particuliers que de nos gouvernements. Certes, il faut être juste et ne pas nier que, depuis la grande expérience de Thetford-les-Mines, quelque chose a été fait, certains résultats ont été obtenus, mais il est avéré que jamais aucun plan d'ensemble n'a été déterminé, et que les résultats

quelque peu tangibles, obtenus jusqu'ici, ont été plutôt la résultante des efforts particuliers, mesquinement sustentés par l'État, plutôt que la résultante des efforts d'un gouvernement soucieux de la vie de ses commettants et de la santé publique.

Pour jeter de la poudre aux yeux des gens et faire croire que quelqu'un d'autorisé et de compétent s'occupait au moins, à loisir continu, de cette grande question de la santé publique, on a emprunté aux pays d'Europe le nom d'un corps sérieux et opérant, l'on a créé le Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec.

Je ne sache pas que l'on ait fait autre chose que de nommer comme membres de ce conseil des créatures politiques, dont aucune d'entre elles ne s'est jamais contentée que d'approuver et de suggérer les mesures sanitaires ou prophylactiques jugées telles par des fonctionnaires de second ordre du département du secrétaire de la province, qui ne fut jamais, avant ce jour, qualifié pour remplir le rôle de ministre de la santé publique.

L'étude approfondie et détaillée des agissements du régime néfaste qui vient de disparaître, écrasé sous le mépris du peuple, établira de plus en plus la preuve évidente que loin de mettre en pratique les suggestions désintéressées de qui désirait ardemment et à bon escient sauvegarder le capital national et précieux de la santé publique, ce régime les a toujours ignorées, méprisées même, et que la plupart du temps, pour n'être pas d'accord avec le bon sens, il a agi à rebours du bon sens. La preuve évidente de ce que je dis, vous l'avez déjà trouvée dans la façon de choisir des infirmières pour traiter les bûcherons et les colons, alors que, dans une période de crise mondiale qui dure encore, tant de médecins parfaitement qualifiés et scrupuleusement honnêtes eussent été heureux de concourir au bien commun par l'exercice de leur art, où que ce soit.

Entre parenthèses, savez-vous quelles raisons l'on a donné pour écarter les médecins de leurs droits à l'assistance publique, j'entends à prodiguer leurs soins, entre autres, aux bûcherons et aux colons? On a prétendu que certains comptes médicaux avaient été par trop majorés, ce qui ne fut peut-être pas le fait d'un seul médecin - ni d'un seul avocat, ni d'un seul ingénieur, ministre ou pas ministre - dans leurs réglemens de comptes avec le gouvernement.

Cela se contrôle et cela se redresse, il me semble, sans une fessée obligatoire pour tout le monde! Et savez-vous quel est l'homme qui s'est ainsi fait le vengeur du Trésor provincial, en écartant tous les médecins, les bons et les mauvais? Je le désigne, M. l'Orateur, parce qu'il importe qu'un

compte sévère de ses mépris professionnels lui soit demandé. Celui qui, de propos délibéré et sans aucune raison sérieuse, a écarté les médecins du soin des colons et des bûcherons dans certains cas, est ce haut fonctionnaire payé \$6,000 par année, sans compter ses multiples petits revenus provinciaux d'acôté, et qui, concurremment, retirait d'un sanatorium antituberculeux, non loin de Québec, une rente annuelle pour des services professionnels qu'il n'a jamais rendus.

Sans vouloir discourir à fond de la santé publique, me serait-il permis d'attirer votre attention sur quelques vérités générales, dont l'esprit de tout législateur doit être imprégné, avant de s'adonner à ce problème si complexe? Au juste, qu'est-ce donc que la santé? C'est l'état parfait de l'économie vivante. Cela implique comme conditions essentielles, l'intégrité de tous les organes, de toutes les fonctions et de toutes les qualités de l'être humain; l'accomplissement régulier des actes nutritifs, ainsi que l'exercice harmonieux des activités physiques, intellectuelles et morales dont l'ensemble constitue la manifestation et le but de la vie.

À la lumière de cette définition, il va de soi que, même en tenant compte de l'hérédité et de l'ambiance de chacun, le principal artisan de sa propre santé est soi-même, mais encore faut-il que tout concoure à nous la faire apprécier, et que nos moyens de la conserver ne soient pas entravés par une mauvaise éducation, ou par des coutumes sociales contraires à son constant maintien.

D'où l'importance pour l'État de donner, de prime abord, son attention et ses soins à la santé particulière des individus en leur procurant, par tous les moyens possibles, l'éducation hygiénique propre à leur âge, à leurs conditions de vie, à leur ambiance et à leur milieu. Commencée dans la famille, cette éducation doit se poursuivre sans relâche pour tous les âges, toutes les conditions et tous les états de vie. On ne fait guère que commencer à enseigner la puériculture aux filles et aux mères pour leur montrer comment élever les enfants, et déjà d'excellents résultats ont démontré les avantages de cet enseignement. L'hygiène peut donc espérer, pour tous les âges, les avantages semblables à ceux qu'on obtient dans l'enfance.

Ce qui est vrai des individus ne l'est pas moins pour les collectivités humaines. Les familles comme les nations, comme les individus, sont capables de parfaire leur santé, leurs moyens d'action, de reconquérir leur valeur physique, en changeant leurs manières de vivre, en réformant leurs mœurs et leurs habitudes avec persévérance.

C'est ainsi que les tares produites par les fautes accumulées des générations qui se succèdent peuvent s'atténuer et disparaître.

Si les gouvernements sont convaincus que l'économie humaine se maintient naturellement dans l'état de santé quand rien ne l'en détourne, qu'elle tend à y revenir quand elle s'en est écartée, qu'elle est douée d'un ressort qui lui permet de réagir contre les tares héréditaires ou acquises, ils comprendront le rôle hygiénique qui leur incombe, et ils s'efforceront, par tous les moyens éducationnels à leur disposition, de corriger les habitudes mauvaises de leurs peuples et d'encourager les bonnes, de hâter par tous les moyens possibles l'éducation hygiénique de leurs peuples, assurés qu'ils seront, qu'en travaillant au maintien de la santé particulière, ils affermissent la santé publique et augmentent considérablement le capital de la nation.

Enfin, faut-il ne pas oublier, en raison même de la nature de l'homme, qu'à l'hygiène corporelle s'associe toujours l'hygiène morale, pour le plus grand bien du corps et de l'âme, et que l'une et l'autre sont les deux objets solidaires d'une éducation qui doit embrasser l'homme tout entier, le conduire au bien-être auquel il aspire et dont le terme, durant la vie, est la santé de l'âme et du corps.

Je n'indique l'hygiène morale, ici, que parce que je la considère inséparable de l'autre, et que je ne voudrais pas être imputé à tort de m'en désintéresser.

Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que la santé publique soit le plus cher de tous nos biens? Et ne croyez-vous pas qu'il importerait au préalable de toute loi pour la protéger, de connaître tout ce qui a été fait à date, de remplacer le Conseil supérieur d'hygiène, corps absolument inopérant, par une commission d'hygiénistes et d'hommes d'œuvres qui aurait pour mission de faire, dans la province de Québec, ce que les Américains appellent un "health survey", ce qui veut dire une enquête complète sur toutes les œuvres d'hygiène publique, incluant les organisations volontaires aussi bien que les organisations officielles provinciales?

Le rapport de cette commission devrait comprendre un exposé complet de la situation actuelle et des recommandations, s'il y a lieu, mais basées sur l'étude des organisations étrangères à la province: canadiennes, américaines et européennes. On l'a fait pour la pension de vieillesse. Il n'est pas exigeant de demander la même chose pour parfaire les moyens de protéger la vie humaine.

Tout ce que j'ai dit sera réalisable le jour où nous aurons, dans la province de Québec, un ministère de la santé publique. Je crois exprimer le vœu de tous les députés confrères et être également

l'écho fidèle du cri unanime de la profession médicale, en réclamant la création d'un tel ministère dont je suis heureux d'approuver le projet. Car, la santé, c'est le plus grand de tous les biens.

(Applaudissements)

La motion portant troisième lecture du bill 28 est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des services publics de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 abolissant la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi de la Commission des services publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 17), et ses amendements sont abrogés à partir du 15 avril 1937."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me demande par quel organisme on va remplacer la Commission des services publics, surtout en ce qui concerne l'étude des causes actuellement pendantes devant cet organisme, et qui ne sont pas encore réglées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but du projet est de revenir au système judiciaire régulier et de laisser les citoyens recourir à la Cour supérieure.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): La Commission ne disparaîtra pas tout de suite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admetts qu'il y a des causes pendantes, mais nous

disons dans la loi que la Commission disparaîtra après le 15 avril 1937. C'est encore assez loin. Nous voulons ainsi donner à la Commission le temps de régler ces causes, et nous voulons, dans l'intervalle, attribuer aux tribunaux compétents la juridiction de cette Commission. D'ici là, nous aurons une autre session et nous pourrons aviser dans le meilleur intérêt de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opinion publique est contre ce changement. Je m'objecte fortement à la disparition de cette Commission, à moins qu'on ne trouve un autre organisme pour la remplacer. Il y a parfois des difficultés qui s'élèvent entre les propriétaires de systèmes d'aqueducs privés et les propriétaires des aqueducs publics. Ces causes étaient réglées sans frais considérables pour les citoyens. Le gouvernement avait cru bon dans le temps d'instituer un tribunal pour disposer de ces causes et de celles qui se rapportaient aux autres services publics.

La Commission a rendu des services considérables, et je constate aujourd'hui que le but de la loi, c'est de rétablir l'ancien système, où il y eut des abus considérables. Point n'est besoin de dire que l'opinion publique est contre ce changement, parce qu'il va obliger encore les contribuables à payer des frais considérables dans leurs difficultés au sujet des services publics. Les gens préféreront être exploités plutôt que d'aller devant les tribunaux.

Les corporations qui administrent les utilités publiques sont puissantes et leurs abus affectent surtout les petits, les humbles. Ces gens n'auront plus à leur disposition, dans ces cas, un organisme où ils pouvaient s'adresser, sans avoir à débours des frais considérables. Devant la Commission, les petits n'avaient pas de frais à payer. Consultons les dossiers, et on verra quels services cette Commission a rendus dans la province de Québec. Je m'oppose absolument à tout changement de ce genre.

Si le gouvernement plaçait à la disposition de ces contribuables un autre tribunal populaire, peut-être que je ne serais pas opposé au changement. Mais tant qu'on n'aura pas un autre organisme, je suis opposé au bill. Ce genre de tribunal était très populaire. Les justiciables y ont eu fréquemment recours et ils avaient confiance en la Commission. C'était le meilleur moyen de faire étudier les relations entre ceux qui possèdent les utilités publiques et ceux qui s'en servent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas.

Quand le chef de l'opposition manifestait une grande combativité parce qu'il aspirait à un portefeuille, qu'il a obtenu après 15 ans d'attente, il condamnait la Commission; il disait qu'elle était inutile, qu'elle ne répondait pas aux besoins de la population.

Je ne mets pas en cause les membres de la Commission, mais l'organisme. Mais, comme question de fait, cette Commission, malgré qu'elle existe depuis plusieurs années, n'a pas réussi à faire baisser les taux d'électricité. D'ailleurs, elle a été critiquée, condamnée, blâmée par la commission Lapointe⁷, à laquelle siégeait également MM. Frigon et McCallum⁸. Au cours de la dernière lutte électorale, nous avons préconisé l'abolition de la Commission des services publics, et c'est un autre article de notre programme que nous mettons à exécution.

La Commission a coûté très cher à la province, et d'ailleurs ces commissions sont inspirées de la mentalité américaine et ne conviennent pas à la mentalité canadienne. Je ne dis pas qu'aux États-Unis ce genre de commission n'est pas bon, et je ne fais aucune critique sur ce point, mais je constate que ces commissions ne conviennent pas à notre mentalité. Ce qui fait pour les Américains ne fait pas toujours pour nous.

On prétend que la Commission des services publics devrait subsister; nous sommes d'avis qu'elle doit disparaître dans un but d'économie d'abord, et ensuite, pour permettre une meilleure administration de la justice. Nous devons laisser aux cours supérieures le soin de décider les expropriations et, aux tribunaux compétents, les questions qui relèvent de leur compétence. La Commission est un instrument matériel, et non un instrument judiciaire. Il est stupide que, pour faire une demande en expropriation, il faille demander d'abord la permission à la Cour supérieure, puis aller devant la Commission, puis revenir devant la Cour supérieure la prier de donner force juridique aux décisions de ladite Commission. Pourquoi trois systèmes afin d'atteindre un même but?

Je dis de plus qu'il faut que les membres de la profession légale reprennent leurs droits et prérogatives, tout comme les ouvriers ont des droits qui leur sont réservés. D'ailleurs, le fait de soustraire tout aux tribunaux régulièrement constitués pour le confier à des commissions est en quelque sorte une diminution de l'autorité judiciaire. À ce seul titre, la Commission doit disparaître. Je suis surpris d'ailleurs d'entendre le chef de l'opposition s'exprimer comme il le fait, et je me demande s'il représente bien l'idée de tous ses collègues.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne sais pas si je représente l'opinion de mes collègues, mais cela ne me fait rien⁹. Je suis heureux de m'opposer avec plus de force que tout à l'heure à cette mesure qui va rétablir l'exploitation des contribuables qui a duré pendant trop d'années. C'est à la demande du peuple, et c'est pour soulager les justiciables, que la Commission avait été formée.

C'est toute la différence entre la politique libérale et celle du gouvernement que cette mesure représente. L'abolition de la Commission est la preuve claire et éclatante que l'on va rétablir les anciens abus dont nous avons été l'objet. Je n'hésite pas à déclarer que les tarifs des avocats sont tellement exorbitants que les gens aiment mieux se laisser voler plutôt que de s'adresser aux tribunaux et s'exposer à se ruiner à cause des frais.

Les avocats ici ont gardé leur tarif de guerre, qui est d'ailleurs à leur détriment. La province de Québec est la seule qui ait gardé ce tarif. Le coût de la justice est tellement élevé que les justiciables n'osent pas se présenter devant les tribunaux. C'est pourquoi, nous les libéraux, nous avons créé la Commission des services publics pour fournir un tribunal populaire pour les gens qui n'ont pas les moyens.

Sans doute, j'ai déjà protesté contre certaines décisions de la Commission, et j'ai dit que les questions d'électricité ne devraient pas aller devant la Commission. J'avais suggéré alors que ces questions soient soumises à une autre commission, ce qui a été fait, et la Commission d'électricité nous a rendu de grands services et a fait baisser les taux, quoi qu'en dise le chef de l'opposition¹⁰.

Mais je m'oppose encore une fois à la disparition d'un tribunal populaire qui permettait aux citoyens de plaider à peu de frais contre les grosses compagnies, qui n'exposait pas à des frais considérables, un tribunal qui était exempt des appels, procédures qui rendent illusoires les décisions des tribunaux.

Si le gouvernement n'est pas satisfait de la Commission, c'est son affaire, mais au moins qu'il la remplace par un tribunal de même nature, un tribunal populaire où ces cas pourront être réglés sans procédures coûteuses. Les citoyens pourront s'adresser à ce tribunal pour leurs expropriations, leurs appels, et il rendra de grands services à toute la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je savais, nous savions que la dernière élection qui s'est tenue le 17 août s'est terminée par un échec formidable, pour ce qui fut autrefois le grand Parti

libéral. Mais jamais je n'aurais imaginé une décadence telle que ce grand parti d'autrefois serait représenté en Chambre par une opposition dirigée par un chef ignorant ses responsabilités, par un homme qui essaie de soulever, par des moyens que je ne veux pas qualifier - je ne dirai pas de démagogiques - les passions de la population contre une grande force, contre un élément qui constitue la gloire de la race et de la province, notre magistrature canadienne-française, la meilleure de par le monde.

Est-il vrai que le Parti libéral provincial, qui fut un grand parti autrefois et qui a accompli de grandes actions, autrefois, en soit rendu au point qu'il soit représenté dans cette Chambre, que nous nous plaisions à appeler le "Salon de la race", par une opposition qui méprise tous les sacrifices qui nous ont permis, sinon d'acquérir la primauté économique, du moins d'acquérir et de conserver la primauté intellectuelle, une opposition qui veut renier les sacrifices consentis par les parents, ouvriers ou cultivateurs qui ont voulu faire de leurs fils des gens qui ont conservé au moins à notre race la supériorité intellectuelle? C'est ainsi que l'opposition traite les humbles travailleurs qui ont voulu faire de leurs enfants des professionnels. Il faut être dans une situation bien malheureuse pour vouloir faire disparaître l'héroïsme qui nous a valu cette élite qui nous permet d'occuper au moins une place de premier choix.

Le chef de l'opposition a parlé de l'ancienne Commission comme d'un tribunal populaire. Je fais ici une distinction entre les personnes et l'organisme. Oui, ce fut un tribunal populaire pour les compagnies qui ont exploité notre population, qui ont obtenu de la Commission des services publics tous les monopoles et toutes les faveurs, tous les avantages pour certains parasites amis du chef de l'opposition. Pour le peuple, c'est un tribunal populaire qui est sans compétence, sans autorité judiciaire, sans impartialité ni pouvoirs judiciaires, qui a exploité la population et qui est condamné par tous. Ce que le gouvernement veut faire par cette loi, c'est d'éviter que les ressources de la province soient sous une domination économique.

Le chef de l'opposition a parlé du tarif des avocats. Je suis membre du Barreau, et je n'ai pas honte de ma profession, ni des sacrifices de mes parents et des éducateurs. Mais la question de tarif, ça sonne mal sur les lèvres du chef de l'opposition, qu'on entendait parler, il n'y a pas si longtemps, d'indemnité parlementaire¹¹. Nous cherchons, nous, à établir des salaires et des émoluments raisonnables pour tout le monde, et nous ne voulons plus de tarifs

aussi élevés que ceux du chef de l'opposition qui, comme Orateur de cette Chambre, s'accordait des contrats d'impression à lui-même au tarif de l'imprimeur du Roi¹².

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

Il a dit tout à l'heure que l'opposition de ses collègues ne lui faisait rien. Il ferait mieux, lui qui parle de tarif, d'avoir la notion des valeurs pour s'apercevoir que, parmi ses collègues, il a des supérieurs. S'il veut être un véritable chef de l'opposition, qu'il consulte ses collègues et il verra qu'il ferait bien mieux de les écouter.

Je l'ai moi-même entendu dans le passé blâmer la Commission et, bien plus, le personnel de la Commission, et je suis surpris de le voir adopter aujourd'hui cette attitude. Je suis surpris de ses contradictions tant elles sont multiples. De grâce, si nous voulons différer d'opinion, si un côté de la Chambre aime mieux faire passer par-dessus tout les mesquines considérations de fanatisme, n'allons pas saper les bases de l'autorité. Qu'aucun des membres de cette Chambre n'ait recours à des procédés aussi démagogiques que ce qu'ont été, je ne dirai pas les remarques - car elles n'ont rien eu de remarquable - les appels du chef de l'opposition.

M. Barrette (Terrebonne): Je veux répondre au chef de l'opposition en tant qu'avocat. Il n'a pas le droit de dire que nous, les avocats, nous exploitons les justiciables. Il ne faut pas se surprendre d'avoir entendu parler le chef de l'opposition comme il l'a fait tantôt. Il nous en a fait voir de toutes les couleurs depuis le début de la session.

Nous avons été élus le 17 août, la population savait que nous étions des avocats. Lui qui nous accuse d'exploitation, je lui dirai que nous, les avocats ruraux, faisons servir nos honoraires pour protéger les argents du peuple et continuer la lutte contre l'électricité qu'il a lâchement abandonnée pour accepter un portefeuille.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. Il me semble qu'on devrait respecter les règlements de la Chambre. On devrait empêcher les manifestations de ce genre.

M. Barrette (Terrebonne): Si le chef de l'opposition ne peut faire autre chose que de soulever des points d'ordre, il me semble qu'il devrait commencer par éviter d'exploiter les passions

populaires et de faire appel à la démagogie. C'est lui qui a soulevé le peuple. Je ne tolérerai pas que le chef de l'opposition dise que les avocats exploitent les gens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas dit que les avocats exploitent les gens, mais que ce sont les grosses compagnies et que les frais judiciaires sont trop élevés. Quand un député dit: "Je n'ai pas dit cela", les règlements obligent les autres à prendre sa parole.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Terrebonne doit accepter la parole du député de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, le chef de l'opposition a parlé de l'exploitation des avocats. Il a fait encore plus, il a engerbé avec eux tout l'organisme judiciaire de la province. Et s'il dit que deux et deux font vingt-deux, on n'est pas obligé de le croire.

(Rires)

S'il regrette ces déclarations, cependant, nous sommes prêts à lui donner l'absolution, pourvu qu'il ait le ferme propos, même s'il ne connaît pas ce que c'est que la contrition.

(Rires et applaudissements dans les galeries)

M. Barrette (Terrebonne): Si ce que le chef de l'opposition entend par la justice populaire est celle de la Commission d'électricité, nous n'en voulons pas. Je proteste contre les décisions de cette Commission dans mon comté, à Saint-Jérôme...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre.

M. Barrette (Terrebonne): Vous n'avez pas le droit...

Une voix: Laisse-le faire, on a du "fun".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, on est complètement en dehors du débat sur la Commission des services publics. On doit s'en tenir au point en discussion. Nous ne parlons pas d'un bill sur la Commission de l'électricité. Nous parlons de l'abolition de la Commission des services publics, puis on transporte arbitrairement la querelle sur les tribunaux. On défigure mes paroles, on m'empêche de protester. Ce n'est pas comme cela que l'on doit procéder. Le désordre, le gouvernement le regrettera, car il en souffrira à son tour.

M. Barrette (Terrebonne): Le chef de l'opposition a parlé de la justice populaire. Il s'en est servi pour attaquer la Cour supérieure et notre magistrature. Je veux établir une comparaison et je crois avoir le droit de stigmatiser un régime néfaste. Quand bien même cela lui ferait mal, peu importe, je suis ici pour dire la vérité et, lui, il doit l'écouter¹³.

(Applaudissements dans les galeries)

De la justice populaire du régime Taschereau, nous n'en voulons pas! Nous avons confiance dans nos tribunaux et je n'endurerai pas de telles insinuations.

M. Bastien (Berthier): J'ai écouté avec intérêt le premier ministre et je remercie le chef de l'opposition. Vraiment, le premier ministre abuse de son éloquence¹⁴. Lorsqu'il défend une mauvaise cause, il accuse les autres. Nous, de l'opposition, nous n'en voulons pas à la magistrature, mais nous disons, avec tout le respect possible, que bien des petites gens n'ont pas les moyens d'aller en Cour supérieure et ont peur des frais. Nous voulons protéger les individus et les particuliers qui n'ont pas le moyen d'encourir des frais judiciaires considérables. Nous voulons les protéger en demandant le maintien de la Commission. Ce n'est pas par manque de confiance dans les juges. Le chef de l'opposition n'a pas attaqué l'auguste profession des avocats et je ne veux pas l'attaquer moi non plus. Il est difficile de manger de l'avocat dans cette province. C'est très indigeste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tant pis pour le député de Berthier. S'il en mangeait, ce serait mieux, il aurait au moins de l'esprit dans le ventre.

(Rires et applaudissements)

(Désordre dans la Chambre)

M. Bastien (Berthier): Merci au premier ministre pour son exquise politesse. Je disais donc que les gens ont souvent peur des frais quand ils doivent plaider. Les avocats se sont protégés et ils ont maintenu leurs tarifs. Si le gouvernement n'a pas confiance dans les membres de la Commission des services publics, il peut les remplacer. Tous les particuliers et les municipalités obtenaient justice de cette Commission. En tout cas, elle a rendu de grands services. Elle a certes commis des erreurs. C'est peut-être parce qu'elle avait trop de travail. Et elle n'était pas assez outillée. Son personnel n'était pas assez nombreux. Elle était chargée de presque tout. C'est à cause d'un excès de travail qu'elle s'est attiré des

critiques. Le gouvernement, évidemment, est le plus fort. Mais, d'ici la fin de son terme, je prédis qu'il sera obligé de former un organisme semblable à la Commission des services publics.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, l'opposition présente, depuis le début de la session, un spectacle impressionnant. Tout d'abord, le chef de ce qui fut un grand parti est en dehors de la Chambre. On a hésité longtemps avant de choisir un chef de l'opposition. Les journaux racontaient les profondes hésitations pour ce choix. Un tel disait: "Qui voulez-vous que ce soit?" Il est vrai que le nom du député de Berthier brillait alors par son absence, et pour cause.

Ceux qui connaissent le chef de l'opposition savaient qu'il avait aspiré pendant 15 ans à devenir ministre et que, lorsqu'il avait réalisé sa suprême ambition immédiate, il avait donné l'impression qu'il voulait remplacer son chef...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, je ferai remarquer que nous sommes rendus loin de la Commission des services publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un service public que je rends là en montrant au peuple ce qui se produit.

(Rires et applaudissements)

Le chef de l'opposition voulait se substituer au premier ministre du temps. Devant la carence et le manque de candidats, il fut nommé chef parlementaire. Mais ceux qui veillent sur les intérêts de ce qui fut le grand Parti libéral se sont dit: "On est capable de trouver un homme qui par son ambition mettra en échec les ambitions du chef de l'opposition et qui se lèvera chaque fois que le chef de l'opposition se lèvera pour établir sa supériorité sur son chef." C'était facile de prouver sa supériorité sur le chef de l'opposition, mais non sur ses autres collègues qui ont gardé jusqu'ici un silence beaucoup plus prudent et habile. Mais le député de Berthier fait une lutte d'ambition avec le chef de l'opposition. Dans son espoir de mater les ambitions de son chef apparent, lorsqu'il (M. Bouchard) manque son coup, on le voit se lever chaque fois, quand l'autre a parlé pour montrer qu'il lui est supérieur.

(Rires)

Il nous a parlé des frais chargés par les tribunaux et il trouve que les abus ont été considérables. Mais quel aveu pour l'ancien ministre

de ce gouvernement! Son parti a été au pouvoir pendant 40 ans, et il vient avouer que son régime a laissé ruiner, écorcher les justiciables. C'est un bel aveu. Est-ce que le peuple aurait réveillé les consciences endormies?

M. Bastien (Berthier): C'était dans le programme de M. Godbout.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Y est-y comique un peu, ce gars-là!
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je remercie l'opposition d'avoir démontré, par sa pénurie d'arguments, que nos raisons d'abolir la Commission étaient très justes mais incomplètes.

M. Hamel (Québec-Centre): M. le président, avant que nous adoptions ce projet, je voudrais, moi aussi, déposer un bouquet de fleurs sur la tombe de la Commission des services publics et l'accompagner d'un bref éloge funèbre, avant qu'elle disparaisse. Je n'ai pas changé d'opinion à ce sujet. Je l'ai condamnée comme néfaste dès 1930. Je trouve que l'organisme non seulement était néfaste, je reproche à son président d'avoir, lui qui était chargé de juger impartialement entre les compagnies et le contribuable, pris parti pour les compagnies, au cours des deux conférences prononcées, l'une au Cercle universitaire, et l'autre à l'hôtel Windsor.

C'est la Commission qui a permis la surcapitalisation de nos compagnies d'électricité, qui a permis à la Royal Electric de multiplier 45 fois son capital. Cette surcapitalisation s'est faite sous l'œil bienveillant de la Commission, et c'est grâce à cela qu'il y a eu \$400,000,000 de notre épargne perdus par la population depuis la crise, parce que la Commission s'occupait surtout de permettre aux grosses compagnies des profits usuraires démesurés. La Commission a sanctionné tous les abus.

Le député de Berthier affirme que la Commission n'avait pas le personnel voulu. C'est sans doute pour cela que le président a refusé le personnel que nous lui offrons gratuitement pour enquêter sur le Quebec Power, sous prétexte que ce personnel n'avait pas d'existence légale. Ces commissions ont été créées quand l'opinion a commencé à s'inquiéter, vers 1907, pour faire taire l'opinion alors que se faisait un mouvement en faveur de la nationalisation de l'électricité. C'est un vieux truc, une ruse pour endormir les gens quand l'opinion est trop éveillée. Elles étaient supposées

protéger les consommateurs, mais elles n'en ont rien fait.

La Commission des services publics a toléré que l'on vende l'électricité quatre sous le kilowatt à Montréal, tandis qu'à Westmount la même compagnie la vendait à deux sous. Ce sont ces abus qui irritent la population, et il n'est pas surprenant qu'il faille employer les grands moyens. Il est grand temps qu'on abolisse cette Commission. Je vois qu'on se réserve le droit d'accorder une pension au plus grand coupable, le président¹⁵. J'espère qu'on va étudier sérieusement le cas du président et qu'on va y penser à deux fois avant d'accorder cette pension. J'admets qu'on excuse les erreurs, même les faiblesses, et qu'on récompense les bons serviteurs, mais je suis opposé à ce qu'on récompense des hommes qui ont permis à la Commission de faire tant d'abus, et qui ont toléré les erreurs absolument injustifiables et dommageables à tout un peuple.

La commission Lapointe a condamné cette commission. Le gouvernement Taschereau, pour montrer son indignation, a décidé de nommer les membres à vie, ce qui était une nouvelle provocation à l'opinion publique. Cette commission a multiplié les tracasseries pour les taux de transport, pour les services de transport; elle a persécuté les petites gens qui voulaient s'occuper de transport. D'aucuns de ses membres faisaient partie de la National Electric Light Association, qui est le centre du monopole de l'électricité.

Je félicite le gouvernement d'avoir eu le courage de prendre les grands moyens et de supprimer la Commission qui a persécuté les petits, de pauvres petits propriétaires d'autobus, et aidé les grandes corporations. J'approuve le bill de tout cœur.

(Applaudissements à droite)

M. Taché (Hull): M. le président, je félicite à mon tour le gouvernement de cette mesure. Sous l'ancien régime, chaque fois qu'on voulait spolier le peuple, on nommait une commission. Je crois que, si l'on s'en était tenu aux tribunaux comme dans le passé, au lieu de créer une commission, les tribunaux n'auraient pas osé ainsi spolier les droits du peuple. Dans le comté de Hull, la Commission a rendu des décisions qui ont causé des torts aux citoyens; nous avons déploré le fait que certains commissaires, pas tous heureusement, se rendaient visiter les lieux avec des représentants de grosses compagnies dans les cas d'expropriations à décider, et que les expropriés n'étaient pas convoqués à cette visite. C'est mon humble avis que plus les commissions disparaîtront,

plus les pauvres gens seront protégés. L'honorable chef de l'opposition, qui se découvre une grande sollicitude pour les pauvres gens, faisait meilleure figure quand il dénonçait la Commission que lorsqu'il attaque la magistrature.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je trouve qu'on fait bien du train autour de cette Commission, car c'est un mort qu'on va enterrer. L'Assemblée législative, en 1935¹⁶, lui a enlevé une grande partie de ses pouvoirs en formant la Commission d'électricité. J'ai condamné certains actes de la Commission en matière d'électricité et je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. Nous avons cependant tort d'abolir la Commission des services publics, parce qu'elle rendait des services considérables dans des causes dont le règlement devant les tribunaux aurait été dispendieux.

Contrairement à ce qu'a affirmé le premier ministre, je n'ai rien dit contre la magistrature, et c'est le premier ministre lui-même qui a blâmé le chef de l'opposition de se plaindre de l'abolition de la Commission. Je n'ai jamais critiqué la magistrature et je ne me propose pas de le faire. J'ai voulu blâmer seulement le chef de l'opposition...

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, le chef du gouvernement. Nous sommes rendus à une époque où nous devons mettre à la disposition des justiciers des tribunaux populaires où les frais sont pratiquement nuls. Dans les difficultés au sujet d'aqueducs, qui étaient autrefois réglées devant la Commission des services publics, on ne voudra plus prendre le risque d'aller devant les tribunaux. Il y aura des délits de justice, et nous verrons alors de grosses compagnies exploiter les contribuables. Il se peut que la Commission ait déjà rendu de mauvais jugements, mais, si les commissaires n'ont pas donné satisfaction, changeons-les et, si c'est la Commission qui n'a pas donné satisfaction, qu'on la remplace par un autre tribunal populaire.

Le premier ministre a prétendu que je m'étais octroyé des contrats personnellement, lorsque j'étais Orateur de la Chambre. Je le nie catégoriquement. Nous avons ici des tribunaux de justice et, si ces affirmations sont vraies, je l'invite à me poursuivre devant n'importe quel tribunal de justice. J'espère qu'il ne se retirera pas derrière son immunité

parlementaire pour m'attaquer ainsi et qu'il me poursuivra. Je lui démontrerai alors qu'il a porté une accusation absolument fausse et contraire aux faits.

Je veux aussi répondre à la *Gazette* qui disait, dans son édition de samedi, que le premier ministre avait dit que j'avais loué de mes immeubles à Saint-Hyacinthe pour des offices du gouvernement¹⁷. C'est absolument faux. Je n'en ai jamais loué et je ne sais pas où le rédacteur de la *Gazette* a puisé cette information. Je n'ai pas compris que le premier ministre ait prononcé de telles paroles. En tout cas, c'est faux, je n'ai jamais loué de bâtisses au gouvernement pour des bureaux ou pour autre chose.

(M. Bouchard tend le poing) Je sais, on veut me terroriser, on veut me ridiculiser en disant que je ne comprends rien. C'est là la méthode du chef du gouvernement. Il ne me connaît pas, le chef du gouvernement. Quand il dit également que je soupirais depuis 15 ans après un portefeuille, c'est faux. Je peux lui dire que j'ai refusé le portefeuille de la Colonisation deux ans avant d'en accepter un. J'ai refusé parce que, à ce moment, la politique de mon parti ne me convenait pas et que les idées de mes collègues ne correspondaient pas aux miennes. J'ai accepté le jour où leur politique était conforme à celle du député de Saint-Hyacinthe.

(Rires à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'aurais pas parlé si le chef de l'opposition s'était contenté de parler du bill et n'avait pas parlé de nouveau des contrats. Il est revenu sur la location de certains édifices, quand il était Orateur sous le gouvernement qui, d'après lui, était mauvais. Or, si le gouvernement était mauvais, ce qui en dépendait n'était pas mieux.

(Rires)

Je dis qu'une bonne partie des fonds publics ont été attribués à une compagnie d'impression, la Compagnie d'imprimerie d'Yamaska, qui publiait *Le Clairon*; que ces fonds ainsi attribués, alors que le chef de l'opposition était Orateur, ont été considérables; qu'il était l'un des principaux intéressés dans cette compagnie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie absolument cette allégation du premier ministre. Il y a dans cette Chambre des privilèges qu'un Orateur doit s'efforcer de faire respecter, et le jour n'est pas loin où ceux qui laissent violer ces privilèges seront les premiers à s'en repentir. Je nie absolument. Je déclare de mon siège que je n'ai aucun intérêt dans cette compagnie dont parle le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je répète ce que j'ai dit. S'il n'était pas le principal intéressé, sinon le seul, il était l'un des intéressés, et quand il était Orateur, cette compagnie a obtenu des contrats considérables.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie tout ceci de nouveau. Ce que j'affirme est la pure vérité, et le chef du gouvernement doit accepter ma déclaration. Je n'ai aucun intérêt du tout, pas une seule action dans cette compagnie, ni action cachée ou apparente, ni action directe ou indirecte. Je demande à l'Orateur de faire respecter les règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition dit qu'il n'a aucun intérêt actuellement. Je n'ai pas dit aujourd'hui, mais dans ce temps-là. Il ne dit pas qu'il n'en avait pas lorsqu'il était Orateur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'avais pas d'intérêt non plus dans ce temps-là. Et je l'affirme ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je retirerai mon accusation si le chef de l'opposition veut admettre qu'il ne disait pas la vérité, quand il déclara sous serment qu'il détenait la majeure partie des intérêts de cette compagnie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À quelle époque était-ce ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais vous le dire dans la minute. J'ai ici un dossier de la Cour d'appel au sujet d'une cause dans laquelle il a témoigné et que je vais envoyer chercher.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À cette époque-là, c'était vrai.

(Rires et applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Et ces contrats étaient plantureux, tellement plantureux que la Commission des services publics, si elle ne donnait pas toujours justice, aurait fait baisser les taux d'impression. Je répète ce que j'ai affirmé, et je suis en état de prouver autre chose aussi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre de telles insinuations. On veut tenter de me salir devant la population de cette province, et ce, par

des insinuations malveillantes, fausses et mensongères. Si le premier ministre veut mener ses députés à coups de fouet, il ne mènera pas ainsi le chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a parlé seul, et nous allons maintenant revenir au sujet. C'est très amusant. Nous avons un procureur général avec un fanal¹⁸, et maintenant, nous avons un premier ministre avec un fouet.

(Rires)

Je maintiens ce que j'ai déclaré au cours de la dernière campagne, devant le grand tribunal de l'opinion publique. J'ai déclaré que nous tiendrions enquête au comité des comptes publics et qu'après le rapport de ladite enquête, nous prendrions les mesures qui s'imposent. Quand je fais des déclarations, je suis en mesure de les prouver. S'il me connaît, il sait que je ne suis pas homme à reculer.

(Applaudissements à droite)

J'ai dit au peuple de cette province, lors des élections, qu'il y avait - pour ne pas me servir d'une autre expression - quelque chose de répréhensible dans le gouvernement ancien. J'ai prouvé que je savais ce que je disais, et le chef de l'opposition le sait!

L'enquête des comptes publics survenue lors de la dernière session a établi la véracité de mes affirmations. Le commencement de cette enquête a justifié une infime partie de ce que la continuation va justifier cent fois et mille fois.

M. Hamel (Québec-Centre): On fait erreur quand on dit que la Commission des services publics n'a plus rien à voir dans la question de l'électricité. Lorsqu'on veut municipaliser, il faut encore passer par son intermédiaire et par beaucoup d'autres organismes. Il faut encore s'adresser à la commission pour les lignes. C'est encore elle qui donne l'autorisation de poser des poteaux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais pas pour les taux.

M. Hamel (Québec-Centre): Je tiens à rappeler que, pour établir un réseau de distribution, il faut s'adresser à la Commission des services publics. Je ne suis pas opposé au principe d'un arbitre entre le peuple et les services d'utilité publique, mais je suis contre un organisme institué pour favoriser spécialement les compagnies, et qui a favorisé l'accomplissement de tant de méfaits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le seul cas où la Commission peut encore intervenir, c'est dans le cas où les lignes doivent se croiser. Il s'agit alors de protéger les vies. C'est une question de sécurité plutôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a parfaitement raison. Inutile de construire une centrale électrique si l'on n'a pas de fils; pour poser des fils, il faut des poteaux, et c'est la Commission des services publics qui donnait la permission de poser des poteaux et des fils.

C'était elle qui décidait de tout cela, qui voyait à l'huile, et parfois à la graisse, pour le fonctionnement de la machine.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 71, relative à la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes;
- bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries;
- bill 7 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 21, section 5, relative aux véhicules automobiles;
- bill 16 pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 22 octobre 1936

Résolu: Que les honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard, constituent une commission permanente pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement en tant que les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour agir au nom de ce conseil comme membres de la commission mixte des deux Chambres chargée d'administrer ladite Bibliothèque.

Il est ordonné que le greffier du Conseil législatif porte ce message à l'Assemblée législative.

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que les honorables MM. Fisher, Gagnon, Paquette, Leduc, Élie, Bertrand, MM. Barré, Bélanger, Boyer, Casgrain, Chaloult, Dumaine, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Roy et Taché soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger, Coonan, Bastien, MM. Auger (Gatineau), Bertrand (Saint-Sauveur), Bulloch, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Emprunts du gouvernement

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 relatif aux emprunts du gouvernement de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier au cours de la présente séance.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 relatif aux emprunts du gouvernement de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹⁹:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, suivant que les intérêts de la province l'exigeront, changer la forme d'une partie quelconque de la dette publique de la province alors existante, y compris toutes obligations dont le gouvernement de la province est responsable, en substituant une classe des effets publics de la province à une autre, ou à ces obligations, pourvu que le principal de la dette ne soit pas augmenté; que cette substitution ne devra se faire que du consentement du porteur des effets publics auxquels d'autres seront substitués, ou si ces effets publics ont été préalablement rachetés ou remboursés par le gouvernement de la province ou pour son compte, et que cette substitution pourra également se faire par la vente d'une classe d'effets publics et le rachat de ceux auxquels on désirera les substituer.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à effectuer les emprunts requis:

1^o Pour les fins prévues par la résolution 1;

2^o Pour renouveler à échéance une partie quelconque des emprunts effectués par le gouvernement de la province;

3^o Pour combler la différence pouvant se produire entre les revenus versés durant une année, ou une partie d'une année, au fonds consolidé du revenu et les dépenses dont pourra être, durant cette

même période ou périodes, chargé le fonds consolidé du revenu.

3. Que les emprunts effectués en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions le seront pour un terme n'excédant pas trente années, à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, de la manière, en la forme et pour les montants que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et que ces emprunts ne devront être employés qu'aux fins prévues par ladite loi.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à retirer annuellement du fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu de ladite loi et que les contributions à ces fonds d'amortissement et les revenus qu'ils produiront devront être placés ou déposés par le bureau de la trésorerie, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Que le fonds consolidé du revenu sera chargé des emprunts qui pourront être effectués en vertu de ladite loi, ainsi que des intérêts sur ces emprunts et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction.

6. Que l'emprunt effectué par l'application de l'arrêté en conseil no 2632, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 30 septembre 1936, au montant de cinquante et un millions de dollars, sera ratifié à toutes fins que de droit; que cet emprunt sera considéré avoir été effectué en vertu du pouvoir d'emprunt présentement délégué au lieutenant-gouverneur en conseil, et que les dispositions des résolutions 3, 4 et 5 s'appliqueront à cet emprunt.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que ceci a trait à l'emprunt dont nous avons parlé en cette Chambre, de \$51,000,000, et dont nous avons dit qu'il est illégal. Pour répondre aux désirs des financiers, on veut maintenant légaliser la transaction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le but de cette loi est de simplifier et de légaliser la législation en matière d'emprunts. Voici comment procédait l'ancien gouvernement: un article de la loi déclarait que le gouvernement pouvait faire un emprunt temporaire pour combler le déficit, à la seule condition que cet emprunt fût temporaire. C'était difficile à définir "emprunt temporaire", car on renouvelait souvent cet emprunt dans la suite. Puis on renouvelait, et l'on renouvellait et rerenouvellait.

(Rires)

Pour la prison de Bordeaux, le gouvernement s'était fait autoriser à payer à même les revenus de ses taxes ou à emprunter. Comme les taxes étaient élevées alors et que l'argent entraînait bien, c'était facile. Plus tard, on a construit un barrage au moyen d'emprunts, et quand le gouvernement ne pouvait plus emprunter, il avait recours à la loi de ce barrage qui remontait à 10 ou 15 ans. Nous considérons que ce procédé n'est pas correct. Nous avons eu à faire face à \$42,000,000 d'obligations en arrivant ici. Il y avait \$10,000,000 qui devenaient échus le 1^{er} novembre; il y avait \$26,000,000²⁰ de billets promissaires illégaux, et des comptes soutirés pour \$6,000,000 ou \$7,000,000. Il y avait aussi \$5,000,000 de dettes flottantes. Nous avions près de \$52,000,000 à rencontrer.

Pour emprunter ainsi dans un cas d'urgence, il nous fallait nous en reporter aux lois à notre disposition, à de vieilles lois, quitte ensuite à changer le système. Le système d'après lequel empruntait l'ancien régime était anormal, bien que légalisé par un grand nombre de mesures. Il s'agit non pas de légaliser l'emprunt de \$51,000,000, mais de le normaliser. Il a été effectué en vertu de lois existantes, mais de lois qui ne répondaient pas aux besoins de clarté et de loyauté du nouveau gouvernement. C'étaient des lois qui permettaient d'effectuer des transactions dans l'ombre des voûtes et des oubliettes. Le gouvernement national veut agir en plein jour.

La présente loi a pour but de convertir notre dette de \$85,000,000 sur laquelle nous payons de 4 à 4½ %. Nous espérons pouvoir baisser ce taux d'intérêt. C'est pourquoi nous demandons à la Chambre la permission de convertir notre dette, afin de baisser le taux des intérêts que nous sommes appelés à payer. Nous ne voulons pas que les \$51,000,000 soient empruntés en vertu des mêmes lois que dans le passé, mais en vertu de la nouvelle loi. Il s'agit d'adapter la législation à notre programme et d'avoir le droit de procéder rapidement, quand il s'agit de convertir notre dette.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est là un discours pour se sortir d'un mauvais pas. Que le premier ministre ne nous fasse pas croire qu'un emprunt de 30 ans, c'est un emprunt temporaire. Les \$10,000,000 qui tombent à maturité le 1^{er} novembre ne tombent pas sous le coup de la loi.

Je prétends que le dernier emprunt du gouvernement est illégal et que les acheteurs de débentures, M. Pittfield²¹, la Banque Royale et les autres, ont exigé une loi du gouvernement pour

rendre légale une opération financière illégale. Ce qui est également vrai, c'est que dans ce cas, comme pour d'autres mesures importantes, on a agi en marge de la loi en voulant tout casser, malgré qu'on ait souvent reproché des mesures semblables à l'ancien gouvernement.

Les porteurs de débentures, dans le présent cas, ont exigé des garanties, et on présente ce bill pour leur donner satisfaction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement ne se laisse dicter ses actes par aucun financier.

J'ai maintenant une idée de la manière suivant laquelle on procédait sous l'ancien gouvernement. Il n'est pas une banque, pas une institution financière - je puis affirmer ceci au chef de l'opposition - qui imposera ses exigences au gouvernement actuel. Dans cet emprunt, nous avons exigé des taux et des intérêts comme jamais la province n'a pu en obtenir depuis la Confédération.

Nous avons constaté que toute l'ancienne législation en matière d'emprunts était illégale. Les bons du Trésor, depuis 1931, étaient illégaux. Nous avons considéré alors que nous avions une dette morale à acquitter, et nous avons payé cette dette au moyen de cette législation. Nous mettons de côté les lois qui permettaient au gouvernement d'emprunter les yeux fermés.

Le présent bill a deux buts principaux: donner au gouvernement le pouvoir de convertir la dette publique et l'opportunité d'obtenir ainsi de bien meilleurs taux d'intérêt; et simplifier, régulariser et améliorer notre législation au sujet du pouvoir d'emprunt.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):

En somme, c'est un blanc-seing que le gouvernement demande d'après cette loi, puisque son pouvoir d'emprunter ne fait l'objet d'aucune limite, sauf pour combler la différence entre les revenus et les dépenses²².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette remarque du député de Montréal-Saint-Louis est plutôt surprenante, quand on songe qu'il était l'un des députés de l'ancien gouvernement. Son objection deviendrait tragique, si elle n'était pas si ridicule. Il n'ignore certainement pas qu'il y a une période de l'année où les revenus provinciaux ne sont pas considérables en raison de la date éloignée de la perception des taxes, où il nous faudra emprunter, et nous demandons en conséquence le droit

d'emprunter dans ces circonstances, afin de pouvoir avoir des conditions favorables. La mesure que nous proposons a pour but de combler les déficits, en attendant le paiement des taxes. C'est une opération au grand jour qui nous empêchera d'être découvert à la banque en payant des intérêts trop élevés.

L'honorable député de Montréal-Saint-Louis, avec son esprit légal, me fait rire. Au contraire de ce qu'il dit, nous faisons disparaître deux lois qui étaient en quelque sorte un blanc-seing. Nous voulons établir un système régulier de comptabilité, au lieu de continuer les comptes soutirés à la banque que l'ancien régime avait mis en vigueur depuis 1930. D'abord, la loi de la voirie, qui permettait au département de dépenser jusqu'à \$2,000,000 sans soumettre cette dépense aux Chambres, et la loi du chômage, qui donnait au gouvernement un mandat en blanc illimité. Elle permettait au gouvernement d'emprunter \$5,000,000 par jour pendant 50, 100 ou 200 ans. On sait qu'il y eut des montants de \$15,000,000 à \$22,000,000 de soutirés d'un seul coup et, généralement, une moyenne de \$7,000,000 par jour.

Nous faisons disparaître tout cela. Dans l'opposition, j'avais présenté une loi pour limiter les emprunts du chômage²³ à une année, et on a voté pour le mandat en blanc. L'emprunt de \$51,000,000 va sauver à la province au moins \$300,000. Nous nous sommes tenus debout devant la finance. La finance a senti le besoin de coopérer avec un gouvernement honnête. Elle aura affaire à un gouvernement qui a des pouvoirs précis et qui aura une comptabilité franche, loyale et nette. Ce que nous voulons, c'est le droit de légitimer cette finance à notre point de vue à nous.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je vois, M. le président, à l'article 4 des résolutions, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à retirer annuellement du fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu de la loi, et que les contributions à ces fonds d'amortissement et les revenus qu'ils produiront devront être placés ou déposés par le bureau de la trésorerie sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil. C'est un très mauvais principe. Cela veut dire que, sans consulter le Parlement, le gouvernement pourra emprunter tout ce dont il voudra. Je le dis, c'est briser le principe d'un Parlement responsable. Car un Parlement responsable doit contrôler les dépenses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dirai au député de Montréal-Saint-Louis que l'article dont il fait mention a déjà été adopté par le comité, mais que par convoitise je veux bien en parler avec lui. Malgré tout le respect que j'ai pour son talent, il me fait rire quand il parle de contrôle. C'est justement le chèque en blanc que nous voulons faire disparaître en votant cette loi.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):

L'honorable premier ministre me dit qu'il veut abolir toutes les mauvaises lois du passé. Il a parlé tantôt des lois de la voirie et du chômage, qui donnaient à l'ancien gouvernement des crédits considérables. Il a alors bien fait en pensant à les abolir. Je n'ai pas parlé de ces lois, mais de l'article 4, et n'importe qui capable de lire l'anglais, qui lira la version anglaise de ces résolutions, constatera que c'est un "blank cheque" que le gouvernement se donne avec sa nouvelle loi.

Alors, n'importe quand, vous pouvez avoir des excès de dépenses; vous en permettrez même et continuerez d'emprunter sans jamais avoir à obtenir l'autorisation du Parlement. C'est très mauvais. Au moins dans les lois que vous critiquez, devrait-il y avoir, si je me m'abuse, quelques restrictions sur ce sujet. Les pouvoirs d'emprunt et de dépenses devraient être limités...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Illimités, M. le président, illimités dans le passé, pour la loi de la voirie et la loi du chômage.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):

Très bien, alors vous répétez la même chose avec votre nouvelle loi. Le projet donne au gouvernement un pouvoir illimité. Je ne m'y connais pas tant que cela et je ne dis pas que ce n'est pas un système nécessaire d'administration, mais je constate le fait. Il n'en reste pas moins que c'est un chèque en blanc que demande le gouvernement. Je suis aussi intéressé que tous les députés de cette Chambre à ce que l'administration de la province soit bien conduite. Mais que l'on fasse les lois en quelque connaissance de cause²⁴.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon):

Je ne suis pas du même avis que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Il prétend que nous instaurons le système du chèque en blanc, mais nous l'avons depuis des années, ce système. Ainsi, à la fin de 1934, la province avait un soutiré de \$14,000,000 à la banque; à la fin de 1935, autant que

\$26,000,000. Le dernier emprunt n'a apporté aucun argent neuf au Trésor. On peut mettre en doute la légalité de cet emprunt qui disparaîtra lorsque cette législation sera présentée. Ce que nous voulons, c'est équilibrer le budget en faisant cesser le chevauchement des emprunts aux banques d'une année à l'autre. Nous sommes arrivés avec de nombreuses dettes qu'il faut payer.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Pardon, j'ai commencé par dire tout à l'heure que je n'avais pas d'objection à ce que vous payiez vos dettes. Et je ne vous ai pas recommandé de ne pas passer cette loi. Je n'ai pas dit que votre loi est mauvaise. Je me suis contenté de critiquer principalement ce "blank cheque" du paragraphe 4 des résolutions qui vous ramène dans les mêmes erreurs que vous voulez corriger.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): Mais nous avons des obligations formidables à rencontrer. Pourquoi le gouvernement a-t-il tant besoin d'argent? Mais c'est que nous serons encore un million en dessous si nous réussissons à payer toutes nos dettes. Il est vrai que le bill actuel nous donne des pouvoirs considérables, mais ce n'est pas l'intention du gouvernement d'en abuser. Nous voulons être capables de faire des emprunts à six mois, à un an, afin d'éviter le paiement de taux d'intérêt très élevés. Si cela signifie un "blank cheque", au moins est-ce un chèque légalement et moralement acceptable. Le plus clair du projet est que nous sauverons de l'argent. L'émission de bons du Trésor nous coûterait deux fois plus cher en intérêts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le projet consacre l'habitude de combler des déficits dans des emprunts à long terme.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): Pas du tout, il s'agit d'une question de saine administration.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les objections faites au bill par le député de Montréal-Saint-Louis sont bien fondées. On consacre le principe d'emprunts sur des chèques en blanc. Ce qui est pire, ces emprunts pourront s'étendre sur une période indéfinie, puisque la nouvelle loi des emprunts provinciaux permet de prolonger les emprunts sur une période aussi longue que 30 années.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon, quand on a été assez courtois de permettre

qu'un député discute d'un article déjà adopté par le comité, il me semble...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais il y a des matières nouvelles dans le discours du trésorier que je veux discuter.

Quand l'honorable trésorier (l'honorable M. Fisher) a dit qu'il serait encore à moins d'un million, quand il aura fini de payer ses dettes, a-t-il considéré l'actif liquide de la province?

Une voix: Ajournement!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais que le Conseil législatif prenne ce bill aussi vite que possible. Si nous pouvons continuer jusqu'à 7 heures, nous ne siégerons pas dans la soirée.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 33 relatif aux emprunts du gouvernement de la province de Québec.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation du pont du lac Saint-Louis

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 relatif à la corporation du pont du lac Saint-Louis.

Adopté.

En comité²⁵:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La corporation du pont du lac Saint-Louis, instituée par la loi 18 George V, chapitre 110, est formée d'une seule personne que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil et qui reçoit la rémunération que celui-ci détermine."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le pont ne rapporte rien, et son déficit est de \$51,000 par année, ce qui coûte \$9,000 d'intérêts à la banque.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous prétendez administrer cela avec un employé, un seul employé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

L'ancienne administration du pont nous coûtait \$15,593²⁶ par année. Nous la supprimons et, désormais, toute la responsabilité de cette administration retombera sur le ministère des Travaux publics, qui fera administrer le pont par un gérant. Ce dernier est entré en fonction à un salaire de \$1,800 par année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un homme qui va avoir soin de cela aura bien gagné son salaire. Vous pouvez le payer \$1,800 sans vous gêner.

M. Boyer (Châteauguay): Cet homme sera pris dans mon comté. Je lui demanderai en temps et lieu de donner des explications de son travail au député de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant, ce n'était pas ainsi. On avait des amis à placer. On les payait bien. Nous, nous commençons à \$1,800 par année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je pense que vous allez l'augmenter d'année en année.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) révèle que c'est l'intention du gouvernement d'augmenter son salaire.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée vers 6 h 30²⁷.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 30 octobre 1936, à la page 3, M. Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, n'est pas présent à cette séance.

2. *Le Canada* du 29 octobre 1936, à la page 1, précise que M. Dubé fait son discours avec un texte à la main.

3. Louis Pasteur (1822-1895), chimiste et biologiste français dont les travaux ont mené à la méthode de conservation des liquides fermentescibles (pasteurisation) et l'asepsie chirurgicale. Il découvrit de nombreux bacilles infectieux (maladie du charbon) et fut l'inventeur du vaccin contre la rage en 1885. La création de l'Institut Pasteur (1888) permit à ses élèves et collaborateurs de poursuivre des recherches de microbiologie.

4. René-Théophile-Hyacinthe Laennec (1781-1826), médecin français, inventeur de l'auscultation, une nouvelle pratique par laquelle les bruits corporels internes peuvent être analysés et reliés à des lésions anatomiques. Toute la pathologie du poumon, du foie et du cœur lui est attribuée.

5. En 1911 eut lieu l'ouverture des premières Gouttes de lait à Montréal. Pour freiner le taux de mortalité infantile, le gouvernement libéral propose

une série de mesures d'hygiène dont la plus efficace est la mise sur pied des Gouttes de lait dans les différents quartiers. Ce programme vise à offrir aux mères des conseils sur l'alimentation et l'hygiène, et à leurs enfants une ration de lait de bonne qualité, éliminant ainsi la propagation des bactéries souvent mortelles à cette époque. Une des plus célèbres Gouttes de lait fut celle de Sainte-Justine, sise sur le terrain qui abritait déjà l'hôpital pour enfants fondé par Justine Lacoste Beaubien en 1908.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

7. La Commission de l'électricité, ou "commission Lapointe", est mise en place sous le gouvernement Taschereau en 1934. Ayant un mandat de six mois, elle est composée de l'honorable Ernest Lapointe, député à la Chambre des communes, d'Augustin Frigon, ingénieur-conseil et directeur de l'École polytechnique, de George C. McDonald, comptable agréé et G. Édouard Rinfret. Elle a comme mandat principal le devoir d'enquêter sur les conditions de production et de vente de l'électricité au Québec. L'entreprise privée, à laquelle les gouvernements canadien et québécois ont laissé le soin de développer les ressources hydrauliques du Québec, entre la fin du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e siècle, a provoqué la mise en place de ce que l'on appellera le "trust de l'électricité".

Depuis la crise de 1929, un mouvement d'opposition à ce trust se forme et prône ouvertement la municipalisation de la distribution de l'électricité. Sous la direction du docteur Philippe Hamel (député de Québec-Est en 1936), le mouvement d'opposition livre une véritable croisade contre les compagnies d'électricité. D'autres personnalités emboîtent le pas, notamment J.-E. Grégoire, (maire de Québec et député de Montmagny en 1936), T.-D. Bouchard, (chef de l'opposition et député de Saint-Hyacinthe en 1936) qui, depuis 1927, publie des études contre le "trust de l'électricité". Appuyée par de nombreuses associations, cette campagne oblige le gouvernement Taschereau à réagir. Le 21 janvier 1935, les commissaires de la Commission de l'électricité déposent leur rapport final. Ils recommandent de créer une commission permanente de l'électricité pour contrôler de manière efficace la production, le transport, la distribution et la vente de l'électricité soit par l'entreprise privée, soit par les municipalités.

8. Nom donné par *Le Soleil* du 29 octobre 1936, à la page 11. Il peut s'agir soit d'une erreur du

journaliste, ou de l'honorable M. Duplessis, car aucun "M. McCallum" ne siégeait à cette Commission. Il s'agirait plutôt de M. George C. McDonald.

9. Phrase tirée du *Devoir* du 29 octobre 1936, à la page 6. Dans *Le Soleil* du même jour, à la page 11, M. Bouchard répond plutôt "J'exprime l'opinion de l'opposition entière."

10. M. Bouchard fait allusion à M. Duplessis, qui à l'époque, était chef de l'opposition. Toutefois, M. Bouchard s'est trompé à plusieurs reprises depuis le début de la session en appelant le premier ministre "chef de l'opposition".

11. Lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, M. Bouchard s'était plaint de la diminution de l'indemnité parlementaire que le nouveau gouvernement Duplessis souhaitait voter au cours de la session. Voir la séance du 13 octobre 1936.

12. Voir la séance du 23 octobre.

13. *Le Canada* du 29 octobre 1936, à la page 10, signale qu'en même temps que la foule assistant à la séance applaudit, "on entend des galeries: "Donnez-y ça!" Un abbé, accoudé aux premiers rangs de la galerie, reçoit dans le dos toute la pression qui se fait soudain d'en arrière. Il s'en faut de très peu qu'il ne tombe dans la Chambre et il est retenu à grande peine par quelques compagnons".

14. *Le Journal* du 29 octobre 1936, à la page 4, mentionne que l'honorable M. Duplessis sourit à cette phrase de M. Bastien.

15. Il s'agit de Adrien Beaudry (1879-1942), avocat et député libéral de Verchères (1916-1921), Orateur suppléant de l'Assemblée législative (1919-1921), et président de la Commission des services publics de la province de Québec (1921-1936).

16. La loi créant la Commission d'électricité de Québec (25-26 George V, 1935, chapitre 24) fut sanctionnée le 18 mai 1935. Voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXV, p. 54-55.

17. M. Bouchard fait allusion au compte rendu de la *Gazette* sur la séance du 23 octobre dernier. Ce journal mentionnait dans un article du 24 octobre, à

la page 1, que M. Bouchard "loue au gouvernement, dans un immeuble de cette ville dont il est le propriétaire, des locaux qui servent d'unité sanitaire de comté".

18. M. Duplessis fait allusion à Charles-Auguste Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier (1936-1939), qui fut procureur général, secrétaire et registraire de la province de juin à août 1936, dans le cabinet Godbout.

19. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

20. Chiffre du *Soleil* du 29 octobre 1936, à la page 11. *Le Canada* du même jour, à la page 11, mentionne plutôt \$25,000,000.

21. Ward C. Pitfield, financier et trésorier du Parti conservateur fédéral.

22. Selon *Le Canada* du 29 octobre 1936, à la page 10, M. Bercovitch intervient en anglais à chaque occasion durant ce débat.

23. Version du *Soleil* du 29 octobre 1936, à la page 9. *Le Journal* du même jour, à la page 4, mentionne plutôt "le pouvoir d'emprunt de la Voirie".

24. *Le Canada* du 29 octobre 1936, à la page 10, précise que M. Bercovitch, qui intervient en anglais, prononce ces trois derniers mots en français.

25. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

26. Chiffre du *Canada* du 29 octobre 1936, à la page 10. *Le Devoir* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt \$15,693.

27. Heure du *Soleil* du 29 octobre 1936, à la page 9. *Le Canada* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt 6 h 20.

Première séance du jeudi 29 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 10¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Directives de l'Orateur:

Défense de manifester
dans les galeries

M. l'Orateur: À deux reprises, j'ai demandé aux personnes présentes dans les galeries de se conformer aux règlements. Depuis deux jours, quand la Chambre siégeait en comité, on a oublié les règlements, et les galeries ont manifesté à plusieurs reprises. Seuls les membres de cette Chambre peuvent se permettre de marquer leur approbation ou leur désapprobation de telle ou telle remarque, ou encore faut-il qu'ils manifestent dans la limite des règlements. Je regrette d'avoir encore à avertir les spectateurs, hommes ou femmes, mais ce règlement² qui défend de manifester ne souffre pas d'exceptions. Que la Chambre siège en comité, ou autrement, il ne faut pas manifester. Si l'on oublie encore cette défense, au premier applaudissement, à la première exclamation du public, il n'y aura pour moi d'autre alternative que de faire évacuer les galeries³.

Moratoire et sauvegarde
de la petite propriété

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 34 relatif au moratoire et sauvegardant la petite propriété.

Un député de l'opposition demande des explications.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La présente loi a pour objet de mettre à la charge des créanciers l'obligation de faire réviser le certificat déposé chez le registrateur, lequel certificat démontre qu'il a payé ses taxes. Jusqu'ici le moratoire était pour une année et ne s'appliquait que lorsque le débiteur avait payé les taxes municipales échues et l'intérêt dû sur la créance. Ce délai devait être accordé par un juge qui exerçait

discretion sur la requête faite. Avec la nouvelle loi, le délai est prolongé de deux ans. De plus, il est octroyé *de plano*⁴ du moment que les conditions sont remplies pour avoir droit de le demander.

En plus, l'intérêt sur la créance hypothécaire est de plus de 5 %. Le débiteur qui aura payé une proportion de 5 % aura droit au délai, et le surplus représenté par l'intérêt sera ajouté au capital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Crédit agricole
provincial

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 25 établissant le crédit agricole provincial⁵.

Adopté.

En comité⁶:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

"a. "agriculteur" signifie tout propriétaire d'une ferme ou d'une entreprise propre ou connexe à l'agriculture, qu'il exploite lui-même ou par l'entremise de serviteurs, et dont il tire la totalité ou une partie appréciable de son revenu;

"b. "emprunt" désigne un emprunt sous l'empire de la présente loi;

"c. "emprunteur" signifie un agriculteur ou une autre personne qui a demandé ou qui a obtenu un prêt sous l'empire de cette loi;

"d. "ferme" signifie tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable, en vue d'une ou de plusieurs entreprises propres ou connexes à l'agriculture;

"e. "office" désigne l'Office du crédit agricole institué par la présente loi;

"f. "prêt" désigne un prêt fait en vertu de la présente loi."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à attirer l'attention de la Chambre sur

l'importance de ce projet de loi, et j'inviterais les députés à ne pas se gêner pour demander des explications. La loi est d'autant plus importante que l'agriculture est au-dessus de la politique pour nous. Elle est avant tout une question nationale pour le gouvernement actuel, et non politique. Il est important pour la députation d'étudier sérieusement tous les articles compris dans cette loi. Les députés doivent faire toutes les suggestions qu'ils croient opportunes.

(Applaudissements)

M. Dumaine (Bagot): Je remercie le premier ministre de la latitude qu'il donne aux députés, relativement à l'étude de cette loi. Je désirerais cependant savoir si, en vertu de l'article 2, le mot "agriculteur" désigne une personne s'occupant exclusivement de la profession d'agriculteur. Ainsi, un citoyen s'occupe d'agriculture par luxe ou par goût; est-il compris de par cette loi comme agriculteur? Est-il nécessaire pour obtenir ce prêt d'exploiter soi-même la terre? Un prêteur qui a pris possession d'une terre de son créancier et qui exploite cette terre est-il considéré comme agriculteur? Un rentier qui a acheté une terre et l'a louée à une autre personne peut-il être considéré comme un agriculteur au sens de cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La désignation du mot "agriculteur" dans la loi est pourtant claire. La loi dit: "propriétaire d'une ferme qu'il exploite lui-même... et dont il tire la totalité ou une partie appréciable de son revenu". Nous voulons établir un prêt qui assurera aux fils du sol leur maintien sur la terre. Il est évident qu'un rentier qui, à l'aide de serviteurs, obtient la majorité de ses revenus de la terre peut être considéré comme un agriculteur.

Toutefois, le prêt agricole provincial ne doit pas être considéré comme une Saint-Vincent-de-Paul; il doit fonctionner sur une base d'affaires, car la province n'a pas les moyens de jeter de l'argent à tous les vents. Nous sommes de bonne foi et voulons aider le cultivateur pour qu'il demeure sur sa terre et puisse en même temps pourvoir à l'établissement de ses fils sur la terre.

M. Dumaine (Bagot): D'après la loi du prêt fédéral, pour qu'un cultivateur puisse emprunter, il faut qu'il exploite lui-même sa terre et obtienne des revenus de sa terre. Je pense que l'on devrait interpréter la loi du prêt provincial de la même façon que celle du prêt fédéral. On ne devrait accorder de crédit qu'à celui qui exploite réellement sa ferme. Je

suis opposé à ce que l'on avance de l'argent à ceux qui possèdent deux ou trois grandes propriétés agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre loi va plus loin, car elle va faciliter le retour à la terre et surtout le maintien des cultivateurs sur la terre. Si nous permettons au locataire de la terre d'un rentier de contracter un emprunt pour en devenir propriétaire, nous ferons d'une pierre deux coups: le rentier aura été remboursé, et le locataire pourra demeurer seul propriétaire du bien en question qu'il exploite.

M. Boyer (Châteauguay): Je pense qu'un prêteur d'argent obligé de reprendre sa ferme pour sa créance n'est pas du tout dans le même cas. Cet homme n'a nullement besoin d'argent pour faire de l'exploitation agricole. Il s'agit de venir en aide aux cultivateurs qui sont surchargés d'hypothèques. De plus, un fermier dont la propriété n'est que légèrement grevée de dettes ne devrait pas avoir le droit de recourir au prêt provincial. Il ne fait aucun doute que celui qui occupe une terre de 125 arpents, par exemple, et qui a une hypothèque de 5 % à rencontrer est visé par la loi. C'est celui-là qui a besoin d'un prêt agricole provincial et il l'aura. Le crédit fédéral a été voté pour venir en aide aux grands agriculteurs des provinces, et il n'était d'aucune utilité pour les cultivateurs du Québec.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je voudrais savoir si le mot "agriculteur" dans la présente loi s'applique à un pêcheur qui possède un petit lopin de terre, disons 40 arpents sans évaluation très élevée? Il y a des pêcheurs qui font ainsi la culture de la terre, la pêche ne leur procurant pas de revenus suffisants. Ce pêcheur pourra-t-il emprunter dans ces conditions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il se peut fort bien qu'un homme ait plusieurs occupations, mais la loi veut que l'agriculture soit la principale de ses occupations pour qu'il puisse emprunter, et qu'elle soit sa principale source de revenus. Nous voulons, encore une fois, encourager les fils à aimer la terre paternelle, encourager les chômeurs à s'établir sur des terres pour soulager les municipalités et aider les cultivateurs déjà établis. J'espère que nous pourrons atteindre ce but.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Est-ce qu'une autre personne qu'un cultivateur pourra emprunter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi s'applique à toute personne qui veut acheter une terre et s'y établir.

M. Dubé (Témiscouata): On parle dans la loi des industries connexes à l'agriculture. Est-ce que ce terme n'est pas un peu vague et qu'il ne prêtera pas à des abus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un grand malheur chez nous, c'est qu'il n'y a pas assez d'industries connexes à l'agriculture. Nous voulons encourager la variété des occupations qui correspond à la variété des goûts. Nous voulons également remédier à des abus avec ce projet de loi. Nous croyons que le temps est venu de faire des amendements au Code civil en vertu desquels lorsqu'un débiteur aura payé 50 ou 60 % de ses obligations, le droit de réméré sera éteint. Nous voulons des amendements, mais nous ne voulons pas qu'ils aient pour résultat d'empirer la situation. La loi ayant pour but d'encourager le retour à la terre, si un homme veut se faire agriculteur et s'acheter une terre, je crois qu'il pourra emprunter, du moment qu'il remplira les conditions.

M. Taché (Hull): Je voudrais que, lorsqu'il s'agit d'une vente à réméré, l'emprunteur ait le droit d'obtenir des avances du prêt agricole, même s'il n'a pas tout payé sa terre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette question de la vente à réméré est un problème complexe. Je pense que, sur ce point, nous aurions raison d'amender le Code civil. La vente à réméré donne lieu à des abus regrettables: je connais, en effet, dans mon district quelqu'un qui a vendu trois fois la même maison, après l'avoir enlevée à l'acheteur qui n'avait pu la payer complètement. Je pense qu'à l'avenir quand 60 % du prix aura été payé, le réméré devra cesser automatiquement. Quant à celui qui achète par une vente à réméré, il peut très bien payer le propriétaire en se servant du prêt agricole pour acquérir la propriété définitive de sa terre.

M. Marier (Drummond) intervient.

M. Bastien (Berthier): Supposons le cas d'un homme qui a une fabrique de légumes en conserves. Sera-ce une industrie connexe à l'agriculture? Que lui dira le ministre s'il veut emprunter? Je trouve que le texte est vague.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas le ministre qui réglera cela, mais l'Office du crédit agricole, qui doit avoir des pouvoirs assez élastiques et qui les interprétera ensuite de la façon qu'il jugera à propos.

Nous ne pouvons définir d'emblée tout ce que cette législation doit comporter. Il ne faut pas trop en restreindre la portée, afin de ne pas manquer notre but. Ce que nous cherchons d'abord, d'assurer le maintien sur la terre et le rétablissement sur la terre.

L'honorable M. Gagnon (Matane):

Au paragraphe 8 de la loi, il est dit que l'Office du crédit agricole peut définir par règlement les entreprises qui doivent être considérées comme propres ou connexes à l'agriculture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois que la loi sera administrée par l'Office du crédit agricole. On a mis un autre chapeau au bill, mais en somme c'est une commission que l'on va créer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette que, sur une mesure aussi importante, le chef de l'opposition limite le débat à un chapeau...

(Rires et applaudissements)

Nous avons choisi le mot "office" parce qu'il est français tandis que le mot "commission" ne l'est pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En instituant l'Office du crédit agricole, le gouvernement admet le principe que nous avons besoin de commissions dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement est contre les commissions inutiles et dispendieuses.

(Rires et applaudissements)

Dans le présent cas, il s'agit d'une corporation et non d'une commission. Qu'on ne s'y trompe pas. La commission est un organisme qui subit l'influence du gouvernement et l'ingérence politique, tandis que la corporation est un organisme absolument indépendant. Il y a une différence radicale entre les deux termes et les deux organismes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'y vois aucune différence. On ne fait que jouer sur les mots. Les pouvoirs des régisseurs sont les mêmes que ceux que l'on accorde aux commissaires. En instituant l'Office du crédit agricole, le gouvernement admet le principe que nous avons

besoin de commissions dans la province de Québec. Il n'y a pas une seule province au monde où il n'y a pas de commissions. Je tiens à faire comprendre à la population que quand on insère le mot "office" dans ce bill, on crée simplement une nouvelle commission.

M. Boyer (Châteauguay): Le gouvernement est contre toutes les commissions de l'ancien régime qui étaient destinées à favoriser les trusts et à faire du patronage politique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voilà un aveu très franc. Je prends bonne note de cette réponse pour m'en servir en temps et lieux.

M. Boyer (Châteauguay): Je dis que, quand il s'agit d'aider l'agriculteur, le gouvernement en veut, et il en voudra toujours de ces commissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve étrange que le chef de l'opposition joue sur les mots, ignorant apparemment tout le sérieux de la question, quand nous voulons faire disparaître les maux qui pèsent sur l'agriculture. Nous avons dénoncé l'ancienne loi fédérale sans esprit de parti, quand les bleus ou les rouges étaient au pouvoir, car aucun parti n'a donné un crédit agricole répondant aux besoins de la province.

L'Office n'a rien de semblable à la Commission fédérale⁷; le crédit provincial répond à un besoin urgent, car le prêt fédéral ne prête pas ou très peu. Peu importe que la faute soit aux bleus ou aux rouges: je ne m'occupe pas de cela.

Les deux partis fédéraux sont coupables de cet état de choses. Notre gouvernement donne un crédit qui prête et qui va aider le cultivateur. Je répète que les commissions sont à base de fonctionnarisme et les corporations à base d'indépendance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas prêt à dire que le prêt agricole canadien n'a pas rendu de grands services. Ainsi, du 1^{er} avril au 1^{er} septembre 1936, il a accordé 2,342 prêts pour une somme de \$4,791,000, dans la province de Québec seulement, soit presque autant que ce qui a été accordé de 1929 à 1935.

Je prétends que le pouvoir fédéral est sincère avec cette loi, et que nous l'avons rendu populaire avec les améliorations que nous lui avons apportées. Qu'on ne vienne pas dire que le prêt agricole fédéral n'ose pas prêter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le système fédéral ne répond pas aux besoins de la province de Québec et notre gouvernement met sur pied un prêt qui va fonctionner rapidement. Il y a peut-être de la responsabilité des deux partis à ce sujet, mais il n'est resté pas moins vrai que les lenteurs dans la négociation du prêt fédéral découragent bon nombre de cultivateurs d'emprunter. Nous allons les prévenir. Je puis dire ce qui s'est passé à ce sujet dans la région de Trois-Rivières.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre exagère beaucoup lorsqu'il condamne la lenteur du système fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que l'opposition est pour ou contre la loi?

M. Bastien (Berthier): Je réponds à l'argumentation du chef du gouvernement. Comme vient de le dire le chef de l'opposition, depuis un an, le prêt fédéral prête réellement. D'après un avis du surintendant du prêt agricole fédéral pour la province, M. P.-A. Angers, une somme de \$1,794,465 sera attribuée dès que les titres seront reçus⁸. Le député de Rouville (M. Barré) a cette lettre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Eh bien, ici, ça ne trainera pas comme cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier se contredit. Ou la loi fédérale est bonne ou elle ne l'est pas. Si elle donne comme résultat le maintien entre les mains du surintendant des sommes de \$1,794,465, qu'est-ce que cela donne aux cultivateurs qui crèvent de faim? Lorsqu'ils recevront ces sommes, il y aura longtemps que les cultivateurs seront morts. Nous avons décidé que, pour le crédit agricole provincial, les frais des recherches seraient à la charge de l'Office. Nous allons demander aux registrateurs de hâter l'expédition des titres. Bref, nous allons faire en sorte que les prêts arrivent chez les cultivateurs avant leur mort.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Que le premier ministre me laisse donc faire. Il aimait à parler quand il était ici. Il parlait même trop.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pour cela que le gouvernement a été battu.

M. Bastien (Berthier): Les mêmes lenteurs existeront avec un système provincial. Le système fédéral a fait beaucoup.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec sa loi, le gouvernement a fait plus en quelques semaines que l'ancien régime en 15 ans. Nous avons décrété que les frais d'enregistrement seraient à la charge de la commission.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À la charge de la commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, pour faire plaisir au chef de l'opposition. Nous allons, de plus, faire faire les recherches nous-mêmes et nous allons procéder avec diligence, afin de rendre aux cultivateurs la justice que leur refusait l'ancien gouvernement. Nous allons donner des ordres aux registrateurs, des employés du gouvernement, pour qu'ils transmettent au département les documents nécessaires pour faire les recherches. Et, de cette façon, le cultivateur recevra son bien, son pain, avant d'aller dans la tombe.

M. Barré (Rouville): Ayant été mis en cause par le député de Berthier, je veux faire quelques remarques. On reconnaîtra à la gauche que, sur cette question du crédit agricole, je me suis toujours tenu au-dessus des lignes de partis, bien au-dessus. Je crois que la question est très importante; je crois aussi que le crédit agricole n'est pas un "guérit-tout", mais c'est un remède nécessaire.

S'il y a eu des prêts de consentis dans la province de Québec par la Commission fédérale, il faut dire aussi qu'ils auraient pu être bien plus nombreux et plus importants. Sur le montant cité par le député de Berthier, il y a un \$1,400,000 qui n'est pas encore prêté. Les retards sont dus à l'embrouillamini des titres d'enregistrement et aux défauts mêmes de la loi.

Je ferai remarquer à la gauche que j'ai toujours voulu le prêt agricole, tout en conservant mes opinions, et je consens à voter pour le bill tout en ne le trouvant pas parfait. Il ne s'agit pas de savoir si la loi est parfaite, mais si elle répond à un besoin. Quant à moi, je prétends qu'elle répond à des besoins réels et urgents. Le prêt fédéral ne répond pas à nos besoins.

Ottawa a apparemment prêté \$3,000,000. Je crois que c'est inexact. Avec le système fédéral, la contribution provinciale était une hérésie économique, parce qu'on prête à des taux d'intérêt

que nous, cultivateurs, pourrions obtenir nous-mêmes. Apparemment, nous avions un prêt à 3 %, tandis qu'en réalité ça n'est pas cela.

On sait ce que je pense des commissions. On en enterre de ce temps-ci. Je voudrais bien savoir quelle est la commission indépendante des gouvernements. Je n'en ai jamais vu une seule. J'aimerais que celle-là le soit, je ne l'espère pas. Mais il faut tenir compte des moyens terrestres; j'ai prêché pour le crédit agricole dans des temps difficiles, et la présente loi est un grand pas dans la bonne direction. Il faudra aussi autre chose pour guérir le malaise agricole.

Je félicite le premier ministre d'avoir inséré dans la loi un article en vertu duquel l'Office soldera les frais de recherches des titres. J'ai obtenu un renseignement à l'effet que la Commission fédérale, en une seule année, a payé \$30,000 en frais d'honoraires d'avocats pour l'examen de titres, frais payés en définitive par les agriculteurs. J'espère que cela va changer.

(Applaudissements à droite)

M. Lamoureux (Iberville): Je suis surpris de constater l'attitude prise par l'opposition au sujet du crédit rural que les cultivateurs attendent depuis si longtemps. Le chef de l'opposition ne suit pas la voix de l'agriculture.

(Applaudissements à droite)⁹

Si ceux qui favorisent le prêt provincial sont opposés au prêt fédéral, c'est parce que ce dernier n'a pas donné satisfaction dans notre province. Parmi ces citoyens se trouvent des bleus et des rouges. Je défie qui que ce soit de me prouver le contraire.

(Applaudissements à droite)

Pourquoi en est-il ainsi? D'abord, parce que le système fédéral a été établi pour tout le pays. Il n'est pas convenable pour nous. Nous ne sommes pas dans la même situation que dans l'Ouest. Et puis, ça ne pouvait pas marcher parce qu'on avait affaire à deux commissions, l'une fédérale et l'autre provinciale. L'établissement de ces deux commissions nuisait considérablement au bon fonctionnement de la loi. On a toujours diminué les demandes des cultivateurs dans les recommandations.

La Commission fédérale avait de l'antipathie marquée pour la province de Québec; on bloquait les demandes de notre province. Depuis quelques années, ça va peut-être un peu plus vite. Lorsque le gouvernement fédéral a réalisé qu'il existait du mécontentement dans notre province, il a agi avec plus de diligence depuis 1935. Mais, si on a accepté des demandes pour \$3,000, ça ne veut pas dire qu'on les a payées.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): C'était pour le Canada.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette somme a été payée en 18 mois. Parlez donc du prêt ontarien!

M. Lamoureux (Iberville): Je vais en parler. (Rires)

Le crédit agricole en Ontario n'a pas marché parce qu'il a été établi en 1921-1922, quand les propriétés valaient 150 % de plus que leur valeur réelle. Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que ça ne marche pas dans de pareilles conditions. Il n'existe pas de raison qu'il y ait des pertes, si le crédit rural est administré sur une base d'affaire. La loi actuelle augmentera la valeur des fermes. Son effet se fait déjà sentir, puisque les créanciers, ici, ont commencé à baisser leurs intérêts, parce qu'ils voyaient venir un système provincial. C'est ça que j'avais à dire sur cette question.

(Applaudissements à droite)

Cré gué, je ne comprends pas l'attitude prise par l'opposition.

(Applaudissements à droite)

La loi n'est pas parfaite. Il n'y a jamais de loi parfaite, mais c'est la meilleure que nous puissions avoir.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable député d'Iberville n'a sûrement pas lu notre programme au cours de la dernière campagne, pour dire que nous étions contre l'aide aux cultivateurs. Nous devons faire quelque chose, si nous étions maintenus au pouvoir. Nous étions prêts à établir des bureaux pour les petits prêts, à nous unir avec les caisses populaires.

Une voix: Elles sont presque toutes en faillite!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne crois pas qu'elles soient en faillite. On ne doit pas dire cela. Il y en a peut-être, mais je ne les connais pas. Je crois que s'unir ainsi aux caisses populaires était le moyen de donner toute la protection que le gouvernement devrait rechercher pour les fonds qu'il prêtera. Nous voulions protéger le public, les cultivateurs. Nous voulions fournir l'argent nécessaire à ces organismes, ce qui aurait donné tous les bénéfices du crédit provincial dans les diverses paroisses. Le système qu'on veut faire voter est le plus dangereux, et j'étais heureux, tantôt, d'entendre

le député de Rouville (M. Barré) exposer avec raison les dangers d'introduction de la politique dans la distribution des prêts.

L'expérience nous enseigne que, lorsqu'un citoyen doit au gouvernement, il fait tout en son pouvoir pour ne pas le payer. Nous devrions nous aider des caisses populaires. Il ne faut pas oublier que l'argent prêté aux cultivateurs leur appartient, en somme. Nous devons entourer les prêts de toute la protection possible.

Multiplier les caisses populaires serait encore mieux, et c'est ce que nous voulions faire. Nous voulions prêter sur des bases rationnelles, et nous aurions tout de suite établi des bureaux. En garantissant une proportion des pertes, nous aurions pu nous assurer le concours des caisses populaires. Si l'on avait choisi les caisses populaires comme intermédiaires, afin de prêter aux cultivateurs, ces caisses auraient pris tous les moyens pour s'assurer des garanties suffisantes et, ainsi, nous aurions aidé les caisses populaires à prospérer.

La province d'Ontario a prêté \$92,000,000 aux cultivateurs de cette province. Actuellement, elle a perdu plus de \$36,000,000 sur ce montant, et elle a peine à obtenir suffisamment d'intérêt sur la balance pour défrayer le coût des frais d'exploitation.

Quoi qu'en dise le député d'Iberville, il ne faut pas aller trop loin, quand on prétend que nous sommes opposés au prêt agricole. Nous y sommes opposés quand on nous présente un projet de cette nature. La droite se dit ennemie des commissions, et elle en crée une autre avec tous ses dangers et ses inconvénients de patronage politique. Cet Office, c'est une commission. Il n'y a de différence que dans les mots. L'opposition a prêché un organisme de crédit provincial qui aurait donné plus satisfaction.

M. Lamoureux (Iberville): Qu'est-ce que l'ancien gouvernement a fait? Avez-vous déjà offert aux caisses populaires de prêter aux cultivateurs?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons fait venir M. Vaillancourt¹⁰, président de la fédération des caisses, devant le conseil des ministres et nous avons fait des offres. Tout cela était dans notre programme.

M. Lamoureux (Iberville): Je n'en ai jamais entendu parler.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, si vous n'avez pas lu notre programme de cet été. Je le déclare de mon siège. Nous étions prêts à le faire.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): (Applaudissements à droite) L'honorable chef de l'opposition aime à faire les choses dignement. On dirait qu'il est dans l'opposition depuis très longtemps et que les maux dont souffrent les citoyens dépendent de nous. Ce que je trouve curieux dans l'exposé du chef de l'opposition, c'est qu'on ne table que sur les bonnes intentions. Ce sont elles qu'on veut faire compter, mais les intentions ne comptent plus. Ce sont des actions qu'il convient de poser et nous allons les poser.

(Applaudissements)

Il nous parle d'un projet de l'été dernier. Mais on oublie trop facilement que, depuis 10 ans, la classe agricole a été négligée dans cette province, et que, depuis 10 ans, elle réclame un système provincial, et l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) également. Il faudra du temps avant de tout perfectionner. J'ai entendu tantôt le député de Rouville (M. Barré) dire que la nouvelle loi n'est peut-être pas la perfection, mais il reconnaît que c'est un premier pas en avant. Il y en a d'autres à faire. Le crédit fédéral ne s'appliquait pas à la province de Québec, dont elle ne rencontre pas les besoins, comme on l'a fort bien dit. En voulant trop prouver, l'opposition a prouvé nos prétentions.

Le député de Berthier (M. Bastien) a montré que la Commission du prêt agricole canadien a actuellement en main une somme de \$17,000,000¹¹, qui n'a pas été distribuée parce que les formalités n'ont pas toutes été remplies. Durant ce temps-là, les gens attendent et n'ont pas d'argent. Je veux donner un exemple de la lenteur du système fédéral. L'an dernier, j'ai eu affaire à un homme qui, aux premiers jours de mai de l'année précédente, s'était adressé à la Commission. On lui avait demandé \$10 pour commencer une enquête, pour faire l'étude de son cas. En juin, aucune nouvelle. Au début d'octobre, rien encore. Le 18 janvier suivant, il recevait une lettre de la Commission qui disait ne pouvoir lui prêter parce qu'il avait 17 enfants, et on ne voyait pas bien comment il pourrait remettre.

L'agriculture a besoin de secours immédiat. Nous faisons de notre mieux et je demande aux députés de voter la loi. Nous employons le seul moyen pour aider les cultivateurs sans tarder. Ils ne sont plus capables d'attendre. Le programme de l'opposition était peut-être supérieur au nôtre, mais le fait est que c'est le nôtre qui a été approuvé. Nous disons la même chose que l'an dernier. Ce que nous avons prôné dans l'opposition, nous le faisons aujourd'hui. Certes, le prêt agricole n'est pas un remède à tous les maux, comme le disait le député de

Rouville. Mais c'est un progrès. Nous ferons autre chose.

On a parlé de caisses populaires. Nous aiderons l'expansion du système coopératif, l'instruction agricole et les caisses populaires. Nous avons le même programme et nous voulons aider les cultivateurs pour qu'ils gardent leur courage, et nous agirons suivant nos promesses. Nous avons besoin d'un remède rapide et nous sommes allés au plus pressé. Je demande à l'opposition si l'argent que nous prêterons aux cultivateurs sera plus en danger et plus inutile que les octrois que l'ancien gouvernement distribuait à tort et à travers?

On s'inquiète du sort des prêts que fera le gouvernement. C'est pourtant le devoir du gouvernement de ne pas se laisser inquiéter par les peurs chimériques de l'opposition. Croyez-vous que cet argent sera plus exposé à être perdu que les octrois que vous avez donnés à tort et à travers? Les cultivateurs ne veulent pas d'un octroi. Tout ce qu'ils demandent c'est une aide qui leur permettra de gagner leur vie.

(Applaudissements à droite)

M. Taché (Hull): Le crédit agricole m'a toujours intéressé. Il est vrai que je ne présente pas un comté agricole, mais j'ai été séquestre officiel du prêt agricole fédéral, du mois d'octobre 1934 au mois de janvier 1935, et je suis suffisamment au courant des ennuis des cultivateurs pour être en faveur de la loi. Je suis d'accord avec les arguments du ministre de l'Agriculture. Le crédit fédéral n'a jamais donné satisfaction, sauf à la veille des élections. J'ai moi-même fait adresser 100 demandes et aucune d'elles n'a été accordée.

La principale cause de l'inefficacité du prêt fédéral est la lenteur dans les délais. C'est aussi la centralisation. Si on avait nommé un bon notaire dans chaque région pour l'examen des titres, on aurait aidé les cultivateurs un peu plus. Je suggère que, dans la loi, on autorise un notaire ou un avocat à faire l'étude des titres sur les lieux. J'espère aussi qu'on accordera un traitement égal à toutes les régions. Je suis convaincu que le crédit agricole provincial fera ce que le prêt fédéral n'a pas fait.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Kamouraska): M. le président, que l'on veuille bien me permettre quelques remarques à bâtons rompus. Je suis heureux d'exprimer mon opinion sur cette loi comme représentant d'un comté dont la presque totalité des citoyens sont des cultivateurs et où la question a été

longuement exposée, au cours de la dernière campagne. On attache beaucoup de prix au changement de phraséologie de la nouvelle loi. On s'est scandalisé. Je crois qu'on a eu tort de faire grief au gouvernement du fait qu'il y a dans la loi les mots "office" et "régisseur". Ce sont les mots propres. C'est la première fois¹² que l'on voit une loi rédigée ainsi en français et non en patagon. Non seulement la tenue générale en est élégante, mais la lecture en est fort agréable.

Je félicite le gouvernement et l'encourage à poursuivre dans cette voie. C'est tout à l'honneur de la Législature française de Québec. Je crois que nous pouvons adresser le même compliment à M. le greffier de la Chambre et à celui qui a collaboré avec lui¹³ dans la rédaction de la loi électorale, qui est très bien aussi. On a confié la rédaction de la loi à des spécialistes, à des hommes compétents, et j'en félicite encore le gouvernement. Souvent, on confie la rédaction des lois à des hommes peut-être compétents, mais qui n'ont pas tout le temps voulu.

Le gouvernement a l'intention de refondre les Statuts. Il faudra que l'on requière les services du greffier et d'autres spécialistes, pour leur donner une facture plus française. Il faudra continuer la pratique que l'on vient d'adopter cette année, lorsqu'on se mettra en train de réformer la loi des compagnies. Les auteurs de ce projet y ont mis en honneur le programme de l'École sociale populaire, qui est celui du gouvernement. Je ne veux pas m'éloigner plus longtemps de la question essentielle.

Quant à la loi du crédit agricole, je la crois excellente. Je me réjouis d'avoir entendu le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) déclarer qu'elle sera soustraite à toute influence politique. Je crois que ce sera bien difficile, mais l'on manifeste d'excellentes intentions. Plus indépendant sera l'organisme chargé de voir à son application, mieux ce sera. Quand il s'agit de soulager la misère et d'aider les Canadiens français, il convient de se placer au-dessus des partis. Je suis d'autant plus heureux de souligner cela que je considère que, par cette commission, on s'achemine tranquillement vers la composition d'un conseil économique qui a été promis lors de la dernière campagne électorale, et c'est une excellente chose.

Avec cette loi, on règle la question du prêt à longue échéance. Il faudra aussi régler celle du prêt à brève échéance. Le député d'Iberville (M. Lamoureux) a dit, je crois, que les caisses populaires étaient en faillite. Je veux ici prendre la défense des caisses populaires au sujet desquelles on a fait tantôt cette remarque qui m'a déplu. C'est

inexact et injuste, en plus d'être de nature à jeter du discrédit sur un organisme qui contribuera à nous aider à obtenir notre indépendance économique. Les caisses populaires sont arrivées, elles, à résoudre la question du prêt à court terme.

C'est à cause des caisses populaires que nous avons tendance à conquérir notre indépendance économique et, si elles ont eu des malheurs, ce n'est qu'humain. J'espère que l'on ne donnera pas trop de publicité à des paroles aussi regrettables. Les caisses populaires, depuis leur origine, ont déjà prêté plus de \$65,000,000 à la population de notre province. Il y a 230¹⁴ caisses populaires dans la province. Je suis informé qu'il y a 103 paroisses qui veulent créer des caisses populaires. En six ans, elles ont consenti 3,408 prêts sur billets.

Je sais que le gouvernement leur donne chaque année un octroi de \$20,000, mais j'aimerais qu'il soit porté à \$50,000¹⁵. Cela aiderait les caisses à rendre tous les services qu'elles désirent rendre. Elles pourraient ainsi, par exemple, répondre aux besoins de 103 centres où on les réclame.

Depuis le début de la session, tous les problèmes n'ont pas été résolus, et c'est absolument normal, mais on a passé une foule de bonnes mesures. On devrait immédiatement s'attaquer à l'oppression des monopoles, qui est le plus grand mal dont souffre notre province. Les cultivateurs sont opprimés par une foule de monopoles. Ainsi, dans mon comté, il est une industrie qui paie des salaires de \$0.06, \$0.07 et \$0.08 de l'heure, et c'est une chose qu'aucun gouvernement ne devrait tolérer. L'ancien régime l'a toléré; le gouvernement national d'ordre nouveau, j'en suis fermement convaincu, n'endurera plus cela.

On combat le communisme, on parle contre le socialisme, et c'est excellent. Est-il étonnant que le communisme s'infilte chez nous, quand on constate de telles choses. Mais je crois qu'on devrait plutôt s'attaquer au capitalisme excessif, c'est-à-dire s'attaquer à la cause avant de combattre l'effet. La province de Québec est trop traditionaliste pour croire vraiment à de pareilles théories. Si l'on regarde ailleurs, si on regarde en Russie, c'est parce que l'on souffre. On a réuni à Montréal 100,000 personnes pour protester contre le communisme, c'est très bien! Je crois qu'il serait possible d'en réunir 200,000, et même plus, pour protester contre le capitalisme excessif.

Je suis heureux de voir l'autorité civile se joindre à l'autorité religieuse pour combattre le communisme mais, encore une fois, il faut aussi combattre la cause du mal. Le gouvernement, qui a

accompli d'excellente besogne à cette session, n'a pas le temps de régler présentement tous les problèmes. Mais, à la prochaine session, j'aime à croire qu'il s'attaquera au capitalisme excessif. Ce sont les monopoles et leurs abus qui font que nous sommes pauvres et que le communisme a quelque emprise sur de braves Canadiens français. Quand nous aurons maté les monopoles, il sera facile de détruire ce qui reste de ferment communiste.

(Applaudissements)

M. Dubé (Rimouski): C'est, je crois, mon devoir de me joindre à ceux qui m'ont précédé pour féliciter le gouvernement de cette loi du crédit agricole. On a trop, jusqu'ici, négligé la situation du cultivateur. Si on avait porté plus d'attention aux problèmes qu'il doit résoudre, on ne verrait pas le spectacle que l'on voit aujourd'hui. L'absence de confort dans nos campagnes est aujourd'hui la plus grande cause de l'exode vers les villes. Je sais à quels sacrifices il faut se soumettre. Je réclame que le gouvernement trouve un moyen d'aider les cultivateurs, afin de leur permettre d'aider leur famille. J'ai confiance que la loi du crédit agricole sera le remède efficace et qu'elle marquera la fin de la désertion des campagnes.

Je suis en faveur de la loi et j'aimerais aussi à ce qu'on ait recours à d'autres moyens pour aider la classe agricole. Il me semble qu'on pourrait prendre des mesures pour permettre aux cultivateurs un écoulement de leurs produits à des prix raisonnables. On pourrait aussi venir en aide aux sociétés coopératives. Je demande qu'on ajoute une clause par laquelle on permettra aux coopératives d'emprunter à des taux raisonnables pour se libérer de leurs dettes.

(Applaudissements à droite)

M. Tardif (Frontenac): M. le président, je félicite l'honorable premier ministre et ses collègues d'avoir enfin fait quelque chose dans le domaine du crédit agricole. On a beaucoup parlé au cours de cette discussion du sens des mots "commission" et "office". Je crois que les cultivateurs n'attachent pas beaucoup d'importance au sens de ces mots. Ce qu'ils veulent avant tout, c'est un système qui prête, peu importe le nom qu'on lui donne. C'est pour avoir un système qui prête qu'ils ont élu un gouvernement d'Union nationale, et ce problème du crédit agricole a été une question de vie ou de mort pour l'ancien régime.

Je suis surpris de l'obstruction manifestée par le chef de l'opposition, et surtout surpris de constater qu'il n'a pas jugé bon de remonter jusqu'à Jeanne

Mance, comme il l'a fait l'an dernier, sur la discussion des pensions de vieillesse. Nous prétendons que le prêt fédéral ne fonctionne pas. Si les membres de la gauche veulent se pencher sur les problèmes du fédéral, qu'ils se fassent donc donner un mandat pour représenter le peuple aux Communes. Ici, c'est de choses provinciales qu'il s'agit.

En entendant les discours de l'opposition sur le crédit agricole, les cultivateurs vont être peinés et ils regretteront de n'avoir pas mis le gouvernement dehors plus tôt. J'espère que l'opposition va se ressaisir et laisser passer cette loi. Les cultivateurs comprennent l'importance de cette mesure, parce qu'ils savent qu'ils auront maintenant un moyen de trouver de l'argent pour convertir leurs dettes. Et, une fois qu'ils auront été en mesure de payer leurs dettes, ils auront plus de chances de boucler leur budget. Nos cultivateurs sont honnêtes. Je les connais. Ils sont anxieux de payer. Ils vont pouvoir contracter des emprunts et les rembourser ensuite.

(Applaudissements à droite)

Avant de craindre que les cultivateurs ne fassent des abus, qu'on commence donc par leur donner ce qu'on leur doit. Le crédit agricole marquera une amélioration sensible dans la situation des cultivateurs. On verra alors moins de déménagements vers les centres urbains et le chômage sera moins florissant. L'opposition devrait changer de tactique et laisser passer la loi, car les cultivateurs sont anxieux d'en bénéficier. Je félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) d'avoir présenté cette mesure, et je suis assuré que, avec la collaboration des députés ruraux, elle apportera un remède efficace aux maux de l'agriculture.

Nous ne faisons que commencer à donner aux cultivateurs ce que nous leur devons. Ce ne sera peut-être pas un remède à tous les maux, mais c'est déjà une grande réalisation. Plus tard, il faudra envisager d'autres problèmes, et en particulier celui de l'éducation agricole. Je félicite le gouvernement de sa détermination à ne pas vouloir mettre de politique dans l'administration du crédit agricole. Je le prie de continuer dans ce sens et, s'il continue, il est au pouvoir pour un quart de siècle.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Je désire faire aussi quelques suggestions sur le sujet discuté dans cette Chambre. Tout comme mon honorable ami de Kamouraska (M. Chaloult), je félicite le gouvernement de sa loi claire, concise, et je dirais même élégante. Je suis loin d'être un expert en

matière d'agriculture, mais je constate tout de même que c'est la première fois que je vois une loi aussi claire. Ceci démontre que la présente loi est le fruit de la collaboration de plusieurs intelligences. On a eu soin de laisser dans la loi une ouverture qui permettra au gouvernement de prévoir pour l'avenir. On y a laissé, pour ainsi dire, une porte ouverte afin de pouvoir ajouter ou retrancher au besoin, et c'est très sage de la part du gouvernement. Le gouvernement provincial fera des prêts à long terme, tandis que la loi fédérale accordait des prêts à court terme.

À l'heure actuelle, personne ne veut s'engager dans des emprunts qui comportent des taux d'intérêt trop élevés. Je félicite le gouvernement d'avoir compris qu'il faut prêter à long terme et à des taux peu élevés. Cela change toute la façon des choses. On sait trop comment l'argent est gelé partout pendant que le peuple bout. L'argent est gelé parce que les financiers ne veulent pas changer leurs méthodes devant la crise. Le gouvernement vient de prendre les moyens de le dégeler, pour en faire profiter les agriculteurs. Il sera l'intermédiaire entre les banques et le peuple qui souffre.

De plus, il est excellent de dire dans la loi que l'emprunteur peut rembourser avant échéance. Je crois que tout emprunteur devrait avoir ce droit. Je noterai que, dans le passé, il s'est glissé bien des abus dans ce domaine. Le capitalisme, surtout la haute finance, ont eu des exigences excessives à l'égard des emprunteurs. L'on refusait de prêter à court terme, et la ville de Québec, par exemple, doit rencontrer des prêts à perpétuité à raison de 7 %.

On devrait permettre à tout emprunteur de rembourser après un an ou deux. C'est cette prudence qui a fait défaut, quand on a permis à quelques-uns d'émettre des obligations à 100 %. Ici, le gouvernement accorde un prêt qui sera à la fois à courtes et à longues échéances. L'on pourra rendre l'argent quand on voudra. C'est un privilège et un progrès qu'on ne saurait assez signaler.

Cette loi est sage. Ne devrait-on pas en créer une semblable à l'avantage des propriétaires citadins? On activerait ainsi la construction et l'on donnerait aux propriétaires les facilités nécessaires pour réparer leurs immeubles. L'expérience devrait être tentée.

Dans la présente loi, le gouvernement s'est protégé en prêtant jusqu'à 60 % de la valeur, et 75 % dans les cas extraordinaires. Je crois que l'on a pris plus de précautions qu'en permettant aux corporations d'hypothéquer leurs immeubles pour 100 % de leur valeur. S'il en était toujours ainsi, on activerait la construction dans les villes, et le chômage serait d'autant soulagé.

(Applaudissements)

De plus, avant de consentir à faire des emprunts, le gouvernement devrait s'assurer que les agronomes ont visité la ferme pour voir si les cultivateurs ont recours aux bonnes méthodes d'exploitation. Il est bien d'avancer de l'argent aux cultivateurs, mais il ne faut pas se contenter que de cela. Il n'y a pas que les immeubles et son roulant qui entrent en jeu dans la valeur d'une ferme. Il y a ses moyens de culture, etc. Je me suis laissé dire, par exemple, que tout cultivateur possédant une vache qui ne donne pas 3,000 livres de lait par année perd de l'argent. Or, si ce dernier a 10 vaches, il s'en va à la ruine.

Les agronomes devraient étudier les méthodes d'exploitation des fermes, avant que l'Office consente à un prêt et dise ainsi à un cultivateur: "Nous sommes prêts à t'avancer de l'argent, pourvu que tu fasses telle ou telle amélioration sur la ferme." Il s'agit de protéger l'argent du Trésor public en obligeant le cultivateur à changer de méthode.

Quelques-uns ont dit aujourd'hui qu'il y aurait danger de voir les cultivateurs spéculer. Ce danger existe manifestement. Tout individu, de par sa nature, parce qu'il est obligé de gagner son pain à la sueur de son front, a cette tendance à la spéculation. Par instinct naturel, l'homme cherche à gagner plus sans travailler, et c'est le devoir de l'État de mettre fin à la spéculation et de protéger ses administrés, chose qui n'a jamais été faite par aucun gouvernement sur ce continent.

On dit dans la loi que l'Office du crédit agricole pourra emprunter par des obligations et actions. Je crois que c'est une erreur, car l'Office n'existe pas pour emprunter, mais pour prêter. Le droit d'emprunter doit appartenir au lieutenant-gouverneur en conseil seulement. Mais vu que c'est là une mesure d'urgence, dont l'application ne sera pas mauvaise mais bonne, je félicite le gouvernement.

Si nous voulons garantir les prêts que fera l'Office du crédit agricole, il faut moderniser notre agriculture avec l'électrification des campagnes, et en nationalisant nos centrales électriques. Encore une fois, je suis heureux de féliciter le gouvernement de cette mesure.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Cette loi aurait été bonne, si on avait songé à l'enrichir d'un autre bill pour améliorer notre système d'enregistrement. Elle souffre d'une trop grande perfection et nécessite des

recherches trop précises et trop minutieuses. La chose entraîne des dépenses considérables. Même si cette loi entre en vigueur, les titres ne seront pas recueillis plus rapidement. Appliquons le système Terrence, ou encore, celui de l'Ontario. La recherche des titres a toujours été un obstacle à la loi fédérale, et, avec la loi provinciale, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) va se buter aux mêmes obstacles.

On sait, de plus, qu'en Ontario on a perdu \$440,000,000 avec le prêt agricole provincial, d'après les propres paroles du ministre de l'Agriculture. On a dit que ce résultat était dû au fait que le système avait été appliqué dans une période où tout était cher. Comment se fait-il que la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont également abandonné le système provincial? C'est parce que, partout dans ces milieux, on a rencontré des difficultés, ou qu'on s'est buté à l'ingérence politique.

Dans les provinces de l'Ouest, on avait également le crédit agricole provincial, mais on l'a abandonné parce qu'on a rencontré des difficultés énormes. Il y avait du coulage dans les finances provinciales. Huit provinces sur neuf dans la Confédération ont essayé un tel système, et elles l'ont abandonné avec des pertes sensibles. C'est sur cette triste expérience que nous nous basons pour critiquer la présente loi. Si on veut nommer les inspecteurs, favoriser des amis, très bien, car, au point de vue politique, ce système est merveilleux. Il y a eu des lenteurs dans le prêt agricole fédéral, mais quand M. Angers, un homme qui connaissait son affaire, est revenu à la charge, et avec les amendements apportés à la loi par M. Bennett¹⁶ - je ne crains pas de l'affirmer - l'application de la loi a été beaucoup plus efficace.

Depuis que M. Angers a repris son poste, le crédit agricole fédéral a prêté \$2,405,000 dans le Québec, et la Commission a encore \$1,794,000 de prêts entre les mains. Si le ministre de l'Agriculture nous donnait une loi pour la recherche des titres, très bien, mais je prétends qu'il ne sera pas capable de distribuer certaines sommes, parce que le système de la recherche des titres ici n'est plus à la mode.

Pour notre part, nous aurions bien pu créer un crédit agricole au temps où nous étions au pouvoir. Nous savions ce qui en était, et nous avons eu le courage de ne pas soumettre cette loi aux électeurs. Pour nous aussi, elle aurait été une excellente source de capital politique, mais nous avons cru devoir résister pour protéger les deniers publics, car nous savions que cette loi ne serait pas pratiquée ici...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et quelle résistance!

M. Bastien (Berthier): Le programme Godbout était en faveur d'un prêt agricole d'urgence, mais en faveur d'un prêt à court terme, par l'intermédiaire des caisses populaires. Je crois que ce système provincial à long terme créera des rivalités coûteuses entre les deux prêts en existence: le prêt fédéral et le prêt provincial. Nous croyons que c'est notre politique qui est la meilleure.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Applaudissements de la Chambre)¹⁷ Je désire tout d'abord demander humblement pardon à cette Chambre si je sors du mutisme où m'ont relégué mes fonctions d'Orateur. Vu la nature de cette loi importante, j'ai cru que l'Orateur de l'Assemblée législative pouvait se permettre de participer à l'étude du bill en comité plénier. Ce n'est d'ailleurs plus une question politique. C'est une question qui regarde des intérêts supérieurs à ceux de tous les partis, et le gouvernement doit être félicité de sa détermination d'en exclure la partisanerie.

Cette question du prêt agricole m'a toujours intéressé, alors que je siégeais avec l'opposition à la gauche du fauteuil que j'ai l'honneur d'occuper présentement. J'ai toujours sollicité cette mesure de l'ancien gouvernement, mais mes propositions ont été écartées de la discussion. On a formulé bien des objections. Mais il en est une que j'attendais et qui n'est pas venue.

Au cours du débat de cet après-midi, je croyais que quelqu'un se lèverait pour protester en disant que le cultivateur n'a pas besoin de crédit. Personne n'a osé pousser la discussion aussi loin. C'est donc un signe évident que tous admettent que le cultivateur a besoin de crédit. On a dit aussi bien des choses contradictoires. On a dit que cette mesure va donner un supplément de crédit au cultivateur, et qu'avec une commission nous allons favoriser les abus, le patronage politique. De plus, on a prétendu que la loi d'Ottawa donnait amplement satisfaction. On a aussi prétendu que le système prévu par le présent bill est en tous points semblable au système fédéral. Or, si la loi d'Ottawa donne tant satisfaction, si le système fédéral est bon, quel mal y a-t-il à établir le crédit agricole provincial?

Des membres de cette Chambre ont également affirmé que le crédit agricole n'avait pas donné satisfaction dans les autres provinces. Sur ce point, le député d'Iberville (M. Lamoureux) a très bien répondu. Nous ne sommes pas dans la même

situation que la province d'Ontario quand elle a établi le prêt provincial. Dans ce temps, la propriété était évaluée à 100 %, et aujourd'hui on sait comment l'évaluation a diminué. À cette époque, on a prêté sur des valeurs qui ont dégringolé de 180 %. Et il est parfaitement normal qu'on ait perdu de l'argent. S'il est une époque favorable à l'établissement d'un crédit agricole provincial, c'est bien l'époque actuelle. La valeur est à son minimum à l'heure actuelle et il n'y a vraiment pas de risque à prêter de 65 % de cette valeur.

Il y a ici nombre de députés des centres ruraux qui sont des cultivateurs, et j'en suis heureux. C'est la première fois que nous avons un pourcentage d'agriculteurs aussi élevé. Tous les cultivateurs, même ceux qui au début de la présente session siégeaient à gauche - je veux dire le député d'Iberville (M. Lamoureux) - se sont prononcés en faveur de cette mesure cet après-midi. Le seul cultivateur qu'il y a dans l'opposition l'a approuvée.

Voici donc des spécialistes qui sont unanimes à se prononcer. Je suis heureux de constater que cette mesure, que j'ai réclamée avec tant d'autres, devienne aujourd'hui une réalité. Cette mesure est dans l'intérêt de toutes les classes. J'espère que la Chambre adoptera à l'unanimité le projet qu'elle a devant elle, pour le plus grand bien de la population agricole de la province. Ce serait un beau compliment à la classe agricole.

(Applaudissements à droite)

M. Choquette (Shefford): J'ai écouté attentivement les orateurs qui ont pris part au débat, et j'ai constaté que le chef de l'opposition a prétendu avec ses collègues que nous allons rendre un mauvais service aux cultivateurs en leur donnant le crédit agricole provincial. Il a dit qu'il craignait l'ingérence politique dans ce domaine, mais il a semblé approuver cette mesure. Si l'opposition approuve l'Office du crédit agricole, pourquoi s'est-elle prononcée contre cette mesure pendant 10 ans? Le député de Berthier (M. Bastien) semble également favorable au principe de la loi, mais il a toujours voté à deux mains contre le crédit d'urgence dans le passé.

L'ancien gouvernement a cru qu'il réussirait à contenter les cultivateurs avec des promesses, mais les cultivateurs se sont lassés. Nous, les cultivateurs, nous ne demandons pas la charité au gouvernement. En terminant ces brèves remarques, je tiens à féliciter le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) et le gouvernement pour cette mesure courageuse. Cette mesure n'est pas un remède à tous

les maux de l'agriculture, mais c'est un commencement de soulagement pour le cultivateur.

M. Vachon (Wolfe): M. le président, je félicite le ministre de l'Agriculture d'avoir présenté cette mesure. Quant au député de Berthier, il a vanté le prêt agricole fédéral. Je lui demanderai si les \$10 que 40 cultivateurs dans une paroisse de mon comté ont été appelés à payer pour l'examen de leurs fermes, afin de profiter du crédit fédéral, vont être remboursés, vu qu'ils n'ont pas obtenu l'argent désiré.

Pas un seul de ces cultivateurs n'a pu emprunter, et cependant tous ont eu à payer ces \$10. Ceci forme une somme de \$400, et je me demande si elle est comprise dans les \$1,800,000 que le prêt agricole fédéral de M. Angers aurait entre les mains, d'après le député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): L'honorable député de Wolfe me dira-t-il le nom de cette paroisse?

M. Vachon (Wolfe): Stratford.

M. Bastien (Berthier): Le député de Wolfe est-il certain que le nouveau crédit provincial pourra prêter à ces cultivateurs ou rembourser davantage?

M. Hamel (Québec-Centre): Si l'Office provincial ne leur prête pas, l'honorable député de Berthier fera-t-il remettre les \$400 à ces 40 cultivateurs par le prêt fédéral?

(Rires et applaudissements)

M. Vachon (Wolfe): Je demanderais également au ministre de l'Agriculture un crédit spécial pour aider les bacheliers agricoles, afin de leur permettre de s'établir sur des fermes. Nous avons besoin de la science agricole. Il y a 70 % à 80 % des bacheliers agricoles qui seront heureux de ce crédit, qui leur permettra de s'établir sur des fermes et d'y demeurer, sans avoir trop de charges à payer. Je serais heureux de les recevoir dans mon comté.

Si nos cultivateurs ont besoin d'argent, c'est qu'ils ont perdu de l'argent dans les entreprises comme celle de La Fontaine-Baldwin. Dans une seule paroisse de mon comté, Disraéli, les cultivateurs ont perdu \$38,000 dans cette entreprise.

Je serais en faveur que le cultivateur n'ait pas à payer d'intérêt pendant les premières années.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): J'ai constaté jusqu'ici qu'aucun représentant ouvrier ne

s'est levé pour participer à ce débat. À titre de représentant d'une division ouvrière, je tiens à faire comprendre à ceux qui représentent la classe agricole ici que la classe ouvrière voit ce projet d'un bon œil. La classe ouvrière et la classe agricole sont solidaires et, si nous sauvons la classe agricole, toutes les autres vont en bénéficier.

L'agriculture est la pierre angulaire de la société. Je suis surpris cependant que l'opposition y mette tant d'objections. J'ai constaté que la question de patronage inquiète le député de Berthier (M. Bastien), et ceci me permet de réaliser que c'était là le système de l'ancien régime. On songeait à ses intérêts personnels d'abord et aux intérêts de la province ensuite.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai jamais dit que je faisais passer l'intérêt personnel avant celui des cultivateurs. J'ai dit que le gouvernement Godbout n'avait pas voulu faire de patronage politique avec cette question.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): L'Union nationale ne travaille pas pour le patronage, mais elle travaille dans l'intérêt de toute la province. Elle n'agit pas comme ceux de l'ancien régime, élevés dans un berceau en or, et qui n'ont pas connu autre chose que le "graft" et le patronage. Je félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) de cette mesure.

M. Dumaine (Bagot): Le député de Wolfe (M. Vachon) a fait allusion à 40 demandes de prêts qui ont été refusées dans son comté, les demandes de Stratford. Je crois que ces demandes seront également refusées par la commission du crédit agricole provincial.

Je félicite le premier ministre de ne pas vouloir introduire de politique dans l'application de son prêt agricole, mais c'est une chose qui me paraît pourtant inévitable, d'après ce que j'ai entendu aujourd'hui dans cette Chambre. Tous les députés de droite, qui ont parlé sur le sujet, ont fait de la politique avec ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne voulons pas priver la Chambre d'écouter le député de Bagot, mais nous en sommes rendus à discuter quoi? Des définitions purement et simplement. Nous nous éternisons sur des définitions, mais ceci ne nous donne pas le droit de discuter les autres clauses de la loi. Voici une mesure qui presse énormément, et nous en sommes toujours

sur la clause qui comporte la définition du mot "agriculteur".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il est tard pour y penser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai laissé faire pour voir où l'opposition se rendrait. Nous ne voulons pas priver la Chambre d'écouter les députés, mais nous discutons depuis trois heures, et nous en sommes toujours à la clause 2 du bill, et nous en avons 37.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ferai remarquer au premier ministre que les membres de la droite ont parlé beaucoup plus que les autres sur ce sujet et qu'ils ont plusieurs fois été hors de la question. Nous devrions tous être traités de la même façon.

Trois oppositionnistes seulement ont participé à la discussion, tandis qu'il y en a eu davantage à droite. Je suis pour l'observance des règlements, mais pour les deux côtés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ça!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ça et c'est pas ça!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des membres du gouvernement qui siègent à gauche...

(Applaudissements des députés ministériels à gauche)

Mais les membres de l'opposition se sont levés cinq ou six fois pour revenir parler de la même question et dire la même chose. Les membres de la droite n'ont fait que rétablir les faits. Il ne faut pas recommencer, et je demanderais à l'opposition de laisser de côté ses discours-répétitions! On va perdre du temps. Je dis cela dans le but unique de rendre service à l'opposition, si elle ne veut pas être trop fatiguée dans cinq ans.

(Rires)

M. le président: Il me semble que j'ai été assez large et que j'ai donné chance égale aux deux côtés.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Un office appelé "L'Office du crédit agricole du Québec ", composé de trois régisseurs qui demeureront en fonction durant dix années consécutives, mais qui pourront être destitués pour cause, est institué par la présente loi.

"Cet office possède les droits et les pouvoirs généraux des corporations et il est assujéti aux obligations qui en dérivent, sauf incompatibilité avec la présente loi."

L'article 3 est adopté.

Un député fait remarquer qu'il passe 6 heures.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 29 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Emprunt de la cité de Québec pour consolider le déficit budgétaire

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 38 pour permettre à la cité de Québec d'emprunter pour éviter l'imposition de taxes spéciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 25 établissant le crédit agricole provincial.

En comité¹⁸:

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les régisseurs, en désigne parmi eux le président et fixe leur traitement."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel sera le salaire des commissaires de l'Office du crédit agricole?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous leur accorderons un salaire raisonnable.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'Office a les pouvoirs suivants:

"a. Emprunter, par émission d'obligations ou autrement, jusqu'à concurrence de dix millions de dollars;

"b. Acquérir et posséder les biens meubles et immeubles dont il a besoin pour l'administration de la présente loi, et les immeubles hypothéqués en sa faveur lorsque la protection d'un prêt l'exige;

"c. Administrer, vendre, hypothéquer, affermer ces biens ou en disposer autrement à titre onéreux;

"d. Consentir aux agriculteurs déjà établis des prêts garantis par première hypothèque sur des fermes, jusqu'à concurrence de soixante-cinq pour cent de la valeur de chaque ferme, telle qu'établie par l'office, sauf le cas prévu à l'article 20; ces prêts ne devant en aucun cas excéder six mille dollars pour chaque emprunteur;

"e. Consentir des prêts de premier établissement à toute personne qui acquiert pour les cultiver une ou des fermes formant une seule exploitation; ces prêts ne devant pas excéder soixante-quinze pour cent de la valeur, telle qu'établie par l'Office, de cette ou de ces fermes et ne devant en aucun cas excéder six mille dollars pour chaque emprunteur;

"f. Définir, par règlement, les entreprises qui doivent être considérées comme propres ou connexes à l'agriculture;

"g. Fixer, par règlement, les bases générales d'évaluation des fermes et des entreprises propres ou connexes à l'agriculture;

"h. Fixer, par règlement, la proportion payable, respectivement par l'Office et par les emprunteurs, des frais d'évaluation des immeubles offerts en garantie;

"i. Fixer, par règlement, pour les prêts effectués, la proportion payable, respectivement par l'office et par les emprunteurs, des frais relatifs à la recherche, à l'obtention et à l'enregistrement des titres et à la radiation des privilèges et hypothèques;

"j. Indiquer, dans chaque cas, les fins auxquelles devront servir les sommes prêtées;

"k. Déterminer, avant de consentir le prêt, les conditions de règlement des dettes de l'emprunteur dans les cas prévus à l'article 15 de la présente loi;

"l. Évaluer les fermes offertes en garantie hypothécaire et établir en conséquence le montant de chaque prêt;

"m. Employer des estimateurs, des inspecteurs, des percepteurs, des hommes de loi, des commis et tous autres fonctionnaires dont il a besoin, déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération; le tout sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Office pourra décider des frais d'enregistrement que paiera l'emprunteur. Pourtant, le ministre de l'Agriculture a dit que le gouvernement chargerait 100 %. Et, par les déclarations du premier ministre au cours de la séance de l'après-midi, j'avais l'impression que les frais seraient entièrement supportés par l'Office.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le passé, les frais d'enregistrement étaient élevés. Dans la majorité des cas où les prêts seront concédés, nous voulons les réduire à presque rien. Nous voulons que les recherches soient faites avec le minimum de frais et les rendre plus faciles.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Il faudrait donner à l'Office un pouvoir additionnel, celui de forcer les créanciers à accepter ce que l'Office peut payer. Dans le cas d'un cultivateur qui aurait hypothéqué sa terre pour \$6,000 et sur laquelle la commission ne pourrait prêter que \$4,000, je propose que le cultivateur puisse rembourser partiellement son créancier qui donnerait ensuite une subrogation d'hypothèque à l'Office pour l'autre \$2,000.

M. Marier (Drummond): Je ne partage pas la même opinion. Si la commission ne peut prêter

que \$4,000, le créancier réduira son hypothèque pour régler. Si on permettait de garder une balance de \$2,000, le cultivateur serait toujours endetté pour \$6,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les pouvoirs provinciaux sont limités. On ne doit pas oublier qu'ils furent établis selon la Constitution et que ce qui concernait les faillites était de juridiction fédérale. La théorie du député de Napierville-Laprairie (M. Monette) fait du \$4,000 prêté par l'Office une première hypothèque et de la balance de \$2,000 une deuxième hypothèque. Accepter cette théorie serait une confiscation, et je suis contre cela. On ne peut pas forcer le créancier hypothécaire à abandonner ses droits qu'il a acquis en vertu d'un contrat. Ce serait encourager les créanciers récalcitrants à ne pas faire de compromis.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait référence à l'article 8e. du bill qui stipule que l'Office aurait le pouvoir de consentir des prêts de premier établissement, jusqu'à concurrence de 75 %, à toute personne qui acquiert pour les cultiver une ou des fermes formant une seule exploitation. Ce que l'Office propose, c'est de procéder à un arrangement à l'amiable entre le cultivateur et le créancier hypothécaire. Cela signifierait 75 cents par dollar pour le créancier, ce que, dans plusieurs cas, il accepterait de bon gré.

Mais, si le solde qui lui est dû est considéré comme une deuxième hypothèque, le créancier serait moins enclin à faire des compromis. La situation actuelle au Québec est que, dans plusieurs cas, il existe des hypothèques dont la valeur dépasse celle des fermes hypothéquées, et il est nécessaire de régler les problèmes juridiquement. L'arrangement proposé par l'Office aurait comme conséquence que le créancier obtiendrait 75 % et que le cultivateur pourrait recommencer à zéro.

M. Pouliot (Missisquoi) propose d'augmenter la proportion sur laquelle le cultivateur peut emprunter de 65 à 70 %. Ce serait pour le cas des cultivateurs déjà établis. Il est d'avis qu'on devrait au moins porter cette proportion aux deux tiers.

M. Dumaine (Bagot) estime qu'il y a beaucoup de bon dans la suggestion du député de Napierville-Laprairie. La loi fédérale, dit-il, oblige le cultivateur à payer toutes ses dettes avant d'obtenir un emprunt et, pour cette raison, plusieurs ne peuvent emprunter. Il (M. Dumaine) suggère qu'on permette aux cultivateurs d'obtenir des petits prêts. Pour lui, la

loi du crédit agricole ne vaudra guère mieux que la loi fédérale. Le crédit du cultivateur ne sera guère meilleur, dit-il. Il fait ensuite allusion à la suggestion du député de Saint-Louis (M. Bercovitch) pour un prêt à court terme sans intérêt et estime que ce n'est pas aussi étrange que la droite a semblé le croire. Il fait, pour le prouver, allusion aux prêts qui furent consentis par l'ancien gouvernement pour l'établissement des fils de cultivateurs, grâce auxquels plusieurs fils de cultivateurs furent établis sur des terres. Il craint que les règlements que l'Office fera rendent la loi inopérante, et il suggère qu'ils soient soumis aux députés lorsqu'ils auront été préparés.

M. Barrette (Terrebonne): La loi en discussion a pour but de redonner confiance au cultivateur de chez nous. Quand il aura repris confiance, il saura inspirer confiance aux autres classes avec lesquelles il a à transiger. Les cultivateurs ne peuvent guère emprunter des banques, parce que ces dernières exigent \$5,000 de garantie sur un emprunt de \$2,000.

Il (M. Barrette) émet le vœu que le gouvernement adopte d'autres lois connexes. Il préconise notamment l'électrification rurale, ajoutant que le chef du gouvernement en a assez parlé pendant sa campagne qu'il ne devrait pas tarder à appliquer cette politique. De plus, dit-il, quand le cultivateur aura repris confiance, il reprendra les marchés.

Il traite aussi d'entreposage et de la disparition du vol commis par certaines compagnies d'entreposage, compagnies contrôlées par des étrangers.

Un député de l'opposition: Au Mexique!

M. Barrette (Terrebonne): Si vous voulez ouvrir la porte sur ce terrain-là, nous en passerons de belles... J'invite le gouvernement à mettre l'entreposage des produits sur le marché sous le contrôle du cultivateur.

La politique de l'ancien gouvernement était à base d'électoratisme. L'Union nationale n'attend pas à la veille des élections pour agir, mais immédiatement après son arrivée au pouvoir.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Le député de Berthier (M. Bastien) a dit que l'ancien régime avait été courageux, parce qu'il n'avait pas présenté cette loi. Il a été courageux, ce régime, dans le sens qu'il a tellement exploité le cultivateur que, si le crédit agricole ne lui venait pas en aide, il irait

directement à sa ruine. Dans mon comté, les conférenciers du gouvernement, véritables agents d'élection, ont fait entendre à des cultivateurs que des chemins coûteraient \$3,000 du mille. Les cultivateurs ont donné leur consentement et ces chemins ont coûté, remarquez bien, \$20,000 du mille...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je crois que l'honorable député est loin du bill...

M. Monette (Napierville-Laprairie): Si on a des questions à me poser, j'écoute.

M. le président: Je rappelle aux membres de cette Chambre qu'on doit s'en tenir à la discussion de l'article en cause.

M. Monette (Napierville-Laprairie): C'est précisément ce que je fais, M. le président. Je disais donc que le régime courageux a établi des constructions de routes coûteuses pour les habitants. Dans mon comté, une route qui a coûté \$20,000 du mille, pour encourager les entrepreneurs des "anciens courageux"...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le président a-t-il oui ou non décidé qu'il fallait s'en tenir à l'article discuté?

M. Monette (Napierville-Laprairie): ... des cultivateurs ont été évalués au-dessus de leurs moyens...

M. Dumaine (Bagot): Dans quelle paroisse?

M. Monette (Napierville-Laprairie): Dans Saint-Constant. Adéodat Monette, qui n'est pas mon parent, et Roch Lefrançois, un petit cultivateur, payaient des milliers de piastres pour des bouts de chemin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jusqu'à quel point va intervenir le lieutenant-gouverneur en conseil dans ces nominations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la province qui va payer les membres de l'Office et leurs subalternes. Il est juste que ses représentants aient leur mot à dire. Si nous avions demandé aux cultivateurs de payer les frais d'administration, il en aurait été tout autrement, mais nous ne leur chargeons pas un seul sou. Comme cette dépense du personnel sera payée par la province, le

taux d'intérêt que les cultivateurs paieront sera réduit d'autant, car ils n'auront pas à supporter les frais d'administration. La loi est déjà très généreuse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons été maintes fois blâmés parce que l'on prétendait que nous intervenions dans la nomination des employés des commissions, et c'est encore la même chose.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Vous faisiez ça si mal!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Rouville (M. Barré) a dit au cours de l'après-midi qu'il n'espérait pas voir une commission gouvernementale indépendante du gouvernement. Nous espérons que la commission serait à l'abri de l'ingérence politique. Par cette loi, on empêche les officiers de la commission de choisir leurs subalternes, et ceci peut prêter au patronage politique. Si l'on fait confiance aux régisseurs, pourquoi ne pas leur laisser les mains libres? Le paragraphe *m* de cet article me paraît rapprocher dangereusement la commission, ou l'Office, d'un bureau de patronage. D'après le gouvernement, d'après ses promesses, on devait en finir une fois pour toutes avec le favoritisme, et voilà qu'on ouvre la porte toute grande au patronage.

M. Barré (Rouville): La clause ne dit pas ce que vient d'affirmer le chef de l'opposition. C'est l'Office du crédit agricole qui va choisir son personnel, et son choix sera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil¹⁹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il faut croire en la parole du premier ministre, et ce n'est pas ce qu'il a dit tout à l'heure au cours du débat. Lisez tout l'article.

M. Barré (Rouville) lit l'article pour expliquer que l'Office nomme ses officiers, et le lieutenant-gouverneur en conseil approuve.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et s'il n'approuve pas?

M. Barré (Rouville): C'est que l'Office ne se sera pas conformé au texte de la loi dans la nomination de ses serviteurs et employés, ou qu'il en aura trop nommé. L'Office nommera alors d'autres employés ou il en nommera moins. Ainsi, avec ce

contrôle, si l'on choisit un personnel trop considérable, le gouvernement pourra intervenir. Il faut que le gouvernement conserve un certain contrôle sur l'Office et ne soit pas seulement une machine à payer. J'admets que le gouvernement devra ratifier les nominations, mais c'est juste.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition a dit que ce devrait en être fini avec le patronage. J'admets que le patronage est la plus grande plaie des administrateurs et des systèmes démocratiques, mais enfin, il faut toujours se rappeler que c'est humain et que nous sommes sur la terre...

(Rires à gauche)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous étions sur la terre également avec l'autre gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Avec l'autre gouvernement, nous étions en enfer.
(Rires)

M. Barré (Rouville): Si j'ai un reproche à faire à l'autre gouvernement, c'est d'avoir formé une mentalité telle que décrite par le député de Saint-Hyacinthe qui fait que le peuple, ou du moins une partie du peuple, croit que l'argent de la province est le sien et qu'il n'est pas obligé de le rendre. Cette mentalité a été formée par quelqu'un, et à qui la faute? C'est l'ancien régime qui a créé le système du patronage.

(Applaudissements à droite)

Les députés sont aujourd'hui appelés à régler des questions qui ne concernent aucunement leurs devoirs de législateurs et ils n'ont pas pour la session 75 % de leur temps. Par la faute de l'ancien régime, le peuple considère parfois les députés comme des agents sollicitateurs entre le gouvernement et le peuple...

(Applaudissements)

Des députés de la Chambre approuvent de partout.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Un bureau de placement!

M. Barré (Rouville): C'est la faute de l'ancien régime, si on a organisé nos lois et nos finances pour faire servir l'argent du peuple à la corruption électorale. Nous avons une côte assez raide à monter dans ce domaine. J'espère que le nouveau gouvernement remédiera à cette situation.

On me permettra maintenant de parler des caisses populaires dont on a vanté le mérite et dit des choses inexacts dans cette Chambre, cet après-midi. Je ne crois pas qu'elles soient toutes en faillite. Mais les premières piastres que j'ai eues, je les ai perdues dans une faillite de banque. Aussi, je ne crois pas tout ce qu'on dit sur les banques. Je ne crois pas qu'on doive se fier aux caisses populaires pour un crédit à long terme comme celui que nous étudions.

Si je consulte l'*Annuaire statistique*, je trouve, pour 1935, 195²⁰ caisses populaires en opération. Sur ce nombre, 5 n'ont pas fait de rapport; 6 ont suspendu leurs opérations; 14 ou 15 n'en sont qu'à leurs débuts. Ce n'est pas avec cela qu'on pourrait donner un crédit agricole à long terme aux cultivateurs. De par sa nature, la caisse populaire ne peut être une institution de crédit à long terme, parce que son capital se compose de parts et de placements qui sont remboursables sur demande. D'ailleurs, pour le crédit agricole elles ne seraient pas utiles, car l'on constate que les caisses les plus riches sont dans les villes. La caisse de Lévis...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Celle de Sainte-Germaine de Dorchester?

M. Barré (Rouville): C'est une exception. Avant d'être député, j'avais déjà discuté avec d'anciens ministres de l'Agriculture, en ma qualité de président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), au sujet du crédit agricole. Ils nous ont dit que nous n'en avions pas besoin, que cela nous pousserait au gaspillage et à la prodigalité. On l'a demandé en 1925; on nous a dit que nous n'en avions pas besoin. Si ce crédit avait été établi alors, on aurait sauvé la situation. Aujourd'hui, il est trop tard pour porter à l'agriculture les remèdes dont elle a besoin. On a tellement attendu, que les ruines se sont accumulées.

Tout à l'heure, le député de Québec-Centre (M. Hamel) a parlé des visites des agronomes sur les fermes, avant que l'Office accorde les prêts. Je crois à la science agricole, mais à la petite école j'ai appris que l'expérience passe avant la science. J'ai d'ailleurs une autorité à citer. Je suis allé à la bibliothèque où j'ai trouvé un vieux livre...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Vous avez des loisirs.

M. Barré (Rouville): Oh non, mais j'avoue candidement qu'on est plus tranquille à la bibliothèque. C'est un bon lieu de retraite.

(Rires)²¹

J'y ai lu le rapport du sous-ministre - dans ce temps-là, on l'appelait l'assistant-commissaire - de l'Agriculture de 1894, M. Gigault, qui était du comté de Rouville²². En 1894, c'est encore l'époque des bœufs au Canada. Il y est dit qu'au Danemark les techniciens agricoles devaient passer une année sur une ferme avant de pratiquer. C'était excellent. A-t-on fait cela avec nos agronomes? C'est pourtant ce que recommandait M. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture. Si nos agronomes passaient une année sur une ferme avant de commencer leur travail, je serais moins sceptique quant à leur valeur pour exposer aux cultivateurs le crédit agricole.

Je défends la classe agricole de l'accusation d'ignorance qui a été portée contre elle; elle n'est pas la première responsable. La loi du crédit agricole serait plus efficace et la condition du cultivateur serait meilleure, si on avait établi un enseignement rural. Ce qui nous manque, et que j'ai réclamé il y a déjà plus de 12 ans, c'est un système d'enseignement rural à base d'agriculture.

Je ne me cache pas qu'on devra peut-être plus tard augmenter la proportion dans laquelle un cultivateur a le droit d'emprunter, mais ce n'est pas pratique pour le moment. Le risque serait trop considérable. Pour ce qui est du prêt à court terme, il peut être amplement compensé par les caisses populaires.

La loi telle qu'elle est constituée un pas immense dans la bonne direction...

(Applaudissements à droite)

... et ce ne sont pas les membres de l'opposition qui nous ont démontré aujourd'hui que la loi ne doit pas mériter notre approbation, eux qui ont fait partie durant si longtemps d'un gouvernement tout-puissant, qui n'a pas songé à rien faire dans ce sens. Il n'y a qu'un homme qui puisse en cette Chambre se plaindre de la loi, c'est le député de Rouville, car j'ai demandé un crédit agricole à 2 % d'intérêt pour les premiers trois ans.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Tout règlement de l'Office doit, pour être valide, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je remarque que les règlements de l'Office seront assujettis au lieutenant-gouverneur en conseil. Je trouve curieux qu'à quelques mois de distance nos adversaires aient

changé d'opinion. Dans le passé, quand une loi leur était favorable, il nous fallait insérer le mot "devra" au lieu de "pourra". Dans le présent cas, il faudra que le lieutenant-gouverneur en conseil approuve les bons règlements de l'Office. Je proteste contre cette clause qui permettra au gouvernement d'exercer une ingérence politique au sein de la commission. C'est un abus de pouvoir.

Le rapport lu par le député de Rouville (M. Barré), c'est le rapport d'un commissaire. Il y avait donc de bons commissaires en 1894, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir. Les commissions n'étaient donc pas des choses criminelles, comme on le prétend aujourd'hui.

M. Barré (Rouville): Mais non, mais non. Le député de Saint-Hyacinthe me permettra de faire une mise au point. M. Gigault était sous-ministre de l'Agriculture, mais dans ce temps-là le ministre portait le nom de commissaire et M. Gigault était son assistant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable M. Louis Beaubien²³ était commissaire, c'est-à-dire ministre de l'Agriculture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y avait alors une commission de l'agriculture? Le gouvernement ne m'empêchera pas de lui dire qu'il a peur des mots. On forme une commission et on l'appelle un office.

Je vois que les règlements de l'Office du crédit agricole devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Je note le changement d'opinion de nos amis de la droite. Je crois qu'on devrait faire disparaître tout danger d'ingérence politique.

Le premier bill qu'on nous présente crée une commission après qu'on ait parlé de toutes les détruire. Mais on l'appelle un office avec des pouvoirs semblables sinon plus dangereux, tous les articles de la loi qui crée cet Office étant assujettis au lieutenant-gouverneur en conseil.

À chaque ligne du bill, on retrace l'influence que le gouvernement exercera sur cette commission. Je crois que ça prouve que nous avons raison, quand nous adoptons des lois identiques.

M. Béïque (Chambly): Je ferai remarquer au chef de l'opposition que M. Gigault n'avait pas été obligé de se servir du chantage pour obtenir son portefeuille.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Paillasse qui a parlé.

M. Hamel (Québec-Centre): Je dirai au député de Saint-Hyacinthe que je partage ses vues. Comme je l'ai déjà fait remarquer à la dernière session, cette soumission de la commission au lieutenant-gouverneur en conseil ne me plaît pas. J'en ai un peu souligné le danger cet après-midi. On accable le lieutenant-gouverneur en conseil d'une besogne qui devrait être laissée à des officiers spéciaux. Que le lieutenant-gouverneur en conseil se réserve le droit d'imposer son veto, quand il ne jugera pas les règlements conformes à l'esprit de la loi, c'est très bien, j'en suis! Mais que chaque règlement de l'Office lui soit soumis me paraît dangereux. Il me semble que c'est trop, et je n'ai pas changé d'opinion.

(Applaudissements à gauche)

D'autres députés expriment leurs points de vue²⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, qu'on réalise un peu l'importance de ce bill. Tout le monde s'accorde à dire que ce bill constitue une amélioration après laquelle les cultivateurs soupirent. N'y a-t-il pas jusque dans la gauche où quelqu'un admettait cet après-midi qu'il y a amélioration? Or comme les cultivateurs attendent, on ne devrait pas retarder l'adoption de cette mesure. Que l'on fasse diligence. De grâce, autant que possible, qu'on diminue les discours. Nous n'améliorerons pas la situation des cultivateurs avec des discours et des distinctions plus subtiles apparemment qu'en réalité sur chaque article de la loi. Nous voulons passer le bill rapidement. C'est urgent²⁵.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. Lorsque les dettes et obligations de l'emprunteur excèdent soixante-cinq pour cent de la valeur de sa ou de ses fermes, telle qu'établie par l'Office, celui-ci peut lui prêter jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de cette valeur, pourvu que les créanciers de l'emprunteur acceptent le montant du prêt en règlement entier de ses dettes et obligations et lui donnent quittance."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'Office prête pour 75 % de la valeur des propriétés à des gens déjà endettés, cet article expose le gouvernement à devenir un grand propriétaire de terres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous créons un Office de prêts pour prêter. Il est entendu que ce sera surtout à de pauvres gens. Quand les gens sont endettés pour 65 % de leur bien, si nous leur prêtons seulement pour 65 %, ils ne seront pas plus avancés. Ce qui importe, c'est que nous encourageons les cultivateurs à rester sur leurs terres. Nous prêterons pour 75 % de la valeur des propriétés à la condition que les créanciers acceptent un compromis à 75 cents dans la piastre.

M. Lamoureux (Iberville): C'est un des bons articles de la loi.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 et 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. Tout versement de principal ou d'intérêt non acquitté à échéance produit lui-même, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux de cinq pour cent par année, à compter du jour de l'échéance."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le taux de 5 % est trop élevé. Si la Chambre n'a pas d'objection, nous allons mettre 4 %. Il peut se présenter de nombreux cas de cultivateurs trop pauvres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que ce serait dangereux de trop baisser le taux d'intérêt sur ces arrérages. On multiplierait les négligences. C'est peut-être sage de laisser 5 %. Vous vous exposez à perdre en ne demandant pas le taux légal. Si les arrérages...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le chef de l'opposition de dire que la loi est sage. Je savais qu'elle était faite par des experts. C'est exactement ce que je voulais que le chef de l'opposition dise en proposant l'amendement fictif. Je voulais avoir son opinion, et je l'ai eue.

(Rires)

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 21 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 22, qui se lit comme suit:

"22. Tout acte de l'office est présumé *intra vires* de ses pouvoirs et, à cet égard, valide."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait observer que c'est très dangereux. La commission pourra faire n'importe quoi, décider ce qu'elle voudra, et ce sera légal. On ne pourra pas s'en plaindre. Il suggère que l'on restreigne cette liberté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) convient de modifier l'article, en retranchant les cinq derniers mots, et en insérant, avant *intra vires*, *prima facie*.

MM. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et Casgrain (Rivière-du-Loup) trouvent que c'est encore trop de pouvoirs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) établit cette distinction qu'attaquer les décisions de l'Office, ce n'est pas attaquer la loi. Il ajoute qu'avec son amendement quiconque attaquera une décision de l'Office devra assumer la preuve.

M. Hamel (Québec-Centre) dit que l'article n'est pas si dangereux, et qu'on pourra mettre les régisseurs à la raison, si cela s'impose.

L'article est amendé et se lit désormais comme suit: "Tout acte de l'office est *prima facie* présumé *"intra vires"* de ses pouvoirs."

L'amendement est adopté.

L'article 22, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 23 à 32 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 33, qui se lit comme suit:

"33. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la validité de l'hypothèque qui garantit un prêt n'est pas affectée par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur des droits sur les successions ou du percepteur du revenu de la province."

M. Barré (Rouville) signale des anomalies dans le système hypothécaire. Le gouvernement a été sage de sauvegarder ces articles de loi, dit-il, mais ici,

il faut protéger les créanciers. Il (M. Barré) lit l'article 1380 des Statuts refondus de 1909.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faudra amender la loi des successions, en ce qui a trait à la transmission des immeubles. L'hypothèque, dans notre cas ne fonctionne pas de cette manière. L'Office est un prêt économique, pratique, patriotique...

M. Barré (Rouville): Le premier ministre dit que c'est un prêt patriotique, entendons-nous. Entre l'individu qui prête sur première hypothèque et l'Office qui prête l'argent du gouvernement, quelle différence établit-il? Je ne fais pas tellement de différence entre le prêt d'un individu et celui d'un État ou d'une province, qui affecte aussi le crédit du cultivateur et qui provient de l'argent de la collectivité. Plus j'étudie ce bill, plus j'y trouve des choses à critiquer. Et, si un habitant avait le temps de lire tous les articles, il trouverait à critiquer pas mal de choses.

L'article 33 est adopté.

Les articles 34 à 37 et le préambule sont adoptés.

(Applaudissements à droite)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements²⁶. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois²⁷.

M. l'Orateur: Adopté...

M. Tellier (Montcalm): M. l'Orateur, avant que nous passions cette troisième lecture, j'ai un grand nombre de félicitations à adresser au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) pour son excellente et féconde initiative. Comme la Chambre a pu le constater, la politique de l'opposition sur cette question a été un véritable camouflage. Au projet du gouvernement, nos adversaires ont opposé un plan d'utilisation du prêt fédéral, mais au fond, ils sont contre le crédit agricole provincial. Ils ont voté contre du reste à la dernière session. Je tiens à signaler cette attitude de l'opposition contre une mesure destinée à aider la classe agricole.

(Applaudissements à droite)

La classe agricole²⁸, oui, M. l'Orateur, l'ancien régime dont l'opposition n'est ici qu'un pâle reflet... Il (M. Tellier) poursuit son discours pendant quelques instants.

M. Pouliot (Missisquoi) s'approche de M. Tellier et lui montre l'horloge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas interrompre le député de Montcalm. Je sais qu'il est intéressant. Mais nous voulons la sanction du bill aussi rapidement que possible. Il est 11 heures moins 10. La loi a été étudiée dans l'harmonie; il conviendrait de la voter sans plus tarder.

M. Tellier (Montcalm): Très bien. Je ne retarderai pas l'adoption de cette grande loi, pièce magistrale de législation. Loin de moi cette idée, mais je reprends mes remarques. Il (M. Tellier) parle encore quelques minutes²⁹.

La motion est adoptée sur division.

(Applaudissements)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux des comités:

Comité des bills publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prie les membres du comité des bills publics de se rappeler qu'il y a séance demain matin à 10 heures pour l'étude de la loi électorale.

Des voix: 10 heures?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Disons 10 h 30.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 30 octobre 1936, à la page 3, M. Charles-Auguste Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, est absent de cette séance.

2. Il s'agit de l'article 85 du Règlement qui stipule: "Les personnes admises dans les tribunes doivent garder le silence et le décorum."

3. *Le Journal* du 30 octobre 1936, à la page 1, rapporte qu'à la suite de cet avertissement les spectateurs ont été "admirables d'obéissance" durant la séance.

4. Expression latine signifiant "de plein droit".

5. *Le Quebec Chronicle-Telegraph* du 30 octobre 1936, à la page 3, rapporte que M. Albert Rioux, sous-ministre de l'Agriculture, est assis aux côtés de l'honorable M. Dussault, en vue de l'étude de la loi du crédit agricole.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

7. La Commission du prêt agricole canadien (CPAC) fut établie en 1929.

8. D'après *La Presse* du 30 octobre 1936, à la page 19, M. Bastien lit une lettre contenant ces informations.

9. *La Presse* du 30 octobre 1936, à la page 19, rapporte qu'à cause des applaudissements, les premières paroles de M. Lamoureux "parviennent à peine à la tribune des journalistes, malheureusement".

10. Cyrille Vaillancourt (1892-1969), médecin et administrateur au sein des caisses Desjardins. Employé au ministère de l'Agriculture à partir de 1915, il occupe de nombreux postes au sein du réseau des caisses Desjardins à partir de 1924. Il sera notamment le premier président et gérant de la Fédération des caisses populaires (1932-1969). Nommé conseiller législatif de la division de La Durantaye, de 1943 jusqu'à sa démission l'année suivante, il devient sénateur de la division de Kennebec en 1944, jusqu'à son décès.

11. Chiffre du *Canada* du 30 octobre 1936, à la page 5, et du *Soleil* du même jour, à la page 19. *L'Action catholique*, à la page 13, mentionne plutôt \$1,800,000 alors que *La Presse*, à la page 19, mentionne plutôt \$1,700,000.

12. Version du *Soleil* du 30 octobre 1936, à la page 19. *La Patrie* du même jour, à la page 9,

rapporte que M. Chaloult a plutôt dit "c'est la quatrième fois".

13. Selon *Le Journal* du 30 octobre 1936, à la page 8, il s'agit respectivement de MM. L.-P. Geoffrion et Émile Delage.

14. Chiffre du *Journal* du 30 octobre 1936, à la page 8. *Le Devoir* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt 521 caisses populaires.

15. Chiffre du *Soleil* du 30 octobre 1936, à la page 19. *L'Action catholique* du même jour, à la page 13, mentionne plutôt \$30,000.

16. Richard B. Bennett (1870-1947), premier ministre conservateur du Canada de 1930 à 1935.

17. Selon *Le Devoir* du 30 octobre 1936, à la page 6, la députation applaudit parce que M. Sauvé, habituellement Orateur de la Chambre, participe pour la première fois aux débats en tant que simple député.

18. Voir note 6.

19. *La Tribune* du 30 octobre 1936, à la page 8, est la seule des sources à attribuer cette réplique à M. Barrette (Terrebonne).

20. Chiffre du *Canada* du 30 octobre 1936, à la page 5. *Le Soleil* du même jour, à la page 19, mentionne plutôt 184 caisses populaires.

21. *La Tribune* du 30 octobre 1936, à la page 8, précise que les députés émettent des "rires entendus" à la remarque de M. Barré, en "allusion aux électeurs achalants".

22. Voir Georges-Auguste Gigault et J.-D. Leclair, *Rapport sur l'industrie laitière et l'agriculture en général, au Danemark, en Belgique, en France, en Irlande et en Angleterre, et renseignements sur les relations commerciales de l'Angleterre et de la province de Québec et leur développement possible*, Québec, Charles-François Langlois, 1894, 196 p.

23. Louis Beaubien (1837-1915), propriétaire terrien, homme d'affaires et rédacteur au journal *L'Ordre* (1858-1861). Député conservateur de Hochelaga à l'Assemblée législative (1867-1886) et à la Chambre des communes, dans le même comté (1872-1874). Orateur de l'Assemblée législative

(1876-1878), député conservateur de Nicolet (1892-1897) et commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation dans les cabinets Boucher de Boucherville, Taillon et Flynn (1891-1897). Fondateur de la ville d'Outremont en 1875 et promoteur de nombreux chemins de fer au tournant du siècle.

24. Les sources consultées n'ont pas permis d'identifier ces députés. Toutefois, *L'Action catholique* du 30 octobre 1936, à la page 3, mentionne que "26 députés ont participé au débat sur le crédit agricole, bien que quelques-uns n'aient dit que deux mots". Pour sa part, le *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4, dénombre plutôt 30 orateurs durant ce débat.

25. *Le Canada* du 30 octobre 1936, à la page 5, mentionne "qu'un grand silence suit cette déclaration. Et les articles sont plus rapidement votés".

26. Un autre amendement a été adopté à l'article 36. Les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

27. Selon *Le Canada* du 30 octobre 1936, à la page 5, c'est l'Orateur qui fait cette intervention, tandis que *La Tribune* du même jour, à la page 8, l'attribue plutôt à l'honorable M. Duplessis.

28. *Le Canada* du 30 octobre 1936, à la page 5, rapporte qu'à ce moment, "M. Duplessis donne les signes d'une grande impatience de même que beaucoup de députés".

29. Version du *Canada* du 30 octobre 1936, à la page 5. *Le Soleil* du même jour, à la page 19, précise plutôt que M. Tellier "a terminé promptement son discours" vers 11 heures.

Séance du vendredi 30 octobre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

**Durée
de la session**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, est-ce que le chef du gouvernement peut nous dire la date de l'ajournement de la session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous entendons procéder avec diligence. Dès que les travaux seront finis, nous ajournerons.

(Rires)

Vous devriez être satisfait. C'est la première fois en 40 ans que l'on marche aussi rapidement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que ça veut dire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela veut dire que la session devrait se terminer normalement le plus tôt possible.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si la session est si courte, c'est parce que l'opposition ne fait pas d'obstruction et qu'elle a coopéré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'électorat qui a contribué à tout cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allons-nous siéger encore la semaine prochaine? Je demande cela parce que nous retournons vers nos foyers ce soir et que nous désirons savoir si nous allons revenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout dépendra de la tâche qui nous incombe encore et de la célérité que l'on mettra à adopter les projets de loi.

Pratiquement toutes les mesures les plus contentieuses, à part la loi électorale, sont à peu près

passées. Nous pourrions passer rapidement les autres projets de loi qui ne présentent pas de grandes difficultés.

Dans le cours ordinaire des choses, si le chef de l'opposition veut absolument le savoir, la session devrait se terminer... (en souriant) le plus tôt possible.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois que le premier ministre a changé d'idée en cours de route. Mais il m'intéresserait de savoir si la session va durer les 31 jours de séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition veut-il retarder la session?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, mais si la session ne dure pas les 3 jours, le gouvernement va sauver de l'argent sur les indemnités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici, nous ne travaillons pas à la journée, ni à l'heure. Nous nous efforçons de travailler tous les jours à améliorer les conditions aggravées par l'ancien régime pendant des années.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La session devrait durer le moins de temps possible, si je comprends bien, car les députés recevront une moyenne de 10 piastres par jour, et, si elle ne dure pas 30 jours, ils recevront \$300 au lieu de \$2,500.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour les membres du gouvernement, la session ne se résume pas à une question d'indemnité. Il ne semble pas qu'il en soit ainsi pour nos amis de la gauche. La session consiste pour nous à réunir la députation afin d'élaborer des lois, et ce n'est pas seulement une question de recevoir l'indemnité régulière. Je ne veux pas donner la date de la prorogation au chef de l'opposition, parce qu'il n'a pas une même conception des choses que nous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable chef du gouvernement est le chef d'un parti complètement détaché des biens de ce monde, d'après ce que je puis voir. Ça paraît bien dans les journaux tout cela, mais, quand on circule dans les

corridors du Parlement, les députés parlent tout autrement. Mais je sais que le premier ministre préférerait, pour se faire valoir de l'opinion, que les dépenses de cette session supplémentaire soient moins fortes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dis et je répète que nous avons été élus nationaux pour faire notre devoir et que pas un député du gouvernement n'ose faire une question essentielle de son indemnité. Le chef de l'opposition a pris 20 minutes pour dire qu'il ne veut pas retarder la session.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela, c'est bien beau pour les journaux, mais je voudrais savoir si la session va se terminer bientôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous sommes prêts à siéger ce soir et demain toute la journée s'il le faut.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, cela n'avancera pas du tout les choses. J'aime autant que l'on ajourne jusqu'à mardi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Alors, très bien.

**Délai de prescription
des taxes municipales et scolaires**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 40 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Développement
de la Gaspésie**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 pour promouvoir le développement de la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce projet s'explique par le titre dont il est orné: "Loi pour promouvoir le développement de la Gaspésie". M. le président, tous ceux qui sont allés en Gaspésie depuis quelques années, et qui ont bien étudié la situation économique de cette péninsule, sont restés frappés de la pauvreté des conditions économiques qu'on y constate. Pour ma part, quand j'ai étudié la situation de cette région, avec mes collègues de la droite, j'en suis venu à la conclusion qu'il fallait adopter des mesures énergiques, afin de faire tout en notre possible pour développer cette partie de notre province.

Nous n'avons pas l'intention de nous laisser arrêter par les difficultés que nous allons certainement rencontrer, par des attermolements, pas plus que par les légalités, et nous voulons donner à la population de la Gaspésie les mêmes privilèges qu'aux autres régions. Nous avons l'intention de frapper droit au but pour que la population de la Gaspésie soit sur un pied d'égalité avec la population du reste de la province.

Un aspect particulièrement remarquable de la Gaspésie, c'est qu'elle n'offre aucun débouché pour le bois qu'on pourrait y couper. Cette dernière remarque m'amène au point concret de la mesure que nous sommes présentement appelés à étudier. Il y avait à Chandler un moulin, construit en 1914, et qui a été fermé en 1929, soit depuis six ans. À chaque année, la population espérait voir le moulin reprendre ses opérations et, régulièrement à chaque élection, le parti ministériel de l'époque promettait de voir à faire rouvrir le moulin. Les élections passaient et jamais le moulin ne reprenait ses opérations.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable ministre a dû faire lui-même des promesses en 1931.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je ne suis pas allé en Gaspésie en 1931. Si j'y étais allé, j'aurais peut-être changé d'idée. En 1934, ce moulin a été acquis par la Premier Pulp, filiale de la Celanese, de Drummondville. Peu après que cette compagnie eut fait l'acquisition par vente à l'enchère, le département des Terres et Forêts, dans le but, paraît-il, d'aider la Gaspésie, concédait 500 milles carrés de forêt à une autre compagnie. C'était, je crois, le 31 août 1934. Ces limites ont été concédées à la Maritime Operating Corporation, une autre filiale de la Celanese, et, au fond, la même chose que la Premier Pulp. J'en ai eu la preuve en consultant la liste des officiers des deux compagnies. Ce sont pratiquement les mêmes dans chaque cas, et ça revenait toujours à

la Premier Pulp. Le bureau-chef pour les deux organismes se trouve dans la ville de New York.

En concédant ces 500 milles carrés, on a stipulé plusieurs conditions. La Maritime Operating s'engageait notamment à opérer, selon l'ordre en conseil, le moulin de Chandler à raison de 100 tonnes par jour à partir du 1^{er} novembre 1935. Les conditions de l'ordre en conseil n'ont pas été remplies. Puis l'ancien gouvernement avait, par un autre ordre en conseil, accordé un autre délai jusqu'au 1^{er} novembre 1936. Nous sommes maintenant à une journée de la date d'expiration desdits délais et le moulin n'est pas plus ouvert qu'avant.

Le moulin est fermé depuis trop longtemps et l'heure est venue pour le gouvernement d'intervenir. Si on laisse faire l'état de choses actuel, on demandera encore du délai. Nous avons devant nous une proposition sérieuse et nous voulons que le moulin de Chandler soit ouvert le plus tôt possible, et nous prenons pour cela les mesures que nous croyons le plus appropriées. La chose est urgente. Si la Chambre vote cette mesure, elle aidera au développement de la Gaspésie et, dès l'été prochain, j'en suis certain, le moulin de Chandler fonctionnera. La chose est urgente.

Le gouvernement veut autoriser des personnes qui donnent des garanties de solvabilité à exproprier et exploiter le moulin. Il veut autoriser toute personne, société ou corporation, offrant des garanties de solvabilité suffisantes, à acquérir, par expropriation, les propriétés immobilières, les machineries de cette usine. Des dispositions spéciales dans le bill visent non seulement à la prise de possession après la décision des arbitres, mais à la prise de possession immédiate de la propriété qui fait l'objet des procédures en expropriation. Le reste du bill explique de quelle manière on s'y prendra. Nous sommes d'un ordre nouveau. Aux temps nouveaux, des méthodes nouvelles.

(Applaudissements à droite)

Nous avons l'impression que la compagnie actuelle ne va pas remplir les conditions qui lui ont été faites et qu'elle n'a pas l'intention de faire fonctionner le moulin. Ainsi, il n'y aurait aucune coupe de bois cet hiver. Ce serait apporter un autre retard d'un an au moins. Nous ne voulons plus de délai. Je demande à la Chambre d'approuver ce projet qui devrait ramener un peu de bonheur à la Gaspésie.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, ce bill nous annonce une politique nouvelle, mais dangereuse. Il devrait être un bill privé, puisqu'on

accorde l'expropriation d'une compagnie privée en faveur d'individus ou d'une compagnie qui n'est pas révélée, mais qui existe sûrement. Si une compagnie privée ne peut faire fonctionner ce moulin, quel est le particulier qui réussira? Le gouvernement envahit le terrain des intérêts privés...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Oui, dans l'intérêt général.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que c'est un précédent dangereux. C'est la première fois dans l'histoire de l'Assemblée législative du Québec, comme dans n'importe quelle autre province du Canada, je crois, que nous voyons un gouvernement forcer une compagnie privée à être expropriée, et ce, qu'elle le veuille ou non. Il n'y a pas qu'à Chandler où la situation est désespérée. Il y a plusieurs moulins qui sont fermés, à l'heure actuelle, dans la province. Il y en a particulièrement à Chicoutimi, où la situation est beaucoup plus grave. On y dépense \$1,000,000 par année en secours directs. La population nécessiteuse y est plus considérable qu'à Chandler, et les moulins y sont fermés.

Je ne veux pas entrer dans les détails, mais je dis que le gouvernement ne devrait pas envahir le domaine de l'industrie privée. S'il se charge de tout ce qui est en faillite aujourd'hui, il commence par le mauvais bout. Je me demande pourquoi le gouvernement ne se borne pas à annuler les droits concédés à cette compagnie, si elle n'est pas de bonne foi. Ce serait bien suffisant.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ça ne serait pas suffisant. Nous voulons faire fonctionner les moulins.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si, en raison du marché actuel, en raison des conditions actuelles d'exploitation forestière, les compagnies ne sont pas en mesure de faire fonctionner leur usine de Chandler et ne trouvent pas qu'il y a profit à le faire, je me demande quel est l'homme ou la compagnie qui voudra y risquer son capital. Nous ouvrons une porte et nous ouvrons aussi le portefeuille des contribuables de cette province.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous voulons le remplir, le portefeuille des contribuables.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a loin de la coupe aux lèvres. Je suis convaincu que, derrière ce bill, il se cache des intérêts particuliers

qui veulent mettre la main sur d'autres intérêts particuliers, par l'entremise du gouvernement. Les compagnies d'exploitation forestière ne se sont pas contentées de mettre la main sur le bois; elles veulent aussi mettre la main sur l'argent de la province. Car il faudra sans doute que le gouvernement aide la compagnie qui consentira à se charger de faire fonctionner un moulin dont les propriétaires ne savent que faire, dont ils cherchent à se débarrasser.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ils ne cherchent pas à s'en débarrasser, soyez-en sûr.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'ils avaient trouvé des acheteurs sérieux, il y a longtemps qu'ils auraient vendu. Dans tous les cas, je dis que le gouvernement empiète dans le domaine de l'industrie privée, et voilà pourquoi j'enregistre ma dissidence. Je répète que l'on commence par le mauvais bout en se chargeant des faillites. On commence par le bout d'industries qui ne sont pas nées viables.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On me permettra, M. le président, de retracer brièvement l'histoire de cette industrie à Chandler. Ce bill, qui a pour but le développement de mon comté et de toute la Gaspésie, est certainement intéressant pour toute la population, mais pour nous, Gaspésiens, il prend des proportions extraordinaires. Nous n'avons plus, sur notre côte gaspésienne, ces industries qui, il y a quelques années, apportaient, avec l'aisance dans les foyers, l'espérance dans le cœur. Les unes après les autres, nous avons vu nos moulins de l'International, de la St. Maurice, de la Sheppard & Morse, de la Howard-Smith, et finalement notre grande usine de Chandler fermer leurs portes, et, dans certains endroits, le pic du démolisseur a fait disparaître jusqu'aux vestiges d'une ère de prospérité.

La Gaspésie est comme un navire désemparé dérivant sans gouvernail, à la merci des forces économiques engendrées par l'administration précédente; vaisseau ballotté en haute mer, rempli de passagers de première classe et de deuxième classe, passagers affolés.

Depuis ce temps, nous avons été réduits à l'inaction. C'est tout juste si nos pêcheurs pouvaient demander à la mer une maigre pitance, pendant la saison d'été. Je dis maigre pitance, car il est bon de savoir que, pendant les cinq années qui viennent de s'écouler, nos pêcheurs ne recevaient pas un sou par livre pour leur poisson. Notre industrie est dans le marasme le plus complet par le jeu de cache-cache des compagnies.

Aussi, au cours de la dernière campagne, j'ai assuré mes concitoyens de toute mon énergie pour améliorer une situation intolérable. Vous ne serez donc pas surpris, M. le président, si j'appuie de toutes mes forces la mesure que l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) présente aujourd'hui, et dont je rêve depuis plusieurs mois, et pour laquelle j'ai travaillé avec acharnement depuis le 17 août dernier.

Une voix à droite: Vous allez l'avoir.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ne serait-il pas bon de rappeler succinctement à cette honorable Chambre les phases successives qu'a subies cette industrie gaspésienne depuis les cinq dernières années? L'usine de Chandler, qui avait fonctionné sous différents noms depuis son ouverture, fermait définitivement ses portes le 24 décembre 1931. Pendant les deux années consécutives, des pourparlers s'entament, des tractations se font sans que l'on puisse atteindre une solution. Des offres considérables sont refusées, si bien que, en 1934, le gouvernement, craignant de perdre certains droits de coupe, se décida à faire vendre les concessions, tandis que la Banque de Montréal, autre créancière, réussissait à faire vendre l'usine.

Dans cette transaction, les acheteurs ont usé d'un stratagème. La Premier Pulp & Paper achète d'abord le moulin de Chandler, sans condition, mais au coût de \$80,000, et lorsque arrive, quelques semaines plus tard, la vente des concessions forestières, une autre compagnie, composée des mêmes personnages, cependant, mais enregistrée sous le nom de la Maritime Operating Corporation, se porte acquéreur. Avec le résultat que le moulin et les limites marchant sous des noms différents ont des excuses toutes prêtes à offrir.

La Premier Pulp & Paper prétendra ne pouvoir opérer, parce qu'elle n'a pas de limites, tandis que la Maritime Operating Corporation nous dira qu'elle n'a pas de moulin.

Cependant, pour satisfaire l'opinion publique, et peut-être par acquit de conscience, l'ancien gouvernement avait inclus dans son arrêté ministériel certaines clauses qui, au premier abord, auraient satisfait les exigences. Des obligations précises étaient inscrites, ainsi que des sanctions prévues pour le défaut de conformité au but de cet arrêté en conseil. (*Gazette officielle*, page 3259, no 15, et *arrêté ministériel* no 1829.)

Une des principales conditions de vente était l'exploitation d'une usine déjà construite, ou devant être construite dans un rayon de 10 milles de la ville

de Chandler, pour produire de la pâte à bois ou du papier à journal ou tout autre produit cellulosé, à raison de 100 tonnes par jour, et cela, avant le 1^{er} novembre 1935.

Pendant cette première année, la compagnie n'a pas bougé, n'a pas non plus rempli la plupart des autres conditions de son contrat, se contentant de payer les montants dus.

Mais le 1^{er} novembre 1935 arrive et que faire, car il pourrait arriver que ces concessions soient enlevées à la Maritime Operating Corporation. Aussi ses aviseurs réussissent-ils, le 30 octobre 1935, à faire passer un autre ordre en conseil accordant un délai d'un an à cette compagnie. Regardons en passant les raisons majeures qui peuvent justifier ce délai, pour une compagnie qui n'a même pas essayé de s'organiser pour fonctionner:

Que la Maritime Operating Corporation, filiale de la Celanese, a fait faire des expériences pour établir la possibilité d'employer dans la fabrication de certains textiles le bois comme matière;

Que ces expériences ont donné des résultats satisfaisants, mais cependant incomplets en ce qui concerne la possibilité de les mettre en œuvre dans une fabrique;

Qu'il y a lieu de continuer ces expériences pour trouver les procédés et l'outillage qui seraient nécessaires pour fabriquer économiquement des textiles, en employant comme matière première le bois;

Que la Maritime Operating Corporation se trouve obligée de différer l'aménagement de son usine de Chandler et sa mise en opération, pour profiter des perfectionnements auxquels les expériences en cours donnent lieu.

On lui accorde donc une extension d'un an, devant ces raisons prétendues majeures, en répétant, cependant, les conditions d'affermage qui n'avaient pas été remplies et qui n'auraient nullement nui aux expériences en cours. Le plan d'aménagement ordonné par l'article 7, *Gazette officielle*, page 3258, de couper une certaine quantité de bois, articles 8 et 9, n'a pas été rempli.

N'allez pas croire, M. le président, que nous prenons la compagnie actuelle par surprise. Loin de là. Nous l'avons proclamé au cours de la dernière campagne, assurant la population de toutes nos énergies pour faire en sorte d'ouvrir les portes du moulin. Sitôt après le 17 août 1936, j'ai moi-même communiqué avec l'avocat de la compagnie, M. Gaulthier, et lui ai, à différentes reprises, fait des conditions, leur demandant, pour l'amour de nos

gens, d'ouvrir leurs portes, et je lui ai dit que j'étais prêt à lui accorder un certain délai, selon certaines conditions que voici en substance:

1. De commencer immédiatement le plan d'aménagement, c'est-à-dire l'inventaire et l'arpentage des concessions forestières.

2. Que la compagnie commence à couper, ou à faire couper, non pas simplement quelques milliers de cordes de bois, mais au moins une quantité suffisante pour faire fonctionner le moulin toute l'année. En conséquence, il faudra qu'au cours de l'hiver 1936-37 elle coupe au moins 40,000 à 50,000 cordes, vu qu'il faut environ 80,000 à 90,000 cordes pour faire fonctionner le moulin d'une façon normale, pendant un an, et qu'à cette fin un permis lui soit octroyé, afin de pouvoir commencer à couper ce bois, avant que le plan d'aménagement ne soit terminé.

3. Qu'en même temps, des réparations nécessaires pour la mise en opération de l'usine soient effectuées.

4. Que des mesures soient prises pour que le bois ainsi coupé ne soit pas tout simplement transporté à l'étranger mais serve à fabriquer de la pulpe chimique dans l'usine de Chandler.

5. Qu'elle paye les rentes foncières pour la saison 1935-1936.

6. Qu'elle acquitte les taxes que la commission scolaire lui réclamera.

7. Qu'elle accorde aux diverses municipalités situées dans le voisinage de ses concessions le bois qui pourra lui être nécessaire, soit pour aider les indigents, soit pour le chauffage des églises ou des édifices publics.

Lorsque nous pourrions croire à la bonne foi de la Maritime Operating Corp., nous serons alors prêts, mais alors seulement, à lui consentir un certain délai qui, d'après l'arrêté en conseil, devrait cesser le 1^{er} novembre 1936, si l'usine ne produit pas 100 tonnes de pulpe par jour.

Nous comprenons l'impossibilité de mettre l'usine en opération à cette date, d'abord parce qu'il n'y a pas de bois, et deuxièmement parce que l'usine n'est pas réparée. Aussi, le délai que nous recommandons devrait l'être de mois en mois et de deux mois en deux mois, selon les preuves de bonne foi que nous pourrions avoir de la compagnie.

On nous a répondu qu'on allait y penser. Mais, puisque rien n'a bougé, puisque la compagnie sans cœur n'a rien décidé, nous, respectant notre parole et avec la pleine connaissance de la misère de nos gens, nous sommes fiers de soumettre ce bill et de le défendre.

Il ne faut pas confondre ces trois sortes d'industries: pulpe chimique, papier à journal, pulpe mécanique. De Halifax à Vancouver, il n'y a que 16 moulins fabriquant de la pulpe chimique, ou pouvant la fabriquer. Le moulin de Chandler est un de ces 16 moulins. Or, de ces moulins de pulpe chimique, de Halifax à Vancouver, celui de Chandler est absolument le seul qui soit fermé, bien qu'il puisse opérer dans des conditions exceptionnellement avantageuses, bien que, dans cette ligne de l'industrie, il n'y ait pas de surproduction et que les commandes de partout, principalement des pays d'Europe, dépassent la capacité de production réunie de ces 16 moulins.

La crise est dans l'industrie du papier à journal, ainsi qu'il s'en fabriquerait au Cap-de-la-Madeleine et à Sainte-Anne-de-Beaupré, et ainsi que l'on se propose d'en fabriquer à Baie-Comeau, en dépit de la fermeture d'autres moulins. Le moulin de Chandler constitue un obstacle pour les autres industries qui ne manqueraient pas de venir s'établir à Chandler.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) dit que c'est un précédent dangereux. C'est peut-être un précédent, mais un précédent qui n'est nullement dangereux. Je dis que c'est un précédent heureux. Les puissances d'argent, nous ne voulons pas les détruire, mais les obliger à produire et à servir le peuple et non à l'asservir...

(Applaudissements à droite)

Et, si par hasard, dans l'avenir, d'autres régions bénéficient de l'acte que nous posons aujourd'hui, la Gaspésie sera fière d'avoir ouvert la porte à cette nouvelle conception de la politique vraiment nationale que nous représentons. Ce n'est pas seulement des félicitations que la population de la Gaspésie adresse par ma voix au gouvernement. C'est avec des larmes aux yeux et le cœur gonflé de joie que nous le remercions³.

(Applaudissements à droite)

M. Tellier (Montcalm): La plainte de la Gaspésie a été si émouvante que nous l'avons entendue dans le comté de Montcalm. Je félicite le gouvernement et particulièrement le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) de son initiative. Il y a des contradictions dans les objections du chef de l'opposition. Ce dernier dit que c'est un précédent dangereux, et il prétend que personne ne voudra engager son capital dans l'industrie de Chandler. Si personne ne veut profiter de la loi, ce ne sera pas un précédent dangereux.

Je ne comprends pas l'opposition. La loi dit bien clairement que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser toute personne, société ou

corporation offrant des garanties de solvabilité suffisantes à acquérir, par expropriation, les propriétés immobilières. Ce texte est clair.

M. Paradis (Matapédia): Je félicite le député de Montcalm (M. Tellier) d'avoir félicité l'honorable ministre des Terres et Forêts. Trop longtemps, les ressources forestières de la Gaspésie ont été exploitées au profit de provinces étrangères à la nôtre et, même au profit de pays étrangers. J'espère que, dans l'avenir, le gouvernement prendra encore d'autres excellentes initiatives de cette nature.

M. Roy (Montmorency): On vient de parler de moulins de papier qui ont fermé leurs portes. Dans mon comté, il en existe un, le fameux moulin de Beupré qui, celui-là, a été fermé volontairement. Si l'on avait fait un bill semblable pour le faire rouvrir, la population de ce village n'aurait pas été obligée de subir l'esclavage des secours directs. Je trouve injuste qu'on ait habitué la population à y travailler et qu'ensuite on réduise cette population à vivre ainsi de secours directs.

Je suis heureux de voir le gouvernement prendre des mesures pour la rouverture des moulins à papier, et je dis:

Vive l'ordre nouveau qui règne partout. Je félicite le gouvernement et je me réjouis du projet pour la population de Chandler.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Est-ce que les limites et le moulin sont la propriété de la même compagnie?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le moulin appartient à la Premier Company et les limites à la Maritime Operating Corporation, mais les deux compagnies appartiennent aux mêmes hommes.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Qu'est-ce qu'il y a dans le bill qui obligera la nouvelle compagnie à se charger sans interruption de l'exploitation à Chandler? Quelles sanctions prendrez-vous contre les nouveaux acquéreurs?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La sanction est la suivante: le ministère des Terres et Forêts a le droit d'annuler l'ordre en conseil et le privilège, si la compagnie ne respecte pas le contrat.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Si le gouvernement met à exécution les sanctions que son ministre des Terres et Forêts préconise, il reviendrait

en possession des propriétés du moulin. Et que fait-on de l'article 1, où il est dit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser une société ou corporation à acquérir, par expropriation, les immeubles situés à Chandler? Il me semble que le gouvernement ferait mieux d'annuler la concession et de la revendre à l'enchère. Autrement, on pourra vous accuser de faire du favoritisme politique.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous ne craignons jamais d'être accusés.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le nouveau gouvernement est plus présomptueux que l'ancien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes plus présomptueux et plus honnêtes.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le gouvernement pourra être accusé d'injustice. J'aurais préféré de beaucoup qu'on s'en tienne à la lettre des contrats, si ces contrats prévoient des sanctions en cas de non-exploitation. Mais si l'on veut absolument exproprier, je suggère que l'on mette à l'enchère les droits expropriés.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): S'il fallait s'en tenir à la lettre des contrats, jamais le moulin ne serait ouvert, parce que la compagnie qui achèterait le droit pourrait parfaitement retarder le fonctionnement du moulin. Nous voulons des gens solvables, qui aient confiance en nous. Quant aux droits expropriés, nous allons les concéder à des personnes ou à des compagnies qui seront prêtes à donner les garanties nécessaires.

M. Delagrave (Québec-Ouest): C'est un mauvais précédent à créer que de désigner nommément la compagnie ou un individu particulier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): N'importe quelle compagnie et n'importe quel individu a le droit de soumettre sa demande. C'est le cabinet qui jugera de sa solvabilité et de la valeur des garanties qu'elle ou qu'il pourra offrir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable ministre peut-il nous dire le nom du particulier ou de la compagnie qui aura le droit d'exproprier? Est-ce que le gouvernement a eu des offres?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous présentons un projet qui demande l'autorisation

d'ouvrir l'usine; nous ne devrions pas être obligés de dévoiler maintenant qui a pu nous faire des propositions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La Chambre n'aura donc aucun contrôle sur le choix de la compagnie ou de la personne qui pourra exploiter l'usine?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La Chambre a le contrôle sur la loi. Tout ce que nous demandons, c'est d'avoir le droit d'ouvrir l'usine.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est plus important d'avoir un contrôle sur la balance, sur l'exploitation.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce contrôle, le gouvernement l'exercera, et il est assez sérieux pour le faire dans les plus grands intérêts de la population. Ce que le gouvernement veut, c'est de donner du travail aux gens de la Gaspésie le plus tôt possible. La loi est pour autoriser le gouvernement à agir, et nous pouvons être assurés qu'il le fera avec toute la prudence voulue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) s'oppose à la demande de soumissions. Mais qu'il se rappelle qu'on a blâmé l'ancien gouvernement d'avoir, paraît-il, pratiqué une politique semblable. Il y a du camouflage dans cela. Quand on demande des soumissions, il est temps de mettre les conditions que l'on désire voir remplir par les acquéreurs. Je dis qu'il est important pour l'Assemblée législative de contrôler entièrement des mesures aussi étranges que celle-ci. On ne doit pas permettre que des acquisitions par expropriation soient faites sans soumission.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il y en eut des conditions sous l'ancien régime, et qu'est-ce que cela a rapporté?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y en eut qui furent respectées, si elles ne le furent pas toutes. Je dis que, pour se conformer à sa politique, l'Union nationale devrait demander des soumissions. Elle pourrait y inclure que l'acquéreur soit obligé de manufacturer et de produire tant par année. On a blâmé l'ancienne administration parce qu'elle accorda parfois des contrats sans soumission, et l'on est en train de faire la même chose.

Je dis que cette politique-là, c'est une politique de camouflage. C'est la première fois dans toute l'histoire de la province, et probablement dans l'histoire des neuf provinces du pays, que l'on force une compagnie à se faire exproprier. Au lieu d'assurer que ce privilège d'expropriation sera accordé à la compagnie ou à la personne qui offrira le plus haut prix, on dit: Laissez le gouvernement choisir.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le chef de l'opposition a-t-il un acheteur?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas du tout, mais je crois que l'Union nationale devrait se conformer à ses promesses de ne pas faire de transaction sans demander de soumissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le précédent que nous avons créé n'est pas aussi grave. Dans la province de Québec, pendant un certain temps, l'ancien régime a encouragé le développement excessif des moulins à papier, en consentant souvent d'importants avantages et en offrant des concessions forestières illimitées. Ce qui arriva alors fut qu'une grande partie de la population se groupa autour des usines, créant ainsi des centres urbains et provoquant la désertion des campagnes. On pensait qu'on s'en allait vivre dans un pays de Cocagne, dans le pays du roi Midas, qui avait la réputation de tout changer en or.

Depuis quelques années, les moulins ont fermé leurs portes et les ouvriers ont été plongés dans la misère. C'est ce qui est arrivé à Chicoutimi où 70 % de la population vit sous le secours direct. C'est aussi ce qui est arrivé à Beaufort, au Cap et à Chandler.

Au cours de la campagne dans la Gaspésie, nous avons pu nous rendre compte de la misère de cette partie de la population de la province. C'était mauvais pour la famille, mauvais pour la province. Nous avons dit: Nous ouvrirons ces moulins de nouveau; au besoin, nous prendrons les moyens nécessaires pour qu'ils ouvrent de nouveau. Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons fait une enquête et nous avons constaté que l'ancien gouvernement était soumis à certaines puissances. De ces soumissions-là, nous n'en voulons pas.

(Applaudissements à droite)

Autant nous voulons donner des garanties de protection au capital sain, autant nous voulons empêcher le capital malsain et ruineux d'exploiter le peuple. Le moulin de Chandler a été acheté pour

empêcher la concurrence et la compétition, au détriment d'une population nécessiteuse qui souffre. Il faut que le soleil revienne dans ces foyers et il faut dégrever le Trésor des millions payés en secours directs. À Chandler, par exemple, la compagnie s'était divisée en deux branches: une qui possédait les ressources forestières et une autre qui était propriétaire de l'usine.

Nous avons pris la résolution de vendre à des conditions raisonnables ces moulins censés construits pour exploiter nos ressources naturelles et qui ne le font pas. Nous avons résolu de vendre, mais pas de confisquer, car nous voulons que l'usine fournisse du travail à la population, serve à donner du bonheur, et non la misère, et à mettre en valeur nos ressources naturelles.

Vendre à l'enchère les deux compagnies, c'est faire le jeu des propriétaires du trust. Demander des enchères, ça prend du temps. Ces compagnies pourraient en organiser d'autres qui mettraient des enchères et nous serions encore au même point. Nous avons pris des mesures pour que les délais soient courts. Nous avons dit aux compagnies: Vous allez vendre, bon gré mal gré, et nous allons donner le contrat à une compagnie désireuse de faire travailler ces gens.

On va vous payer ce que ça vaut, pas un sou de plus. Nous allons accorder le droit d'exproprier à une compagnie qui présentera des garanties légitimes. Plusieurs sont venues en pourparlers avec nous. On nous a même dit qu'on est prêt à faire des travaux pour deux millions et on a proposé de fournir des garanties solides. Si l'ancien gouvernement veut se débattre dans les enchères, libre à lui. Nous voulons respecter notre devise: Justice à tous et à tout. Confiscation jamais, mais restitution toujours.

(Applaudissements à droite)

Dans le cas actuel, notre politique est celle d'un gouvernement qui se respecte. Nous allons conduire les affaires de la province comme nous l'entendons, et nous ne souffrirons pas que des personnes qui n'ont pas reçu de mandat du peuple viennent nous imposer leurs volontés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aurais voulu qu'au cours des élections le premier ministre actuel fût le même discours devant les électeurs, lui qui promettait que tous les citoyens auraient les mêmes droits, parce que le gouvernement demanderait des soumissions. J'aurais aimé l'entendre qualifier les demandes de soumissions comme il vient de le faire, l'entendre dire "vous vendrez, bon gré mal gré". Il parle aujourd'hui de

soumission aux intérêts particuliers. On peut faire des farces, mais ce n'est pas avec cela que la province s'administre. Je prétends que tous les citoyens doivent être appelés à soumissionner. D'après ce discours, il y a évidemment une compagnie à laquelle le premier ministre est favorable, puisqu'il a parlé de pourparlers et d'offre de deux millions. Le premier ministre connaissait...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

... Il connaissait son affaire.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'aperçois que le premier ministre connaît son affaire qui est de continuer ce qu'il a dénoncé comme les abus de l'ancien gouvernement. C'est tout naturel qu'il demande à ces compagnies qu'il favorise...

(Protestations à droite)

Pardon! Le premier ministre vient de dire que ceux qui ont un mandat du peuple peuvent parler sur cette question. J'ai eu un mandat des électeurs de Saint-Hyacinthe pour venir défendre les droits de la province en cette Chambre.

(Rires)

J'ai le droit de demander au gouvernement un compte de ses promesses. Le gouvernement procède de la même façon qu'anciennement et poursuit une politique qui lui paraissait pleine d'abus, quand nous étions là. Mais, cette fois, pour sortir d'un mal, on tombe dans un pire.

Vouloir établir une compagnie dans les biens qui appartiennent déjà à une autre compagnie, je dis que c'est de la confiscation. Le gouvernement décrète, par ce bill, qu'il peut pratiquer l'expropriation de biens, non au profit de la province ou de municipalités, mais au profit d'une compagnie privée. L'organisation qui a offert deux millions est certainement une grande compagnie.

Pourquoi le gouvernement ne se conforme-t-il pas à la politique qu'il a prêchée: des demandes de soumissions? On décrète tout simplement aujourd'hui. Par un caprice du gouvernement, on pourra exproprier une entreprise au profit d'amis. Dans tous les cas, si le premier ministre avait révélé ces intentions à l'électorat de cette façon... il aurait peut-être voté différemment.

L'honorable M. Gagnon (Matane):

(Applaudissements) M. le président, je n'avais pas l'intention de prendre part à ce débat, mais, puisque mon chef m'a chargé de veiller spécialement aux affaires de la Gaspésie, il m'est très agréable de

féliciter mon distingué collègue des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) pour l'exemple d'énergie et de caractère qu'il vient d'offrir et qui donne la preuve tangible que le nouveau gouvernement ne sera pas comme l'ancien, l'ami des gros intérêts, et ne laissera pas des corporations exploiter le peuple avec des droits qu'elles tiennent de ses représentants.

(Applaudissements)

Je me suis levé pour répondre au chef de l'opposition. Je l'entendais tout à l'heure dire que, si nous avions fait connaître nos intentions au cours de la campagne, le résultat n'aurait pas été le même. Avec toute la déférence qui est due au leader de la loyale opposition, je dis que l'honorable député de Saint-Hyacinthe est absolument dans l'erreur.

Je lui dirai que, au cours de la dernière campagne, j'ai eu l'occasion d'entendre mon chef distingué, dans sa tournée triomphale de la Gaspésie, dire à plusieurs reprises qu'il entendait prendre des mesures énergiques pour assurer la réouverture du moulin de Chandler et que le gouvernement décréterait l'expropriation, si nécessaire.

(Applaudissements à droite)

M. le président, ces paroles ont été prononcées à Matane, dans le comté que j'ai l'honneur de représenter. Et l'honorable chef de l'opposition dut en avoir des échos, car nous avons reçu des visiteurs intéressants comme le chef parlementaire de l'opposition.

(Rires à droite)

Il est venu accompagné d'un grand personnage de l'arène fédérale⁴ et de l'ancien premier ministre de la province et véritable chef de l'opposition⁵. Matane les a entendus combattre la politique de libération du peuple que nous prêchions. Or, la flamme de ces trois volcans éteints...

(Rires)

... a été tellement forte que, dans la paroisse de Matane où l'ancien député avait eu une majorité d'une voix⁶, aux dernières élections j'ai obtenu 300 voix.

(Applaudissements à droite)

On parle de confiscation. Nous ne prêchons pas la confiscation du capital. Je répète ici ce que disait l'honorable premier ministre dans son langage clair:

Le capital sain et honnête qui viendra dans la province de Québec pour travailler dans l'intérêt de la population sera bienvenu, mais celui qui viendra pour nous exploiter, pour nous dépouiller de ce qui nous appartient, de ce qui devrait être à nous, restera à l'étranger. Nous n'en voulons pas.

(Applaudissements)

L'honorable chef de l'opposition, qui ne comprend évidemment pas le projet, traite ses auteurs de farceurs. Mais la plus sinistre farce que l'on puisse entendre est celle que fait celui qui compare l'expropriation à un contrat par soumissions. N'est-ce pas l'attitude de la gauche qui veut empêcher le gouvernement de tenir sa promesse de libérer le peuple des chaînes de l'ancien régime? Le but du projet de loi en discussion n'est pas d'autoriser le gouvernement à exproprier.

Le chef de l'opposition est très intelligent, j'aime à le reconnaître, mais pourquoi parler d'enchères ridicules? Nous ne voulons pas plus être marchands de papier que marchands d'alcool. Ce n'est pas le rôle du gouvernement. Ce que nous avons dénoncé, nous ne le ferons pas. Nous ne voulons que permettre à une compagnie sérieuse de donner à manger à la population en faisant travailler les ouvriers, quelque 3,000 personnes.

(Applaudissements)

D'ailleurs, il y a un moyen bien simple pour la compagnie qui est actuellement propriétaire de l'usine, si elle veut éviter cette expropriation. Qu'elle fasse de nouveau fonctionner son usine, c'est tout ce que nous voulons. Le chef de l'opposition disait aussi que la compagnie exploite avec perte et que c'est cela qui l'a portée à se débarrasser de son entreprise. Il va même jusqu'à dire que les compagnies d'exploitation forestière délaissent leurs moulins.

La compagnie actuelle a pris possession du moulin en 1934, et je suis au fait que la compagnie a acheté pour \$80,000⁷ ce moulin qui a coûté \$15,000,000 et l'a fermé par la suite. Je dirai aussi au chef de l'opposition que le moulin de Chandler, quoique fermé, est tenu en bon ordre. La compagnie a même fait boucher le tuyau de la cheminée, à 150 pieds de hauteur...

(Rires)

... pour empêcher la pluie de détériorer son usine qu'elle garde inoccupée pour éviter de la concurrence. Que nous prenions les mesures nécessaires pour que l'on reprenne là des ouvriers, ça n'est rien de la confiscation.

Je suis surpris d'entendre l'opposition se vanter d'être libérale et d'être sur les épines à cause d'une grande compagnie, car quoi de plus tory comme attitude que de défendre une compagnie qui exploite le peuple comme la compagnie de Chandler? Nous allons redonner du bonheur à une population qui est dans la misère. Est-ce bien le Parti libéral que nous avons devant nous? Nous sommes comme renversés à voir cette pitié.

(Applaudissements à droite)

M. le président, je félicite l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) du travail énorme qu'il a fait pour mener à bien ce projet. S'il y avait eu plus de députés comme lui dans l'ancienne Législature, la Gaspésie n'offrirait pas le spectacle que l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) a si bien décrit. C'est l'ancien régime qui a fait de la Gaspésie une terre de souffrance; c'est le nouveau régime qui en fera une terre d'espérance.

(Applaudissements à droite)

M. Delagrave (Québec-Ouest): Je ne ferai pas de retour sur le passé. Je ne parlerai pas des volcans éteints. Mais je proteste. Nous ne nous sommes jamais fait les avocats des compagnies, quoi qu'on en dise, et nous sommes pour les bonnes mesures, d'où qu'elles viennent; nous n'avons pas de préjugés...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien, taisez-vous et approuvez le projet, car il a pour but d'aider le peuple.

(Applaudissements à droite)

M. Delagrave (Québec-Ouest): ... mais nous disons que le gouvernement agit mal en présentant une pareille loi. Le gouvernement devrait étendre à tous les citoyens et à toutes les compagnies le droit d'exproprier à Chandler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a prétendu que ce serait une calamité d'étendre ce droit à une seule personne. Lui et le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) se contredisent donc.

M. Delagrave (Québec-Ouest) se lève.

(Protestations à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste. M. le président, on ne devrait pas interrompre les députés à tout moment. On devrait les laisser s'exprimer librement. Il en est qui n'ont pas l'habitude de la Chambre. D'ailleurs, il convient d'être poli partout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste. Le chef de l'opposition ne devrait pas laisser entendre que son collègue de Québec-Ouest (M. Delagrave) n'est pas capable de se défendre seul et qu'il lui faut un silence complet pour parler.

(Rires)

Je défends le député contre son chef.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le premier ministre est bien aimable et le chef de l'opposition a absolument raison...

(Rires)

Je m'oppose comme représentant des électeurs de la province au privilège que le gouvernement va donner à un monsieur ou à une compagnie quelconque d'exproprier sous ce prétexte. Quant à donner ce privilège, le gouvernement devrait étendre à tous les citoyens et à toutes les compagnies le droit d'exproprier à Chandler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous étendons ce droit à toute la province. Nous ne mentionnons personne dans le projet. Celui-là sera favorisé qui offrira le plus de garanties. En toute justice, nous voulons protéger les intérêts de la province. J'aime mieux une compagnie qui exploite son entreprise et paie bien ses employés que 15 compagnies qui exploitent leurs employés.

M. Delagrave (Québec-Ouest): À ce propos, le premier ministre a parfaitement raison...

(Applaudissements à droite)

... de vouloir aider le peuple. Car moi aussi j'aime mieux avoir un moulin qui marche qu'un moulin qui ne marche pas.

Le gouvernement devrait demander des soumissions et y mettre des conditions telles que celui qui obtiendrait le droit d'exploiter le moulin et ne se conformera pas aux exigences établies devra payer tous les droits.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous savons que cela ne donnera rien.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Mais essayez.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): On l'a essayé dans le passé et ça n'a pas réussi.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Essayez. Vous ne devez pas avoir de craintes dans votre gouvernement qui doit tout restaurer. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) a de belles envolées. On le voit planer avec plaisir...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a qui volent sans planer.

(Rires et applaudissements)

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le premier ministre a beaucoup d'esprit, on le sait. Mais il ne

devrait pas favoriser des particuliers, comme il veut le faire par ce bill.

M. Marier (Drummond): Le premier ministre n'a pas dit qu'il n'offrait pas de soumissions. Il s'est contenté de faire valoir le droit d'une population transplantée autour d'un moulin inactif et qui dépend de ce moulin pour vivre. Je suis en faveur du bill, parce que le premier ministre a bien expliqué qu'il ne s'agit pas de camouflage, comme dans le passé. On veut donner à Chandler le droit de vivre, au lieu de l'obligation de mourir. Je suis prêt à lui donner le droit de vivre sans enchère.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (M. Gagnon) s'étonne que nous discutons le bill. Lorsqu'il aura fait plusieurs sessions à Québec, il se méfiera à son tour de tous les bills et il verra que l'Union nationale, qui voulait innover, n'a pas changé sa conduite. Le gouvernement a changé, la politique reste la même. Peut-être n'est-il pas en mesure, par exemple, de nous dire pourquoi on présente ce bill le vendredi? Sait-il ce que c'est qu'un bill du vendredi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour prouver au chef de l'opposition que nous ne faisons pas de cas des jours, je propose l'ajournement de ce bill. Nous aurons le temps de l'étudier au début de la semaine prochaine. Comme il n'est que 5 heures moins le quart, nous étudierons un autre bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à continuer.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je suis opposé à l'ajournement. Cette usine de Chandler est située dans mon comté. Il y a dans la Gaspésie une population de 25,000 à 30,000 personnes qui souffre et qui est opprimée, par suite de la fermeture du moulin de Chandler. Nous n'avons pas une minute à perdre; on ne doit rien retarder. Je suis contre les demandes de soumissions dans ce cas, parce qu'elles retarderont la besogne de 15 jours, et les travaux dans les chantiers seront retardés d'autant.

Si nous retardons la loi, il n'y aura pas de chantiers cet hiver. Retarder les chantiers où l'on veut faire 100,000 cordes de bois cet hiver, c'est retarder l'aide à une population qui souffre et qui coûte \$25,000 par mois en secours à la province. La population de la Gaspésie n'a pas le moyen d'attendre. Je demande à la Chambre de ne pas ajourner le projet.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me rends à la demande du député de Gaspé-Sud qui défend si bien le peuple.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je répète que c'est un bill du vendredi. Nous demandons tout simplement que tous les citoyens intéressés aient le droit de concourir et que le gouvernement mette à l'enchère le droit d'exproprier, afin d'empêcher qu'il y ait du favoritisme.

L'honorable M. Gagnon (Matane): En vertu du projet, n'importe qui pourra se présenter, mais le gouvernement se réserve le droit de scruter les garanties qui seront offertes. Si des citoyens de Saint-Hyacinthe veulent venir faire des offres au gouvernement, libre à eux. Il y a chance égale pour tout le monde de remettre cette industrie en activité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi ne pas demander des soumissions publiques? La province n'a pris connaissance de cette expropriation qu'aujourd'hui. Nous sommes en faveur de la réouverture du moulin de Chandler...

(Applaudissements)

... mais nous blâmons le gouvernement de continuer les abus qu'il a dénoncés.

M. Larouche (Chicoutimi): Notre région aussi souffre de ce dont a souffert la Gaspésie. À Chicoutimi, nous avons eu de la misère très dure à cause de l'incompétence du gouvernement passé. Les moulins sont fermés chez nous parce que le gouvernement a laissé le trust de la pulpe et du papier mettre la main sur nos moulins. Il ne faut pas que le gouvernement national laisse faire la même chose. Je dis que, dans le cas de Chandler, si on laissait la compagnie agir à sa guise, elle pourrait rouvrir le moulin et le refermer ensuite, quitte à plonger de nouveau la population dans la misère.

La fermeture des moulins à Chicoutimi a eu pour effet de nous fermer le marché de l'Angleterre. On prétendait pourtant que c'était pour aider d'autres moulins. Non seulement ces moulins n'ont pas été aidés, mais on a perdu le marché, comme il est dit précédemment. Je suis en faveur du projet et je réclame une mesure semblable pour Chicoutimi.

(Applaudissements)

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis heureux que l'on prenne des moyens drastiques pour mettre un trust à la raison. Un moulin est une richesse, et

cette richesse ne doit pas rester improductive pour la communauté. Une compagnie n'a pas le droit d'acheter des moulins pour les laisser fermés et plonger la population dans la misère. C'est le devoir du gouvernement d'agir et de prendre les moyens nécessaires pour remédier à une telle situation.

On n'a pas plus le droit de faire cela dans le domaine de la papeterie que dans le domaine de l'hydroélectrique. Là aussi, ces abus ont été pratiqués. Les pouvoirs d'eau ont été achetés pour éviter les concurrents. J'espère que le gouvernement prendra les mêmes mesures pour l'industrie hydroélectrique.

(Applaudissements)

Il faut mettre à la raison le trust de l'électricité. Le droit de propriété ne doit pas passer avant le droit de communauté. Ne l'oublions pas, le droit de communauté prime le droit de propriété. Le droit de propriété est sacré, mais il ne va pas jusqu'à encourager le droit de posséder pour nuire.

(Applaudissements)

Les capitalistes ne devront pas oublier cela, eux non plus. Si un capitaliste ne peut pas exploiter sa propriété dans l'intérêt de la communauté, il ne peut être question de confiscation, mais l'État doit l'exproprier en lui donnant une juste compensation. Je félicite le gouvernement de cette mesure.

(Applaudissements à droite)

Les articles 1 à 18, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) enregistre la dissidence de l'opposition.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Extension des conventions collectives

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, du consentement unanime de la Chambre et appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pour donner aux comités conjoints l'avantage de réclamer, devant les tribunaux, les salaires des syndiqués, sans être subordonnés à certaines chinoiseries légales qui ne nous intéressent pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous sommes de bons garçons, je n'ai aucune objection à ce bill et nous allons laisser passer.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

Que le ministre du Travail fait donc bien les choses!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Convention collective des travailleurs
du port de Montréal****L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**

demande, du consentement unanime de la Chambre et appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 37 relatif à l'extension d'une convention collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1723 du 28 juin 1935 et l'arrêté no 1131 du 15 avril 1936.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une loi se rapportant à un contrat collectif est devenue en vigueur dans 28 jours au lieu de 30 jours, comme il était stipulé. Or, on a décidé à cause de cela que la loi n'était pas régulière et, à cause de cette avance de deux jours, les débardeurs ont été privés du bénéfice de leur augmentation de salaire. La *Gazette officielle* avait été publiée deux jours en retard et ces débardeurs ne devraient pas en souffrir. C'est pour rétablir les choses que nous présentons cette loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Fédération des
scouts catholiques**

M. Trudel (Saint-Maurice) demande, du consentement unanime de la Chambre et appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Larouche), la permission de présenter le bill 150 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si vous faites voter tous les bills aujourd'hui, cela ne fera pas l'affaire de certains députés qui veulent que la session dure 30 jours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Personne ne veut ça de ce côté-ci de la Chambre. Ce que nous voulons, c'est faire de la bonne législation, des lois équitables.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Cela ferait bien mon affaire si la session pouvait se terminer mardi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je comprends votre idée. Impossible, le comité des comptes publics est justement ajourné à mardi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Ce n'est pas ce qui me fait peur. Je veux dire mardi soir. Nous allons avoir du plaisir bientôt, au comité des comptes publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je l'espère. Nous verrons cela mardi soir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Trudel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à 3 heures de l'après-midi.
Adopté.

La séance est levée à 5 h 15⁸.

NOTES

1. *La Patrie* du 31 octobre 1936, à la page 20, rapporte que la Chambre est "relativement peu garnie de députés" à cette séance. Le même journal ajoute que "l'opposition était plus que esquelétique" ("squelettique", de "esquelette", un régionalisme phonétique), ne comptant que deux députés au début de la séance (MM. Bouchard et Delagrave). M. Casgrain, député libéral de Rivière-du-Loup, viendra toutefois prêter main-forte à ses deux collègues au cours de la séance. *Le Petit Journal* du 1^{er} novembre 1936, à la page 5, nous confirme d'ailleurs l'absence de M. Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, à cette séance.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Selon *Le Canada* du 31 octobre 1936, à la page 3, le discours de M. Pouliot a duré 15 minutes.

4. L'honorable M. Gagnon fait allusion à Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941.

5. L'honorable M. Gagnon fait allusion à Adélard Godbout (1892-1956), agronome et député libéral de L'Islet de 1929 à 1936. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau de 1930 à 1936. Premier ministre libéral du Québec en 1936 et de 1939 à 1944, puis chef de l'opposition de 1944 à 1948. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville en 1949.

6. Chiffre donné par la majorité des journaux. Seul *Le Canada* du 31 octobre 1936, à la page 3, mentionne plutôt "8 voix" de majorité. Après vérification, J.-A. Bergeron, député libéral sortant et l'adversaire de l'honorable M. Gagnon durant l'élection du 17 août 1936, avait bel et bien obtenu une seule voix de majorité dans la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane (ville) en 1935, contre J.-F. Saint-Gelais, candidat défait de l'Action libérale nationale. Pour plus de détails, voir le *Rapport sur les élections générales de 1935*, Québec, Imprimeur du Roi, 1936, p. 52.

7. Chiffre du *Devoir* du 31 octobre 1936, à la page 3. *The Montreal Gazette* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$85,000.

8. Heure du *Quebec Chronicle-Telegraph* du 31 octobre 1936, à la page 3. D'autres journaux du même jour donnent des heures différentes: *Le Devoir*, à la page 3, mentionne qu'à 5 heures, on ajourne immédiatement pour que certains députés puissent prendre le train. De son côté, *La Presse*, à la page 19, mentionne plutôt 5 h 30.

Séance du mardi 3 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Erreur
dans *Le Devoir***

M. Tellier (Montcalm) attire l'attention de la Chambre sur une erreur du *Devoir* du 31 octobre, qui, dans son compte rendu, laissait à entendre que des commentaires qu'il avait faits à des paroles du chef de l'opposition (M. Bouchard) s'appliquaient au premier ministre.

**Salaire
des bûcherons**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): M. l'Orateur, j'attire l'attention de l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) sur le fait que des compagnies ne paient pas le salaire de \$40 par mois aux bûcherons. J'ai reçu plusieurs plaintes de bûcherons au sujet du salaire qui leur est payé et des conditions qui leur sont faites, dans certains camps sur les terrains de la couronne. Des camps sont encore très mal tenus et dangereux pour la santé. J'ose croire que le département de la Santé va demander un rapport au sujet des conditions hygiéniques dans les camps.

Je ferai remarquer aussi au ministre des Terres et Forêts que certains entrepreneurs font signer des contrats qui paraissent comporter un double jeu. C'est ainsi qu'on a fait signer à des bûcherons des contrats pour un salaire de \$30, alors que les dispositions générales des contrats de coupe avec le gouvernement contiennent une disposition pour un salaire minimum de \$40.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): À quelle date?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le 5 octobre 1936; un peu plus bas, on dit qu'il sera chargé 50 sous par jour pour la pension. On va aussi jusqu'à louer les couvertures de literie à raison de 50 à 75 sous, alors que les contrats de coupe indiquent nettement que la pension doit être gratuite.

J'ose croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour faire respecter la loi et que l'avis sera suffisant pour empêcher d'autres abus semblables dans d'autres régions. Je sais que le gouvernement fait ce qu'il peut. C'est pour l'aider que je fais ces remarques.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je remercie vivement le député d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur de pareils faits². Car je sais que des plaintes se sont élevées de ce temps-ci, de plusieurs parties de la province, au sujet des bûcherons. Je ferai remarquer tout d'abord, comme on le sait déjà, d'ailleurs, que nous avons établi que le salaire minimum pour les bûcherons qui travaillent sur les terres serait de \$40 par mois, depuis le 1^{er} octobre.

Il y a d'autres conditions. La pension doit être gratuite et on n'a pas droit d'exiger un loyer de 50 sous pour des couvertures³. C'est \$40 pleins que les bûcherons doivent recevoir, et tout doit être vendu aux prix réguliers des environs. Il n'y a aucune raison de charger quoi que ce soit pour la pension. Nous avons reçu des plaintes, et nous allons faire des exemples et, au besoin, nous annulerons les privilèges accordés.

Nous voulons que les contrats soient observés et ils seront observés. Je tiens à dire que nous sommes absolument sérieux et que nous ne tolérerons pas d'abus. Quant à la question d'hygiène dans les camps de bûcherons, elle relève de mon collègue, l'honorable secrétaire de la province (M. Paquette).

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je remercie le député du Lac-Saint-Jean (M. Duguay) d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur ces faits. Je tiens à l'assurer que le gouvernement actuel fait tout son possible pour assurer des conditions hygiéniques aux bûcherons. Nous avons pris le pouvoir il y a deux mois, et dès notre entrée en fonctions, nous avons augmenté le nombre des inspecteurs de camps de bûcherons, et nous leur avons donné des instructions sévères.

D'ici peu, dans deux ou trois mois, le député du Lac-Saint-Jean s'apercevra que les conditions hygiéniques seront maintenues à un niveau vraiment raisonnable. Le cubage d'air et la propreté des locaux seront améliorés. Je dois dire, en terminant, que l'inspection se fera partout dans la province, pour que la loi ne soit éludée nulle part.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): De plus, je ferai remarquer que les compagnies sont seules responsables des salaires payés aux bûcherons, comme de l'observance de toutes les autres conditions. J'ajoute que nous avons posé comme conditions aux droits de coupe le salaire de \$40 et l'amélioration du sort des bûcherons. De cette façon, nous n'avons aucune crainte et nous pourrions faire rendre justice aux bûcherons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je désirerais savoir la date du prétendu ordre en conseil qui fixe le salaire minimum des bûcherons à \$40 par mois. À quelle date a été passé cet ordre en conseil? On me dit qu'il n'y a eu aucun ordre en conseil à ce sujet. J'ai une question au *Feuilleton* depuis le 23 octobre et j'attends encore la réponse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question du chef de l'opposition n'est pas complète et, comme nous voulons y répondre complètement, il faut qu'elle soit complétée. En arrivant au pouvoir, nous avons constaté que l'on était aussi arriéré en ce qui regarde les salaires et les conditions de travail des bûcherons que dans tous les autres services sous la juridiction de l'ancien régime.

Tout était à refaire, et il nous a fallu passer autant d'arrêtés ministériels qu'il était nécessaire pour les droits de coupe des compagnies exploitant les forêts de la Gaspésie à la Gatineau, de l'ouest à l'est et du nord au sud. Nous avons mis dans ces arrêtés ministériels une clause obligeant ces compagnies à payer des salaires raisonnables...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des salaires raisonnables, c'est tout?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... mais encore à assurer des conditions de vie hygiéniques aux bûcherons; à employer 90 % de la main-d'œuvre prise dans la région; à acheter 90 % des marchandises et des matériaux dans le Québec. Nous avons spécifié, de plus, que les bûcherons devaient bénéficier des conditions ordinaires du marché, quand ils achèteraient au magasin de la compagnie, et que celle-ci devrait payer au prix du marché les marchandises et effets achetés des colons et des cultivateurs.

Nous avons inséré dans ces arrêtés ministériels le mot "salaire raisonnable", parce que nous n'étions pas en état de connaître les conditions de vie dans chaque partie de la province. Quand ces compagnies, la Canadian Consolidated, l'International Paper, les

intérêts Booth, d'Ottawa, et la Price Bros., sont venues nous voir, nous leur avons dit que nous nous réservions nous-mêmes le droit de fixer ce salaire raisonnable. Plus tard, après ce marché, nous avons rencontré les représentants des compagnies, et c'est à ce moment que le gouvernement a fixé à \$40 les salaires des bûcherons.

(Applaudissements à droite)

Pour ce qui est des remarques du député du Lac-Saint-Jean (M. Duguay), je lui dirai que, si une compagnie néglige aucune de ces obligations au point de vue salaires, hygiène, achats, etc., elle tombera sous le coup d'une clause disant que cette compagnie sera responsable du paiement de trois fois les droits de coupe. Nous sommes allés à la source du mal.

On sait que dans le passé les compagnies accordaient des contrats à des entrepreneurs. Quand le contracteur ne se conformait pas à la loi, il en attribuait la faute à la compagnie, et la compagnie disait que c'était le contracteur. Le contracteur allait trouver son député; il lui disait qu'il était en faillite, et finalement les choses en restaient là. Aujourd'hui, nous disons que, dans tous ces cas, c'est la compagnie qui sera tenue responsable, et c'est elle qui devra payer trois fois les droits de coupe.

Au nom du gouvernement et au nom du cabinet provincial, je ne crains pas d'avertir ces compagnies que, autant nous voulons leur donner justice, autant nous ne tolérerons pas de salaires révoltants. Au nom du gouvernement et au nom de toute la province, je tiens à leur faire savoir que, si elles ne paient pas le salaire de \$40 par mois, elles auront à payer trois fois les droits de coupe, et nous prendrons les moyens à notre disposition pour les faire payer. C'est le gouvernement qui est le maître et elles s'en apercevront.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) a dit tantôt qu'il y avait un ordre en conseil au sujet de ce salaire de \$40 pour les bûcherons...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Pardon, jamais le ministre des Terres et Forêts n'a dit qu'il y avait un ordre en conseil exclusivement pour ce traitement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais le premier ministre l'a dit, lui. On n'a pas répondu à ma question du 23 octobre, parce qu'il n'y a jamais eu d'ordre en conseil, je le sais. Mais que ceux qui ont des oreilles jugent!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous n'en avez pas, vous!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai posé une question à ce sujet et j'attends toujours une réponse. Je crois que le premier ministre attend ainsi parce qu'il n'y en a pas, d'ordre en conseil, malgré les affirmations qui ont été faites, ici et dans la presse, disant que les salaires des bûcherons avaient été portés de \$30 à \$40. Le salaire des bûcherons était de \$37 sous l'ancienne Commission des opérations forestières et il n'a jamais été augmenté par le présent gouvernement. On a même fait des calculs là-dessus en disant que les bûcherons recevraient \$1,000,000 de plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que, sous l'ancien gouvernement, il n'y avait aucune procédure efficace et effective pour garantir un salaire raisonnable aux bûcherons. Rien de rien. À notre arrivée, nous avons non seulement fixé les conditions se rapportant à l'hygiène des chantiers, à la pension et aux achats, mais nous avons fixé un salaire de \$40 dans les contrats passés pour les coupes exceptionnelles.

Il n'était point besoin de passer un ordre en conseil après ces arrêtés ministériels qui disent que le gouvernement est juge pour fixer le salaire raisonnable et décréter les conditions de vie dans les camps. Le gouvernement n'a pas ce que le droit, mais il a le devoir de protéger l'ouvrier des bois. C'est pour assurer la stabilité dans cette industrie que nous avons fixé un salaire de \$40. C'est ce que nous avons fait et j'avertis de nouveau les compagnies.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): M. l'Orateur, est-ce que le gouvernement a fixé le nombre d'heures de travail dans les arrêtés? Ce montant imposé par le gouvernement fait abstraction des heures de salaires, si je comprends bien?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris des remarques du député de Montréal-Saint-Louis...

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Y comprennent rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela faisait partie des conditions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit tantôt que, non seulement nous avions assuré des salaires raisonnables aux bûcherons, mais encore

des conditions de travail raisonnables. Les clauses que nous avons insérées dans les arrêtés ministériels ne couvrent pas seulement les salaires, mais encore les heures de travail, les conditions de vie, les achats.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le gouvernement a l'intention de fixer les salaires des bûcherons qui travaillent sur les terrains privés à \$40, comme dans les autres cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a l'intention de faire en 25 fois moins de temps ce que le gouvernement du passé n'a pu faire en 15 ans.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. l'Orateur: Je regrette d'avoir à demander encore une fois aux spectateurs de ne pas manifester. Je ne voudrais pas être obligé d'en venir aux sanctions que me permettent les règlements et de faire évacuer les galeries. On n'a pas le droit de manifester ici, ni pour, ni contre un membre de la députation qui adresse la parole.

Mécaniciens de machines fixes

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 modifiant la loi des mécaniciens de machines fixes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): propose: Qu'en plus des examinateurs, dont la nomination, le salaire et les frais de voyage étaient prévus par l'article 3 de la loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1925, chapitre 184), tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 14, section 54, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un secrétaire et les employés nécessaires à l'application de ladite loi et que leur

traitement qui sera fixé conformément à la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A) de même que les frais de voyage et les dépenses d'administration, soient payés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi des mécaniciens de machines fixes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Appareils sous pression

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 modifiant la loi des appareils sous pression.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose: Que le traitement des inspecteurs et employés nommés en vertu de l'article 3 de la loi des appareils sous pression (Statuts refondus, 1925, chapitre 182A, tel qu'édicte par la loi 23 George V,

chapitre 71) de même que leurs frais de voyage et les frais résultant de l'application de ladite loi, soient payés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 32 modifiant la loi des appareils sous pression.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Moratoire et sauvegarde de la petite propriété

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 relatif au moratoire et sauvegardant la petite propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Robinson (Brome): Il faudrait se mettre au point de vue du prêteur, car la loi, en effet, suspend l'exigibilité des créances hypothécaires. Il est juste et utile d'aider les petits propriétaires, mais il ne faut pas perdre de vue non plus les intérêts des petits prêteurs, surtout dans un temps où la dévalorisation des biens immobiliers a diminué largement la garantie que détiennent les prêteurs. Il faut de toute nécessité protéger le petit prêteur contre les rigueurs de cette loi qui, à mon avis, me paraît aller trop loin. Le projet dit que les créanciers paieront un intérêt de 5 % et que le reste sera ajouté au compte du capital. Est-ce que l'on ne pourrait pas fixer le taux à 6 %?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est appelée à rendre de grands services. Je rappelle au député de Brome et à tous les membres

de cette Chambre qui auraient quelque velléité de discussion que nous avons fait une loi qui n'est ni complète ni parfaite, mais c'est un pas dans la bonne direction. Nous sommes des êtres humains, il ne faut pas l'oublier. Mais nous avons conscience d'avoir davantage visé la perfection, ce qui est préférable à l'imperfection de l'ancien régime. Il faut contenir les abus de capital par tous les moyens si nous voulons protéger le petit propriétaire, vrai rempart contre le communisme. Nous sommes à une session d'urgence et il faut réparer les injustices, du moins temporairement, en attendant de faire mieux.

L'honorable député de Brome (M. Robinson) parle de l'intérêt. Le taux d'intérêt est sûrement trop élevé, de façon générale. Et nous croyons que le capital humain doit passer avant le capital-argent - nous voulons le protéger tout en ne négligeant pas le second - et que les salaires des travailleurs ont plus de prix que les gros intérêts. Il ne faut pas oublier non plus que nous avons ici, à la Législature de Québec, des pouvoirs très restreints du point de vue de la limitation des intérêts, car cette question relève du pouvoir fédéral. Aussi, lors de la prochaine Conférence interprovinciale sur les questions de finance, qui aura lieu à Ottawa le 9 décembre prochain, je me rendrai dans la capitale avec un ou probablement deux de mes collègues et, comme premier ministre représentant le gouvernement de Québec, je proposerai que l'on passe une loi pour diminuer le taux d'intérêt.

(Applaudissements à droite)⁴

Il faut revenir aux choses normales et au bon sens. Tous les intéressés devraient se donner la main dans ce sens.

Après cette entente projetée avec Ottawa et les autres provinces, c'est notre intention de présenter à cette Chambre un projet de loi à l'effet de réduire à 3 % le taux d'intérêt légal dans la province, lorsqu'il n'y a pas de convention qui détermine le taux. À l'heure actuelle, la loi fédérale dit qu'un taux d'intérêt au-dessus de 12 % est de l'usure. Je n'hésite pas à affirmer qu'un taux de 12 % est beaucoup trop élevé, mais le statut des diverses juridictions n'est pas clair. Il faut revenir au normal et au bon sens.

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une question de juridiction complexe, et qu'il serait maladroit de la trancher juste à la veille de la Conférence interprovinciale qui sera appelée à discuter la question des taux d'intérêt. Je comprends que, pour l'instant, nous ne pouvons appliquer le taux d'intérêt légal de 3 % dans des matières commerciales et industrielles, mais nous le ferons là où la province a juridiction, c'est-à-dire en matière

civile, et par conséquent en matière de prêt hypothécaire.

Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), le plus brillant depuis la Confédération, a sagement cru à propos de présenter cette loi...

(Applaudissements à droite)

... pour faire diminuer le taux d'intérêt légal de 5 à 3 %.

(Applaudissements à droite)

C'est un grand pas dans la bonne direction. Avec cette loi du moratoire, les petits propriétaires ne seront plus obligés de faire une requête aux juges et de subir l'humiliation d'un tribunal pour arrérages de taxes. C'est une évolution marquée dans l'ordre, dans le progrès, dans la justice. C'est comme si nous disions au prêteur: "Attendez que les jours soient meilleurs pour réclamer vos dus."

Je tiens à dire, en passant et au nom du gouvernement, que nous sommes contre les conversions forcées des dettes, que nous ne sabotons rien et que nous voulons l'évolution dans l'ordre et la justice et non la révolution. Nous voulons assurer la solvabilité des propriétaires, mais nous respectons tous les droits. C'est le devoir de tous que de collaborer, à cette époque pénible avec son cortège de misères. Le principe posé par le gouvernement devrait ouvrir les yeux à ceux qui ne veulent pas voir.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce bill est extrêmement important et malheureusement nous sommes obligés de dire que, suivant la pratique du nouveau gouvernement et, comme tous les bills passés à la vapeur depuis le début de cette session, nous venons seulement d'avoir le bill, et nous n'en prenons connaissance qu'au moment où l'on s'apprête à en faire une loi. Nous n'avons jamais le temps de les étudier.

Je demanderais au gouvernement de les déposer au bureau de poste au moins une journée à l'avance.

Le projet de loi met de côté plusieurs lois et donne à ceux qui s'adresseront aux tribunaux des privilèges que les autres n'auront pas. Les décisions qu'elle comporte sont de nature à léser des droits. Pour ceux qui auront payé un autre taux que 5 %, on ne sait pas ce que devient la différence, si elle va devenir due à l'expiration de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable chef de l'opposition veut-il ajourner la discussion pour avoir le temps de l'étudier?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'y serais favorable. On devrait, comme autrefois, distribuer les bills au bureau de poste. Cette loi compliquée va affecter des milliers, que dis-je, des centaines de milliers de personnes qui ont des prêts hypothécaires dans cette province. Elle dit que le créancier hypothécaire devra désormais se contenter de 5 % d'intérêt, nonobstant tout contrat. La difficulté est de savoir ce que deviendra la balance de l'intérêt dû.

Je crois que nous devrions ajourner le débat pour étudier ce projet qui nous arrive pour être passé à la vapeur. Le premier ministre ne devrait pas forcer la Chambre à l'étudier cet après-midi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il faudrait procéder. Le chef de l'opposition a pourtant bien connu l'ancien temps. Jamais l'ancien régime n'était prêt à signer à cause des lois en retard dans la distribution. Il fallait même suspendre la Chambre pour aller chercher les bills. Ainsi, nous passions des six semaines à attendre les bills et, parce qu'ils manquaient aux députés, on ajournait souvent la séance à 4 h 30.

S'il faut à l'opposition plus de temps qu'à un homme ordinaire pour comprendre, ce n'est pas de notre faute. Nous pouvons suspendre l'étude jusqu'à demain, mais on peut toujours l'étudier en comité plénier et remettre la troisième lecture à une prochaine séance.

M. Bastien (Berthier): Si le premier ministre veut me permettre, je lui dirai que, sous l'ancien régime, il arrivait par exception que des bills fussent en retard. C'est vrai. De coutume, nous les avions toujours deux ou trois jours avant qu'ils fussent soumis à la Chambre. Sous l'ordre nouveau, c'est la généralité des bills qui sont en retard.

On veut nous faire voter des bills que nous avons à peine le temps de lire. C'est devenu inouï, je dirai même un méli-mélo extraordinaire. La plupart du temps, on nous distribue des bills en anglais. Ce n'est pas que je sois contre l'usage de l'anglais, mais pour étudier des lois importantes, il faut le faire en français.

Le premier ministre se plaignait autrefois des retards des bills. Il est loin d'améliorer la situation. Tous les bills sont en retard. Ce fut la même chose lorsqu'il s'est agi du crédit agricole provincial. Pour les députés qui ne sont pas avocats, je trouve que le gouvernement est injuste de nous demander de voter des bills que nous n'avons pas eu le temps d'étudier.

Une voix ministérielle: Apprenez l'anglais!

M. Béique (Chambly): On les a en même temps que vous et on comprend.

(Rires)

M. Barré (Rouville): Si le député de Berthier voulait se dispenser de dire que c'était par exception que les bills étaient en retard sous l'ancienne administration, je crois que nous pourrions nous entendre. Je me rappelle qu'il m'est arrivé plusieurs fois de ne pas vouloir discuter des bills et d'en retarder l'étude, parce que je n'avais pas eu le temps de les voir. Sans mettre en réserve que je n'avais rien contre l'anglais, même sous le prétexte que je ne connaissais pas l'anglais, j'ai réclamé plusieurs fois des bills en français. Au moins, à l'heure actuelle, nous avons des bills français. Je crois que, si nous pouvions avoir les projets de loi une journée à l'avance, ce serait bien mieux.

Je me suis levé pour parler de cette loi du moratoire et je passe maintenant au principe de la loi. Personne plus que moi n'a le droit de la discuter, car je fus le premier à la préconiser à une époque où tout le monde la prétendait inutile. Elle était pourtant nécessaire et elle l'est encore aujourd'hui. Cependant, c'est une loi dangereuse qui ne peut pas se prolonger indéfiniment. On y pourvoit d'ailleurs en mettant une limite jusqu'à 1938. Il faudra alors trouver un autre remède pour sauver les petits propriétaires car, s'il est bon de faire un premier pas, il n'est pas nécessaire d'en faire deux à la fois. Pour le moment, c'est un remède nécessaire qui ne doit être que temporaire.

Pour ce qui est des intérêts, je comprends que c'est une question délicate de demander leur réduction. Je m'en tiendrai aux problèmes qui intéressent les campagnes seulement. C'est le taux trop élevé qui a mangé la fortune des cultivateurs. Si les gouvernants avaient été assez courageux pour prendre leurs responsabilités, la crise aurait été au moins partiellement évitée. Le salaire de l'argent ne doit pas être trop élevé.

J'ai eu l'occasion de causer avec un des juges de la commission du concordat et il me déclarait que jamais il n'a rencontré de cas de cultivateur incapable de payer ses créances, lorsqu'il ne payait pas un intérêt plus élevé que 4½ %. La diminution du taux d'intérêt représente pourtant un danger: celui d'être injuste envers le créancier hypothécaire. Il n'est pas juste que celui qui prête dans des conditions plus risquées reçoive le même taux que l'autre dont le prêt ne présente que très peu de risques. C'est une question impopulaire. Souvent les petits capitalistes sont plus âpres au gain que les autres. Il est

cependant nécessaire de faire quelque chose pour rétablir l'équilibre. Il est ridicule que le taux d'intérêt soit le même aujourd'hui qu'autrefois.

M. Raynault (L'Assomption): (Applaudissements)⁵

M. l'Orateur, puisque c'est la première fois que je parle dans cette Chambre, je veux féliciter le gouvernement de montrer autant de zèle à s'intéresser, dans des temps comme ceux-ci, aux questions d'intérêt général, au lieu de s'occuper d'intérêts particuliers. On doit aider ceux qui sont en difficultés et je constate que, depuis le début de la session, le gouvernement est disposé à aider le petit propriétaire. C'est très bien.

C'est nécessaire parce qu'il est le soutien de notre économie foncière. C'est un homme économe qui a besoin de protection, parce qu'en retour on a besoin de lui. Il a rendu de grands services pendant la crise et c'est lui qui s'est sacrifié en fournissant le logement aux indigents. Durant les premières années, il l'a fait pour rien et, depuis quelques années, il est payé, mais bien imparfaitement, tandis que les propriétaires plus riches le font et qu'on voit, aux maisons détenues par des sociétés puissantes de prêts, des affiches comme celles-ci: "Nous ne louons pas aux chômeurs."

Ce que nous faisons pour lui est très bien, mais je voudrais, si c'était possible, que le bill présente plus de protection. Et je demanderais de le faire amender de nature à permettre un délai de trois ans pour les arrérages de taxes municipales et scolaires, ceux de l'année courante et ceux des deux autres années précédentes. Ça ferait mieux l'affaire du petit propriétaire, et personne n'y perdrait.

Les propriétaires sont un rempart social. Ils ont fait un travail considérable. Je suggérerais aussi que l'on fournisse à un organisme spécial la chance d'enquêter sur la situation des petits propriétaires, qui viendraient y faire des représentations, de même que les créanciers. Je remercie le premier ministre et son collègue, et je leur demande de continuer à faire tout ce qu'ils pourront. Le gouvernement a réellement bien fait depuis qu'il est au pouvoir. Il a fait un travail colossal.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): M. l'Orateur, je félicite l'honorable député de L'Assomption (M. Raynault) de l'intérêt qu'il porte aux petits propriétaires et aux contribuables, et je ne doute pas que, dans un avenir rapproché, les contribuables de la cité de Montréal lui en témoignent leur gratitude⁶.

(Applaudissements)

Je le félicite aussi pour ses suggestions et j'espère qu'on pourra les réaliser. Nous consentons à son amendement, qui est chose sage dans les circonstances. Quant à la création d'un organisme pour entendre les représentations des petits propriétaires et de leurs prêteurs, nous l'étudierons d'ici la prochaine session.

Comme le premier ministre l'a rappelé tout à l'heure, cette loi est une mesure transitoire. Le mot d'ailleurs le dit: moratoire. Elle est destinée à aider des malades. On n'a recours au médecin que lorsqu'on est malade, et c'est parce que les petits propriétaires souffrent de la crise que nous leur offrons celui-là.

Nous allons affecter des centaines de mille personnes, prétend le chef de l'opposition. Évidemment, évidemment, mais c'est une mesure d'urgence pour ceux qui n'en peuvent plus. Nous continuerons à aider les propriétaires, nous ferons tout notre possible.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai récapitulé les anciennes lois de moratoire et je constate que celle-ci n'est pas une amélioration. Je vois que la différence entre la loi actuelle et l'ancienne ne se résume qu'en une question de procédures, les procédures dans la façon d'obtenir le délai.

Vous voulez par cette loi sauvegarder le petit propriétaire, mais, comme toutes les autres lois de moratoire, vous ne faites que reculer une échéance fatale. Vous ne sauvez rien du tout. S'il a emprunté à 6 %, il devra ces intérêts en 1938. Ainsi, si un débiteur a une hypothèque à 6 %, il est obligé, pour bénéficier de l'extension, de n'avoir payé que 5 % à partir de certaines années. Seule la différence entre le 5 % et le 6 % doit être payée.

Je dis que ceci est bien peu et ne soulage pas le débiteur hypothécaire, puisque généralement, à la campagne surtout, les prêts sont consentis à 6 %, et dans les grandes villes à 6¼ % ou 6½ %. Le seul avantage de cette loi, c'est que le paiement de 1 % ou ½ % pendant deux ou trois ans est suspendu et ne devient payable que le jour où le capital arrive à échéance lui-même.

C'est un bien petit avantage pour le débiteur hypothécaire, et il ne faut pas faire croire aux délégations qui sont venues ici réclamer une réduction des intérêts qu'elles ont réellement gagné quelque chose. J'ai vu dans les journaux que la ligue des propriétaires de Montréal s'est objectée à certaines clauses, et je crois qu'elle a eu raison.

Cette loi est une mesure presque exclusivement illusoire. De plus, elle ne diminue pas les frais d'un seul sou et, sous le rapport des frais, on n'a aucunement amélioré la situation. La seule différence est qu'on n'est plus tenu de faire une requête devant un juge, mais qu'on peut s'adresser au protonotaire de la Cour supérieure.

Je crois que ce bill n'augmente pas la garantie du créancier. L'amélioration est au bénéfice de celui qui reçoit le 5 % et non pas au bénéfice de celui qui le paie. Je me demande en quoi cette loi améliore le sort du débiteur hypothécaire. C'est encore une de ces grandes lois du gouvernement qu'on fait connaître, à grand fracas, par les journaux comme devant améliorer le sort du débiteur hypothécaire et du petit propriétaire. Elle ne donne, en somme, que ce que les anciennes lois nous donnaient. On a ajouté cette clause pour dire que l'intérêt se capitalise. Le débiteur aura à payer son capital avec, en plus, la différence de l'intérêt suspendu.

C'est encore une de ces lois de camouflage pour faire croire aux débiteurs et aux petits propriétaires qu'on vient à leur secours, et cela ne m'étonne aucunement de la part du gouvernement. On suspend simplement la différence entre le montant de l'intérêt porté à l'acte et le 5 %. J'enregistre ma dissidence en marge de cette loi, car le gouvernement ne donne pas "fair-play" à l'opposition en présentant un bill de cette importance à la dernière minute. Ce bill ne donne pas satisfaction à l'opinion publique, et je suis en faveur d'une loi qui a pour but d'établir un taux d'intérêt raisonnable. Rappelons ici que c'est la Première République, en 1791, qui a réduit l'intérêt sur l'hypothèque à 5 %.

L'honorable premier ministre a parlé d'un nouveau projet de loi pour diminuer le taux d'intérêt légal. Je n'ai pas le projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le bill est là sur la table.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il devrait être sur mon bureau. Je ne peux pas lire d'ici sur la table du greffier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En souriant) L'honorable chef de l'opposition n'a pas l'air d'être capable de lire un projet, même s'il est devant lui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le projet de loi annoncé par l'honorable premier ministre fixe le taux d'intérêt légal, il est anticonstitutionnel. L'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord

britannique réserve au fédéral toute législation au sujet des intérêts de l'argent. Le gouvernement provincial ne peut légiférer que sur l'hypothèque, et, si le bill va plus loin, c'est un autre bill *ultra vires*. On devrait, au moins, respecter la Constitution.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
réplique⁷.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les injures et les insultes du premier ministre ne m'occupent pas. Ce n'est pas en injuriant ses adversaires que le chef du gouvernement administrera bien la province et qu'il se haussera dans l'opinion publique. Pour moi, j'ai fait ce que j'ai pu avec les faibles facultés que la Providence a voulu me donner, et je continuerai à le faire sans me soucier de l'opinion que le premier ministre peut avoir de moi.

M. Larochelle (Lévis): Fâchez-vous pas.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le chef de l'opposition prétend que ce bill constitue une faible amélioration sur l'ancienne loi. Ce bill comporte pourtant trois améliorations considérables. La première amélioration, c'est la procédure que nous simplifions, pour ne pas obliger chaque débiteur à aller devant un juge de la Cour supérieure. Autrefois, c'était coûteux et pénible. Il fallait une requête pour pouvoir profiter du moratoire. Aujourd'hui, ces questions se règlent devant un protonotaire.

La deuxième amélioration se manifeste dans le paiement des taxes municipales. Au lieu d'accorder le bénéfice de la loi à celui qui ne doit qu'une année de taxes, nous disons que la loi s'appliquera à celui qui en doit deux années. La troisième amélioration consiste dans une diminution du montant à payer sur l'intérêt dû.

On a dit que les propriétaires n'étaient pas satisfaits de cette loi. Je les ai rencontrés ce matin avec le député de L'Assomption (M. Raynault), et nous avons étudié cette mesure ensemble. Aujourd'hui, ils en sont satisfaits. Ils ont compris qu'il s'agissait de la loi du moratoire, et non du cas du petit propriétaire ou du gros propriétaire.

Quant aux frais, un simple dépôt à l'effet que toutes les taxes sont payées assure le bénéfice de la loi. Si un créancier croit que son débiteur a obtenu de l'argent sous de fausses représentations, il n'aura qu'à déposer \$5 pour présenter sa requête à un juge. Le projet permet aux propriétaires qui ont des arriérés de taxes d'un an de bénéficier de la loi, mais

l'honorable député de L'Assomption veut proposer un amendement.

La motion portant deuxième lecture du bill 34 est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

Les articles 1^o et 2, introduits par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Pendant ce délai de trente jours, le débiteur d'une créance hypothécaire ou l'acheteur d'un immeuble qui veut se prévaloir des dispositions de la présente loi doit produire entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où est situé l'immeuble affecté:

"1^o Les reçus établissant que les taxes et charges municipales, scolaires ou autres qui sont imposées sur l'immeuble et qui sont exigibles, à l'exception cependant de celles de l'année courante et de l'année qui la précède, ont été acquittées;

"2^o Une déclaration faite sous serment attestant:

"a. Que toutes primes d'assurance contre l'incendie, dues aux termes de l'acte d'hypothèque ou de vente, ont été acquittées;

"b. Que les intérêts dus et échus sur le capital de la créance qui fait l'objet de l'avis prévu par l'article 1 ont été acquittés en entier, ou qu'il en a été fait offres et consignation suivant la loi;

"c. Que le débiteur est incapable de payer.

"Dans le cas où l'acte d'hypothèque ou de vente ou de tout autre acte subséquent stipule le paiement d'un taux d'intérêt annuel supérieur à cinq pour cent, le débiteur satisfait à l'obligation prévue au sous-paragraphe b du paragraphe 2^o du présent article, s'il a acquitté les intérêts à un taux annuel de cinq pour cent ou s'il en a fait offres et consignation suivant la loi."

M. Raynault (L'Assomption) suggère que celui qui doit ses taxes de l'année courante et de deux autres années, au lieu d'une autre année seulement, puisse quand même profiter de la nouvelle loi¹⁰.

Je propose que l'on augmente le nombre des années d'arrérages à deux ans.

M. Barré (Rouville): Je crois que l'on devrait laisser la loi telle qu'elle est. Cette extension du délai des arrérages présente des dangers. Je ne le cache pas au gouvernement comme je n'ai jamais rien caché. À mesure que l'on augmente le délai pour les arrérages, on diminue la garantie du créancier hypothécaire. Dans le bill, on donne droit, à la clause 3, à un débiteur de bénéficier du moratoire, même s'il a des arrérages de taxes dans l'année courante et un an auparavant.

Cela fait deux ans. C'est assez. Mais, avec l'amendement du député de L'Assomption, un bonhomme qui est déjà en retard de deux ans plus l'année courante - ce qui fait trois ans d'arrérages - pourra en bénéficier quand même. L'ancienne loi du moratoire l'autorisait à bénéficier du moratoire, s'il n'avait pas de taxes antérieurement. C'est un anesthésique très dangereux. C'est une mesure qui permettra d'augmenter les arrérages, soit de couler davantage les petits propriétaires. On diminue par là fait même les garanties que peut avoir le créancier.

M. Raynault (L'Assomption): La loi ne comporte pas autant de danger que cela. C'est pour donner une chance à ceux qui ne se sont pas prévalus du moratoire dans le passé et qui ont besoin des effets de cette loi pour se protéger actuellement. Ceux qui bénéficient déjà du moratoire et qui ont payé ce qu'ils avaient à payer ne sont pas affectés par la présente loi. La loi devrait s'étendre à deux années, en outre de l'année courante. On pourrait amender la loi en ce sens.

M. Bastien (Berthier): Je suis opposé à l'amendement suggéré par le député de L'Assomption. Le bill va assez loin comme il est. L'amendement est dangereux, comme le fait remarquer le député de Rouville. Une foule de petits rentiers qui ont engagé tout leur avoir dans ce système et qui ne vivent que des intérêts qu'ils retirent des propriétaires seront réduits à attendre, seront peut-être acculés à la ruine. Je ne vois pas qu'il y ait tellement d'urgence que cela à voler au secours du petit propriétaire. Le gouvernement fédéral vient de passer d'excellentes mesures pour lui venir en aide. Et il est incontestable que les affaires reprennent dans le pays.

Je reproche au député de L'Assomption d'avoir déclaré que les petits propriétaires n'ont pas profité du moratoire.

M. Raynault (L'Assomption): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Il ne comprend jamais rien.

M. Bastien (Berthier): Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) devrait se lever pour faire ses remarques. Je suis contre l'amendement. Je trouve que c'est accorder un délai trop long et qui ruinera les petits propriétaires.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il ne s'agit pas de taxes, mais de relations entre créanciers et débiteurs. Les villes ont toujours le droit de percevoir leurs taxes quand elles le désirent, et ceci n'affecte pas leurs droits acquis pour la perception des taxes. La foule de petits rentiers continuera aussi à vivre des intérêts, sans trop de pertes.

M. Barré (Rouville): Je comprends qu'il peut y avoir de petits propriétaires qui croient avoir intérêt à laisser accumuler leurs arrérages de taxes. Mais on ne peut pas toujours procéder ainsi. Le fait brutal demeure toujours, et c'est que les municipalités n'aiment pas à collecter les taxes. Mais est-il juste de dire à un homme qu'il va laisser dormir son capital pour permettre à celui-ci ou celui-là de ne pas payer ses taxes à temps? C'est injuste. C'est clair que cette loi va trop loin. Le petit propriétaire est digne de pitié sans doute. Mais il y a le petit et le gros propriétaire.

Or, l'expérience a démontré qu'en voulant protéger le petit propriétaire, on ouvrait souvent la porte au gros. Je suis bien aise pour en parler, j'ai été le premier à prêcher la loi du moratoire, au temps où personne n'y croyait, mais avec la réserve qu'il fallait maintenir la garantie du créancier. Il est injuste d'obliger un prêteur à voir sa garantie diminuer et de ne pas lui permettre de collecter son argent. Je crois qu'il était nécessaire de faire un pas, mais qu'on aurait pu se dispenser d'en faire deux. Une année d'arrérages de taxes était suffisante.

L'honorable M. Leduc (Laval): (Applaudissements) Je suis heureux de participer à un débat qui intéresse particulièrement l'honorable député de L'Assomption, mon compagnon de lutte depuis plusieurs années. Je le félicite de ses remarques.

En parlant des petits propriétaires, tout à l'heure, il a parlé comme un échevin de la ville de Montréal. Ceci me rappelle certains débats alors que nous étions au conseil municipal. Car, après tout,

c'est encore l'échevin, dans un centre comme Montréal, qui connaît la situation de la ville. Est-ce qu'il était juste de demander au propriétaire de Montréal de porter exclusivement le fardeau du chômage?

Le député de L'Assomption a réclamé des réformes au nom des propriétaires, qui sont, je dirais, trop massacrés. Les propriétaires sont rendus, dans beaucoup de cas, à l'extrême limite. Je pourrais citer bien des cas où les propriétaires vont pouvoir tenir et rencontrer leurs obligations, si nous étendons le délai. La Chambre devrait donc l'approuver comme une mesure de justice. Si nous avons le courage de les aider, grâce à cette mesure qu'améliore le député de L'Assomption, ils pourront, la prospérité aidant, se refaire un peu. Autrement, vous en ruinerez plusieurs, vous les jetterez dans l'assistance publique, et nous serons obligés de les supporter. Celui qui s'est prévalu jusqu'ici de la loi du moratoire n'est pas affecté par cette loi. La loi actuelle vise ceux qui sont rendus à l'extrême limite. Je félicite de son amendement le député de L'Assomption qui a fait énormément pour la paix sociale à Montréal. Cette mesure est destinée à aider les propriétaires et, si elle se complète par une autre loi, je crois qu'elle guérira le mal actuel des propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte l'amendement et félicite le député de L'Assomption de la sollicitude dont il fait preuve envers la population de Montréal¹¹.

Le paragraphe 1^o de l'article 3 introduit par l'article 1 du projet de loi est amendé et les mots "de l'année qui la précède", dans l'avant-dernière ligne du paragraphe, sont remplacés par les mots "des deux années qui la précèdent".

L'amendement est adopté.

Le comité étudie l'article 5 introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. Le vendeur d'un immeuble avec faculté de réméré peut obtenir une extension du terme fixé pour l'exercice du droit de réméré, et cela, même dans le cas où il est stipulé que le réméré pourra s'exercer sans formalité de justice, nonobstant les dispositions de l'article 1548 du Code civil, en suivant les formalités prescrites par les articles 3 et 4 ci-dessus."

"Les dispositions du dernier alinéa de l'article 3 s'appliquent au vendeur d'un immeuble avec faculté de réméré."

M. Barré (Rouville) demande ce que contient cet article.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) se lève pour le lui expliquer.

(Le greffier adjoint, M. Bernard, donne un volume du Code civil à un page qui, au lieu de le porter à l'honorable M. Bilodeau, le donne plutôt à M. Barré)¹²

Le comité étudie l'article 13 introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"13. Lorsque le taux d'intérêt stipulé à un acte d'hypothèque ou à un acte de vente avec ou sans faculté de réméré, ou à tout autre acte subséquent, excède cinq pour cent par année, la différence entre ce taux de cinq pour cent et celui stipulé audit acte ne peut, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'au premier mai 1938, être réclamée en justice, sauf dans le cas où le débiteur ou le vendeur à réméré ne s'est pas prévalu, selon le cas, des dispositions des articles 3 et 4 ou de l'article 5, après avoir reçu du créancier l'avis mentionné à l'article 1, et sauf aussi dans le cas où un jugement a été rétracté par application de l'article 6."

M. le président: Adopté?

M. Hamel (Québec-Centre): Non, avec cette loi, nous prétendons diminuer le taux d'intérêt à 5 %. En réalité, nous n'en faisons rien. M. le président, si je comprends bien cet article du bill, l'intérêt au-dessus du taux de 5 % sera cumulatif jusqu'en 1938. Celui qui a consenti un emprunt hypothécaire au taux d'intérêt de 8 % sera contraint de payer 5 % par année, et la différence de 3 % ira en s'accumulant d'année en année jusqu'en 1938, année où le prêteur pourra réclamer capital et intérêts avec, en plus, les arrérages d'intérêts. Voici un individu qui, en temps de prospérité, pouvait payer le loyer de l'argent en ce moment-là à 8 %. Aujourd'hui, il ne le peut plus. On oblige son prêteur à n'accepter pour le moment que 5 % mais on ne détruit pas sa balance de 3 % qui sera toujours due, et surtout accumulée.

M. le président, les industriels ont soufflé leurs capitaux démesurément, afin d'exiger un rendement excessif, sans trop l'afficher. Aujourd'hui, pour payer un revenu sur ce capital fictif, ils ont réduit le salaire du capital humain à un taux dérisoire, un prix de famine. L'ouvrier a contracté des emprunts en se basant sur un salaire raisonnable pour rencontrer ses échéances. Aujourd'hui, il gagne juste assez pour subvenir à une existence miséreuse et il se voit dans l'impossibilité de faire face au loyer excessif du capital qu'il a emprunté en hypothéquant

sa propriété. On le dépouille à petit feu, parce que l'on ne voit pas à mettre un frein aux exigences du capital.

On fait simplement du camouflage pour retarder le mal. Le capital sain, lui, court aveuglément à sa ruine et les gouvernants devraient le protéger en mettant un terme à ses exigences. Réduire le taux d'intérêt à 5 % sur les prêts hypothécaires ne protégerait pas que les emprunteurs, mais aussi les prêteurs. Si l'on continue de dépouiller le petit propriétaire, on diminuera la sécurité de la société. Celui qui ne possède plus rien et que l'on tient dans la misère devient facilement disposé à accepter les idées les plus subversives.

Du point de vue des propriétaires, notre province offre beaucoup moins de sécurité que la province voisine. Et nous devrions adopter des mesures pour restreindre la diminution alarmante du nombre des propriétaires, en leur apportant de véritables dégrèvements sur leurs obligations envers les créanciers hypothécaires.

J'ai la certitude qu'avec ce système nous acheminons vers la faillite générale, et il est grandement temps que nous adoptions des mesures protectrices pour les propriétaires d'immeubles et le capital sain. Des sacrifices s'imposent de part et d'autre. Présentement, une des grandes causes de souffrances de la société provient de ce que nous avons des intérêts trop élevés à payer sur une dette démesurée, disproportionnée à nos capacités de paiement. Prenons garde, sous le prétexte fallacieux de protéger la sainteté des contrats, de préparer l'effondrement de la société.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. le président, je ne crois pas qu'un homme de bonne foi puisse, honnêtement, prétendre, surtout quand nous devons procéder régulièrement, que le régime actuel n'a pas pris toutes les mesures pour sauvegarder les intérêts des petites gens et pour corriger les abus. Il n'est pas un homme de bonne foi, un homme renseigné comme doit l'être un député, qui puisse dire que le gouvernement actuel, dans le domaine forestier, dans le domaine des ressources naturelles et dans tous les domaines de l'administration, n'a pas fait plus en moins de deux mois que les anciens gouvernements en 40 ans.

Un député qui ne le sait pas devrait chercher à se renseigner avant de faire des reproches injustifiés au gouvernement. C'est déjà beaucoup d'amélioré. Dans les conditions, il était impossible de faire plus. Après tout, nous sommes des êtres humains et, avec tous les défauts inhérents à la nature humaine, un

homme ne peut pas créer, c'est-à-dire faire quelque chose avec rien.

On parle de capital. Il n'y a pas un seul gouvernement sous la Confédération qui ait eu le courage de passer la loi que nous avons adoptée, afin de faire cesser le mouillage des débentures, qui est la source des maux attribuable au capitalisme malsain. Nous avons eu le courage de le faire. Un homme de bonne foi devrait le reconnaître. Le capital qui avait quelques difficultés à faire souscrire ses fonds pour lancer l'entreprise avait pris des moyens détournés pour y arriver, en exploitant la forme des obligations. Nous avons fait cesser tous ces abus. C'est un acte que nous avons posé avec fermeté et que tous ceux qui ont à cœur les intérêts de leur province, tous ceux qui sont bien pensants devraient reconnaître.

Nous avons adopté une mesure qu'aucun gouvernement n'a osé adopter pour favoriser la réouverture des moulins que des compagnies tenaient fermés, au détriment de la classe des travailleurs, pour n'écouter que leur propre intérêt. Et seuls, nous avons eu le courage de ce faire, afin de donner du pain et du travail. Je ne sache pas qu'un homme de bonne foi, qu'un homme sincère puisse ignorer cela. Dans le domaine forestier, nous avons tout révolutionné pour forcer les compagnies à accorder le traitement dû aux travailleurs, des salaires minimums et de meilleures conditions de vie.

Nous avons assuré ainsi un emploi à nombre de travailleurs et nous avons protégé la main-d'œuvre et l'industrie en disant que les compagnies devront acheter des produits de la province de Québec dans une proportion de 90 %, payer aux cultivateurs et colons dont elle achète les produits les prix du marché, prendre 90 % de leur main-d'œuvre dans la région et vendre leurs marchandises aux travailleurs aux prix du marché, ce qu'aucun gouvernement n'avait eu le courage de faire. Je ne comprends pas qu'un homme de bonne foi ne sache pas apprécier un travail aussi considérable, accompli en aussi peu de temps, et puisse ignorer toutes ces œuvres et d'autres que je n'ai pas à énumérer; elles sont toutes présentes à la mémoire des députés.

On parle de capital. La loi actuelle n'est pas pour le capital et les capitalistes, mais pour la petite propriété. Si on n'a pas pris la peine de l'étudier, ou si on était incapable d'en connaître la portée après l'avoir étudiée, on n'avait qu'à en lire le titre. Il est très clair. Il dit tout. N'est-ce pas un acte patriotique que d'adopter des mesures pour sauver la petite propriété et assurer la déconcentration de la richesse? On pose tout d'abord comme principe que la petite propriété doit être protégée, et ceux qui veulent la

décentralisation ne veulent pas maintenant que le petit propriétaire soit protégé. Des éloges, nous n'avons cure, pas plus que des critiques à base de déception¹³. Nous visons avant tout à la satisfaction du devoir accompli, au progrès dans l'ordre, dans la justice, dans l'honnêteté et dans l'intégrité.

Quant au reste, en ce qui me concerne¹⁴... je ne sais pas combien de temps la Providence me conservera la santé pour permettre, avec mes collègues, de continuer à me dévouer pour ma province. Mais, au soir de ma vie, j'aurai au moins la consolation et la satisfaction de me dire que j'ai présidé un gouvernement honnête, patriote, serviteur du peuple, désireux de travailler à l'intérêt général, qui a le sens de la responsabilité, de ses responsabilités, qui ne veut rien saboter, qui réalise qu'il est impossible de faire des lois qui ne sont pas préjudiciables au peuple, à moins de réfléchir et de les étudier.

Je le répète, au soir de ma vie - je ne sais pas combien d'années m'accordera la Providence - je veux, en faisant la large part de mes défauts, qui sont nombreux comme ceux de tout être humain, avoir la satisfaction de dire que nous avons donné le meilleur de nous-mêmes et que, dans un temps très court, nous avons donné une législation et posé des actes qui devraient nous attirer l'admiration de tous et faire l'orgueil de ceux qui sont animés des meilleures intentions pour bien orienter la province.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Je me suis permis simplement d'attirer l'attention de la Chambre sur certaines réformes que je jugeais à propos et sur les dangers de la législation actuellement à l'étude. J'avais conscience de faire mon devoir. Je l'ai fait de bonne foi et je ne regrette rien. Chaque fois que j'ai eu l'occasion de féliciter le gouvernement, je l'ai fait de bonne foi. L'avenir prouvera si ces remarques ont été faites à propos, ou non, et les faits le diront. Je n'aime pas cependant qu'on insinue une déception de ma part à ne pas entrer dans le cabinet, car je puis assurer le premier ministre que j'aime mieux ma place de député aujourd'hui et ma liberté de parole qu'un fauteuil de ministre. Je n'ambitionne la place de personne.

Quand je critique, je le fais sincèrement. J'ai cru qu'il était de mon devoir, de mon modeste siège de député, de surveiller la législation et de faire certaines suggestions, et moi non plus, au soir de la vie, je ne regretterai rien des actes que j'ai posés jusqu'à aujourd'hui, et j'aurai à me rendre ce témoignage d'avoir accompli mon devoir. C'est tout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre les paroles du premier ministre qui dit tant de mal contre tous ceux qui l'ont précédé dans cette Chambre depuis la Confédération. Nous n'avons même plus le droit de critiquer. Comme le député de Québec-Centre (M. Hamel), le premier ministre n'aurait-il pas pu se limiter à dire que ce projet de loi n'est que du camouflage? En se défendant des critiques du député de Québec-Centre, le premier ministre a cru bon d'attaquer le département des Terres et Forêts que j'ai eu l'honneur de diriger pendant quelques semaines.

Il a cru bon de dire que le gouvernement précédent n'avait rien accompli de bon. C'est beau à dire, mais je lui dirai que l'ancien gouvernement a aussi protégé ce qu'il y avait à protéger, dans le domaine de l'industrie forestière, tandis que le gouvernement actuel n'a fait que du camouflage, depuis deux mois qu'il est au pouvoir. Quand il parle de son gouvernement à lui, le premier ministre dit avec un pathos effrayant: "Nous faisons ceci, cela, pour les humbles, les petits."

Au fond, cette loi est certainement l'une des pires lois de camouflage présentées jusqu'à maintenant. Le premier ministre dit également que son gouvernement a été le seul à améliorer le sort des bûcherons. Ceux qui ont augmenté les salaires des bûcherons sont ceux de l'ancienne administration...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette, mais je ferai remarquer au chef de l'opposition que nous sommes sur la loi du moratoire. S'il le désire, il pourra parler des bûcherons plus tard.

Je soulève un point d'ordre, M. le président. Bornons-nous à la discussion du bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On refuse au chef de l'opposition le droit de répondre à des remarques du premier ministre. Je proteste énergiquement contre ce point d'ordre.

Il a fait un discours d'un quart d'heure, qui était d'ailleurs à côté de la question, pour salir les administrations qui l'ont précédé, et il me semble que c'est le droit le plus élémentaire d'un citoyen britannique de répondre. S'il n'y a pas moyen de parler ici, si je suis hors d'ordre, que le président le dise, j'irai continuer mes remarques ailleurs dans cette province.

M. Boyer (Châteauguay): Personne ne vous écouterà.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas essayé de salir l'ancien gouvernement. Il s'était sali lui-même...

(Rires et applaudissements)

... mais nous avons voulu montrer au peuple jusqu'à quel point il y avait des abus. Je ne veux pas empêcher le chef de l'opposition de prendre la parole, car nous aimons à l'entendre parler. S'il n'était pas dans l'opposition, nous irions le chercher pour l'installer là, car il est plus à sa place qu'au milieu des ministres.

C'est le meilleur chef d'opposition que nous ayons eu! Nous ne voulons pas empêcher l'honorable chef de l'opposition de parler, mais il y a des règlements dans cette Chambre et je demande qu'on les observe. Un député n'a pas le droit de parler en dehors du sujet du bill.

C'est le chef de l'opposition qui vient aujourd'hui défendre l'ancien régime, après avoir fait sa campagne avec des hommes nouveaux qui s'efforçaient de renier leur passé dont ils avaient honte¹⁵.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lui, le défenseur de l'ancien régime...

M. Bastien (Berthier): M. le président, je crois qu'on est rendu bien loin du bill. Le premier ministre est hors d'ordre lui-même en parlant d'un sujet très étranger au bill.

(Rires à gauche)

M. le président lit l'article du Règlement qui dit qu'on doit s'en tenir aux détails du bill¹⁶.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et cet article s'applique à tous les membres de la Chambre? Au premier ministre?

M. le président: À tous les députés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre va s'en tenir aux règlements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'avais pas encore entendu la douce voix du député de Rivière-du-Loup. Nous aimons toujours l'entendre. Il est ici depuis longtemps. C'est tout ce qu'il a trouvé depuis le début de la session. Je l'en félicite et je sympathise avec ses électeurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous aimez sans doute mieux cela que d'entendre celle de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je concours dans les remarques du député de Québec-Centre (M. Hamel). Il a parfaitement raison de dire que l'article 13 du bill est un article de camouflage. Si je comprends bien le vœu des propriétaires, petits ou grands, on demande une diminution des taux d'intérêt. Encore lundi, la ligue des propriétaires de Montréal demandait qu'on limite les intérêts à 5 % et non pas qu'on suspende la différence jusqu'à 1938.

Si on l'avait écoutée, on en serait venu à bien d'autres conclusions. Les propriétaires demandent de pouvoir souffler. Et il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que les petits propriétaires qui sont intéressés. Les grands propriétaires le sont aussi, et à un aussi juste titre.

Cela intéresse tout le monde. Il y en a qui vivent des revenus que leur rapportent leurs propriétés, et c'est très honorable. Plusieurs d'entre eux ont beaucoup souffert de la crise, ils sont dans la misère noire depuis bien des années. Ils sont venus demander à la Législature de l'aide pour avoir leurs revenus, et ils ont raison à tous les points de vue. Il ne faut pas oublier que la charge des intérêts est peut-être la plus forte qui soit incluse dans les prix des loyers. En aidant les propriétaires, on vient aussi au secours du locataire.

Ce que demande le député de Québec-Centre, un homme de cœur et de sincérité, est très sensé. Il a parfaitement raison de dire que cet article du projet n'a pas pour but de protéger le petit propriétaire, et ce n'est pas par des insinuations à son égard que nous réglerons ce grave problème. Son opinion devrait être plus respectée.

Nous qui ne pensons pas comme lui sur tous les sujets, nous sommes fiers de siéger dans cette Chambre avec lui, et nous croyons qu'il fait honneur à la vieille capitale et à l'Assemblée législative. Le premier ministre aurait dû le traiter mieux qu'il a fait. On fait toutes sortes d'insinuations pour faire passer cette loi de camouflage.

M. Boiteau (Bellechasse): Mais à Montréal, la Ligue des propriétaires a demandé jadis la même chose à l'ancien régime, et quel est le discours que le chef de l'opposition a prononcé alors?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Exactement le même que je prononce aujourd'hui, et je vous défie de prouver le contraire.

M. Pelletier (Lotbinière): Il a eu un merveilleux effet. Vous n'avez pas eu l'air d'être écouté¹⁷.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'il n'a pas eu plus d'effet, c'est parce que je n'ai pas siégé assez longtemps sur les banquettes ministérielles, mais on n'empêchera pas la voix du député de Québec-Centre (M. Hamel), du député de Saint-Hyacinthe, la voix de tous ceux qui veulent défendre les petits de protester contre les lois de camouflage comme celle-ci.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le portefeuille.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec cette loi, le sort du petit propriétaire sera encore plus pénible.

M. Bastien (Berthier): Je vois que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) fait des remarques en arrière, mais je suis surpris que le premier ministre et lui-même n'aient pas plus répondu aux remarques du député de Québec-Centre (M. Hamel) et du chef de l'opposition. Et je comprends pourquoi.

Il est justement intéressant de rappeler, en cette Chambre, au ministre du Travail ce qu'il disait, il n'y a pas si longtemps, à une ligue de propriétaires venus ici en délégation. Il a commencé son discours par un reproche. Il leur disait que 5 %, c'était trop, qu'ils ne demandaient pas assez, qu'ils auraient dû demander 3 %¹⁸. "Vous ne demandez pas assez, disait-il. C'est payer encore trop. On prie dans une église, mais devant un gouvernement on exige."

(Rires)

L'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) dit que le débiteur paie encore trop à 8 %¹⁹ et le premier ministre lui répond que tout réside dans le titre du bill: "sauvegarde de la petite propriété". C'est cela. Quand le premier ministre présente une loi boiteuse, il réfère au titre de cette loi. Il est assez rare que le premier ministre avoue ses faiblesses et ses imperfections mais, quand il est obligé d'avouer une erreur, il dit: "Notre loi n'est pas parfaite; elle a été faite par des humains." Quand il se sent "chauffé", il fait de beaux discours, comme il en est capable, et il en appelle aux sentiments, art dans lequel il excelle auprès du peuple. Quand il a de mauvaises lois à faire voter, il s'apitoie sur son sort, mais cela ne répond pas à la question du député de Québec-Centre (M. Hamel).

Le premier ministre dit qu'il ne peut abaisser l'intérêt sur l'hypothèque mais quand, il y a quatre ou cinq ans, le conseil municipal de Montréal le demandait à M. Bennett²⁰, le chef de l'opposition, aujourd'hui premier ministre, disait que ça dépendait des provinces. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) arrive avec d'excellentes suggestions et des remarques des plus considérées; le premier ministre répond avec un beau discours, bien grandiloquent, il nous fait assister à sa fin dernière, mais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vivrai assez longtemps et mes discours ont été éloquentes pour débarrasser la province des canailles.

M. Bastien (Berthier): Les sentiments du premier ministre sont beaux et sa fin dernière est touchante. C'est habile dans une certaine mesure, car il sait que la population est sentimentale, mais c'est s'éloigner de la question. Je dis aussi que nous sommes ici en présence de camouflage, mais le roi des camoufleurs, en l'occurrence, me paraît être le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

L'honorable M. Gagnon (Matane): M. le président, je soulève une question d'ordre. L'honorable député de Berthier, qui a été ministre de la couronne²¹, n'a pas le droit de se servir d'expressions injurieuses et antiparlementaires à l'adresse d'un membre du gouvernement, et il devrait retirer ses paroles.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Laissez-le faire, il ne sait pas parler, il ne l'apprendra jamais.

M. Bastien (Berthier): L'honorable ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), avec tout le respect que je lui dois, n'est pas habitué à cette Chambre; il était député à la Chambre des communes. S'il avait entendu autrefois le ministre du Travail, il verrait que nous ne sommes pas à Ottawa, et il ne se scandaliserait pas pour si peu. Il saurait que l'honorable ministre du Travail ne s'est jamais bien gêné...

Des voix à droite: Oh! Oh!

M. Bastien (Berthier): Je ne veux cependant pas manquer d'égards envers l'honorable ministre du Travail et je dirai qu'il n'est pas le roi des camoufleurs, mais le plus grand prometteur du gouvernement.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas l'intention de discuter de cela avec le député de Berthier. Je me demande si le député de Québec-Centre sera bien flatté des discours du chef de l'opposition et du député de Berthier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il en sera peut-être plus flatté que des compliments du premier ministre.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Pourtant le chef de l'opposition n'avait pas assez, il y a quelque temps, de son éloquence pour dénoncer le député de Québec-Centre et pour parler, ainsi que son assistant, des exagérations de ce député. Il ne se gênait pas de dire que notre estimé collègue de Québec-Centre avait des projets irréalisables. Je suis surpris de son amitié particulière, qu'il faudrait analyser.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand et où ai-je dénoncé personnellement le député de Québec-Centre?

L'honorable M. Gagnon (Matane): En tellement d'endroits qu'il serait difficile de préciser l'heure et la minute.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'on en nomme un!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition est même venu parler dans mon comté, pour combattre ma candidature, mais avec bien peu de succès. Il a même accouplé mon nom à celui de l'honorable député de Québec-Centre. J'en suis très honoré. Nous avons aussi de l'estime pour le député de Québec-Centre. Mais la question des intérêts est fort complexe, et je me demande, M. le président, si le député de Québec-Centre avait entendu, au début du débat, le premier ministre dire qu'il demanderait, le 9 décembre, à Ottawa, de réduire les taux d'intérêt, je me demande s'il aurait insinué que nous ne sommes pas sincères.

(Applaudissements à droite)

Je ne veux pas être injuste pour le député de Québec-Centre mais l'opposition, en tout cas, insinue cela et essaie de mettre entre le député de Québec-Centre et le gouvernement un désaccord qui n'existe pas.

Comment peut-on parler de camouflage, quand on sait que nous amendons le Code civil à tout

risque, que nous présentons un bill pour réduire le taux de l'intérêt légal à 3 %, que nous allons plus loin que n'importe quel gouvernement dans tout le dominion? Et cependant, l'honorable premier ministre l'a déclaré cet après-midi, il y a au *Feuilleton* de la Chambre un projet de loi à cet effet²². C'est injuste pour le gouvernement qu'on vienne dire de ses lois qu'elles sont à base de camouflage. Le camouflage, ce sont les dénonciations du chef de l'opposition au sujet de l'électricité, dénonciations qui se sont muées en éloges doucereux à l'égard de l'ancien premier ministre, après qu'il eut obtenu son portefeuille.

(Applaudissements à droite)

Notre bill est radical, il effraie même le député de Rouville (M. Barré), qu'on ne vienne pas dire que nous manquons de sincérité. C'est une mesure transitoire. Nous croyons à sa nécessité pour le moment. Quant au gouvernement, il demande à être jugé sur tous ses actes, qui sont à base de justice pour tout le monde. Qu'on suive donc le conseil de M. Bourassa²³ à la conférence qu'il a prononcée hier soir, et dans laquelle il disait à ceux qui se servent des encycliques de ne pas y prendre seulement ce qui faisait leur affaire et de les lire en entier.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): M. le président, qu'il soit bien entendu que j'entends ne faire ici que de la critique constructive. Je ne veux pas blâmer inutilement le gouvernement. Il a besoin de notre appui et je ne le lui ménage pas. Il traverse des temps difficiles. S'il présente un bill décrétant l'intérêt légal à 3 %, c'est qu'il admet que l'argent ne vaut pas plus que 3 %. Je transporte l'argument sur le terrain des hypothèques. Je dis alors: Reconnaissez donc aussi que le loyer de l'argent ne vaut pas plus que 3 % lorsqu'il s'agit des créances hypothécaires. Je dis cela parce que je ne veux pas qu'on me dise plus tard: "Pourquoi avez-vous gardé le silence?" C'est tout.

L'article 13, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Les articles 14 à 18, introduits par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fédération des scouts catholiques

M. Trudel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Trudel (Saint-Maurice) propose à la présidence du comité plénier le député de Frontenac (M. Tardif)²⁴.

(Applaudissements)²⁵

M. Trudel (Saint-Maurice): M. le président, le but de ce projet est d'aider la fleur de notre jeunesse. Je n'ai pas à faire l'éloge de l'œuvre accomplie par l'association des scouts catholiques. On demande d'établir la Fédération en corporation, afin d'atteindre avec plus de facilité le but que l'on poursuit.

Ceux qui connaissent ce mouvement savent quels services appréciables il a rendus à la jeunesse. Le but est de réunir en une seule fédération toutes les associations scoutistes de la province. Je demande à la Chambre d'adopter le projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un projet qui n'a pu être voté et sanctionné à la dernière session, à cause de la brusque dissolution réclamée par l'ancien régime. Le gouvernement approuve de tout cœur l'œuvre des scouts catholiques. Il prend le bill à ses charges, paie l'impression et tous les frais. Il n'a pas la moindre hésitation à lui donner son appui.

M. Bastien (Berthier): Je suis heureux de secondier ce bill. Je remarque en passant que c'est un bill qui fut présenté à la dernière session par l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, comme bill privé.

M. Bastien (Berthier): Je l'approuve quand même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. le président commence à lire les articles du bill.

Des voix: Parlez plus fort.

M. le président continue la lecture à voix plus haute.

Des voix: Plus fort!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Parlez donc anglais.

Une voix: Il (M. Tardif) prend ça au sérieux.

Les articles 1 à 14, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement²⁶.

(Applaudissements à l'endroit de M. Tardif, Frontenac)

M. Trudel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Délai de prescription des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi a pour effet d'étendre le délai de prescription des taxes municipales et scolaires du 31 décembre 1935 au 30 avril 1938.

Jusqu'ici, cette loi était renouvelée d'année en année.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à 3 heures.

Le comité des bills publics se réunit ce soir pour continuer l'étude de la loi électorale. Je demande aux membres du comité d'être présents, afin que le projet soit définitivement adopté ce soir en comité et qu'il revienne devant la Chambre demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 3 novembre 1936, à la page 1, rapporte que ce matin M. Duplessis fut obligé, par son médecin, de garder le lit en raison d'une grippe. La séance du comité des comptes publics prévue dans la matinée fut donc remise au lendemain, mais le premier ministre est à son siège pour la séance de l'Assemblée de l'après-midi. Toutefois, *La Patrie* du lendemain, à la page 4, précise qu'à cause de cette grippe, "M. Duplessis n'avait pas bonne mine". *L'Événement* du 4 novembre 1936, aux pages 3 et 4, rapporte par ailleurs que M. Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, est absent de la séance. M. Dumaine (Bagot) a pris son siège pour se trouver aux côtés du chef de l'opposition.

2. Le *Montreal Daily Star* du 4 novembre 1936, à la page 19, est la seule de nos sources à attribuer une bonne partie des propos contradictoires du ministre qui suivent au premier ministre Duplessis.

3. Version provenant de la majorité des sources. Seule *La Presse* du 4 novembre 1936, à la page 9, rapporte des propos contradictoires du ministre qui aurait dit: "Par exemple, on doit charger pour la pension le taux régulier de la région concernée."

4. *Le Devoir* du 4 novembre 1936, à la page 6, rapporte qu'un député libéral, M. Bercovitch

(Montréal-Saint-Louis), applaudit le premier ministre avec la droite.

5. Selon *La Tribune* du 4 novembre 1936, à la page 8, M. Raynault est applaudi parce qu'il s'adresse à la Chambre pour la première fois.

6. *Le Journal* du 4 novembre 1936, à la page 8, précise que la Chambre applaudit cette allusion, car M. Raynault sera candidat à la mairie de Montréal à l'élection municipale du 15 décembre suivant. (Voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 255-256.)

7. *L'Action catholique* du 4 novembre, à la page 5, mentionne que l'honorable Duplessis dit "quelque chose que l'on ne peut saisir de la galerie de la presse".

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

9. Un amendement a été adopté à l'article 1, introduit par l'article 1 du projet de loi, mais les journaux ne rapportent aucun débat à cet effet. Il s'agit de substituer le mot "dation" au mot "action" à la quatrième ligne de l'article.

10. Selon la majorité des sources, c'est à l'article 3 de cette loi que M. Raynault soulève le débat qui suit cette note. Seuls *La Presse* du 4 novembre 1936, à la page 9, et *Le Droit* du même jour, à la page 7, font intervenir M. Raynault à l'article 2, ce qui serait hors contexte.

11. Le *Montreal Daily Star* du 4 novembre 1936, à la page 19, ne mentionne pas l'endroit exact de cette intervention de l'honorable M. Duplessis. Il semble toutefois pertinent de la placer à la fin de ce débat, juste avant l'adoption de l'amendement proposé par M. Raynault et après les quelques interventions sur la question. Le premier ministre est vraisemblablement celui qui tranche la question.

12. *L'Événement* du 4 novembre 1936, à la page 11, rapporte que le greffier adjoint s'excuse "auprès du député de Rouville, car cette erreur d'adresse pouvait le mettre dans l'embarras". Les sources ne donnent pas d'autres détails entourant cet incident.

13. Un journal partisan, *Le Canada* du 4 novembre 1936, à la page 11, rapporte que M. Duplessis se tourne vers M. Hamel en scandant ces mots.

14. *Le Canada* du 4 novembre 1936, à la page 11, note que le premier ministre fit une longue pause, ce qui provoqua un froid dans la Chambre.

15. L'honorable M. Duplessis fait allusion au discours électoral des libéraux de Godbout qui voulaient se distancer des scandales associés à l'ère Taschereau. Conrad Black souligne qu'avec son nouveau cabinet de juin 1936, Godbout "exprimait le désir louable de rajeunir un régime trop vieux. Tous les efforts des libéraux tendaient maintenant à convaincre les électeurs qu'entre eux et l'ancien gouvernement, il existait une différence quasi révolutionnaire". Robert Rumilly, pour sa part, rapporte qu'en de nombreuses assemblées électorales, les orateurs libéraux ne prononçaient pas les noms de Taschereau ou de ses anciens ministres. (Voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, tome 1, Montréal, 1977, p. 219-220, et Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXV, p. 205, 212 et 214.)

16. Il s'agit vraisemblablement de l'article 463 du Règlement.

17. La majorité des sources attribuent cette réplique à M. Pelletier (Lotbinière), alors que *Le Canada* du 4 novembre 1936, à la page 11, et *La Patrie* du même jour, à la page 5, rapportent que c'est plutôt l'honorable M. Tremblay (Maisonnette) qui intervient.

18. *Le Soleil* du 4 novembre 1936, à la page 10, précise que M. Bastien lit "les remarques que l'honorable William Tremblay faisait aux propriétaires en délégation, il y a une semaine".

19. Chiffre du *Canada* du 4 novembre 1936, à la page 11. *Le Devoir* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt 7 %.

20. Richard B. Bennett (1870-1947), premier ministre conservateur du Canada de 1930 à 1935.

21. Cléophas Bastien (1892-1943), ministre sans portefeuille dans les cabinets Taschereau et Godbout en 1936 et ministre de la Colonisation dans le cabinet Godbout (1942-1943).

22. Le "bill 42 pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales" se trouve justement en avis au *Feuilleton* du 3 novembre.

23. Henri Bourassa (1868-1952), journaliste et homme politique. Fils du peintre et architecte

Napoléon Bourassa et petit-fils de Louis-Joseph Papineau, il fut élu maire de Montebello à l'âge de 22 ans, puis devint député aux parlements fédéral (1896-1907 et 1925-1935) et provincial (1908-1912). Fervent nationaliste canadien-français, il fonda, en 1910, le journal *Le Devoir* dont il resta rédacteur en chef jusqu'en 1932.

24. *Le Canada* du 4 novembre 1936, à la page 11, précise que M. Trudel fait cette proposition parce qu'il est le parrain du bill alors à l'étude.

25. *Le Canada* du 4 novembre 1936, à la page 11, mentionne que c'est la première fois que M. Patrice Tardif préside un comité: "Il est visiblement gêné et on le taquine du côté même du gouvernement. Il s'acquitte de ses fonctions avec grand sérieux. Quand il a terminé, on l'applaudit frénétiquement. Il est rouge comme un homard et regagne à grande peine son siège."

26. *L'Événement* du 4 novembre 1936, à la page 3, rapporte aussi que M. Tardif "était un peu intimidé. Lorsque vint le temps d'appeler l'Orateur pour lui remettre le bill, il ne savait pas trop quoi faire, et au lieu de réciter les paroles sacramentelles, il se contenta de se tourner vers M. Sauvé et de faire: psitt, psitt... Ce qui amusa fort la Chambre."

Séance du mercredi 4 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Boyer (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter à la Chambre le bill suivant:

- bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Questions de privilège:

**Augmentation du
prix du lait**

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège pour protester contre l'augmentation du prix du lait. Les journaux de la province, dans leurs éditions récentes, nous apportent de multiples protestations au sujet d'une augmentation du prix du lait.

Les marchands détaillants, plusieurs clubs ouvriers et plusieurs autres organisations ont protesté contre le fait que cette matière de première nécessité se vend maintenant \$0.12 la pinte à Montréal et \$0.11 à Québec.

L'augmentation a été autorisée par une ordonnance de la Commission de l'industrie laitière. Lorsque je faisais partie du Conseil central des métiers et du travail, tous les automnes, nous protestions contre une augmentation du prix du lait.

Je viens de recevoir une lettre d'un de mes électeurs, un notaire de Montréal, qui soulève cette question et attire mon attention sur l'ordonnance de la Commission de l'industrie laitière, disant que les laitiers sont protégés par la Commission, en augmentant le prix du lait de trois sous la pinte à Montréal. J'attire l'attention du gouvernement sur les observations que contient cette lettre et je demande la permission de la déposer devant la Chambre, afin

que nous puissions en discuter. Peut-être ne déplairait-il pas à la Chambre d'entendre la lecture de cette lettre. Elle n'est pas longue.

(M. Rochefort donne lecture de la lettre.) Le signataire s'étonne particulièrement du fait que le cultivateur, en vertu de la nouvelle ordonnance de la Commission de l'industrie laitière, ne reçoit que \$0.31 de plus le 100 livres, tandis que les distributeurs le vendent maintenant \$1.20 de plus le 100 livres.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): M. l'Orateur, il y a dans la lettre que nous a lue l'honorable député de Sainte-Marie quelques faits à relever. Permettez-moi de répondre immédiatement à quelques points soulevés par cette lettre. Je constate que certaines choses sont mal comprises par le public. La Commission de l'industrie laitière fixe le prix minimum du lait; elle ne fixe pas le prix de vente. Cette Commission a été instituée, à la demande des distributeurs, pour empêcher une concurrence ruineuse. Elle vient d'augmenter le prix que doit recevoir le producteur, mais elle a laissé à \$0.10 la pinte le prix minimum auquel le lait doit être vendu. La Commission a fixé le prix minimum qui doit être payé au producteur, mais elle refuse de fixer le prix de vente. Ce n'est donc pas elle qui a fixé à \$0.12 le prix de vente. Les distributeurs se sont entendus entre eux pour faire cette augmentation. Légalement, ils ont le pouvoir de le faire.

Cette explication donnée, je dois admettre qu'il y a certainement quelque chose d'anormal dans notre système. Il y a certainement des améliorations à faire. J'ai toujours mal compris que le consommateur doive payer pour la distribution du lait un prix égal à celui qu'il paye pour la production. Quand on sait tout le travail et toute l'organisation qu'il faut pour entretenir un troupeau de vaches et produire le lait, on ne peut que s'étonner du fait que la production ne soit pas mieux rémunérée que la distribution. Le producteur a droit de réclamer un juste prix, quand on sait ce que lui coûte la production.

(Applaudissements)

**Établissement de villages
dans les régions minières**

L'honorable M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, je demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 35 modifiant la loi des mines de

Québec relativement à l'établissement de villages dans les régions minières.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il s'agit par la présente mesure d'amender l'article 31 de la présente loi des mines et de lui substituer deux ou trois articles, pour obliger notamment les concessionnaires de régions minières à s'occuper d'exploitation minière et ne pas les convertir à d'autres fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi des syndicats professionnels².

En l'absence de l'honorable ministre du Travail, je dirai que le projet au sujet des syndicats professionnels n'a d'autre but que faire disparaître certains ennuis et rectifier certaines choses.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sources pétrolières en Gaspésie

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 39 relatif aux sources pétrolières de la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), la permission de présenter le bill 151 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois sur division.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose de suspendre les règlements de la Chambre pour la deuxième et la troisième lecture.

Adopté.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Au cours de la dernière session, la ville de Verdun a présenté un bill comportant une quinzaine de clauses. Après avoir franchi les étapes régulières, ce bill devait recevoir la sanction d'usage, mais, avec la dissolution du Parlement, il est resté en panne.

Il s'agit principalement d'adopter une clause qui permettra à la ville de Verdun de retirer \$20,000 de plus par année, en taxant les magasins à chaîne. La ville a absolument besoin de ce revenu pour boucler son budget et remédier au chômage, et nous espérons que la Chambre voudra bien agréer ce bill.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je soulève un point d'ordre, car je prétends que, d'après les règlements de la Chambre, un bill du gouvernement doit être présenté par un ministre de la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà soulevé la même objection alors que j'étais dans l'opposition, mais il y a une différence dans le présent cas.

Il s'agit d'une question d'intérêt général et non d'une question d'intérêt privé, car en protégeant le crédit municipal, on protège le crédit provincial. Il s'agit de donner à la ville de Verdun ce qu'il lui faut pour parer à toute éventualité, vu que ses charges du chômage sont élevées. En aidant à la ville de Verdun, nous aidons à la province.

De plus, je prétends que n'importe qui dans cette Chambre peut présenter un bill de nature privée, même s'il y a la question des frais à régler. Si le député de Saint-Louis (M. Bercovitch) insiste, nous allons faire présenter le bill par un ministre, mais cela ne fera que créer des retards.

On ne devrait pas enlever au député de Verdun (M. Lafleur) le crédit de cette mesure. Est-ce que le député de Saint-Louis maintient son point d'ordre?

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Par mon intervention, je ne souhaite pas retarder le travail législatif, mais plutôt faire en sorte qu'il soit bien compris que le cas présent ne crée pas un précédent. Je n'insiste pas davantage, mais je voulais simplement attirer l'attention de la Chambre sur ce point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) est d'accord sur ce point.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'admets qu'il s'agit de mesures urgentes dans les cas des trois villes, Québec, Lachine et Verdun, qui nous soumettent actuellement leurs demandes, et je n'ai aucune objection à ce que ces bills soient votés. Toutefois, le gouvernement ne devrait pas consacrer le principe qu'un bill privé soit présenté de cette façon. Le gouvernement ne devrait pas consacrer le principe de passer des bills privés pour des bills publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne parle pas sérieusement. Cette procédure n'est pas nouvelle, et je pourrais citer de nombreux précédents. Quand la Compagnie des tramways de Montréal a voulu légaliser par un bill public certains contrats à elle, le premier ministre du temps le lui a permis. Et, pendant la discussion, il y eut des décisions favorables à la compagnie de la part du député de Saint-Hyacinthe. Ces bills, ceux de Québec, Verdun et Lachine, ont déjà été annoncés dans les journaux, l'an dernier; ils ont été étudiés ici et soumis au Conseil législatif. Par suite d'une rapide dissolution dont je n'ai pas à apprécier les causes, ces bills sont restés en panne. De plus, nous n'acceptons pas les bills en entier. Dans le cas actuel, nous voulons permettre à la ville de Verdun de parer aux nécessités du chômage.

M. l'Orateur: Dans l'article 489 du Règlement, il y a une note au paragraphe 3, et d'après Desjardins, on y voit qu'il est possible de proposer par bill public l'abrogation d'une loi privée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas le même cas, je crois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous abrogeons une loi qui limite le droit de taxer... Très bien, point d'ordre renvoyé, et procédons.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité³:

M. Lafleur (Montréal-Verdun): En vertu de cette mesure, la cité de Verdun est autorisée à imposer des taxes plus élevées pour les personnes ou

corporations qui n'ont pas leur principal établissement dans ses limites que pour celles qui y sont installées depuis 12 mois ou plus.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) s'y objecte et pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La clause contre laquelle s'élève le député de Montréal-Saint-Louis est importante. Elle a été adoptée l'an dernier par le comité des bills privés. Elle a également subi sa première et sa seconde lecture, mais, avant qu'on ait procédé à la troisième, le gouvernement a dû s'enfuir par le soupirail de la cave de l'enquête des comptes publics.

(Rires dans les galeries)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taux d'intérêt en matières provinciales

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 42 pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dit qu'il ne veut pas faire obstruction, mais qu'il veut protester contre la façon de procéder du gouvernement. Ce n'est qu'un autre bill que le gouvernement se dispose de voter à la vapeur sans rien comprendre...

(Désordre dans la Chambre et rires dans les galeries)

Des voix: Tu comprends rien toi-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en présence d'un bill qui fera un bien immense à la province. Il est d'intérêt urgent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est peut-être une bonne loi, mais c'est contre l'intérêt public que de la passer aussi vite.

M. Larochelle (Lévis): Tu connais donc cela, toi, l'intérêt public. Ferme-toi donc...
(Rires)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire édictée par la Législature de la province, l'intérêt légal, dans les matières civiles et judiciaires qui sont de la juridiction de cette Législature, est de trois pour cent par année, à défaut de convention contraire."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande des explications.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):
(Applaudissements à droite)

M. le président, le but de ce projet de loi est connu. La Législature a le droit de fixer le taux d'intérêt en matières civile et judiciaire. Nous proposons donc que le taux soit à l'avenir de 3 %.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande pourquoi on n'amende pas l'article 1478 du Code civil, qui fixe le taux d'intérêt en matières civiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il aurait fallu fouiller le Code et y relever des 10 à 12 articles qui parlent du taux d'intérêt, ce que nous n'avons pas eu le temps de faire. Il aurait fallu également amender tous ces articles, le bill en aurait été considérablement allongé, et les frais d'impression auraient été plus élevés. Enfin, l'amendement du Code civil n'aurait pas affecté les Statuts spéciaux qui traitent du taux d'intérêt en certaines matières qui relèvent de notre juridiction. Il

valait donc mieux faire une loi générale qui couvrira tous les cas.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) exprime l'opinion que le bill n'est pas assez précis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suggère un amendement pour que l'on ajoute les mots suivants: "En tant que la Législature a juridiction".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux de constater que le gouvernement présente des amendements à ses bills dès qu'ils sont lus. Il n'y a pas de plus grande preuve qu'ils sont incomplets et pas assez mûris. Il s'apercevra bientôt qu'il faut amender passablement de choses, dans ces lois passées aussi vite. Dans ce cas-ci, il y aura des conflits avant longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne prouve qu'une chose, c'est que le gouvernement est toujours disposé à amender des lois parfaites. Le gouvernement n'est pas têtue. Je note le compliment de l'honorable chef de l'opposition. Je souhaite ensuite, pour être tout à fait heureux, que le chef de l'opposition s'amende lui-même.
(Rires et applaudissements)

L'article est amendé, et les mots "en tant que la Législature a juridiction" sont ajoutés avant les mots "dans les matières civiles".

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Lachine

M. Carignan (Jacques-Cartier)⁵ demande, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier

(M. Thibault), la permission de présenter le bill 152 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois sur division.

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, Lachine se trouvait dans une situation assez anormale d'envoyer ses comptes pour les taxes de l'année courante au mois d'octobre. Nous avons avancé graduellement d'un mois par année, espérant faire arriver au mois de janvier le paiement de ces taxes. Nous demandons aujourd'hui le système existant à Sherbrooke, qui consiste en une perception trimestrielle, à commencer le 1^{er} janvier, l'intérêt ne courant que tous les trois mois.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne veux pas faire obstruction et je ne suis pas contre la mesure proposée. Je n'ai pas d'objection à ce que Lachine perçoive ces taxes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Je trouve irrégulière cette façon de procéder. C'est la première fois que je vois un bill subir à la même séance toutes ses étapes jusqu'à la troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne puis laisser passer cette affirmation. Si l'honorable chef de l'opposition prétend que ça ne s'est jamais fait, c'est qu'il n'avait pas connaissance de ce qui se passait en Chambre, lorsqu'il siégeait à droite. La chose s'est produite souvent. Elle s'est produite toutes les fois qu'il s'agissait de passer un bill urgent, dont l'opportunité ne pouvait se contester.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne m'objecte pas, mais je maintiens que c'est contre la coutume.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Emprunts du gouvernement

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): 1. Le gouvernement a-t-il emprunté de l'argent depuis qu'il est au pouvoir?

Dans l'affirmative:

a. Combien a-t-il emprunté?

b. Quels titres de créance a-t-il donnés à ses prêteurs?

c. Quel montant total de titres de créance a-t-il donné à ses prêteurs?

d. Quel montant total de produit réel net le gouvernement a-t-il reçu pour l'ensemble des titres de créance qu'il a donnés aux prêteurs?

e. De combien les montants empruntés par le gouvernement à date augmentent-ils la dette de la province?

f. Le gouvernement a-t-il demandé publiquement des soumissions pour le montant de deniers qu'il désirait emprunter?

2. Dans l'affirmative: Dans quels journaux cette demande de soumission a-t-elle été publiée?

3. Si aucune soumission n'a été publiquement demandée, qui a été invité à soumissionner pour cet emprunt?

4. Quel a été le plus haut et le plus bas soumissionnaire?

5. En vertu de quelle loi les deniers ont-ils été empruntés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour l'honorable M. Fisher (Huntingdon): Depuis qu'il est au pouvoir, c'est-à-dire depuis le 26 août 1936, le nouveau gouvernement a payé, au moyen d'un emprunt se chiffrant à \$51,000,000 les dettes et obligations mises à la charge de la province par l'ancien gouvernement. Ledit emprunt a été contracté par le nouveau gouvernement aux conditions les plus avantageuses obtenues par la province depuis au moins 40 ans.

Cet emprunt n'a pas augmenté la dette de la province, mais il a considérablement amélioré sa situation financière, en épargnant aux contribuables plus d'un quart de million de dollars par année et en payant des dettes provinciales en souffrance dont le non-paiement avait pour effet d'aggraver les misères

de la crise. De plus, cet emprunt a facilité une comptabilité claire et exacte des affaires de la province.

Quelque temps avant de contracter ledit emprunt, le gouvernement, dans des entrevues répandues par toute la presse, a mis la population au courant de la nécessité et de l'urgence d'effectuer un emprunt pour acquitter rapidement les obligations et dettes contractées par l'ancien gouvernement.

Les titres de créance donnés par le gouvernement aux prêteurs sont des obligations de la province aux termes suivants:

- 12 millions à 1 % d'intérêt payables dans 2 ans;
- 12 millions à 1¼ % d'intérêt payables dans 4 ans;
- 12 millions à 2½ % d'intérêt payables dans 8 ans;
- 15 millions à 3 % d'intérêt payables dans 15 ans.

Le produit net reçu par le gouvernement sur cette émission de \$51,000,000 a été de \$50,373,000, et en plus de l'intérêt accru.

Cet emprunt a été émis en vertu de l'arrêté ministériel 2632, en date du 30 septembre 1936, et des lois provinciales alors en vigueur.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. En vertu des règlements, les questions ne doivent pas être données sous forme de pamphlets politiques ou de plaidoyers. Les règlements obligent le gouvernement à répondre aux questions purement et simplement. Au lieu de répondre directement à nos questions bien précises, le gouvernement se vante et parle de ses prédécesseurs.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): C'est pour que vous soyez capables de les comprendre!

M. Larochelle (Lévis): Ferme-toi là.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça n'avancera personne. Nous pourrions poser nos questions de la même façon, et ça finira par être ennuyeux pour le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est difficile à satisfaire. Quand nous répondons aux questions, l'opposition se plaint et, quand nous ne répondons pas, elle critique. Nous ne

sommes pas ici pour faire l'affaire de l'opposition, mais celle de la province. Nous avons répondu aux questions posées. Peut-on nous reprocher de dire la vérité? La réponse dont on se plaint n'est pas un pamphlet politique, mais la conséquence de la question posée par l'opposition et l'expression de la vérité pure et simple.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le premier ministre n'a pas fait de réponse au sujet des soumissions, au paragraphe *f* de la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député lise la réponse, il comprendra.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Merci, jolie réponse de la part d'un premier ministre.

M. Dumaine (Bagot): Le premier ministre a oublié de répondre à deux ou trois items, notamment à celui qui a trait aux soumissions. Il n'a pas dit si des soumissions avaient été demandées, dans quels journaux, et si le contrat avait été accordé au plus bas soumissionnaire. La réponse est longue, mais incomplète. Il y a des règles à cet effet et d'autres qui le limitent à la portée même de la question. Suivant l'article 576 du Règlement, on doit répondre directement, sans commentaire. La réponse que vient de donner le premier ministre au sujet de l'emprunt de \$51,000,000 est un beau discours politique, mais elle ne renseigne pas la Chambre. La campagne électorale est finie. On devrait être plus digne. Nous sommes ici pour administrer la province, qu'on ne l'oublie pas. Le gouvernement devrait à l'avenir nous donner des réponses en se limitant aux seules explications suffisantes pour être intelligibles⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme question de fait, l'opposition oublie que le gouvernement n'est pas obligé de répondre aux questions. L'ancien premier ministre Taschereau a exercé à maintes reprises ce droit de ne pas répondre aux questions, quand il n'avait pas envie de le faire. Cela a été invoqué plusieurs fois dans le passé. Un exemple: quand le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) a voulu savoir combien avait coûté au gouvernement la recherche des individus qui avaient mis la fameuse bombe, le gouvernement n'a pas répondu, et l'Orateur du temps a déclaré que cela était dans l'ordre.

(Rires et désordre dans la Chambre)

Au moins, le gouvernement actuel répond aux questions qui sont à l'ordre du jour. Si les réponses ne

satisfont pas l'opposition, ce n'est pas de notre faute. Nous voulons répondre, mais pas au désir de l'opposition, car ce ne serait pas conforme à la vérité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) cite un nouvel article des règlements. La réponse va trop loin, dit-il. C'est plutôt un discours politique...

(Désordre dans la Chambre et dans les galeries)

Des députés de la droite: Plus fort!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je puis attendre que l'on finisse par laisser parler. Le gouvernement ne peut se soustraire à une interpellation qu'en invoquant l'intérêt public⁷. Sans quoi, s'il juge à propos de répondre, il doit s'en tenir au règlement et à l'usage.

M. l'Orateur: Sur la question d'ordre soulevée, je dois déclarer que l'Orateur ne peut intervenir dans les réponses aux interpellations. Si un député n'est pas satisfait, il doit en appeler à la Chambre et non à l'Orateur⁸.

M. Béïque (Chambly): Préparez vos questions avec plus de bon sens.

Augmentation du salaire des bûcherons

M. Lawn (Pontiac): 1. Quand les salaires des bûcherons ont-ils été augmentés à \$37 par mois?

2. *a.* À compter de quelle date?

b. En vertu de quel pouvoir?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Les salaires des bûcherons ont été augmentés d'une manière efficace et effective, d'abord à \$37 et, ensuite, à \$40 depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement.

Cette augmentation a été exigée par le gouvernement actuel, en vertu des pouvoirs que possède depuis de nombreuses années la province et qui sont mentionnés dans les lois provinciales, lesquelles constituent des documents publics à la portée des membres de cette Chambre.

M. Dumaine (Bagot) soulève une question d'ordre.

M. l'Orateur déclare que c'est le même cas que précédemment.

Plaques d'automobiles fabriquées par la General Steel Wares of Canada

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): 1. Est-ce que le gouvernement a passé un contrat avec la General Steel Wares of Canada relativement à l'achat des plaques d'automobiles?

Dans l'affirmative:

a. Est-ce que ce contrat stipule le taux de salaire par heure pour les employés de la General Steel Wares travaillant à ces plaques d'automobiles?

b. Est-ce que le contrat passé entre le gouvernement et la General Steel Wares stipule le nombre d'heures par semaine que les employés de la General Steel Wares doivent travailler à la fabrication des plaques d'automobiles?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): La General Steel Wares of Canada Ltd., dont l'usine est située en la cité de Montréal, dans le comté de Saint-Henri, particulièrement atteint par le chômage, a été chargée par le gouvernement de fabriquer des plaques d'automobiles suivant la réponse déjà donnée à la séance de mardi, le 27 octobre 1936. Cette entreprise est avantageuse pour la province en général, et très profitable à la classe ouvrière en particulier.

Date de l'ordre en conseil fixant le salaire des bûcherons

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À quelle date a été adopté l'ordre en conseil mentionné par le premier ministre, dans son discours en Chambre, prononcé le 22 octobre courant fixant le prix minimum du salaire des bûcherons à \$40?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette question telle que posée ne correspond pas aux déclarations faites par le premier ministre.

Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement a établi pour les bûcherons de bien meilleures conditions de travail que celles maintenues pendant des années par l'ancien gouvernement.

Abolition des taudis à Montréal

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce qu'il est dans l'intention du gouvernement de prendre certaines mesures relativement à l'abolition des taudis à Montréal?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

Le gouvernement a l'intention d'adopter aussitôt que possible toutes les mesures susceptibles d'améliorer la situation de la province et particulièrement de la cité de Montréal.

(Rires à droite)⁹

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste encore une fois que les réponses sont vagues et ne répondent pas aux questions posées.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

(Souriant et haussant les épaules) À quoi cela sert-il de demander de l'information? Nous sommes aussi bien de ne pas lire nos questions.

**Sources pétrolifères
en Gaspésie**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 relatif aux sources pétrolifères de la Gaspésie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conférer au ministre des Mines et Pêcheries, aux conditions qu'il jugera opportunes les pouvoirs suivants:

a. Faire toutes recherches qu'il estimera utiles aux fins de se rendre compte des possibilités d'exploitation et de la valeur des sources pétrolifères de la Gaspésie;

b. Aider, par des mesures appropriées, à la mise en œuvre et au développement de ces sources.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation dudit ministre, nommer les ingénieurs des mines, les officiers et tous autres employés dont le ministre aura besoin pour les fins de la résolution 1 ci-dessus, définir leurs devoirs et fixer leur rémunération.

3. Que les dépenses encourues pour l'application de la loi qui accompagne les présentes

résolutions ne devront pas excéder quinze mille dollars et qu'elles seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande au ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries si le gouvernement a l'intention d'aider les syndicats qui ont obtenu des concessions pétrolifères dans la Gaspésie, il y a 75 ans, et qui n'ont rien fait. Est-ce qu'il y a une compagnie ou un syndicat qui a l'intention de se prévaloir de cette loi?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il n'y a rien dans cette loi qui dit que nous allons protéger un syndicat. Nous voulons faire exploiter des concessions qui n'ont pas été touchées depuis 40 ans. Nous voulons savoir si réellement il y a des sources de pétrole dans la Gaspésie et s'il y aurait intérêt à les exploiter. Nous demandons environ \$15,000 pour les recherches préliminaires et les travaux de forage.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous voulez développer les ressources pétrolifères de la Gaspésie avec \$15,000 seulement?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il faut s'entendre. Il s'agit de travaux préliminaires. Les experts nous disent qu'avant d'aller au forage, nous devons faire un relevé géologique qui va coûter de \$4,000 à \$6,000. Après cela, il y aura les travaux de géophysique et de géodésie, et ceci nous mènera au mois de mai prochain, pour les premiers travaux de forage. C'est pourquoi nous ne demandons que \$15,000 pour commencer.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 39 relatif aux sources pétrolifères de la Gaspésie.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a environ 40 ans, il y a eu un véritable boom sur les ressources pétrolifères de la Gaspésie. Puis, après des travaux de recherche, on en a conclu

qu'il n'y avait pas suffisamment de pétrole pour en faire l'exploitation. C'était la conclusion des experts dans le temps; mais, cependant, des recherches ont été faites récemment par certains géologues, et ces derniers ont déclaré qu'il y a lieu d'exploiter ces champs miniers. Nous voulons maintenant en avoir le cœur net, vu qu'il y a eu contradiction chez les experts.

Ceci arrive parfois. Il ne faut pas oublier que les prospecteurs sont faillibles et susceptibles de se tromper. Rien ne le prouve mieux que le cas de la Noranda, la plus riche mine de cuivre au monde, peut-être. Depuis 1930, cette compagnie a payé plus de \$20,000,000 en dividendes. La Consolidated Mining and Smelting Co. avait fait des recherches sur les mêmes terrains que ceux occupés par la Noranda, et les ingénieurs avaient déclaré qu'il n'y avait rien. Dans la suite, les autres experts ont constaté qu'on s'était trompé réellement.

Est-ce que le cas est le même en Gaspésie pour les ressources pétrolières? Pour la province, à l'heure actuelle, il est important de connaître la valeur réelle des ressources pétrolières de la Gaspésie, car elles peuvent fournir par leur exploitation d'innombrables avantages. Si réellement ces ressources sont bonnes, elles seront exploitées au profit de la jeunesse et au bénéfice de la population.

(Applaudissements à droite)

Si vraiment elles sont riches, nous allons les garder pour le bénéfice de la population, et le gouvernement ne permettra pas qu'elles soient possédées par des intérêts privés.

(Applaudissements à droite)

C'est pour cette raison d'ailleurs que l'on demande le pouvoir de canceler les permis pour des concessions qui n'ont pas été exploitées depuis 1911. On sait que parfois certaines personnes ont détenu des concessions, parce qu'elles étaient payées par de gros intérêts pour ne pas les exploiter. Mais, encore une fois, nous voulons avant tout savoir si ces ressources valent la peine d'être exploitées et s'il y aura profit à ce faire.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. l'Orateur, au nom de la population de mon comté, je désire remercier sincèrement le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Des recherches avaient été faites dans ce milieu dès 1863. Depuis lors, 53 puits ont été creusés, et une vingtaine d'entre eux ont produit de l'huile. Il nous est aujourd'hui impossible de savoir si, il y a 40 ans, on a réellement creusé au bon endroit car, vu la nature du sol gaspésien, il est permis de conjecturer qu'il contient du pétrole.

Il faut forer partout, et c'est une initiative excellente que le gouvernement prend aujourd'hui. La région pétrolière comprend une cinquantaine de milles de l'est à l'ouest, et une vingtaine de milles du nord au sud¹¹. Actuellement, les propriétaires de ces mines ne font rien. Nous nous sommes laissés dire que, vers 1906, des compagnies du sud des États-Unis avaient fait faire à dessein des relevés inexacts. On plaçait, dans les trous des foreuses, des charges trop fortes de nitroglycérine pour que l'huile pénétrât plus avant dans le sol au lieu d'en jaillir. Ces bruits courent la Gaspésie, paraît-il. Grâce à cette mesure, nous allons savoir exactement la valeur de ces sources pétrolières, si elles existent enfin. Encore une fois, je félicite le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries de cette initiative qui ne manquera pas d'être appréciée de tout Gaspé-Sud.

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Toute personne nommée en vertu de l'article précédent peut, entre huit heures du matin et huit heures du soir, tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés, pénétrer sur tout terrain pour y faire des recherches et obtenir des renseignements; examiner les puits, excavations et autres travaux miniers; apporter sur les lieux l'outillage qu'elle juge nécessaire pour ses recherches ou se servir de celui qui s'y trouve; entrer dans tout bâtiment servant à l'exploitation d'une source pétrolière; prendre dans tel bâtiment ou ailleurs tout échantillon dont elle peut avoir besoin pour fins d'analyse ou d'évaluation d'une source pétrolière."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le bill dit que le ministre peut aider à la mise en œuvre et au développement de ces sources. En permettant à des personnes de pénétrer sur tous les terrains pour faire leurs recherches, on s'expose à causer des dommages à des particuliers, et il n'y a rien dans la loi qui dit

que l'on va indemniser ceux qui seront affectés par ces travaux. Lorsque l'honorable premier ministre était chef de l'opposition, il protestait si le gouvernement ne payait pas les dommages que ses lois pouvaient causer.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La remarque du chef de l'opposition est bien fondée. Il ne s'agit pas d'entrer sur les terrains privés des petits propriétaires, mais surtout sur les concessions minières accordées en 1868. Les concessions de 1868 ne donnaient pas le droit de propriété. En autant que ces concessions sont concernées, il n'y a aucun dommage possible.

Quant aux autres concessions postérieures à celles-là, si nous causons des dommages, nous paierons une indemnité qui ne sera pourtant que très faible. Si le chef de l'opposition désire que nous amendions la loi dans ce sens, nous sommes prêts à le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suggère de mettre un tel amendement, car ce serait injuste pour les particuliers. Il me semble que c'est dans l'intérêt du gouvernement et de toute la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a bien changé. L'ancien régime était pourtant moins soucieux des intérêts des particuliers. Il y a au moins 50 lois passées sous l'ancien régime et qui sont beaucoup moins sévères pour le paiement des dommages. Pour ne donner qu'un exemple, je ne parlerai que de la loi qui permettait au ministre des Terres et Forêts de faire des chemins en pleine forêt, sur des terrains concédés, sans payer un sou. On ne remettait même pas les droits de coupe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'était pas sur son terrain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était sur un terrain concédé par la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce sont les droits de coupe qui sont concédés et non pas les terrains.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la même chose dans le cas des mines qui appartiennent à la province. Tous les terrains sont concédés avec une réserve des droits de mine. Nous allons commencer et, s'il se présente des dommages, nous les paierons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un principe étrange que d'envahir la propriété privée. Le bill devrait contenir une clause relative aux dommages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'il s'est agi d'étudier la question au Conseil exécutif, le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) nous a soumis un projet qui comportait la clause que le chef de l'opposition demande actuellement. Nous l'avons félicité, car c'était dans les idées de l'Union nationale d'avoir ainsi songé à protéger les droits des particuliers. Cependant, j'ai suggéré à l'honorable ministre de retirer cet article de sa loi, pour que nous convertissions l'opposition à notre idée.

Maintenant que nous avons contribué à la conversion de l'opposition pour lui faire admettre le respect de ces droits, nous allons rétablir la clause comme dans le projet initial. Nous allons ajouter à la fin de l'article 4 les mots, "sauf de payer les dommages réels s'il y a lieu".

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une façon habile de se tirer d'un mauvais pas. Je félicite le premier ministre de sa souplesse. Le premier ministre est très souple, il n'y a pas à dire.

(Rires)

On admettra cependant que l'opposition est quelquefois utile à quelque chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne devrait pas oublier qu'il a dit que, s'il parlait comme ça, c'est parce que le premier ministre le lui a suggéré.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Dans le bill que nous présentons, je tiens à signaler que nous faisons exclusion, pour ce travail, des dimanches et des jours fériés.

Le chef de l'opposition pourra constater que nous introduisons ici le principe du respect dominical. Je sais qu'il admettra que c'est un bon pas et qu'il approuvera cette partie de la mesure du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 8, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Délai de prescription des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 40 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Emprunt de la cité de Québec pour consolider le déficit budgétaire

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 pour permettre à la cité de Québec d'emprunter, pour éviter l'imposition de taxes spéciales, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du bill est de permettre à la ville de Québec de consolider une dette de \$650,000, représentant le déficit de l'année fiscale. Cette loi est faite pour venir en aide à la ville, sans l'obliger d'imposer de nouvelles taxes. Lors de la dernière session, un projet permettant certaines mesures pour équilibrer le budget avait été présenté, mais il ne put être adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) déclare qu'il s'objecte à la nature et à la forme du bill.

M. Grégoire (Montmagny): (Applaudissements)
M. l'Orateur, je m'occupe de politique municipale depuis bientôt trois ans. Si je l'ai fait, c'est parce que la population de Québec était inquiète de la façon dont on administrait à l'Hôtel de Ville. On avait

l'impression que l'on administrait à crédit, qu'on cachait des déficits, qu'on contractait des emprunts à des taux d'intérêt exorbitants. Ces déficits n'ont jamais été consolidés. Nous avons alors décidé de prendre l'Hôtel de Ville d'assaut. Nous avons réussi partiellement, lors de l'élection de 1934.

Dès mon arrivée au pouvoir, j'ai tenté d'obtenir l'audition des livres, mais le conseil ne m'en a pas laissé la latitude. Je suis allé voir la Commission municipale et je l'ai invitée à venir voir nos livres. On est venu et, dans l'espace de trois ou quatre jours, on a trouvé un déficit de \$3,000,000. Nous avons continué l'audition et le déficit découvert actuellement est de près de \$4,000,000. Nous n'avions pas les revenus suffisants pour le combler. On nous avait dit, pendant la campagne électorale, que le déficit était de \$16,000.

Au cours de la dernière élection, nous avons fait élire un conseil qui a permis de faire l'audition générale des livres. Elle n'est pas encore terminée, et nous trouvons ce que nous croyions devoir trouver dans le temps: nous sommes en présence d'une administration qui avait une comptabilité défectueuse, d'une situation financière qui n'est guère meilleure.

C'est à compter du moment que je me suis aperçu que je n'étais pas capable de faire un nettoyage complet, sans remonter plus haut, que je me suis occupé de politique provinciale, et c'est ce qui explique ma présence ici à l'heure actuelle.

Les contribuables de Québec sont impatients de voir la ville administrée sur une base d'affaires. Nous voulons arriver à ce que nos revenus égalent nos dépenses. Nous avons actuellement une dette de \$42,000,000 sur laquelle il n'y avait pas auparavant de fonds d'amortissement. Les administrateurs d'alors empruntaient sans se soucier de rembourser, se fiant aux administrations futures pour le faire. J'ai eu l'occasion souvent de déclarer que c'était aussi dû à l'administration de la province qui prenait plusieurs des revenus qui devaient revenir aux villes, tout en leur laissant la charge des dépenses.

Parmi celles-là, il y a une question fédérale: le chômage. Au début, il n'y avait pas d'organisation et on marchait à peu près. On a fait porter à la ville de Québec toutes les dépenses qu'il était possible de lui faire porter. Par la suite, on décida que les gouvernements et le conseil municipal contribueraient pour chacun un tiers mais, par contre, toutes les dépenses d'administration furent laissées à la charge de la ville seule. Cela a représenté une somme considérable par année, entre \$60,000 et \$80,000. Cette question a laissé les finances de Québec dans un état déplorable.

Un mot des revenus. Ce n'est pas une critique au gouvernement actuel, car il n'était pas en cause. L'ancien gouvernement prenait tous les revenus, revenus des licences, revenus de la gazoline et autres. La ville de Québec, comme Montréal et contrairement aux autres villes, doit payer seule la construction et l'entretien de ses rues. Résultat: dans Québec, la plus ancienne ville du pays, qui a 300 ans d'existence, près de la moitié de nos rues ne sont pas encore pavées et nous avons \$42,000,000 de dette. Nous payons pour l'enlèvement de la neige et c'est la province qui en retire les revenus. Cela est injuste. De plus, les taxes sont mal réparties. Ce sont toujours les mêmes qui paient les taxes. Celui qui gagne \$12,000 paie le même montant que le petit salarié.

Pour ce qui est du chômage, nous payons le tiers. Mais Québec paie les frais des emprunts. Dans le passé, les comptes étaient toujours payés en retard par le gouvernement. Je ne fais aucun blâme à l'administration actuelle, car la situation s'est améliorée avec elle. Dès que nos comptes sont prêts, ils sont payés.

(Applaudissements à droite)

Comme le disait l'honorable premier ministre avec raison, en parlant du bill de Lachine, le crédit municipal est à la base du crédit provincial. Notre crédit est bon, mais je dis que notre situation peut le mettre en danger. Nous sommes très anxieux de l'améliorer. Je comprends que nous sommes en session d'urgence, et que le gouvernement veut nous aider, mais on ne peut exiger de lui que tout soit fait dès le début. Mais, je le répète, les contribuables de Québec sont anxieux de voir leur cas se régler.

Nous payons, en intérêt et en fonds d'amortissement, à peu près les deux tiers des revenus de la ville. Nous ne pouvons ajuster nos finances avec les taxes actuelles. Nous coulons à pic. Nous sommes taxés et surtaxés. Nous avons vu un remède qui peut être trouvé radical: la conversion de la dette. Nous entendons par là rembourser le pair des obligations avec l'intérêt accru. On peut parler de contrat, mais je ne suis pas sûr qu'il y ait contrat. Je demande s'il vaut mieux laisser continuer cette situation qui met en danger le capital même des obligations, ou essayer de sauver non seulement le capital, mais une partie de l'intérêt. Je me suis fait un devoir de traiter cette question en Chambre, même si elle ne doit pas être étudiée à cette session. Nous reviendrons sûrement à la prochaine session.

Hier, la Chambre a passé un bill pour suspendre une partie des intérêts. Cela ne soulage pas le débiteur. On lui enlève un poids au cou et on le lui attache aux pieds.

Nous avons le pouvoir d'emprunter dans la proportion de 50 % des taxes à percevoir; Montréal a 100 %. Je crois que c'est trop parce que toutes les taxes ne peuvent être perçues. Nous demandons 80 %. Nous voulons imputer le paiement qui est fait à l'arrérage le plus éloigné.

Une autre question est extrêmement importante pour nous: la question du fonds de pension. Nous avons un fonds de pension défoncé depuis longtemps. Le fonds devrait avoir un capital de \$800,000. Il avait \$180,000, disait-on, mais lorsque les actuaires ont fait enquête, ils ont découvert que le fonds n'était que de \$80,000.

Les employés avaient à déposer le moins possible, et ils retiraient les plus grosses pensions. Ainsi, un employé qui aurait payé \$2,000 aurait retiré une pension de \$4,000 après 20 ans. Nous ne voulons pas mettre fin au fonds de pension, mais nous voulons améliorer le système et dégager la responsabilité de la ville.

Nous voulons que la ville verse plus et que les employés versent plus également, pour avoir un fonds raisonnable.

Il est une autre question, celle du contrat intervenu entre la ville de Québec et le Quebec Power en décembre 1933, pour l'éclairage des rues de la ville, un mois et demi ou deux mois avant les élections. Ces gens qui allaient quitter la place ont engagé la ville pour dix ans, alors que le contrat en cours était encore bon pour deux ans¹³.

Nous venons de plus d'avoir un rapport d'ingénieurs compétents qui nous ont dit que la ville de Québec était exploitée, que les citoyens perdaient des milliers de dollars par année avec l'électricité. La population de Québec paie des taux d'électricité exorbitants. Nous sommes venus ici pour faire annuler ce contrat, mais nous n'y avons pas réussi. Inutile de dire que cette question est urgente. Si nous mettons de l'ordre dans toutes ces questions, nous pourrions boucler notre budget...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je ne veux pas interrompre le maire de Québec, mais il fait référence au bill général qui concerne Québec. De plus, puis-je faire remarquer que le projet de loi présenté devant la Chambre n'est qu'un simple bill d'urgence pour aider la ville en lui permettant de négocier un emprunt temporaire.

Mais nous avons devant nous un bill qui parle de certaines choses, et il me semble que les règlements nous obligent à nous en tenir là. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on parle de ceci, mais voici la situation.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et celui de Bellechasse (M. Boiteau) ont été les premiers à venir trouver le gouvernement au sujet de la ville de Québec. Nous avons dit que nous étions prêts à régler les questions urgentes de la ville de Québec. Subséquemment, le maire de Québec est venu avec M. Barry me rencontrer. Nous avons invité les échevins Bertrand et Boiteau. Le député de Saint-Sauveur seul a pu venir. Nous avons discuté toutes ces questions. J'ai dit que nous faisons une session d'urgence et que nous étions prêts à étudier toutes les questions urgentes.

J'ai dit que nous étions prêts à présenter une loi qui ne coûterait rien à la ville de Québec. Le maire a parlé de la conversion de la dette, de fonds de pension, de contrat d'électricité. J'ai répondu que nous ne pouvions prendre que les questions les plus urgentes. Le maire parle aujourd'hui d'emprunter jusqu'à 80 % des arrérages de taxes et du contrat du Québec Power. Nous lui avons dit que nous ne pouvions pas faire un nouveau bill à ce moment.

J'ai même dit: "Pensez-y comme il faut, M. le maire. Ça n'embêtera pas le gouvernement, car le gouvernement est prêt à vous donner ce que vous désirez, pas un sou de plus, pas un sou de moins, si vous le demandez." Si nous faisons exception pour Québec à ce stade de la procédure, et que nous considérons les questions autres que les questions urgentes, il nous faudra faire la même chose pour Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi et les autres villes, et nous siégerons encore en mars. Je demande que l'on s'en tienne au bill, car nous ne pourrions en finir¹⁴.

M. Grégoire (Montmagny): J'ai tenu à mettre devant la Chambre quelques faits pour expliquer les demandes de la cité de Québec. Je vais m'en tenir au bill. Nous avons étudié sérieusement tous les articles. Je n'ai pas l'intention de créer des embarras au gouvernement, ni dans cette mesure, ni dans les autres. Nous savons qu'il a de nombreux problèmes à régler. Nous allons au contraire l'aider dans la mesure de nos forces.

(Applaudissements)

Nous demandons donc \$650,000, pour placer la ville sur une base d'affaires et administrer en dedans de nos moyens. Nous sommes reconnaissants du fait que l'on nous permette d'emprunter \$150,000, sans qu'il nous en coûte. Mais nous sommes anxieux de mettre fin aux emprunts et à l'accumulation de la dette. Je n'insiste pas davantage. Je sais qu'il s'agit d'une session d'urgence. Mais je ne pouvais pas ne pas mettre ces questions devant la Chambre.

(Applaudissements)

La motion portant deuxième lecture du bill 38 est adoptée. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁵:

M. Hamel (Québec-Centre): Si je comprends bien la situation, les mesures que la ville de Québec avait insérées dans son bill, à l'effet d'obtenir le pouvoir de convertir sa dette, de résilier le contrat de décembre 1935 et de municipaliser son électricité, ne sont pas des mesures d'urgence et il vaut mieux les retarder à la prochaine session. Ça aurait permis à la ville d'économiser \$1,000,000, et on nous dit que ce n'est pas une question d'urgence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, quand la session a été convoquée, j'ai cru être clair. Nous sommes à la tête de la province pour remplacer un régime de 40 ans. Il nous faut non seulement défaire ce qui a été mal fait depuis 40 ans, mais il nous faut aussi refaire. Nous avons à faire face à des problèmes complexes, multiples, difficiles et nombreux.

Nous avons fait une session d'urgence dont l'objet principal est de voter le budget et de mettre en force certaines mesures d'une grande portée sociale. Nous avons même fait beaucoup plus. Nous avons économisé à la province deux millions par année au bas mot. Nous avons fait avec Ottawa une convention relative au chômage, et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a pu mettre à l'œuvre des milliers d'hommes. Nous avons obtenu un emprunt pour faire face à des besoins urgents et dans des conditions singulièrement avantageuses. Nous avons assuré un salaire raisonnable aux bûcherons. Et nous avons posé des actes qui ne sont pas connus, mais dont la portée apparaîtra comme considérable dans un avenir très prochain. Nous avons fait un travail considérable, sans vantardise.

Nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas traiter Québec autrement que les autres villes. Nous voulons donner pleine justice à Québec. Nous considérons que Québec est la capitale et le berceau de la province. Je l'ai déjà dit, je veux que Québec devienne la plus belle ville du Canada...

(Applaudissements)

... que Montréal garde son titre de métropole...

(Applaudissements)

... et que Trois-Rivières conserve toujours l'avantage d'être représentée par le meilleur député à la Législature. Mais nous avons des problèmes très compliqués à résoudre. Somme toute, nous voulons justice pour tous. Il n'y a pas que le bill de Québec qui soulève des questions d'une portée considérable. Si nous voulons étudier tout de suite le bill de Québec, il faudra étudier également ceux des autres villes. Nous avons été assermentés le 26 août. Il faudra continuer nos pourparlers avec l'Ontario, plus tard avec Ottawa, sur les importants problèmes de finance et de baisse du taux d'intérêt. L'entrevue que nous avons eue avec M. Hepburn¹⁶ et la Conférence d'Ottawa ont soulevé des problèmes qui sont aussi importants que les problèmes locaux.

(En souriant) M. le président, il faut toujours être raisonnable, et je dirai sans malice qu'il faut être de bonne foi. Nous sommes des êtres humains. Si je pouvais connaître un homme extraordinaire qui serait capable d'aller plus vite que tout le monde, je serais heureux de lui donner ma place, mais je veux être bien compris: je suis prêt à donner ma place, non pas à un homme qui pense qu'il est comme cela, mais qui est réellement comme ça¹⁷.

Nous faisons actuellement beaucoup pour la ville. Nous lui exemptons des frais d'impression considérables, des honoraires, etc., et cela, sans qu'il lui en coûte un sou. Quand la ville de Québec présentera son bill, je dirai mon opinion sans crainte. Je n'ai jamais peur de donner mon opinion et je prendrai des attitudes tranchées et claires. J'en prends toujours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour les attitudes tranchées? Je suis surpris d'apprendre cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne m'étonne pas que le député de Rivière-du-Loup soit surpris, parce que, sous le régime dont il faisait partie, il ne s'est jamais pris d'attitudes tranchées. On se contentait de chercher des retranchements derrière lesquels se cacher pour exploiter et mieux piller la province.

(Rires)

Nous donnons à Québec le pouvoir d'emprunter sans imposer de nouvelles taxes. C'est plus qu'une planche de salut et, malgré les abus des anciennes administrations, il y aura moyen de faire voguer à bon port le navire municipal jusqu'à la nouvelle session, pourvu que le pilote ne fasse pas trop d'écarts.

M. Grégoire (Montmagny): La population de Québec a confiance en son pilote et elle l'a prouvé il n'y a pas encore très longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment. Mais le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et le député de Bellechasse (M. Boiteau) ont beaucoup contribué à lui donner cette confiance. Je suis certain qu'avec leur collaboration, le pilote pourra conduire le navire à bon port.

Nous faisons beaucoup pour Québec. Tout ce que nous accordons aujourd'hui ne lui coûte rien. Avec un bill privé, il aurait fallu payer les frais d'impression, les avis dans les journaux et les honoraires. J'ai déjà parlé d'un fonds d'embellissement. Il y a bien des choses qui devront être faites plus tard mais, pour le présent, nous allons améliorer les conditions. (En riant) J'ai toujours compris que le meilleur moyen d'aller vite, c'est de ne pas nuire au chauffeur, de ne pas le faire regarder en arrière et de ne pas aller se poser sur le radiateur en avant de lui.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Kamouraska): M. le président, je crois que l'honorable premier ministre a donné des explications satisfaisantes sur le projet amendant la charte de la cité de Québec. Il dit qu'il aime les attitudes tranchées. Je suis heureux d'entendre cette déclaration et je lui souhaite de toujours donner de ces attitudes dans la bonne humeur. Mais, s'il les aime pour lui-même, il permettra sans doute à d'autres députés d'en prendre et d'exprimer des opinions tout aussi plausibles que les siennes. J'admets qu'on peut exprimer une opinion contraire et la discuter le sourire aux lèvres.

Je crois qu'on peut toujours être fidèle à un parti politique, tout en exprimant une opinion personnelle, sans qu'on nous accuse de mauvaise foi ou de déception. Je suis heureux que le premier ministre endure des expressions d'opinions personnelles, le sourire aux lèvres, et d'ailleurs elles ne sont pas aussi différentes que cela des siennes¹⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Je suis heureux de voir que, quand le député de Kamouraska exprime des idées différentes, il les considère comme légères.

(Rires et applaudissements de la Chambre)

M. Hamel (Québec-Centre): M. le président, on nous dit que le présent bill ne coûte rien à la ville

de Québec. La dette de \$42,000,000 porte toujours un intérêt à 4 %, alors que nous pourrions ne payer que 3 %. Et, d'ici la session de janvier, nous débourserez plusieurs milliers de piastres de trop pour le trust de l'électricité. En matant ce trust, nous aurions pu économiser de \$400,000 à \$600,000. Mais je veux être de bon compte. Si l'on nous donne l'assurance que nos mesures seront adoptées dans trois mois, soit à la session de janvier, je serai parfaitement satisfait. S'il nous dit qu'en janvier tout cela sera réglé, très bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ferai d'abord remarquer que je n'ai pas parlé d'une session qui commencerait en janvier. Après la présente session, j'ai bien l'intention de prendre des vacances prolongées et, puisque ce sont mes premières vacances depuis trois ans, je pense que je les ai bien méritées. J'ai besoin de repos. Nous avons encore beaucoup d'ouvrage à faire entre les deux sessions et je ne crois pas que nous puissions convoquer une nouvelle session avant février.

Maintenant, je dis que ce n'est pas un privilège pour une ville que de demander à la Législature tout ce qu'elle veut lui demander, c'est un droit. Et nous accorderons encore plus qu'elle ne demande, pourvu que l'on reste dans les limites de la justice.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce n'est pas compromettant. Qu'est-ce que vous nous accordez?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Centre veut absolument m'arracher des déclarations, et il veut connaître mon opinion au sujet de la conversion des dettes. Je n'ai rien à refuser à l'honorable député de Québec-Centre.

Je la lui donne de façon franche. En ce qui me concerne, je suis contre la conversion forcée des dettes, car une conversion forcée n'est pas une conversion, mais une commotion que l'on projette. Je suis contre de A à Z. Cette façon de procéder détruira non seulement le crédit de la province, mais la province elle-même.

Plusieurs sont d'accord avec moi à cet égard. Je ne dis pas que les intérêts payés par la ville de Québec ne sont pas exorbitants. Mais ce sont des intérêts légaux, acceptés par les parties contractantes. Il y a certainement moyen de faire comprendre aux prêteurs que le capital humain doit primer le capital-argent, que, dans les circonstances actuelles,

il y a des améliorations à apporter et qu'il y a moyen d'arriver au même résultat sans commotion.

Dans la majorité de ceux qui ont des doutes, et ils sont peut-être nombreux parmi les ministériels, ceux qui doutent, il est si humain de douter - car ils sont un peu comme l'apôtre, leurs doutes n'ont pas encore été sanctifiés - ceux-là seront surpris de voir tout ce que nous avons fait en si peu de temps sans casser les vitres, sans commotion, sans révolution, mais avec de la pondération. Je suis de ceux qui croient que la pondération est le facteur le plus certain des succès durables. La commotion est comme le sable que le vent souffle de l'est à l'ouest et du nord au sud, au gré des préjugés trop enracinés.

Nous croyons toujours que la politique de l'Union nationale est la meilleure qui soit, et nous voulons exécuter notre programme de A à Z. Seulement, il nous faut du temps. Pas plus qu'un gouvernement, un homme ne vient pas au monde du jour au lendemain, excepté les amis du chef de l'opposition. Il ne faut pas oublier que l'âge de raison vient à 7 ans et la majorité à 21 ans. Il faut tenir compte des moyens que nous possédons et des problèmes qui nous confrontent. Qu'on soit large un peu, aussi large que les intérêts de la province.

Il faut qu'il y ait de la bonne volonté de tous les côtés et non pas d'un côté seulement. Nous ne voulons pas l'expropriation de la bonne volonté. Nous préférons une collaboration efficace. Très prochainement, je le répète, nous allons montrer jusqu'à quel point le gouvernement travaille pour la province. Mais qu'on nous laisse le temps. (Se tournant vers le député de Québec-Centre) Ceci dit, nous allons travailler la main dans la main, dans les meilleurs intérêts de la province.

Ces déclarations sont assez précises, je pense, pour qu'on sache où nous allons. Nous avons déjà derrière nous des réalisations fécondes et profitables accomplies en deux mois, et qui feraient l'orgueil d'un gouvernement de 15 ans.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Au cours de la dernière session, je posais exactement la même question au premier ministre d'alors. Il s'est dit opposé à la conversion des dettes. Il invoquait l'inviolabilité des contrats. Et, lorsque j'ai réfuté son argumentation, j'ai vu le chef de l'opposition d'alors applaudir à outrance. On nous laisse entendre qu'on a trouvé le moyen de mettre le trust de l'électricité à la raison. Pour notre part, nous en avons proposé un et nous considérons que c'est le seul efficace. Si le chef du gouvernement en a trouvé un meilleur, tant mieux.

Seulement, qu'il regarde ce qui vient de se produire tout près de nous, de l'autre côté de la frontière. Je rappelle ici qu'il y a eu des élections aux États-Unis hier, et le président Roosevelt a été réélu par la plus forte majorité qu'il ait été donné à un homme d'avoir depuis des siècles, parce qu'il a su se tenir debout et qu'il a combattu le trust de l'électricité, au moyen de la municipalisation et de la nationalisation des pouvoirs d'eau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce discours vous prouve jusqu'à quel point il ne sert à rien de tendre des rameaux d'olivier. Évidemment, nous sommes dans une saison où bientôt la végétation sera recouverte de neige étincelante, et les seuls rameaux que l'on trouvera brûleront à la chaleur d'un courant électrique venu on ne sait d'où sans raison.

(Levant le ton) Il n'y a pas un trust, si puissant soit-il, pas un député, si puissant soit-il, qui puisse nous empêcher d'adopter les attitudes que nous croyons les meilleures. Je n'ai pas peur de me prononcer sur certaines situations, quand le temps en est venu.

J'ai dit que j'étais en faveur de la conversion volontaire et que j'étais contre la conversion forcée des dettes. Ce serait ruiner la province. Je ne suis pas seul à penser cela.

M. Hamel (Québec-Centre): Non, tous les capitalistes le pensent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Centre dit que les capitalistes pensent comme moi. Je demande à la Chambre d'être témoin de cette parole. La Chambre voit combien nous sommes doux et patients, et combien cela ne sert à rien.

Je dirai une chose au député: les bonnes intentions ne valent pas grand-chose, sans la bonne foi, et les mauvaises intentions sont comme les pièces d'argent: pour en prêter aux autres, il faut en avoir soi-même.

M. Hamel (Québec-Centre): Il n'est pas parlementaire de mettre en doute la bonne foi de ses adversaires, encore moins celle de ses amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Au président du comité plénier) Très bien, continuons l'étude du bill de Québec.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Nous pourrions amender le bill pour obtenir d'emprunter jusqu'à concurrence de 80 % des arrérages de taxes, au lieu de 50 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'approuve cet amendement.

Le comité étudie le nouvel article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 328 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en remplaçant le mot "cinquante", dans la neuvième ligne, par le mot "quatre-vingts"."

Le nouvel article 5 est adopté.

M. Boiteau (Bellechasse) propose un autre amendement dont l'effet sera de donner au contribuable le pouvoir d'attribuer le montant qu'il verse à la ville, au paiement des plus vieux arrérages de taxes. Autrefois, le conseil avait le pouvoir d'attribuer ce montant aux derniers arrérages.

Le comité étudie le nouvel article 6 qui se lit comme suit:

"6. Ladite loi 19 George V, chapitre 95 est modifiée en y ajoutant, après l'article 274, le suivant:

"274a. Nonobstant l'article 1158 du Code civil et l'indication par le débiteur de la cotisation, la taxe, le droit ou la redevance municipale quelconque qu'il entend payer à la corporation, celle-ci peut imputer le paiement sur la plus ancienne cotisation, taxe, droit ou redevance municipale due et de même nature et de même genre et affectant les mêmes biens immobiliers que celle pour laquelle le paiement est offert."

Le nouvel article 6 est adopté.

Le comité étudie le nouvel article 7 qui se lit comme suit:

7. Durant les six mois à compter du premier novembre 1936, nulle action en recouvrement de pension ne peut être intentée contre la cité de Québec par une personne mise à la pension.

Durant cette même période de temps la prescription cesse de courir à l'égard d'une telle réclamation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à une personne mise à sa pension alors qu'elle était membre du corps de police ou de constables de la cité, ou membre de sa brigade de pompiers.

L'article 7 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté¹⁹.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je demande l'ajournement de la Chambre.

Je veux permettre à la Chambre d'aller entendre le jeune pianiste de sept ans, André Mathieu, un prodige, qui doit jouer à 6 heures moins le quart au café du Parlement. Le Conseil exécutif a eu des rapports si élogieux à son sujet qu'il a jugé de lui donner une bourse d'étude.

La Chambre siégera à 8 h 30 dans la soirée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce qu'on étudiera alors?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On commencera l'étude de la loi électorale, qui est volumineuse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'est pas nécessaire de faire une séance du soir pour cela. Demain sera assez vite. Aujourd'hui, nous avons tout nettoyé l'ordre du jour. Nous commençons dans l'avant-midi de bonne heure...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En riant et en levant les bras au ciel) C'est bien difficile de refuser au chef de l'opposition.

(Rires et applaudissements)

Appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), je propose donc que la Chambre s'ajourne à demain après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 45²⁰.

NOTES

1. *L'Événement* du 5 novembre 1936, à la page 3, nous apprend que "presque toute la séance de la Chambre, hier après-midi, a été filmée par un amateur. Le cinéaste, qui avait un instrument portable, avait pris place dans la galerie de l'Orateur. Il filma le premier ministre, le chef de l'opposition, le maire Grégoire et le Dr Hamel au moment où ils parlaient. Il filma également M. Joseph-Mignault-Paul Sauvé montant sur le trône de l'Orateur et le sergent d'armes, M. Thériault, au moment où il manœuvrait la masse."

2. *Le Soleil* du 5 novembre 1936, à la page 20, mentionne que l'honorable M. Tremblay est retenu à son bureau à ce moment.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

4. Voir note 3.

5. *Le Journal* du 5 novembre 1936, à la page 1, précise que M. Carignan est maire de Lachine.

6. *Le Montreal Daily Star* du 5 novembre 1936, à la page 11, est la seule des sources à attribuer cette phrase à M. Bastien (Berthier).

7. Voir l'article 575 du Règlement.

8. Voir l'article 576 (2) du Règlement.

9. Selon *La Presse* du 5 novembre 1936, à la page 18, si le ton vague ou aux allures de pamphlet politique dans les réponses soulève d'abord les protestations de l'opposition, "finalement, tout le monde rit de ces réponses en série et provenant, vraisemblablement, toutes de la même source", soit l'honorable M. Duplessis.

10. Voir note 3.

11. Version du *Devoir* du 5 novembre 1936, à la page 6. *Le Journal* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt "de 40 à 50 milles de l'est à l'ouest et de 15 milles du nord au sud."

12. Voir note 3.

13. M. Grégoire fait allusion à l'administration de Henri-Edgar Lavigueur, maire de Québec du 1^{er} mars

1916 au 20 février 1920, puis du 26 février 1930 au 26 janvier 1934.

14. Selon *L'Événement* du 5 novembre 1936, à la page 9, "le premier ministre avait pris sa plus belle voix, et en parlant, il se tournait sans cesse vers M. Grégoire. La Chambre ne l'avait jamais vu s'exprimer d'une manière aussi aimable. Il souriait, comme aux plus beaux jours. M. Grégoire ne voulut pas être en reste d'amabilité", dans sa réplique au premier ministre.

15. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

16. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

17. Selon *Le Soleil* du 5 novembre 1936, à la page 18, M. Duplessis regarde M. Hamel en riant, lorsqu'il prononce cette phrase.

18. M. Chaloult fait allusion à la séance de la veille où, à l'occasion d'une confrontation entre l'honorable M. Duplessis et M. Hamel, le premier accusa le second de mauvaise foi et de faire des commentaires inspirés par la déception.

19. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 5 novembre 1936, à la page 12, le débat sur cette loi a duré près de deux heures.

20. Heure de *L'Action catholique* du 5 novembre 1936, à la page 3. *Le Quotidien de Lévis* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 5 h 30.

Première séance du jeudi 5 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif

Le 4 novembre 1936

Résolu qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif, au cours de la présente session.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Employés aux travaux de construction
d'un embranchement du Canadien National**

M. Lesage (Abitibi): M. l'Orateur, avant que nous passions à l'ordre du jour, je désirerais attirer l'attention de cette Chambre sur certains faits que je viens de constater dans mon comté. L'on sait que le Canadien National est actuellement à construire un embranchement qui va de Rouyn à Senneterre.

Je tiens à protester contre le fait qu'il n'y a pas un seul expert de la province employé à ces travaux. Ce sont tous des étrangers, et on n'a même pas jugé bon d'avoir sur les lieux un ingénieur, ni canadien-français, ni canadien-anglais ou autre demeurant dans la province, qui travaille sur ce chantier.

J'attire l'attention du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) et du ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) afin que, quand ils seront appelés à considérer certaines demandes des contracteurs pour des travaux de ce genre, ils fassent accorder la préférence aux ingénieurs de la province et aux gens de mon comté.

C'est une simple question de justice, si nous ne voulons pas rester des porteurs d'eau et des scieurs de bois. De plus, nous avons également à nous plaindre du service du Canadien National dans l'Abitibi, service que nous ne trouvons aucunement efficace. Personne n'ignore que le réseau du Canadien National, de Rouyn à Cochrane, est l'un des plus payants pour les chemins de fer nationaux. Je demande donc aussi que l'on fournisse un service plus adéquat dans cette partie du Québec.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La construction d'un embranchement du Canadien National entre Val-d'Or et l'Abitibi, dont l'honorable député de l'Abitibi a parlé, relève exclusivement du domaine fédéral. Je pense que l'honorable député ne l'ignore pas, non plus que personne dans cette Chambre. Il serait délicat pour la province d'intervenir dans cette question qui n'est pas de son ressort.

Toutefois, s'il est possible de faire délicatement certaines recommandations aux autorités concernées, nous les ferons avec plaisir et empressement. En autant que nous pourrons le faire, nous essaierons d'obtenir justice pour les gens de la province.

Élection des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Adopté.

En comité¹:

Les articles 1 à 9 sont adoptés².

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Outre les devoirs que la présente loi lui impose, le secrétaire de la chancellerie a la surveillance générale de la mise à exécution de cette loi en ce qui concerne la confection des listes électorales. S. R., chapitre 4, article 6a; 22 George V, chapitre 19, article 2."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article de la nouvelle loi est très important, puisqu'il a pour objet d'empêcher les parjures en série, comme ils se pratiquaient auparavant.

Sous l'ancien régime, les parjures étaient à l'ordre du jour, et à Montréal, les amis de cet ancien régime ont payé des individus par centaines pour fausser les listes.

Le gouvernement actuel intervient pour empêcher ces manœuvres, et il constate que même les hommes nouveaux de l'ancien régime n'avaient rien fait pour éviter cela, parce que l'ancien gouvernement bénéficiait des parjures.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je suis heureux d'approuver ce que le gouvernement fera pour améliorer et simplifier la loi électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que les dispositions que nous prenons n'intéressent qu'un seul membre de l'opposition et que l'ancien procureur général³ n'est pas intéressé à ce que nous arrêtons les parjures.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je suis foncièrement intéressé à la nouvelle loi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est au procureur général qu'il appartient de faire arrêter les parjures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais il n'a pas le pouvoir de changer les lois qui ont favorisé ces offenses, sans présenter cette législation.

L'ancien régime avait établi des lois qui comportaient des délais si courts qu'il n'y avait pas moyen de poursuivre les coupables.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela ne regarde pas les offenses en vertu du Code criminel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour établir le parjure, il faut des documents. Comme l'ancien procureur général est parti avec eux, il est difficile de faire la preuve.

M. Bastien (Berthier): Je crois que le premier ministre ne donne pas les véritables explications. La confection des listes est laissée à des agents qui sont payés pour recruter les noms de ceux qui ont le droit d'être sur les listes. Le premier ministre a déclaré que l'ancien gouvernement s'employait à multiplier les parjures. C'est inexact. Nous avons fait arrêter nous-mêmes des individus de ce calibre. Ce n'est pas le gouvernement qui payait ces gens-là, mais c'étaient des particuliers qui avaient en main les listes des candidats.

Le gouvernement n'a jamais payé qui que ce soit pour faire fausser les listes électorales. On ne sait pas qui ajoutait ces faux noms. C'étaient peut-être des bleus... C'était M. Albert McCaughan qui avait charge des listes officielles, et M. McCaughan est un honnête homme. Le premier ministre a soufflé cette affaire, car le gouvernement n'a donné aucun argent à cette fin. Ce sont les gens des candidats qui essayaient de faire mettre des noms sur les listes, et souvent, ce n'était pas la faute du candidat lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Berthier (M. Bastien) est pour le moins naïf. Non seulement l'ancien gouvernement a payé pour faire faire de fausses listes, mais il est allé encore plus loin. Il a utilisé à cette fin des employés payés par la province.

Ainsi, par exemple, dans Montréal, des membres de la police provinciale portaient en automobile le jour de la votation. Sur la banquette d'avant, il y avait le chauffeur qui était un homme de la police provinciale payé par le gouvernement et un détective également payé avec l'argent du peuple. Sur la banquette d'arrière, il y avait deux télégraphes⁴.

Ces gens allaient faire le tour des polls et, quand la police municipale venait pour arrêter les deux individus, les hommes de la police provinciale sortaient de leur poche un mandat signé en blanc et disaient qu'ils allaient arrêter ces deux télégraphes. Au prochain coin, ils recommençaient ensemble la même manœuvre. Ce sont des abus de ce genre que nous voulons faire cesser.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre contourne habilement la question. Nous étions à parler de la confection des listes électorales, et il est rendu à la votation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est important la votation!
(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): C'est important, mais qu'on ne change pas le terrain de la discussion. Toujours est-il que le premier ministre, de sa voix la plus douce...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Sa voix, sa voix⁵!
(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Le chef du gouvernement disait tantôt: "Il y a eu des parjures par centaines." Tout cela n'existait que dans l'imagination du chef du gouvernement...

(Protestations à droite)

Je n'ai jamais eu connaissance qu'on ait porté plainte avant l'an dernier. Les anciens amis du gouvernement, les conservateurs, n'allaient pas même surveiller la confection des listes, et ce sont Paul Gouin et les jeunes de l'Action libérale nationale⁶ qui ont commencé ce mouvement pour surveiller cette formalité.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Où étiez-vous dans ce temps-là?

M. Bastien (Berthier): J'étais libéral alors, mais il est difficile de savoir où était le député de Montréal-Dorion lui-même, car il a passé par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Il a été rouge, bleu et nationaliste⁷.

(Protestations à droite)

M. le président: À l'ordre, messieurs.

M. Bastien (Berthier): Le chef du gouvernement a fait une tempête avec des choses insignifiantes. Je suis dans la politique depuis 1927.

(Protestations à droite)

M. le président rappelle le comité à l'ordre.

M. Bastien (Berthier): L'on va commencer à crier au parjure. C'est de la politique que le premier ministre fait. Pour en revenir à la première question, je dis que c'est le devoir du procureur général de faire arrêter les parjures qu'il dit connaître. Il est procureur général maintenant, et il ne le fait pas.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
(Applaudissements) M. le président, au moins, si nous ne connaissions pas le petit nombre des rescapés du naufrage du 17 août dernier que nous avons devant nous, nous serions peut-être enclins à

écouter cette voix isolée de Berthier qui vient de se faire entendre. Mon honorable ami le député de Berthier semble vouloir dire, de son siège, que le premier ministre dénature les faits pour crier au scandale.

Je voudrais qu'il cite ici une seule action du premier ministre actuel qui soit de nature à démontrer qu'il a recours aux manœuvres politiques de l'ancien régime. Heureusement nous avons devant nous un homme intègre, un homme digne, un homme honnête à la tête du parti.

(Applaudissements à droite)

Personne ne peut toucher au premier ministre, pas même les restants du vieux régime pourri. On veut être respecté et on lance sournoisement l'injure. Je n'ai pas souvent participé aux débats cette année, mais il y a assez longtemps que l'opposition semble vouloir jeter sur les épaules du premier ministre le péché commis par elle: le parjure en série que vous avez payé, messieurs de la gauche, de vos deniers, si ce n'est pas des deniers de la province. Qu'on ne soit pas surpris de se faire répondre.

On va constater à qui on a affaire ici. Par exemple, je vois le député de Verchères (M. Messier) qui sourit. Il peut rire, c'est tout ce qu'il est capable de faire, et il ne comprendra jamais rien. À Montréal, on a poussé l'audace jusqu'à changer le sexe féminin en sexe masculin. Quand on parle des manœuvres électorales, le député de Berthier en connaît quelque chose...

M. Bastien (Berthier): Pardon, M. le président!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Pas de pardon pour le député de Berthier, qu'il aille se faire pardonner par ses électeurs. J'ajoute, de plus, que l'instrument de ces parjures était, jusqu'à ces jours derniers, un fonctionnaire du gouvernement payé à même les deniers du département du Travail.

M. Bastien (Berthier): Qui est-ce? Nommez-le donc!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Vous le connaissez. C'est un brailard comme vous autres.

(Rires et applaudissements)

L'opposition a dit que nous nous étions servis de la guillotine. Nous aurions pu faire une publicité ouverte sur le dossier des gens que nous avons renvoyés. Ils ont commis des actions qu'ils savaient être mauvaises, et, par délicatesse, nous n'avons fait aucune publicité dans leur cas. Nous n'avons pas

voulu détruire ces fonctionnaires vis-à-vis de l'opinion publique. Les autres n'ont pas été inquiétés.

Si l'opposition veut continuer sa politique plaintive, au lieu de collaborer avec nous comme elle l'a dit au début, qu'elle le dise et nous verrons où sont ceux qui veulent franchement travailler. Tout ce que nous demandons à l'opposition, c'est sa collaboration. Nous voulons une coopération franche et loyale, ainsi qu'une critique franche et honnête. Si elle la refuse, nous nous en passerons.

Ce que le député vient de dire n'est pas digne de lui. On dit ensuite: "S'il y a eu un si grand nombre de parjures, comment se fait-il que nous avons été battus?" C'est parce que l'opinion publique était éclairée. La population a fait son devoir, et il n'est pas possible de dire que les électeurs étaient tous erronés, et non éclairés. Les électeurs se sont révoltés et, malgré les milliers de parjures et de faux noms, ont réussi à exprimer leur volonté. Tous, ils se sont tenus debout comme un seul homme et ils ont dit: "Vous ne passerez pas." La population, forte dans son énergie et unie dans sa collectivité, a voulu s'en tenir aux faits de la situation. Combien le député de Berthier a-t-il payé l'officier rapporteur pour qu'il lui donne sa voix?

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Je désire relever un peu les remarques du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Je n'ai jamais dit et je n'ai jamais pensé que le chef du gouvernement n'était pas un homme digne, ni intègre. J'ai simplement dit que l'honorable premier ministre, pour faire de la politique, avait prétendu qu'il y avait des parjures et qu'il ne les avait pas poursuivis. Tout ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'il a l'imagination facile. Je suis en faveur d'améliorer la confection des listes, si c'est possible. Mais j'ai voulu expliquer notre point de vue. Je ne suis pas surpris que le ministre du Travail n'ait pas compris.

Je maintiens que les scandales, dont parle le premier ministre, existent surtout dans son imagination. Il peut se faire que des employés d'élections aient mal compris leur devoir. Mais ils n'étaient pas rétribués par le gouvernement. Ils étaient payés par les candidats. Souvent les listes étaient vérifiées par téléphone, et c'est une erreur. Je n'ai pas dit et je ne pense pas que le gouvernement n'est pas intègre, ni honnête. Mais je pense que le premier ministre et plusieurs de ses collègues grossissent les faits.

L'honorable ministre du Travail a employé à notre égard des termes qui ne sont pas parlementaires. Quand il était simple député, on tolérait volontiers ses excès de langage. Aujourd'hui,

je me demande si le premier ministre, qui est si digne d'habitude, trouve son collègue bien digne, et s'il aime ça qu'on lance de mauvais mots dans le "salon de la race". Je suis surpris que le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), qui est si digne d'habitude, et qui m'a rappelé à l'ordre la semaine dernière pour un léger excès de langage, n'ait pas frêmi, ni blêmi, en entendant parler son collègue.

Je ne crois pas que ce soit digne de tenir des propos comme ceux qu'il a tenus. Je ferai remarquer au ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries que de pareils excès font perdre le respect des institutions parlementaires et des ministres de la couronne. Je ne pense pas que le ministre du Travail, en parlant comme il a parlé, jette beaucoup d'éclat sur son cabinet. Ce sont là des discours qu'on peut tenir au marché à foin et dans certaines halles. Il est improprie de tenir ce discours dans ce que le premier ministre appelle lui-même le "salon de la race". C'est antiparlementaire de dire "pourri", "restant" et "braillard". Il a parlé avec beaucoup de dédain de moi.

Il trouve que je suis un "homme méprisable" et un "rescapé". Mais en 1927, il était bien pis que cela. C'était un noyé, puisqu'il avait perdu son dépôt⁸. Je lui demande, dans son propre intérêt, de ne jamais plus parler ainsi. Non seulement il salit le cabinet, mais il rend la Chambre ridicule. Maintenant, que le ministre change de langage. Franchement, il insinue encore la même chose que l'an dernier. Il veut aussi salir un ex-honnête fonctionnaire provincial, en faisant allusion à M. Édouard Fournier, ancien secrétaire de M. C.-J. Arcand⁹...

Une voix: Oui, ex-honnête.

M. Bastien (Berthier): De mon siège de député, je le défie de prouver que M. Fournier ait jamais substitué aucun nom sur les listes de Montréal.

M. Raynault (L'Assomption): Je veux rétablir certains faits. Le député de Berthier a prétendu que certains organisateurs ont pu faire des excès. Dans certains cas, des organisateurs ont fait des choses bien répréhensibles. Un résident de Maisonneuve, il y a deux ans, a entré sur les listes 300 noms; on a changé des noms de femme en noms d'homme - je n'ai pas dit changé les femmes en hommes.

M. Bastien (Berthier): Est-ce qu'ils étaient payés par le gouvernement? C'est le point en discussion.

M. Raynault (L'Assomption): Il y en a même qui ont fait de faux serments, et il y en a un qui a été engagé par le ministre du Travail¹⁰ dans le bureau du protonotaire à Montréal. Il était payé pour ce travail-là.

Ce cas indique que l'on a raison. Il est vrai qu'on ne disait à personne qu'il travaillait là. Je cite ce fait à l'honorable député de Berthier.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Dans la dernière lutte électorale, le peuple a protesté contre la façon scandaleuse dont sont conduites les élections. Pendant six mois, mon comté a été privé de député à cause de manœuvres frauduleuses. Il y avait, dans certains ministères, des employés qui étaient payés pour la confection des listes. Ces employés, non seulement ajoutaient des noms fictifs, mais ils retranchaient les noms d'électeurs véritables. Moi-même, mon nom a été retranché. À Saint-Stanislas, on a enregistré 1,800 noms fictifs.

Nous avons fait une lutte d'honnêteté, en ce sens que nous avons réclamé l'honnêteté en la pratiquant. S'il y a eu tant d'abus dans le passé, c'est parce que le gouvernement d'alors les tolérait; je dirai plus, en donnait l'exemple. Toutes nos difficultés ont leur source dans ce fait que l'ancien gouvernement cherchait à se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Les citoyens doivent se lever et protester contre les abus qui ont eu cours.

L'honorable député de Berthier (M. Bastien) s'est plaint des expressions de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Louis Veuillot¹¹ disait que, pour caractériser certains actes, il faut tremper sa plume dans le vitriol.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): M. le président, j'ai voulu interrompre l'honorable député de Berthier et il m'a répondu que j'avais passé par toutes les couleurs. J'avais cru l'autre soir que la voix de Berthier s'était tue, mais nous entendons maintenant le râle de l'agonie. Le député de Berthier est entré dans une colère rouge, mais c'est tout ce qu'il sait faire. Jamais il n'a su faire autre chose que voir rouge, penser rouge et voter rouge. Il n'a jamais pu voter sur des principes, parce que l'ancien gouvernement ne connaissait pas ça, des principes.

La politique ancienne était aveugle, étroite et partisane. Le député de Berthier ne peut pas et ne pourra jamais comprendre ça, des principes et des expressions d'opinion. La politique nationale, jamais la voix de Berthier ne comprendra cela. Quand il dit qu'en 1931 j'ai travaillé pour lui, c'est parce que j'avais de la sympathie.

J'ai cru avoir confiance dans un homme qui s'était battu pour des principes, mais au cours de la campagne, j'ai vu qu'il ne connaissait rien des principes. Je me suis vite aperçu que les principes qu'il a ramassés sur les bancs de l'école, du temps qu'il était professeur, il les a vite perdus. Il est rouge.

M. Bastien (Berthier): C'est vrai que je suis rouge, en avant de mon chef et en arrière de lui. Je ne renie jamais mes chefs.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) continue son discours sur le dos du député de Berthier.

(Applaudissements à droite et protestations à gauche)

M. Dumaine (Bagot): M. le président, je soulève un point d'ordre. Nous sommes à étudier la loi électorale. On n'a pas le droit de s'éterniser à cultiver de grands talents d'orateur sur le dos d'un député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas même un point d'ordre. Le député de Bagot a tort de se montrer jaloux parce qu'on parle du député de Berthier, au lieu de parler de lui.

(Rires)

Pourquoi veut-il être injuste pour son collègue et insinuer que parler de lui, c'est injurier toute la Chambre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait remarquer que l'on va un peu loin, d'autant plus que les députés pourront se dire tout cela plus tard: ils ont encore quatre ans devant eux¹².

M. le président: Suivant les règlements, je demanderais aux députés de s'en tenir à l'article du bill. Je dis cela pour les deux côtés de la Chambre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je me sou mets toujours aux décisions justes et raisonnables, M. le président, lorsque l'honorable député de Berthier parlait tout à l'heure de son adversaire le ministre du Travail.

M. Bastien (Berthier): Pardon encore, le ministre du Travail n'a jamais été mon adversaire. Je dirai même que c'est mon grand ami.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Alors, le député de Berthier est sur la voie de la conversion. Il

a osé dire que le ministre du Travail déshonorait le "salon de la race", selon son expression.

M. Bastien (Berthier): Dieu me garde d'avoir créé une expression pareille. C'est le premier ministre qui l'a dite l'autre jour, et, quand j'ai parlé du "salon de la race" tout à l'heure, je me suis fait un devoir de lui en accorder la paternité.

(Rires)

M. Béïque (Chambly): Avec vous autres, c'est devenu le salon de la crasse.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Ce n'est pas souiller la Chambre que d'employer des expressions fortes et vraies et bien françaises. Elles caractérisent bien le député et elles fouettent. Mieux que le fouet du député de Montréal-Laurier (M. Bertrand). J'aime mieux ça que des attaques mensongères et malveillantes...

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Dorion ne dit pas le droit de qualifier mes déclarations de mensongères et malveillantes. Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Dorion ne dit pas que les déclarations du député sont mensongères et malveillantes. Il dit qu'il sait en faire quand il le veut.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je vais le prouver.

M. Bastien (Berthier): Si nous avions le *Hansard* que l'honorable premier ministre nous a promis, il verrait ce que j'ai dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demande qu'on respecte les règlements. S'il faut recommencer la campagne électorale!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Restez assis. Parlez pour qu'on vous comprenne.

M. le président: Encore une fois, je demande que l'on s'en tienne à l'article en discussion.

Je serai obligé de rappeler à l'ordre chaque fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Lorsque j'entendais le député de Berthier insinuer que des députés de l'Union nationale ont cherché à tromper l'électorat...

M. Bastien (Berthier): Point d'ordre, je n'ai jamais dit cela.

M. le président: Aucun député n'a le droit d'imputer à un collègue des paroles qu'il nie avoir prononcées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À moins qu'il dise que la lumière est éteinte, quand elle est allumée. Il peut arriver qu'un député profite de toutes les occasions pour soulever des points d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis surpris de l'attitude du premier ministre. J'en appelle à cette Chambre. On n'a pas le droit de critiquer les décisions du président.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a-t-il encore des lubies? S' imagine-t-il qu'il a encore de l'influence ici?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste. Si on n'est pas satisfait de la décision du président, qu'on demande le vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est bien singulier. Quand nous étudions les lois, il n'est pas content, et d'autres fois, il trouve que nous allons trop lentement. La loi électorale est très importante. Nous voulons guérir les maux dont souffre la démocratie, en permettant la libre expression de la volonté des électeurs. C'est en purifiant et en bonifiant la loi électorale que nous faisons ça, et le chef de l'opposition dit que ce n'est pas important. Nous voulons donner une chance à l'électorat honnête, qui est la très grande majorité, de se prononcer librement. Si l'opposition n'a rien à dire, ce n'est pas de notre faute. De ce côté-ci de la Chambre, chacun a le droit de donner son opinion libre et logique. J'ai toujours entendu dire que du choc des idées jaillit la lumière.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) réclame une décision sur son point d'ordre.

M. le président: Je demande de nouveau que l'on s'en tienne à la question.

L' article 9 est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. Toutes les personnes du sexe masculin qui, pendant la préparation d'une liste, ont leur domicile dans les limites de la municipalité ou du territoire annexé en vertu de l'article 11 à la municipalité où cette liste se fait, ont vingt et un ans accomplis, sont sujets britanniques de naissance ou par naturalisation et ne sont frappées d'aucune des incapacités prévues par la présente loi, peuvent être inscrites sur cette liste. (Statuts refondus, chapitre 4, article 10, mod.)"

M. Tellier (Montcalm): Mais nous avons tout simplement sauté du paragraphe 10 de l'article 3 à l'article 12. Les clauses intermédiaires n'ont pas été adoptées et elles sont contentieuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Où était donc le député de Montcalm? Ces clauses ont bel et bien été adoptées.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. le président, j'ai promis aux électrices de mon comté que je réclamerais le droit de vote pour les femmes en cette Chambre. Il n'y a pas de promesses que je tiens avec plus de plaisir que celle-là, car je dois beaucoup à mes électrices de Gaspé. Je ne peux trouver de meilleur argument en faveur du suffrage féminin que la belle conférence que fit en 1934 l'honorable ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (M. Gagnon) sur le rôle social de la femme, alors qu'il était député de Dorchester au fédéral. La population est anxieuse de connaître le sort de cette mesure.

(À ce moment, deux petits pages déposent une gerbe de roses rouges sur le pupitre du député de Saint-Georges, l'honorable M. Layton)¹³

(Applaudissements de la Chambre à l'endroit de l'honorable M. Layton)

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges) salue les deux côtés de la Chambre.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je comprends que les adversaires d'hier ne soient guère désireux de donner le droit de vote à leurs compagnes. (Il demande pourquoi dépouiller les femmes du droit de

vote et parle des chevaliers d'antan protecteurs des frêles châtelaines.)

Si les femmes peuvent travailler et se consacrer au mieux-être des hommes, elles devraient avoir le droit de choisir les administrateurs de leur province. Ce droit existe dans tous les pays d'Europe, ou presque; il existe aux États-Unis, au Canada en matières fédérales, et dans d'autres provinces. Il me semble injuste que les femmes québécoises en soient privées.

Secondé par mon confrère et homonyme de Missisquoi (M. F.-A. Pouliot), j'ai l'honneur de proposer qu'on amende l'article 12 et qu'on raye de cet article les mots "de sexe masculin".

(Applaudissements)

M. Pouliot (Missisquoi): M. le président, je suis heureux de secondar cette proposition. J'ai voté pour le suffrage féminin à la dernière session, et je crois encore que, si la femme est la reine du foyer, elle devrait avoir le droit de voter. Je serais heureux de voir la femme de la province de Québec sur le même pied que la femme des autres provinces. La femme chez nous s'intéresse vivement à la politique et elle est renseignée. Pas un député n'oserait affirmer que la femme est inférieure à l'homme quant à l'intelligence, et elle a une intuition que l'homme n'a pas. Les femmes du Québec peuvent, tout aussi bien que les hommes, juger de la valeur d'un programme ou d'un parti politique. Si la femme avait droit de voter, elle n'entrerait pas plus dans la politique pour cela, mais nos lois sociales relatives à la femme donneraient lieu à moins de plaintes, et leurs interventions ajouteraient probablement à l'honnêteté des élections.

Les femmes votent au fédéral dans la province et je ne sache pas qu'elles aient négligé leur foyer pour des raisons politiques. Accorder le droit de vote aux femmes de la province est l'une des réformes les plus importantes et les plus bénéfiques qui pourraient être réalisées. Je répète que je suis heureux de secondar cette motion de l'honorable député de Gaspé-Sud (M. C.-E. Pouliot) pour que les femmes de Québec soient sur un pied d'égalité avec les femmes des autres provinces.

(Applaudissements)

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): M. le président¹⁴, l'ancien régime avait peur de donner le droit de vote aux femmes, parce qu'elles auraient voté en bloc pour une administration honnête.

(Applaudissements)

Quand on sait la vaste influence de la femme, il est injuste qu'elle soit dans une catégorie à part. Je suis très heureux d'appuyer l'amendement du député de Gaspé-Sud.

Je m'oppose fermement à ce que les femmes occupent des postes qui devraient revenir à des hommes, mais nous devons nous rappeler qu'il se trouve aujourd'hui un grand nombre de femmes qui doivent travailler pour gagner leur vie, ou soutenir celle de leurs parents ou de leurs enfants. Ces femmes méritent la même considération que les hommes. (L'honorable M. Layton passe en revue les réalisations et sacrifices illustres des femmes du Québec et du Canada pendant la Grande Guerre.)

Il ne s'agit pas d'une question de sentiments, mais d'équité et de justice. Les femmes ont dû assumer de lourds fardeaux, pendant et après la guerre. Dans bien des cas, on a fait appel à elles pour remplacer les hommes comme soutien à la famille. Dans bien des cas, elles ont entrepris des tâches qu'aucun homme ne serait prêt à assumer. Malgré cela, dans la province de Québec, on leur nie le droit de faire connaître, par le vote, leurs opinions sur les problèmes sociaux et politiques.

(L'honorable M. Layton demande de regarder dans les pays où la femme a le droit de vote, et affirme qu'il y a dans ces pays plus de paix et moins d'angoisse.)

Le vote féminin représenterait beaucoup dans une administration honnête des affaires publiques. Si 20 ans auparavant elles avaient eu le droit de vote, le Parti libéral en aurait grandement profité.

Je demande pourquoi les femmes ne voteraient pas dans la province de Québec, comme dans toutes les autres provinces du dominion, comme en Angleterre et aux États-Unis. (Hausant le ton)¹⁵ J'espère que le gouvernement actuel ne fera pas comme l'ancien gouvernement. Je demande à tous les membres de cette Chambre d'être présents, si l'on doit prendre le vote sur cette question, et d'avoir au moins le courage de voter pour ou contre, et de ne pas s'abstenir. La femme de la province de Québec mérite le droit de vote, et je demande à la Chambre de le lui accorder.

(Applaudissements)

M. Tellier (Montcalm) regrette de ne pas partager l'opinion des collègues qui l'ont précédé et déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt de la société d'accorder aux femmes le droit de vote aux élections provinciales. Je ne veux pas, dit-il, que la femme perde dans la tourmente électorale son prestige, sa dignité, et sa personnalité. Non seulement la femme veut le droit de vote, mais encore elle désire être

éligible dans la course aux honneurs parlementaires. Il est préférable que la femme reste en dehors des luttes politiques.

(Applaudissements)

La société n'a rien à gagner et beaucoup à perdre avec ce droit de vote qui consacre en même temps un droit d'éligibilité. Le rôle de la femme est trop important pour l'étendre à l'ingérence politique. Qu'elle continue de s'intéresser aux œuvres de bienfaisance, de charité et d'éducation: c'est son rôle.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): L'honorable député prétend-il que la femme de cette province est inférieure à celle des autres provinces?

(Applaudissements des députés féministes)

M. Tellier (Montcalm): Ceci n'est pas une question de supériorité ou d'infériorité, mais je soutiens qu'il n'est pas dans les attributions de la femme de remplir un rôle jusqu'ici réservé aux hommes. Nous ne demandons pas que la femme vienne ici faire notre ouvrage. C'est dans son propre intérêt que je m'oppose à cet amendement. Je ne veux pas qu'elle soit astreinte aux tracasseries d'élections et qu'elle risque d'être brisée dans son honneur au cours des luttes politiques. On a dit que l'entrée de la femme sur la scène politique provinciale contribuera à épurer nos mœurs électorales, mais s'il en est ainsi, j'aime mieux risquer de garder les anciennes mœurs - qui d'ailleurs disparaissent avec le présent gouvernement - et sauver la femme, plutôt que de risquer la femme et sauver les mœurs politiques.

(Applaudissements)

M. Robinson (Brome): Je voterai en faveur de l'amendement pour accorder le droit de vote aux femmes de cette province. Si la femme est capable de faire l'éducation de son mari et de ses enfants au foyer, elle sera également capable de faire l'éducation des politiciens. Donnons-lui une chance de faire ses preuves dans ce domaine. Après 39 ans d'un régime plus ou moins corrompu, c'est mon impression que le gouvernement aurait changé bien avant aujourd'hui, si nous avions eu l'électorat féminin dans cette province.

Mon honorable ami de Montcalm (M. Tellier) appartient à la vieille école qui croit qu'une femme moderne doit rester à la maison pour élever des enfants. Je ne comprends pas pourquoi on veut lui refuser le rôle qui lui appartient maintenant. Les femmes de la province de Québec jouent un rôle si important dans le développement de cette province

qu'il n'est que justice qu'elles se voient accorder les mêmes privilèges que les hommes du Québec.

M. Taché (Hull): M. le président, je félicite les honorables députés qui ont proposé l'amendement et de la manière habile dont ils ont plaidé leur cause. Je veux également féliciter le dévouement de Mme Pierre Casgrain¹⁶, qui est venue réclamer le suffrage féminin avec tant de grâce devant le comité. Mais je ne puis approuver la mesure, et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, 90 % des femmes de la province de Québec ne se soucient pas de voter. Il s'est formé quelques groupements ici et là pour réclamer le droit de vote en faveur des femmes, mais ces groupements ne représentent pas l'opinion de la grande majorité. Je le sais, il y a longtemps que je m'occupe de politique.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): L'honorable député de Hull a-t-il déjà reçu une délégation de femmes qui lui demandaient de s'opposer à ce qu'on leur accordât le droit de vote?

M. Taché (Hull): Oui, je fais de la politique depuis 1923, et je puis dire qu'il n'y a pas 5 % des femmes de cette province qui désirent voter aux élections provinciales. Maintenant, au point de vue de l'économie, mesdames et messieurs, pardon, M. le président, il ne serait pas logique de faire voter les femmes. Je prétends que si nous accordons aux femmes ce droit de vote, le coût des élections provinciales sera considérablement augmenté et ça ne changera rien dans les résultats, car la femme et la fille vont voter comme leur père.

Il faut garder aux femmes la place qu'elles occupent au foyer. Laissons-les demeurer à la maison, de manière à ce qu'elles s'acquittent du rôle sublime qui leur a été assigné par la nature et la religion. Il y a une tendance exagérée à remplacer l'homme par la femme dans trop de domaines.

J'ai aussi habité la province d'Ontario où les femmes votent au provincial, et je déplore la place qu'elles ont dans la politique. On a placé des personnes du sexe féminin à la place que des pauvres chômeurs auraient pu occuper. Les femmes ont des tâches plus importantes à accomplir que de prendre part à des élections. Déjà, elles ont outrepassé leurs devoirs en prenant la place d'hommes sans emplois. En refusant aux femmes le droit de vote, on verra donc moins de femmes et de jeunes filles se rendant au Parlement en automobile, pendant que de pauvres chômeurs réclament de l'ouvrage.

(Applaudissements)

Voilà ce qu'il faut éviter. On a parlé des autres provinces, mais que ces gens-là fassent ce qu'ils veulent. On dit que la femme influencera les lois. Mais on sait ce qui s'est passé dans le domaine de la prohibition. Québec était la seule à ne pas avoir la prohibition et, à la fin, les autres pays en sont venus à la conclusion que seule la province de Québec avait gardé sa tête. Il ne faut donc pas blâmer la province d'être une exception au sujet du vote des femmes. C'est de la sagesse. Pour toutes ces raisons, je voterai pour que l'on garde la femme à son foyer.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Kamouraska): M. le président, j'ai entendu d'excellents arguments de part et d'autre. Je veux ici rendre hommage à la ténacité des femmes qui sont venues sans relâche, au Parlement, pour demander leur droit de suffrage, et cela, pendant des années. Après des échecs si souvent répétés, bien des hommes se seraient découragés depuis longtemps devant l'hostilité de la Chambre. Si l'on considère les débats dans le passé autour de cette question, l'on peut constater que les femmes ont été reçues sans égards, sinon grossièrement.

On a jugé la question d'une façon légère et en essayant de faire de l'esprit. Ce n'est plus la même chose aujourd'hui. On n'a pas, cette année, traité ce sujet sur un ton trop léger. On a gardé la dignité dans la discussion. Mais je ferai remarquer qu'il existe un préjugé, dans la province de Québec, au sujet du suffrage féminin.

Dans le passé, on a prétendu que l'Église s'opposait au droit de vote des femmes. C'est une erreur, car l'Église ne s'est jamais prononcée sur ce sujet. L'Église, par contre, a très souvent exprimé le désir de voir les femmes s'occuper davantage des questions sociales.

Le pape Pie X¹⁷ disait que les femmes devraient s'occuper d'action sociale. Et, si elles ont le devoir de s'occuper des questions sociales, je me demande si elles pourraient y parvenir efficacement, sans le droit de suffrage. Ceux qui n'ont pas le droit de vote n'ont pas beaucoup d'influence auprès de la députation.

La femme n'a pas le sens national. Les hommes ne l'ont guère davantage. Mais je crois qu'il faut que la femme ait le sens national, si elle veut l'inculquer à ses enfants. La femme est chez nous la première éducatrice. C'est elle qui donne la première formation, non seulement au foyer, mais aussi à l'école. Or, comment pourrait-elle donner à nos enfants une éducation nationale, si on ne lui permet pas d'élever ses perspectives au-delà des limites du foyer?

En lui interdisant l'accès de la politique, on la désintéresse de tout ce qui peut faire le bien de la nation. Il faudrait donc lui inspirer un peu plus de ferveur patriotique. En lui donnant le pouvoir de contribuer à la grandeur de la nation, on lui en donnerait en même temps l'idéal. C'est peut-être la meilleure manière d'assurer à nos enfants le sens de la patrie. Aux États-Unis, on les fait défiler devant le drapeau. Mais un drapeau, nous n'en avons même pas.

Il y a des arguments pour la thèse et l'antithèse du suffrage féminin. Je crois que les femmes finiront par avoir le droit de vote. Il serait peut-être opportun de faire un essai loyal. Il sera toujours temps de revenir sur notre décision, si les dangers qu'on prévoit apparaissent réels.

(Applaudissements)

M. Bulloch (Westmount): Je veux appuyer les proposeurs de la motion en faveur du suffrage féminin. Le premier ministre, après avoir promis la justice aux cultivateurs, aux bûcherons, aux ouvriers, aux petits et aux humbles en général, s'est efforcé de la leur donner par une session d'urgence. Il convient aussi de terminer cette session en donnant aussi aux femmes du Québec, qui l'ont si bien méritée, la justice la plus élémentaire en politique.

M. Barrette (Terrebonne): La femme de la province de Québec est supérieure à la femme des autres provinces. Elle a permis à notre province d'occuper la situation qu'elle occupe actuellement dans l'Amérique. L'honorable député de Hull (M. Taché) a donné des raisons très judicieuses contre le suffrage féminin.

Il (M. Barrette) explique que la femme a une tendance de plus en plus grande à vouloir remplacer l'homme. En votant contre l'amendement, il estime donner un bon vote. Pour lui, la femme ne tient pas autant qu'on le prétend au droit de vote; dans le seul comté de Terrebonne, 95 %¹⁸ des femmes sont contre leur droit de voter.

M. Robinson (Brome): Sur quoi vous basez-vous pour prétendre que 95 % des femmes de votre comté sont contre le droit de vote?

M. Barrette (Terrebonne): Je les ai comptées. Au cours de la dernière campagne, nous avons demandé aux femmes si elles voulaient obtenir le droit de vote. Elles ont dit qu'elles s'en souciaient peu. Dans l'intérêt de la femme de chez nous, je crois que nous devons voter contre l'amendement de l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot).

M. Dubé (Témiscouata) fait allusion au rôle héroïque de la femme dans l'histoire du Canada français, la montrant à l'œuvre après les jours de la conquête par les Anglais, et parlant de la revanche des berceaux. La femme, dit-il, est l'auteur du miracle canadien. Elle a droit à toute notre admiration.

Je dénonce le mouvement en faveur du vote féminin comme un mouvement à l'encontre de la véritable mentalité des Canadiens français et du sens chrétien. Le vote féminin est un premier pas dans la voie qui permettra aux femmes de siéger au Parlement. Il vaut mieux suivre la tradition et paraître arriérés que de marcher à la suite des pays communistes et matérialistes, qui éloignent la femme de son véritable rôle.

Le rôle de la femme, pour moi, n'a pas changé. Il est toujours inviolable. Joseph de Maistre¹⁹ a dit: "Il n'y a pas de plus grand défaut pour une femme que d'être homme." On a le devoir de conserver l'ordre établi par la Providence. La femme s'est consacrée à son mari et à ses enfants et elle n'a pas le droit de contracter avec la politique un second engagement qui l'empêcherait de tenir le premier. Ce qui serait surtout malheureux, ce serait que ce droit accordé serve de tremplin électoral pour les dames de la haute société.

Ceci n'est pas discuter aux femmes le droit de travailler pour gagner leur vie, aider leurs parents ou subvenir au soutien de leur famille. Ce sont des conditions particulières qu'il ne faut pas généraliser. Ce serait aussi contraire à l'œuvre de l'éducation des enfants que de sortir ainsi les femmes de leur foyer; ce serait contribuer à la ruine de la vie familiale. Ce serait la légalisation de l'activité de la femme en dehors du foyer, et un acte de suprême égoïsme qu'un gouvernement national ne permettra pas.

La femme de par sa nature est incompatible avec la vie politique. Le droit de vote pour les femmes est contraire, dans ses conséquences, à la tradition chrétienne, aux enseignements de la Sainte Église, à l'ordre voulu par Dieu dans la société. Il (M. Dubé) cite Benoît XV²⁰, saint Paul et Mgr Manning. Je crois, conclut-il, qu'à l'unanimité nous devrions rejeter cet amendement.

(Applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): M. le président, nous sommes dans une session d'urgence, et la question qui a été si souvent débattue pourrait peut-être attendre encore. Mais je suis heureux que cette Chambre sache que je suis de ceux qui ne considèrent pas comme un sophisme ou une proposition déraisonnable le fait de suggérer le vote

des femmes dans cette province. Pour ma part, je suis prêt, s'il y a lieu de ce faire, à accepter une réforme qui s'impose pour mettre la femme, qu'elle soit de langue française ou de langue anglaise, sur un même pied que celle des autres provinces.

(Applaudissements)

Je dis ceci en dépit du fait que tous ceux qui se sont opposés au suffrage féminin l'ont fait avec une courtoisie remarquable. Cette question se résume à une question de fait. Que l'on soit pour ou contre cette mesure, il faut toujours admettre qu'il n'y a que dans la province de Québec que les femmes ne peuvent exercer ce droit de vote. Nous sommes les seuls dans tout le dominion, alors que les autres provinces sont sur un pied d'égalité sous ce rapport.

La province de Québec est la seule où la femme, notre mère, notre sœur, notre épouse, n'a pas le droit de dire son mot dans la chose publique. Pourquoi ne pourrait-elle pas exercer le même droit ici? Est-ce que la femme du Québec est inférieure à celle d'autres provinces? Voilà la question. Je félicite mon distingué collègue de Gaspé-Sud (M. C.-E. Pouliot) d'avoir fait entendre la voix radieuse de ce comté.

Je me trouve quelque peu dans une situation délicate, car les propagandistes de ce mouvement ont distribué ici aujourd'hui une petite brochure dont je suis l'auteur, mon seul péché littéraire d'ailleurs. J'espère que cette brochure ne nuira pas à la cause que je plaide en ce moment. Elle traite du rôle social de la femme.

(Rires)

Au cours de ce débat, j'ai aussi eu le plaisir d'entendre la voix d'un médecin de Témiscouata (M. Dubé). Notre collègue est un médecin remarquable et, de plus, c'est un excellent orateur. Il est l'un des médecins des centres ruraux dont l'œuvre a été couronnée par l'Académie de médecine de France.

(Applaudissements)

Il a cependant parlé avec sévérité du suffrage féminin. Il a laissé entendre, dans son magnifique discours, que l'orthodoxie catholique n'est pas favorable au suffrage féminin. Est-il besoin de rappeler qu'au Moyen Âge, dans un certain concile, on aurait osé prétendre que les femmes n'ont pas d'âme²¹? On sait que Georges Goyau²² a réfuté cette légende, en relatant qu'à ce concile un évêque avait tout simplement demandé si le mot "*homo*" pouvait désigner également la femme... et qu'ensuite on a passé à l'ordre du jour. De là, la rumeur par laquelle on a voulu ridiculiser les anciens docteurs de l'Église. Personne d'ailleurs, ne croit aujourd'hui à cette légende.

Il (l'honorable M. Gagnon) cite le chanoine Coubé²³, le père Ferdinand Cavallera²⁴, de la Faculté catholique de Toulouse. Ce dernier, dit-il, a déclaré notamment que le mouvement féministe est légitime et doit être encouragé. Il cite le volume *La femme et le foyer*, du père Poulin; puis il relève dans certains ouvrages des opinions comme celle du père Sertillanges²⁵ qui a dit:

"Se demander si la femme a le droit de vote, c'est se demander si elle a le droit de vivre la vie humaine; rien ne s'oppose aux droits politiques de la femme, ni la religion, ni le droit naturel". Il (l'honorable M. Gagnon) cite aussi M. Albert Rioux²⁶ et Fadette²⁷, du *Devoir*.

Il (l'honorable M. Gagnon) cite ensuite un rapport du congrès de la Semaine sociale de Nancy en 1927, où l'on a reçu un message du pape favorisant l'action sociale féminine. Il cite aussi un message du cardinal Andrieu²⁸ en faveur du féminisme. Il faut que l'on cesse, dit-il, de faire passer les tenants du féminisme pour des gens qui ne sont pas orthodoxes.

On a dit que c'était dégrader la femme que de la laisser entrer dans le domaine politique. Comment, nous ici, les 90 députés de cette Chambre, nous allons avoir la faiblesse d'avouer que tous, nous dégradons la vie publique. S'il en est ainsi, ce serait alors démontrer qu'il est grand temps d'y faire entrer la femme.

(Applaudissements)

Cet après-midi, on a aussi déploré certaines situations, en disant que les femmes et les jeunes filles prenaient parfois la place d'un père de famille dans quelques milieux. Je n'hésite pas à dire qu'il serait antisocial que la femme prenne la place de l'homme, mais je n'hésite pas à dire que depuis la guerre au moins 60 %²⁹ des jeunes filles sont condamnées au célibat. Je dis qu'en face de cette situation, si elles sont soutien de famille, elles doivent avoir les mêmes droits que l'homme pour gagner le pain si dur à gagner de ceux qu'elles ont à soutenir.

(Applaudissements)

C'est Maurice Barrès³⁰ qui a dit: "Nous devons donner aux femmes dans le droit ce qu'elles ont gagné dans le devoir."

Le suffrage féminin était plutôt restreint avant la guerre, mais depuis lors, il a pris des proportions considérables. On l'a adopté dans huit provinces, sur un total de neuf à travers le Canada. Aux États-Unis ainsi qu'en Europe, le mouvement s'est généralisé, et plusieurs lois adoptées dans ces pays ont été attribuées à des initiatives féminines. Au

Canada, seule la province de Québec ne possède pas cette loi, tandis qu'en Ontario plusieurs mesures ont été mises en vigueur, parce que le suffrage féminin a développé des initiatives nouvelles dans le Parlement. La Pologne compte 20 femmes qui siègent à la Chambre basse, et l'une d'elles est ministre de la Santé. Elle a fait adopter une législation pratique pour la suppression de l'alcoolisme, à tel point que l'on ne pourra peut-être plus jamais dire maintenant "ivre comme un Polonais".

(Rires et applaudissements)

J'espère que des deux côtés de la Chambre on voudra coopérer avec nous dans cette mesure. Pour rassurer le chef de l'opposition, je citerai une parole prononcée par l'honorable Adélard Godbout, au cours d'une causerie à l'Université d'Ottawa. L'honorable Adélard Godbout disait alors: "La terre vaut ce que vaut la femme, et le succès de l'homme sur la terre ne vaudra rien si la femme ne prend pas une part active à son travail."

Prenons maintenant le cas de Hull où il y a des femmes qui peuvent traverser la rivière et aller voter dans l'Ontario ou bien poser leur candidature...

M. Taché (Hull): Les femmes de Hull ne se sont jamais plaintes et ne se plaindront pas de sitôt de ne pas avoir le droit de vote.

(Applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'honorable député a peut-être raison. Me serait-il permis de faire une autre remarque? Je crois que les apôtres du féminisme ne vont peut-être pas assez dans les campagnes pour répandre leur mouvement, et qu'ils concentrent peut-être trop leurs activités dans les villes. Qu'on ne vienne pas me dire que la femme de la campagne est moins intelligente que celle de la ville et qu'elle ne veut pas du vote. L'élément féminin a le droit de vote au fédéral depuis les élections de 1916, et je ne vois pas que cela ait affecté la valeur ou le prestige du sexe féminin. (En souriant) Je serais même tenté de dire que la première fois que j'ai été élu en 1930, dans Dorchester, j'ai dû mon élection au vote des femmes.

(Rires)

Ceci dit par gratitude pour mes électrices et en toute humilité.

(Applaudissements)

La difficulté pour le gouvernement réside dans le fait qu'il doit se demander si l'opinion publique féminine réclame réellement le droit de vote. M. le président, je vous ai cité plusieurs auteurs. Permettez-moi de terminer en rappelant cette parole du père

Sertillanges: "Faut-il moins de jugement pour pétrir l'âme d'un enfant que pour compiler un dossier?"

(Applaudissements)

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Un hebdomadaire de Québec m'a surnommé le "jeune premier" de la Chambre. Je vais sortir de ce rôle pour me prononcer contre le suffrage féminin. La femme est déjà assez désaxée sans qu'on y ajoute en la lançant dans la politique. Elle doit rester avec ses bambins pour leur montrer le chemin de la vie. Je préfère voir le gouvernement national établir un système pour le contrôle du travail féminin. Je regrette que, dans les bureaux et édifices du gouvernement, des femmes, dont plusieurs travaillent pour le luxe, prennent la place d'hommes et de jeunes gens. Le moyen de donner justice à la femme, c'est de l'établir là où elle doit être, dans son foyer.

M. Robinson (Brome): Mon ami de Montréal-Saint-Henri est-il marié³¹?

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Oui, et je suis père de deux enfants.

(Applaudissements)

J'ai aussi une petite femme qui aime bien ses enfants et son époux.

(Applaudissements et rires)

De plus, elle n'a jamais demandé le droit de voter.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Il est 6 heures.

Des voix: Ajournement!

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): J'aurai fini dans une petite minute. En terminant, je dirai que le suffrage féminin entraînerait de graves conséquences au point de vue national.

(Applaudissements)

Des voix: Le vote! Le vote!³²

M. Thibeault (Montréal-Mercier) veut parler³³.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 5 novembre 1936**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30³⁴.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Association catholique
de la jeunesse canadienne-française**

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 43 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de deux cent vingt-cinq mille dollars à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je demande à la Chambre de passer les trois lectures du bill. C'est un bill pour autoriser la ville de Montréal à payer \$250,000 à une association qui a besoin de secours urgents. Si nous passions cette loi ce soir, le Conseil législatif pourrait l'étudier dès demain.

M. Dumaine (Bagot): Le Conseil législatif ne siège pas avant lundi.

M. Bastien (Berthier): Le chef de l'opposition n'est pas ici. Il s'intéresse grandement aux affaires municipales et, avec bon droit, il a la prétention d'être expert dans ces choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous dites que le chef de l'opposition est un prétentieux. C'est laid de votre part.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): J'ai dit qu'il a la prétention à bon droit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, j'ai donné ce soir à l'opposition l'occasion de faire un beau geste. Tant pis pour elle, si elle ne veut pas en profiter.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 relatif à la corporation du pont du lac Saint-Louis;
- bill 23 pourvoyant à la protection des créanciers d'une compagnie qui abandonne sa charte;
- bill 26 relatif à la Commission des liqueurs de Québec;
- bill 27 pour promouvoir le développement de la Gaspésie;
- bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé;
- bill 30 abrogeant la loi concernant les agents généraux de la province à l'étranger;
- bill 33 relatif aux emprunts du gouvernement de la province de Québec;
- bill 150 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Élection des députés

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

En comité³⁵:

Le comité poursuit le débat sur l'amendement proposé par le député de Gaspé-Sud (M. C.-E. Pouliot) pour enrayer les mots "du sexe masculin" de l'article 12 du bill.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): M. le président, je suis contre le suffrage féminin. Nous sommes à faire un grand nettoyage dans la province. Attendons d'avoir fini pour inviter les femmes à se joindre à nous dans la politique.

Il fait valoir son titre de cadet de la Chambre et affirme que la femme de cette province peut avoir le sens national et le sens social sans avoir le droit de vote.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): L'honorable député est-il marié?

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Non, il n'est pas nécessaire de se brûler les doigts pour savoir que ça fait mal.

(Rires)

Je ne crois pas que la Russie ait grandi la femme en lui donnant le droit de vote.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): La femme a-t-elle déchu, au Canada, depuis qu'elle vote au fédéral?

M. Thibeault (Montréal-Mercier): J'admets qu'en théorie la femme peut légitimement aspirer au droit de vote, mais il ne serait pas pratique de lui accorder ce privilège dans notre province.

Il n'y a rien dans les lois de l'Église qui soit contre le droit de vote pour les femmes. Cet après-midi, on a cité plusieurs auteurs, mais ces citations remontent loin, et il faut tenir compte que nous sommes en 1936³⁶.

M. Raynault (L'Assomption): On a cité beaucoup d'auteurs contre le vote des femmes. Mais tous des auteurs étrangers.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Pardon, j'ai cité un auteur canadien.

M. Raynault (L'Assomption): La question est essentielle dans la vie d'une nation, bien que certains journaux disent que la Chambre a participé à un débat académique sur le vote des femmes. Je suis favorable à un amendement aux lois actuelles, pour permettre à la femme de voter aux élections provinciales.

L'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) a dit que sa femme ne lui avait pas demandé ce droit. La mienne non plus.

Mais lorsque je veux lui faire plaisir, je n'attends pas qu'elle me demande quelque chose d'agréable, je lui offre.

(Applaudissements)

On dit que la femme doit rester au foyer. Si Madeleine de Verchères³⁷ était restée au foyer, elle n'aurait pas son monument.

(Applaudissements)

Il (M. Raynault) cite un auteur favorable au suffrage féminin³⁸.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de l'Assomption pourrait-il me dire si c'est l'ex-maire de Montréal qui a écrit l'extrait qu'il cite en ce moment?

(Applaudissements et rires)

M. Monette (Napierville-Laprairie): L'honorable député de L'Assomption peut-il nous dire quand il s'attend à être maire...³⁹

(Rires et applaudissements)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): On ne peut faire cela en deux mois.

M. Raynault (L'Assomption): Je considère que la question n'est pas à point. Je considère plutôt que c'est rendre justice à la femme que de lui accorder ce droit, et je fais un acte de courage, plutôt qu'un geste pour m'attirer de la popularité, puisqu'à entendre la majorité des députés qui ont parlé sur le sujet, les femmes ne veulent pas du droit de vote. Je ne veux pas mettre les célibataires de côté, car ils ont tout de même l'expérience. Si la femme avait le droit de vote, nous aurions certaines lois sociales que nous désirons depuis longtemps, et je me demande pourquoi nous persisterions à leur refuser ce droit. Je n'ai pas perdu le sens familial depuis que je suis entré dans la politique, et il en sera de même de la femme. Le droit de vote féminin permettra à la femme de développer son sens social.

(Applaudissements)

L'honorable M. Paquette (Labelle): M. le président, j'admets qu'il faut avoir une certaine dose d'énergie pour se lever ici et parler de cette question. Je sais qu'en bien des milieux je serai blâmé et que des centaines d'yeux dans les galeries me regarderont sévèrement, mais on sait que j'ai pris l'an dernier une attitude bien nette sur cette question. Je me suis déclaré catégoriquement contre le vote des femmes. J'ai alors encouru l'opprobre de mon distingué collègue de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), et je vais m'attirer la même chose du nouveau ministre sans portefeuille (l'honorable M. Layton). Je maintiens cependant la même attitude.

(Applaudissements)

Je désirerais cependant, avant que le vote ne soit pris, expliquer la situation et énumérer les principales raisons pour lesquelles la femme ne doit pas se mêler de politique dans cette province. Il n'y a pas de doute que la femme mérite le cens électoral. Loin de moi l'idée que la femme n'est pas au moins égale à l'homme au point de vue intellectuel et social. Je dirai même qu'elle nous est supérieure, à notre courte honte. Si nous étions capables de leur permettre seulement de donner leur opinion, nous y gagnerions énormément, car les femmes amèneraient quelque chose de nouveau dans l'orientation de notre politique.

C'est pour ne pas les avilir au contact de la politique qu'il faut les empêcher d'aspirer à la vie politique, qui découlerait naturellement de la permission de voter. Il nous faut prendre les choses telles qu'elles sont, car cette situation fera intervenir les femmes dans tous les domaines.

Mais il faut voir aussi ce qui s'est passé à l'étranger. En Angleterre et en Australie, où la femme vote, on a eu des femmes députés, des femmes ministres et des femmes juges. Elle a occupé toutes les positions, et c'est contre cela que je m'insurge. Voit-on la femme siéger à nos côtés, dans cette enceinte parlementaire?

Je ne veux pas que l'on démolisse ce qu'on a de plus cher, de plus beau, nos foyers qui sont un exemple pour le monde entier, parce que l'on a le respect de la vie matrimoniale. Si nous laissons la femme s'ingérer dans les affaires politiques, nous allons diminuer le prestige de nos foyers canadiens. Nos foyers ne le cèdent à nul autre. Pourquoi changer cela?

Je demande à ceux qui appuient cet amendement, aux membres de cette Chambre, ce qu'ils feraient si leur femme venait siéger à leur place, et qu'ils auraient à s'occuper des mioches.

La femme, dans son rôle social, a l'impérieux devoir, si elle veut rester chrétienne et digne, de s'occuper avant tout du très noble rôle de mère de famille et de remplir ses fonctions d'épouse. Pour qu'elle reste dans ce domaine, nous devons agir en conséquence. Soyons logiques; laissons la femme là où Dieu l'a placée. Ceci n'empêchera pas la femme de prendre une part active à la vie de son époux et de discuter des problèmes politiques avec lui à son foyer.

On a parlé également, au cours du débat, du travail de la femme, et on lui a nié le droit de gagner sa vie. Je considère que la femme, dans une multitude d'occasions, a des devoirs très pénibles à remplir, et qu'on ne doit pas lui fermer la porte d'un bureau, si elle est obligée de gagner sa vie.

Maintenant, il y a un autre argument: ce serait de plus un désastre du point de vue électoral. On s'est plaint très souvent que, sous l'ancien régime, les gens passaient des télégraphes, vu que certaines personnes ne profitaient pas de leur droit de vote. Or, quand 500,000 femmes auront le droit de vote et que la plupart d'entre elles n'en voudront pas, il y aura à peine 100,000 ou 150,000 qui voteront, et vous aurez ainsi décuplé les télégraphes et les faux votes.

Nous nous sommes plaints de ce mal, de cette véritable plaie, et alors n'allons pas adopter une loi pour faire disparaître les télégraphes et une autre loi

pour les aider. Ce ne sera pas avant 20 ans d'ici que les femmes accepteront d'aller en bloc aux bureaux de scrutin. Nous n'avons d'ici là qu'à en prendre notre parti.

On a dit que la province de Québec est la seule du dominion à ne pas avoir le suffrage féminin et que nous serions la risée des autres pays et des autres provinces, si nous ne donnions pas le droit de vote aux femmes.

Pourtant, dans bien des domaines, nous avons nos lois particulières, et personne n'en rit. Nous avons notre atavisme racial, nos traditions, et nous y tenons beaucoup. Nous avons nos lois particulières au point de vue civil, et tout cela n'est pas si mal qu'on le prétend. C'est peut-être une manière de nous distinguer. Nous ne sommes pas comme le reste du Canada. Nous sommes français. Il me semble que cela aussi, c'est un argument.

(Applaudissements)

Notre province a un excellent renom pour le respect des liens conjugaux. N'allons donc pas ternir un blason si beau en faisant de nos femmes des politiciennes.

(Applaudissements)

Des députés demandent le vote.

M. Sherman (Compton): M. le président, je veux dire un mot pour le vote des femmes⁴⁰.

(Applaudissements)

Je suis heureux de voter pour le privilège que réclament les femmes tout en restant national. Je crois bien que, si ma femme avait le droit de vote, elle remplirait ce devoir tout aussi intelligemment que moi.

Si l'on attend d'avoir assaini la politique avant de donner le suffrage féminin, cela n'arrivera jamais. Qu'on laisse d'abord les femmes voter et nos mœurs électorales s'épuront immédiatement. La Providence a créé la femme pour autre chose que le foyer, et il y a des femmes qui ont mené leurs affaires mieux que bien des hommes dans la société.

(Applaudissements)

Tout ce que j'ai, je le dois à ma mère. Je ne peux vraiment lui refuser ce que j'ai. Pour toutes ces raisons, je voterai en faveur du suffrage féminin.

(Applaudissements)

M. Bélanger (Montréal-Dorion) et **M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** tentent de parler.

Des députés: (À tue-tête) Le vote! Le vote! Nous voulons le vote!

M. le président: On procède au vote sur l'amendement du député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), qui demande de rayer de l'article 12 les mots "de sexe masculin". Que ceux qui sont pour l'amendement se lèvent.

L'amendement est rejeté⁴¹ par 49 voix contre 25⁴².

L'article 12 est adopté⁴³.

Le comité étudie l'article 13, qui se lit comme suit:

"13. Ne peuvent être électeurs:

"1^o Les juges de la Cour suprême du Canada, de la Cour de l'échiquier, de la Cour du banc du roi, de la Cour supérieure ou de la Cour de circuit, les juges des sessions, les magistrats de district, les recorders, les substituts du procureur général, le secrétaire de la chancellerie et les réviseurs nommés en vertu de la présente loi;

"2^o Les sauvages et individus de sang sauvage qui sont domiciliés dans une réserve affectée, soit pour les sauvages, soit pour quelque bande de sauvages, ou possédée en fiducie pour eux, que cette réserve se trouve ou non dans les limites d'une municipalité;

"3^o Les personnes qui ont prêté serment d'allégeance à une puissance étrangère ou qui ont été naturalisées à l'étranger;

"4^o Les personnes que l'Assemblée législative, un tribunal compétent à connaître d'élections contestées ou quelque autre tribunal compétent a déclarées coupables d'inexécution de leurs devoirs ou d'infraction aux différentes lois électorales de cette province, et qui sont encore sous le coup de l'incapacité qui s'ensuit;

"5^o Les personnes qu'un tribunal compétent a déclarées coupables d'une infraction punissable de deux ans d'emprisonnement ou plus et qui n'ont pas entièrement purgé la peine prononcée contre elles;

"6^o Les personnes qui, aux termes du Code civil, sont incapables de contracter. (Statuts refondus, chapitre 4, articles 14, 15; mod.)"

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'on enlève le droit de vote à toutes les personnes déjà condamnées à l'emprisonnement.

M. Boyer (Châteauguay) soumet que ce serait aller trop loin parce qu'un individu peut bien être condamné à la prison pour un acte qui, en soi, n'est pas criminel du tout.

M. Chaloult (Kamouraska): M. le président, je vois dans la loi électorale que les Indiens qui sont dans les réserves n'ont pas droit de vote. Il me semble que nous, Canadiens français, nous devons être très sympathiques aux minorités. Les Indiens sont les premiers occupants du pays, et à moins qu'il n'y ait qu'une juridiction fédérale, nous devrions leur accorder le droit de vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les sauvages ne sont pas soumis à l'autorité de la Législature provinciale et ne sont pas maltraités: au contraire, ils sont exemptés des taxes, du service militaire et de beaucoup d'autres obligations. Ils n'ont pas de conseils municipaux. Ils ne peuvent donc avoir droit à la représentation. Si on leur donne le droit de vote, il faudra leur enlever ces privilèges dont ils jouissent. Quant au droit du premier occupant, il n'est pas toujours le meilleur. Pour ma part, je considère que les premiers occupants de notre pays ont été les descendants de la grande race française, à laquelle nous appartenons. Ces premiers occupants doivent vivre en paix avec leurs compatriotes de langue anglaise.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Kamouraska): L'argument de l'honorable premier ministre a de la valeur. Mais je persiste à croire que les Indiens devraient obtenir le droit de vote.

M. Auger (Gatineau) explique qu'il vit près d'une réserve indienne et qu'il a toujours constaté par expérience que la coutume établie était de ne jamais inscrire les sauvages sur les listes électorales. Il conclut en affirmant que les indigènes, très jaloux de leurs privilèges, s'objecteraient sûrement à ce qu'on en fasse des électeurs.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. Le secrétaire-trésorier, en dressant une liste électorale, doit y inscrire toutes les personnes qui, d'après le rôle d'évaluation en vigueur ou (sauf dans les cités) d'après les listes électorales en vigueur dans la municipalité, paraissent être électeurs.

"Il doit cependant omettre le nom de toute personne qui, aux termes de l'article 13 ou de toute

autre disposition législative, n'a pas le droit de voter. (Statuts refondus, chapitre 4, article 18c; 17 George V, chapitre 14, article 1.)"

M. Taché (Hull): Beaucoup de jeunes gens se trouvent ainsi défranchisés parce que leurs noms n'apparaissent pas sur le rôle d'évaluation. Ils ne sont en effet ni propriétaires ni locataires. Je suggère d'amender ainsi l'article: "Le secrétaire-trésorier, en dressant une liste électorale, doit y inscrire les noms de toutes les personnes qui sont électeurs d'après la présente loi."

M. Marier (Drummond): Ce serait imposer une charge inutile aux secrétaires-trésoriers des municipalités rurales puisque, dans les campagnes, les fils de propriétaires sont déjà inscrits sur le rôle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'y vois aussi des inconvénients. La première garantie, c'est une opinion politique en éveil. Il ne faut pas donner aux électeurs une fausse sécurité. Ils doivent apprendre à se déranger un peu pour voir si leurs noms sont sur la liste.

M. Taché (Hull) retire son amendement, mais déclare qu'il en présentera un autre à la session de février.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 28, qui se lit comme suit:

"28. Les listes électorales pour les cités autres que Québec et Montréal et dont la population, au précédent recensement décennal, atteignait le chiffre de dix mille ou plus, doivent être dressées du 1er au 15 mars de chaque année désignée par un nombre pair, conformément aux prescriptions du sous-paragraphe A ci-dessus. (Statuts refondus, chapitre 4, article 30, mod.)"

M. Bulloch (Westmount) propose un amendement à l'effet de faire dresser plutôt les listes du 1^{er} au 15 juin, étant donné que les déménagements se font le 1^{er} mai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose l'ajournement de la discussion sur cet amendement, pour donner le temps aux députés de bien songer à cette question très importante.

Si nous faisons un débat sur chaque article de ce bill, nous sommes ici jusqu'en juillet et nous retarderons conséquemment la session de février. Je répète ici que cette loi a été mûrie et pesée par des experts, par des gens qui s'y connaissent en loi.

Le greffier qui l'a préparée, aidé d'un notaire compétent, a vu passer toutes les lois de l'ancien régime, et, pour s'y débrouiller, il fallait qu'il fût expert, car Dieu sait si elles étaient embrouillées. De plus, la loi électorale est passée par les étuves et les éprouvettes du comité des bills publics.

L'étude de l'article 28 est suspendue.

Le comité fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), qu'à partir de demain, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de 11 heures du matin à 1 heure de l'après-midi; la deuxième, de 3 à 6 heures de l'après-midi; la troisième, de 8 heures et demie à 11 heures du soir; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

Convention collective des travailleurs du port de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 37 relatif à l'extension d'une convention collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1723 du 28 juin 1935 et l'arrêté no 1131 du 15 avril 1936.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée vers 11 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 6 novembre 1936, à la page 12, rapporte que "les quelque six premiers articles ont été adoptés promptement, accompagnés de commentaires de la part de T.-D. Bouchard et Peter Bercovitch, Montréal-Saint-Louis." Les sources ne permettent cependant pas de déterminer la teneur, ni le moment, de ces remarques de l'opposition.

3. L'honorable M. Duplessis fait allusion à C.-A. Bertrand (Montréal-Laurier), qui fut procureur général de la province dans le cabinet Godbout (juin-août 1936).

4. Le "télégraphe", une forme de fraude électorale bien connue au XIX^e siècle, n'est disparu que vers le milieu du XX^e siècle. Pour qu'un électeur puisse "passer un télégraphe", un organisateur politique lui remettait un bulletin de vote obtenu illégalement et déjà marqué en faveur du candidat pour lequel l'organisateur travaillait. Dans l'isoloir, l'électeur cachait sur lui le bulletin vierge qu'il avait reçu du scrutateur, puis revenait avec le bulletin déjà marqué, qui était alors déposé dans l'urne. Par la suite, il remettait le bulletin vierge à l'organisateur, qui lui donnait une récompense et marquait le bulletin afin de recommencer le manège avec un autre électeur. Comme la récompense était donnée seulement à la sortie du bureau de scrutin, l'électeur pouvait jurer impunément, au moment de voter, qu'il n'avait reçu ni argent ni autre avantage. (Élections Canada:

Renseignements généraux: *L'histoire du vote au Canada*, p. 9).

5. L'honorable M. Duplessis fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans Berthier.

6. Paul Gouin (1898-1976), avocat et député de l'Action libérale nationale de l'Assomption en 1935-1936. Il fut l'un des fondateurs de l'Action libérale nationale, dont il devint le chef en 1938. Il fut candidat défait à plusieurs autres élections, notamment au fédéral, dans les rangs du Bloc populaire. Cofondateur et directeur de l'hebdomadaire *La Province* (1935-1938). Président du Conseil de la vie française en Amérique (1955-1961) et membre de cet organisme (1951-1975). Président de la Société des festivals de Montréal en 1952 et président de la Commission des monuments historiques de la province de Québec (1955-1968). Dans les années 1950, il fut également conseiller technique en matière culturelle pour le Conseil exécutif.

7. M. Bastien fait probablement allusion à l'élection de M. Bélanger, sous la bannière de l'Action libérale nationale en 1935, puis sous celle de l'Union nationale, ainsi qu'à sa collaboration au journal séparatiste *La Nation*.

8. M. Bastien fait erreur puisqu'en 1927, l'honorable M. Tremblay fut élu député ouvrier de Maisonneuve à l'Assemblée législative. C'est plutôt à l'élection de 1931 qu'il fut défait.

9. Charles-Joseph Arcand (1871-1951), député libéral de Maisonneuve (1931-1935). Durant cette période, il fut ministre du Travail dans le cabinet Taschereau.

10. M. Raynault fait allusion à l'honorable C.-J. Arcand, ministre du Travail à l'époque.

11. Louis Veuillot (1813-1883), écrivain et journaliste ultramontain français. Rédacteur (1843), puis rédacteur en chef (1848-1883) du journal *L'Univers* dont il se sert pour exposer et défendre fermement l'ultramontanisme, un courant de pensée favorable à la supériorité du pouvoir papal. Au cœur de débats politiques et religieux, il publie une brochure intitulée *Les libres penseurs* (1848) et plusieurs ouvrages dont *Les Pèlerinages de Suisse* (1838), *Rome et Lorette* (1841), *L'honnête femme* (1844), *Le parfum de Rome* (1861), *Les odeurs de Paris* (1866) et *Pie IX* (1878). Il est également

l'auteur de poèmes et romans inspirés de son amour et de sa foi profonde en la religion catholique.

12. *Le Droit* du 6 novembre 1936, à la page 5, précise que M. Bouchard n'a fait que quelques remarques durant ce débat, "ayant été absent la majeure partie du temps".

13. *L'Action catholique* du 6 novembre 1936, à la page 3, précise que l'honorable M. Layton célèbre aujourd'hui son 37^e anniversaire de naissance.

14. Selon *Le Devoir* du 6 novembre 1936, à la page 6, l'honorable M. Layton "dit deux mots en français puis continue dans sa langue".

15. *Le Canada* du 6 novembre 1936, à la page 3, précise que l'honorable M. Layton hausse la voix parce que "plusieurs ministres s'effacent les uns les autres, ainsi que plusieurs députés". Le même journal rapporte que ceux-ci reviennent en Chambre à mesure que l'honorable M. Layton progresse dans son discours.

16. Madame Pierre Casgrain, née Thérèse Forget (1896-1981), militante féministe et femme politique. Elle se marie tôt et élève ses quatre enfants. Dès les années 1920, elle se préoccupe de questions sociales et politiques. Suite à la création, en 1921, du Comité provincial pour le suffrage féminin, elle devient une des figures de proue du mouvement féministe en prenant la relève, notamment de Marie Gérin-Lajoie. En 1926, elle fonde la Ligue de la jeunesse féminine puis en 1928, devient présidente de la Ligue des droits de la femme. En 1931, elle se fait connaître grâce à son émission *Fémina* présentée à Radio-Canada. Vers 1945, elle obtient du gouvernement canadien que les chèques d'allocations familiales soient versés aux femmes plutôt qu'aux pères de familles. En 1961, elle fonde la filiale québécoise de la Voix des femmes et, en 1967, la Fédération des femmes du Québec. Grande humaniste, Thérèse Casgrain s'implique dans une multitude de causes liées à la défense des libertés civiles et des droits de la personne, et toute sa vie durant, elle lutte pour les droits des femmes. De 1970 à 1971, elle est membre du Sénat canadien.

17. Saint Pie X, ou Giuseppe Sarto (1835-1914) de son nom civil, pape de 1903 à 1914.

18. Chiffre du *Canada* du 6 novembre 1936, à la page 3. *The Montreal Gazette* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 85 %.

19. Le comte Joseph de Maistre (1753-1821), écrivain et philosophe savoyard. L'un des plus importants théoriciens de la pensée contre-révolutionnaire. De Maistre s'est fait un nom en combattant les philosophes du XVIII^e siècle, notamment en soutenant la suprématie temporelle du pape et la théocratie.

20. Benoît XV, ou Giacomo della Chiesa (1854-1922) de son nom civil, pape de 1914 à 1922.

21. L'honorable M. Gagnon fait allusion au deuxième concile de Mâcon, tenu le 23 octobre 585, qui mit en délibération la question de l'existence de l'âme de la femme. Pour plus de détails, voir l'ouvrage suivant: Odette Pontal, *Histoire des conciles mérovingiens*, Paris, Éditions du Cerf: Institut de recherche et d'histoire des textes, 1989, p. 186-191.

22. Georges Goyau (1869-1939), historien français. Spécialisé dans l'histoire de l'Église, ses principaux ouvrages furent *L'Allemagne religieuse: le protestantisme* (1898) et *le catholicisme* (1909), *Histoire religieuse de la France* (1922) ainsi qu'une monographie sur Joseph de Maistre (1922) et *Les origines religieuses du Canada* (1924).

23. Nom donné par *Le Soleil* du 6 novembre 1936, à la page 16. *Le Devoir* du même jour, à la page 1, écrit erronément "père Coulet", et *La Patrie*, à la page 5, le "père Goulet". Il s'agit plutôt du chanoine Stéphane Coubé (1857-1938), jésuite et prédicateur français. Professeur dans divers collèges entre 1880 et 1888, il est ordonné prêtre en 1890 et acquiert les doctorats en philosophie et théologie. Prédicateur, il n'hésite pas à entrer dans la lutte politique et, pour avoir pleine liberté d'action, il quitta la compagnie de Jésus en 1906. Il publie de nombreux ouvrages dont: *L'âme de Jeanne d'Arc* (1910), *Gloires et bienfaits de l'eucharistie* (1911), *Gloires et bienfaits de la Sainte Vierge* (1912), *Le patriotisme de la femme française* (1916), *Alsace-Lorraine et France rhénane* (1917), *Les enfants héroïques* (1917). Il dirigea aussi deux revues mensuelles, *L'Idéal* et la *Revue des objections*.

24. L'orthographe du nom varie selon les sources. Il s'agit de Ferdinand Cavallera (1875-1954), jésuite français, docteur en théologie (1903-1906), ordonné prêtre en 1906. Détenteur de la chaire de théologie positive à l'Institut catholique de Toulouse (1909-1951), il sera doyen de la faculté de théologie

à partir de 1918. Directeur des revues *Bulletin de littérature ecclésiastique* et la *Revue d'ascétique et de mystique*. Il publie également de nombreux ouvrages dont: *Saint Athanase* (1908), les Indices de la *Patrologie grecque* de J. P. Migne (1912), *Ascétisme et liturgie* (1914), *Saint Jérôme* (1922), *Précis de la doctrine sociale catholique* (1933), etc.

25. Le Père Antonin Sertillanges (1863-1948), dominicain français et professeur de philosophie à l'Institut catholique de Paris. Parmi ses ouvrages, on peut citer: *Jésus* (1897), *Les sources de la croyance en Dieu* (1905), *Saint Thomas d'Aquin* (1910), *Catéchisme des incroyants* (1930) et *Le christianisme et les philosophies* (1939-1940).

26. Albert Rioux (1899-1983), agronome et agriculteur. Directeur diocésain de l'UCC en 1928, vice-président général en 1929 et président général, de 1932 à 1936. En 1929, il est l'un des fondateurs du journal *La terre de chez nous*. Sous-ministre de l'Agriculture en 1936, à l'avènement du premier gouvernement Duplessis. Il dirige le comité qui prépare la "loi du crédit agricole", réorganise le ministère et instaure le Service des recherches et le Service de l'enseignement. Muté à la bibliothèque du Parlement en 1939, il élabore un projet d'électrification rurale qui inspire la "loi de l'électrification rurale" de 1945. Nommé commissaire de l'Office de l'électrification rurale par Duplessis, il en devient le président en 1960. Président de la Société canadienne d'établissement rural et président fondateur de la Société d'études rurales, il prépare plusieurs mémoires pour les gouvernements fédéral et provincial, pour la commission Héon sur le commerce des produits agricoles en 1953 et la commission Tremblay, sur les problèmes constitutionnels, en 1955. En 1971, il est chargé d'une mission au Liban pour le Service administratif canadien outre-mer (SACO). De 1972 à 1974, il représente le SACO en Algérie et en Tunisie.

27. Fadette, pseudonyme utilisé dès 1910 dans *Le Devoir* et *La Bonne Parole* par Henriette Dessaulles (1860-1946), journaliste et écrivaine.

28. Pierre-Paulin Andrieu (1849-1935), religieux français. Ordonné prêtre en 1874, il devient ensuite vicaire général (1880), puis évêque de Marseille (1901-1909). Élu cardinal en 1907, il sera archevêque de Bordeaux (1909-1935). Quelques-unes de nos sources, dont *Le Journal* du 6 novembre 1936, à la page 8, écrivent à tort "Andrieux".

29. Chiffre du *Soleil* du 6 novembre 1936, à la page 16. *La Presse* du même jour, à la page 19, mentionne plutôt 65 %.

30. Maurice Barrès (1862-1923), écrivain et homme politique français. Député boulangiste de Nancy (1889-1893), député de Paris en 1906, il est élu à l'Académie française la même année. Auteur de nombreux écrits: il publie, de 1888 à 1891, la Trilogie du Culte du moi: *Sous l'œil des barbares* (1888), *Un homme libre* (1889), *Le jardin de Bérénice* (1891). Il rédige également *L'ennemi des lois* (1893) et *Du sang, de la volupté et de la mort* (1894). Son nationalisme et son antisémitisme s'expriment dans plusieurs de ses écrits, dont *Le roman de l'énergie nationale* (1897-1902); il publie encore *Colette Baudoche* (1909), *La colline inspirée* (1913).

31. La quasi-majorité de nos sources attribuent cette intervention à M. Robinson (Brome). Seul *Le Journal* du 6 novembre 1936, à la page 8, la prête plutôt à M. Bulloch (Westmount).

32. *Le Canada* du 6 novembre 1936, à la page 1, rapporte que: "Toute l'après-midi et dans la soirée, les députés en faveur du vote féminin ont entrepris une guerre d'applaudissements avec ceux qui étaient contre, les galeries regorgeant de dames frénétiques armées de sourires, agitant des mouchoirs et manifestant par des applaudissements." Sur ce dernier point, *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, diffère plutôt d'opinion: "Nous pouvons affirmer que le débat sur le vote féminin semble perdre de l'intérêt d'année en année. Il n'y a plus à la Chambre, cette foule féminine que l'on y voyait, il y a encore trois ou quatre ans. C'est tout au plus si ces dames remplissaient hier la galerie qui leur est ordinairement réservée."

33. *La Patrie* du 6 novembre 1936, à la page 4, rapporte que M. Thibeault veut parler "mais le président fit semblant de ne pas le voir."

34. *Le Quebec Chronicle-Telegraph* du 6 novembre 1936, à la page 3, rapporte que le chef de l'opposition, M. Bouchard (Saint-Hyacinthe), est absent de cette séance du soir.

35. Voir note 1.

36. *Le Canada* du 6 novembre 1936, à la page 3, rapporte que "le député de Mercier poursuit son discours, mais avec difficulté, car plusieurs députés

font tout haut leurs réflexions". Les autres sources ne nous donnent pas davantage de détails sur ces instants du débat.

37. Marie-Madeleine Jarret de Verchères (1678-1747). À 12 ans, elle aide sa mère qui défend le fort de Verchères contre les Iroquois. En 1692, elle dirige à son tour avec succès la défense du fort de Verchères contre une nouvelle attaque. Sur les instances de M. de Beauharnois, gouverneur général de la Nouvelle-France, elle en fit écrire le récit qui sera à la base d'une légende dont elle est l'héroïne. Elle épouse en 1706 Pierre Thomas Tarieu de la Naudière, sieur de la Pérade, dont elle eut cinq enfants.

38. *Le Canada* du 6 novembre 1936, à la page 3, mentionne que les propos de M. Raynault sont difficilement compris du haut de la tribune de la presse "étant donné la bonne humeur de la députation".

39. Le député fait allusion à la candidature de M. Raynault à la mairie de Montréal, pour l'élection municipale du 15 décembre suivant. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 255-256.

40. *Le Devoir* du 6 novembre 1936, à la page 6, mentionne que M. Sherman parle en français.

41. *L'Événement* du 6 novembre 1936, à la page 3, précise que, compte tenu du petit nombre de députés en faveur de l'amendement, le président ne demanda pas à leurs opposants de se lever. Or, *La Patrie* du 6 novembre 1936, à la page 5, et *Le Devoir* du 7 novembre 1936, à la page 6, rapportent que les honorables Duplessis, Bourque, Dussault et Leduc, ainsi que M. Bertrand (Saint-Sauveur) ont été parmi les 49 députés à rejeter l'amendement. *Le Canada*, à la page 1, rapporte que le chef de l'opposition, M. Bouchard, est absent lors du débat et au moment du vote. *Le Droit*, à la page 10, nous informe que M. Hamel (Québec-Centre) brille lui aussi par son absence à ce moment.

42. Les députés en faveur de l'amendement sont: MM. Auger (Gatineau), Beaudry, Bélanger, Bercovitch, Boiteau, Bulloch, Chaloult, Choquette, Drouin, Fisher, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Lafleur, Larochelle, Lawn, Layton, Lorrain, Pouliot (Gaspé-sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Sherman, Tremblay. Le décompte varie beaucoup d'un journal à l'autre. *Le Canada*, à la

page 1, compte 49 à 24 en défaveur du suffrage féminin. *La Patrie*, à la page 5, compte plutôt 49 à 29 et, quelques lignes plus loin dans le même article, 49 à 24. *Le Canada*, à la page 1, rapporte que: "Comme le vote fut pris debout, à un moment où il manquait une vingtaine de députés en Chambre, on n'a pu prendre que les noms de ceux qui votaient en faveur." *La Patrie*, à la page 5, confirme que l'"on ne procéda pas à l'appel nominal" et que le greffier adjoint, M. Bernard, put établir un "scrutin approximatif" en comptant par "assis et levés". Cela explique les écarts des chiffres publiés par d'autres journaux du 6 novembre:

Le Devoir, à la page 6, *Le Droit*, à la page 10, et *Le Soleil*, à la page 3, rapportent plutôt un vote de 49 voix contre 23. *The Montreal Gazette*, à la page 1, le *Herald*, à la page 1, et le *Quebec Chronicle-Telegraph*, à la page 3, écrivent, quant à eux, 49 contre 21. Aucun journal du 6 novembre 1936 ne mentionne la présence de M. Larochelle (Lévis) dans les rangs des députés en faveur du suffrage féminin. C'est à la séance du 6 novembre, nous apprend *La Presse* du 7 novembre 1936, à la page 53, que le député de Lévis soutient qu'il appuie le suffrage féminin. Ailleurs, *La Patrie* du 6 novembre 1936, à la page 5, et *L'Événement* du même jour, à la page 14, rangent par erreur M. Bertrand (Saint-Sauveur) parmi les députés en faveur de l'amendement. Or, dans *La Presse* du 7 novembre 1936, à la page 53, M. Bertrand affirme qu'il était en fait dans les rangs des opposants.

43. Selon *L'Événement* du 6 novembre 1936, à la page 14, il est environ 10 heures à ce moment de la séance.

Première séance du vendredi 6 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes! Affaires du jour!

Questions de privilège:

Accusation en
comité des comptes publics

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me lève sur une question de privilège. M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je veux signaler que le député de Chambly (M. Béïque) a dit cet avant-midi au comité des comptes publics que, lors d'un voyage en Europe...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Un député n'a pas le droit de discuter ici les délibérations d'un comité, quand ce comité n'a pas encore présenté son rapport.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlant sur le point d'ordre, il me semble que j'ai le droit de parler de ce qui concerne mon honneur. Cela n'a rien à faire avec le comité. Quand on porte atteinte à l'honneur et à la réputation d'un député, il me semble qu'on ne peut invoquer les règlements pour l'empêcher d'obtenir justice¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je maintiens mon point d'ordre.

M. l'Orateur: Si le chef de l'opposition veut rectifier quelque chose qui s'est dit au comité, l'endroit pour le rectifier était le comité. Il n'y a ici, présentement, aucune déclaration devant la Chambre. Je maintiens le point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) intervient².

M. l'Orateur: Depuis le début de la session, j'ai permis ce que je n'aurais pas dû permettre, c'est-à-dire qu'on commente mes décisions. Je ferai observer au député de Rivière-du-Loup qu'il n'y a qu'une chose à faire si l'on n'est pas satisfait: en appeler à la Chambre.

Questions orales:

Ouvriers de la
Consolidated Paper Co.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je reçois une lettre du Conseil des métiers et du travail disant que la Consolidated Paper Co., division Belgo, menace les ouvriers du local 163 de l'Union internationale des papetiers de Trois-Rivières³ de leur faire perdre le droit de libre organisation. Un certain nombre de papetiers se seraient joints dernièrement au local 163 de l'International Brotherhood of Paper Makers. À la suite de cette démarche, les papetiers auraient reçu l'ordre de ne pas faire partie de l'Union.

On leur aurait aussi défendu d'assister le 25 dernier à un banquet tenu à Québec, sous menace de perdre leur position. Une copie a été envoyée au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), et je désirerais savoir du ministre si l'on fait quelque chose pour empêcher qu'on les moleste. Les contrats collectifs reposent sur l'organisation libre et il faut faire respecter le droit d'organisation.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne suis pas bien au courant de l'objet des remarques du député. Je demande au député d'étudier les questions qu'il soulève et de s'informer de la source de ses nouvelles. Pour ce qui concerne Trois-Rivières, je pense que le premier ministre a déjà montré qu'il connaît son comté et sait s'en occuper. Il l'a prouvé récemment en faisant augmenter le salaire des ouvriers.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): La source! M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'a pas le droit...

M. l'Orateur: À l'ordre! Il est défendu de soulever un débat à propos d'une question posée à ce stade-ci.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait une remarque inintelligible.

M. l'Orateur: Je tiendrai à faire remarquer au député de Trois-Rivières qu'il est tenu, comme tout autre parlementaire, de respecter les règlements⁴.

Félicitations de Chandler

M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. l'Orateur, je reçois un message de félicitations du conseil municipal de Chandler qui voit avec joie les démarches du gouvernement national en vue de la réouverture du moulin de Chandler; cette initiative marque une nouvelle ère de prospérité pour la Gaspésie⁵.

Pour cette raison, le conseil municipal exprime sa reconnaissance au premier ministre, au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin), au ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et à "notre vaillant député" (M. Pouliot). Ils pourront se réjouir d'avoir travaillé à sortir toute une belle population canadienne de la misère.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, à ce stade de nos délibérations, je ne crois pas qu'on puisse lire des lettres de félicitations au gouvernement, pas plus que des lettres de reproches, d'ailleurs.

Rectifications:

Vote en comité plénier pour le suffrage féminin

M. Tellier (Montcalm): Le rapport de *L'Événement* de ce matin est erroné quand il dit que ceux qui sont contre le suffrage féminin n'ont pas osé voter.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): On dit dans les journaux que j'ai voté pour l'amendement en faveur du vote des femmes. Il y a eu erreur. J'ai voté contre hier et en d'autres occasions; je suis contre.

M. Larochelle (Lévis): Les journaux ont commis une erreur à mon sujet également.

Ils ne m'ont pas inscrit parmi les députés qui ont voté pour le droit de vote aux femmes, et j'ai voté pour.

Élection des députés

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 28, qui se lit comme suit:

"28. Les listes électorales pour les cités autres que Québec et Montréal et dont la population, au précédent recensement décennal, atteignait le chiffre de dix mille ou plus, doivent être dressées du 1^{er} au 15 mars de chaque année désignée par un nombre pair, conformément aux prescriptions du sous-paragraphe A ci-dessus. (Statuts refondus, chapitre 4, article 30; mod.)"

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): On devrait étendre ce délai du 1^{er} mars au 15 juin, vu les inconvénients qui résultent de la période des déménagements. Après le 15 mars, des milliers d'électeurs changent de place, et il en résulte de nombreuses complications dans le domaine des listes électorales⁶.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'approuve cette remarque du député de Montréal-Saint-Henri, et je tiens à souligner que la situation est la même dans la ville de Québec, à cette époque. Les déménagements sont très nombreux, et le travail est à refaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi électorale a été préparée par un expert⁷ non seulement au point de vue électoral, mais au point de vue légal, qui joint une expérience profonde à une connaissance non moins profonde des listes électorales et des événements politiques. Il a une réputation d'intégrité incontestable. Sa culture est hautement reconnue.

Toute loi ne peut cependant être parfaite, mais nous n'aurons pas d'élections avant quatre ans, et nous pourrions l'améliorer. D'ailleurs, je me demande quel serait l'intérêt de l'opposition à avoir des élections, car elle deviendrait encore plus faible. Nous allons adopter cette loi, et nous allons en faire un loyal essai. Nous aurons d'autres sessions d'ici les élections et nous pourrions toujours l'améliorer. Si nous jugeons à propos de la modifier pour améliorer le système de la confection des listes, nous la modifierons.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je n'ai aucun doute sur les capacités et la compétence de celui qui a préparé la loi, mais je tiens à souligner que l'on devrait tenir compte de la période des déménagements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les déménagements ont lieu au mois de mai, mais, dans certains grands centres, les déménagements sont également nombreux en octobre. Plusieurs familles laissent leur résidence au printemps, elles vont à la campagne, au bord des lacs, et elles ne passent un bail qu'à l'automne. Si nous étendons le délai au 1^{er} juin, la révision sera encore plus longue, et il en résultera d'autres inconvénients. Il faut toujours que les candidats aient ces listes pour se préparer assez tôt avant les élections.

Il est impossible de vouloir enregistrer sur les listes électorales les électeurs qui ne veulent pas s'occuper de leurs affaires. Le gouvernement et les municipalités ne peuvent tout faire sous ce rapport. M. Geoffrion nous a dit que le meilleur système à adopter serait celui de la révision pré-électorale, et il nous faut essayer tous les genres avant de l'adopter.

M. Marier (Drummond): L'amendement proposé par le député de Montréal-Saint-Henri ne servirait à rien, car c'est toujours le rôle d'évaluation qui sert de base aux listes, et il est préparé avant les déménagements.

L'article 28 est adopté.

Les articles 29 à 32 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 33, qui se lit comme suit:

"33. Les bureaux permanents doivent rester ouverts durant les heures fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil. (Statuts refondus, chapitre 4, article 33, 60 § 2; 21 George V, chapitre 20, article 1.)"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il vaudrait mieux fixer ces heures dans la loi elle-même. Nous pourrions amender la clause en question pour fixer les heures suivantes: de 9 heures a.m. à 5 heures p.m.; de 7 h 30 p.m. à 9 heures p.m.; de 9 heures a.m. à 1 heure p.m. le samedi.

L'article amendé se lira désormais comme suit:

"33. Les bureaux permanents doivent rester ouverts tous les jours non fériés, de neuf heures du matin à une heure de l'après-midi, le samedi, et de neuf heures du matin à cinq heures du soir puis de sept heures et trente à neuf heures du soir. (Statuts refondus, chapitre 4, article 33, 60 § 2; 21 George V, chapitre 20, article 1.)"

L'article 33, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 34 à 57 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 58, qui se lit comme suit:

"58. Quiconque croit que son nom a été omis ou inscrit sans droit sur une liste électorale peut, par lui-même ou par un procureur, déposer à ce sujet au bureau du secrétaire-trésorier une demande écrite et sous serment en inscription ou en radiation, selon le cas.

"Tout électeur de la municipalité, autre qu'un membre du conseil municipal, qui croit que le nom de quelque personne a été omis ou inscrit sans droit sur une liste parce que cette personne a ou n'a pas, selon le cas, les qualités requises pour être électeur, peut déposer à ce sujet, au bureau du secrétaire-trésorier, une semblable demande par écrit et sous serment."

"Toute demande en inscription faite en vertu du présent article doit indiquer les nom, prénoms et profession ou métier de celui en faveur de qui elle est formée, ainsi que le numéro et la rue de son logement, si les habitations de cette rue sont numérotées, ou le nom de la rue ou du rang où il a son habitation et le numéro de cadastre de cette habitation.

"Quand la carte d'identité est de rigueur dans la municipalité, la demande en inscription ou en radiation ne peut être admise que si la personne qui la forme établit son identité au moyen de sa carte. (Statuts refondus, chapitre 4, article 79; mod.)"

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je vois que l'on écrit cette phrase au conditionnel quand il s'agit de la carte d'identité. Je réclame cette carte d'identité obligatoire pour les villes comme Montréal et Québec, où les populations sont plus denses qu'ailleurs et généralement plus cosmopolites. Cette carte d'identité va certainement éliminer des centaines et des centaines de parjures et télégraphes, car nous pourrions contrôler honnêtement la votation. Je demande au gouvernement de ne pas laisser passer cette belle occasion de la rendre obligatoire.

Ceux qui ne veulent pas de la carte d'identité sont ceux qui ont intérêt à ne pas se la procurer. Je soumets qu'avec la carte d'identité nous allons faire disparaître 95 % des difficultés électorales, et il n'y aura plus de mélange comme aujourd'hui. Ceux qui veulent des élections honnêtes ne peuvent s'empêcher de vouloir la carte d'électeur avec photographie et signature. Montréal, dans sa population honnête, la réclame depuis des années. Ce serait, de la part du gouvernement, un geste salutaire et bienvenu de nous donner la carte que nous réclamons.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): S'il m'est permis de prendre part à ce débat, je crois que j'ai quelque expérience en matière municipale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Yes, of course⁸.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Sans carte d'identité dans un centre comme Montréal, un candidat honnête s'expose à devenir la victime d'organisation de télégraphes. La carte d'électeur va à la racine la plus profonde du mal dont nous souffrons, à Montréal surtout, depuis beaucoup trop d'années. Je suis fortement en faveur de la suggestion du jeune député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle).

J'espère que lorsque ce comité étudiera tous les amendements à apporter à cette loi électorale, il le fera avec le plus grand sérieux, car il s'agit d'une législation excessivement importante. Toutefois, la carte d'identité ne saurait être efficace sans le vote obligatoire. Je suis en faveur du vote obligatoire pour raison d'économie, de simplification et d'honnêteté. Cela aurait pour effet de faire disparaître totalement le télégraphe.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Il est dans le programme de l'Action libérale nationale, adopté par l'Union nationale⁹, d'appliquer le système de la carte d'identité, dans tous les centres, où la population dépasse 10,000 âmes. Il y est fait mention à l'article 2, et plus loin à l'article 4, de ce programme si cher au chef du gouvernement. On pourrait profiter de l'occasion pour appliquer ce programme. Je suis aussi pour le vote obligatoire. Ce sont là des mesures qu'il est temps d'imposer.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent): Ce débat, me semble-t-il, ne peut se terminer sans un mot du député de Montréal-Saint-Laurent. Mon comté, pendant deux élections, a été comme le royaume de la "télégraphie". Il a été humilié des révélations des élections de 1935. Le télégraphe a été élevé au rang des beaux-arts.

C'est une des pires hontes du dernier régime. Je suis certainement en faveur de l'identification des électeurs, mais non pour le vote obligatoire. Sans identification, les élections peuvent redevenir une vaste conspiration et nous conduire au communisme, qui est certainement ce que nous abhorrons le plus en ce monde.

Je m'accorde donc personnellement avec le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch)

pour réclamer la carte d'identité. Je ne m'accorde pas avec lui pour réclamer le vote obligatoire. Les cartes d'identité signifieraient une amélioration considérable du système électoral québécois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Je crois qu'il serait sûrement convenable d'avoir un système d'identification des électeurs. Les cartes d'identité sont une bonne chose et rendraient les élections plus honnêtes et plus satisfaisantes. Il y avait, dans mon comté, un électeur du nom de Sam Gobeil. Il était inscrit à un endroit sous ce nom, ailleurs sous le nom de Sam Labelle, et dans un autre poll, sous le nom de Sam Lebel. Avec la carte d'identité nous pourrions supprimer de tels abus.

M. Barrette (Terrebonne): Au comité des bills publics, j'ai suggéré qu'on ajoute au deuxième alinéa les mots "et sous serment". Je fais encore la même suggestion.

M. Tellier (Montcalm) appuie la suggestion de son collègue et voisin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) de l'intérêt qu'il porte à cette discussion. Il a certainement fait une suggestion intéressante. La carte d'identité est sûrement à souhaiter, mais elle est inutile, si elle n'est pas aussi exigée par les autorités municipales. Car nos listes d'électeurs sont basées sur les listes municipales. Je ne suis pas si certain, par contre, que le vote obligatoire soit une bonne chose. Nous avons déjà trop de lois inopérantes.

Je crois que la carte d'identité est une bonne mesure, si elle est bien appliquée. Je ne m'occupe pas des affaires de Montréal, mais je lis les journaux et je constate qu'il y avait une carte d'identité à Montréal, et l'on vient de révéler qu'il y a eu des abus. À moins que le système d'identification soit parfait, je crois qu'il ne peut qu'aggraver les abus. Les électeurs honnêtes n'ont sûrement pas d'objection à être identifiés.

Mais nous laissons aux municipalités le soin de décider de cela, pour les raisons que j'ai dites. C'est d'ailleurs plus difficile que l'on pense. La photo, ce n'est pas toujours suffisant. Il faut aussi que la description de la personne corresponde. Il y a des sosies. Par exemple, les hommes de l'ordre nouveau étaient physiquement comme ceux de l'ordre ancien, d'après les photographies.

(Rires)

Nous ne pouvons consentir à une réforme mal digérée, mal étudiée et mal élaborée pour l'instant. Je ne suis pas en faveur du vote obligatoire, et voici pourquoi. Quelle pénalité allons-nous imposer? Quel candidat heureux ou malheureux voudra appliquer cette loi, si nous passons la loi du vote obligatoire? Il ne voudrait pas poursuivre, de peur que le défendeur ne vienne voter contre lui à la prochaine élection. Ce serait une loi non exécutoire. En ce domaine, il vaut mieux procéder lentement, mais logiquement. Une loi sur le vote obligatoire serait une mauvaise chose, car on ne peut forcer un homme à voter s'il ne le désire pas; on peut conduire un cheval à l'étang, mais on ne peut le forcer à boire.

Les cartes d'identité, au lieu d'améliorer la situation, ne feront à mon avis que l'empirer. La ville de Montréal a eu beaucoup de problèmes avec son système de cartes d'identité pour les œuvres de charité et elle a découvert que les abus étaient particulièrement fréquents à cause de la complexité de la situation.

Je crois plutôt qu'il faut une campagne d'éducation de grande envergure et qu'il vaut mieux réserver nos efforts à persuader la population à voter davantage. Nous devrions avoir 90 % du vote. Hélas, il n'en est pas ainsi. Il y a 30 %¹⁰ des électeurs qui ne votent pas, à tout le moins.

Je crois qu'il est inutile de faire des lois qui ne sont pas approuvées par l'opinion publique. Il ne faut pas devancer l'opinion, mais la suivre en matière de législation. Je parle de l'opinion des gens honnêtes et éclairés, la majorité.

M. Raynault (L'Assomption): La carte d'identité n'est pas seulement une bonne chose, mais elle est indispensable dans les villes. Nous avons une proposition dans le bill de Montréal, qui ne vient pas à cette session-ci, pour la carte d'identité.

S'il y a eu des abus dans le système à Montréal, c'est pour la même raison qu'ailleurs. Les fonctionnaires ont la mentalité, souvent, de ceux qui les nomment. Ils veulent se servir, au lieu de servir la masse¹¹.

Après les élections, nous accorderons à Montréal un système amélioré¹². Ici, il est bon de voir qu'on a tenu compte des compétences. Nous ferons la même chose. Quand les choses auront changé à Montréal, la Législature recevra probablement une demande, et j'espère qu'elle l'agréera.

M. Barré (Rouville): Je crois que le plus grand mal, ce sont les gens qui se font tirailler pour

aller voter. Je crois aussi qu'un bon remède, c'est la carte d'identité et le vote obligatoire. Le premier ministre a probablement raison de dire qu'il faut commencer par des campagnes d'éducation. Mais la grosse plaie, encore une fois, ce sont ceux qui se font tirailler. C'est le grand champ d'action de la corruption dans les campagnes. Il y en a qui se font payer pour ne pas aller voter, parce qu'ils ne voudraient pas se faire payer pour y aller, ne voulant pas se parjurer.

Celui qui ne veut pas se servir de son droit de vote ne mérite pas de l'avoir. On devrait donner à chacun un livret personnel d'identité, dans lequel on inscrirait le nombre de fois qu'il est venu voter. Celui qui négligerait d'aller voter une fois n'aurait pas le droit de voter à l'élection suivante. Cela punirait ceux qu'il faut charrier ou qu'il faut aller chercher avec de grandes cérémonies, chaque fois qu'il y a un vote à donner.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) approuve ce que dit le député de Rouville et veut aussi qu'on trouve le moyen de faire une campagne d'éducation. Il souligne qu'en plusieurs pays d'Europe le vote est obligatoire et que cela est une bonne chose.

M. Delagrave (Québec-Ouest) est aussi en faveur de la carte d'identité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux que le député de L'Assomption, avec la prévision qui le caractérise, a fait entrevoir que les gens qui prendront l'administration de Montréal en décembre préconiseront la carte d'identité municipale sur une meilleure base. Le gouvernement favorisera toute mesure pratique et praticable qui lui sera recommandée par Montréal.

(Applaudissements des députés de la région de Montréal)

L'article 58 est adopté.

Les articles 59 à 61 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 62, qui se lit comme suit¹³:

"62. Le conseil, en procédant à l'examen de la liste, doit vérifier d'abord si elle a été préparée régulièrement et dresser procès-verbal de cette vérification. Il doit ensuite prendre en considération toutes les demandes écrites qui ont été régulièrement faites au sujet de la liste, et entendre les parties

intéressées et, au besoin, leur témoignage sous serment. (Statuts refondus, chapitre 4, article 83, mod.)"

M. Tellier (Montcalm) fait remarquer que la preuve par serment n'est pas toujours suffisante et n'est pas, du moins, la meilleure preuve, en ce qui concerne les personnes qui sont sujets britanniques par naturalisation. Il demande que ces électeurs soient obligés à produire leurs certificats de naturalisation et mentionne le fait que 90 % de la population de Saint-Calixte de Kilkenney de Montcalm est polonaise et que tous ces gens-là votent sans avoir été naturalisés.

M. Barrette (Terrebonne) "cosmopolise" tout le comté de Terrebonne, pour appuyer les arguments du député de Montcalm.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): S'il vous faut demander à tout citoyen qui vous paraît étranger ses papiers de naturalisation, il faudra nécessairement demander aussi aux Canadiens leur certificat de naissance qui atteste qu'ils sont nés au Canada d'un père étranger, mais naturalisé. (M. Bercovitch cite quelques exemples.) Le fardeau de la preuve, pour être plus juste, devrait reposer sur ceux qui contestent qu'un électeur est naturalisé canadien.

M. Barrette (Terrebonne): Je crois que tout citoyen devrait avoir le certificat de naturalisation.

M. Tellier (Montcalm): J'admets que ceci peut avoir des inconvénients, mais enfin, quand nous allons ailleurs, ce n'est pas toujours intéressant pour nous de produire des certificats, et nous le faisons quand même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce cas peut présenter bien des difficultés, car, si nous exigeons le certificat de naissance seulement, cela ne prouve pas que le porteur est sujet britannique et que son père le serait également. Il faudrait trouver un autre moyen. Qu'on exige de l'applicant qu'il produise plutôt un certificat en foi de quoi il est né au Canada.

D'ailleurs, je ne conçois pas qu'on demeure ici, sans se faire naturaliser. Si on n'a pas de pays, qu'on s'en aille. Je suis en faveur que tout citoyen vote, peu importe sa nationalité, sa couleur politique ou ses croyances, pourvu qu'il soit naturalisé sujet britannique.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Oui, très bien, mais vous avez le cas, par exemple, d'un citoyen étranger qui arrive au Canada avec des enfants en bas âge. Cet homme se fait naturaliser, ses enfants grandissent, on les suppose des Canadiens, quoi qu'ils soient nés en Europe. Ils se marient, ils quittent la maison paternelle pour aller s'établir ailleurs. Et lorsqu'on leur demande un jour leurs papiers de naturalisation, ils n'en ont pas et, à ce moment-là, leur père peut être allé s'établir à Vancouver. Que ferait-on dans pareil cas, défranchiser?

M. Tellier (Montcalm): Nous pourrions insérer dans la loi les certificats de naturalisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait ajouter au texte les mots suivants: "Quand sur une demande en inscription ou en radiation, le conseil doit décider si une personne est sujet britannique, il incombe à celle-ci de prouver qu'elle est sujet britannique."

L'amendement est adopté.

L'article 62, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 63 à 73 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 74, qui se lit comme suit:

"74. Il y a, pour chacune des cités dont la population, au précédent recensement décennal, atteignait le chiffre de dix mille ou plus, une commission de révision appelée "Commission de révision de (nom de la cité)".

"Cette commission est composée de trois personnes, choisies et nommées comme il suit:

"Les trois réviseurs doivent être choisis parmi les avocats et les notaires qui exercent leur profession depuis au moins dix ans et qui n'ont pas été depuis dix ans candidats à une élection fédérale, provinciale ou municipale. Les membres du Sénat ou du Conseil législatif ne peuvent être réviseurs.

"Deux des réviseurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'un sur la recommandation du premier ministre de la province et l'autre sur la recommandation du chef de l'opposition officielle.

"Les deux réviseurs nommés par le lieutenant-gouverneur nomment eux-mêmes le troisième.

"La nomination des deux premiers réviseurs se fait à la date fixée pour le dépôt des listes, et celle du troisième, dans les huit jours qui suivent.

"À défaut par le chef de l'opposition officielle de recommander un réviseur en temps utile ou par les deux premiers réviseurs d'en nommer un troisième dans le délai prescrit, le lieutenant-gouverneur en conseil fait la nomination. (Statuts refondus, chapitre 4, article 100, mod.)"

M. Barrette (Joliette): J'ai beaucoup d'estime pour mes amis les avocats et les notaires, mais je constate que, d'après la loi, dans les villes de plus de 10,000 âmes, ils seront les seuls à pouvoir faire partie de la société, et la loi devrait être amendée en ce sens que tout citoyen dûment qualifié pourra siéger à ce comité¹⁴.

M. Bulloch (Westmount): Je crois que les hommes d'affaires sont aussi compétents que les avocats et les notaires pour décider de ces questions.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Comme représentant d'une division ouvrière, je tiens à enregistrer ma dissidence. Les marchands, les hommes d'affaires en général et les ouvriers pourraient tout aussi bien faire l'affaire. Ces mots devraient être rayés de la loi électorale, et qu'on laisse la porte ouverte à tous les gens qualifiés.

M. Robinson (Brome): Ce serait un mauvais principe à poser que d'éliminer les notaires et les avocats des bureaux de révision.

M. Pouliot (Missisquoi): Au comité des bills publics, j'étais de l'avis de ceux qui veulent la représentation de toutes les classes à ce comité, mais nous, qui n'étions pas des professionnels, nous nous trouvions en minorité, et nos suggestions ont été refusées. Je crois que si nous sommes capables de nous occuper des lois soumises à l'attention de cette Chambre, bien que nous ne soyons pas des avocats ou des notaires, les gens de notre classe devraient être capables de siéger au bureau de révision. L'homme de loi peut conseiller les deux autres, si nécessaire, sur certaines questions légales. Nous pourrions amender la loi pour dire que l'un des trois réviseurs ne sera pas un homme de loi. Il n'est pas nécessaire que seuls les avocats et les notaires aient le droit de siéger à ce comité.

M. Paradis (Matapédia): J'appuie ceux qui veulent que ce comité soit ouvert à toutes les classes. Dans mon comté, il y avait deux simples secrétaires-trésoriers et un avocat au comité, et ils ont mieux rempli leurs devoirs que ce dernier.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est peut-être parce que l'avocat était plus simple que les deux simples secrétaires-trésoriers. Je n'ai aucune objection à biffer cette clause, mais je crois que ce serait une erreur. Le comité de révision, c'est en somme un tribunal chargé d'interpréter une loi compliquée. Voilà pourquoi il est préférable qu'il soit composé d'hommes de loi. Il nous faut des garanties, et chacun son métier. La loi électorale c'est une question de droits et savoir qui peut voter, c'est une autre question de loi. Le député de Westmount (M. Bulloch) prétend que la loi devrait éliminer les avocats et les notaires des bureaux de révision. C'est donc un signe qu'ils devraient y siéger, puisqu'il veut une loi pour les éliminer.

Si nous voulons faire quelque chose de bien avec cette loi, il faut que chacun exerce ces activités dans le domaine qui lui est particulier. Les professionnels ont rendu des services signalés dont il faut tenir compte. Nous considérons, sans aucun doute, comme essentiel que toutes les classes soient représentées, mais ici le cas est différent: il s'agit d'interpréter la loi. Nous avons trop de questions importantes à régler pour s'arrêter à ces petits problèmes. D'ailleurs, nous avons considéré toutes les classes de la société dans la formation du cabinet provincial. Nous avons moins d'avocats...

M. Carignan (Jacques-Cartier): (En riant)
Et le premier ministre considère que c'est un bon cabinet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, mais s'il y avait un cabinet sans un seul avocat, il en serait peut-être autrement. Nous avons également préconisé un conseil économique où toutes les classes de la société seront représentées. Laissons de côté ces questions personnelles. N'oublions pas que les professionnels ont fait des études qui ont coûté cher à leurs parents. Si nous les faisons disparaître, nous éteignons la flamme du progrès qui nous a guidés dans le passé et qui nous guidera dans l'avenir. Les éducateurs que sont les Jésuites ont eu plus d'un dévouement. Il ne faut pas décider qu'une chose est mauvaise parce qu'elle porte telle ou telle étiquette. Si nous ne nommons pas des hommes compétents aux bureaux de révision, on viendra nous dire ensuite que ces bureaux ne font pas l'affaire.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Devant un tribunal de justice, c'est l'ouvrier que l'on appelle pour juger sous forme de juré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qui préside?

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Le juge, il est vrai, et l'avocat plaide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce qui vous prouve que toutes les classes de la société doivent être représentées.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): Nous avons eu recours souvent aux avocats et aux notaires... (En souriant) et quelquefois, ils nous ont coûté cher. Je suggérerais tout simplement que nous nommions, aux comités de révision, un homme d'affaires et deux avocats ou deux notaires.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent) est contre le principe de n'admettre que des avocats ou des notaires, car d'après lui, il y a aussi des hommes d'affaires aussi qualifiés.

M. Hamel (Québec-Centre): Quel inconvénient y aurait-il à ce que la loi se lise comme suit: "Tout électeur âgé de 35 ans au moins et qui n'a pas été candidat depuis dix ans pourra siéger à ce comité." Comme la loi dit que le gouvernement nommera un commissaire, il pourra choisir un professionnel. Le chef de l'opposition pourra aussi en choisir un, et le troisième choisi par le lieutenant-gouverneur sera un citoyen d'une autre classe. Ainsi, tout le monde sera bien partagé. Je fais la suggestion bien humblement.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):
Nous ne voulons pas lancer de briques aux professionnels. Je pense qu'il serait inutile de changer cet article. Si le gouvernement peut nommer n'importe qui, rien ne peut l'empêcher de nommer des avocats et des notaires exclusivement, s'il le veut. Plus tard, quand les gens se seront davantage intéressés à la chose publique, peut-être y aura-t-il des citoyens connaissant bien la loi et tout le travail, et alors, on pourra nommer des gens qui ne seront pas avocats. Rien ne disait, dans la loi qui régit la Commission des accidents du travail, qu'il faut nommer des avocats, et tous sont des avocats.

M. Bulloch (Westmount): Quelle est la définition de l'homme d'affaires? Les avocats ne connaissent que le droit. Des gens qui ne sont pas avocats peuvent connaître et comprendre la loi. Le président du comité plénier, le député de

Saint-Maurice (M. Trudel), n'est pas avocat et pourtant il connaît bien les règlements¹⁵.

M. Pouliot (Missisquoi): Le député de Westmount a bien raison. L'un des trois commissaires devrait être avocat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors, on peut retrancher ce qui a trait aux avocats et aux notaires, et nous nommerons qui nous voudrons.

M. Pouliot (Missisquoi): Il serait difficile de trouver quelqu'un qui n'a pas fait de politique dans les avocats et les notaires.

L'article est amendé et le troisième paragraphe se lit comme suit: "Les trois réviseurs doivent être choisis parmi les électeurs qui n'ont pas été candidats, depuis dix ans, à une élection fédérale, provinciale ou municipale dans la province de Québec. Les membres du Sénat et du Conseil législatif ne peuvent être réviseurs."

L'amendement est adopté.

L'article 74, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 75 à 142 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 143, qui se lit comme suit:

"143. Dès que le bref d'élection a été émis, le secrétaire de la chancellerie doit envoyer au président de l'élection autant d'exemplaires de la présente loi et des instructions approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil (auxquels il a été annexé un index alphabétique détaillé) que les officiers d'élection en auront besoin pour les fins de l'élection, et autant de registres de scrutin et de formules en blanc que les présidents du scrutin en auront besoin pour les différents bureaux de scrutin.

"Toutefois, le président de l'élection doit faire imprimer lui-même les bulletins de vote nécessaires au scrutin. (Statuts refondus, chapitre 4, article 170.)"

M. Béique (Chambly): À la dernière élection, le chef de l'opposition s'est fait accompagner pour une assemblée à Saint-Lambert par 60 policiers provinciaux. Est-ce qu'il y aurait quelque chose dans la loi pour empêcher la répétition de choses semblables à l'avenir? Je demanderais que la loi soit amendée de façon à empêcher la police provinciale de sortir avec tout le monde.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne vois rien dans la clause qui justifie cette observation, mais je dirai à mon ami de Chambly que son affirmation est pour le moins fausse. Je n'ai jamais été suivi de 60 policiers provinciaux. Il n'y a pas 60 officiers de circulation dans tout le district de Montréal. Si le député de Chambly en a vu 60, c'est qu'il avait quelque chose de travers dans la vue.

M. Béïque (Chambly): Vous en faisiez venir d'ailleurs. On m'a dit qu'il y en avait 70, mais comme je n'aime pas à passer pour exagérer, j'ai parlé de 60 seulement.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Dans mon comté pour une assemblée à Matane, je sais qu'on avait averti tous les cantonniers de la voirie et tous les autres employés du gouvernement de la Gaspésie, de Rimouski, de Bonaventure, de Gaspé-Sud, de Gaspé-Nord et de Matapédia d'y assister pour travailler contre moi.

Le chef officiel de l'opposition est même venu la veille des élections, et avec le succès que vous savez. Je crois qu'il devrait y avoir des sanctions contre ceux qui se servent ainsi des employés publics dans les périodes électorales et leur suspension immédiate, s'ils obéissent aux ordres des politiciens.

M. Béïque (Chambly): L'ancien premier ministre avait toujours soin de se faire accompagner des policiers provinciaux. C'est de même qu'il parvenait à être capable de parler¹⁶.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas besoin de parler de l'ancien premier ministre. S'il faut en croire les journaux, le premier ministre actuel se fait lui aussi accompagner de policiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai vu cela moi-même dans les journaux et je ne sais jusqu'à quel point c'est nécessaire. Si je suis accompagné d'un garde du corps, d'abord c'est malgré moi, et ensuite parce que l'on m'a fait des menaces, ce qui d'ailleurs ne m'intéresse pas. Mes amis m'ont dit que j'étais mieux de me faire protéger, vu que l'opposition fait une si étrange distinction entre l'honnêteté et la probité.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que l'honorable premier ministre en gardera longtemps des policiers autour de lui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'en ai pas besoin de policiers.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef du gouvernement se fait escorter par en avant et par en arrière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis escorté ni par en avant, ni par en arrière, ni par le côté. On s'est imaginé que j'avais peur de l'opposition. Je n'en avais pas peur quand il y avait ici une grande majorité; ne croyez pas que je vais craindre ce qui en reste, là en face...

(Rires)

Surtout maintenant que je suis entouré de 75 députés qui sont prêts à donner leur vie pour moi. Je regrette que le chef de l'opposition ne soit pas aussi bien entouré, car c'est un excellent chef de l'opposition.

(Rires)

Tout le monde félicite le gouvernement d'avoir un chef de l'opposition aussi compétent pour lui.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous osez dire que c'est vous qui m'avez choisi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Peut-être plus que vous pensez. J'ai été consulté lorsqu'il s'est agi de nommer le chef de l'opposition. Bien, voici comment ça s'est passé. J'ai dit aux libéraux: "Vous traversez une période de réorganisation, n'allez pas faire l'erreur de mettre un homme qui a de l'avenir."

(Rires)

Il y a eu alors une petite discussion pour savoir si on devait choisir le chef actuel ou le député de Berthier, (M. Bastien) qui avait ses prétentions, mais nous avons préféré le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), au risque de mécontenter l'électeur¹⁷ du député de Berthier. Je me demande si on a bien fait.

(Rires)

Je puis dire ceci au chef parlementaire de l'opposition: s'il veut rester là, nous sommes prêts à collaborer, à l'aider. Si ses amis ne veulent plus de lui, nous prendrons des mesures pour qu'il reste dans l'opposition.

M. Bastien (Berthier): En tout cas, le premier ministre admettra que nous, libéraux, lui avons donné un bon coup de main à la convention conservatrice de Sherbrooke. Il n'est pas reconnaissant. Nous nous

sommes efforcés de le faire passer avant le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). C'est même pour cela que le député de Matane ne dirige aujourd'hui que ce ministère¹⁸.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous nous éloignons beaucoup de la loi électorale. Le député de Berthier se rappelle que son chef M. Taschereau a déjà déclaré que j'étais son choix à la tête de l'opposition. Je ne sais pas s'il pense encore la même chose aujourd'hui. À Sherbrooke, le coup de main donné a été celui du ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries actuel, et c'est lui qui nous a permis d'avoir aujourd'hui un ministre des Mines bien meilleur que ceux que nous avons eus dans le passé.

(Applaudissements)

L'article 143 est adopté.

Les articles 144 à 184 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 185, qui se lit comme suit:

"185. Un candidat qui a été présenté peut se désister en tout temps avant la clôture du scrutin, en remettant ou transmettant au président de l'élection une déclaration écrite à cet effet, qu'il a signée en présence de deux électeurs du district électoral et sur laquelle ceux-ci ont eux-mêmes apposé leurs signatures comme témoins.

"Si, après ce désistement, il ne reste qu'un seul candidat, le président de l'élection doit déclarer ce candidat dûment élu, sans attendre au jour fixé pour le scrutin, ni à la clôture du scrutin au cas où le désistement lui est notifié le jour même du scrutin. (Statuts refondus, chapitre 4, article 204.)"

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): J'insiste pour le maintien de cette clause. Dans mon comté, le matin de l'élection, on a répandu la rumeur que l'honorable M. Adélar Godbout¹⁹ était élu par acclamation dans son comté. Cela a influencé un certain nombre d'électeurs et, cependant, l'ancien premier ministre a été défait dans son comté.

MM. Marier (Drummond), Delagrave (Québec-Ouest), Tellier (Montcalm) et Pouliot (Missisquoi) donnent des précisions sur cet amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'en juge par ce que vient de dire le député de

Québec-Ouest (M. Delagrave), je crois que la loi ne va pas assez loin. Je propose donc de l'amender dans le sens suivant, c'est-à-dire afin d'empêcher un candidat de démissionner après l'expiration de deux jours qui suivent la nomination. C'est souvent un moyen de diviser les forces que la présentation de plusieurs candidats. L'ancien régime avait pour coutume de mettre des candidats pour diviser les votes, ce qui est contraire à la morale électorale. L'honorable député des Îles-de-la-Madeleine a raison. Si un homme ne veut pas être candidat, il aura deux jours pour y penser. Ça suffit. En ne permettant aux candidats de démissionner que dans les deux jours qui suivent la nomination, on aura ainsi le temps de se rendre compte si la vente a été librement faite ou si ce fut une vente forcée.

(Rires)

M. Béïque (Chambly): Pour vous démontrer le manque de sérieux du chef de l'opposition, je vais attirer votre attention sur un petit fait. Lorsque le bill fut introduit en Chambre, le chef de l'opposition s'est plaint disant qu'il s'agissait d'un bill très volumineux et qu'on devait avoir au moins le temps de l'étudier un peu avant de le discuter. Aujourd'hui, la Chambre étudie le bill et le chef de l'opposition n'a même pas de copie du bill devant lui. Plus que cela, il dort.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas dormi une seule minute. Les yeux du député de Chambly font absolument défaut. Tantôt il voit les objets 60 fois plus gros, et tantôt il n'en voit qu'un soixantième.

M. Béïque (Chambly): En parlant de 60 fois, voulez-vous faire allusion à ce que j'ai dit ce matin au comité des comptes publics?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si vous voulez avoir le courage de le répéter en dehors, je vous montrerai à qui vous avez affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pourrions dire "deux jours après la mise en nomination".

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce que quelque chose indiquera à quelle heure il devra avoir retiré son bulletin?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est au candidat partant qu'il appartiendra de s'assurer

si son bulletin a été retiré. Nous lui donnons deux jours après la mise en nomination pour abandonner la lutte. Après ce délai, il sera considéré comme candidat.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Dans les vastes comtés, comme Charlevoix-Saguenay, par exemple, il y a de longues distances à franchir, et comme la mise en nomination a lieu 14 jours avant la votation dans ces centres, on pourrait lui accorder au moins trois jours.

M. Pelletier (Lotbinière): On devrait dire 48 heures au lieu de deux jours, car plusieurs compteront ce délai à partir de la fin de la mise en nomination.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous aurons alors à faire face à d'autres difficultés, car il y aura l'heure solaire et l'heure avancée. De plus, certains officiers rapporteurs peu scrupuleux pourront avancer ou reculer leur montre au besoin. Ça s'est vu dans Trois-Rivières aux élections de novembre. Disons donc dans les deux jours après la mise en nomination.

L'article 185 est amendé et se lit désormais comme suit:

"185. Un candidat qui a été présenté peut se désister en remettant au président de l'élection une déclaration écrite à cet effet, qu'il a signée en présence de deux électeurs du district électoral et sur laquelle ceux-ci ont eux-mêmes apposé leurs signatures comme témoins.

"Ce désistement n'est cependant valable que s'il est déposé au bureau officiel du président de l'élection, pendant les heures ordinaires de bureau, avant le troisième jour qui suit celui de la présentation des candidats.

"Si, après ce désistement, il ne reste qu'un seul candidat, le président de l'élection doit déclarer sur le champ ce candidat dûment élu. (Statuts refondus, chapitre 4, article 204; mod.)"

L'amendement est adopté.

L'article 185, ainsi amendé, est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43

autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de deux cent vingt-cinq mille dollars à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française soit maintenant lu une deuxième fois²⁰.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'oppose à ce bill, car je crois que la Chambre va créer un précédent dangereux dans la province de Québec. Il (M. Bouchard) proteste de son catholicisme, mais il fait voir le danger de la multiplication des demandes de cette nature. Les corps publics, notamment la ville de Montréal, sont dans une situation financière qui est loin d'être encourageante.

On ne devrait ni imposer ni permettre aux municipalités de dépenser les deniers publics pour des fins absolument étrangères à la chose municipale. L'association, dont le nom est mentionné dans le bill, mérite certes l'encouragement du public et de ceux qui s'intéressent à l'avenir de nos jeunes gens. Elle a rendu des services considérables et est de nature à en rendre encore à la jeunesse canadienne-française...

Une voix: ...et catholique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas besoin de l'ajouter, car tous les Canadiens français, à de très rares exceptions, sont des catholiques. Cette organisation a des ramifications dans toutes les villes principales de la province. Elle tend à la fois à l'éducation postsecondaire et à l'amusement.

Mais il y a aussi à Montréal d'autres associations éducationnelles qui poursuivent un but aussi méritoire telles que la Y.M.C.A., la Y.W.C.A., qui pourront être tentées de demander la même faveur que l'A.C.J.C. J'estime qu'il ne faut pas poser un précédent qui mettra par la suite les corps municipaux dans l'obligation de se rendre à toutes les demandes de même nature.

M. Boyer (Châteauguay): L'honorable député de Saint-Hyacinthe sait-il si M. Henri Gagnon, du *Soleil*, aumônier de la caisse électorale au cours des dernières élections et représentant de l'Église au feu des débentures de l'ancien gouvernement, approuve ce projet?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne le sais pas, mais M. Gagnon est absolument libre de le favoriser. Pour ma part, j'ai le droit de signaler les dangers que comporte le projet. Il n'est pas du ressort municipal de consacrer les deniers publics à l'encouragement d'associations sportives et

d'institutions qui doivent être aidées par l'initiative privée. La ville de Montréal, qui n'a pas d'argent pour payer ses rues et les nettoyer en hiver, ...

M. Raynault (L'Assomption): Je vous demande pardon!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Demandez pardon si vous voulez, mais je dis la vérité. Si on crée un précédent pour garantir les droits des créanciers hypothécaires d'une association, c'est dangereux. L'argent versé à la caisse municipale doit être employé à des fins municipales. Surtout lorsque, derrière une association respectable, se cachent des intérêts financiers. Je soutiens que l'on va créer un précédent dangereux.

M. Pelletier (Lotbinière): Et les \$25,000,000 pour la "Machine Agricole", ou la Banque Nationale?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est 6 heures et je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), que le débat soit ajourné. Je continuerai mes remarques à la prochaine séance²¹.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 6 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes²²!

Réduction du traitement des parlementaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 44 relatif aux ministres, aux membres du Conseil législatif et à ceux de l'Assemblée législative.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi a pour but de réduire le traitement du premier ministre de \$2,000; celui des ministres de \$1,000 chacun, et celui des membres de la Chambre et du Conseil législatif de 10 %, et ce, à compter du 26 août dernier, date de l'assermentation du gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne pouvons discuter le bill en deuxième lecture sans en avoir de copie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Remettant une copie du bill à un page) Va porter cela au chef de l'opposition, c'est clair, il va peut-être le comprendre!

M. l'Orateur: Quand les députés auront des objections à faire, je leur demanderais de les faire avant que les bills soient adoptés. Nous ne serons pas obligés ainsi de refaire le même ouvrage deux fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté sur division.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²³:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai déjà eu l'occasion ailleurs d'exposer les raisons de mon opposition à cette mesure. Je prétends que ce bill est un bill de camouflage...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Tiens... encore un autre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec cette mesure, on a l'intention de faire croire au public que l'indemnité des députés est réduite. Pour cette année

il n'en sera rien du moins. Si nous avons deux sessions en une seule année, la réduction deviendra une double indemnité, ce qui constitue une augmentation appréciable pour tous les députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a été surpris des déclarations que j'ai eu l'occasion de faire à l'effet de réduire les salaires des membres de la Chambre²⁴. Il est toujours désagréable d'avoir à parler de soi, mais je dirai que, personnellement, je suis loin d'être riche. J'avais un bureau professionnel où je gagnais ma vie facilement en combattant pour les bonnes causes, les causes du peuple, et non pour celles des compagnies. J'ai dû l'abandonner.

Depuis que j'ai pris la situation en main ici, j'ai réduit mon indemnité de \$2,000. Nous avons voulu donner l'exemple de l'économie. Nous avons aussi réduit l'indemnité des ministres avec portefeuille de \$1,000 dans chaque cas, et de 10 % dans le cas des membres de la Chambre et du Conseil législatif.

Le chef de l'opposition a protesté, mais pourtant, il a encore son même salaire. J'ai compris que pour lui c'était une question vitale. Nous avons voulu ainsi donner l'exemple en répondant aux désirs de la population. On sait que nous avons de lourdes charges. Nous avons à payer les pensions de vieillesse, le crédit rural et l'inventaire national de nos ressources naturelles. Le chef de l'opposition prétend que c'est du camouflage, suivant une expression qui lui est chère.

Si c'est une loi de camouflage qui sauve des milliers de dollars à la province, je suis content et je serai satisfait d'en passer tous les jours de semblables. C'est cependant un camouflage qui ne coûte rien au chef de l'opposition, puisqu'il continuera à recevoir sa pleine indemnité. Nous avons voulu respecter ce qu'il considère comme d'importance vitale, son indemnité. Il va être le seul à ne pas être touché.

(Rires)

Il a prétendu que la loi n'a pas pour but de réduire les salaires, et que, si nous avons deux sessions, les députés vont retirer tout autant. Si nous avons deux sessions, c'est parce que le gouvernement dont il faisait partie est parti de peur le 11 juin dernier, et que nous avons été obligés de tout faire son ouvrage. Malgré ceci, en un mois, nous avons fait plus que l'ancien régime en 15 ans.

(Applaudissements)

(À ce moment, un petit page est à offrir aux députés un dessin au crayon de l'artiste Arthur Lemay et représentant le premier ministre aux

principales étapes de sa vie. Le page offre cette photo au chef de l'opposition)²⁵

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait un geste de refus.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Observant le page) J'ai remarqué qu'un petit page est allé offrir en vente mon portrait au chef de l'opposition, et que celui-ci a décliné l'offre. Si le petit page avait connu le chef de l'opposition comme je le connais, il ne se serait pas donné ce trouble parce qu'il aurait su qu'il ne débourse jamais...

(Applaudissements et rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) prend le cadre que le page est revenu lui porter et le dépose à terre, à côté de son pupitre.

(Applaudissements)

M. Béïque (Chambly): Je trouve étrange que le chef de l'opposition se plaigne. Il a été Orateur de la Chambre avec un traitement de \$6,000, en plus des crédits à sa disposition. Il a reçu un traitement élevé ensuite, lorsqu'il a réussi à se faire nommer ministre. Il se plaint de la diminution qui est actuellement faite. Il semble oublier que nous avons des chômeurs à aider et qu'il y a beaucoup de misère à soulager. Le chef de l'opposition ne demande pas de réduire son salaire. Nous le dirons dans la province à la prochaine élection. Le chef de l'opposition reste attaché à son siège pour retirer \$500 de plus par année. Je proteste parce qu'il n'a pas le courage de se lever pour dire: "Je fais un beau geste pour les pauvres de ma province et je consens à la réduction de mon indemnité." Si les députés doivent obtenir deux indemnités, ils pourront se dire qu'ils l'ont gagnée pour cette première session, tandis que le chef de l'opposition dort et ronfle à son siège...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste, je ferai remarquer au député de Chambly que je n'ai jamais dormi ni ronflé ici, depuis le début de la session.

M. Béïque (Chambly): Non, je viens de le réveiller. S'il ne dort pas, qu'il le prouve donc en demandant de réduire son indemnité.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste de nouveau et je n'ai rien à retirer. Je crois que les obligations des députés de l'époque que nous

traversons sont plus lourdes que jamais, surtout en ce qui concerne les souscriptions que nous avons à faire. Quant au beau discours que l'on vient de faire, je répondrai que je vis souvent au milieu des miséreux et des pauvres, et le député de Chambly (M. Béïque) peut être assuré que, si le chef du gouvernement est assez généreux pour me laisser ma pleine indemnité et si je retire \$500 de plus, ce sont les pauvres et les miséreux de Saint-Hyacinthe qui vont en bénéficier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je comprends que le chef de l'opposition est dans une position difficile. Il fait son éloge et vante sa charité. Il n'a pas parlé de réduire son salaire de 10 %. C'est son affaire. Je comprends qu'il ne fait ici qu'un stage temporaire et il veut retirer tous les bénéfices possibles de sa situation. C'est pour cela que nous n'avons pas réduit son salaire.

M. Dumaine (Bagot): J'irai même plus loin; je demande que l'indemnité des membres de l'opposition soit laissée intacte. La question est plus sérieuse qu'on pourrait le croire. Il est bien beau de dire que tous vont accepter cette réduction de \$225, mais en 1931, à Ottawa, on a fait la même chose, et le pays n'en a pas bénéficié. La dette du pays n'a pas diminué pour tout cela. On sait que les députés ont par contre de nombreuses obligations à remplir.

Je ne veux pas tomber dans des arguments personnels, mais qu'on me permette de faire remarquer que le premier ministre n'a pas les mêmes obligations de famille que nous. Les jeunes députés surtout, et ils sont nombreux dans cette Chambre, sont obligés d'abandonner leurs affaires, de négliger leur famille. Je crois qu'aucun des députés ne mérite de réduction, surtout si l'on tient compte du fait que les affaires reprennent et que, d'ailleurs, cette réduction n'aiderait nullement la province. Ils ont besoin de toute leur indemnité.

M. Béïque (Chambly): Il y a un moyen bien simple: divisez-vous le salaire du chef de l'opposition.

(Un autre page vient offrir un autre portrait du premier ministre à M. Bouchard. Ce dernier fait signe au page de placer l'objet à ses pieds, sous son bureau. Le page hésite. M. Bouchard insiste et le page s'exécute)

(Rires de la Chambre et dans les galeries)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide à la petite propriété

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 45 pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture ait lieu au cours de la présente séance.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre se forme à la présente séance en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45.

Adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²⁶:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose: Que le traitement du personnel de l'organisme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer, en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, de même que les frais de déplacement des membres de cet organisme et les autres dépenses encourues pour l'application de ladite loi, soient payés à même le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'autoriser le gouvernement à dépenser

\$5,000 qui servira à créer un organisme qui étudiera les problèmes des petits propriétaires. Ce n'est ni une commission ni un office, mais un organisme. Cet organisme sera composé de cinq membres, représentant, autant que possible, tous les intéressés aux problèmes de la petite propriété. C'est à la demande du député de L'Assomption (M. Raynault) que nous passons cette loi.

Lorsque les problèmes qui sont chers aux petits propriétaires seront mieux connus, il sera plus facile d'y apporter des solutions efficaces. Les membres ne recevront pas de salaires. L'octroi est pour les autres dépenses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois que ce projet a pour but de créer un organisme composé de cinq membres pour étudier les questions affectant la petite propriété. Il y a des puristes dans le gouvernement. Ils ont peur du mot "commission" et du mot "office". Je me demande pourquoi on a surnommé organisme ce qui est, après tout, un comité d'étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour rendre de bons offices.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La différence entre les organismes et les commissions, c'est que les organismes font du travail et que les offices peignent l'ancien régime.

(Applaudissements à droite)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 45 pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 45 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Auger, dont elle a été saisie ce jour, proposant que le bill 43 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de deux cent vingt-cinq mille dollars à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Lorsqu'on est venu demander pour Montréal le droit d'exempter de taxes les immeubles des associations sportives, j'ai déjà signalé le danger qu'il y avait de mettre à la charge de la municipalité des responsabilités qui incombent à ces corps particuliers. Il faut laisser à l'initiative privée certaines responsabilités. Après l'exemption, on veut faire ratifier un octroi. On aurait pu, on aurait dû présenter un bill privé à ce sujet, car il s'agit d'intérêts privés.

Et puis, on aurait alors assigné les intéressés pour savoir ce qui est dû aux créanciers et ce que ceux-là en pensent. Sous prétexte d'aider au développement de la culture physique ou même de la culture intellectuelle, voici qu'on prend l'habitude de faire régler ses dettes par les corps publics. Demain, d'autres associations de même nature viendront demander de semblables faveurs pour régler leurs difficultés financières.

Je dis que les municipalités ont aujourd'hui besoin de toutes leurs ressources pour elles-mêmes. Et nous devons les mettre en état de refuser des demandes de cette nature.

À Montréal, le chômage coûte \$7,000,000 par année aux contribuables de cette ville, les rues sont maintenues dans un état périlleux. On est actuellement à réparer la rue Sherbrooke aux frais des gouvernements fédéral et provincial. L'état financier de Montréal justifierait un refus dans les circonstances, quitte à aider plus tard l'A.C.J.C., si on le juge à propos.

M. Raynault (L'Assomption): M. l'Orateur, c'est la première fois que j'adresse la parole au moment où vous êtes au fauteuil. Je suis heureux de

vous féliciter de votre élection aux hautes fonctions que vous occupez avec tant d'élégance.

(Applaudissements)

Je suis surpris de voir la façon dont l'honorable chef de l'opposition envisage le projet à l'étude. Il a peut-être fait son apprentissage social à Saint-Hyacinthe, mais ceci ne lui permet pas de venir régler de la même façon les problèmes qui se posent ailleurs. Il n'a envisagé dans le présent bill que l'intérêt monétaire immédiat. C'est imposer à ses attitudes une borne beaucoup trop restreinte. Il est possible de pousser plus profondément l'étude d'une telle question. La Palestre nationale héberge des associations telles que l'A.C.J.C., la J.O.C.²⁷ et la J.E.C.²⁸ Il ne faut pas penser rien qu'au présent, mais à l'avenir. C'est là que se forment des jeunes gens aguerris, sains et utiles pour servir la société.

Est-ce pour eux qu'ils travaillent, ces gens-là, ou si c'est pour nous? La Palestre est une œuvre pour les jeunes, à l'encontre des institutions qui tentent de tout démolir. Il faut l'aider: l'aider c'est épargner de l'argent et donner à la jeunesse quelque chose dont elle a besoin.

La présente mesure n'a pas pour objet de sauver les financiers, mais de sauver une institution. Dans la ville de Montréal, il faut protéger la jeunesse. Les institutions privées comme la Palestre suppléent à l'insuffisance des administrateurs.

Quant à Montréal, elle a payé assez pour le Community Hall de Notre-Dame de Grâce, je ne vois pas pourquoi on ne ferait pas la même chose dans l'est. Nous sauvons une institution et nous faisons un geste de prévention. On peut bien l'aider.

Il (M. Raynault) rappelle au chef de l'opposition que son gouvernement a imposé à Montréal l'obligation de solder les déficits des villes en banqueroute à l'est de Montréal. Cette ville, dit-il, se trouve aussi dans l'obligation de subvenir aux chômeurs de toutes les autres parties de la province, y compris Saint-Hyacinthe.

Le gouvernement provincial, en retard de solder ses dettes envers Montréal, au sujet des secours directs, a aussi imposé à la métropole l'obligation de payer plus d'un million en intérêts. Je félicite l'honorable premier ministre. Il a promis d'aider la jeunesse et, lorsque le temps vient, il agit. Sous l'ancien gouvernement, on aurait tout simplement pris la chose en considération.

M. Béïque (Chambly): Je voudrais savoir du chef de l'opposition si, dans sa ville de Saint-Hyacinthe, on n'a pas déjà voté de l'argent pour des fanfares.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, à des fanfares parce que la chartre nous permet de dépenser \$5,000 pour encourager les beaux-arts et les sciences, et une fanfare n'est pas une association sportive.

M. Béïque (Chambly): C'est avec l'argent du peuple quand même. Pourquoi ne permettez-vous aux autres ce que vous faites vous-même?

L'honorable M. Leduc (Laval): Comme ancien membre de la Palestre nationale, je suis heureux de donner mon appui au projet. Il faut avant tout sauver notre jeunesse et c'est le capital humain qui compte avant tout. La Palestre est une œuvre de protection du capital humain. Les bénéfices et les avantages qu'on retire de la Palestre peuvent être assimilés à ceux des terrains de jeux, des centres récréatifs en plein air auxquels on accorde des octrois.

En plus, son œuvre est aussi intellectuelle et morale. C'est un centre récréatif de premier ordre dont la ville ne peut se dispenser, et qui contribue à la saine formation de la jeunesse.

Il (l'honorable M. Leduc) rappelle les \$300,000 donnés par la ville pour créer le Community Hall de Notre-Dame de Grâce. Ce don a passé tout seul: c'était pour l'ouest. L'est a déjà quelque chose d'existant: la Palestre. Ce n'est que justice de lui permettre de subsister. Il faut l'aider.

Nous procédons simplement de manière différente; au lieu de faire construire cette institution, nous l'aidons et nous l'encourageons. Il ne faut pas oublier que le capital humain est le plus important de tous. Je suggère que Montréal réserve toutefois des abonnements.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je suis heureux d'appuyer ce projet. L'ancien gouvernement a autorisé la ville de Montréal à faire des dépenses beaucoup moins urgentes.

Je trouve regrettable, en principe, que la générosité des particuliers compromette une à une nos institutions. Nos institutions semblent toujours vouées à l'insuccès. L'A.C.J.C. est comme ce conservatoire de musique qu'on projetait d'établir à Montréal et qui n'aboutit à rien; comme l'université qui reste toujours dans une situation précaire.

(M. Rochefort compare la faillite des œuvres nationales au succès qu'obtiennent des institutions anglaises et juives, institutions soutenues par une population pourtant en minorité.) Ne laissons donc

pas sombrer nos plus belles institutions canadiennes-françaises. Les autres races nous donnent l'exemple de la philanthropie. La Palestre nous est nécessaire. Notre peuple a besoin de culture physique, base nécessaire de l'équilibre de l'individu complet. Pourquoi les Canadiens français montrent-ils si peu de zèle et de générosité dans le domaine de l'encouragement de ce genre d'œuvre?

Je crois que, si nous n'aidons pas suffisamment nos œuvres, c'est l'éducation morale qui nous manque. Nous manquons de discipline, d'ordre, et tout cela est à base de culture physique. Quoi qu'il en soit, l'État a le devoir d'aider la Palestre, en toute largeur d'esprit. On devrait adopter la loi à l'unanimité. Je suis donc heureux de contribuer au relèvement d'une de nos œuvres.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): M. l'Orateur, comme ancien président du comité diocésain québécois de l'A.C.J.C., je suis heureux de rendre hommage à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française qui, certainement, remplit une belle mission. Répandue dans tout le pays, elle s'occupe de toutes les classes de la société et a rendu les plus grands services, non seulement à notre population, mais même à nos frères franco-ontariens dans leurs luttes. L'A.C.J.C. s'occupe de la jeunesse ouvrière, de la jeunesse agricole, et sans argent, elle a rendu les plus grands services.

Tout récemment, son dernier champ d'activité a été Saint-Hyacinthe même, où elle a étudié les problèmes se rapportant à l'industrie, au commerce et à l'agriculture. L'A.C.J.C. a aussi publié des volumes où la jeunesse est heureuse de puiser souvent. Sans argent encore, elle a aidé nos frères de l'Ontario en 1917²⁹ et elle leur a fait parvenir une somme de \$10,000 qu'elle avait pu recueillir ici et là. Elle s'est développée non seulement dans les villes, mais encore dans les campagnes. Je n'ai pas à rappeler toutes ses œuvres.

Ses campagnes louables ne se comptent plus. Elle a fourni aux jeunes l'occasion de se grouper en dehors des clubs neutres. Elle a fait des merveilles pour instruire et sauvegarder notre jeunesse, tout en lui donnant une orientation nationale et le sens de l'étude. Je suis heureux que le premier ministre ait saisi cette occasion de venir en aide à la jeunesse. Donner seulement \$12,000 par année à l'A.C.J.C. dans la ville de Montréal, ce serait déjà sauver \$50,000 pour combattre le communisme dans cette seule ville. C'est avec un vif plaisir que j'appuie la mesure.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Kamouraska): À titre d'ancien membre de l'A.C.J.C. pendant une dizaine d'années, je félicite le gouvernement de s'occuper ce soir d'une institution aussi nationale et sociale. Je félicite aussi la Chambre de compter tant d'anciens membres de l'A.C.J.C. Il y en a un plus grand nombre qui ont pris part aux dernières élections. C'est là que j'ai pris mes idées sociales et nationales et, si la politique est aujourd'hui plus saine et plus élevée, c'est en grande partie à l'influence de l'A.C.J.C. que nous le devons. L'A.C.J.C. n'est pas une association sportive, comme on a voulu le faire entendre. Elle se sert du sport, mais pour atteindre indirectement l'intelligence et la volonté.

Avant tout, son but est de préparer la jeunesse canadienne-française à une vie plus religieuse, plus sociale et plus nationale. C'est une association pour la formation de la jeunesse. Son but est très louable, et il y a lieu de l'encourager. Évidemment, le principe de la loi, comme le disait le chef de l'opposition, peut être sujet à caution, mais il y a là une question d'intérêt national en jeu, et nous pouvons accepter ce principe.

Le gouvernement ne doit pas hésiter un instant à venir en aide à l'A.C.J.C. Enfin, c'est toujours le même principe que dans le cas de la Banque Canadienne Nationale qui s'applique ici. Il a déjà été consacré par l'avance d'une somme de \$15,000,000 à la Banque Nationale.

Quand une institution nationale dépend de l'aide du gouvernement, il n'y a pas lieu d'hésiter. Ainsi, s'il s'agissait de l'Université de Montréal, nous serions heureux de collaborer, et je crois que nous ferons un geste généreux en accordant à l'A.C.J.C. ce qu'elle demande.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je désire signaler de nouveau tout le respect que j'ai pour l'A.C.J.C. Ce n'est pas à l'encouragement de l'A.C.J.C. que je m'objecte, mais au principe de ce bill. Elle a obtenu un beau succès à Saint-Hyacinthe, et les citoyens de la ville lui ont accordé un généreux appui.

Nous allons l'aider et la maintenir. Si malheureusement nos œuvres canadiennes-françaises disparaissent, c'est qu'on enseigne trop à ceux qui les dirigent qu'ils ne doivent faire aucun effort pour solliciter chez les gens. Mais le danger, c'est qu'en encourageant avec l'argent des contribuables des œuvres comme celles-là, on les incite en quelque sorte à ne pas faire d'efforts pour maintenir leur position financière et à laisser les choses aller à la dérive.

On dit que le gouvernement et les pouvoirs municipaux vont nous aider. Il faut plutôt prélever des souscriptions qui ont pour effet d'intéresser plus vivement les citoyens aux œuvres accomplies par ces organismes. Ce qu'il faut d'abord, c'est d'apprendre aux Canadiens le sens de la solidarité, le sens de l'art du dévouement pratique dans l'effort constant. Il y a chez nous une grande lacune dans les efforts privés pour encourager les œuvres de ce genre. On parle de fanfare. Nous avons à Saint-Hyacinthe une société philharmonique dont nous sommes fiers. Elle existe depuis 50 ans et a toujours été soutenue par la générosité des citoyens. Elle s'est déjà adressée au conseil et le conseil a refusé sa demande, non pas par mesquinerie, mais parce que les œuvres de ce genre doivent dépendre de toutes les bonnes volontés.

Il nous faut faire des efforts constants pour maintenir ces œuvres sans avoir recours à la municipalisation des associations éducationnelles. Nous avons voulu, avant tout, intéresser les citoyens comme individus à la philharmonique. Nous croyons que ces œuvres doivent avoir, avant tout, le concours des gens de bonne volonté. Pourquoi ne ferait-on pas la même chose ailleurs?

M. Béique (Chambly): Si elle allait mourir, autoriseriez-vous le conseil municipal à l'aider?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a pas de danger que les citoyens la laissent mourir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je suis bien heureux de parler ce soir de l'A.C.J.C. Ce projet est beaucoup plus important qu'il ne paraît. Mon premier devoir, en formant mon cabinet, fut d'appeler à l'un des plus importants ministères provinciaux l'un des représentants les plus distingués de cet organisme, le ministre du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Bilodeau), un ancien président distingué de l'A.C.J.C.

(Applaudissements)

J'ai voulu par là rendre un témoignage à la jeunesse, à l'intégrité, à la loyauté et à l'œuvre admirable de l'A.C.J.C. Quand ces jeunes sont venus me trouver avant les élections pour me demander d'approuver leur plan, je n'ai pas hésité et, depuis, mon hésitation qui n'existait pas - pour me servir d'une expression dont nous nous servons à l'école dans les basses classes - est devenue de l'enthousiasme.

(Applaudissements)

Pourquoi parler de dollars et de centins, quand il s'agit d'une œuvre qui préserve ce qui nous est le

plus cher, le plus fécond, le plus certain et le plus profitable: notre jeunesse? Il ne s'agit pas de voter un octroi, mais de faire un placement sur l'avenir de la race, un placement sur la richesse humaine, un placement sur le capital le plus beau, le plus grand et le plus noble. Je trouve inconvenant que l'on mette en balance quelques piastres et ce qu'on a appelé la "caisse nationale d'économie de notre jeunesse". L'acte que la Chambre va poser est salutaire et nécessaire. D'autant plus que ce sont les Jésuites qui dirigent l'œuvre de la Palestre. L'action sociale de la Compagnie de Jésus est indispensable au maintien de notre jeunesse dans le droit sentier. Et ici je veux rendre hommage à cette communauté qui rayonne dans le monde et s'intéresse de façon si active à la jeunesse. Par cet acte, le gouvernement est persuadé d'assurer la grandeur et la prospérité de la collectivité de demain. Nous voulons poser un acte pour la collectivité dans la deuxième plus grande ville française du monde. De la survie des jeunes dépend la survie de notre province et de notre pays.

(Applaudissements)

Ce n'est pas un octroi que nous versons dans le présent cas, c'est un placement que nous faisons. Sous l'orage économique, il y a eu des spéculations heureuses et malheureuses, et combien malheureuses. L'argent que nous allons attribuer au bien-être de la jeunesse est un placement, j'oserais dire, sur le tableau de la grande bourse de l'activité nationale. Le gouvernement est heureux et fier de faire un placement aussi riche en possibilités d'avenir.

Tout à l'heure, lorsqu'on parlait de la fanfare de Saint-Hyacinthe, j'y voyais un rapprochement à faire avec la contribution que la ville de Montréal fera bientôt à l'A.C.J.C. N'est-ce pas en effet ce mot "philharmonique", n'est-ce pas de l'harmonie qui doit exister entre les générations d'aujourd'hui avec celles de demain.

(Applaudissements)

Il n'y a pas de sons musicaux plus doux, plus beaux que ceux de notre jeunesse ardente. Le gouvernement est fier de sa loi.

(Applaudissements)

M. Béique (Chambly) dit que l'A.C.J.C. mérite au moins autant un octroi que les fanfares de Saint-Hyacinthe auxquelles cette dernière ville accorde des octrois.

La motion portant deuxième lecture du bill 43 est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 abrogeant la loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons;
- bill 19 relatif au paiement des frais à l'occasion de la révocation ou substitution de procureur;
- bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement au certificat d'analyse.

Travaux de la Chambre:

Heure de la séance subséquente

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande si l'on a l'intention de siéger demain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que c'est son intention, à moins qu'on ne puisse terminer l'étude de la loi électorale dès ce soir. Il suggère de siéger demain à 11 heures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si nous l'adoptons ce soir, nous pourrions peut-être nous exempter de siéger demain matin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien! Nous ajournerons à lundi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Lundi soir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lundi soir, entendu à 8 heures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Huit heures et demie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Entendu, 8 heures et demie.
(Rires)

Élection des députés

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative.

En comité³⁰:

Le comité étudie et adopte plusieurs articles du projet de loi³¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne qu'il n'a jamais vu une députation aussi studieuse et aussi bien renseignée. Il ajoute que tous les députés doivent être aussi anxieux que lui de voir la loi soumise au Conseil législatif.

M. Béïque (Chambly) signale que le chef de l'opposition est parti depuis déjà plusieurs minutes, et il félicite les membres de la gauche qui ont eu le courage de rester pour étudier la loi.

On adopte rapidement d'autres articles.

M. Béïque (Chambly): *Ora pro nobis*³²!

M. Tellier (Montcalm) veut suggérer un amendement.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Montcalm ne pourrait-il pas garder quelques-uns de ses amendements pour la prochaine session?

Les articles 186 à 369 sont adoptés.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): M. le président, y aurait-il moyen d'adopter en bloc la balance de cette loi? Le Règlement nous permet-il d'agir ainsi? Cela vaut tout aussi bien que de faire ce que nous faisons là.

(Applaudissements)

Un député de l'opposition lui demande la raison de son empressement.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je voudrais prendre le train de minuit moins cinq.

M. le président: Le Règlement nous dispense de lire chaque article, mais il m'oblige à en indiquer le numéro à la Chambre.

M. Béique (Chambly): Alors procédons comme suit. Disons "adopté" de 370³³ à 407. (Applaudissements et rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Y a-t-il quelque chose dans la loi qui dit que les élections provinciales auront lieu à date fixe?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons mis dans la loi l'obligation pour le gouvernement de faire l'élection dans un délai de quatre mois³⁴, en cas de vacance. Il est impossible de fixer la date des élections, comme l'indique le député de Québec-Centre, sous un régime constitutionnel. Personne n'a trouvé encore la formule, car supposons le cas d'un gouvernement qui est renversé par un vote de non-confiance en Chambre. Il faudrait alors attendre la date fixée à l'avance pour les élections. Non pas qu'il y ait du danger pour nous d'être renversés en Chambre: nous sommes pour longtemps au pouvoir, nous sommes un bon gouvernement.

(Rires)

Néanmoins, si nous pouvons trouver une formule compatible avec la constitution, nous l'accepterons, mais je suis sûr que ce sera difficile à trouver.

M. Chaloult (Kamouraska): Est-ce qu'il y a une date de fixée pour les élections à partir du moment où les Chambres sont dissoutes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est dans la loi actuelle. Nous disons que les élections ne pourront avoir lieu plus tôt que 30 jours après la dissolution. Il n'y a pas cependant de temps maximum.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce délai de 30 jours n'est guère mieux que celui de cinq semaines.

M. Dumaine (Bagot): Ce n'est pas une grosse amélioration sur autrefois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une amélioration, puisque cela empêchera la

tenue d'élections trop tôt. Des élections ont déjà eu lieu 20 jours après la dissolution.

M. Hamel (Québec-Centre): Je vous fais remarquer qu'on pourrait quand même retarder les élections avec la nouvelle loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce ne sera pas dangereux, parce que le gouvernement aura accompli une œuvre aussi fructueuse qu'il ne craindra pas de revenir devant le peuple. D'ailleurs, la population se rend compte que nous avons un bon gouvernement, et nous serons anxieux d'aller rendre compte de notre mandat aux électeurs.

M. Béique (Chambly): Le chef de l'opposition est parti sur un train de freight pour Saint-Hyacinthe avec la fanfare, mais les autres membres de la gauche n'ont pas besoin de se presser, ils arriveront aussi vite que lui.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges) suggère que les aveugles soient autorisés à aller voter avec un parent, soit un homme soit une femme, qu'ils assermenteraient et qui iraient avec eux leur indiquer où faire leur croix et comment déposer leur bulletin dans l'urne. Il a déclaré que les aveugles de la province ont tout autant droit au vote secret que les autres électeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que cette suggestion a ses avantages, mais que cette personne accompagnant l'aveugle pourrait facilement l'influencer. Or, dit-il, comme le gouvernement veut sauvegarder l'indépendance des voteurs, il est difficile d'accepter un tel amendement à la loi électorale.

On adopte rapidement d'autres articles.

Les articles 370 à 407³⁵ sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée vers 11 h 15³⁶.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 7 novembre 1936, à la page 8, rapporte que, lors de la séance du matin au comité des comptes publics, M. Béïque avait accusé M. Bouchard d'avoir été en Europe et d'avoir "visité" la Commission des liqueurs de Paris aux frais de la province.

2. Selon *La Presse* du 7 novembre 1936, à la page 53, M. Casgrain fait une réflexion que les courriéristes parlementaires ne saisissent pas.

3. Version du *Canada* du 7 novembre 1936, à la page 1. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 12, il s'agit plutôt d'employés de Shawinigan Falls. Nous croyons que M. Rochefort a bel et bien dit "Trois-Rivières" en raison de précisions trouvées dans *Le Nouvelliste*, à la page 1: "Le ministre et le député faisaient tous deux erreur, en parlant de cette question, comme regardant le premier ministre. La division Belgo de la Consolidated Paper est l'usine de Shawinigan. L'usine de la Consolidated Paper, dans les limites de Trois-Rivières, est la division Wayagamack. Rencontré par notre représentant, à l'issue de la séance, le Dr Marc Trudel, représentant du comté de Saint-Maurice, a déclaré qu'il a été saisi de cette question, depuis plusieurs jours. Avant de faire une déclaration publique, il a voulu faire une enquête auprès des officiers de la compagnie et auprès des employés, afin de rendre justice à tout le monde. Il a ajouté qu'il continuera son enquête et qu'il fera toutes les démarches nécessaires pour rendre justice à tout le monde. Il n'a pas tenu à souligner cette question à l'attention de la Chambre avant d'avoir un dossier complet sur cette affaire."

4. *Le Droit* du 7 novembre 1936, à la page 1, ne situe pas ce rappel à l'ordre de l'Orateur à l'endroit de M. Duplessis. Nous savons toutefois qu'il eut lieu durant la séance de l'après-midi, et le journal précise que M. Sauvé "venait de rendre une décision sur un point d'ordre".

5. *Le Journal* du 7 novembre 1936, à la page 1, précise que M. Pouliot donne lecture de la résolution dont le texte n'a pu être retracé.

6. *La Presse* du 7 novembre 1936, à la page 53, rapporte que M. Bulloch (Westmount) avait proposé à la séance précédente cet amendement que M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) reprend aujourd'hui.

7. *Le Soleil* du 7 novembre 1936, à la page 10, mentionne qu'il s'agit de Louis-Philippe Geoffrion (1875-1942), greffier de la couronne en chancellerie et de l'Assemblée législative de 1912 à 1942.

8. Traduction: Oui, certainement.

9. Selon *Le Canada* du 7 novembre 1936, à la page 10, M. Rochefort sourit, car ses propos lui valent les regards de tous les députés, qui tournent alors la tête vers lui.

10. Chiffre du *Soleil* du 7 novembre 1936, à la page 10. *Le Journal* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 35 %.

11. Version du *Soleil* du 7 novembre 1936, à la page 10. Selon *Le Canada* du même jour, à la page 10, le député aurait dit "la race" plutôt que "la masse".

12. M. Raynault sera élu maire de Montréal à l'élection municipale du 15 décembre suivant. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 255-256.

13. Selon *Le Canada*, du 7 novembre 1936, à la page 10, M. Charles Bourgeois entre en Chambre et s'assoit près du trône de l'Orateur. Charles Bourgeois (1879-1940), avocat et député conservateur de Trois-Rivières à Ottawa (1931-1935), puis sénateur de la division de Shawinigan (1935-1940).

14. Le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 7 novembre 1936, à la page 3, rapporte que l'honorable M. Fisher (Huntingdon) a participé à ce débat, mais les sources

n'ont pas indiqué le moment ni la nature de ses propos.

15. Le *Montreal Daily Star* du 7 novembre 1936, à la page 4, rapporte que M. Bulloch a parlé "long and vigorously" contre cet article, mais les journaux ne nous donnent pas davantage de détails sur ses interventions. Le *Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 10, souligne lui aussi la participation active du député de Westmount à ce débat.

16. Plusieurs de nos sources du 7 novembre 1936 sont contradictoires quant à l'identité de l'auteur de cette réplique. *L'Action catholique*, à la page 5, l'attribue à M. Béïque (Chambly) alors que *Le Journal*, à la page 1, et *Le Soleil*, à la page 10, écrivent que c'est plutôt M. Pouliot (Missisquoi) qui parle.

17. M. Bastien avait emporté l'élection dans Berthier en 1936 par une seule voix de majorité.

18. M. Bastien fait allusion au congrès du Parti conservateur tenu à Sherbrooke en octobre 1933, où M. Duplessis défît M. Gagnon pour devenir chef du parti. Pour plus de détails à ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 109-117.

19. Joseph-Adélar Godbout (1892-1956), agronome et député libéral de L'Islet de 1929 à 1936 et de 1939 à 1948. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau de 1930 à 1936. Premier ministre du Québec en 1936 et de 1939 à 1944, puis chef de l'opposition de 1944 à 1948. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville en 1949.

20. Puisque l'A.C.J.C. est une œuvre soutenue par les jésuites, *L'Événement* du 7 novembre 1936, à la page 3, rapporte la présence dans les tribunes de "l'un des membres les plus distingués" de la Compagnie de Jésus, le révérend père Paré.

21. *La Patrie* du 7 novembre 1936, à la page 64, mentionne que la Chambre ajourne "au milieu d'une phrase de M. Bouchard."

22. *La Patrie* du 7 novembre 1936, à la page 64, rapporte que depuis l'après-midi, la Chambre est à demi-vidée et l'auditoire dans les tribunes est clairsemé.

23. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

24. Lors de l'adresse en réponse au discours du trône, M. Bouchard protesta énergiquement contre cette mesure du gouvernement. Pour plus de détails, voir la séance du 13 octobre 1936.

25. *La Presse* du 7 novembre 1936, à la page 53, précise que "des spectateurs pince-sans-rire achetaient pour en faire cadeau, sur place, au chef de l'opposition". Ce dessin représente le premier ministre à quatre périodes différentes de sa vie, soit collégien, jeune avocat, député de Trois-Rivières et premier ministre.

26. Voir note 23.

27. Jeunesse ouvrière catholique.

28. Jeunesse étudiante chrétienne.

29. Date du *Journal* du 7 novembre 1936, à la page 6. *L'Illustration nouvelle*, à la page 2, mentionne plutôt 1919. L'A.C.J.C. prit la défense des Franco-Ontariens que les Orangistes voulaient priver d'écoles bilingues. Elle mena une campagne pour apporter l'aide financière réclamée par ceux qui voyaient bafoué leur droit à l'enseignement en français.

30. Voir note 23.

31. *Le Devoir* du 7 novembre 1936, à la page 3, rapporte: "... on avait déjà terminé l'étude des clauses les plus contentieuses de la loi et il était évident que les députés étaient anxieux de disposer de ce volumineux document pour retourner ensuite dans leurs foyers. À chaque article, on lançait en chœur "Adopté! Adopté!", et bientôt ce fut une véritable litanie".

32. *Le Devoir* du 7 novembre 1936, à la page 3, rapporte que M. Béïque lance des "Priez pour nous!" à travers les "Adopté! Adopté!" des autres députés.

33. Chiffre du *Soleil* du 7 novembre 1936, à la page 10. *Le Canada*, à la page 10, mentionne plutôt "386". Par ailleurs, *L'Événement*, à la page 3, attribue cette intervention à M. Labelle, ce qui ne correspond pas à la version de la majorité des sources.

34. Aucune source ne précise l'article qui donne lieu à cette intervention, bien que l'article 135 traite du sujet.

35. *Le Journal* du 7 novembre 1936, à la page 1, précise que le président "n'eut qu'à lire les numéros

des articles. Aussitôt, les députés répondaient en chœur "Adopté!". Pour sa part, *Le Nouvelliste*, à la page 1, mentionne qu'à peine le tiers de la députation est présente en Chambre à ce moment.

36. Heure de *L'Action catholique* du 7 novembre 1936, à la page 6. *L'Illustration nouvelle*, à la page 2, rapporte cependant que la loi électorale a été adoptée à 11 h 20. Selon *Le Quotidien*, à la page 1, il est plutôt 11 heures, lorsque cette loi est adoptée, et 11 h 10, selon *La Tribune*, à la page 12.

Séance du lundi 9 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Taché (Hull): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport¹:

Le comité permanent des comptes publics fait rapport que M. Valentine² qui avait été assigné à comparaître audit comité, a fait défaut de ce faire.

Le comité vous prie respectueusement, en conséquence, d'adopter toutes les mesures nécessaires pour que l'ordre donné à M. Valentine soit respecté.

(Applaudissements à droite)

M. Pelletier (Lotbinière): Relativement à cet incident, je tiens, à titre de membre du comité des comptes publics, à protester contre l'outrecuidance de certains témoins.

Il est disgracieux pour la Chambre de se voir répondre ainsi par des gens qui ont des obligations à remplir envers le comité. À titre de membre de ce comité, je tiens aussi à enregistrer ma protestation contre les agissements des gens qui voyagent et qui font leur possible pour ne pas comparaître quand ils ont été assignés.

Nous devons nous appliquer à maintenir les prérogatives des représentants du peuple et des membres de cette Chambre qui ont reçu du peuple un mandat pourtant bien défini et non équivoque. Nous entendons ne pas souffrir de pareilles tyrannies de la part de gens qui, concussionnaires, devraient rendre compte des actes injustifiables et injustifiés qu'ils ont faits dans le passé.

Je demande à la Chambre de prendre les moyens d'obliger les témoins, quels qu'ils soient, à se rendre à l'assignation. C'est notre devoir de tenir cette enquête sérieusement et de la pousser à fond. Ce ne sont pas des témoins récalcitrants comme ce Valentine qui prévaudront contre les prérogatives des représentants du peuple.

M. Boyer (Châteauguay): Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai dit à la population de Châteauguay que cette enquête des comptes publics se continuerait à cette session et au cours des autres, et que nous trouverions tous les scandales. Si les gens n'ont fait confiance, c'est parce qu'ils avaient la parole d'un candidat qui promettait de voir à la continuation de l'enquête. Or, nous ne pouvons continuer l'enquête si les témoins partent en voyage et se promènent, au lieu de répondre aux assignations du comité.

Je suis informé que certains témoins se baladent à travers la province et aux États-Unis, quand ils sont assignés devant le comité. Dans le cas de Jimmy Valentine, il a tenu envers ce comité un langage qui ne peut être admis, et que le comité, pas plus que la Chambre, n'admettra.

S'il s'agissait d'un témoin ordinaire, passe peut-être, mais ce monsieur était l'homme à tout faire de l'ancien premier ministre et de l'ancien régime. J'ai la conviction que le chef de l'opposition admettra que mes paroles sont réelles, vraies et exactes puisque, à la dernière élection, il a fait des efforts pour faire oublier l'ancien régime et certains personnages de l'acabit de Valentine. Je prétends que Valentine a insulté le comité et les représentants du peuple. Je dis qu'il faut prendre des mesures pour le faire revenir. Je suis heureux de corroborer les remarques de mon collègue de Lotbinière à ce sujet et je prétends que des témoins comme Valentine devraient être assignés par la force, s'il le faut.

M. Taché (Hull): À titre de président du comité des comptes publics, je tiens à attirer l'attention de la Chambre sur ce fait. L'article 603 du Règlement dit que, si un témoin néglige de comparaître, le comité rapporte le fait à la Chambre. Et la Chambre peut voter un ordre enjoignant au témoin de se conformer aux instructions du comité. La Chambre peut même lui ordonner de comparaître à la barre de la Chambre ou devant le comité. S'il refuse de nouveau, la Chambre peut le faire mettre sous la garde du sergent d'armes.

M. Barrette (Terrebonne): J'ai des renseignements qui me permettent de dire que ce M. Valentine se promenait dans la province et aux États-Unis en tenant un langage injurieux, non seulement à l'égard du comité, mais également à l'égard du premier ministre actuel. C'est scandaleux.

On ne doit pas tenir de propos injurieux contre le premier ministre dans cette province.

(Applaudissements)

Nous savons tout ce que l'honorable premier ministre a fait pour la province, depuis qu'il est au pouvoir, et la Chambre ne permettra pas à un témoin une pareille conduite. Je profite de l'occasion pour féliciter le premier ministre du bon travail qu'il a accompli avec ses collègues au cours de cette session.

Cette session qui tire à sa fin a été la plus féconde de toutes les sessions depuis la Confédération. Il est raisonnable de prétendre que l'ordre nouveau a fait plus pendant un mois que l'ancien régime depuis 40 ans.

Ce que l'on a dit au sujet des voyages ne s'applique pas seulement à Valentine, mais aux témoins de l'enquête qui paraissent avoir actuellement un goût effréné pour les voyages. Il semble également que ces voyageurs ont une tendance à se diriger vers le Mexique.

Je demanderais que cette Chambre sévisse contre cette catégorie de témoins, qui ont ruiné la province par leurs brigandages, si brigandages il y a eu, et rendent compte de leur langage.

Il (M. Barrette) appuie aussi sur la nécessité de continuer l'enquête. J'ai hâte, dit-il, qu'on parle de Terrebonne, au comité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au fond, on fait avec ceci une tempête dans un verre d'eau.

(Rires à gauche et dans les galeries)

J'ai déjà eu l'occasion de dire ce que je pensais de cette lettre inopportune présentée dernièrement au comité. Mais doit-on réellement attacher autant d'importance à cet incident?

Je me demande en quoi les délibérations du comité ont-elles été gênées parce que le témoin n'était pas là vendredi dernier, alors qu'il s'était présenté successivement les mardi, mercredi et jeudi précédents, sans même qu'on lui demande de témoigner?

Je trouve que l'on a procédé d'une manière très étrange dans l'assignation des témoins. Ceux qui étaient chargés d'assigner les témoins ont pris connaissance des absences de ceux qui pouvaient être entendus, et quand on a constaté qu'ils étaient absents, on les a assignés pour faire croire au public qu'ils s'étaient sauvés.

M. Barrette (Terrebonne): Le chef de l'opposition peut-il me dire à quelle source il a puisé ses renseignements?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ma source de renseignements, elle est en moi-même.

(Protestations à droite)

Je n'ai qu'à regarder ce qui se passe. Prenons par exemple le cas de M. Bériau. Il était en voyage aux États-Unis, et c'était connu du public qu'il était allé se promener pour se reposer.

Une voix: Son propre employé ne savait pas où il était.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On l'a alors assigné, sachant qu'il était parti. Il est revenu aussitôt et, trois jours durant, il était prêt à comparaître au comité, et on n'a pas demandé de l'entendre. Qu'on essaie de me contredire sur ce point.

Des députés ministériels tentent d'interrompre le chef de l'opposition en lui posant des questions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur...

M. l'Orateur: (À M. Bouchard) Quel point d'ordre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas soulevé de point d'ordre. Je suis prêt à répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup est un avocat et il devrait connaître les règlements. Le chef de l'opposition dit qu'il est prêt à continuer, et le député de la Rivière-du-Loup soulève un point d'ordre. L'opposition ne sait pas encore comment procéder.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre rétablit son système de farces. Il me semble que la simple politesse, c'est d'écouter celui qui parle. Je ne puis répondre à toutes les questions au milieu de mes remarques.

M. l'Orateur: Le député de Rivière-du-Loup peut-il me dire sur quoi il se base pour soulever ce point d'ordre?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ne peut pas interrompre un député qui parle sans lui en demander la permission.

M. l'Orateur: (Lisant le Règlement) On ne peut interrompre un député sans sa permission³.
(Rires et désordre dans la Chambre)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans le cas de M. Valentine, la Chambre devrait se borner à noter le fait et ne pas perdre son temps à faire des démonstrations. Ce n'est pas un témoin récalcitrant, car il s'est rendu ici et il a été entendu. M. Valentine a été présent mardi le 4 novembre, jour où il a été assigné, le lendemain, et jeudi dernier, et il est parti. Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il s'agit d'un témoin récalcitrant. Si nous avons besoin de lui, qu'on l'assigne, mais qu'on assigne les témoins quand il y a possibilité de les entendre, sans avoir à attendre le bon plaisir du comité pendant des semaines. Les hommes d'affaires n'ont pas toujours de temps à perdre...

Une voix à droite: Il y en a qui ont fait perdre de l'argent à la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ceux qui ont fait perdre de l'argent à la province rembourseront. Sur ce point, nous sommes d'accord.

M. Pelletier (Lotbinière): Alors vous défendez M. Valentine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne défends pas M. Valentine; je défends le bon sens et la raison. Personne ne me fera croire que nous pouvons entendre M. Valentine demain. Nous sommes à interroger M. Edgar Vézina, l'auditeur de la province, et son témoignage est loin d'être fini. Nous avons encore plusieurs points à élucider dans son témoignage et d'autres témoins devront être entendus sur les mêmes faits. Je crois que la simple mention du fait autour de cet incident devrait suffire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je ne dirai pas que le chef de l'opposition me surprend par cette attitude, mais on admettra que son raisonnement, si on peut appeler ça du raisonnement...

(Rires)

...manque un peu de sérieux et me surprend fort. Au cours de la dernière élection, nous avons promis une enquête complète sans ménagement pour les individus de son calibre, pour les canailles et pour les prévaricateurs, et nous allons la faire sans pitié.

(Applaudissements à droite)

Nous ne sommes qu'à la période préliminaire de cette enquête. Nous sommes à une session d'urgence très courte et, à ce stade, l'enquête ne peut avoir l'ampleur qu'elle aurait dans une session ordinaire. Nous n'avons pas le temps d'interroger

tous les témoins et de placer tous les faits devant le comité dans un délai aussi court. Valentine passera quand nous serons prêts à l'entendre, et le mandat que nous avons reçu nous donne le droit d'agir selon l'intérêt public; la conduite de l'enquête l'exige. Cette enquête a été commencée avant les élections et, aujourd'hui, le chef de l'opposition la qualifie de tempête dans un verre d'eau...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, je n'ai pas dit cela. J'ai dit que nous faisons une tempête avec la discussion de l'incident Valentine, non avec l'enquête. Je ne veux pas qu'on travestisse mes paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un fait notoire, on sait ce qui s'est passé au mois de juin. Au milieu de l'enquête, devant l'accumulation des scandales, les membres de l'ancien gouvernement ont quitté leur poste comme des rats dans un navire en perdition.

(Rires, applaudissements et désordre dans la Chambre et dans les galeries)

Nous sommes allés au peuple et il s'est prononcé en faveur de la continuation de l'enquête. Il ne s'agit pas de s'attaquer à un tel ou un tel, mais de sauver les prérogatives des représentants du peuple. On se rend compte du verdict en voyant la pénurie de l'opposition.

En dépit d'un travail considérable, jamais entrepris dans cette Législature depuis 40 ans, nous avons réussi à poursuivre cette enquête.

(Applaudissements)

Et nous la poursuivrons, car nous avons reçu du peuple un mandat sans équivoque. Sur la promesse de cette enquête, l'Union nationale a reçu du peuple un support éloquent. Nous voulons une enquête complète, mais comment procéder si les témoins s'en vont? Le chef de l'opposition a dit que c'était une tempête dans un verre d'eau, mais je lui laisse sa patente. Tous ceux qui ont à cœur les prérogatives des représentants du peuple admettront que c'est une insulte au comité d'enquête.

Il y a un fait patent cependant: M. Valentine a reçu l'ordre de se présenter devant le comité. Nous étions prêts à l'entendre, mais le chef de l'opposition, qui ne veut pas que la lumière se fasse, s'est ingénié à interroger et à insulter l'auditeur, M. Vézina, en lui demandant quatre ou cinq fois⁴ la même chose, à tel point que les spectateurs se sont demandé à quoi il voulait en venir. En voyant ceci, Valentine s'est dit que, s'il prenait autant de temps à procéder, il s'en foutait, et il est parti.

Au sujet de cet incident, nous avons consulté les Statuts et les règlements. Nous avons le droit de le faire venir à la barre de la Chambre, mais c'est un trop grand honneur qu'il ne mérite pas. Celui qui est cité à la barre de la Chambre peut être condamné à l'incarcération pour le temps de la session, mais la session est finie et sa peine ne serait pas longue. Alors, il n'y aura pas lieu d'appliquer ce règlement, qui conviendrait, si la session ne tirait pas à sa fin.

Il y a dans nos Statuts la soi-disant loi Roberts⁵, une loi injuste, aussi inique que son parrain, et l'ancien régime a donné à cette loi un effet rétroactif. Mais nous avons combattu cette législation inique et nous ne l'utiliserons pas. Alors, qu'allons-nous faire?

Nous pourrions censurer Valentine, mais alors son nom serait dans les procès-verbaux de la Chambre et il ne mérite pas cela. Ce serait beaucoup d'honneur pour lui. Nous protestons seulement contre son manque de respect au comité.

Nous avons reçu un mandat bien clair, et je le dis sans hésiter, à la prochaine session, je présenterai moi-même une loi qui aura pour effet de punir des gens comme Valentine et leur faire comprendre qu'il y a une différence entre les prérogatives des représentants du peuple et un verre d'eau, que par leurs absences ils ne réussissent pas à bloquer l'enquête et qu'il n'y a pas loin de la coupe de l'insolence à la prison. Ce sera une loi sévère mais une loi juste.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Évidemment, le premier ministre aime beaucoup à parler de l'enquête. C'est son sujet favori. Quand il n'y a pas de séance du comité, il faut qu'il en parle en Chambre. Il semble que ce soit une lubie chez lui...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Une lubie pour moi, mais le vol pour les autres.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre pourrait peut-être me laisser parler. Je ne l'ai pas interrompu pendant son beau discours. Je n'ai pas d'hésitation à le dire, personne de l'opposition n'approuve le ton de la lettre de M. Valentine...

Une voix à droite: Pourquoi le défendez-vous alors?

M. Bastien (Berthier): ...Mais je n'approuve pas non plus le premier ministre. Je crois qu'il devrait avoir plus de méthode dans sa conduite de l'enquête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce une question?

M. Bastien (Berthier): Oh non, c'est une simple suggestion. Quand le premier ministre a interrogé un témoin, il devrait en finir avec lui à la séance suivante, s'il l'assigne. Prenons le cas de M. Valentine. Par exemple, la semaine dernière, il est venu mardi, mercredi et jeudi. On ne l'a pas interrogé. Il est absent vendredi. Et le premier ministre s'indigne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est parce que le chef de l'opposition fait perdre le temps du comité qu'on n'a pas interrogé Valentine.

M. Bastien (Berthier): M. Valentine s'absente après être venu pour rien trois jours de suite. Et le premier ministre s'exclame: "Comment, Valentine n'est pas ici? Quel crime!" Et de jeunes députés, comme le député de Lotbinière (M. Pelletier) et le député de Châteauguay (M. Boyer), qui ne sont pas habitués aux trucs du premier ministre, trouvent cela bien extraordinaire et répondent en chœur: "Comment? C'est un crime!" Encore une fois, je n'approuve pas la lettre de M. Valentine, mais je n'approuve pas davantage la conduite du premier ministre à l'enquête.

M. Boyer (Châteauguay): C'est le jour des poissons, le vendredi.

M. Bastien (Berthier): Je demande au premier ministre d'avoir plus de méthode dans la conduite de l'enquête. Pourquoi ne pas continuer avec les témoins qu'on a commencé d'interroger? Le premier ministre leur dit: "Je connais votre histoire, j'en sais long." Puis il ne les interroge plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que j'en sache long, c'est bien vrai.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Alors faites votre enquête quand votre témoin est à votre disposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'aime mieux les laisser se parjurer avant.
(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Point d'ordre, M. l'Orateur. Les règlements de la Chambre disent qu'un député doit s'adresser à l'Orateur et non à un autre député, comme le fait le député de Berthier pour le premier ministre.

M. Bastien (Berthier): J'attends la décision.

M. l'Orateur: C'est vrai que le Règlement défend à un député de s'adresser directement à un collègue.

M. Bastien (Berthier): C'est le premier ministre qui répond toujours à un autre député, bien plus que nous autres de l'opposition, et sans jamais s'occuper de l'Orateur. C'est aussi le premier ministre qui prend tout le temps des comptes publics pour ses discours.

Je ne me suis pas moqué du député de Lotbinière (M. Pelletier). Je sais qu'il a beaucoup d'expérience et je le sais zélé pour le premier ministre. De plus, il est habile et il a renforcé l'argument du premier ministre au sujet de l'incident Valentine.

Le premier ministre a dit que le chef de l'opposition retardait l'enquête en interrogeant M. Vézina. D'abord, nous avons autant que les députés de la droite le droit d'interroger des témoins. Ensuite, il faut dire que c'est le premier ministre qui retarde le témoignage de M. Vézina en intervenant et en répondant à sa place, quand le chef de l'opposition l'interroge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Je regrette d'interrompre la voix mélodieuse que nous venons d'entendre⁶. Mais nous sommes en présence d'un rapport qui constate que Valentine n'est pas venu au comité.

M. Bastien (Berthier): C'est ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a fait des commentaires sur ce rapport et des digressions. J'ai répondu à ses digressions. Mais le débat ne doit pas s'éterniser sur des digressions.

M. Bastien (Berthier): Pour finir et pour revenir à la motion, je répète que, si je n'approuve pas la lettre de M. Valentine, je n'approuve pas non plus la conduite du premier ministre.

M. Béïque (Chambly): Le député de Berthier fait un effort, dans les derniers jours de la session, pour montrer à ses électeurs qu'il est ici.

(Rires)

Quand il y a des coupables, il les défend. Il dit que le premier ministre suggère des réponses. C'est le chef de l'opposition. Depuis quelque temps,

il y a bien des témoins absents. Toutes sortes de rumeurs courent. Dans le public, on dit: "Un tel est fou, un autre est en train de devenir fou."

(Rires et désordre dans la Chambre)

Il faut prendre des moyens extraordinaires de police pour empêcher ça. Que les témoins plaident folie ou ignorance, mais qu'ils viennent. Il faut connaître la vérité et les témoins n'ont pas le droit de se moquer du gouvernement. Je félicite le gouvernement et l'honorable premier ministre de leur détermination de faire comparaître les témoins pour que la lumière se fasse. Le régime ancien nous a assez "railroadés", je ne suis pas gêné pour parler à l'opposition. Le député de Berthier représente une majorité d'une voix...

M. Bastien (Berthier): Il manquait 600 voix⁷ au député de Chambly, en novembre dernier.

MM. Béïque (Chambly) et Bastien (Berthier) se répondent⁸.

M. Béïque (Chambly): Dans quatre ans, on battra ce qui reste de l'opposition et on sera tranquille.

Octroi à l'hôpital Sainte-Justine

M. Bélanger (Montréal-Dorion) demande, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), la permission de présenter le bill 153 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de cent mille dollars à l'hôpital Sainte-Justine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paiement des pensions de vieillesse

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 46 favorisant l'impartialité et la célérité dans le paiement des pensions de vieillesse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ressources naturelles propres au combustible

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 47 pour encourager la mise en valeur

et le développement des ressources naturelles propres au combustible.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mode d'identification pour les élections municipales de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **M. Raynault (L'Assomption)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), la permission de présenter le bill 154 permettant à la cité de Montréal de décréter un mode d'identification pour les élections municipales⁹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) réclame des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi a pour but de permettre à la ville de Montréal de prendre certaines mesures pour empêcher la supposition de personne, lors des prochaines élections. Quand un électeur résidera en dehors de la ville, ou qu'il aura droit de vote dans plus d'un quartier parce qu'il sera propriétaire dans plus d'un quartier, il recevra une lettre d'identification qu'il devra produire au moment de voter. Cela empêchera que l'on se serve des lots vacants pour passer des télégraphes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droits de coupe dans Wolfe

M. Vachon (Wolfe): M. l'Orateur, il existe des coupes de bois frauduleuses dans mon comté. Un M. Hubert¹⁰ Vallières a réussi à obtenir un droit de coupe par l'entremise des employés du département des Terres et Forêts. Je veux que le peu de bois qui peut rester sur les terres de la couronne soit laissé pour les colons et les petites industries de la région. Je demande au gouvernement de nous envoyer un inspecteur, et si nécessaire qu'un homme de police soit envoyé sur les lieux pour mettre fin à cette coupe frauduleuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Wolfe de l'intérêt qu'il porte à son comté. Avant la séance de la Chambre, il m'a souligné les abus dont il se plaint. En l'absence de l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Drouin), qui sera ici dans un instant, je

dirai à l'honorable député de Wolfe que des instructions sévères ont été données au département des Terres et Forêts pour qu'un inspecteur ou un constable soit envoyé sur les lieux, afin de mettre fin à ces opérations forestières frauduleuses.

Ce M. Vallières a depuis longtemps agi de cette façon du côté de Ham-Sud et ailleurs, et l'ancien député du comté de Wolfe, Thomas Lapointe¹¹, avait connaissance de ces activités. Lorsque j'étais chef de l'opposition, j'ai attiré l'attention du gouvernement et je n'ai pu obtenir justice pour les colons. Je tiens à informer les députés de Wolfe (M. Vachon), de Compton (M. Sherman) et des comtés de la région que j'ai donné des ordres sévères pour que soient suspendues les opérations sur les lots échangés en vertu de contrats entre M. Paradis, M. Tobin¹² et la Bromptonville Pulp and Paper Co. Nous voulons que ces lots reviennent aux colons.

(Applaudissements à droite)

Dépôt de documents:

Rapport du conservateur de la Bibliothèque

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du conservateur de la Bibliothèque de la Législature de Québec, 1935. (Document de la session no 9)

Ressources naturelles propres au combustible

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre se forme à la présente séance en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 pour encourager la mise en valeur et le développement des ressources naturelles propres au combustible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le texte du bill n'est pas imprimé, mais sans doute que l'opposition ne s'y opposera pas, attendu qu'il s'agit de voter \$5,000 pour des recherches au sujet de la question de savoir s'il n'y a pas moyen d'exploiter et d'employer la tourbe pour le chauffage. Je demanderais à la Chambre de hâter la ratification de cette loi, pour assurer du travail au Conseil législatif, qui n'a pas vu depuis 40 ans une législation aussi progressive, aussi intéressante et aussi bien faite¹³.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) déclare sans hésiter, en sa qualité de chef de l'opposition, qu'il ne s'oppose pas au bill.

Adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹⁴:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conférer au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, les pouvoirs suivants:

a. Faire toutes recherches qu'il estimera utiles aux fins de se rendre compte des possibilités d'exploitation et de la valeur des tourbières dans la province;

b. Aider, par des mesures appropriées, à la mise en œuvre et au développement de ces tourbières.

2. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pourra nommer le personnel nécessaire à l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, définisse le devoir de chaque personne ainsi nommée et fixer sa rémunération.

3. Que les dépenses, encourues pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ne devront pas excéder cinq mille dollars et qu'elles soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Le but de la loi est de demander des fonds pour faire des recherches sur l'industrie de la tourbe. Il existe plusieurs tourbières dans la province et tout particulièrement dans les régions de Lanoraie, Saint-Hyacinthe, Cacouna, Rivière-Ouelle et Kamouraska. Des travaux ont été faits à plusieurs endroits et quelques-unes sont en exploitation. Les recherches sont dans le but de trouver un moyen pour faire de la tourbe un combustible destiné à remplacer le charbon. On dépense environ 30 millions par année pour importer du charbon dur et du charbon mou. Si nous pouvions produire notre combustible, en plus de donner du travail à bien des gens, ce serait un moyen efficace de lutter contre le trust du charbon.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je félicite très sincèrement l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) et le gouvernement de cette loi, même si cela surprend le premier ministre qui semble s'étonner. À Kamouraska et aux environs et à plusieurs endroits, nous avons des richesses naturelles qu'il faut mettre en valeur. Nous avons beaucoup de tourbières. Je considère que cette loi est excellente, pourvu qu'elle soit mise en vigueur avec justice et sans favoritisme.

Une voix à droite: Ce n'est pas l'ancien régime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il est bon que le gouvernement fasse la lutte à M. Webster¹⁵. Mais quand arrêtera-t-on le sénateur trustard?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je puis dire à l'honorable député de la Rivière-du-Loup qu'un M. Roy de l'Isle-Verte, qui exploite une tourbière¹⁶ dans son comté est en communication avec moi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) approuve d'un geste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une loi très importante et je félicite le distingué ministre qui a donné une fois de plus la preuve de sa large vision. C'est une loi qui établit un précédent sur autrefois. Lorsqu'il s'agissait des richesses naturelles, alors on passait plutôt des lois permettant d'exploiter la population. Je veux aussi signaler que, dans cette loi comme dans une précédente, nous avons établi le principe du repos dominical, en disant que les travaux de recherches ne pourront être effectués ni les dimanches ni les jours fériés. Ça prouve notre intention de faire respecter le repos dominical.

Pour répondre à une allusion du député de Rivière-du-Loup relativement au sénateur Webster, je peux lui dire, s'il veut en avoir des nouvelles, de s'adresser au gouvernement dont il a fait partie, gouvernement qui s'est alimenté en favorisant ce sénateur et ses trusts.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand le premier ministre était dans l'opposition, le ministre actuel des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) nous promettait que M. Webster serait poursuivi et mis en prison. À tout événement, j'approuve la loi, et j'espère que lorsque cette nouvelle industrie sera développée, le sénateur Webster expiera tous les crimes dont on l'accuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je l'ai dit et je le répète, tous ceux qui ont commis des actes répréhensibles seront punis. Que l'honorable député de Rivière-du-Loup soit tranquille, il y a beaucoup de ses amis qui iront en prison et plus vite que vous le pensez.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre savait comme j'ai hâte de le voir remplir ses promesses à ce sujet. C'est bien beau des promesses, mais s'il mettait quelqu'un en prison, ce serait mieux, pourvu qu'on procède devant des tribunaux régulièrement constitués en donnant à chacun la chance de se défendre, plutôt que de leur faire subir leur procès devant le comité des comptes publics.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Une enquête royale conduite avec un fanal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup sent venir la fin de la session. Il se lève deux fois dans la même séance, quand il ne s'était levé qu'une fois dans toute la session. Il a voulu se lever au comité et il s'est fait rabrouer par le chef de l'opposition. Je comprends la cause de ces levers tardifs. Il y a un grand concours entre lui et le député de Berthier (M. Bastien) pour obtenir l'honneur de remplacer le chef de l'opposition. Tout le monde admet que le député de Saint-Hyacinthe ne fera pas l'affaire. Après s'être tu depuis le début de la session, le député de Rivière-du-Loup s'est mis à parler. Il aurait eu plus de chance en demeurant silencieux. Qu'est-ce qu'il a dit ce soir? Pauvre lui! Qu'il serait content de voir des gens conduits en prison. Je ne lui croyais pas le cœur aussi dur.

Il nous reproche de n'avoir encore fait arrêter personne. Nous ne sommes au pouvoir que depuis le 26 août. Qu'il soit calme et tranquille, ça va venir plus vite qu'il pense, et il sera surpris de constater ceux qui prendront le chemin de la prison. Tous ceux qui ont prévarié, peu importe leur rang et leur importance apparente, prendront le chemin de la prison. Nous ferons cela sans hésitation, mais avec justice.

Nous ne ferons pas de procès avant de donner aux accusés l'occasion, la chance de se défendre, de se faire entendre. Personne de nous ne veut condamner personne avant qu'il soit entendu. D'autant plus que les coupables sont bien à plaindre de n'avoir qu'une si piètre opposition pour prendre leur défense. Nous n'empêcherons pas le député de Rivière-du-Loup de jouir de voir ses amis dans le malheur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne me réjouirai jamais de voir des gens conduits en prison ou dans le malheur. Je veux, je souhaite que le premier ministre remplisse ses promesses. Je trouve étrange la conduite du premier ministre qui dit: "Nous allons punir les coupables, nous allons faire notre enquête rapidement." Il assigne des témoins et, parce que quelqu'un est absent, il fait une colère à faire trembler toute la province.

Des voix à droite: Oh! Oh!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Laissez-le faire. L'honorable député veut montrer qu'il parle mieux que le chef de l'opposition, qui l'a rabroué.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai aucune ambition personnelle. Je souhaite seulement, pour la province de Québec, que le premier ministre remplisse ses promesses. Je lui demande de ne pas faire de promesses qu'il ne peut réaliser. Mais je ne comprends pas l'honorable premier ministre. Ce n'est pas avec plaisir que je voudrais voir condamner les coupables.

Il semble au contraire que ce soit un plaisir pour le premier ministre que de torturer et menacer les témoins, et je crois qu'il le regrettera avant longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne sais pas ce que l'honorable député veut dire. Il a commencé ses remarques dans la joie et les termine dans la douleur. Je peux lui déclarer que l'accomplissement du devoir d'un homme public comporte souvent des côtés pénibles. Mais nous avons eu un mandat nous ordonnant de punir les coupables et nous le ferons, même si nous devons nous imposer des sacrifices.

Le député de Rivière-du-Loup peut être sûr que nous continuerons. Il est temps que des exemples soient faits. Cette enquête ne vient que de commencer. Je dirai au député de Rivière-du-Loup qu'il sera peut-être surpris de voir ceux qui seront obligés de prendre le chemin de la prison et qui y resteront. Il est curieux comme la discussion sur la tourbe conduit le député de Rivière-du-Loup dans le bourbier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le nouveau gouvernement est plus près du bourbier qu'il semble le croire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous descendons dans le boubier lorsqu'il s'agit de rejoindre vos anciens amis.

Les résolutions relatives au bill 47 sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 47 pour encourager la mise en valeur et le développement des ressources naturelles propres au combustible.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 47 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Établissement de villages
dans les régions minières**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi des mines de Québec, relativement à l'établissement de villages dans les régions minières, soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) déclare qu'il est dissident parce que ce bill consacre un principe dangereux. C'est la confiscation sans indemnité des droits préalables des profits concédés par la province.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁷:

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le changement avec l'ancienne loi n'est pas aussi radical qu'on le pense. On veut faire en sorte que celui qui a des concessions minières ne devienne pas spéculateur sur les terrains. Je vais citer un exemple à la Chambre. J'ai visité la ville de Val-d'Or avec l'honorable député d'Abitibi (M. Lesage), et j'y ai vu des constructions sans ordre et sans plan, des lots payés presque rien, vendus pour des prix de \$1,000 à \$2,000.

On a vendu \$3,400 aussi des terrains qui ont coûté 50 cents. Et Val-d'Or n'a pas eu l'avantage des services publics; pas d'aqueduc, pas d'éclairage, etc. Il y a par contre tout près de là, l'exemple de la ville de Bourlamaque¹⁸, une ville modèle construite sur un plan défini par des gens véritablement intéressés dans l'exploitation des mines.

Autre exemple, un brave homme s'était établi sur un certain lot, avec l'approbation d'une compagnie. Un jour, il a été poursuivi et on lui a enlevé son lot. Nous voulons que les concessions minières servent à l'exploitation des mines et non aux spéculations sur les immeubles. C'est pour cette raison que le gouvernement veut un droit de contrôle, et qu'il puisse reprendre ses terrains, si cela est nécessaire.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une différence radicale. L'ancienne loi obligeait de soumettre un plan. On enlève à l'heure actuelle au propriétaire les droits de surface. On se réserve le droit d'accorder des privilèges aux compagnies de son choix. Si c'est une compagnie sympathique au gouvernement, tant mieux. Sinon, tant pis. Cette mesure laisse une porte ouverte au favoritisme. Nous devrions, il me semble, trouver des lois qui feront disparaître cette ingérence du lieutenant-gouverneur en conseil, dont le premier ministre actuel se plaignait sous l'ancien gouvernement.

Nous ne donnons pas des droits égaux à tous les citoyens comme le gouvernement l'avait promis aux dernières élections. Je dis que cette mesure est une loi de confiscation. Nous allons à l'encontre des principes prêchés par le gouvernement actuel.

M. Lesage (Abitibi): Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition et, comme représentant d'un comté minier, je tiens à féliciter le gouvernement de ce projet de loi. Je félicite le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) de protéger ceux qui sont soumis à l'exploitation des compagnies minières lorsqu'ils veulent aller s'établir dans les régions minières. Dans le passé, ceux qui voulaient aller à Val-d'Or devaient acheter pour des sommes trop élevées des lots appartenant à de grosses compagnies sur lesquelles figurait l'ancien ministre de la Colonisation¹⁹.

Le chef de l'opposition parle de l'ingérence politique du lieutenant-gouverneur en conseil. J'aime mieux l'ingérence du lieutenant-gouverneur que celle de l'ancien député d'Abitibi et ancien ministre de la Colonisation dans la East-West Corporation. Elle est moins funeste que celle de ce député qui se servait de son influence politique pour son intérêt. Ce geste du ministre des Mines sera apprécié de tous ceux qui iront s'établir dans les centres miniers.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne crois pas que cette loi soit faite dans le but de protéger des amis, mais surtout dans le but de protéger les Canadiens français. La plupart, sinon la presque totalité de ces compagnies minières, ont pour officiers ou directeurs des gens des provinces voisines.

L'ancien régime a pris si peu l'intérêt de la région minière de l'Abitibi qu'il ne l'a même pas reliée à Montréal par un chemin de fer. Le commerce de l'Abitibi, à cause de cette situation, prend la direction de la province voisine. À Val-d'Or, l'on n'a aucun service public, si l'on a des théâtres. On n'a pas d'église et la messe se dit dans une salle de cinéma.

Une voix: Honte.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est le devoir du gouvernement de protéger les enfants de notre province qui iront s'établir dans les régions minières. Sous l'Union nationale, ils ne seront pas traités comme des esclaves, mais comme des gens indépendants qui ont le droit de vivre. On a compris cette mesure, parce que des compagnies ont déjà essayé de nous intimider par des télégrammes. L'honorable chef de l'opposition a dû recevoir les mêmes messages. Cela ne nous impressionne pas.

Il n'y a rien de radical dans ce bill. Nous voulons simplement exercer un contrôle qui a toujours fait défaut. Il est nécessaire de contrôler la

construction des ces villages miniers. Nous les contrôlerons suivant le Code municipal et la loi des cités et villes. Nous vendrons ces lots à l'enchère avec un prix minimum. Encore une fois, cette mesure n'a rien de radical.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi ne pas faire la loi pour protéger le public, sans donner au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de dire qu'un propriétaire de mines devra vendre ses lots de surface ou ne pas les vendre? Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra dire: "Telle ou telle compagnie fera cela, telle ou telle ne le fera pas." C'est instaurer un régime de favoritisme absolu. On a dit que les mines étaient passées aux mains des étrangers, mais un Canadien français, l'ancien ministre de la Colonisation, a réussi dans ce domaine, et un député l'a décrié ce soir.

Tout le monde veut que les Canadiens français aient leur part dans cette industrie mais, quand l'un d'eux réussit quelque peu, on s'empresse de le décrier. Je n'ai eu aucune objection à une loi pour protéger le public contre les compagnies. Je désirerais une loi qui n'obligerait pas le propriétaire d'une mine à venir se courber devant le gouvernement.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai, lors de la campagne, promis une loi qui laisserait au lieutenant-gouverneur en conseil le soin de protéger les petits contre les gros, et je suis heureux de féliciter le gouvernement de l'attitude qu'il prend. Le chef de l'opposition dit que nous avons critiqué un Canadien français qui a réussi dans les mines, mais plusieurs auraient réussi dans les mines, s'ils avaient été dans la situation de l'ancien député d'Abitibi qui convertissait ses intérêts politiques au bénéfice de ses intérêts personnels. Cette loi rencontre un autre article du programme de l'Union nationale.

M. Bastien (Berthier): C'est un pouvoir extraordinaire que l'on donne au lieutenant-gouverneur en conseil. Le député de Châteauguay a pu être de bonne foi en demandant de donner tous les pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil, mais il renie ainsi tout ce que son chef a prêché, lorsqu'il était dans l'opposition pendant 10 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Êtes-vous pour ou contre la loi?

M. Bastien (Berthier): Je suis contre certains articles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi étiez-vous pour alors, lorsque vous étiez ici?

M. Bastien (Berthier): On a dit que l'ancien gouvernement avait donné nos mines aux étrangers. Il y a plusieurs Canadiens français qui ont obtenu des succès remarquables dans ce domaine.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que le député de Berthier trouve qu'il y en a assez qui ont réussi?

M. Bastien (Berthier): Parlez-nous donc du sénateur Webster.

Une voix à droite: Hors d'ordre!

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) a dit que nous n'avions pas ouvert de route entre l'Abitibi et Montréal, et que le commerce passait par la province voisine. Il a été député à Ottawa, et s'il avait été ici, il aurait pu voir l'opposition protester à chaque fois que nous demandions des crédits pour la voirie. C'est l'ancien gouvernement qui a commencé la construction de la route entre cette région et Montréal. L'honorable premier ministre trouvait alors que nous dépensions trop d'argent pour les routes dans les régions minières. Quant au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin), il devait faire arrêter le sénateur Webster, mais ce dernier n'a pas été inquiété.

M. Lesage (Abitibi): Ce que j'ai dit de mon prédécesseur n'est que l'exacte vérité. Quant aux routes dans la région de l'Abitibi, je dirai que celle de Val-d'Or à Amos n'a été construite que cette année. Je suis ici pour défendre les intérêts des gens de ma région.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Je félicite le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) de sa loi, mais je remarque que le dernier paragraphe dit qu'on ne tolérera sur les terrains de la mine aucune autre construction que celles nécessaires à son opération. Alors, ça devient une ville fermée. Je ne dis pas cela pour critiquer, mais je pose la question, car je ne voudrais pas voir s'établir des cercles au milieu desquels on étouffe et qu'on appelle des villes fermées. Elles constituent un véritable esclavage pour les populations qui y sont astreintes à la domination absolue des compagnies minières. Dans

mon comté, nous avons des villes fermées. Je voudrais savoir si le gouvernement pourra éviter les villes fermées.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis heureux de cette question. Ce bill a précisément pour but d'empêcher ces excès de villes fermées et d'empêcher également les propriétaires de mines de négliger l'industrie fondamentale, pour s'occuper seulement de transactions immobilières.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'article 31b donne un effet rétroactif à la confiscation faite par le gouvernement. Par conséquent, tous les revenus qui auront pu en être tirés se trouveront également confisqués. C'est aller beaucoup trop loin. On ne devrait pas confisquer ainsi des revenus qui appartiennent de plein droit à leurs propriétaires. Il faudrait retrancher cet article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, le chef de l'opposition a critiqué cette mesure, mais je connais l'inspirateur du chef de l'opposition. Il est ici; nous l'avons vu ce matin, et le chef de l'opposition aussi²⁰. Il n'est peut-être pas loin de la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est faux; je ne l'ai pas vu de la journée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, comment l'honorable chef de l'opposition sait-il cela, puisque je ne l'ai pas encore nommé? Comment se fait-il qu'il l'a reconnu s'il ne l'a pas vu? Il admet donc qu'il a un inspirateur, et il sait de qui je parle.

(Rires et applaudissements)

Quant au bill, on dit que nous donnons trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil. L'ancien gouvernement en avait de nombreux pouvoirs, lui aussi, mais sans vantardise, nous donnons plus de garanties que l'ancien régime. Nous avons posé des actes depuis notre arrivée au pouvoir, et nous n'avons pas été les instruments d'une spéculation éhontée avec des ministres, des frères de ministres et des amis de ministres pour diriger certaines compagnies. L'ancien gouvernement avait établi une politique de favoritisme éhontée qui a laissé la population dans le chemin.

En Abitibi, c'est vraiment scandaleux. À Val-d'Or, des citoyens se sont fait construire. Ils avaient embelli leur propriété, mais un jour, la compagnie est arrivée en disant qu'ils devaient la payer parce que les terrains lui appartenaient. On a

chargé à ces pauvres gens des prix exorbitants. L'honorable ministre des Mines (M. Gagnon) l'a démontré, à Val-d'Or et ailleurs, on a exploité de pauvres Canadiens. J'ai protesté contre ces abus, alors que j'étais chef de l'opposition, contre ces abus dont l'instigateur était l'ancien député d'Abitibi et ancien ministre de la Colonisation²¹.

Des employés de la province, en société avec l'ancien député de cette région, ont acheté des terrains pour spéculer ensuite. L'ancien gouvernement a été l'instrument et le complice des spéculateurs. On a laissé organiser des compagnies sur des compagnies avec l'aide de lois spéciales, et sans songer à l'intérêt du peuple. Ces compagnies n'ont pas le droit d'exploiter le peuple. Nous disons avec ce bill que ces compagnies ne pourront continuer une telle exploitation. Pour empêcher ces abus, nous prendrons certains terrains que nous revendrons à des conditions honnêtes.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable premier ministre ne répond pas à ma question. On va permettre au gouvernement de confisquer les biens de certaines personnes parce que le gouvernement aura déclaré que ces lots étaient la propriété de la couronne. Cette clause va laisser aux mains du gouvernement un instrument de terrorisme. La loi met toutes les compagnies à la merci du gouvernement. Jamais une loi aussi exorbitante n'a été présentée à la Chambre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Et la loi Dillon²²?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cet article prête au favoritisme. Il met tous les concessionnaires de terrains miniers entre les mains du gouvernement, et il n'est pas conforme aux promesses du gouvernement qui devait faire disparaître l'ingérence du lieutenant-gouverneur en conseil dans les affaires privées.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je note l'admission candide de l'honorable chef de l'opposition. Il dit que jamais dans cette Législature on n'a pris un moyen aussi radical pour faire cesser des abus.

(Applaudissements à droite)

Nous nous faisons donner des pouvoirs facultatifs que nous pourrions exercer si l'intérêt public est en jeu, mais nous ne voulons pas nous en servir pour terroriser des gens de bonne foi. Les compagnies qui respecteront les droits des citoyens n'auront rien à craindre. Cette loi sera un exemple.

Ceux qui se rendront coupables d'abus, comme ceux dont on a parlé aujourd'hui, trouveront le gouvernement d'Union nationale sur leur chemin.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous les pouvoirs donnés au gouvernement sont facultatifs. Nous n'avons jamais prétendu qu'il n'y a pas eu d'abus dans ce domaine dans la province de Québec...

(Applaudissements à droite)

... dans la province de Québec et ailleurs, mais, avec cette loi, le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) ne pourra jamais empêcher certains abus, et il le sait lui-même. Le gouvernement se servira plutôt de cette loi pour exercer une certaine vengeance politique contre les propriétaires de mines de Val-d'Or et, d'après la discussion, on voit quel est le but de cette loi. On devrait rendre le privilège du gouvernement facultatif.

M. Lesage (Abitibi): C'est à Val-d'Or que les pires abus ont été commis, surtout dans le cas de la East-West Corporation, une compagnie dans laquelle l'ancien député du comté était intéressé.

M. Boyer (Châteauguay): L'honorable chef de l'opposition n'a évidemment pas compris la mesure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition veut rendre tout facultatif, mais si le chef du parti représenté par le groupe de l'opposition avait eu le pouvoir facultatif de choisir le chef de l'opposition, je ne suis pas sûr qu'il aurait choisi le chef actuel. C'est celui-ci qui se serait imposé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oh non, c'est là où vous vous trompez.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On m'a dit que le chef de l'opposition avait fait des démarches.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie catégoriquement. Le choix a été unanime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai vu que le chef de l'opposition tenait à avoir son poste, surtout quand on a voulu réduire son salaire de 10 %. Il ne s'agissait plus d'un pouvoir facultatif, mais d'un pouvoir lucratif.

(Rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne me plains pas de la presse, mais elle n'a pas été juste. Au sujet de cette indemnité, *La Presse* de Montréal a déclaré que le chef de l'opposition a été le seul à ne pas voir son indemnité parlementaire réduite. Ceci est faux. Elle a été réduite, et ce qui n'a pas été réduit, c'est mon traitement de chef parlementaire de l'opposition tout comme celui des ministres sans portefeuille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La façon dont discute le chef de l'opposition est révélatrice. Tantôt il affirmait qu'une clause du bill était exorbitante, monstrueuse, que les libertés des citoyens étaient en jeu. Mais voilà qu'il a oublié tout cela et qu'il ne nous parle plus que de son indemnité de chef de l'opposition. C'est à cela surtout qu'il pense. Nous lui avons offert de la réduire de 10 % et il a refusé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vous qui avez commencé. Ce que je dis, c'est que *La Presse* de Montréal, la vraie *Presse*, a dit une fausseté quand elle a dit que l'indemnité du chef de l'opposition n'avait pas été réduite. Car mon indemnité de député a été réduite de 10 % comme celles des autres députés. Ce qui n'est pas réduit, c'est mon indemnité de chef de l'opposition et celle des ministres sans portefeuille.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): M. le président, allons-nous discuter longtemps à côté de la question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) s'assoit.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Octroi à l'hôpital Sainte-Justine

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 153 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de cent mille dollars à l'hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Trudel (Saint-Maurice): À titre d'ancien chef interne de cet hôpital, je suis heureux d'approuver cette mesure. Des milliers de vies humaines ont été sauvées dans ce milieu, et je suis heureux de dire à la direction de cette institution que la Chambre reconnaît le mérite de cette œuvre.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet hôpital a rendu des services signalés. Je tiens à en féliciter, au nom de la province, les dames patronnesses et tout le personnel, tout comme je félicite les personnes qui s'intéressent directement ou indirectement à cette œuvre. Le gouvernement est heureux d'approuver cette loi destinée à aider une des œuvres les plus méritoires de la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Je reconnais les services nombreux rendus par cet hôpital et, pour une fois, je suis heureux de me joindre à la droite pour approuver ce bill.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures²³.

NOTES

1. Les sources du 10 novembre 1936 n'indiquent pas clairement qui lit ce rapport: d'après *Le Devoir*, à la page 6, "un page va remettre le document au greffier. Le greffier adjoint lit le document." *La Patrie*, à la page 4, nomme aussi le "greffier adjoint, M. Bernard". Selon *La Presse*, à la page 10, c'est le greffier qui fait la lecture du rapport, alors que selon *Le Soleil*, à la page 3, c'est plutôt l'Orateur, M. Sauvé.
2. James "Jimmy" Valentine, industriel et organisateur libéral dans la région de Québec. Il comparut plusieurs fois au cours de l'enquête du comité des comptes publics pour avoir vendu diverses catégories de fournitures à l'administration Taschereau. Selon *La Tribune* du 10 novembre 1936, à la page 1, l'incident rapporté à la Chambre découle de l'absence de Valentine à la séance du comité du jeudi le 5 novembre. Le témoin avait alors fait parvenir une lettre aux membres du comité expliquant les motifs de son absence. Voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXVI, Ottawa, Fides, 1966, p. 53-54.
3. L'article 246 (2) se lit comme suit: "À moins qu'il n'y consente, il n'est pas permis d'interrompre un opinant en lui posant des questions ou en lui donnant ou demandant des explications."
4. Version du *Devoir* du 10 novembre 1936, à la page 6. *Le Journal*, à la page 1, mentionne plutôt "vingt fois".
5. *Loi amendant les Statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts* (13 George V, chapitre 18). Cette loi fut sanctionnée le 29 décembre 1922 à la suite de la comparution à la barre de l'Assemblée législative de John H. Roberts, éditeur du journal montréalais "The Axe" dans lequel il avait publié un article impliquant deux députés dans le viol et le meurtre de Blanche Garneau, à Québec, deux ans auparavant. Refusant de nommer les députés et accusant le gouvernement de faire obstruction à la justice, Roberts fut condamné à un an de prison.
Cette procédure inusitée va soulever toute une polémique au sujet de l'étendue des pouvoirs de l'Assemblée et sur la liberté de la presse au Québec.
6. L'honorable M. Duplessis fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.
7. À l'élection du 25 novembre 1935 dans Chambly, le candidat libéral Alexandre Thurber a défait son adversaire conservateur Hortensius Béique par une majorité de 545 voix.
8. *Le Soleil* du 10 novembre 1936, à la page 4, précise que "les deux députés s'eng... en se parlant à la deuxième personne, sans d'ailleurs que l'on comprenne bien ce qu'ils se disent".
9. *Le Soleil* du 10 novembre 1936, à la page 11, rapporte que M. Raynault est absent lors de la présentation de ce bill.
10. Prénom donné par *Le Journal* du 10 novembre 1936, à la page 4. *Le Droit*, à la page 6, mentionne plutôt "Henri".
11. Thomas Lapointe (1876-1945), cultivateur, commerçant de bois et député de Wolfe de 1933 à 1936, et de 1939 à 1944. Maire de Disraëli de 1929 à 1934. De 1896 à sa mort, il fut gérant du département du bois à la Brompton Pulp and Paper Co. Propriétaire d'un moulin à Disraëli, il concentra ses activités dans les comtés de Wolfe et Frontenac.
12. Selon le *Sherbrooke Daily Record* du 10 novembre 1936, à la page 1, il s'agit de Edmund William Tobin (1865-1938), marchand de bois et homme politique. Né à Brompton Falls, il est propriétaire de nombreuses compagnies forestières, dont la Bromptonville Pulp and Paper Co. citée par M. Duplessis. Maire de Brompton Falls, Bromptonville et Warden, il est élu député de Richmond et Wolfe à la Chambre des communes (1900-1930). Nommé au Sénat en 1930.
13. *Le Journal* du 10 novembre 1936, à la page 4, rapporte qu'au même moment "les conseillers législatifs assistent à la séance dans leur galerie spéciale".
14. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
15. Nommé sénateur conservateur en 1920, Lorne Campbell Webster (1871-1941) fut notamment président de Holt, Renfrew and Co. et directeur de Québec Power Co., Sun Life Assurance Co., Dominion Steel and Coal Co., Québec Steamship Union, Canadian Car and Foundry Co. Ltd.
16. Version du *Journal* du 10 novembre 1936, à la page 4. *Le Devoir*, à la page 6, mentionne plutôt "une mine".

17. Voir note 14.

18. Nom donné par *Le Soleil* du 10 novembre 1936, à la page 6. *La Presse*, à la page 10, et *Le Journal*, à la page 4, mentionnent plutôt "Lamaque".

19. Il s'agit d'Hector Authier (1881-1971), journaliste et homme politique. Parti s'établir en Abitibi en 1912, il y sera agent des terres et des mines (1912-1922), maire d'Amos et préfet du comté d'Abitibi (1914-1918) et un homme d'affaires très actif dans la région. Fondateur et directeur du premier journal abitibien *L'Abitibi* (1920) qui devient plus tard *La Gazette du Nord*. Député libéral d'Abitibi de 1923 à 1936 et ministre de la Colonisation (mars-juin 1936), puis député libéral à Ottawa de 1940 à 1945.

20. Selon *Le Canada* du 10 novembre 1936, à la page 1, l'honorable M. Duplessis fait allusion à Hector Authier, qui assiste justement à ce débat.

21. En réaction à ces propos de l'honorable M. Duplessis, *Le Devoir* du 10 novembre 1936, aux pages 1 et 3, rapporte que "M. Hector Authier a communiqué aux journaux, hier soir, en marge du débat sur les mines, la déclaration suivante: "Au cours de la discussion sur le bill no 35, hier soir, à l'Assemblée législative, M. Duplessis a déclaré que je me suis rendu coupable d'abus dans la vente des lots de villages à Val-d'Or et ailleurs, abus tels qu'ils justifient une loi de confiscation. Le ministre des Mines a endossé les déclarations de son chef. En somme, on a affirmé que j'ai abusé de ma situation de député de l'Abitibi, que je me suis associé à des employés du gouvernement pour commettre des illégalités et pressurer le peuple de Val-d'Or et d'autres lieux. Permettez-moi de protester de toutes mes forces contre ces affirmations absolument fausses. Aucune des compagnies dont j'ai été directeur ne s'est rendue coupable d'illégalité ou d'abus qui puisse justifier de telles paroles. J'ai servi la province de Québec durant plus de vingt ans avec tout le cœur et toute l'intelligence que je possède, et il me semble que je mérite un peu de justice, même de mes adversaires politiques - ce que je ne leur ai jamais refusé. Je proposerai donc à MM. Duplessis et Gagnon de m'accorder un tribunal d'honneur, présidé par le bâtonnier de Québec, puisque nous sommes tous trois membres du Barreau. Ce tribunal prendra connaissance des documents et des faits que peuvent soumettre MM. les ministres, ainsi que de mes

réponses et explications. Si ce tribunal déclare que je me suis rendu coupable d'abus et d'illégalités à Val-d'Or, je m'engage à me soumettre en silence aux sanctions que le ministre des Mines pourra décréter. Si, par contre, ce tribunal déclare que je n'ai pas failli à l'honneur ni à l'honnêteté, le premier ministre et son collègue des Mines reconnaîtront publiquement le bien-fondé de ma défense." Cette déclaration fut également publiée dans d'autres journaux du même jour.

22. La "Loi Dillon" a été votée conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "Loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000 par comté. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936.

23. *Le Journal* du 10 novembre 1936, à la page 4, note que "madame L.-G. Beaubien, présidente de l'hôpital Sainte-Justine, se rend alors auprès du premier ministre pour lui exprimer la gratitude de son institution... et des centaines d'enfants qu'elle abrite".

Première séance du mardi 10 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 modifiant la loi des mécaniciens de machines fixes;
- bill 32 modifiant la loi des appareils sous pression;
- bill 40 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;
- bill 42 pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales;
- bill 151 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 152 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 relatif à l'extension d'une convention collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1723 du 28 juin 1935 et l'arrêté no 1131 du 15 avril 1936;
- bill 44 relatif aux ministres, aux membres du Conseil législatif et à ceux de l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 5 pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant: "Les bateaux, bâtiments et navires d'une compagnie de navigation sont considérés comme des biens immobiliers pour les fins de la présente loi."

2. Ce qui suit est inséré, à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser une émission pour remplacer une émission déjà existante, pourvu que le montant de l'émission ainsi autorisée n'excède pas celui de l'émission remplacée."

3. L'article 2 devient l'article 3.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants:

- bill 8 concernant les deniers publics relatifs au Conseil législatif et à l'Assemblée législative, avec un amendement qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Néanmoins le trésorier de la province devra de temps à autre remettre au comptable de l'Assemblée législative, en tant que l'indemnité des députés est concernée, et au greffier du Conseil législatif en tant que l'indemnité des conseillers législatifs est concernée, les sommes nécessaires pour payer incontinent les indemnités dues aux membres de l'Assemblée législative et du Conseil législatif."

- bill 43 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de deux cent vingt-cinq mille dollars à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, avec un amendement qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant les mots "douze mille cinq cents" à la cinquième ligne par les mots: "onze mille deux cent cinquante".

Explications sur des faits publiés:

Le Courier de Saint-Hyacinthe
et la loi du moratoire

M. Barré (Rouville): Avant de passer à l'ordre du jour, M. l'Orateur, qu'il me soit permis de faire une rectification en marge d'un compte rendu du *Courier de Saint-Hyacinthe*, autour du débat sur la loi du moratoire. Ce compte rendu donne lieu à trois erreurs dans son interprétation. Il laisserait croire que je suis opposé à la réduction du taux de l'intérêt, tandis que j'ai toujours favorisé cette réduction. De plus, il laisse croire que je suis opposé à la loi du moratoire. Je ne me suis jamais opposé à ce système, mais j'ai déclaré que nous ne pourrions le maintenir constamment. Ce qui est pire, en troisième lieu, je serais supposé, d'après ce compte rendu,

avoir combattu le gouvernement et avoir combattu une mesure de l'administration actuelle, tandis qu'en réalité j'ai fait certaines remarques simplement sur la motion en amendement.

Si *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* était habituellement menteur comme certains journaux, passe encore, je ne protesterais pas. Mais comme le *Courrier* est généralement bien informé, je tiens à rectifier. Erreur n'est pas compte.

Questions d'urgence:

Colonisation

M. Dubé (Témiscouata): Je crois qu'il serait opportun à cette session d'urgence de parler de la colonisation. La colonisation a été soignée à la petite cuillère depuis cinq ans surtout, et j'espère que le gouvernement fera plus que son prédécesseur, qui a négligé notre industrie fondamentale et a laissé périr les pauvres colons aux quatre coins de la province. Au cours du mouvement de désertion de nos campagnes, on a trop oublié notre principal actif, la terre. Les colons de mon comté manquent du strict nécessaire, du fait que leur récolte a gelé. Il nous faut secourir d'abord les colons nécessiteux, et cela, avant le mois de juillet. Nous devons aussi leur donner de bons chemins. Ils en manquent partout.

La colonisation est en quelque sorte le marchepied de l'agriculture. L'argent versé pour la colonisation constitue un bon placement, un placement avantageux, à la condition que ces sommes ne soient pas englouties dans le patronage ou absorbées par les contracteurs. Des récoltes de colons ont gelé dans mon comté, cette année, et les colons sont réduits à la misère. L'ancien régime a voulu épater les étrangers et il a industrialisé à outrance...

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. Un membre de cette Chambre fait un discours sur la colonisation à l'heure des "questions de privilège".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Témiscouata est au courant de la situation des colons. Il s'y intéresse et je l'en félicite. Nous avons toujours le droit de soumettre à la Chambre une question urgente. Nous sommes en effet à une session d'urgence. S'il y a une question urgente, c'est bien celle de la colonisation. C'est la place devant la Chambre de donner des renseignements de cette nature.

M. l'Orateur: M. le Président... Je demande pardon à la Chambre de ce lapsus. L'honorable député de Témiscouata (M. Dubé) s'est levé sur une "question de privilège". Jusqu'à date, je n'ai pas bien saisi où se trouvait cette "question de privilège" dans ses remarques. Le premier ministre a dit que nous pouvions discuter toute question urgente, et je me demande si, à ce stade de la procédure, nous pouvons déterminer qu'il y a urgence à discuter ce cas. Comme je ne voudrais pas rendre une décision injuste dans un moment aussi critique, je prendrai le point d'ordre en délibéré.

M. Vachon (Wolfe): M. l'Orateur, la question est urgente, et je félicite le député de Témiscouata de l'avoir soulevée. Il a dit les besoins des colons. Ils sont les mêmes partout. Je représente, moi aussi, un comté de colonisation, et, du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre, on a dû verser \$2,496 en secours directs aux colons, et il n'y a pas de chemin. Je trouve donc étrange qu'un député proteste quand nous venons ainsi parler de colonisation et dire les besoins des colons.

Protection de l'épargne populaire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 5 pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Deniers publics du Conseil législatif et de l'Assemblée législative

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 8 concernant les deniers publics relatifs au Conseil législatif et à l'Assemblée législative. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 43 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi deux cent vingt-cinq mille dollars à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Questions et réponses:**Destitution
de M. Dumont,
agent des terres à Rimouski**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. À quelle date M. Jos.-M. Dumont, agent des terres à Rimouski, a-t-il été destitué?

2. Y a-t-il une enquête qui a été faite dans son cas?

3. Pour quelle raison ce monsieur a-t-il été destitué?

4. Par qui a-t-il été remplacé?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):
1. Le 15 octobre 1936.

2. Oui.

3. Partisanerie politique.

4. Joseph Rousseau.

**Pont
sur la rivière Métis,
Sainte-Angèle-de-Mérici, Matane**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions publiques pour la construction d'un pont sur la rivière Métis à Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Matane.

2. Si des soumissions publiques n'ont pas été demandées, a-t-on demandé des soumissions autrement que par la voie des journaux?

3. Si des soumissions publiques ont été demandées, quels ont été les soumissionnaires et quel prix ont-ils demandé respectivement?

4. À qui la construction du pont a-t-elle été accordée?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Oui.

2. Répondu par no 1.

3. Alfred Gagnon et Alph. Montminy, Saint-François, comté Montmagny: \$16,611.72;

Nazaire Boucher et fils, Ltée, Bic, comté Rimouski: \$19,854.93;

Langelier et Thiboutot, Saint-Victor, comté Beauce: \$22,171;

Normand et Normand, L'Islet, comté L'Islet: \$23,319.50.

4. À Nazaire Boucher et fils, Ltée, parce que leur soumission était plus complète et plus avantageuse pour la province.

Voies et moyens

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1937, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$20,124,344.06.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Loi des subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 21 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 30 juin 1937 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paiement des
pensions de vieillesse**

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre se forme à la présente séance en comité plénier pour prendre

en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 favorisant l'impartialité et la célérité dans le paiement des pensions de vieillesse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conclure toute convention avec le gouverneur général en son conseil relative à un système général de pensions de vieillesse dans cette province et au paiement de ces pensions.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera de plus autorisé à s'entendre avec le gouverneur général en son conseil relativement à tout ce qui concerne les pensions de vieillesse depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale à ce sujet et à toute modification qu'il jugera avantageux à la population de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Il y a dans la loi actuelle plusieurs dispositions qui ne sont pas conformes à la loi fédérale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais savoir la différence entre la loi et ces résolutions. Notre loi était conforme à la loi fédérale, puisqu'Ottawa l'a approuvée et que, aux dires du ministre du Travail, 5,000 ou 6,000 pensions ont été payées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand cette loi des pensions de vieillesse a été passée par l'ancien régime, dans les circonstances que l'on sait, nous nous attendions à 25 % de justice pour les vieillards et pas plus, mais nous avons promis d'améliorer la loi dès que nous serions au pouvoir.

Cette loi était en force à Ottawa depuis 1927, et la province de Québec a payé sa contribution pour les autres provinces, sans jamais rien retirer de cette loi. Il a fallu ensuite profiter de la fuite du régime pour obtenir cette pension.

Nous en sommes venus à la conclusion que la loi de l'an dernier donnait au gouvernement trop de discrétion. Ainsi, le lieutenant-gouverneur en conseil

pouvait refuser les pensions comme il le jugeait à propos. Nous, nous disons maintenant que le paiement de la pension sera obligatoire dès qu'un vieillard y a droit, qu'il soit partisan du gouvernement ou non.

L'article 2 de la loi disait que Québec paierait la pension en autant que le fédéral paierait 75 %. Or, si Ottawa décide de ne payer que 74 %, la province ne sera plus liée. Nous mettons tout cela de côté et nous autorisons le lieutenant-gouverneur en conseil à passer avec Ottawa toute convention, quitte à être remboursés, au besoin, pour les montants que nous avons contribué à la pension de vieillesse sans en avoir bénéficié jusqu'ici.

Enfin, nous voulons que la pension soit entourée d'impartialité et de célérité. Nous disons que la loi de la dernière session de l'ancien régime comporte des mesures dilatoires. Ainsi, il fallait, pour avoir sa pension, s'adresser au conseil municipal, puis ensuite aux réviseurs et à la Commission des pensions de vieillesse de Québec.

Or, on sait que, dans certains centres ruraux, le conseil municipal ne siège pas régulièrement. Nous faisons disparaître cet intermédiaire, et nous disons que la demande devra être soumise aux réviseurs ou à la Commission.

Si, après la demande, les réviseurs et les commissaires ne font pas leur rapport dans un délai raisonnable, celui qui veut sa pension pourra s'adresser à la Cour de magistrat et obtenir le paiement de sa pension.

Nous disons également que, dans le cas où ces réviseurs subiraient une certaine influence politique, celui qui demandera sa pension et ne pourra l'obtenir, si réellement il est éligible, pourra s'adresser à la Cour supérieure, sans frais, et faire réviser cette décision arbitraire. Nous voulons entourer la loi de garanties d'impartialité et en rendre l'application plus facile.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Encore une loi de camouflage...

(Rires et protestations à droite)

Je vais le prouver. L'honorable premier ministre veut faire croire que la loi actuelle n'est pas appliquée avec assez de célérité.

Combien y a-t-il de demandes devant les réviseurs? Il y a tout au plus 30,000 demandes pour les pensions de vieillesse, et c'est à peu près le total des vieillards qui sont en âge d'avoir la pension. Nous avons voulu confier l'étude des demandes aux conseils municipaux parce qu'ils sont indépendants du gouvernement.

C'est à la demande des députés que nous avons décidé que les conseils municipaux recevraient les demandes. Le premier ministre dit qu'on ne pourra plus demander ces pensions au conseil municipal, mais aux réviseurs ou à la Commission.

Des voix: Ou à un juge de la Cour supérieure.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, ou à un juge de la Cour supérieure. J'en reparlerai. Il n'est pas pratique de s'adresser à des juges. Nous avons les conseils municipaux pour préparer les demandes. Nous avons dans la province au-delà de 1,400² municipalités auprès de qui les vieillards pouvaient demander leur pension.

Maintenant, on aura les enquêteurs qui sont en nombre restreint. Je ne crois pas qu'ils soient plus que 100. Nous avons, nous, 1,400 conseils municipaux qui faisaient cette enquête avec des garanties d'impartialité. Ce n'est pas en réduisant le nombre des personnes désignées pour recevoir les demandes qu'on assurera la célérité au paiement des pensions. Les hommes que nous avons choisis connaissaient mieux les pétitionnaires que ne les connaissent les réviseurs que le gouvernement désignera.

On n'a pas besoin d'une résolution pour l'entente avec Ottawa. C'est déjà dans la loi. La loi que l'on présente aujourd'hui sous l'étiquette d'amendements, pour assurer l'impartialité et la célérité du paiement des pensions de vieillesse, n'améliore et n'accélère rien. C'est du camouflage. La seule chose nouvelle, c'est que l'on permet au pétitionnaire de s'adresser à un juge de la Cour supérieure. Je crois que nous avons le système idéal. On veut faire mine de changer la loi, mais on ne change rien qui vaille la peine et, surtout, l'on n'améliore rien.

Les membres de la Commission des pensions de vieillesse sont des experts, des hommes compétents en qui j'ai confiance. Nul besoin de faire contrôler leurs jugements par la Cour supérieure. Nous avons confiance dans leurs décisions et nous ne voulons pas de changements de camouflage. Je sais que lorsque le gouvernement remplacera les commissaires, il nommera des gens qui sauront faire leur devoir. Avec la loi existante, le pétitionnaire avait le droit d'en appeler devant la Commission. Je proteste contre la résolution et j'enregistre ma dissidence. La loi du gouvernement n'est présentée que pour faire croire que la nôtre n'était pas bonne. Au Nouveau-Brunswick, il a fallu trois ans pour payer les pensions de vieillesse.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Est-ce que l'honorable chef de l'opposition n'a pas déclaré, au cours de la campagne, que les premières pensions seraient payées le 30 août, quand il savait qu'elles ne seraient pas payées?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, si nous avions été élus, elles l'auraient été le 30 août.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Les membres de l'opposition, le député de Saint-Hyacinthe en particulier, savaient qu'ils ne seraient pas réélus au pouvoir. Et ils ne pouvaient ignorer que tout leur organisme était inopérant. Une grande partie du personnel était obligé de faire du marchandage politique.

On a fait une exploitation de la révision. On payait \$2.50 par révision; cela devait couvrir toutes les dépenses, et il y a certains employés qui se faisaient des salaires de \$800, \$600 et \$400 par mois. Nous avons dû recommencer toutes les révisions, et les malheureux qui ont confié aux réviseurs leurs demandes attendent.

Les modifications s'imposent donc. Nous sommes à étudier si nous devons payer les réclamations des enquêteurs.

M. Barré (Rouville): On ne sera pas surpris, j'imagine, de m'entendre exposer un troisième point de vue. Il n'y a pas six mois que la loi est passée et on l'amende avec raison, parce qu'elle est difforme, bossue, mal faite. On l'amendrait de six mois en six mois si nous siégeons continuellement, tellement elle est mal faite³.

Au cours de la dernière campagne, l'honorable chef de l'opposition est venu dans mon comté et il a affirmé à mes électeurs que j'étais un malcommode, et que je fus le seul à m'opposer à la loi lorsqu'elle fut présentée devant la Chambre. C'est le chef de l'opposition qui a dit cela. Je reviens à la charge même si mes paroles doivent tomber dans le désert, mais je voudrais que mes paroles soient répandues par toute la province.

Le système est absurde. On oublie qu'il s'agit de l'argent du peuple. Je ne veux pas qu'on le gaspille. Je suis en faveur de la loi, qu'on n'en doute pas. J'ai d'ailleurs fait assez de motions dans le passé pour qu'il n'y ait pas de doute. Mais je suis en faveur aussi d'une foule d'autres législations sociales qu'on a toujours refusées, sous le prétexte qu'on n'avait pas d'argent. Si on n'a pas d'argent, c'est parce qu'on le gaspille. Il ne faut pas que l'argent se perde par des canaux détournés.

Sur cinq pensions actuellement payées, je pourrais dire qu'il y en a au moins trois qui vont à des gens qui n'en ont pas besoin, à des gens qui pourraient vivre sans cela. Je connais les conseils municipaux. Du moment qu'il s'agit de l'argent du gouvernement, on n'y regarde pas et l'on dit: "C'est aussi bien que tu l'aies qu'un autre, Baptiste."

On dit que c'est une loi de camouflage, mais le seul camouflage, c'est dans l'ingérence des conseils municipaux à qui l'on a donné un contrôle fictif, au lieu d'un contrôle réel. Les conseils municipaux veulent, partout, attirer le plus d'argent possible dans leurs villages. Si l'argent de la province est payé pour des pensions à des personnes qui n'en ont pas besoin, il sera impossible de payer les pensions aux mères nécessiteuses, de donner des allocations familiales.

On dira que je suis un utopiste, mais j'ai raison quand je déclare que nous sommes en retard de 25 ans pour ce qui est de la législation sociale dans la province de Québec. Nous nous disons catholiques et, à certains égards, nous ne sommes même pas chrétiens. La province d'Ontario donne bien les pensions aux mères nécessiteuses. Ici, nous ne nous en sommes pas occupés.

(Applaudissements à droite)

Pour revenir à la loi des pensions de vieillesse, je dis que la loi actuelle est à refaire. Elle est née d'un besoin électoral et, comme tout ce que produit l'électoratisme, elle est difforme, boiteuse, bossue, inserviable. Elle doit être refaite d'un bout à l'autre. Je veux dénoncer aussi le vice de notre système social qui permettra à des vieillards de retirer plus que ne gagnent des jeunes qui ont des charges de famille.

Pour la loi des pensions de vieillesse, je crois qu'on n'arrivera à trouver un système vraiment bon que le jour où on laissera aux conseils municipaux un contrôle véritable, c'est-à-dire que le jour où on leur imposera l'obligation de payer la première ou la dernière piastre de la pension. Ils auront l'intérêt à ce que des pensions ne soient pas versées à des gens qui n'en ont pas besoin. Les indigents, dans leur vieillesse, ne furent pas tous des as, dans leur jeunesse.

Ce qu'il faut, ce n'est pas de l'électoratisme, mais des législations sociales à base de charité et de justice. Songeons que c'est tous les citoyens qui paient les pensions. J'espère que je n'ai pas prêché dans le désert.

M. Barrette (Terrebonne): Je tiens, moi aussi, à protester contre cette loi de l'ancien

gouvernement à base de favoritisme comme la plupart des mesures qu'il passa. C'est tellement vrai qu'on a vu l'ancien gouvernement nommer, pour faire mettre cette loi en vigueur, des organisateurs libéraux. C'était l'administration de la loi au moyen de la cabale politique. Les amendements que l'on apporte aujourd'hui ont pour but de faire disparaître ce favoritisme éhonté.

Je félicite le gouvernement d'améliorer la loi. En lisant les amendements, on verra que le pétitionnaire peut s'adresser à un magistrat de district et qu'il a ensuite droit d'appel à la Cour supérieure. Les avocats ne sont pas en cause dans le moment, et je me demande encore pourquoi le chef de l'opposition a fait de nouvelles insinuations relativement aux tribunaux. J'aime beaucoup mieux me fier à la justice des tribunaux de ma province qu'à la justice de l'ancien gouvernement.

Le chef de l'opposition parle constamment de camouflage. Je lui conseille de lire les articles de la loi et de se départir de sa marotte de la Cour supérieure.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, je suis, moi aussi, heureux de féliciter le gouvernement des amendements qu'il veut apporter à cette loi. J'ai été de ceux qui ont toujours demandé la loi des pensions de vieillesse. Le chef de l'opposition a toujours voté contre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais voté contre cette loi, car j'étais président de la Chambre, et je n'ai pas voté.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Si l'honorable chef de l'opposition n'a jamais voté contre, il n'a du moins rien fait pour essayer de l'aider. Il n'avait pourtant pas l'habitude de se gêner pour dire ce qu'il désirait. Si, à la dernière session, on a consenti à donner cette loi, c'est parce qu'on sentait que le gouvernement crèverait. Ce n'est pas pour les ouvriers qu'on la voulait. La loi n'était pas parfaite.

On lui apporte des amendements et le chef de l'opposition a tort de critiquer, puisque ces amendements sont de nature à rendre la loi meilleure. Le chef de l'opposition n'est plus le même homme, tout comme le député de Berthier (M. Bastien). Ils ont changé de peau. Au nom des ouvriers, je félicite le gouvernement de ses amendements et je le remercie. Le chef de l'opposition pourrait se passer de critiquer.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, je tiens, moi aussi, à dire que je suis en

faveur de ces amendements car, au cours des dernières élections, dans les Îles-de-la-Madeleine, les conseils municipaux, qui aiment souvent à faire de la politique, n'ont pas manqué l'occasion que leur offrait la loi des pensions de vieillesse. C'est ça le camouflage. On avait donné une loi bien camouflée pour faire de la politique et du favoritisme. Le gouvernement fait disparaître l'occasion de faire du favoritisme et il a raison. Les juges de la Cour supérieure jugeront en dernière instance, et on peut être sûr qu'ils rendront justice aux vieillards. Il n'y a plus de camouflage et l'opposition est destructive.

M. Bastien (Berthier): J'ai écouté avec intérêt tantôt l'honorable député de Rouville (M. Barré). J'ai même trouvé son attitude étrange, lui qui est toujours si logique. Il commence par encenser le gouvernement pour faire ensuite la critique de la loi, suivant son habitude. Il a aussi commencé par critiquer les conseils municipaux, pour dire ensuite qu'on devrait leur donner un contrôle plus grand...

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Berthier me permettra-t-il une question?

M. Bastien (Berthier): Non.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Pour instruire le député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): Vous me répondrez. Les conseils municipaux savent, il me semble, que ce sont leurs propres deniers qu'ils gaspillent en donnant des pensions à des personnes qui n'en méritent pas. Ils constituent même une garantie additionnelle, et d'autant plus que leurs opinions sont ensuite révisées par les réviseurs de la Commission.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est complètement faux.

M. Bastien (Berthier): C'est de plus une garantie qui ne coûte rien aux pensionnaires. Le chef de l'opposition n'a pas critiqué les tribunaux tantôt, comme on veut le prétendre. Il a dit que c'était tout simplement ajouter une procédure inutile. L'honorable député de Rouville (M. Barré) ne croit pas que les demandes doivent être reçues par les conseils municipaux. Il dit: "Faites contribuer \$1 par les conseils municipaux et ils exerceront un contrôle." J'ai maintenant une question à poser au député de Rouville car, de plus, j'aime toujours à

l'entendre. Le député de Rouville n'aurait-il pas un amendement à présenter pour que les conseils municipaux soient appelés à contribuer la dernière des 20 piastres?

M. Barré (Rouville): Le député de Berthier aime à m'entendre, et je vais essayer de lui faire plaisir, mais les compliments n'ont jamais eu d'influence sur moi, pas plus que les menaces, et je n'ai jamais craint d'être seul à soulever une question. Le député de Berthier me pose une question en disant: "Le député de Rouville va-t-il proposer un amendement?" Pourtant, il devrait se rappeler ce qui s'est passé à la dernière session, lorsque je me suis levé sous l'ancien régime pour protester et demander d'étudier le cas de la contribution des conseils municipaux.

On m'a répondu que ça pressait, que je faisais perdre le temps de la Chambre, que les vieux de la province attendaient après leur pension de vieillesse. On semblait oublier que les vieux attendaient cette pension depuis six ans⁴. Sans vouloir faire de reproches à personne, je crois qu'on aurait été mieux d'attendre 60 jours de plus et de proposer une loi complète⁵. On ne voulait pas. Je me rappelle aussi une autre fois où j'ai proposé une pension de vieillesse avec une légère contribution municipale, et, dans le temps, le docteur Anatole Plante⁶ avait consenti à secondar ma motion, avec cette réserve qu'il voterait contre.

Le député de Berthier me demande si je n'ai aucun amendement à présenter. Pour répondre à la question, je lui dirai que, s'il veut affirmer que lui-même et tous ses collègues vont voter pour un tel amendement, je serai prêt à le présenter. Toutefois, je ne crois pas que, à ce stade de la session, il soit opportun de proposer un tel amendement.

On me fait dire que j'ai condamné les conseils municipaux. Je le répète, je n'ai jamais critiqué un contrôle municipal dans ce domaine, mais ce que j'ai critiqué, c'est un contrôle fictif... qui ne contrôle pas. J'ai tout simplement exprimé l'opinion qu'un contrôle qui ne rime à rien ne vaut rien. On sait que cette loi a été faite dans un moment de quasi-agonie du régime. Si je puis dire toute ma pensée, je déclarerai que la loi votée à la dernière session était un facteur de corruption électorale dont on s'est servi dans mon comté durant la dernière campagne...

Des voix: Dans le mien aussi!

M. Barré (Rouville): Dans mon comté, les organisateurs libéraux, parfois un maire, parfois un

échevin, ou encore un secrétaire-trésorier, allaient trouver les électeurs avec des formules de pensions de vieillesse en leur disant que si cette loi était passée, c'est parce que Barré n'avait pas réussi à empêcher la Chambre de la voter. On disait: "Signez cette formule et on va vous faire avoir votre pension."

On ajoutait ensuite: "Le contrôle municipal n'existe pas, et il n'y a pas un homme qui m'empêchera de faire accepter ta pension au conseil." Dans quantité de cas, on a promis la pension en retour d'une promesse de voter en faveur du candidat du Parti libéral.

Je suis en faveur d'un contrôle municipal comme je l'ai dit tantôt, mais un contrôle qui découlerait du fait que le conseil devra payer la dernière piastre. Un contrôle comme celui qu'il avait auparavant ne vaut rien, mais un contrôle par les surveillants naturels de la loi serait excellent.

M. Chaloult (Kamouraska): M. le président, j'écoute toujours avec plaisir l'honorable député de Rouville. Dans ses discours et dans ses actes parlementaires, il fait toujours preuve d'un bel esprit social et d'un bel esprit catholique, sans partisanerie politique. Nous n'aurons jamais trop de ces discours touffus d'idées.

Je félicite le gouvernement des améliorations qu'il apporte à la loi des pensions de vieillesse, et j'espère qu'à la prochaine session il continuera son travail, en adoptant quelques-unes des suggestions de l'honorable député de Rouville. Je souhaite maintenant que le gouvernement continue à améliorer sa loi des pensions de vieillesse. J'espère que, dès la prochaine session, le gouvernement présentera une législation plus sociale et qu'il s'intéressera également au sort des mères nécessiteuses.

Mon honorable ami (M. Barré) favorise les allocations aux mères nécessiteuses. Je suis moi-même favorable à cette loi. Il dit qu'il n'a pas toujours réussi à se faire seconder dans les mesures sociales qu'il proposait. Je tiens à lui dire qu'à l'avenir il aura dans le député de Kamouraska un collègue toujours disposé à l'appuyer dans son travail. D'ailleurs, la Chambre elle-même sera sans doute toujours bien disposée envers les mesures vraiment sociales portées à son attention.

M. Hamel (Québec-Centre): Cette législation vient à son heure et, puisque nous sommes maintenant engagés dans cette voie, j'espère que le gouvernement fera tous les efforts nécessaires pour forcer le fédéral à modifier sa législation. Les

pensions de vieillesse comme toutes les autres pensions devraient être à base contributoire. Autrement, nous ne savons pas où nous allons. Jamais un gouvernement ne réussira à contenter un pensionnaire, si celui-ci ne paie absolument rien pour avoir sa pension. C'est tout naturel.

La demande pour les pensions sera toujours de plus en plus croissante, et on finira par la réclamer pour des gens qui auront moins de 45 ans⁷. On devrait ne pas oublier les conclusions de la Commission des assurances sociales sur cette question qui proposait une pension à base tripartite. Le gouvernement, l'industrie et le pensionnaire auraient contribué chacun pour leur part.

Dans certains pays, on exige une contribution à l'ouvrier dès l'âge de 18 ans. Cette contribution est minime, mais elle réussit tout de même à mettre un frein aux demandes, parce que le pensionnaire est sous l'impression que, s'il veut avoir plus, il devra payer plus.

Je comprends que le gouvernement actuel ne peut faire pour le moment autre chose que de présenter cette loi, mais c'est son devoir d'essayer de convaincre le fédéral de faire mieux dans ce domaine et de modifier sa loi.

M. Bulloch (Westmount): J'ai surveillé l'application de la loi. Je félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) d'avoir mis cette loi en application aussi rapidement. Plusieurs milliers de vieux ont déjà reçu leurs chèques, et il ne fait aucun doute qu'avec cette législation le système fonctionnera encore plus rapidement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces discours ne font que démontrer combien était excellente la loi que nous avons présentée à l'autre session. L'honorable député de Westmount vient de féliciter le ministre du Travail de la célérité apportée à l'application de la loi. Ai-je besoin d'un meilleur témoignage pour dire que notre système a été apprécié, car cette législation que le gouvernement nous présente actuellement n'est pas en force et, bien avant cela, un député de la droite dit que la pension de vieillesse fonctionne admirablement bien? On ne peut augmenter la célérité puisque, depuis les quelques mois que la loi est en force, 30,000 demandes ont déjà été déposées.

Maintenant, quel changement y a-t-il dans la loi? Nous avons recours aux conseils municipaux, et les conseils faisaient parvenir leurs demandes aux réviseurs. Les conseils municipaux, quoi qu'on dise, étaient indépendants de la politique provinciale.

Aujourd'hui, on élimine les conseils municipaux et on ne laisse que les réviseurs à la disposition des applicants.

Il était toujours facile pour un applicant de trouver le secrétaire-trésorier de sa municipalité, tandis qu'avec la nouvelle loi, il ne sera pas toujours facile de trouver les réviseurs qui n'auront pas de bureau fixe et qui ne seront même pas obligés de demeurer dans le comté.

Le vieillard sera obligé de chercher le réviseur. Sans compter qu'il devra s'adresser directement à un fonctionnaire nommé par le gouvernement, ce qui augmente de beaucoup les dangers de patronage politique. Nous avons un système idéal, et j'avais longuement étudié la question avant de voir à la rédaction de la loi et des règlements concernant la pension de vieillesse. Nous avons le même contrôle que le gouvernement aura aujourd'hui avec sa nouvelle loi, et la seule différence qu'il y aura, c'est que les réviseurs rouges seront changés par des bleus.

Nous avons un moyen de protéger les deniers de la province de Québec. Le nouveau système coûtera plus cher, puisque les réviseurs seront payés à salaire fixe, quel que soit le nombre des demandes. Originellement, ils étaient payés pour chaque demande.

Et il est évident que le nombre des demandes va décroître considérablement maintenant que la plupart des vieillards ont déposé les leurs. Nous aurions payé 30,000 demandes à \$2.50 pour la première année mais, l'an prochain, il n'y aura que 2,000 demandes probablement. Le coût sera donc moins élevé, tandis que les salaires des réviseurs seront les mêmes l'an prochain, lorsqu'il y aura beaucoup moins de travail.

M. Paradis (Matapédia): Je constate que la loi donnera aux applicants l'avantage de pouvoir en appeler des décisions de la Commission des pensions de vieillesse.

C'est un précieux avantage à mon point de vue, d'autant plus que je n'ai jamais aimé cette loi qui veut que personne ne puisse en appeler des décisions de la Commission.

Certaines de ces décisions sont des dénis de justice. De plus, je remarque cependant que la loi dit que les personnes qui deviennent sujet britannique après le premier mai 1936 sont exclues. Je crois que tout sujet canadien qui est allé demeurer aux États-Unis, qui s'est fait naturaliser là-bas et qui revient ici ensuite, devrait bénéficier de la loi. Je soumetts cette suggestion à l'attention de la Chambre. Je connais

des cas pathétiques et on devrait bien retirer cet amendement.

M. Taché (Hull): Je voulais moi-même attirer l'attention de la Chambre sur cet amendement. Je félicite l'honorable député de Matapédia d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ce point.

Dans mon comté, il y a nombre de gens qui sont dans le cas cité par mon ami de la Matapédia. Il y a, par exemple, un M. Peterson⁸ qui est revenu au pays depuis 50 ans, mais qui ne s'est pas fait naturaliser. Je soumetts que cet amendement devrait disparaître.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je serai heureux de considérer ces suggestions quand nous étudierons la loi, après l'étude des résolutions. Disposons des résolutions, et nous nous entendrons ensuite sur ce point. Nous demandons également le pouvoir d'entreprendre des démarches auprès des autorités fédérales pour faire améliorer la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai déjà essayé et je suis convaincu que c'est inutile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'est pas juste à l'égard d'Ottawa. Nous, nous avons encore confiance en l'esprit de justice.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 46 favorisant l'impartialité et la célérité dans le paiement des pensions de vieillesse.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"3. Le paiement de la pension de vieillesse à toute personne qui y a légalement droit devient obligatoire.

"Néanmoins, les personnes qui ont acquis la qualité de sujet britannique le ou depuis le premier mai 1936 ou qui l'acquerront après cette date n'ont pas droit à une pension en vertu de la présente loi."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au sujet de l'amendement touchant la naturalisation, je crois que nous ne devrions pas faire d'exception. Les autres pays n'en font pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous décrétons dans ce bill que la pension sera obligatoire. Sous l'ancien régime, le lieutenant-gouverneur en conseil pouvait refuser la pension à n'importe qui. Quant à ce qui concerne la clause de la naturalisation, il n'est pas juste que quelqu'un arrive ici un jour des États-Unis pour demeurer dans la province et se faire naturaliser ensuite, afin de bénéficier de la pension. Enfin, celui qui n'a pas voulu se faire naturaliser, qu'il en subisse les conséquences. Nous disons qu'il faudra être sujet britannique pour bénéficier de la loi.

M. Taché (Hull): On sait que, pour se faire naturaliser, il faut avoir été cinq ans ici. Or, qu'advient-il de celui qui reviendra demeurer dans sa province et qui sera âgé? Il lui faudra attendre cinq ans, et ainsi, il serait injuste de lui refuser sa pension, vu que nous tenons à garder les nôtres chez nous.

M. Paradis (Matapédia): Il y a le cas des vieillards nés au pays, qui ont vécu un certain nombre d'années aux États-Unis, qui s'y sont fait naturaliser et qui ont ensuite été rapatriés. Ils ne sont pas sujets britanniques, bien qu'ils aient pu passer ici la majeure partie de leur vie. Je demande que la clause soit biffée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces remarques de l'honorable député de Hull et de l'honorable député de Matapédia donnent un autre aspect à la question. Après les avoir entendues, nous

allons enlever cet amendement au projet de loi, et nous pourrons l'étudier d'ici la prochaine session.

Il est donc proposé d'amender l'article 3 en retranchant le dernier alinéa qui commence par le mot "Néanmoins".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 8 de ladite loi est modifié:

"a. En y retranchant les mots: "et ses décisions sont finales", dans la troisième ligne du premier alinéa;

"b. En y ajoutant les alinéas suivants:

"Il y a appel à un juge de la Cour supérieure du district du domicile du requérant, de toute décision de la commission refusant une demande de pension.

"Cet appel a lieu sur requête signifiée à la commission avec un avis de présentation d'au moins deux jours, et il est entendu par préséance sur les autres causes, même sur celles auxquelles une loi antérieure a accordé un droit de préséance.

"Le jugement rendu sur cette requête est final et sans appel."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On sait que, dans le passé, les réviseurs des pensions étaient des cabaleurs d'élections. Nous voulons donner au peuple des garanties additionnelles en établissant un organisme et en décrétant qu'il pourra toujours y avoir appel des décisions de la Commission. Évidemment, il n'est pas nécessaire qu'il y ait appel, puisque les décisions de la Commission seront justes. En somme, cette autorisation est un peu comme celle que commandent les règlements de la Chambre, quand ils disent qu'il faut un chef de l'opposition. Ceci ne veut pas dire évidemment que nous en avons un...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas venu ici pour faire plaisir au premier ministre. D'ailleurs, je comprends que je n'ai pas la science infuse comme lui. Nous devons avoir des lois qui soient opérantes.

À l'alinéa b de l'article 6, on remarque un ajout qui spécifie que l'appel à un juge de la Cour supérieure doit se produire sur un avis de présentation d'au moins deux jours. C'est absurde

dans un territoire aussi vaste que celui de la province.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mais deux jours, c'est le minimum.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'entends dire dans l'opposition que le chef de l'opposition se choque souvent pour rien.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (En riant) Vos informateurs vous informent mal. Cela me ferait bien plaisir d'entendre ces plaintes de mon côté, et j'ai peine à croire qu'on se plaint d'abord au premier ministre, avant de se plaindre à son chef.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette déclaration me porte justement à croire que mes renseignements sont exacts. Je dis cela pour lui rendre service.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre change le sujet de la conversation. Je vois de la façon dont on a rédigé l'article 6 du bill qu'il ne tient pas à ce qu'on appelle des décisions de la Commission.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si le chef de l'opposition veut reprendre l'article avec moi, il peut constater que le requérant a la faculté d'en appeler, plus de deux jours après.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! C'est une trouvaille. Pourquoi donc précisez-vous "deux jours"?

L'honorable M. Gagnon (Matane) ne répond pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition pose à l'expert.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis ici pour défendre les lois du gouvernement contre le gouvernement qui ne comprend pas pourquoi il légifère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition parlementaire a-t-il consulté son chef? On dit qu'il le voit tous les jours.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, je le consulte tous les jours et je suis fier de lui. Je vais continuer à recevoir ses conseils, parce qu'il m'en donne d'excellents, et à l'aider de toutes les façons, comme il l'entendra.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne devrait pas dire qu'il donne l'opinion officielle du chef de son parti et du parti. (En souriant) Il discute les projets de loi si étrangement que les libéraux sont consternés. J'entends des libéraux dire: "Se peut-il que nous soyons rendus aussi bas que d'avoir le député de Saint-Hyacinthe comme chef de l'opposition au Parlement?" Vraiment, cela me fait de la peine. Le chef de l'opposition devrait mieux suivre les conseils.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a meilleur caractère que du temps où il était dans l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est que je suis fait pour le pouvoir.

(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Je dirai que le chef de l'opposition parlementaire a toute notre admiration, notre estime et notre confiance. Il a beaucoup de mérite, car il se trouve dans une situation difficile...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Surtout avec cette opposition.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): On devrait être plus gentilhomme avec le chef parlementaire de l'opposition, avec tous les députés de la gauche. Que le premier ministre se rappelle le temps où il siégeait ici. Le chef de l'opposition accomplit une tâche superbe, magnifique, si l'on tient compte des circonstances. On devrait nous accorder plus de "fair-play". Ce serait plus généreux, moins étroit.

Nous ne sommes qu'un petit nombre et, quand nous nous levons pour parler, il y a 10 ou 15 députés de la droite qui crient après nous.

Il faut s'époumoner, crier, pour se faire entendre. Ce n'est pas juste. Les députés du premier ministre ne devraient pas ridiculiser le chef parlementaire de l'opposition. Qu'il soit sérieux;

l'honorable premier ministre devrait user de son influence sur ses partisans pour qu'on nous donne la chance de nous faire entendre en cette Chambre et aux comptes publics.

Qu'il se rappelle le temps où il fut de ce côté de la Chambre. L'interrompions-nous de cette façon du temps que l'opposition ne se constituait que de cinq conservateurs? Pas du tout. Nous respectons alors l'opposition. Le premier ministre a déjà affirmé le contraire, mais c'est qu'il prenait souvent une faible toux dans le rang des ministériels d'autrefois pour une interruption.

Une voix à droite: En voilà une bonne!

Des voix: Ha! Ha! Il a changé de chanson.

M. Bastien (Berthier): On peut trouver cela drôle, mais peut-être changerait-on d'idée si l'on était obligé d'entendre les quolibets du jeune député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle). Il est en arrière de moi et sa voix n'a rien d'agréable. Peut-être, en raison de sa jeunesse, suit-il l'exemple donné par le premier ministre pendant la dernière campagne! Nous, ça ne nous fait rien ces attaques; c'est pour le principe que j'en parle. Nous sommes de bons soldats.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, avec des tire-pois.

M. Bastien (Berthier): Nous avons confiance dans notre chef parlementaire et dans le chef du Parti libéral dans cette province.

J'aime à le répéter dans cette Chambre, et les bruits que rapporte en riant le premier ministre, il les sait faux. Je dis donc que les ministériels devraient être plus dignes, avoir plus de "fair-play". Surtout quand nous parlons sur un ton poli. Et, Dieu merci, nous sommes toujours polis.

La petite opposition libérale d'aujourd'hui n'a jamais insulté personne, nous nous adressons toujours au président en gentils hommes, comme c'est la tradition dans notre parti.

Des députés ministériels protestent.

M. Béïque (Chambly): Les temps sont changés.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Il y a des hommes qui critiquent la lune, le soleil et l'hippopotame, parce qu'ils n'ont pas été capables de créer des lunes, des soleils et des hippopotames. La

même chose s'applique aux critiques que fait l'opposition de nos bonnes lois.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Peut-être que le député de Berthier (M. Bastien), qui siège depuis longtemps dans cette Chambre, est plus au courant que moi du langage parlementaire, mais à Saint-Henri d'où je viens, on a son franc-parler, on appelle un chou un chou, un navet un navet et un député de Berthier un député de Berthier.

(Applaudissements)

Nous faisons des observations dans l'intérêt de nos électeurs. Je n'entends pas garder le silence pour plaire à ces honorables messieurs, surtout pour plaire à celui dont la voix s'éteint de plus en plus¹⁰. Nous ne sommes pas ici pour faire plaisir à nos collègues de l'opposition, mais pour faire notre devoir.

L'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

8. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"10. Le ministre pour la couronne aux droits de la province est autorisé à exercer contre tout pensionnaire en vertu de la présente loi les recours de droit ordinaires et notamment ceux qui sont attribués par la Loi du Parlement du Canada concernant les pensions de vieillesse."

Il est proposé d'amender l'article en ajoutant le paragraphe suivant à la fin du même article: "Nonobstant toute loi à ce contraire, le ministre du Travail est chargé de l'application de la présente loi et c'est lui qui est désigné par le mot "ministre" dans le présent article."

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative;
- bill 25 établissant le crédit agricole provincial;
- bill 29 abolissant la Commission des services publics de Québec;
- bill 45 pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province;
- bill 153 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de cent mille dollars à l'hôpital Sainte-Justine.

Questions et réponses:

**Dates et durée des réunions
du Conseil de l'instruction publique**

M. Dumaine (Bagot): 1. Combien y a-t-il eu de réunions du Conseil de l'instruction publique chaque année depuis 1929-1930 à venir jusqu'à 1935-1936 inclusivement?

2. À quelles dates et combien de jours ont duré chacune de ces réunions?

3. Combien y a-t-il eu de séances de ces comités, catholique et protestant, durant la même période et pour chaque année?

4. À quelles dates et combien de jours ont duré chacune des séances de ces comités?

L'honorable M. Paquette (Labelle):

1. Aucune.

2. ...

3. *a.* Comité catholique: 24 séances.

b. Comité protestant: 36 séances.

4. *a.* Comité catholique: 1.

1929:	6 févr.	15 mai	25 sept.
1930:	5 févr.	21 mai	24 sept.
1931:	4 févr.	20 mai	30 sept.
1932:	3 févr.	11 mai	28 sept.
1933:	1 ^{er} févr.	10 mai	27 sept.
1934:	7 févr.	16 mai	26 sept.
1935:	6 févr.	8 mai	26 sept.
1936:	12 févr.	13 mai	23 sept.

2. Aux dates mentionnées ci-dessus, il y eut une séance prolongée et parfois deux séances.

En outre, entre ces séances régulières, des sous-comités de ce comité ont eu cinq ou six réunions.

b. Comité protestant: 1.

1929:	22 févr.	17 mai	27 sept.	29 nov.	.....
1930:	3 janv.	28 févr.	27 mai	26 sept.	28 nov.
1931:	9 janv.	17 avril	4 juin	25 sept.	27 nov.
1932:	26 févr.	15 mars	18 mai	30 sept.	25 nov.
1933:	24 févr.	17 mai	29 sept.	24 nov.	5 déc.
1934:	23 févr.	18 mai	28 sept.	30 nov.	.....
1935:	22 févr.	6 avril	31 mai	29 août	29 nov.
1936:	28 févr.	12 juin	25 sept.	.....	.....

2. Durée de ces séances: une journée chacune. En outre, entre ces séances régulières, environ six séances de sous-comités ont été tenues.

**Loi
des syndicats
professionnels**

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Il s'agit là d'un bill privé qui aurait dû être présenté comme bill privé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Raynault (L'Assomption)** répondent qu'il est d'intérêt public d'empêcher les suppositions de personnes.

M. l'Orateur déclare qu'il n'a pas à décider de la nature du bill, puisque la motion introductive a obtenu le consentement unanime de la Chambre, qui se trouve à avoir consenti à ce que le bill soit présenté comme un bill public.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Mode d'identification
pour les élections
municipales de Montréal**

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 permettant à la cité de Montréal de décréter un mode d'identification pour

les élections municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Il me semble que ce bill est de nature privée. Il appartient essentiellement au bill de Montréal qui doit être préalablement dépouillé en présence des intéressés au comité des bills privés. Le gouvernement crée un mauvais précédent en le présentant aujourd'hui comme bill public, sans écouter de représentations.

D'ailleurs, je remarque qu'on le présente à la veille d'une élection municipale à Montréal. Cela suffirait à avertir le gouvernement de procéder prudemment avec une législation de cette sorte. Pour ces raisons, je soulève la question d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas là un bill privé, c'est un bill public. Nous ne voulons qu'empêcher la substitution de personnes. Nous voulons laisser l'électeur libre de se prononcer sans supposition de personne, comme cela se pratiquait couramment sous l'ancien régime.

(Rires)

C'est de l'intérêt public, cela. Et le bill est un tel bienfait que nous ne touchons pas à l'autonomie de Montréal mais, au contraire, nous augmentons cette autonomie. D'ailleurs, nous disons autoriser, "si le conseil en veut", en le laissant libre de ne pas vouloir. Je ne considère pas cela comme un amendement à la charte de la ville. Au lieu de bâtir l'honnêteté sur des points d'ordre, on devrait féliciter l'honorable député de L'Assomption sur son esprit civique.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Très bien, mais cela a-t-il été demandé par la ville de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude de l'honorable député de Montréal-Saint-Louis. Plusieurs personnes de Montréal nous ont demandé cela. Mais ne l'aurait-on pas demandé, il est évident que cela s'impose. N'avons-nous pas promis des élections honnêtes et des électeurs libres?

Nous voulons garder à Montréal son titre de métropole du Canada, de deuxième ville française du monde: nous voulons avoir la satisfaction du devoir accompli, cette si belle récompense du législateur après une session comme nous venons d'en faire une, et au cours de laquelle nous avons plus travaillé que l'ancien régime en 39 ans.

(Applaudissements)

Ce bill 154, c'est assurer à tout électeur honnête son droit de vote.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est-à-dire que vous imposez cette loi à Montréal, qu'elle le veuille ou non. Nous sommes aussi bien d'abolir complètement nos lois et nos règlements, si nous sommes décidés de passer par-dessus. C'est bien un bill privé que ce bill 154.

C'est bien un amendement à la charte que l'on veut ici proposer, contrairement à ce que dit le premier ministre, car il existe une clause dans la charte de Montréal à cet effet. Le premier ministre ne peut nier cela. Il veut faire absolument le bien, dit-il, en dépit des lois existantes. Ce n'est pas ce qu'il disait lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Chaque fois que les ministériels s'écartaient des règlements, et j'admets qu'ils le firent quelques fois, il s'empressait de jeter les hauts cris et je l'approuvais, parce qu'il avait raison. Qu'il sache donc que sa loi d'aujourd'hui est présentée contre les règlements de cette Chambre.

M. Raynault (L'Assomption): Je veux dire deux mots en réponse au député de Montréal-Saint-Louis. Il sait comme moi qu'il y a une élection municipale qui s'en vient dans quatre semaines. Le bill que je présente concerne grandement cette élection. Il est donc de nature urgente, car c'est pour prévenir le vol électoral.

(Applaudissements)

C'est vrai qu'il existe à cet effet dans la charte une clause d'identification, mais les avocats de la ville l'ont jugée insuffisante. C'est donc que c'est insuffisant.

Nous ne voulons plus la répétition des anciens abus électoraux des élections municipales d'autrefois. Le but du projet de loi est aussi de servir une population d'un million à Montréal. Ce n'est donc pas un bill privé.

M. l'Orateur: La Chambre ayant accepté le projet de loi et l'ayant voté en première lecture, l'objection du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), même si elle est bien fondée, arrive trop tard¹¹.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 10 novembre 1936**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30¹².

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Mode d'identification pour les élections municipales de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 permettant à la cité de Montréal de décréter un mode d'identification pour les élections municipales¹³.

(MM. Barrette (Terrebonne) et Lesage (Abitibi) vont s'asseoir respectivement dans les fauteuils de MM. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et Bastien (Berthier))¹⁴

(Rires à droite et dans les galeries)

M. Barrette (Terrebonne): (Parlant du siège de chef de l'opposition) M. l'Orateur, ne serait-il pas opportun de constituer une opposition... constitutionnelle? Les membres de l'opposition brillent par leur absence ce soir.

Adopté.

En comité¹⁵:

M. Béïque (Chambly): Depuis quelques jours, j'ai dit souvent que l'opposition disparaîtrait avant longtemps, et elle est déjà disparue. Il me semble que j'avais raison, elle n'est même pas apte à remplir matériellement ses rares banquettes. Quelle disgrâce! (Rires)

M. Tardif (Frontenac): L'ancien premier ministre disait un jour: "Nous sommes ici; vous êtes là et vous allez y rester." Ce soir, c'est tout différent. Je constate que nous sommes ici et qu'ils ne sont même pas là.

(Applaudissements à droite)

Les articles 1 et 2 sont adoptés¹⁶.

M. Barrette (Terrebonne): (Parlant encore du siège du chef de l'opposition) M. le président, la loyale opposition de Sa Majesté désire féliciter chaleureusement le gouvernement de cette bonne mesure. De plus, je confesse que tout ce que la loyale opposition de Sa Majesté a dit depuis le début de la session pour critiquer le gouvernement est faux, et elle le rétracte ici publiquement devant la Chambre.

(Rires et applaudissements)

Une voix dans les galeries: Donnes-y ça.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Raynault (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Nous aurons bientôt des élections à Montréal, et nous aurions préféré avoir la carte d'identité. Toutefois, comme nous n'avons pas eu le temps de réaliser ce projet, nous avons songé à l'envoi d'une carte enregistrée par le greffier aux voteurs demeurant en dehors de Montréal ou à ceux qui votent dans plus d'un quartier. (Très sérieux) Je remercie le gouvernement d'avoir consenti à passer cette loi qui permettra d'assurer un vote honnête aux prochaines élections municipales.

M. Barrette (Terrebonne): Je soulève un point d'ordre!

M. l'Orateur: Le député de Terrebonne n'a pas le droit de se constituer ainsi chef de l'opposition et il ne peut parler que de son siège quand la Chambre n'est pas en comité plénier. Je lui ai permis ceci en comité, mais...

M. Barrette (Terrebonne) veut revenir à la charge.

M. l'Orateur se montre plus sévère.

M. Barrette (Terrebonne): (Souriant) Le chef de la loyale opposition de Sa Majesté s'incline devant votre décision, M. l'Orateur.

La motion est adoptée.

M. Barrette (Terrebonne): Sur division¹⁷. (Rires)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:**Salaire minimum
pour commis de banques et collets blancs**

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Boiteau), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies de toute correspondance au sujet de l'établissement du salaire minimum pour les commis de banques, les garçons d'ascenseurs et pour cette classe de travailleurs généralement appelés "collets blancs".

Adopté.

**Réduction des
droits de coupe**

Un député¹⁸ pour **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie du rapport du comité du Conseil exécutif en date du 9 octobre 1936 et approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 octobre 1936, concernant une réduction des droits de coupe pour les bois de sciage et une modification du mode de mesurage de ceux-ci.

M. Barrette (Terrebonne): Le chef de l'opposition retire sa motion.

(Rires et applaudissements)

Adopté.

MM. Bastien (Berthier), Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), Connors (Montréal-Sainte-Anne) et Delagrave (Québec-Ouest) entrent en Chambre et délogent poliment les députés de Terrebonne (M. Barrette) et d'Abitibi (M. Lesage).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je constate que les membres de l'opposition brillaient par leur absence, jusqu'ici ce soir. D'ailleurs, c'est la seule façon que l'opposition a de briller. Mais puisque l'honorable député de Berthier est revenu, je vais lui dire que nous avons passé le bill 154 en troisième lecture. Si les membres de l'opposition le désirent, nous allons recommencer notre travail.

M. Barrette (Terrebonne): Je reconnais que j'ai représenté l'opposition sans mandat.

M. Bastien (Berthier): Oh! je crois que, dans les quelques minutes pendant lesquelles nous avons été absents, le gouvernement n'a pas dû agir avec de si grands écarts. Nous avons assez confiance dans le gouvernement pour savoir que ce qu'il a fait est bien fait. Nous n'insistons pas pour recommencer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque le député de Berthier est absent, il trouve que ce que le gouvernement fait est bien fait. S'il avait moins d'absences lorsqu'il est en Chambre, le gouvernement aurait toujours raison. Je le remercie de me confirmer dans le fait que l'opposition ne sert de rien en cette Chambre.

(Rires)

**Loi des syndicats
professionnels**

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 41 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Adopté.

En comité¹⁹:

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): M. le président, je ne puis laisser passer l'étude de ce bill, sans soulever une question relativement à un article de *L'Illustration nouvelle* de ce jour, qui rapporte le cas d'un patron étranger qui a extorqué \$500²⁰ sur le salaire de ses employés et que la cour a condamné à \$100 d'amende seulement, ce qui lui laissait quand même un bénéfice de \$400.

Je demanderais au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) d'ajouter un amendement à la loi que nous étudions présentement, afin de protéger les petits employés, et particulièrement les femmes et les filles, contre l'exploitation des patrons. C'est le devoir du gouvernement d'intervenir pour protéger les jeunes ouvrières trop souvent exploitées par des gens qui sont surtout des étrangers et qui n'ont même pas le droit de vivre au pays.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je félicite le député de Montréal-Saint-Henri de l'intérêt qu'il porte au sort des ouvrières. Ça me fait plaisir d'entendre la voix du député s'élever contre les abus criants qui se produisent dans l'industrie et de s'intéresser aux femmes et aux filles qui

travaillent pour des exploiters. La question ne découle pas du bill, mais je me permettrai de dire que des mesures très sévères seront prises pour empêcher l'exploitation des ouvriers par leurs patrons. Il y a deux mois et demi que j'ai été assermenté, et il peut prendre ma parole que j'ai constaté les défauts de la loi dès le début. J'ai l'intention de remédier à cette situation dans le plus court délai possible, mais il était impossible de régler le cas au cours de cette session d'urgence.

Il est vrai que le député de Montréal-Saint-Henri a parlé de ce sujet, tout en restant hors de la question du bill même, mais je le félicite d'attirer l'attention de mon département. Nous allons certainement y songer d'ici à la prochaine session. Nous étudierons un amendement à ce sujet. Il y a des questions très importantes et en très grand nombre qui sollicitent mon attention. Pour citer un cas seulement, je déclarerai que nous avons réussi à obtenir que l'on paie temps et demi pour tous les employés de certaines manufactures qui sont obligés d'augmenter leur production avec l'approche des Fêtes.

Je sais combien on exploite trop les travailleurs en certains milieux, et surtout les ouvrières. Quand j'ai pris mon département, j'ai remarqué que certains fonctionnaires ne faisaient pas tout leur devoir. Des permis spéciaux auraient dû être refusés suivant mes ordres. Je les ai avertis, comme j'avertis les membres de l'opposition, de ne pas être surpris de voir certains de leurs amis destitués parce qu'ils veulent favoriser des manufacturiers exploiters et parasites. Ce ne sera pas par vengeance politique, ni par animosité personnelle, mais par désir du devoir accompli et pour rendre justice à qui justice est due. Il y a des manufacturiers sans âme qui ont violé la loi des heures de travail. Ah! Le député de Berthier (M. Bastien) peut rire, c'est un de ceux qui se sont servis de leur influence pour que des employés dérogent à leur devoir.

M. Bastien (Berthier): Que le ministre cite un seul cas.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je vais lui rendre la même politesse qu'il a voulu me rendre cet après-midi. Quand je lui ai demandé la permission de lui poser une question, poliment, il a refusé. Maintenant, je ne lui citerai pas ce nom, même s'il me le nomme lui-même.

(Applaudissements)

Le projet à l'étude a pour but d'aider à l'application de la loi des contrats collectifs. Il est

pour combler certaines lacunes de l'ancienne loi. Quand les tribunaux auront encore à juger des causes du travail comme vient d'en citer le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), je demanderais à ces tribunaux d'y penser deux fois avant de rendre leurs jugements contre les exploiters du peuple.

(Applaudissements et bruits dans les galeries)

Je demande à la magistrature de peser les choses à leur valeur; la justice doit être bien pesée et mûrie. La Cour d'appel a rendu deux jugements contraires qui rendent la loi presque inopérante. C'est une des raisons du bill. Je crois que nous pouvons obtenir la collaboration sincère des tribunaux.

M. Bastien (Berthier): Je regrette que le ministre du Travail défende le sourire en cette Chambre. Il semble aimer les règlements. Cependant, il a parlé un quart d'heure pour rappeler à l'ordre le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle); il lui a dit deux ou trois fois qu'il était hors d'ordre, et cependant il a été, lui aussi, hors de la question pendant tout ce quart d'heure.

(Rires à gauche)

Il a parlé de manufacturiers sans âme et sans cœur, qui pressuraient leurs employés et les payaient mal pour leur travail. Il a dit que j'étais intervenu envers l'un d'eux.

Pour l'information du ministre du Travail, je déclare de mon siège de député que, jamais au cours de ma carrière de 10 années en politique, je ne suis intervenu en faveur d'aucune des manufactures de la catégorie à laquelle le ministre du Travail a fait allusion. Bien au contraire, je suis un des premiers qui aient parti le mouvement, afin d'obtenir de meilleurs salaires pour les ouvriers de nos forêts. Je suis un de ceux, un des rares députés qui ont convoqué les détenteurs de limites forestières et leurs employés pour faire payer des salaires raisonnables aux bûcherons...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On est un peu trop loin de la loi.

M. le président: À l'ordre.

M. Bastien (Berthier): Je veux croire que je suis hors d'ordre, mais je crois que le président fera preuve d'indulgence. Il a assez de largeur d'esprit pour me donner la même latitude qu'au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui a parlé un quart d'heure de temps en étant toujours hors d'ordre. Les bûcherons avaient à ce moment...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous sommes rendus dans la forêt.

(Rires)

S'il faut faire le tour du pays pour en arriver au bill...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le député de Berthier voulait nous passer un sapin.

M. Bastien (Berthier): M. le président, pour faciliter votre tâche et pour respecter le Règlement, je me contenterai de dire, en terminant, que jamais je ne suis intervenu, comme l'a prétendu le ministre du Travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) d'avoir soulevé le cas des femmes exploitées. Évidemment, notre loi, formée par des humains, reste incomplète sur ce point, comme elle l'est sur le point du travail des enfants. Il y a encore des enfants qui travaillent dans les manufactures. J'ai moi-même réclamé à plusieurs reprises la fin du travail des enfants dans les usines.

Il y a des exceptions pour le travail des enfants, mais quand on est rendu à avoir des enfants de 12 ans dans les usines, il est temps pour le gouvernement d'intervenir. Le dommage social est considérable. Je crois que les enfants d'une douzaine d'années sont bien plus à leur place à l'école qu'à l'usine, sans compter qu'ils prennent la place des grandes personnes.

(Applaudissements)

Nous aurons beaucoup de réformes à effectuer. Il faut tout refaire, c'est-à-dire tout faire les lois. À la prochaine session, je présenterai une loi au sujet du travail des enfants.

M. Bastien (Berthier): Restez donc dans l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-rivières):

Si je restais dans l'ordre, je ne pourrais pas voir le député de Berthier. Je promets qu'une loi dans ce genre sera présentée à la prochaine session.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Parmi toutes les demandes que nous recevons, il y en a une quantité qui viennent de jeunes gens de 16 à 18 ans, qui travaillent souvent 60 heures par semaine. Par exemple, je connais un jeune homme de 18 ans qui donne 60 heures d'ouvrage par semaine à \$3 de salaire. C'est une exploitation éhontée, et je crois bien que la loi du premier ministre y mettra fin.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:**Absence du chef
de l'opposition**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) reprend son siège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vois que le chef de l'opposition est enfin arrivé. Je lui offre de reprendre l'ordre du jour que nous avons parcouru en son absence. Nous avons adopté deux motions à son nom.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! non, vous avez adopté une loi sans moi. Vous n'avez pas besoin de moi pour adopter le reste. Ce n'est pas la première fois qu'on passe une mesure qui m'intéresse en dehors de ma connaissance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il me semble que le chef de l'opposition devrait être en Chambre. Il a \$5,000²¹ de plus que tout le monde pour tenir sa place de chef. S'il veut qu'on appelle les motions des députés, il dira par laquelle il veut commencer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Appelez n'importe laquelle. Cela m'est égal.

Demandes de documents:**Assurances collectives
des fonctionnaires**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre

copies des conventions ou du contrat relatifs aux assurances collectives sur la vie des employés et des officiers du gouvernement existant en 1936 avant le 1^{er} août, et celles ou celui existant à l'heure actuelle.

Est-ce qu'on a déposé les réponses sur la table de la Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition admet-il qu'il n'est pas prêt?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre fait de l'ironie bien facile. On a passé une résolution hors de ma connaissance, quand j'avais posé des questions²². Au lieu de répondre directement à mes questions sur les assurances collectives, il a fait convertir mes questions en motion. On adopte tout sans que personne s'en aperçoive. Puis, quand on demande des documents par un avis de motion, on ne produit rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons eu deux fois ce soir la condescendance d'offrir à l'opposition, qui était en retard, de recommencer le travail de la séance. Il me semble que nous avons été assez polis. J'aime beaucoup l'admission du chef de l'opposition qui dit qu'il ne s'aperçoit de rien.

(Rires)

C'est un aveu qu'il ne sait pas ce qui se passe. Il est vrai qu'il a un chef de l'opposition suppléant, le député de Berthier (M. Bastien), et qu'il vaut tout aussi bien que le vrai chef de l'opposition parlementaire, le député de Saint-Hyacinthe, lequel n'est en réalité qu'un sous-chef. Nous avons demandé au député de Berthier s'il était satisfait de notre travail et le chef suppléant s'est déclaré content. Le sous-chef, lui, n'est pas content. Nous allons reprendre l'ordre du jour.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me semble qu'on aurait tout intérêt à avoir les réponses avant de procéder. Le premier ministre, au lieu de cela, a fait changer nos questions en motions, et ces motions sont adoptées hors de notre connaissance.

Mais tout en adoptant les motions, on néglige de donner des réponses claires et précises, alors que les députés de la gauche ont besoin d'informations du gouvernement, n'ayant pas les fonctionnaires à leur disposition.

Je ne suis pas le seul dans cette situation. Je crois que l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) a eu des réponses aussi inexistantes à ses questions. Il vaudrait mieux revenir

à l'ancienne tactique parlementaire qui veut qu'on obtienne une réponse claire et précise à nos questions.

On me prie ici de débattre la question des assurances. J'ai demandé au gouvernement pourquoi il disait qu'on a réalisé les prétendues économies dont le gouvernement s'est vanté dans toute la presse, économies de \$36,000 ou \$37,000, je crois. On ne m'a pas répondu. La réduction n'est pas aussi miraculeuse que cela. Ayant été moi-même agent d'assurances, je sais que les taux sont uniformes pour toutes les compagnies.

C'est parce que le gouvernement obtient moitié moins pour ses employés que l'ancien gouvernement n'obtenait. Ainsi, au lieu de \$1,000, la protection est maintenant de \$500 pour les femmes et jeunes filles à l'emploi du gouvernement.

Voilà une excellente raison de diminuer de 50 % les taux d'assurances et de se vanter d'avoir fait des économies, mais sans précisément se vanter qu'on le fait au détriment des employés civils. Il est des cas où, pour des vieillards assurés depuis longtemps, l'assurance tombe automatiquement dans le temps où ils en ont le plus besoin. Il est des vieillards de 65 ans qui avaient des assurances et qui ne pourront plus s'en procurer après l'expiration que le gouvernement vient d'imposer à leur police, en changeant de compagnie.

On a réduit le nombre des assurés en enlevant le privilège de cette assurance aux pensionnaires de l'État. Est-il étonnant, dans ces circonstances, que la prime ait été diminuée? De cette façon, on permet aux grandes compagnies d'assurances de faire un profit net avec les primes payées par des employés jusqu'au moment où ils deviennent des pensionnaires. Je dis cela dans l'intérêt des employés de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous savez tout cela pourquoi voulez-vous avoir les réponses?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous voulons montrer au gouvernement que, s'il ne nous répond pas, nous pouvons prendre les moyens pour connaître la vérité et la faire connaître à la population. Les employés du gouvernement, autrefois, étaient assurés jusqu'après 65 ans, parce que c'est surtout après cet âge que c'est nécessaire. C'est élémentaire.

Voici, par exemple, le cas d'une personne qui a travaillé pendant 20 ou 25 ans pour la province. Cette personne portait une assurance collective alors

qu'elle était à l'emploi du gouvernement. Elle avait droit à une assurance additionnelle de \$1,000 et elle a payé personnellement sa prime pendant nombre d'années, tandis que le gouvernement a payé son assurance collective. Quand le gouvernement a décidé que cette personne doit prendre sa pension, elle perd tout ce qu'elle a payé pour son assurance de \$1,000, et ceci, aux dépens de la grosse compagnie d'assurances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Quand on demande la production de documents, on ne peut faire allusion au contenu de ces documents. Le chef de l'opposition s'exprime comme s'il connaissait le texte de ces documents. C'est contraire aux règlements de la Chambre. Il devrait parler d'une manière générale et s'en tenir à la question en discussion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons déjà demandé des documents et nous ne les avons pas obtenus. Si le gouvernement ne veut pas répondre, nous allons prendre les moyens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande à M. l'Orateur de mettre fin au discours du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler du contenu des documents avant qu'ils soient produits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En vertu de quel article le chef de l'opposition ne pourrait pas parler sur cette question? Quand on soulève un point d'ordre, il faut désigner l'article qui nous permet de le soulever. Je serais désireux qu'il me le cite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas obligé de citer l'article. Tout dépend qui est Orateur. Dans le temps, lorsque le chef de l'opposition remplissait cet office et que je soulevais un point d'ordre, si je ne lui avais pas cité les articles, il n'aurait pas été capable de les trouver lui-même. Ce n'est plus de même aujourd'hui.

(Rires)

C'est une règle élémentaire de la Chambre, basée sur le bon sens que tout député commence par apprendre.

(Rires et applaudissements)

(L'honorable M. Duplessis feuillette le Règlement, mais le referme)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est la première fois que j'entends parler de cet article

qu'on semble citer par cœur. Mais j'aimerais l'entendre citer d'après le Règlement, parce que je sais qu'il n'existe pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais vous le donner.

M. l'Orateur: Je n'ai aucune objection à déclarer qu'il y a un article défendant de discuter le contenu des documents, quand on en demande la production par une motion. Je ne sais pas le numéro, mais je sais qu'il y a un article dans le sens de celui invoqué par le premier ministre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais l'entendre citer d'après le Règlement, parce que je sais qu'il n'existe pas. Je suis prêt à me conformer aux règlements, bien que jamais personne ne s'y soit conformé ici.

(Le greffier L.-P. Geoffrion et les honorables MM. Duplessis et Drouin fouillent dans leurs livres de procédure)

M. l'Orateur: J'ai toujours été tolérant, mais je ferai remarquer qu'il y a un règlement qui dit aussi qu'aucun membre de cette Chambre n'a le droit d'argumenter en marge d'une décision de l'Orateur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'argumente pas, mais je demande. Eh bien, résignons-nous. On n'obéit pas aux règlements dans cette Chambre. On en cite même d'inexistants. Ces écarts parlementaires ne me surprennent pas. On n'a pas fait autre chose depuis le début de cette session.

M. l'Orateur: Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. J'ai rendu ma décision. Je sais qu'il y a un article qui défend de procéder de cette façon. Si le chef de l'opposition veut absolument que je lui cite le règlement qu'il désire entendre, je vais lui citer dans un instant.

(La Chambre garde alors le silence pendant que plusieurs députés, le premier ministre, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) et l'Orateur en tête, feuilletent le Règlement pour trouver l'article. On ne semble pas y parvenir; bientôt, M. L.-P. Geoffrion, greffier de la Chambre, fouille aussi les règlements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On m'avait dit que c'était élémentaire.

(Rires à gauche)

M. Barrette (Joliette): C'est l'article 560.

M. Béique (Chambly): Tout le monde sait ça, sauf le chef de l'opposition.
(Rires)

Une voix: Sauf l'Orateur.

(M. Sauvé cherche toujours dans son livre, pendant que le premier ministre feuillette encore des ouvrages de droit parlementaire)

Un député: C'est l'article 579.

(On cherche en silence pendant plusieurs minutes²³ dans les livres de droit parlementaire.)

M. Barrette (Terrebonne): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Dumaine (Bagot): Faites donc appeler Bourinot²⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais que cet article se trouve dans May, Todd et Bourinot.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Apportez-les donc pour voir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas un messenger.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, envoyez un messenger les chercher.

M. Dumaine (Bagot): Pour permettre à l'honorable chef de l'opposition de continuer, ne vaudrait-il pas mieux de demander au premier ministre de retirer son point d'ordre basé sur un règlement tellement élémentaire qu'on ne l'a pas encore trouvé?

(Rires à gauche)

(Nouvelles recherches dans les livres. Quelques rires fusent dans les galeries)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est très élémentaire. Cela a été la première chose que j'ai apprise en arrivant dans ce Parlement en 1927. L'Orateur du temps était M. Laferté²⁵ qui nous

montrait ces choses. M. Laferté ayant été un Orateur de la Chambre supérieur à ceux qui l'ont suivi sur le trône, y compris le député de Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Merci du compliment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Enfin, c'est l'article 582 qui dit à la fin de la note 5 qu'il est défendu de présenter une telle motion pour défendre les intérêts particuliers, en l'occurrence le trust de Tessier & Fages, qui avait les assurances du gouvernement et qui était proche parent de l'ancien premier ministre²⁶, alors que ce dernier était directeur de la Sun Life.

Je sais d'ailleurs que le chef de l'opposition a reçu ses renseignements de la Sun Life. Il est évident qu'il a rencontré quelqu'un aujourd'hui dans le but de critiquer l'attitude du gouvernement ... afin de persuader le gouvernement de reprendre ses contrats avec l'ancienne compagnie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste. Je nie avoir reçu des renseignements de cette compagnie. De plus, je soumets que nous devrions avoir une décision sur le point d'ordre du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je persiste dans mon point d'ordre. Le point d'ordre a été décidé et le chef de l'opposition a été rappelé à l'ordre par l'Orateur.

M. l'Orateur: J'ai déjà déclaré tout à l'heure que j'avais la conviction certaine qu'il existe un règlement à ce sujet. La question a soulevé un imbroglio dans cette Chambre. La Chambre pourra-t-elle me dire sur quoi précisément nous discutons à l'heure actuelle²⁷?

(Rires)

Il s'agit, je crois, de reconsidérer l'ordre du jour parce que le chef de l'opposition était absent. C'est une procédure irrégulière, parce que l'ordre du jour a été adopté. Le chef de l'opposition ne peut parler sur une question qui ne se trouve même pas devant la Chambre. Du consentement de la députation, la Chambre peut toujours suspendre les règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis à débattre la question. Il me semble que, quand nous demandons une production d'une certaine correspondance, c'est simplement pour qu'il nous soit

permis de discuter une question. Vous m'avez dit que je ne pouvais pas discuter...

M. l'Orateur: Je n'entreprendrai pas de discuter avec le chef de l'opposition, nous allons procéder. L'honorable premier ministre a proposé que l'ordre du jour no 5²⁸ soit considéré par cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux pas retirer mon point d'ordre parce qu'il a été maintenu par l'Orateur. Mais je n'ai pas d'objection à laisser parler le chef de l'opposition, car plus il parle, plus cela fait l'affaire du gouvernement.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est clair, comme je le disais avant d'être interrompu par un règlement qui n'existait pas, et que l'Orateur a inventé de toutes pièces, que si les assurances n'assurent pas, si on n'assure les employés de la province que pour les âges où ils ne sont pas censés mourir, il est clair, dis-je, que les primes soient basses. Je crois avoir démontré déjà que l'on a diminué les avantages offerts aux employés par l'ancienne assurance collective. Les nouveaux contrats ne tiennent l'assurance en force que jusqu'à l'âge de 65 ans. J'ai démontré qu'on avait déjà réduit les revenus des assurés de 50 %. On a voulu faire du camouflage en disant que les primes étaient trop élevées sous l'ancien gouvernement.

Les employés du gouvernement n'ont plus qu'une protection fictive, illusoire avec ces assurances collectives toutes changées. Si le gouvernement avait voulu faire de la propagande honnête avec ses prétendues économies d'assurances, il aurait dû dire la vérité complète quant à cette économie et parler, en même temps que de l'argent sauvé à la province, des employés qui seront privés de leurs assurances.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas demandé de soumissions? Il aurait été très facile alors de constater si le gouvernement avait payé des primes trop élevées dans le passé. L'ancien gouvernement a accordé 15 % de ses assurances à la Sauvegarde, une compagnie canadienne-française, et 40 % à la Sun Life. Nous avons cru nécessaire d'encourager les compagnies de la province de Québec. Je ne sais de quelle façon les assurances sont distribuées à l'heure actuelle, parce que le gouvernement n'a pas déposé sur la table les documents qu'il aurait dû déposer en vertu de ma

motion. Mais je sais qu'elles ont été données à une compagnie de la province de l'Ontario.

Le gouvernement actuel aurait dû se conformer à sa promesse et demander des soumissions pour donner une chance aux compagnies canadiennes françaises, au lieu d'assurer ceux qui ne meurent pas, à la place de ceux qui sont à la veille de mourir. Je dis que la Sun Life avait droit à sa part d'assurances. Elle emploie des milliers de Canadiens et elle a un bureau-chef à Montréal, tandis que la compagnie avec laquelle le gouvernement fait affaire et à laquelle il a donné le contrat des assurances a son bureau-chef en Ontario.

Avec ce contrat, on a diminué la protection des employés dans une proportion de 60 % et on a voulu simplement transporter le patronage qu'il disait exister, dans la ville de Québec, dans la ville de Trois-Rivières. Tout ce que l'on a publié dans les journaux au sujet de ces assurances n'est que du camouflage.

Voilà les raisons pour lesquelles je demande la production des documents en question. Et je dis que, lorsque la Chambre en aura pris connaissance, le peuple de la province sera convaincu qu'on a tout simplement transporté les contrats d'assurance de Québec à Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition a fini par où il a commencé, et ça ne me surprend aucunement. La dernière partie de ses remarques illustre bien sa mentalité, et il représente bien mal un parti qui fut grand autrefois. Il a parlé des assurances et il a essayé de réduire le tout à une question de clocher. Que l'opposition est donc à plaindre. Nous, nous n'avons jamais songé à ces intérêts personnels. Toutes ces décisions ont été prises dans l'intérêt général. Si un citoyen de Trois-Rivières a eu le contrat, c'est parce que c'est un honnête homme.

(Applaudissements)

Et les citoyens de Trois-Rivières méritent de vivre aussi bien que les citoyens de Saint-Hyacinthe et comme ceux des autres parties de cette province. Nous dirons d'ailleurs plus tard comment le chef de l'opposition a dépensé les deniers publics quand il était Orateur, et comment il les a fait servir dans des compagnies où il était intéressé. Pour le moment, nous allons discuter l'objet de la motion.

Dans les assurances, il y avait un trust contrôlé par Tessier & Fages, par quelqu'un qui touchait de près à l'ancien premier ministre. Il existait des assurances sur des objets qui n'avaient pas du tout besoin d'être assurés. Non seulement on

avait assuré des entrepôts frigorifiques contre le feu, des rouleaux à vapeur contre le vol...

(Rires)

... mais le nom de l'ancien ministre et des sous-ministres figurait sur les listes d'assurances comme ouvriers pour grossir le nombre des payeurs de primes. Tout était assuré, et Tessier & Fages ont retiré des milliers de piastres dépensées inutilement.

Nous avons reçu un mandat de nettoyer ce qui était sale. En faisant l'inventaire de ce qui était sale, tout était tellement sale que nous n'avons pas encore pris le temps de distinguer ce qui était propre. Nous avons promis de tout nettoyer. Quand il y a beaucoup de choses sales dans une maison, on sort tous les meubles, et après on ne garde que ce qu'il peut y avoir de bon.

Le seul moyen à notre disposition, c'était d'annuler le contrat de Tessier & Fages car, dans certaines parties de la province, il était impossible d'avoir des assurances du gouvernement, à moins de verser une commission de 10 % à Tessier & Fages. Nous avons eu recours à ce moyen, parce que certaines compagnies qui faisaient affaire avec le gouvernement ancien, se sentant traquées, se couvrent, souvent sous de faux noms. Leurs agents peuvent prendre des pseudonymes pour revenir à la charge.

Ces assurances de la Sun Life coûtaient à la province \$68,000 par année. On avait assuré des vieillards de 80 ans, et la prime coûtait de \$300 à \$400 par année pour une police de \$1,000. Il est impossible de faire aucune transaction avec des compagnies qui ont eu affaire à l'ancien régime, parce que cela serait continuer les abus. Nous avons annulé ces polices et pris d'autres assurances. Nous les avons accordées à une compagnie dans une province canadienne.

L'honorable chef de l'opposition nous reproche d'avoir donné le contrat à une compagnie d'Ontario. Nous vivons dans une Confédération et nous avons besoin de la collaboration de la province d'Ontario, qui a des intérêts connexes à ceux de notre province. Nous demeurons voisins d'une grande province dont la sympathie pour la nôtre est de plus en plus grande. Nous devons vivre en bons termes avec l'Ontario, et un bon moyen de conserver ces relations était d'accepter ce contrat. S'il est vrai qu'il faut, dans certains domaines, avoir une vision québécoise, il est aussi vrai de dire qu'il faut fraterniser et vivre en bons termes avec les provinces voisines.

D'ailleurs, cette compagnie a ses bureaux à Montréal, et elle emploie des Canadiens français.

Est-ce que le Parti libéral, qui fut un jour un grand parti, en serait rendu à soulever le cri de race sur une question comme celle des assurances? Combien bas est tombé ce parti! Nous avons donné ces contrats à une compagnie en qui nous avions confiance, et nous avons débarrassé la province du trust de Tessier & Fages. Nous n'avons pas d'autre manière de procéder qu'en changeant de compagnie. Le meilleur moyen de détruire le monstre, c'était de lui couper la tête en partant.

(Applaudissements)

Nous payons aujourd'hui \$31,000 de primes au lieu de \$68,000. Avec la différence nous pourrions payer un grand nombre de pensions de vieillesse. Les assurés auront les mêmes garanties et ils retireront les mêmes avantages que par le passé. Ce qui choque l'opposition, c'est de constater que nous avons rejoint l'ennemi en plein cœur dans ses retranchements. Nous avons promis de débarrasser la province des débris d'un régime, et nous allons continuer notre travail jusqu'à la fin, sans merci et sans pitié.

(Applaudissements)

Nous avons beaucoup à faire. Nous avons fait en une seule session, qui maintenant s'achève, ce qu'un homme de grand talent même ne pouvait pas faire en deux ans. Il s'est fait plus de travail à cette session-ci que dans toutes les sessions d'un parlement de l'ancien régime. Lorsque nous aurons terminé ce travail, on voudra bien nous rendre le témoignage que nous avons fait au meilleur de notre connaissance.

Le chef de l'opposition peut garder son calme car ceci n'est que le début. Je répète qu'il y aura d'autres contrats d'assurance, mais nous ne pouvons tout faire en un jour. Nous sommes un gouvernement provincial, non local, et nous ne voulons pas favoriser Trois-Rivières plus que Québec ou Montréal. Du chauvinisme, nous n'en voulons pas dans cette Chambre, nous le méprisons. L'esprit étroit, nous n'en avons cure.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), d'ajourner le débat sur cette question.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'il y a ce soir une fête pour les journalistes, et nous pourrions ajourner dès

maintenant, afin de leur permettre d'y participer. Et nous avons diverses questions à régler.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 10.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

2. Chiffre de *L'Action catholique* du 11 novembre 1936, à la page 9, et de la quasi-totalité des sources. *The Montreal Gazette* du même jour, à la page 10, est le seul quotidien à mentionner plutôt "1,450".

3. Le *Courrier de Saint-Hyacinthe* du 13 novembre 1936, à la page 8, précise "que cette loi est l'œuvre de M. Bouchard."

4. Version de *L'Action catholique* du 11 novembre 1936, à la page 9. *Le Soleil* du même jour, à la page 17, mentionne plutôt "sept ou huit ans".

5. Version de *L'Action catholique* du 11 novembre 1936, à la page 9. Dans *Le Soleil* du même jour, à la page 17, M. Barré aurait plutôt dit: "Ils auraient pu attendre encore trois ou quatre jours quand nous discussions la loi. Le gouvernement disparu aurait pu attendre quatre jours de plus et présenter une loi plus complète."

6. Anatole Plante (1893-1981), médecin et député libéral de Montréal-Mercier (1927-1936). Nommé whip du Parti libéral en 1931.

7. Chiffre du *Soleil* du 11 novembre 1936, à la page 17. *Le Devoir*, à la page 2, mentionne plutôt "55 ans" et *La Presse*, à la page 16, "50 ans".

8. Nom donné par *Le Devoir* du 11 novembre 1936, à la page 2. Selon *Le Soleil* du même jour, à la page 17, il s'agirait plutôt de "Paterson".

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer Châteauguay).

10. M. Labelle fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

11. Une fois présentés, les bills ne peuvent être modifiés ou retirés qu'avec l'autorisation de la Chambre. (Règlement Geoffrion, 1915, art. 438.)

12. Heure du *Journal de l'Assemblée*. Selon *Le Devoir* du 11 novembre 1936, à la page 1, il est plutôt 8 h 50. *La Patrie* du même jour, à la page 5, mentionne, quant à elle, 8 h 40.

13. Selon *Le Devoir* du 11 novembre 1936, à la page 1, aucun député de l'opposition n'est présent à ce moment: "La séance a commencé et l'on a procédé à l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour."

14. Version du *Devoir* du 11 novembre 1936, à la page 6. Selon *La Presse* du même jour, à la page 16, M. Lesage s'assoit plutôt à la place de M. Bertrand (Montréal-Laurier). Selon ce même journal, MM. Barrette et Lesage changent plutôt de place, juste après la remarque de M. Tardif (Frontenac).

15. Voir note 9.

16. *Le Canada* écrit, à la page 5, que le président (M. Boyer) appelle les articles du bill et demande chaque fois, "Adopté?". M. Barrette (Terrebonne) dit: "Sur division."

17. Selon *L'Action catholique* du 11 novembre 1936, à la page 9, M. Barrette fait cette intervention parce qu'il "veut remplir jusqu'au bout sa tâche de membre de l'opposition".

18. Selon le *Journal de l'Assemblée*, c'est M. Bouchard qui fait cette motion. Or, *La Presse* du 11 novembre 1936, à la page 16, et *Le Canada*, à la page 5, nous apprennent que M. Bouchard apparaît en Chambre pour la toute première fois de la soirée un peu plus tard seulement. De plus, *Le Journal* nous informe, à la page 3, que les premiers députés libéraux arrivent avant l'étude en comité plénier du bill 41, modifiant la loi des syndicats professionnels.

19. Voir note 9.

20. Chiffre de *L'Action catholique* du 11 novembre 1936, à la page 9. *The Montreal Herald* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$600.

21. M. Duplessis fait allusion à l'indemnité du chef de l'opposition de \$5,000 qui n'a pas subi de réduction. M. Bouchard a toutefois vu son indemnité additionnelle de député de \$2,500 réduite de 10 %, en conformité avec la loi votée à cet effet (1 Édouard VIII, chapitre 10). (Voir les séances des 6 et 9 novembre 1936.)

22. À la séance du 28 octobre 1936, M. Duplessis avait proposé et fait adopter une motion pour que la question détaillée de M. Bouchard soit convertie en ordre de la Chambre pour la production de documents.

23. Un journal libéral, *Le Canada* du 11 novembre 1936, à la page 5, estime qu'à ce moment précis du débat, les recherches des ministériels ont duré dix minutes.

24. John George Bourinot (1836-1902), journaliste, courriériste parlementaire et fonctionnaire du Sénat et de la Chambre des communes du Canada. Greffier de cette Chambre de 1880 à sa mort, il a écrit de nombreux ouvrages consacrés aux principes de gouvernement et au droit parlementaire, dont le traité intitulé *Parliamentary Procedure and Practice*, et le recueil de règles de procédures, qui porte maintenant le titre de *Bourinot's Rules of Order (Règles de procédure)*.

25. Hector Laferté (1885-1971), ancien correspondant parlementaire pour le journal *La Libre Parole*, siégea à l'Assemblée législative comme député libéral de Drummond et fut Orateur suppléant (1923-1928) et Orateur (1928-1929), avant d'accéder au conseil des ministres du gouvernement Taschereau (1929-1934) et au Conseil législatif (1934-1968).

26. Il s'agit de Cortland A. Fages (1892-1948), marié à Gabrielle Taschereau, fille de l'ancien premier ministre L.-A. Taschereau.

27. *Le Soleil* du 11 novembre 1936, à la page 16, prête ces paroles à M. Duplessis, alors que *Le Canada* du même jour, à la page 5, à l'Orateur. Cette dernière hypothèse semble plus probable.

28. Il s'agit de l'article 5 du *Feuilleton* du 10 novembre, soit la motion de M. Bouchard pour la production de documents concernant les assurances collectives.

Séance du jeudi 12 novembre 1936

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Taché (Hull): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Le comité permanent des comptes publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre le rapport de son enquête durant la présente session comme suit:

Votre comité a siégé durant huit (8) séances. Un rapport complet des dépositions a été sténographié. Un grand nombre de pièces littérales ont été produites. L'enquête n'est cependant pas terminée et, avant de faire un rapport final, d'autres séances devront être tenues.

Votre comité suggère respectueusement que l'enquête soit continuée lors de la prochaine session.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 34 relatif au moratoire et sauvegardant la petite propriété:

1. L'article 14 est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

d. Aux créances hypothécaires résultant des prêts consentis en vertu de la loi fédérale sur le logement, 1935 (25-26 George V, chapitre 58) et ses amendements.

e. Aux hypothèques consenties en faveur des syndicats coopératifs du crédit communément appelés caisses populaires Desjardins.

- bill 39 relatif aux sources pétrolifères de la Gaspésie:

1. L'article 7 est remplacé par ce qui suit:

"7. Toute concession de terrains pour fins d'exploitation des minerais qui s'y trouvent et pour lesquels des lettres patentes ont été émises avant le 1^{er} juillet 1911, et toute concession de terrains contenant des minerais faite avant le 24 juillet 1880, dont l'exploitation est demeurée inactive durant les cinq années qui ont précédé le 1^{er} octobre 1936, peuvent être révoquées par le ministre, et cela, nonobstant les dispositions de la section 11 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 80).

"Avis de cette révocation est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et prend effet à compter de la date de sa publication."

Affaires privilégiées:

**Translation des restes
de Pierre Le Moyne d'Iberville¹**

M. Chaloult (Kamouraska): M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je veux proposer l'ajournement de la Chambre pour qu'il me soit permis d'exposer une question qui me paraît d'un intérêt actuel considérable. *Le Soleil*, dans son édition du 5 novembre², reproduisant une dépêche de l'agence *Havas*, annonçait pour les mois de mars et avril un pèlerinage historique en l'honneur de René Robert Cavelier de La Salle et de Pierre Le Moyne d'Iberville à La Havane.

Adopté

M. Chaloult (Kamouraska) donne lecture de la dépêche: "Le Comité France-Amérique organise cette croisière pour honorer la mémoire du héros - Une visite à la tombe de Pierre Le Moyne d'Iberville. Paris, 5. (P. C. Havas) - Tous les détails de la croisière "Cavelier de La Salle" sont désormais arrêtés. Havas annonça, il y a six mois, que pour célébrer le tricentenaire de la mort du pionnier de l'empire français au nouveau monde, le comité France-Amérique organiserait une grande croisière officielle au printemps de 1937. Nous sommes maintenant en mesure d'annoncer que le programme en est entièrement établi. La croisière commencera au début de mars et se terminera vers le milieu d'avril. Des personnalités représentatives de tous les corps de l'État, gouvernement, parlement, industrie,

commerce, Académie française, se rendront d'abord à La Havane, où se trouvent, sous les dalles de la cathédrale, les cendres³ de Pierre Le Moyne d'Iberville, le "Cid canadien". Avec l'agrément du gouvernement cubain, ces cendres seront transportées à Mobile, Alabama, ville fondée par Le Moyne d'Iberville. Puis, on visitera la Louisiane et la région de la Nouvelle-Orléans, où les souvenirs de France sont encore vivaces. Enfin, les pèlerins se rendront au Texas, dans la région où Cavelier de La Salle erra trois années sous le ciel le plus inclément, avant de trouver une mort affreuse sous les coups d'un de ses compagnons, devenu fou. Gabriel Louis Jaray, directeur du comité France-Amérique, voulut bien assurer au correspondant Havas, "que ce voyage symbolique était certain d'un succès triomphal dans l'amitié de la France et de sa grande amie d'outre Atlantique".

M. l'Orateur, je crois qu'il y a lieu de se réjouir de ces voyages de bonne entente qui groupent des personnalités de l'Amérique et de l'Europe. *Le Devoir* a déjà organisé plusieurs excursions en Acadie et en Louisiane, et je crois que de telles initiatives ont produit des fruits très appréciables. Il a donné le bon exemple.

Mais je veux attirer l'attention de la Chambre sur le fait suivant: on a proposé de transporter les restes de Le Moyne d'Iberville, de La Havane, où ils reposent, à Mobile, Alabama. Je crois qu'il est inconvenant de transporter ainsi les restes d'un grand Canadien dans une ville qu'il a fondée, sans doute, mais qui est actuellement habitée en très grande partie par des nègres. La province de Québec ne devrait pas permettre cette translation, sans protester.

D'Iberville est né à Montréal en 1661. Il a guerroyé non seulement au Canada, mais aussi à la baie d'Hudson, en Acadie, à Terre-Neuve et en Louisiane qu'il a gardée à la France pendant plusieurs années. C'est le plus grand homme de guerre que le Canada ait produit, d'après nos historiens.

Il est mort à La Havane et c'est la raison pour laquelle ses restes y reposent encore. Le comité France-Amérique propose maintenant de les transporter aux États-Unis, dans une ville où il n'y a pas un survivant français. Je crois que c'est une nouvelle gaffe du comité France-Amérique, et nous sommes habitués à cette manière d'agir du comité. Les restes devraient être transportés plutôt à Montréal où d'Iberville est né et où il a passé une grande partie de sa vie.

Et je propose que le gouvernement national s'adresse aux gouvernements cubain et français pour demander le transport des restes de ce grand Canadien à Montréal. Je crois que ce serait un beau

geste de la part d'un gouvernement national, du seul gouvernement français en Amérique, car Pierre Le Moyne d'Iberville aurait pu difficilement consentir à ce qu'après sa mort ses restes fussent transportés en Alabama, dans une ville qui n'a aucun caractère français.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je crois que l'honorable député de Kamouraska mérite des félicitations, et on doit le féliciter de son initiative. Je vais lui offrir des fleurs qui ne seront pas sans épine, malheureusement, même si c'est pour lui faire plaisir. Le député de Kamouraska s'est inspiré du *Soleil* mais, si l'inspiration a été mauvaise, ses conclusions ont été meilleures que d'habitude.

Je n'ai pas de doute que le sujet soulevé est très important. Je me rappelle avoir lu, au temps où j'étais collégien, un volume de de Vogüé, *Les morts qui parlent*⁴. Nous avons ici nos morts qui parlent et d'une façon éloquente, puisque leur héroïsme a toujours été à base de patriotisme et de dévouement.

Dans la province de Québec, nous avons trop souvent à subir les inconvénients d'une situation quelque peu malheureuse. L'ancien régime s'ingéniait à donner aux ponts, aux boulevards et à certaines récompenses les noms de gens qui n'auraient pu autrement passer à la postérité. Il y aurait des réformes considérables à accomplir dans ce domaine. Il y a des points sur lesquels nous devrions imiter nos voisins des États-Unis. Les États-Unis ont beaucoup de défauts sans doute, mais ils ont certainement plus que nous le culte du souvenir, bien que notre devise soit: "Je me souviens". On y voit partout des monuments à l'honneur des hommes qui ont été grands.

L'orgueil national et l'ambition nationale sont des facteurs de progrès et de survivance. C'est pourquoi le gouvernement adoptera une politique de nature à rappeler le souvenir des grands hommes à quelque race qu'ils aient appartenu, à éveiller l'esprit national et à faciliter l'étude de l'histoire. Nous devrions toujours avoir dans le Québec les cendres et les mânes de ceux qui ont bien servi.

Les Américains nous ont encore une fois damé le pion. Mais, parlant au nom de mon gouvernement, je déclare que nous ferons tout notre possible, en autant que la chose sera de notre ressort, pour que les restes de ce grand Canadien soient ensevelis dans la province de Québec et que sa mémoire revive dans tous les cœurs de ses compatriotes.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a trouvé le moyen de mêler des considérations partisans à une discussion d'un caractère patriotique. Je me vois dans l'obligation de relever...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien voici, M. l'Orateur. Puisque l'honorable chef de l'opposition le prend sur ce ton, je soulève la question d'ordre.

Le député de Kamouraska a proposé une motion d'ajournement pour lui permettre d'exposer à la Chambre un cas particulier. Et, comme la question est déjà décidée, il me semble que nous devons nous en tenir là et passer à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: Les règlements disent qu'on doit s'en tenir au sujet qui est devant la Chambre. La seule digression faite par le premier ministre est que, pendant les années précédentes, des ministres ont adopté certaines attitudes.

Je ne crois pas que des députés présents soient visés par cette déclaration, et je demande que l'on passe à l'ordre du jour.

M. Chalout (Kamouraska): Permettez-moi, M. l'Orateur, de remercier en quelques mots l'honorable premier ministre de l'assurance qu'il nous a donnée qu'à l'avenir l'étude de l'histoire sera encouragée et le sentiment patriotique développé au moyen d'une politique appropriée. Si j'ai pris mes renseignements dans *Le Soleil*, c'était pour y trouver une dépêche de l'agence *Havas* et non une inspiration dont je n'avais pas besoin.

Par ailleurs, j'ai adressé des compliments au *Devoir*, ce qui ne devrait pas manquer de faire plaisir au premier ministre.

(Applaudissements)

L'Armistice

M. Taché (Hull): On me permettra, M. l'Orateur, d'exprimer des regrets pour avoir constaté au jour de l'Armistice que, dans une ville comme Québec, on n'ait pas trouvé moyen de dire une prière en français à la cérémonie du cénotaphe, en hommage à nos vétérans canadiens et à ceux qui sont tombés au champ d'honneur.

Cette absence est surprenante dans la vieille capitale française et catholique du pays. J'espère qu'à l'avenir, sauf dans un cas de force majeure, il y aura à cette cérémonie un prêtre canadien-français pour réciter des prières en français.

Le sort du colon

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège pour demander au gouvernement de s'occuper activement du problème du chômage dans les Îles-de-la-Madeleine. Il (M. Langlais) lit une lettre qu'il a reçue de son comté à ce sujet.

M. Dubé (Témiscouata): M. l'Orateur, sur une question de privilège, je désire rappeler au gouvernement l'urgence de s'occuper des colons, qui ont un pressant besoin de secours.

Il (M. Dubé) parle de la situation pénible des colons de son comté et dit qu'il semble y avoir un conflit entre le département du chômage et le département des secours directs. Les colons demandent du travail, et l'on ne leur donne qu'une pitance insuffisante.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ce qui a compliqué ces deux problèmes, c'est que l'on a semblé mal interpréter dans le passé les dispositions de la loi. Pour avoir les secours directs, il ne fallait pas travailler, et nous ne pouvions obliger le chômeur à exécuter des travaux. Il n'y a rien dans la loi actuelle qui nous empêche de faire travailler les chômeurs pour les secours que nous leur donnons. En ce qui concerne les secours directs chez les colons, nous avons transporté ce département au ministère de la Colonisation. Il y a eu centralisation, et le ministère de la Colonisation verra à fournir du travail aux colons.

M. Dubé (Rimouski): M. l'Orateur, je veux adresser la même requête au gouvernement pour les colons de mon comté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) s'oppose à cette question en disant que cela n'en finira plus.

M. l'Orateur: Je suis obligé de rappeler aux honorables députés qu'ils ne peuvent soulever de débat à ce moment de la séance.

Félicitations au conseiller législatif G. Bryson

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, nous avons appris qu'un de nos collègues du Conseil législatif, l'honorable M. George Bryson, représentant de la division d'Inkerman, célébrait cette année le 50^e anniversaire

de sa nomination au Conseil législatif⁵. Je suis certain que je suis l'interprète de la Chambre en proposant qu'elle offre à ce distingué membre de la Chambre haute de sincères félicitations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je suis heureux de seconder la motion de l'honorable premier ministre pour offrir des félicitations à notre ami, l'honorable M. Bryson. Je lui souhaite encore plusieurs années de service dans l'administration des affaires de la province.

La motion est adoptée.

Travaux de la Chambre:

Production de documents

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais savoir du chef du gouvernement quand nous pouvons espérer avoir les documents dont nous avons demandé la production.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La production en sera peut-être un peu tardive, mais elle se fera dans 50 fois moins de temps que sous l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ça que je demande. Je veux savoir la date à laquelle nous allons recevoir les documents demandés. Nous avons besoin de ces documents. Quelques-uns d'entre eux ont été demandés il y a déjà trois semaines.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je puis dire qu'au cours de novembre, en décembre au plus tard, l'honorable chef de l'opposition aura les documents demandés. Il pourra les étudier à l'aise d'ici la prochaine session, car il lui faut trois mois pour comprendre ce que le gouvernement comprend en trois heures.

Certains journaux ont laissé entendre qu'à la séance d'avant-hier soir le chef de l'opposition a forcé le gouvernement à recommencer certains sujets. Ce n'est pas exact. Le chef de l'opposition n'était pas ici pour commencer la séance et nous l'avons attendu un quart d'heure, car il est toujours en retard, nous lui avons offert de recommencer la discussion sur l'une des motions. C'était un excès de courtoisie. La motion avait déjà été acceptée par la

Chambre. Mais nous voulions donner à l'honorable chef de l'opposition toutes les facilités voulues.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef du gouvernement prétend que je suis habituellement en retard. Je nie. J'ai été en retard une seule fois, et on en a profité pour voter des motions que je considérais comme très importantes⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition brillait par son absence ce soir-là et, comme il gagne \$5,000 de plus que les autres députés ici, il n'aurait pas dû être en retard.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je...

M. Tardif (Frontenac): Je soulève un point d'ordre. Il n'y a pas de débat possible sur cette question.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me suis levé sur une question de privilège. Mon traitement de chef de l'opposition n'a pas été diminué⁷, ni celui de l'Orateur, ni celui des deux ministres sans portefeuille qui siègent en face de moi⁸. On a diminué les salaires des autres ministres parce qu'ils ne le gagnent pas, tandis que nous gagnons le nôtre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable chef de l'opposition veut être mis sur le même pied que les autres...

(Rires)

Moratoire et sauvegarde de la petite propriété

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 34 relatif au moratoire et sauvegardant la petite propriété. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Sources pétrolifères en Gaspésie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 relatif aux sources pétrolifères de la Gaspésie. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Questions et réponses:**Destitution des tourne-clés
de la prison de Rimouski**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. À quelle date les quatre anciens tourne-clés de la prison de Rimouski ont-ils été démis de leurs fonctions en 1936?

2. Y a-t-il eu une enquête dans chacun de leurs cas?

3. Pour quelle raison les a-t-on destitués?

4. Par qui ont-ils été remplacés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Le 1^{er} octobre 1936.

2. Les informations nécessaires ont été prises à ce sujet.

3. Ingérence politique.

4. M. Louis Ouellet, remplacé par M. Pierre Bélanger; M. Émile Rioux, remplacé par M. Henri LeBrun; M. Alphonse Pineault, remplacé par M. Gérard de Champlain, et M. Pierre Poirier, remplacé par M. Siméon Rioux.

Demandes de documents:**Assurances collectives
des fonctionnaires**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Bouchard, dont elle a été saisie le mardi 10 novembre courant, demandant copies des conventions ou du contrat relatifs aux assurances collectives sur la vie des employés et des officiers du gouvernement existant en 1936 avant le 1^{er} août et celles ou celui existant à l'heure actuelle.

M. l'Orateur signifie au député de Berthier (M. Bastien) qu'il peut maintenant parler.

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur, cette motion a pour but de discuter les avancés du premier ministre qui prétend avoir fait économiser \$31,000⁹ à la province au sujet des assurances.

Le chef de l'opposition avait posé des questions, afin de pouvoir comparer les contrats ensemble. Le premier ministre a converti ces questions en une motion pour production de documents que nous n'avons pas encore pour discuter la question.

"Mon gouvernement a fait économiser \$31,000 à la province", dit le premier ministre. Ce n'est pas le fait de changer les assurances de compagnie qui a donné ce résultat. C'est plutôt le fait d'avoir retranché au-delà de 200 employés sur la liste de ceux qui jouissent de l'assurance collective. Le premier ministre avec l'habileté qu'on lui connaît... (Applaudissements à droite)¹⁰

M. Bastien (Berthier) reprend son siège¹¹.
(Les applaudissements cessent)

M. Bastien (Berthier) se lève pour parler.
(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur: (Après de vains coups de marteau pour rétablir l'ordre) À l'ordre, Messieurs!

M. Bastien (Berthier): Les députés de la droite ont été surpris de m'entendre parler de l'habileté du premier ministre. Pour être parlementaire, il est nécessaire d'avoir de l'habileté.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Il faut aussi avoir une majorité raisonnable.

M. Bastien (Berthier): L'honorable premier ministre, lorsqu'on l'a attaqué sur cette question des assurances mardi soir, n'a pas répondu, il a eu recours à un mot qui a aveuglé l'électorat au cours de la dernière élection, mais qui ne concerne en rien les employés civils dont il est question dans ce débat. Il a employé le mot "trust". Il s'est servi d'un de ses termes favoris. Quelle pitié pour un premier ministre que de recourir à ce mot pour envelopper une question aussi importante! Il a parlé du trust Tessier & Fages. Je le dis et je le répète et je dis la vérité.

Des voix: Non... non.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre dit que le trust Tessier & Fages déterminait les prix. Ce n'est pas l'agent qui détermine les prix, c'est la compagnie, et le chef de l'opposition lui a clairement expliqué mardi soir que les taux d'assurances dans cette province sont uniformes.

Le nouveau gouvernement et le premier ministre peuvent favoriser un ami. Il n'ose pas le dire. Tout ce qu'il a fait fut d'enlever les assurances à Tessier & Fages pour les donner à M. Tousignant, de Trois-Rivières. Je n'ai pas d'objection à cela.

(Applaudissements à droite)

Ce n'est qu'une question de patronage après tout, mais qu'on le dise donc cependant! Le grand financier qu'est le premier ministre...

(Applaudissements à droite)

... sait qu'il a réduit de 210 le nombre des assurés...

M. Tardif (Frontenac): Y parle-t'y bien un peu.

M. Bastien (Berthier): Il a de plus enlevé la protection des assurés qui commençaient à coûter cher à la province. Quand on lui pose une question, il reprend son dada favori et fait allusion au trust.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que l'honorable député de Berthier veut me permettre une question?

M. Bastien (Berthier): Si vos députés voulaient être plus calmes, je vous le permettrais. J'ai déjà assez de misère avec vos députés.

(Rires et applaudissements à droite)

Je crois que le premier ministre devrait revenir sur sa décision et permettre à ses vieux employés d'être assurés. Il a économisé au détriment des vieux et, avant de m'asseoir, je le prie de revenir sur sa décision.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): C'est de la comédie.

M. Bastien (Berthier): Je préfère être un comédien qu'un bouffon.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre. Je demande au député de Berthier de retirer ces paroles. Elles ne sont pas parlementaires.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je constate que l'honorable député de Berthier est à la fois le comédien et le bouffon.

M. L'Orateur: L'honorable député de Berthier n'a traité personne de bouffon. Il a tout simplement exprimé une préférence.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): La question est simplement de savoir si le premier ministre a fait un coup de maître.

Des voix à droite: Oui... oui...

M. Bastien (Berthier): On a enlevé le contrat à la Sun Life, une compagnie qui a son bureau principal à Montréal, pour le donner à la Dominion Life. On a fait un acte pur et simple...

Des voix à droite: Un acte pur! Un acte pur!

M. Larochelle (Lévis): Très pur.

M. Bastien (Berthier): On a fait un acte pur et simple de favoritisme. Le premier ministre dit qu'il a fait épargner à la province, mais il l'a fait en enlevant à de vieux employés de l'État le privilège de l'assurance collective. Il les a retranchés des listes d'assurances. Ce n'est pas savant de faire des économies de cette sorte.

(Rires à gauche)

Voilà comment le premier ministre a fait épargner \$31,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): \$37,000.

M. Bastien (Berthier): Voilà toute la question. Il a privé les vieux de la protection à laquelle ils avaient droit et qui commençaient à coûter cher pour la province. Quand on lui pose une question, il reprend son dada favori et fait allusion au trust. Il n'a pas le droit de crier au trust, lui qui vient de créer un trust en donnant toute l'assurance à une même compagnie, la Dominion Life.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable député de Berthier me permettra une question?

M. Bastien (Berthier): Non. Que le premier ministre me laisse parler. J'ai dit tantôt pourquoi je ne pouvais le faire. Sous l'ancienne administration, les assurances étaient réparties entre les différentes compagnies. La Sun Life en avait 40 %, et la balance était partagée également entre quatre autres compagnies: la Sauvegarde, une compagnie canadienne-française, la Great West, la Canada Life et la North American. Sous le régime actuel, une seule compagnie a 100 %. Lorsque les contribuables de la province ont appris par les journaux cette économie, ils ont dû trouver le premier ministre habile.

Et pourtant, la réduction a été possible parce que l'on a baissé le nombre des assurés. Les anciennes listes d'assurances comptaient 2,710 noms;

elles n'en comptent plus que 2,500. C'est là que gît toute la prétendue économie. Mais, quand on l'interroge précisément là-dessus, le premier ministre repart sur son dada favori: il crie au trust, blâme MM. Tessier et Fages d'exercer un trust.

Lors du premier contrat, le gouvernement payait une assurance de \$1,000, et l'assuré pouvait se payer ensuite une assurance additionnelle. Lorsqu'on a rompu le contrat, les employés ont perdu ainsi tout ce qu'ils avaient payé, car d'après l'ancien contrat, il était entendu que l'assurance ne pourrait être convertie. La question est plus grave qu'on le pense. Par l'acte inconsidéré d'un premier ministre sans expérience, on a dépouillé des vieux employés de la protection à laquelle ils avaient droit. Le chef de l'opposition a interrogé le gouvernement sur les assurances collectives intéressant les employés. Le premier ministre a répondu en parlant de toutes les catégories d'assurances, assurance-vie, assurance-feu... Il a tout embrouillé les classifications qui sont importantes et détourne ainsi la question. Il devrait parler exclusivement des assurances collectives qui constituent une injustice flagrante contre ses employés. Il répète qu'il a économisé \$37,000. Il l'a fait au détriment des vieux employés et avant de m'asseoir, je ne demande ici qu'une chose: qu'il répare le tort causé à ces braves citoyens¹².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'ancien régime, les assurances étaient distribuées entre des compagnies dont le siège social se trouve aux États-Unis, alors qu'avec le nouveau gouvernement, on les répartit parmi des compagnies dont le siège social est situé dans notre province.

M. Pouliot (Missisquoi): Si je comprends bien, assurances collectives veulent dire assurance-groupe. Si l'ancien régime assurait des retraités d'au-dessus de 65 ans, en partie des femmes, cela causait une augmentation de la prime pour les autres employés. Aussi, l'opposition n'a pas raison de critiquer le gouvernement sur ce fait-là. Les taux sont obtenus sur une base de mortalité probable. Les employés civils sont mieux de prendre une autre assurance-groupe. D'ailleurs, les employés civils en général reçoivent un salaire suffisant pour assurer leurs vieux jours.

Je regrette que l'honorable député de Berthier (M. Bastien) ait soulevé la question de race. Nous sommes en bons termes avec la province d'Ontario. Quel crime y a-t-il à ce que la Dominion Life ait les assurances collectives des employés? L'honorable député de Berthier était député cependant, quand le

régime auquel il appartient a souscrit des assurances à des compagnies qui avaient leur siège social aux États-Unis. Ainsi, de 1927 à 1930, la Metropolitan, la Travellers Life...

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas mentionné de siège social de compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier a bien dit que la Dominion Life a son siège social à Toronto.

M. Pouliot (Missisquoi): Il me semblait aussi qu'il l'avait dit.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas dit cela.

M. l'Orateur: Le député de Missisquoi est obligé d'accepter la parole du député de Berthier.

M. Larochelle (Lévis): Même si ce n'est pas vrai.

M. Pouliot (Missisquoi): Même si ce n'est pas vrai. Il en coûtait \$31,000 pour les primes en 1926-1927, et ce montant a été porté à \$63,828.52 en 1934-1935. L'ancien premier ministre était alors directeur de la Métropolitaine. Depuis, c'est la Sun Life qui a eu la grosse part et l'ancien premier ministre était directeur de cette compagnie. L'ex-régime ne s'est jamais objecté à ce que les assurances fussent données à des compagnies américaines et à des compagnies dont l'ancien premier ministre était directeur.

Je félicite le premier ministre d'avoir sauvé \$37,000 à la province.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je veux profiter ici de mon droit de réplique. Je veux démentir une assertion faite par l'honorable premier ministre dans son discours. Il a dit, par exemple, que les employés reçoivent la même protection qu'avant.

Cela n'est pas vrai. Voici les chiffres de ces contrats. Il y en avait auparavant pour \$3,494,000; il n'y en a plus que pour \$3,000,000, soit un demi-million de moins. Ce qui équivalait à un demi-million de moins de protection.

Ce montant supplémentaire protégeait des vieillards sur le point de retirer des assurances. Ceux dont les primes ont été annulées sont tous à la veille de se retirer. Il faut protéger ceux qui sont à la veille de mourir, de préférence à ceux qui ont un gage de

durée. Mais il n'y a pas que 277 personnes de moins d'assurées. Il y a aussi le fait que les personnes du sexe féminin pouvaient autrefois se prévaloir d'une assurance de \$1,000 au même taux qu'il leur en coûte aujourd'hui, pour ne plus bénéficier que d'une assurance de \$500. Ceci explique que les primes payées par le gouvernement soient moindres. À ce compte, n'importe qui peut faire des économies.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 modifiant la loi des mines de Québec relativement à l'établissement de villages dans les régions minières;
- bill 36 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail;
- bill 38 pour permettre à la cité de Québec d'emprunter pour éviter l'imposition de taxes spéciales;
- bill 41 modifiant la loi des syndicats professionnels;
- bill 46 favorisant l'impartialité et la célérité dans le paiement des pensions de vieillesse;
- bill 47 pour encourager la mise en valeur et le développement des ressources naturelles propres au combustible;
- bill 154 permettant à la cité de Montréal de décréter un mode d'identification pour les élections municipales.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté aussi le message suivant:

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 21 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 30 juin 1937 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Suspension des travaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le Conseil législatif a terminé son travail et nous avons terminé le nôtre. Je propose que

la séance soit suspendue en attendant la cérémonie de la prorogation dans la salle du Conseil législatif.

Adopté. La Chambre suspend ses travaux à 4 h 30¹³.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire¹⁴. Ledit message se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif¹⁵.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon";
- bill 3 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 71, relative à la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes;
- bill 4 pourvoyant à l'organisation d'un département des Mines et des Pêcheries;
- bill 5 pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation;
- bill 6 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*;
- bill 7 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 21, section 5, relative aux véhicules automobiles;
- bill 8 concernant les deniers publics relatifs au Conseil législatif et à l'Assemblée législative;
- bill 9 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la recherche des infractions et à l'arrestation sans mandat;
- bill 10 abrogeant la loi concernant la radio et la loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion;
- bill 11 relatif aux directorats de compagnies ou corporations;
- bill 12 abrogeant la loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers;
- bill 13 abrogeant la loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons;

- bill 14 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin;
- bill 15 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir en faveur de l'accidenté le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur;
- bill 16 pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province;
- bill 17 concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique;
- bill 18 relatif à la corporation du pont du lac Saint-Louis;
- bill 19 relatif au paiement des frais à l'occasion de la révocation ou substitution de procureur;
- bill 20 concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative;
- bill 23 pourvoyant à la protection des créanciers d'une compagnie qui abandonne sa charte;
- bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement au certificat d'analyse;
- bill 25 établissant le crédit agricole provincial;
- bill 26 relatif à la Commission des liqueurs de Québec;
- bill 27 pour promouvoir le développement de la Gaspésie;
- bill 28 pourvoyant à l'organisation d'un département de la santé;
- bill 29 abolissant la Commission des services publics de Québec;
- bill 30 abrogeant la loi concernant les agents généraux de la province à l'étranger;
- bill 31 modifiant la loi des mécaniciens de machines fixes;
- bill 32 modifiant la loi des appareils sous pression;
- bill 33 relatif aux emprunts du gouvernement de la province de Québec;
- bill 34 relatif au moratoire et sauvegardant la petite propriété;
- bill 35 modifiant la loi des mines de Québec relativement à l'établissement de villages dans les régions minières;
- bill 36 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail;
- bill 37 relatif à l'extension d'une convention collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1723 du 28 juin 1935 et l'arrêté no 1131 du 15 avril 1936;
- bill 38 pour permettre à la cité de Québec d'emprunter pour éviter l'imposition de taxes spéciales;

- bill 39 relatif aux sources pétrolifères de la Gaspésie;
- bill 40 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;
- bill 41 modifiant la loi des syndicats professionnels;
- bill 42 pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales;
- bill 43 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de deux cent vingt-cinq mille dollars à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- bill 44 relatif aux ministres, aux membres du Conseil législatif et à ceux de l'Assemblée législative;
- bill 45 pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province;
- bill 46 favorisant l'impartialité et la célérité dans le paiement des pensions de vieillesse;
- bill 47 pour encourager la mise en valeur et le développement des ressources naturelles propres au combustible;
- bill 150 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec;
- bill 151 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 152 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 153 autorisant la cité de Montréal à accorder un octroi de cent mille dollars à l'hôpital Sainte-Justine;
- bill 154 permettant à la cité de Montréal de décréter un mode d'identification pour les élections municipales.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 21 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 30 juin 1937 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la première session de la vingtième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les lois que vous avez votées me paraissent inspirées par le souci de garantir la liberté individuelle, de préserver la santé publique, d'améliorer les conditions de vie dans les régions minières, de rendre plus humaine la loi des accidents du travail, de donner aux accidentés le recours de droit commun, d'assurer l'honnêteté des élections, de réprimer certains abus de la finance, de protéger l'épargne, de sauvegarder la petite propriété, d'assainir les finances de la province, de favoriser le développement et la mise en valeur de nos ressources naturelles, particulièrement de nos mines, de venir en aide à notre jeunesse, de restaurer notre agriculture au moyen de prêts à long terme; et c'est pourquoi j'ai donné avec plaisir la sanction royale à ces lois.

Au reste, votre esprit de justice et le soin avec lequel vous les avez étudiées sont une garantie de leur efficacité comme de leur sagesse, et il y a lieu d'espérer qu'elles produiront les heureux résultats que nous en attendons.

Le gouvernement, veuillez le croire, veillera pour sa part à leur faire rendre tous les bons effets dont elles sont capables.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à sa disposition les crédits nécessaires à l'administration de notre province.

Soyez assurés que ces sommes seront dépensées avec économie et selon la destination que vous leur avez assignée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment d'ajourner vos travaux parlementaires, il me plaît de formuler des vœux pour votre bonheur et celui de vos concitoyens.

Daigne le Ciel vous bénir, ainsi que vos familles, et répandre ses bienfaits sur tous ceux que vous représentez ici.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée "sine die".

La séance est levée à 5 h 05¹⁶.

NOTES

1. Pierre Le Moyne d'Iberville (1661-1706), soldat, marin et aventurier canadien. Né à Ville-Marie (Montréal), il est le troisième des 12 fils de Charles Le Moyne. Iberville participa activement aux guerres des frontières contre la Nouvelle-Angleterre sur la baie d'Hudson et en Acadie. Il accomplit de nombreux faits d'armes entre 1686 et 1697 contre les Anglais dans les postes commerciaux de fourrures et les ports sur la baie James et à Terre-Neuve. De 1698 à 1702, il mène des expéditions en Louisiane et construit quelques forts dans cette région et à Mobile (1701-1702), en Alabama. Il fonda la Louisiane, dont il fut le premier gouverneur. Jusqu'à son décès à La Havane en juillet 1706, il poursuit ses expéditions militaires contre les établissements anglais. Premier canadien à recevoir, pour bravoure, la Croix de Saint-Louis de la Couronne Française.

2. Date citée par la majorité des sources. Seul *Le Journal* du 13 novembre 1936, à la page 1, mentionne fautivement que l'article a été publié "le 5 mars". Cet article s'intitule *Une croisière française en honneur de Cavelier de La Salle en Nouvelle-Orléans*.

3. *Le Soleil* du 14 novembre 1936, à la page 1, écrit: "À ce sujet, on rappelle que M. P.-G. Roy, archiviste de la province, et l'abbé Desrosiers, principal de l'École normale Jacques-Cartier, ont fait, au cours de voyages à La Havane, des recherches spéciales pour retracer les cendres d'Iberville. Ils ont bien lu l'acte de la sépulture du Cid canadien, mais ils n'ont pu savoir où d'Iberville fut inhumé. D'après l'acte de sépulture, il aurait été inhumé dans la crypte de la cathédrale de Saint-Christophe. Mais le site même de cette église fut changé au cours de révoltes des Espagnols."

4. Il s'agit d'Eugène-Melchior de Vogüé, *Les morts qui parlent*, Paris, 1899.

5. Cette nomination remonte au 24 août 1887.

6. M. Bouchard fait allusion à son absence en Chambre, lors de la séance du soir du 10 novembre.

7. L'indemnité de \$5,000 du chef de l'opposition n'a pas subi de réduction, mais son indemnité de député de \$2,500 se trouve diminuée de 10 %, en conformité avec la loi 1 Édouard VIII, chapitre 10.

8. Selon *Le Canada* du 13 novembre 1936, à la page 10, M. Bouchard désigne à ce moment les honorables MM. Coonan et Layton.

9. Il s'agit plutôt de \$37,000. M. Duplessis corrigera le député de Berthier un peu plus loin dans le débat (p. 424).

10. *L'Événement* du 13 novembre 1936, à la page 3, rapporte que chaque fois que M. Bastien "prononçait quelques phrases pouvant sembler favorables au gouvernement, les membres de la droite lui faisaient une ovation. Le député de Berthier, qui a un excellent caractère, prit le meilleur parti, qui était bien d'en rire".

11. Selon *L'Événement* du 13 novembre 1936, à la page 9, M. Bastien se rassoit parce que les applaudissements des ministériels durent depuis environ deux minutes.

12. *La Patrie* du 13 novembre 1936, à la page 4, précise que M. Bastien "prononça un grand discours mais, comme l'atmosphère était à la joie, il fut cent fois interrompu d'applaudissements qui n'avaient aucun rapport avec ce qu'il disait".

13. Selon *Le Canada* du 13 novembre 1936, à la page 1, "la séance a été entrecoupée de cris, de tapage sur les pupitres. Elle a fini par des chants dont les plus populaires furent "Vive la Canadienne" et "Ils moissonnent dans l'allégresse". Quant au *Petit Journal* du 15 novembre, à la page 2, et à *L'Événement*, du 13 novembre, à la page 3, ils rapportent respectivement que les députés ont également chanté "Filez, filez, ô mon navire" et "Marlborough s'en va-t-en guerre".

14. À ce moment, *Le Petit Journal* du 15 novembre 1936, à la page 2, rapporte que: "La prorogation des Chambres a donné lieu à des scènes très gaies.

Quand le gentilhomme-huissier à la verge noire a fait ses trois saluts réglementaires devant l'honorable Paul Sauvé, chaque fois les députés ont fait claquer énergiquement leurs pupitres, avec un ensemble touchant."

15. Selon *Le Journal* du 13 novembre 1936, à la page 8, il est 4 h 45 lorsque les députés quittent pour le Conseil législatif.

16. Heure du *Quebec Chronicle-Telegraph* du 13 novembre 1936, à la page 3. *Le Journal* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 5 h 10.

